

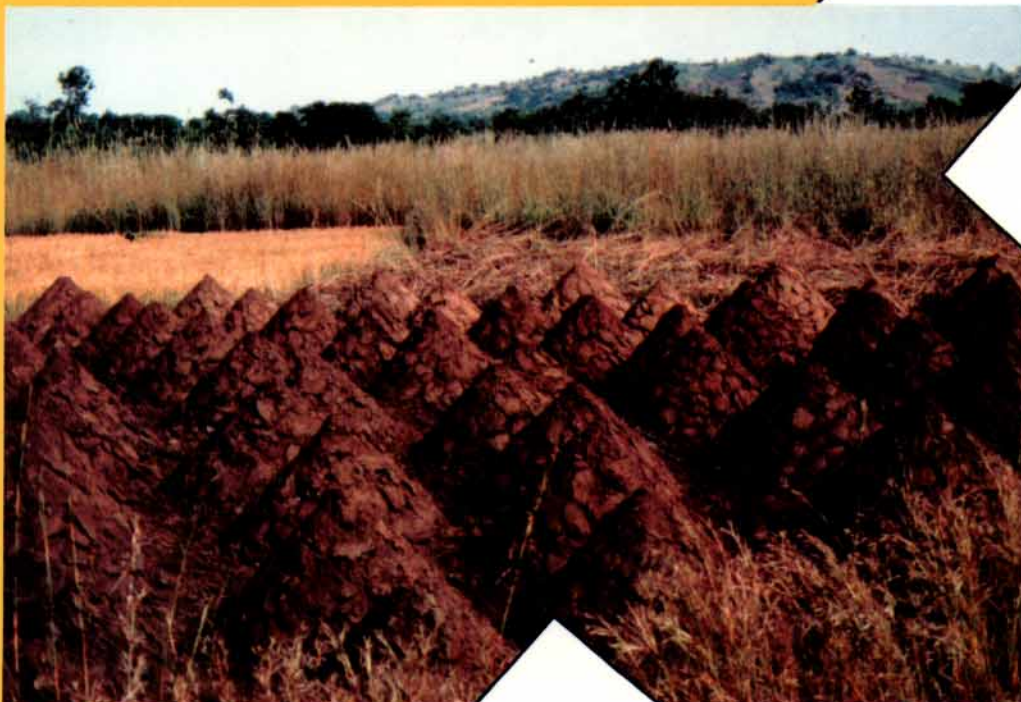
# LES MIGRATIONS RURALES DES KABYÈ ET DES LOSSO (TOGO)

*Bernard Lucien-Brun*

MIGRATION ET COLONISATION DES TERRES NEUVES

*Anne-Marie Pillet-Schwartz*

MIGRATION ET MUTATION DE L'ESPACE COLONISÉ



Éditions de l'ORSTOM

INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

**LES MIGRATIONS RURALES  
DES KABYÈ ET DES LOSSO  
(TOGO)**



# LES MIGRATIONS RURALES DES KABYÈ ET DES LOSSO (TOGO)

*Bernard Lucien-Brun*

Géographe ORSTOM

MIGRATION ET COLONISATION DES TERRES NEUVES

*Anne-Marie Pillet-Schwartz*

Géographe CNRS

MIGRATION ET MUTATION DE L'ESPACE COLONISÉ

---

Éditions de l'ORSTOM

INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

Collection **TRAVAUX et DOCUMENTS** n° 202

PARIS 1987



Laboratoire de Sociologie et  
Géographie Africaines (LA 94). Paris

**ORSTOM**

Centre ORSTOM  
de Lomé

*Maquette de couverture* : Michèle SAINT-LÉGER  
*Photos* : B. LUCIEN -BRUN, A.M. PILLET-SCHWARTZ  
*Photo couverture* : A.-M. PILLET-SCHWARTZ

I.S.S.N. 0371-6023  
I.S.B.N. 2-7099-0822-0

---

« La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que  
« les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utili-  
« sation collective », et d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemples et d'illus-  
« tration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur  
« ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 40).

« Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une con-  
« trefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code Pénal ».

*I*

*Migration et colonisation  
des Terres Neuves*

B. LUCIEN-BRUN





# *introduction*

## LA MISE EN VALEUR DE TERRES NEUVES, UNE CHANCE DE DÉVELOPPEMENT POUR L'AFRIQUE RURALE

Parmi les mutations qui s'opèrent actuellement en Afrique Noire la crise de conscience des milieux ruraux est la plus grave.

Avec l'incursion des Occidentaux l'argent est apparu. Il existait bien jadis des échanges effectués au moyen de signes spécifiques. Cependant la demande extérieure de biens locaux restait d'ordinaire insuffisante pour créer de véritables circuits commerciaux et les conditions d'une économie monétaire. Hormis quelques artisans les populations vivaient directement des produits de la terre.

A la suite du colonisateur le « traitant » prit pied sur le continent ; leur collaboration permit d'organiser sur une vaste échelle la production et le trafic des denrées tropicales. Simultanément l'impôt était instauré. D'importantes sommes furent ainsi drainées vers un groupe dirigeant. L'Africain apprit par expérience à associer les trois notions : argent-pouvoir-vie facile. On eut la révélation d'un nouveau genre d'existence comblée et sans fatigue que seule permet la richesse monétaire. Désormais tout se paye, l'argent pénètre partout, devient un besoin.

Or, dans le système instauré les paysans se voient confinés au bas de l'échelle des revenus et doivent se rendre à l'évidence que, malgré leur travail et leur rôle de producteurs, leur bénéfice reste minime en regard de celui des agents de l'Administration, du commerce et en général des salariés de la ville. Les gens de la terre se découvrent dans la misère. Il en résulte d'une part un amer sentiment de frustration, peu propice au développement des masses agricoles, déjà défavorisées de par leur dissémination. Il s'ensuit d'autre part un désir de désengagement, lequel affecte en particulier les femmes lorsqu'elles sont traditionnellement chargées de commerce local, et surtout les jeunes, non encore pourvus d'une exploitation. Pour ces derniers le rôle démobilisateur de l'école est capital. S'échappe qui peut, comptant

sur la chance et les relations, vers les centres où l'argent circule. Ou bien si, par suite de conditions particulièrement favorables en pays de plantation, le bénéfice agricole se révèle réellement intéressant, le propriétaire cède à la tentation de laisser le travail de son domaine à des salariés et quitte son état.

De nombreux auteurs — de G. BALANDIER à R. DUMONT — ont décrit et analysé cette situation. Elle n'est d'ailleurs nullement propre au continent noir. Contrecoup de l'expansion de la civilisation industrielle capitaliste, la crise a atteint les autres paysanneries du Tiers Monde. Les collectivités rurales exclues du « Progrès » végètent et se déstructurent ; leur exode massif grossit le prolétariat des villes surchargées. Cependant dans l'Afrique Noire, au nord de l'Équateur, le malaise risque d'entraîner à plus ou moins long terme des conséquences particulièrement néfastes si l'on admet que la vocation de cette partie du continent, souvent privée de ressources complémentaires, est et restera longtemps encore agricole.

Même s'ils tiennent pour indispensables des opérations de diversification les responsables économiques africains sont conscients de ce que le développement de l'agriculture constitue un objectif essentiel de leur action. Il importe de mettre en œuvre toutes les formules susceptibles d'assurer simultanément l'accroissement de la production agricole et la réhabilitation de la condition paysanne ; en un mot, au propre comme au figuré, de changer « la brousse » en « campagne ».

Parmi les divers remèdes envisagés — techniques, fonciers, commerciaux, etc. — l'extension du domaine cultivé constitue l'un des partis les plus intéressants pour une politique agricole.

La densité d'occupation humaine relativement basse à l'échelle du continent africain se révèle en outre assez inégale. Du fait des particularités du

milieu physique ou plus souvent des circonstances historiques, le territoire de la plupart des Etats actuels comprend des zones très faiblement peuplées, parfois même totalement inhabitées. Le cas échéant, ce type de situation apparemment négatif permet en réalité d'envisager d'intéressantes possibilités d'intervention. D'une façon générale un programme visant à l'occupation de ces terres et à leur mise en exploitation dans les conditions optimales devrait :

- procurer un accroissement de la production agricole ;

- favoriser un rééquilibrage du peuplement rural dans le cadre régional ou national et freiner l'afflux d'émigrants vers les centres urbains ;
- permettre de proposer aux paysans d'alentour une amélioration de rendement de leur travail par la mise en œuvre de méthodes nouvelles ;
- leur apporter la garantie réconfortante d'une sollicitude active de la part de l'Etat.

Telle est à nos yeux la signification première du thème « Colonisation agricole des terres neuves » développé par la recherche géographique en milieu tropical et dans lequel se place notre étude.

## DES PROBLÈMES SPÉCIFIQUES

L'organisation d'une entreprise d'installation agricole comporte dès l'abord un certain nombre d'inconnues qu'il importe de prévoir et de résoudre. Un échec aboutirait en effet à un résultat contraire au but recherché et aurait une portée désastreuse tant par la déception qu'il entraînerait chez les responsables que par l'amertume qu'il provoquerait dans les collectivités paysannes concernées. Cependant aucun des problèmes soulevés ne paraît par avance insoluble. On peut les rassembler succinctement sous cinq titres généraux :

### Assurer le bon déroulement de la migration nécessaire

A cette fin deux conditions doivent être réunies, l'une concernant la « zone de départ » et l'autre la « zone d'accueil ». Il s'agit d'une part d'intéresser au projet les habitants d'une région où par tradition se manifeste un profond attachement au travail de la terre mais où par ailleurs se révèle une propension actuelle à l'émigration. Une « animation » peut alors permettre d'obtenir les candidatures susceptibles d'amorcer le courant des départs.

D'autre part le territoire envisagé pour l'installation même s'il est peu fréquenté voire inoccupé, constitue toujours le domaine de droit de groupes autochtones établis alentour. Là aussi des négociations préalables sont indispensables afin d'éviter des tensions lors de l'installation des immigrants.

### Apporter une aide matérielle aux arrivants

Un déménagement, la construction d'une habitation, l'ouverture d'une exploitation exigent une mise de fonds importante. La création d'un réseau routier élémentaire s'impose également. Démunis, les fondateurs ne sauraient supporter toutes les charges correspondantes. Dans ces conditions le lancement de l'opération implique un certain concours matériel de la part des organisateurs. Toutefois si ce soutien ne reste pas limité et temporaire il risque de créer chez les immigrés un état d'esprit passif et revendicatif d'« assistés ».

### Etablir les bases techniques de la production

Il est tentant d'utiliser le paysanat immigré, jugé plus « malléable » qu'un groupement autochtone, pour généraliser des innovations déjà testées en Station agricole ; l'« encadrement » sera-t-il suffisamment efficace ? Même si l'on se contente de préconiser des méthodes traditionnelles améliorées dans le détail, il appartient aux responsables de veiller à la bonne adaptation des cultivateurs (semences, façons) à un milieu physique nouveau et surtout d'observer les effets produits sur un sol jusqu'alors inexploité.

### Reconstituer un milieu sociologique stable

Il s'agit là d'un aspect capital de la colonisation agricole. En butte à des difficultés d'adaptation de toutes sortes hors de son cadre d'existence coutumier, l'immigré risque de se trouver tantôt soumis à la tentation « abandonniste » de retourner parmi les siens, et tantôt de pousser plus loin vers la ville. L'organisateur soucieux d'assurer l'« enracinement » du nouveau paysanat doit donc notamment respecter les structures traditionnelles (chefferie, groupe familial, vie religieuse) et s'efforcer de créer les meilleures conditions de confort sociologique. A cet égard la conservation de l'homogénéité ethnique paraît dans le contexte africain constituer un impératif de base.

### Eviter un contrecoup fâcheux pour le pays d'origine

Le bilan de l'opération serait contestable si pour construire d'un côté on détruisait de l'autre. L'avenir de la zone de départ se trouverait hypothéqué par un dépeuplement excessif mais également par la déconsidération dont ses habitants pourraient se croire l'objet. Il convient donc d'en garantir l'équilibre même au prix d'un ralentissement du mouvement d'émigration.

Par exemple :

- en conservant au pays natal une densité d'occupation viable et sans modifier sensiblement la structure démographique (risque d'affaiblissement des tranches d'âge les plus productrices) ;

- en y engageant des actions propres à valoriser le genre de vie traditionnel ;
- en établissant des liens multiples entre les deux zones de départ et de colonisation (retours réguliers, échanges matériels, etc.).

L'énoncé de ces principes fondamentaux met en évidence la nécessité d'une sérieuse étude préliminaire des conditions physiques et surtout du milieu humain.

Toutefois pour mener à bien un tel projet de mise en valeur une bonne connaissance du contexte local ne saurait suffire. Avant d'appliquer un programme

il importe de prévoir autant que possible les évolutions, les réactions, les revirements, les conséquences à terme. L'observation d'opérations réalisées ailleurs dans des circonstances analogues est alors indispensable.

C'est à ce niveau que se situe notre contribution. Nous nous proposons d'exposer un cas africain de colonisation agricole de façon à permettre aux responsables intéressés d'en dégager les conclusions pratiques et de les mettre à profit lors d'entreprises semblables.

## UN EXEMPLE PRATIQUE : LES KABYÈ ET LOSSO DANS LE TOGO CENTRAL

Plusieurs tentatives de ce genre ont déjà été analysées, opérations spectaculaires le plus souvent, menées « en discordance » avec les conditions de vie traditionnelles (1). Il nous a paru utile de présenter une réalisation obvenue avec des moyens plus économiques, donc plus crédible en pays africain, mais également ambitieuse dans son objectif de promo-

tion de la condition agricole. Tel est le cas de l'occupation des terres neuves togolaises par les Kabyè-Losso.

Le Togo illustre bien la situation décrite plus haut. Grâce aux données des deux derniers recensements (1959-60 et 1970) on peut suivre la rapide progression du phénomène d'urbanisation :

TABLEAU 1  
Evolution respective des populations urbaine et rurale au Togo

	1959-60	1970	Augmentation
Population totale	1.439.800	1.950.646	+ 35 %
Population urbaine (1)	238.756	435.613	+ 82 %
Population rurale	1.201.044	1.515.033	+ 26 %

(1) C'est-à-dire la population des sept communes ainsi que celle des agglomérations de plus de 5 000 habitants prise en compte pour les deux tiers.

Il apparaît que la plus grande part de l'accroissement démographique est absorbée par les villes dont l'importance relative dans l'ensemble de la population togolaise s'est élevée de 1/6<sup>e</sup> à 1/4<sup>e</sup> au cours de la décennie de référence. Or on observe par ailleurs la faiblesse des atouts industriels du pays. Inversement, la population rurale se trouve en voie de stabilisation, alors que près de la moitié du territoire demeure sous-peuplée (moins de 10 hab/km<sup>2</sup>) et que subsistent de vastes zones vides.

Dans cette conjoncture l'occupation et la mise en valeur des terres du Centre par les paysans des ethnies Kabyè et Losso « descendus » du nord prend tout son relief et constitue un fait original, un contre-courant par rapport à la tendance générale. Il importe donc de tirer de cette expérience agricole le maximum d'enseignements susceptibles de favoriser le succès de nouvelles interventions dans le même sens.

Par les formes très diverses qu'elle revêt l'expansion des Kabyè-Losso offre une riche matière d'étude au chercheur en sciences humaines comme au technicien de l'aménagement.

La variété de ses aspects provient d'abord de la longue durée du courant d'émigration. Ici la collectivité installée depuis une cinquantaine d'années s'est aménagée un large terroir ; là de nouveaux venus s'organisent et défrichent en hâte.

Amorcé par les colonisateurs européens, le mouvement s'est prolongé ensuite de façon autonome et se poursuit encore à l'heure actuelle. L'Administration procéda dans l'intervalle à plusieurs « relances ». Les principaux types d'immigration sont donc représentés : dirigée, spontanée, parfois entièrement organisée.

La diversité est également géographique. Certains Kabyè ou Losso se sont contentés d'occuper les abords de leur pays tandis que d'autres s'installaient dans la grande plaine du Mono à quelques 200 km vers le sud ; d'autres encore ont préféré les plantations de la région des Plateaux. Tantôt ils sont établis en toute indépendance sur des terres libres et tantôt acceptent la cohabitation avec des collectivités autochtones.

(1) Telles celles du Plan des Arachides au Kenya, de la C.G.O.T. au Sénégal, de l'Office du Niger au Mali ou le Damongo Scheme du Ghana.

## LES AXES DE LA RECHERCHE

Dans un souci d'efficacité nous avons jugé préférable de ne pas étendre notre investigation à la totalité d'un aussi large champ de recherche. La présente étude est donc consacrée aux régions considérées comme les plus représentatives du phénomène de colonisation agricole, les plus aptes à révéler le dynamisme pionnier des immigrants.

Ainsi à notre avis la zone dite « des Plateaux » située à l'ouest d'Atakpamé ne présente pas actuellement de façon suffisamment affirmée les caractères distinctifs d'une terre neuve propre à la colonisation agricole. Sur ces reliefs montagneux les conditions pluviométriques, de type équatorial, permettent la culture du cacao et surtout du café, produits « commerciaux » par excellence. Le sol appartient aux collectivités Akposso, Akébou et Evhé, peuplement ancien, autrefois, « réfugié » sur les hauteurs. Nombre de Kabyè-Losso sont venus s'installer dans la région, attirés par les perspectives de gain monétaire. Engagés aux termes d'un contrat précis et étroitement contrôlés, ces immigrants ont dû se borner à accroître le capital-plantations des propriétaires autochtones. La décision ne leur appartient pas en ce qui concerne l'emprise ou la localisation des parcelles à mettre en valeur. Aujourd'hui d'ailleurs les gens du Nord sont surtout utilisés, comme manœuvres salariés. Ici l'immigration agricole n'a pas encore rencontré les conditions d'une véritable colonisation.

Dans l'optique que nous nous sommes fixée la zone de « glissement » sur la bordure historique du pays d'origine n'offre elle aussi qu'un intérêt secondaire. L'habitat et le paysage agraire y reproduisent le plus souvent les structures locales traditionnelles. Fréquemment même les champs appartiennent à des agriculteurs de la périphérie qui s'astreignent pour les travailler à un plus long déplacement.

Ces deux zones marginales de la colonisation Kabyè-Losso présentent, en quelque sorte les cas-limites du processus. Celle-ci, trop proche du point de départ, permet difficilement de saisir les problèmes originaux et les transformations que suppose l'occupation d'un nouveau territoire. A l'inverse celle-là se trouve au point d'aboutissement ultime de l'expansion agricole étudiée : les immigrants face à un peuplement autochtone relativement dense et structuré se voient retirer toute latitude dans l'utilisation du sol.

L'authentique terrain de la colonisation agricole au Togo se situe dans la partie centrale que parcourent le Mono et l'Anié. Cette longue plaine représente d'ailleurs la plus vaste région ouverte à l'immigration des paysans Kabyè-Losso et c'est là qu'ils se sont dirigés en plus grand nombre. Localement quelques groupes ethniques de faible densité occupent cet espace trop large ; aussi les arrivants ont-ils pu s'implanter sans rencontrer de contraintes majeures. Ici les « colons » sont des hommes

libres, économiquement s'entend ; maîtres de leur exploitation, sinon du sol lui-même, ils s'organisent à leur gré et disposent entièrement de leur production. C'est précisément cette autonomie qui rend attachant notre sujet d'étude. Un groupe vient de fonder les bases d'une existence nouvelle : qu'a-t-il dû abandonner, voulu oublier ? Qu'a-t-il su adapter et créer ? Moins il existe d'entraves, plus l'expérience est significative.

Pour présenter ce cas de colonisation agricole nous proposons trois démarches successives : décrire, raconter, comprendre.

La description des domaines occupés par les Kabyè-Losso aura pour but de faire saisir les différences existant entre les milieux d'origine et d'immigration et de poser concrètement les problèmes soulevés par l'occupation des terres neuves.

Le récit de la « descente » des paysans du nord permettra de remonter aux causes déjà historiques du mouvement et de retracer les circonstances de l'établissement. Cet éclairage évènementiel s'avère indispensable pour révéler les objectifs poursuivis à travers l'immigration et pour expliquer maints traits de comportement.

Enfin sur ces bases nous entreprendrons un examen systématique de la situation nouvelle créée en pays de colonisation et de son évolution.

Au cours des années 1950 divers écrits ont fait découvrir les « Cabrais » et leurs migrations paysannes. Cette ethnie est aujourd'hui l'une des plus connues en Afrique Occidentale. A son propos les affirmations inquiétantes ont été formulées que l'on peut résumer en quelques phrases. « Dans son pays d'origine cette population est victime du surpeuplement et de la faim. D'où sa massive émigration vers les « no man's lands » du Togo Central. Cependant lorsque ces paysans s'y installent ils abandonnent aussitôt leurs excellentes méthodes culturelles traditionnelles et par leurs brûlis dévastent les sols fragiles de la savane. La mobilité de leurs hameaux atteste d'ailleurs la désertification des terrains qu'ils ont exploités ».

Si tel est le cas notre étude ne servira qu'à établir un constat d'échec et à déconseiller d'autres opérations analogues. Toutefois il apparaît que ces cris d'alarme concernant la zone de départ et le pays d'immigration procèdent d'appréciations qualitatives ou d'observations cursives. En fait aucune recherche rigoureuse concernant les Kabyè-Losso « de l'extérieur » n'a encore été entreprise sur un champ suffisamment étendu. En conséquence deux principes méthodologiques ont en particulier guidé notre travail : d'une part éviter l'écueil monographique, la généralisation à partir de l'étude d'un unique cas-témoins d'implantation ; d'autre part rassembler ou élaborer toutes les données quantitatives et cartographiques susceptibles de fonder une analyse d'ensemble de l'actuel mouvement de peuplement du Togo Central.



*première partie*

PRÉSENTATION DE LA COLONISATION AGRICOLE KABYÈ-LOSSO  
OU  
LES RÉGIONS D'IMMIGRATION VUES DU PAYS D'ORIGINE



# chapitre 1

## Les données préalables

*UN CONTEXTE PHYSIQUE ET HUMAIN  
PROPRE A UN RÉÉQUILIBRAGE DU PEUPLEMENT*

### LES CONTRASTES DES MILIEUX NATURELS

*Le pays d'origine : un aspect particulier de la chaîne togolaise*

Depuis la Basse-Volta ghanéenne jusqu'au Nord-Dahomey s'allonge une succession de chaînons qui traverse le Togo dans presque toute sa longueur. A la direction sub-méridienne et de cet axe orographique on reconnaît l'un des plissements « saharides » caractéristiques des régions comprises entre la Côte d'Ivoire et le Dahomey, le mieux conservé sans doute. Pour discerner nettement l'unité de ces « monts Togo », il faut suivre le versant occidental très abrupt et rectiligne. Vers l'est en effet la disposition est assez désordonnée : dans la zone dite « des Plateaux » les directions de relief convergent transversalement vers Atakpamé ; plus au nord les monts du Fazao ne forment qu'une bande étroite, tandis qu'au delà de Sokodé un prolongement perpendiculaire rejoint le Dahomey, gênant l'accès du Nord-Togo. Les matériaux résistants de la série atakorienne qui composent cet ensemble montagneux ont retardé l'action de l'érosion ; il s'agit essentiellement de lourdes assises de quartzites précambriens. La géologie explique les accidents du relief ; par exemple c'est une interstratification de schistes qui a permis le creusement de profondes et étroites vallées longitudinales (AICARD 1957). Certains éléments de moindre importance appartiennent à la série « dahoméenne » antérieure : en flanc-garde à l'est surgissent de la pénéplaine des îlots de roches éruptives basiques, par exemple au sud les monts Agou, Ahatzé, Haïtoï et au centre la montagne de Djabataouré.

La partie tout à fait septentrionale de cette chaîne représente le pays d'origine des Kabyè-Losso. Celui-ci, hormis le bastion avancé du petit massif de Djamdé, est tout entier compris à l'intérieur d'une ample courbe de la rivière Kara. Resserrés à l'extrême, les quartzites forment l'armature de la dorsale lamba, ils s'orientent vers le nord-est avant de se prolonger dans l'Atakora dahoméen. Presque inexistantes au Centre-Togo, les extrusions de roches basiques de la bordure orientale réapparaissent ici pour jouer le rôle principal : c'est d'orthopyroxénites que sont constitués les trois massifs Kabyè, celui du sud, celui des Lama-Tessi et celui de Boufalé, qui se disposent parallèlement aux crêtes atakorienes. Du sud au nord leur altitude décroît en même temps que leurs formes s'amollissent. Le massif le plus méridional révèle quelques alignements NNW-SSE notamment dans le couloir qui le traverse en diagonale, mais la confusion et la lourdeur des formes caractérisent le relief des montagnes Kabyè. En gravissant 100 ou 200 mètres d'un versant généralement raide on peut accéder à un replat très relatif surmonté de quelques sommets bien individualisés. L'ensemble, de façon assez spectaculaire domine la pénéplaine gneissique où pointent encore les petits monts de Sirka et de Séméré (fig. 1).

Les sols de cette région présentent pour l'agriculture un intérêt très variable. Les quartz et les schistes de la chaîne occidentale n'ont élaboré que des lithosols de faible valeur agricole. Par contre, dans les massifs Kabyè entre les affleurements souvent chaotiques de la roche-mère, s'est élaboré un excellent sol sablo-argileux brun rouge, riche en composants chimiques (LAMOUROUX, 1956) il est très vraisemblable que la disposition

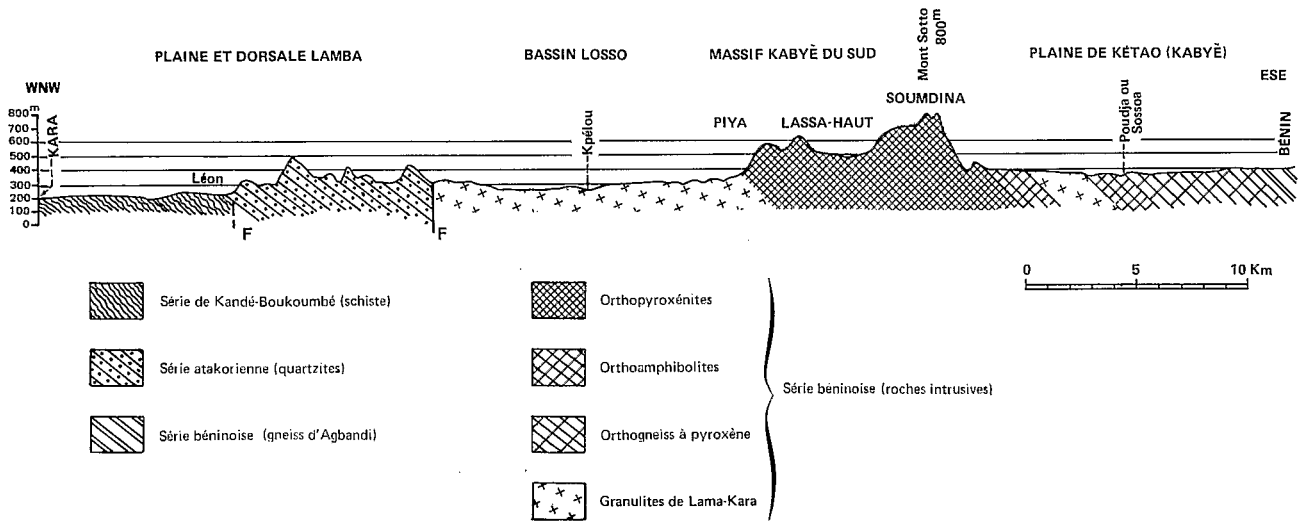


FIG. 1 — Coupe géologique du pays d'origine

sub-verticale des diaclases favorise la décomposition du substratum et permet la retenue de la terre arable dans une sorte de cloisonnement rocheux (ENJALBERT, 1956). Autour de la montagne s'étalent des colluvions de bonne qualité mais sensibles au ruissellement. Au delà du piémont, la capacité agricole du sol décroît ; l'atténuation des pentes restreint les mouvements d'échange — sens vertical seulement — favorise le tassement et nuit à l'aération. La plus grande partie de la plaine environnant les massifs Kabyè, pourtant constituée en premier lieu d'ortho-amphibolites, manifeste une très nette tendance à l'induration : près de Kétau on compte trois niveaux d'une solide carapace ; la culture intensive accélère ce processus en facilitant le concrétionnement. La proportion de gravillons dépasse souvent 50 % dans l'horizon supérieure. Enfin les sols sur schistes micacés ou granites du secteur de plaine sud-ouest ont évolué différemment ; peu profonds, sableux, acides, appauvris également par le travail agricole, ils n'offrent que peu d'intérêt.

Au total, dans ce milieu d'origine très hétérogène les montagnes Kabyè ressortent nettement sur un fond assez médiocre ; si elles servaient de refuge, ce fut un refuge de choix.

Les Kabyè-Losso ont parfois gagné à proximité de leur pays natal ce que nous appellerons la « zone de glissement ». Ils ont trouvé là, des conditions identiques à celles que leur offraient les parties les moins favorisées de leur cadre d'origine. Au sud de la Kara se poursuit jusqu'à Bafilo l'ingrate surface aplanie dans les granulites de Lama-Kara. Les groupes d'immigration fixés au sud-ouest, en pays bassari, occupent un secteur de collines aux pentes accusées. Il s'agit d'un tronçon déprimé de la chaîne des quartzites atakorien dont les altitudes supérieures n'atteignent plus que 300-350 mètres ; c'est ce seuil qu'utilise la Kara pour se frayer un passage vers le réseau de la Volta. Mais le sol de ces croupes caillouteuses n'a rien de favorable, aussi quelques immigrants ont-ils franchi la barre effilée qui délimite cette zone à l'ouest pour s'établir dans la plaine où les schistes de la série de Kandé procurent une terre plus propice à l'agriculture.

### *Le terrain de la colonisation agricole : la grande plaine du Mono*

Les Kabyè-Losso de l'émigration ont choisi de s'installer dans la grande plaine qui à partir de Sokodé, s'étend jusqu'à la mer. La caractéristique principale de cette région est l'unité, jusqu'à la monotonie, tant du point de vue de la structure que de celui du relief. Entre le Togo et le Dahomey où se prolonge la péninsule on n'a trouvé aucun jalon naturel pouvant constituer un repère de délimitation ; de part et d'autre du méridien qui, sur 200 km, forme la frontière se trouvent les mêmes formations géologiques et la même configuration morphologique. Des monts Togo au Nigéria le socle précambrien fait affleurer successivement tous les schistes cristallins de la série Dahoméenne. Entre les « migmatites de Chra » soumis à un métamorphisme profond et le groupe supérieur des « mica-schistes d'Alamagney » se distinguent selon la finesse du grain et la composition minéralogique différents gneiss dits de l'Ofé, d'Anié et d'Agbandi. Ces formations, surmontées en discordance par l'Atakorien, sont très approximativement disposées en bandes d'orientation NNE-SSW, suivant la direction saharienne. A la limite méridionale du socle, les gneiss les plus élaborés, les migmatites, servent d'appui à la bordure sédimentaire du Continental Terminal.



Aux confins de la pénéplaine quelques rares hauteurs attirent le regard annonçant les monts Togo : par exemple les chaînons isolés entre Atakpamé et Palimé, parallèles à l'escarpement des quartzites, ou le petit massif de Koronga au nord de Sokodé. Certains de ces reliefs ne sont pas constitués du substratum gneissique mais des roches intrusives basiques déjà signalées en bordure de la chaîne atakorienne, comme l'imposant Mont Agou, voisin de Palimé, ou le Pougba de Sotouboua. Ces surrévelations accidentelles peuvent être considérées comme caractéristiques à proximité d'une zone de regain orogénique. Mais sur presque toute la surface de la plaine les geniss et micaschistes accusant un pendage proche de la verticale ont été complètement arasés. Un chapelet de buttes résiduelles d'une centaine de mètres de hauteur constitue la seule exception notoire à cet aplanissement, à proximité de la frontière du Dahomey, sur le « front des migmatites » (1) que longe l'Ogou.

L'altitude générale s'abaisse doucement vers le sud selon une inclinaison moyenne de l'ordre de 1 ‰ (hautes surfaces à 370 mètres sur le 9° parallèle, à l'est de Sokodé ; à 170 mètres sur le 7° parallèle). Comme il est de règle, une ébauche de dépression subséquente apparaît au contact avec les sédiments côtiers mais par suite de la remarquable perméabilité de la « Terre de barre » du Continental Terminal ce sont les migmatites elles-mêmes que déblaie l'amorce de réseau subséquent. Le système du Mono crée une très légère gouttière centrale mais si peu sensible qu'un examen détaillé des cotes est nécessaire pour la remarquer. Suivant la pente générale de la plate-forme le tracé du réseau hydrographique reflète la régularité de la pénéplaine.

Le Mono, d'abord guidé depuis sa source jusqu'au sud de Sokodé par la direction des lignes de faille inscrites dans le gneiss, s'affranchit ensuite de la structure et comme l'Oty ghanéen ou l'Oué mé dahoméen se dirige en serpentant vers la mer. Une portion du cours paraît plus expressive ; entre les latitudes 8° et 7°30 approximativement le réseau des affluents de gauche est conduit avec fermeté vers le SSW et le fleuve lui-même se soumet un moment à cette orientation générale malgré l'ampleur de ses sinuosités, puis les méandres en dents de scie en amont du confluent de la Nongpoué traduisent un ancien effort pour suivre malgré les obstacles l'inclinaison dominante. La physionomie rigide du tracé hydrographique donne une idée de ce qu'a dû être autrefois le relief de cette région, probablement un alignement d'escarpements de failles parallèles. L'imperméabilité de la roche cristalline accroît l'importance du ruissellement et favorise le creusement d'un réseau de thalwegs extrêmement ramifié. Dans ces conditions le modelé général de la plate-forme est directement façonné par l'érosion « normale » caractéristique d'un climat humide. Le moutonnement continu et serré des interfluvies crée un paysage uniforme. Au sud d'Atakpamé, à bonne distance dans Monts Togo, ce ne sont que de molles ondulations mais le relief de détail s'accroît dans la zone septentrionale avec des pentes de l'ordre de 4 % au flanc des vallées secondaires (notamment dans la région des villages créés au sud de Sokodé, où la route côtoie les affleurements de formations atakorienes). Ce contraste assez sensible au nord du 8° parallèle entre la surface supérieure et l'entaille des thalwegs atteste le travail actuel de l'érosion. Au sud du même parallèle la proximité du niveau de base a permis une évolution plus précoce et rapide des formes parvenues aujourd'hui à l'état de sénilité mais le sillon étroit des vallées quoique moins marqué reste toujours net. D'autres signes de rajeunissement se manifestent ; les irrégularités du profil longitudinal du Mono qui se traduisent par l'encaissement marqué de son lit — malgré l'allure divagante du tracé dans la région d'Atakpamé — et par les seuils de son cours inférieur à la hauteur de Parahoué, témoignent des incessants mouvements de compensation qui affectent la plate-forme ; de légers séismes sont d'ailleurs périodiquement ressentis. Cette tendance à la reprise de l'érosion ainsi que les facteurs propices au drainage expliquent sans doute l'efficacité du déblaiement. Les formes d'accumulation sont en effet pratiquement absentes, réduites à une mince pellicule de colluvions sableuses de quelques centimètres d'épaisseur recouvrant ça et là les hautes surfaces et à une étroite banquette alluvionnaire bordant de façon intermittente les principaux cours d'eau (2). D'un ancien niveau cuirassé il ne reste que quelques témoins isolés dominant les lignes de crête tandis que les affleurements de roche nue ne sont pas rares.

La prépondérance quasi exclusive du gneiss dans le substratum géologique, la rareté des dépôts superficiels, la monotonie du type de relief, enfin le défaut d'importantes nuances climatiques régionales confèrent à la carte pédologique de la plaine centrale une uniformité caractéristique (DABIN, 1955 ; LAMOUROUX, 1954, 1956, 1958, 1962 ; LENEUF, 1952, LÉVÊQUE, 1965, 1968). Partout dominant les sols ferrugineux tropicaux dont on peut très théoriquement et schématiquement représenter ainsi la formation : la couche argilo-sableuse provenant de l'altération de la roche-mère cristalline se dissocie en plusieurs niveaux sous l'action brutale des averses d'été. Le sable, élément stable, se maintient en surface tandis que les hydroxydes métalliques sont entraînés en profondeur et précipitent sous forme de concrétions, arrêtées seulement par les assises inférieures plus compactes.

(1) Contact des migmatites de Chra avec les gneiss de l'Ofé.

(2) 300 mètres de large au maximum le long du Mono.

Trois horizons principaux se superposent :

- A — sableux - lessivé - gris ou gris brun ;
- B — à concrétions plus ou moins nombreuses - Proportion d'argile importante - rougeâtre ;
- C — grossièrement sableux ou argileux comprenant des fragments de roche-mère en voie d'altération - grisâtre ou verdâtre taché de beige ocre ou rouge.

Ce type de sol présente des propriétés chimiques et physiques satisfaisantes dans l'ensemble ; somme élevée de bases échangeables, bonne saturation du complexe d'échange en surface, pH compris entre 6 et 7 sur tout le profil ; l'horizon supérieur, meuble et moyennement humifère, offre une terre arable très convenable. Il est bien évident cependant que la marque distinctive de ces sols, l'induration, constitue en soi une donnée défavorable. Les variations de fertilité sont à mettre en rapport d'une part avec la profondeur de l'horizon concrétionné à laquelle est liée l'épaisseur de la couche humifère, d'autre part avec l'intensité de l'induration ; on observe parfois, mais le cas n'est pas fréquent, la formation d'un niveau intermédiaire cuirassé, il en résulte alors un appauvrissement de la surface isolée de l'horizon sous-jacent nourricier et, si cet obstacle se rencontre à moins de 75 cm de fond il empêche le développement normal du système racinaire (LÉVÊQUE, 1965).

Le bilan hydrique (1) de tels sols ferrugineux tropicaux est médiocre. Cela est considéré comme un handicap pour la mise en valeur de ces terres, rapidement desséchées après la saison des pluies. Localement néanmoins la présence d'une roche-mère plus basique peut faire apparaître une certaine hydromorphie qui s'accompagne généralement d'une amélioration des propriétés chimiques et d'un renforcement de l'horizon humifère. Tel est le cas dans la région de Chra et surtout dans les zones d'excellentes terres noires localisées sur des gneiss amphiboliques de part et d'autre des moyennes vallées du Mono et de l'Anié, principalement autour des zones de convergence hydrographique Mono-Ogou-Anié, (LAMOUREUX, 1958) et Mono-Nongpoué-Amou-Chra.

La qualité de ces sols dépend aussi étroitement de leur situation topographique : on trouvera les meilleures terres sur les surfaces planes des interfluvies où l'horizon A est le mieux préservé ; au contraire l'augmentation de la pente provoque à la fois une aggravation de l'érosion, par suite de l'action accrue des eaux superficielles, et une recrudescence de l'entraînement des colloïdes par les eaux d'infiltration, le lessivage oblique ajoutant ses effets à ceux du lessivage vertical. Les sols de versant sont donc habituellement minces, parfois squelettiques, souvent engorgés aux basses altitudes. Par suite de la convexité générale du profil topographique, c'est dans la partie inférieure de la pente que l'état de ces sols devient le plus défectueux, où s'accumulent des gravillons superficiels et où fréquemment affleure la cuirasse.

D'un point de vue pratique une exploitation agricole inconsidérée crée, de l'avis du pédologue, une menace grave. Avant toute culture le concrétionnement ne débute généralement pas en deçà de 20 cm de profondeur mais les passages répétés des outils favorisent la remontée des particules grossières qui peuvent alors venir encombrer l'horizon supérieur et diminuer d'autant le pourcentage des éléments qui confèrent au sol sa fertilité. De plus, le travail agricole, nécessairement ameublissant, augmente le lessivage et active le processus d'induration en même temps qu'il disperse l'humus. Nous avons donc affaire à des sols particulièrement fragiles ; M. LAMOUREUX estime que vingt ou trente ans de jachère seraient nécessaires pour la régénération naturelle d'un sol ayant subi trois années de mise en culture (LAMOUREUX, 1962). Nous retenons au total que la terre de la plaine centrale est fertile à condition d'en faire un usage modéré, mais les pionniers venus d'un pays de culture intensive ont-ils su opérer la mutation des techniques indispensable pour exploiter leur nouveau domaine avec les ménagements qui s'imposent ?

### *Un ensemble couvert par le climat soudanien humide*

Par rapport à l'ensemble africain occidental le Togo au sud du 10° parallèle présente une physionomie climatique spécifique qui se manifeste principalement dans la carte de la répartition des précipitations le long de l'axe méridien de notre champ d'étude. La hauteur de pluie annuelle, au lieu de diminuer progressivement depuis la côte vers l'intérieur du pays, augmente au contraire. C'est d'abord le fait de l'anomalie pluviométrique du littoral ouest du Bénin (ATTIGNON, 1960 ; DANEAU, 1956) : on enregistre à Lomé 900 mm seulement (2).

(1) Ou pourcentage d'eau utile retenue.

(2) Les causes du phénomène restent mal connues : après avoir recherché des explications dans l'orientation de la côte en rapport avec celle de l'alizé austral puis dans le rôle attractif des reliefs proches, on présume aujourd'hui que l'étude des courants marins du golfe pourrait fournir des indications intéressantes.

Puis assez rapidement le déficit s'atténue dans l'arrière pays : 1000 mm à Tsévié où sont installés les derniers émigrés vers le sud, 1250 mm dans la région du cours supérieur du Mono. Puis au nord du 9<sup>e</sup> parallèle le rôle positif joué par l'orographie prolonge et accuse l'effet d'inversion ; le plateau d'Alédjo et les massifs Kabyè bénéficient de 1400 mm de précipitations. Ici l'approche des hauts reliefs maintient le niveau élevé des précipitations tandis qu'au Nigéria ou en Côte d'Ivoire par exemple celui-ci ne cesse de s'abaisser régulièrement avec l'éloignement de la mer. Quant à la grande plaine centrale dans sa partie togolaise, elle correspond sur la carte à une vaste plage délimitée presque exactement par les isohyètes 1200 et 1300 qui adoptent une position approximativement méridienne imposée par l'orientation de la chaîne atakorienne. Cette uniformité pluviométrique confère un caractère supplémentaire d'homogénéité à l'ensemble de la zone de colonisation Kabyè-Losso. Si au Togo-Dahomey, la tranche d'eau annuelle croît du sud au nord alors qu'ailleurs en Afrique Occidentale elle décroît, aux latitudes intermédiaires elle se trouve à peu près identique ; le Centre-Togo peut ainsi être considéré comme normalement arrosé : à 7°40 Anié reçoit 1200 mm et Bouaké (C. d'I.) 1209 mm.

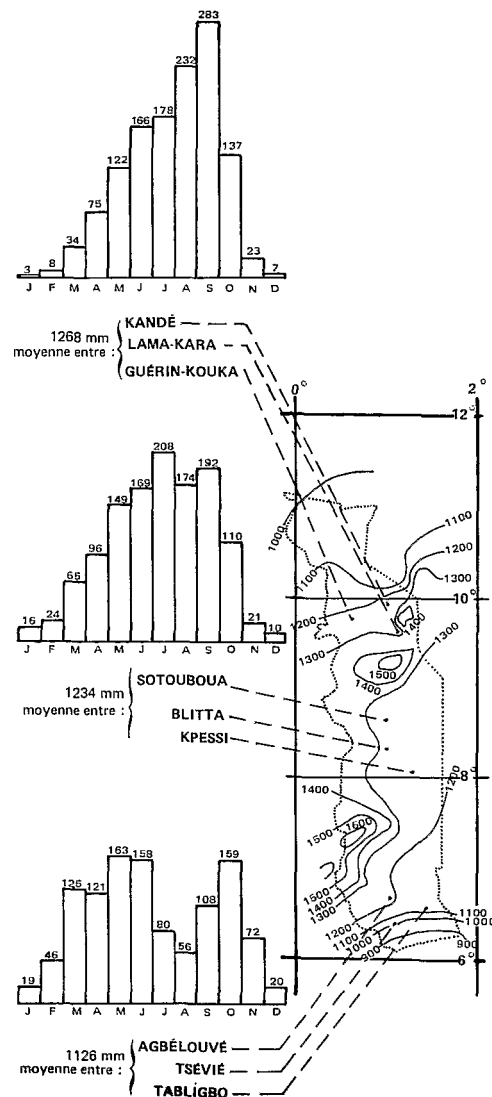


FIG. 2 — Variations pluviométriques régionales au Togo

Les variations saisonnières des précipitations correspondent aux données classiques en milieu soudanien : malgré les singularités de la carte des isohyètes la remontée annuelle du Front Intertropical ne semble nullement perturbée. Dans le secteur méridional de la zone d'immigration, à une centaine de kilomètres de la côte, les deux passages aller et retour de la mousson sont nettement séparés et se traduisent sur le diagramme par deux maxima, en mai et septembre (mais la période de récession qui les sépare n'est plus, à cette latitude, suffisamment marquée pour caractériser une véritable « petite saison sèche » comme dans l'extrême sud du pays). Au pays d'origine des Kabyè-Losso il n'apparaît plus qu'un seul maximum très accusé, en septembre, tandis qu'au début de l'année trois mois consécutifs sont presque totalement dépourvus de pluie. Entre ces deux schémas bien connus, le régime de la région centrale présente un type de transition ; les chiffres de moyennes mensuelles permettent de repérer une légère baisse de la pluviométrie en août, mais non ressentie par le paysan en année normale. Si l'on veut mettre l'accent sur les distinctions à établir entre les deux milieux climatiques, celui d'origine et celui de la zone d'immigration (1), il faut surtout remarquer au Centre Togo, l'atténuation de la saison sèche, toujours exposée aux averses : deux mois seulement reçoivent moins de 20 mm et la période des pluies commence dès mars (65 mm). La plus grande partie de la zone de colonisation Kabyè-Losso connaît donc un régime propre à la limite sud du domaine soudanien, à période pluvieuse très étalée et sans véritable « pointe ».

Les déplacements de la Zone de Convergence Inter-tropicale vont également déterminer les variations des autres données climatiques. Pendant la saison sèche, tandis que le front oscille de part et d'autre de Notsé, l'alizé du nord-est d'origine saharienne balaie la plaine centrale ; les stations enregistrent alors des moyennes mensuelles de 40 à 60 % d'humidité relative et la température du mois le plus chaud dépasse 28 °. À l'inverse, début avril, s'établit une circulation du sud-ouest ; l'invasion d'air maritime austral provoque un net rafraîchissement en même temps que s'élève le degré hygrométrique (24°3 et 85 % en août) (2). En l'absence de statistiques pour le pays d'origine nous ne pouvons nous fier qu'à l'impression ressentie : il ne semble pas que les propriétés de l'atmosphère au sol y présentent des écarts sensibles par rapport à ce que l'on peut observer au Centre-Togo. Par contre une ligne de démarcation climatique se situe très vraisemblablement peu au delà de la zone des reliefs du nord ; à Mango l'air est différent surtout au cours de la saison sèche et les moyennes l'expriment clairement : en janvier l'humidité relative descend à 27 % et la température du mois de mars s'élève à 31°9. On peut valablement émettre l'hypothèse que la portion septentrionale de la chaîne atakorienne joue dans une certaine mesure un rôle d'écran à l'égard des influences sahariennes et favorise de ce fait la pénétration de l'air océanique ; cela pourrait expliquer les hauteurs d'eau relativement élevées enregistrées dans la partie septentrionale de la plaine centrale ainsi protégée côté nord.

En émigrant vers le Centre-Togo les Kabyè-Losso n'ont pas vraiment changé de région climatique. Dans la pratique nous ne retiendrons qu'une nuance : la répartition plus heureuse des précipitations dans la zone des terres neuves. Elle se traduit de deux manières. C'est d'abord l'arrivée plus précoce des pluies : modification peu importante en apparence que cette tranche d'eau inférieure à 100 mm gagnée au cours des trois premiers mois de l'année, mais le paysan pourra en tirer un profit non négligeable pour l'organisation de son travail. C'est en second lieu la réduction du maximum d'été. L'établissement de diagrammes comparatifs à l'échelle régionale permet de l'observer : la disparition du « clocher » caractéristique restreint d'un quart environ la quantité d'eau reçue dans le Centre de juillet à septembre. Là encore, notons un facteur d'amélioration ; le caractère massif des précipitations d'été ne représente nullement un avantage pour des gens qui ne pratiquent pas l'art d'irriguer (3), au contraire en nuisant à la stabilité des sols l'excédent des averses abondantes et répétées joue un rôle néfaste, surtout au nord lors du paroxysme de septembre. Dans son ensemble le territoire d'installation des Kabyè-Losso, du 10° au 7° parallèle correspond à la bande soudanienne pluvieuse comprise entre une zone de régime équatorial — le littoral et son arrière-pays — et une zone représentant une autre forme de climat soudanien, plus chaud et sec, à caractère continental — l'extrême nord du Togo. Sous le double aspect du confort physiologique et des exigences de l'exploitation agricole, ce domaine et particulièrement la région d'immigration, peut être jugé favorable à l'occupation humaine si l'on compare son indice d'aridité à celui de la plaine septentrionale, mais moins clément évidemment que l'étroit secteur côtier, « équatorial tempéré » comme le qualifie si justement P. PELISSIER (4). Par leur ample mouvement vers le sud les émigrants sont assurés de s'établir sous un ciel plus propice car, comme dans toute l'Afrique Occidentale, le milieu climatique est d'autant plus accueillant que la mer est plus proche.

(1) cf. fig. 2.

(2) Moyenne entre Atakpamé et Sokodé dont les données mensuelles sont voisines.

(3) Au Kabyè les rigoles aménagées le long des pentes servent uniquement à évacuer les eaux de ruissellement.

(4) cf. « Les pays du Bas-Ouémé » (Dahomey sud-oriental) où l'auteur décrit un climat exceptionnellement bienveillant et modéré, auquel s'apparente celui du Togo méridional.



## *L'accès à la savane arborée des Terres Neuves*

Les données climatiques ne laissent pas prévoir de dissemblances notables dans le paysage végétal ; c'est l'action de l'homme, beaucoup plus ancienne et marquée dans la zone de départ, qui va créer un contraste fondamental.

Dans l'ensemble togolais, seuls les plateaux copieusement arrosés de l'est d'Atakpamé ont vocation actuellement pour porter une forêt dense. En contrebas, dans la plaine centrale, la limitation des précipitations annuelles semble interdire le développement d'une formation végétale puissante ; à l'état de terre non cultivée la savane qui y règne présente cependant un peuplement arboré abondant et fait progressivement place à une forêt claire vers le 7<sup>e</sup> parallèle avec l'allongement de la saison des pluies sur près de neuf mois. Il est en fait assez difficile de déceler le caractère originel de la végétation de la zone des Terres Neuves, aujourd'hui altéré par les cultures et, en avant du front de défrichement, par le feu. En toute vraisemblance si le couvert n'était pas périodiquement incendié la forêt retrouverait ici ses droits, moins épaisse sans doute que celle des régions notablement plus arrosées mais néanmoins une véritable forêt dense humide.

Elle y régnait jadis à en juger par les restes d'importantes formations boisées conservées sur les hauts d'interfluvies, très nettement discernées sur les vues aériennes — surtout dans l'Est-Mono septentrional — et où N. LENEUF a observé les espèces typiques de cette association (LENEUF, 1952). En l'état actuel on peut sommairement décrire ainsi l'aspect habituel hors de l'espace agricole : un couvert, malgré la contiguïté des feuillages se déploie de façon assez lâche et permet la constitution d'un tapis herbacé peu serré dont les graminées se dressent jusqu'à un mètre ; la faible représentation de la strate buissonnante rend la pénétration relativement aisée. De hauteur modeste — rarement plus de 15 m — l'arbre est bas branchu, son feuillage peu épais, son tronc tourmenté et son écorce rugueuse ; il s'agit d'un peuplement résistant au feu bien caractéristique d'une savane soudanienne où le karité occupe la place principale (AUBREVILLE, 1936 ; ROBERTY, 1942).

Clairsemée sur les affleurements caillouteux et les lambeaux de carapace, la végétation arborée se fait plus dense là où la topographie favorise la concentration des filets de ruissellement. En effet par suite de l'imperméabilité du sous-sol les marigots s'alimentent essentiellement aux eaux superficielles, mais sur le relief mou des niveaux moyens l'écoulement est malaisé ; les cours d'eau prennent difficilement leur départ et leur naissance est fréquemment signalée par un vallon bourbeux sans véritable lit ou par un bassin de réception engorgé d'une eau à demi stagnante longtemps après la fin des pluies. On trouve dans ces bas-fonds une forêt marécageuse assez peu dense. En aval le drainage s'organise : mieux aéré, le sol des rives permet le développement d'un cordon forestier d'abord discontinu puis de plus en plus fourni. Les sombres galeries à palmiers raphias qui accompagnent tous les cours d'eau en les recouvrant parfois d'une voûte de feuillage créent bien mieux que le relief les véritables repères et démarcations dans le monotone paysage.

Au pays d'origine les précipitations abondantes permettraient de même un boisement assez dense et sans doute plus vigoureux, comme en témoignent les relicts (les bosquets sacrés qui étonnent par leur aspect luxuriant) ou certaines régénérations (par exemple sur les sommets de Boufalé où une épaisse végétation à lianes s'est développée depuis le début du siècle sur les pentes abandonnées par la culture et encore striées de gradins) ; les légendes font souvent état des « profondes forêts » qui couvraient autrefois le sol. Mais parler de la végétation primitive du pays d'origine n'a plus grande signification. Toute la région a été soumise à un déboisement systématique, les montagnes depuis des siècles, leurs alentours depuis une cinquantaine d'années ou plus, au point que le problème du combustible se pose et que les ménagères sont réduites à brûler dans leurs foyers les tiges du sorgho ; la plupart du temps l'exploitation fut si intensive que lorsque les cultures reculent la repousse spontanée reste aléatoire et anémique. Le paysage actuel est celui d'un parc à néré clairsemé dans la plaine ; tandis que dans la montagne, le piémont et en général sur tous les sites d'habitation (1) se dispersent le baobab et le palmier à l'huile (*Elaeis guineensis* Jacq.). Curieuse association en vérité, mais fréquente tout au long de l'axe central que nous parcourons. Que l'homme ait pu étendre aussi loin l'aire de ces arbres utiles — elaeis remontant jusqu'au 10<sup>e</sup> parallèle, le baobab descendant jusqu'à la côte — illustre de façon frappante l'anomalie pluviométrique du Togo.

La rencontre avec la haute brousse (lahou) constitue pour les Kabyè-Losso, habitués aux horizons largement découverts, la modification la plus apparente de leur cadre d'existence. Quand on sait le rôle protecteur indispensable que joue la végétation arborée sur un sol particulièrement fragile on peut craindre que les nouveaux défricheurs se comportent avec une maladroite brutalité à l'égard de ce qu'ils considèrent comme un obstacle.

(1) Ainsi l'agglomération de Niamtougou prend-elle l'allure d'une véritable palmeraie.

## LE GRADIENT DÉMOGRAPHIQUE

### *Le « réduit » Kabyè (1)*

Un coup d'œil sur le passé du pays d'origine est indispensable pour la connaissance des populations qui ont participé à la colonisation du Centre-Togo. Mais l'histoire de la région de la Kara reste encore à demi obscure faute de gardiens « officiels » de la tradition événementielle ou de familles de chefs susceptibles de transmettre les récits d'autrefois. Ainsi devons-nous nous contenter pour l'instant d'un aperçu très sommaire, sans prétendre reconstituer les mouvements de populations qui ont abouti à la mise en place du peuplement contemporain. J.C. FROELICH, se fondant sur des vestiges toponymiques et archéologiques délimite une ancienne aire d'extension des « Lama ». Le territoire de ces ancêtres des Kabyè-Losso, sans doute peuplé de façon assez lâche, se serait jadis étendu loin alentour, sauf vers le nord tenu par les Somba, sur une superficie environ dix fois supérieure à celle de la zone d'occupation actuelle. A partir du XVII<sup>e</sup> siècle ce domaine paléonigritique diminua considérablement devant l'invasion des populations voltaïques : Gourma au sud (Kotokoli) Bi Tyambé au sud-ouest (Bassari), Dagomba à l'ouest (Konkomba) Bariba à l'est (royaume de Djougou) ; enfin dans la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle une troupe d'origine Mandé et Akan (Tchokossi) venue de l'actuelle Côte d'Ivoire s'installa au nord-est. Facilement défaits, les groupes « Lama » se virent parfois refoulés. Ainsi les Logba (2) chassés des environs de Djougou par les Bariba se regroupèrent au début du XIX<sup>e</sup> siècle sur la haute Binah tandis que des colons militaires s'installaient sur leurs terres ; à la veille de l'arrivée des Européens ils ne résistaient aux incursions des Djerma venus du sud que grâce à l'appui de leurs anciens ennemis (3). Les Tchokossi s'installant à Mango expulsèrent de la région des Lamba qui se réfugièrent en deçà de la Koumongou dans la région de Kandé. Mais le plus souvent les autochtones paléonigritiques restèrent sur place et furent englobés plus ou moins impérativement dans les nouvelles structures. Lorsque les Bi Tyambé parvinrent à l'emplacement de Bassari, ils firent alliance avec les « Lama » de Binkoujiba et reconnurent la prééminence de leur chef de la Terre. Par contre les envahisseurs Kotokoli eurent moins d'égards envers les premiers occupants ; P. ALEXANDRE observe qu'aucun des trois « ladondo », ou gardiens de la Terre, ne peut appartenir à un « clan aborigène » (ALEXANDRE, 1963). L'entassement des Kabyè sur le massif le plus proche de la Kara pourrait faire songer à un reflux à partir du sud mais personne n'en conserve le souvenir (4) ; d'ailleurs les clans autochtones constituent aujourd'hui 60 à 65 % de la population kotokoli. S'il y eut recul des « Lama », il s'opéra à une petite échelle comme par exemple au sud de la Kara des plaines vers les montagnes où l'empreinte paléonigritique se remarque davantage.

On aboutit à cette conclusion : les hautes densités du pays d'origine ne sont pas l'effet du refoulement. Les Logba ainsi que les Lamba de Kandé ont dû certes se replier mais ensemble ils représentent actuellement à peine un cinquième de l'effectif résident : dans ces deux cas les paysans en fuite s'installèrent à la périphérie hors de la zone des bastions montagneux. Une douzaine de générations nous séparent du temps des premières invasions voltaïques ; si dans l'intervalle le pays Kabyè avait accueilli des communautés « Lama » refoulées l'évènement aurait laissé trace dans la mémoire populaire, au moins sous forme mythique. Or nulle part, en l'état actuel de la recherche, il n'en est question dans la tradition orale. Tous les vieux interrogés, sauf certains habitants de la région de Niamtougou, disent leurs ancêtres originaires du pays. La disposition actuelle résulte de courts déplacements internes. La plupart des Lamba viendraient des montagnes du nord-est ; Kouméa a donné naissance à Landa ; plusieurs groupes Kabyè sont issus du Lama-Tessi — le massif intermédiaire — ainsi celui de Pya, de Yadé et même des Lama installés sur le promontoire montagneux le plus méridional. Cependant une bande d'envahisseurs voltaïques, les Naoudéba ou Nata, choisit d'une façon assez inattendue (5) de s'implanter à proximité immédiate des paléonigritiques entre les Monts Kabyè et la dorsale atakorienne ; leur parler qui s'apparente au Mossi et leur aspect corporel plus élancé confirment les dires des anciens, FROELICH fait remonter leur établissement au XVII<sup>e</sup> siècle. Ils durent vraisemblablement s'imposer aux autochtones de la plaine. Beaucoup de « Lama » cédèrent le terrain mais c'est vers l'ouest qu'ils reculèrent, jusqu'à la chaîne montagneuse et la plaine au-delà ; d'autres demeurèrent et adoptèrent la langue naoudé mais aucun indice d'assujettissement ne subsiste aujourd'hui. Par la suite des Kabyè émigrant du massif vinrent se fixer auprès de Niamtougou à côté de ces Naoudéba.

(1) L'expression est de J.C. FROELICH, elle englobe aussi les Losso. Pour tout le paragraphe cf. le même auteur : FROELICH, 1968 ; FROELICH *et al.*, 1963.

(2) Population d'origine « Lama » à l'Est ; voisin des Kabyè, ils en sont aujourd'hui séparés par la frontière dahoméenne.

(3) cf. J. PERSON cité par R. CORNEVIN, 1969.

(4) La tradition ne fait état que d'un seul étranger venu de l'autre côté de la rivière un nommé Koli qui après s'être intégré aux habitants de l'actuel canton de Lama fonda chez eux Lama-Kolidé. cf. CRIDEL, 1968.

(5) Ceci laisse à penser que la densité de population était alors bien moins considérable qu'aujourd'hui.

Ces indications très sommaires permettent de mieux comprendre les principales distinctions ethniques qu'il importe de faire parmi les populations du pays d'origine (fig. 3) :

— Les *Kabyè*. Ils occupent les trois massifs (1) et la plaine en contrebas. Le cours supérieur de la Kpélou limite approximativement leur domaine à l'ouest ; à l'est l'agglomération de Kétao comprend déjà un quartier logba. Ils partagent le massif le plus septentrional avec les gens de Sola (les Sorouba) qui s'apparentent à l'ensemble Somba. Au sud ceux de Djamdé se considèrent encore comme Kabyè, mais à Sirka apparaît nettement le métissage avec des éléments kotokoli.

— Les *Lamba* dont le piémont oriental de la dorsale marque la frontière de leur territoire. L'ethnologue distingue parmi eux :

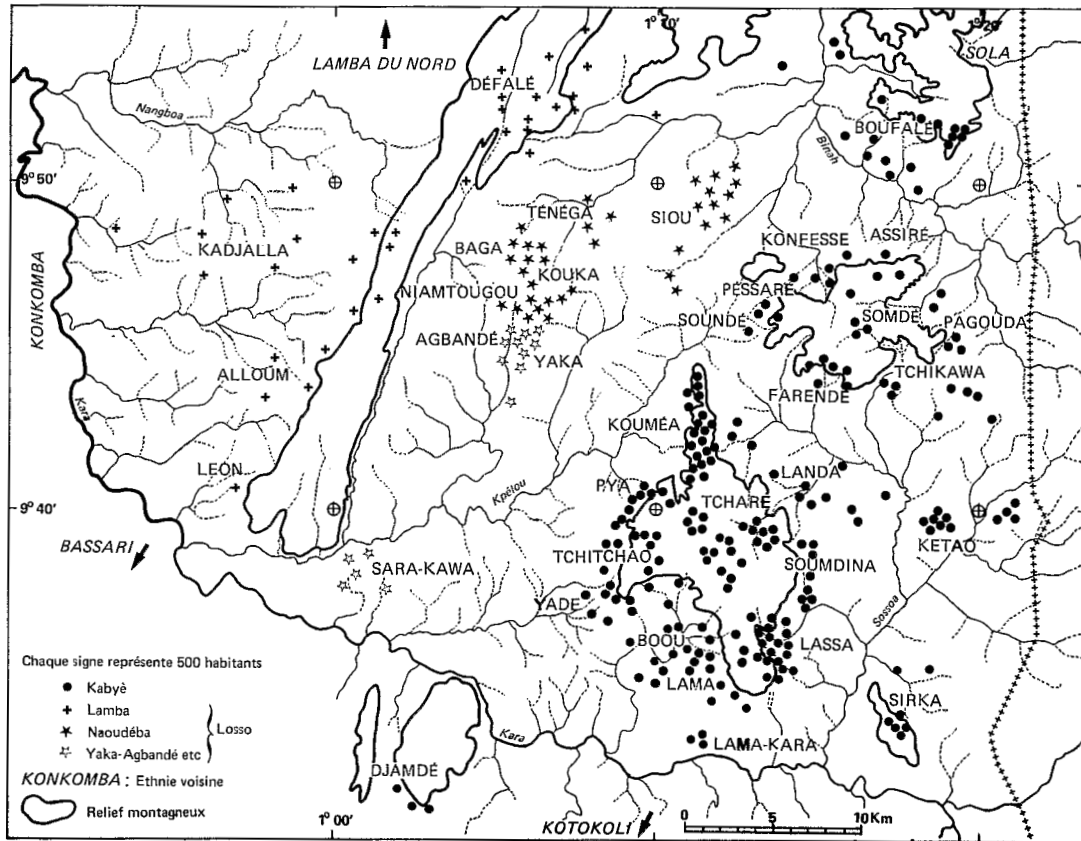


FIG. 3 — Peuplement du pays d'origine

- les Difal du canton de Défalé, peuplant les vallées et les zones déprimées du nord de la chaîne, jusqu'aux premiers villages somba (Tamberma) ;
- les Lamba de Kandé, diffus dans la plaine au nord-ouest ;
- les Manganassissé et les Manganapo qui occupent jusqu'aux rives de la Kara la section méridionale de la dorsale et son contrebas vers l'ouest.

— Les groupements d'origine « lama » établis dans la partie méridionale de la plaine intermédiaire, au sud de Niamtougou : Yaka, Agbandé et Sara-Kawa.

— Enfin les *Naoudéba*, au nord des précédents.

L'ensemble paraît fort disparate. Toutefois pour l'étude de la colonisation agricole des régions centrales, point n'est besoin de prendre en considération toutes ces particularités ethniques. Les intéressés eux-mêmes

(1) Dans cet ensemble ethnique les habitants des cantons de Lama-Tessi, purs Kabyè habitant le massif intermédiaire, s'individualisent sous le nom de Lamadiissi.

facilitent notre tâche en se désignant de voisins à voisins par des dénominations plus larges. Le terme de « Kablè » (1), en usage dans la région d'Atakpamé et jusqu'à la côte pour désigner indistinctement tout émigré du Nord, prête évidemment à confusion ; par contre la terminologie courante des montagnards des trois massifs peut s'adopter dans la pratique : pour eux sont Kabyè ceux que nous avons regroupés en premier, et sont Losso tous les autres (2).

Ce n'est pas seulement la démarche commune de l'émigration qui permet de rapprocher ces différentes variétés ethniques et l'on est beaucoup plus tenté de mettre l'accent sur leurs similitudes que sur leurs oppositions. Il existe assurément une démarcation entre la langue naoudé et le fond linguistique « lama » : un Kabyè ou un Lamba, malgré des nuances dialectales nombreuses parvient à se faire comprendre dans tout le pays sauf entre Niamtougou et Siou. Mais dans tous les autres domaines les points d'analogie apparaissent avec évidence : par exemple, sur le plan sociologique, l'autonomie de la cellule familiale, le caractère gérontocratique du pouvoir, l'absence d'organisation politique, les cinq classes d'âge masculines. Le type d'organisation de l'espace surtout est identique : qu'il s'agisse de la plaine ou de la montagne, l'habitat familial en « Souk-kala » encloses, très individualisées quoique regroupées par lignage est la règle, ainsi que l'exploitation intensive d'un domaine restreint ; tous appliquent des techniques de production très élaborées : haut degré d'aménagement du sol, association de la culture et de l'élevage, systématisation du travail en groupe. Nous reconnaissons là les éléments spécifiques d'une civilisation paléonigritique que J.C. FROELICH a méthodiquement analysés au Nord-Togo en parallèle avec les traits propres à d'autres montagnards africains (FROELICH, 1968).

Les conditions historiques ont modelé la physionomie du pays d'origine. A partir du XVII<sup>e</sup> siècle les Kabyè-Losso se trouvent entourés de peuples aguerris, mieux armés, commandés par de puissantes chefferies et qui tous se livrent à la traite des esclaves. Les paysans paléonigritiques inorganisés pour livrer bataille sont réduits à la défensive. Mais quelle était la réalité de cette menace à la veille de l'arrivée des Européens ? Un no man's land de 10 à 30 km de profondeur ceinturait alors le pays, excepté aux confins nord, au contact des Tamberma et des Sorouba, et sur une partie de la façade orientale où les Logba avaient fait alliance avec le roi de Djougou. Des bandes tchokossi et kotokoli franchissaient parfois cette zone de séparation mais, aux dires des anciens, la seule véritable menace provenait des raids des « Sémassé », les Bariba installés à l'est ; ces guerriers, armés de lances, aux montures parées de peaux de bêtes, mettaient pied à terre pour tenter de capturer les gens réfugiés sur les hauteurs. Aucun razzieur ne pénétrait jamais dans la plaine centrale (Niamtougou). De telles expéditions n'étaient sans doute ni fréquentes, ni redoutables. Il est assez significatif que pour les vieux « les guerres d'autrefois » consistaient avant tout en conflits entre groupes congénères. Contre les cavaliers étrangers venus sans armes à feu ils ne manquaient pas de moyens de défense ; les hommes ne se séparaient jamais de leur arc ni de leur poignard et s'éloignaient le moins possible de la zone de résidence de façon à se rassembler promptement en cas d'alerte en une multitude de combattants (3). Aussi les agresseurs devaient-ils se borner à de rapides coups de main. En outre était-ce l'intérêt des voisins d'aller décimer et ruiner les Kabyè-Losso quand ceux-ci approvisionnaient d'eux-mêmes les marchés d'esclaves d'alentour ? L'effectif ayant augmenté la montagne avait cessé d'être un retranchement stratégique indispensable : plusieurs générations avant le début du siècle, des quartiers ou des villages entiers descendirent pour venir s'installer dans la plaine jusqu'à deux kilomètres et plus des premières pentes, tout en conservant néanmoins leurs champs d'« en haut » ; citons par exemple Landa, Tchikawa, Pagouda et presque tous les Lamadissi du versant nord (exposés directement aux incursions bariba) ou encore beaucoup des Kabyè de l'actuel canton de Lama qui pourtant faisaient face aux Kotokoli (4). Certaines communications restaient même possibles avec l'entourage ; le passage était libre pour les paléonigritiques vendeurs d'esclaves ou acheteurs de fer bassari ; l'introduction du métier à tisser résulte également de contacts avec l'extérieur ; bien avant la période coloniale deux gros villages de Kabyè se sont fondés en pays kotoboli, à l'Est de Bafilo. Ce n'était donc pas l'état de siège. Néanmoins la règle générale était l'isolement et les habitants avaient renoncé à toute idée d'expansion spatiale.

Sans être complètement coupé du monde environnant le pays vivait replié sur lui-même, c'est là le fait déterminant qui engendra tous les caractères spécifiques de cette civilisation. En butte à des voisins militairement très supérieurs les Kabyè-Losso résistèrent d'abord aux razzias grâce à leur position de refuge ; plus tard, c'est leur nombre qui mieux encore les protégea, créant un effet de masse et suscitant au sein de chacun

(1) La plupart des Kabyè s'appellent eux-mêmes « Kabyè » (pl. Kabyèma) à l'exception de ceux du Lama-Tessi qui se disent Kabrè (pl. Kabremba).

(2) Ils précisent parfois « Nata » pour les Naoudéba, « Mangbara » pour ceux de la chaîne et « Lamba » pour les habitants de la région de Kandé. Il convient de remarquer qu'aucun de ces dits Losso ne se nomme soi-même Losso.

(3) Des hurlements puis la corne d'alarme signalaient l'apparition des ennemis ; la culture se limitait essentiellement aux terres proches des habitations ; aussitôt donc les hommes accouraient par centaines et se jetaient dans la mêlée.

(4) Le cas de Kétau est différent ; c'était un important marché d'esclaves.

des différents groupes une plus grande homogénéité sociale et une cohésion plus étroite. La capacité d'auto-défense spontanée était telle que la nécessité d'un pouvoir politique organisé ne se fit pas impérieusement sentir (1) et que ces paléonigritiques purent préserver leur structure sociale de type égalitaire. Mais avec l'augmentation de la pression démographique c'est contre la nature qu'il leur fallut lutter pour subsister dans ce cadre étroit ; ils s'y employèrent comme on sait. La mutation des Naoudéba est alors beaucoup moins paradoxale qu'il n'y paraît. On peut formuler à ce sujet l'hypothèse suivante : ces envahisseurs voltaïques furent les seuls qui réussirent à s'installer dans la place mais ils subirent eux aussi la loi de l'isolement ; affrontés aux mêmes difficultés, ils s'identifièrent à leur entourage en s'acculturant. Ce cas exceptionnel d'une population allogène ainsi « paléonigritisée » mérite d'être signalé.

De l'accroissement de la densité d'occupation il résulta également un renforcement des contraintes de coexistence et une aggravation des rivalités entre groupes (2) ; d'où de perpétuelles luttes locales, trait dominant de l'histoire précoloniale de ces paléonigritiques. Une insécurité constante sévissait donc, engendrée du dedans beaucoup plus que du dehors.

### *Les fortes densités du Nord*

L'existence d'un important fonds humain au Nord-Togo permit au premier chef le peuplement du Centre, c'est à ce titre qu'il retient notre attention. Le recensement général de la population du Togo permet une évaluation aussi précise que possible. En fait l'effectif des Kabyè-Losso résidant dans le pays d'origine ne représente pas en lui-même une masse démographique considérable : 153 000 personnes recensées en 1970 ; nous verrons que ce chiffre n'a pas très sensiblement varié depuis le début du mouvement d'émigration. Il ne manque pas en Afrique Occidentale d'ensembles ethniques beaucoup plus nombreux ; au Togo même, les Evhé rassemblent plus de 400 000 personnes. Mais ce qui nous importe et confère un caractère particulier à l'établissement originel des Kabyè-Losso c'est leur forte densité d'occupation du sol.

Il se trouve donc au nord de la Kara une remarquable concentration d'hommes, telle qu'il est rare d'en rencontrer dans l'Afrique soudanienne ; elle contraste très nettement sur un peuplement environnant dont les valeurs de densité à l'échelle régionale restent inférieures à 25 habitants/km<sup>2</sup> (3). Pour rencontrer au Togo une zone plus peuplée il faut atteindre l'extrême sud du pays, où les conditions naturelles et la situation sont autrement favorables — circonscriptions d'Anécho et de Tabligbo : 96 hab/km<sup>2</sup>.

À l'intérieur du pays d'origine il convient cependant de faire d'importantes distinctions (fig. 4). On repère trois niveaux de densité correspondant à des ensembles géographiques propres :

— les montagnes Kabyè et leur pourtour complémentaire : de 100 à plus de 300 habitants/km<sup>2</sup>. Des maxima impressionnants sont atteints dans le massif sud surtout. Une étude de détail du peuplement du Lama-Tessi serait significative qui de la Binah à la Sossou engloberait le territoire d'exploitation des paysans instal-

(1) Il existait seulement des « chefs de guerre » pour les conflits internes ; représentants ou délégués mais nullement stratégiques, ces « hommes forts » ne percevaient aucun avantage en nature. Ils faisaient la prière avant la bataille, combattaient au premier rang et si la lutte causait trop de dommages parlementaient avec les ennemis pour obtenir la paix. On s'adressait à eux pour juger les affaires graves, ils choisissaient alors des assesseurs plus âgés.

(2) On ne peut comprendre l'histoire du pays d'origine sans individualiser dans l'ensemble kabyè-losso des sous-ensembles de peuplement. Le rapprochement de trois caractères communs fournit la définition de la principale subdivision socio-géographique : il s'agit d'une communauté :

— dont les membres se considérant comme les descendants d'un même ancêtre légendaire ne se livraient pas entre eux à des hostilités concertées ; cette entente ne nécessitait pas entre eux de pacte de non-agression (de tels accords étaient fréquents entre collectivités reconnues voisines).

— à l'intérieur de laquelle se contractaient les mariages, sauf exceptions expressément reconnues comme telles.

— dont l'aire de peuplement et d'exploitation agricole se délimite assez nettement sur le terrain ; il s'agit du seul degré de subdivision comportant une signification territoriale : à l'intérieur de cette aire se dispersent et s'imbriquent les terres appartenant à des groupes de plus petite échelle (par exemple hada (= quartier) ou tchédié uyé (= lignage).

Ce sous-ensemble (de 2 à 10 000 habitants) représente donc la base du terroir, et vraisemblablement du clan. Pour la commodité, à l'exemple de J.C. FROELICH, nous le nommerons « tètò », bien que ce mot kabyè qui signifie terre ou territoire ne soit pas employé au Kabyè pour désigner l'unité ainsi caractérisée.

Il n'existe dans les langues locales aucun nom générique s'appliquant à une telle entité — les gens utilisent seulement les noms propres respectifs (Yadé, Soumdina, Baga, etc.) — cependant les habitants ont parfaitement conscience qu'elle constitue l'élément fondamental de fragmentation de leur milieu humain. Au reste les premiers Européens se réfèrent directement aux « tètò », géographiquement définis, pour fixer leur découpage administratif en cantons ; toutefois l'usage du terme de « canton » comme équivalent de « tètò » présenterait localement un risque de confusion car d'importants regroupements de « tètò » ont été opérés, par exemple pour former le canton de Lama-Tessi ou celui de Niamtougou.

(3) Sauf chez les Moba où la densité dépasse fréquemment 40 hab/km<sup>2</sup>.

Tableau 2  
Densité de la population du pays d'origine (1970)

	Nb de pers. résidentes	Superficie*	Densité moyenne
I - Kabyè ) Massif sud	65 479	440 km <sup>2</sup>	149 hab/km <sup>2</sup>
) Autres régions du Kabyè (nord et est)	36 442	485 km <sup>2</sup>	75 hab/km <sup>2</sup>
II - Naoudéba et leurs voisins de l'agglomération de Niamtougou	26 616	328 km <sup>2</sup>	81 hab/km <sup>2</sup>
III - Lamba (1) (plus Sara-Kawa)	24 032	815 km <sup>2</sup>	29 hab/km <sup>2</sup>
Ensemble	152 569	2068 km <sup>2</sup>	74 hab/km <sup>2</sup>

\* calculée d'après la limite des cantons.

(1) Excepté les Lamba de Kandé : leur participation à la colonisation du Centre-Togo est si faible qu'en général nous n'avons pas pris leur cas en considération (en 1960, 4 % seulement de ces Lamba avaient émigré au Sud du 9° parallèle)

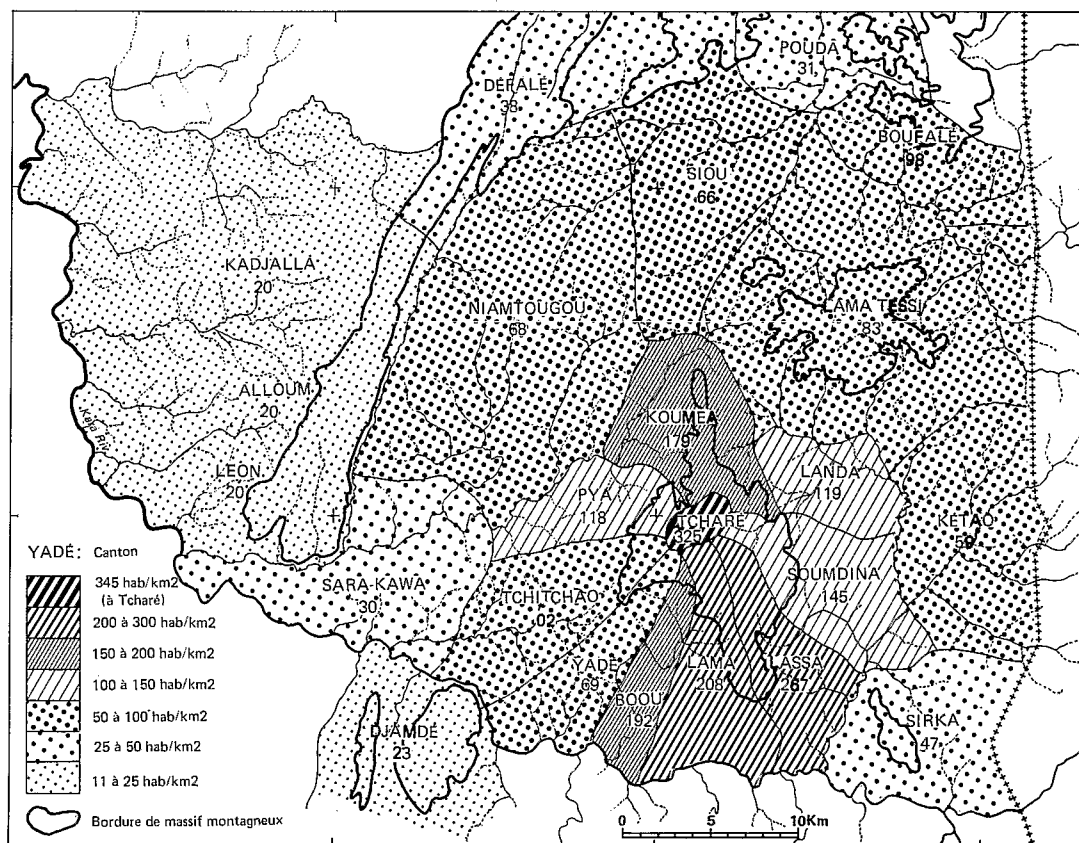


FIG. 4 — Densité de peuplement du pays d'origine par canton (1960)

lés dans la plaine ; elle mettrait également en évidence l'attrait exercé par la montagne et son piémont. Aux confins septentrionaux, à Boufalé et Pouda, la tendance paraît beaucoup moins nette ;

— les régions basses de part et d'autre de ces massifs : de 50 à 70 hab/km<sup>2</sup>. A l'est (Kéao et Pagouda) comme au nord-ouest (Siou et Niamtougou) ;

— la zone périphérique au nord et à l'ouest, de 10 à 40 hab/km<sup>2</sup>. C'est la partie la plus vaste du pays d'origine mais la densité y rejoint celle des populations voisines.

Sans vouloir en rien négliger le rôle des vicissitudes historiques dans la répartition des Kabyè-Losso sur leur territoire, notons l'étroite liaison existant entre la forte charge de peuplement et la fertilité de la terre. Les trois paliers de densités retenus correspondent aux trois grandes catégories de sols de valeur inégale : sur les pentes des massifs Kabyè le relief active la décomposition d'une excellente roche-mère (1) ; le sol des plaines d'alentour quoique plus sensible à l'induration est le plus souvent constitué à partir d'un substratum encore basique donc passablement riche ; la périphérie septentrionale et occidentale médiocrement peuplée correspond au domaine ingrat des formations atakorienne et plus à l'ouest à la série schisteuse de Kandé. Ainsi les zones de différente densité s'organisent approximativement en auréoles d'occupation décroissante à partir d'un axe central fertile.

L'effet de l'enclavement historique qui peut en lui-même expliquer le fait de la concentration démographique, fut accentué par un taux de reproduction exceptionnellement élevé. La première enquête sérieuse, effectuée en 1932 par le Capitaine de Marqueissac dans le Lama-Tessi indique que la proportion des jeunes de moins de quinze ans atteignait 42 % de la population résidente (MARQUEISSAC, 1932) ; vingt cinq ans plus tard l'« Etude démographique du pays Kabré » (GILLOT et PAUVERT, 1960) aboutit au même résultat pour l'ensemble des circonscriptions de Lama-Kara, Pagouda et Niamtougou. Il est pourtant malaisé de déterminer avec exactitude le taux de natalité : la deuxième étude citée, menée à l'aide de moyens importants et selon des méthodes aussi rigoureuses que possible, avance le chiffre à peine croyable de 71 ‰ ; entre seize et cinquante ans une femme accouchait en moyenne six fois. Il est vrai qu'en 1957 la moitié des enfants mouraient avant leur cinquième année. Le taux d'accroissement des Kabyè-Losso était ainsi de 31 ‰. Il s'agirait donc d'un des groupes africains les plus prolifiques que l'on connaisse. On comprend mieux dans ce contexte l'usage ancien de la traite des enfants — pratiquée seulement par les Kabyè des deux massifs méridionaux où la pression démographique était la plus forte.

Par l'importance de son effectif, surtout par le niveau élevé de sa densité et le dynamisme de sa progression, la population kabyè-losso du pays d'origine réunit les conditions démographiques pour alimenter régulièrement un courant d'hommes vers le Centre-Togo. Conditions nécessaires mais non pour autant suffisantes. D'ordinaire l'existence d'une forte concentration humaine en milieu rural soudanien crée des problèmes de subsistance donc une propension à l'émigration ; néanmoins la présence d'un sol fécond précisément dans les secteurs les plus peuplés laisse présager qu'ici la relation n'est pas si évidente.

### *Les Terres Neuves : essai de définition historique*

A moins de 100 km au sud de la Kara les plaines du Centre-Togo demeuraient à la fin du siècle dernier à peu près vides d'hommes, comme en témoigne la carte allemande Sprigade achevée en 1907. En l'absence d'une contrainte particulièrement sévère inscrite dans le contexte physique, c'est dans l'histoire qu'il faut tenter de trouver l'explication de cette désaffection. L'emplacement choisi lors de leur installation par chacun des groupes habitant au sud du parallèle 9°30 exprime un évident souci de protection ; autant qu'au pays d'origine la montagne a joué ici un rôle d'accueil. Le fait que tous les centres bassari importants sont situés au pied d'une hauteur est à attribuer, ainsi que le remarque CORNEVIN (2), à la crainte des razzias dagomba venues de l'ouest et aux conflits entre agglomérations rivales. Les Kotokoli eux aussi ont préféré s'établir d'abord sur les chaînons atakorien ; par la suite ils s'en éloignèrent peu en progressant vers la source du Mono ou dans les régions de l'actuelle Sokodé ; à l'époque de cette expansion leur organisation politique était si forte sous l'hégémonie du clan Mola qu'ils n'avaient plus à redouter d'incursions ennemies. Les Bédéré, petit groupe ethnique émigrant de l'Ouest, s'arrêtèrent à Yégué choisissant pour fief des plateaux de l'Adélé. Plus au sud, toujours sur les hauteurs, vivent les Akébou, autochtones dont la position attira des rameaux de populations étrangères. La chaîne atakorienne à l'endroit où elle se déploie largement vers l'est est occupée par les Akposso ; ces derniers ne se sont risqués en contrebas sur la façade orientale qu'en s'établissant sur un étroit secteur arrosé par l'Amou. Enfin, après un long périple, des groupes yorouba avaient trouvé asile à l'extré-

(1) On remarquera l'augmentation caractéristique de la densité dans le massif sud ; en rapport avec l'accroissement de l'hypsométrie.

(2) In CORNEVIN, 1962. Pour tout le paragraphe nous avons eu également recours à l'Histoire du Togo du même auteur (1969).

mité du promontoire de hauts reliefs qui s'avance vers la vallée du Mono, et fondèrent là Atakpamé. Ainsi à l'exception d'un court tronçon à la latitude de Blitta, tout le pourtour montagneux peu accessible est donc habité avant la période coloniale (fig. 5).

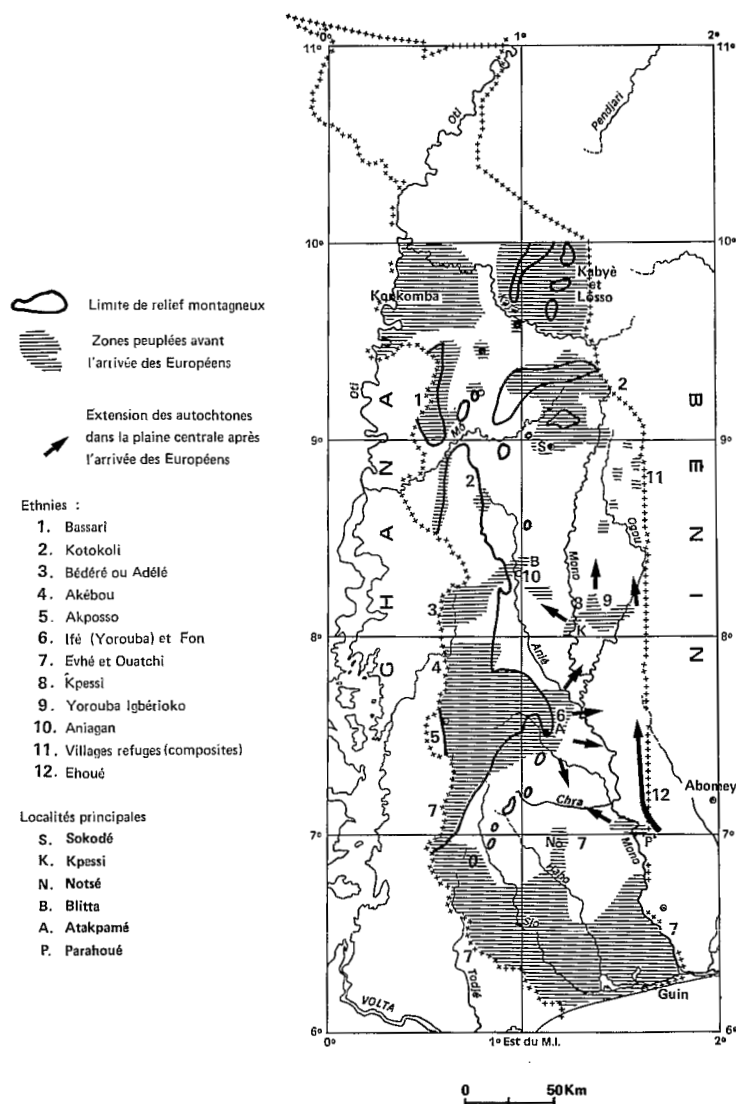


FIG. 5 — Peuplement du Centre-Togo à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle

A l'inverse dans la grande plaine centrale on s'exposait au pillage ou à la domination. Deux états forts dotés d'une force armée permanente y exerçaient leur suprématie à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le royaume kotokoli de Tchaoudjo qui tenait la zone nord (ALEXANDRE, 1963) et surtout celui d'Abomey dont l'armée contrôlait les pays du moyen Mono sur quelque 150 km en latitude et venait, périodiquement livrer bataille à Atakpamé (CORNEVIN, 1956).

La plaine n'attira qu'un seul groupe important, les Evhé venus de la rive est du fleuve. Mais à Notsé où ils s'installèrent la position était sans doute difficilement tenable et un rempart s'avérait nécessaire (1) ;

(1) Cornevin signale également un rempart à Tado, l'étape précédente des Evhé, et à Agbogbomé autre ville à proximité du mont Haïto (CORNEVIN, 1969).



lorsqu'au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle ces Evhé dans leur grande majorité quittèrent la ville, ils gravirent les hauteurs les plus méridionales des Monts Togo encore inoccupés — les plateaux de Dayes, de Klouto et le mont Agou — ou bien se replièrent vers le sud-ouest dans l'actuel Ghana et en direction de la côte (1).

Plus au nord quelques groupuscules ethniques d'origines très diverses peuplaient une trentaine de villages ou hameaux à la fin de la période précoloniale. Certains s'étaient constitués vassaux d'Abomey, tels les Akim de Kpessi et les Yorouba sis de part et d'autre de l'Ogou (CORNEVIN, 1960). D'autres, avaient su garder leur indépendance. C'étaient au sud de Blitta les Aniagan, tôt armés de fusils, qui conservent le souvenir de durs affrontements. C'étaient aussi les villages du haut Ogou pour la plupart fondés par des Bariba où trouvèrent refuge des errants yorouba, ashanti et même Evhé. Enfin quelques campements de chasseurs koto-koli jalonnaient la piste des esclaves entre Sokodé et Blitta.

Au total, si l'on tient compte de l'effectif correspondant actuel et du fait que depuis l'arrivée des Allemands en 1890 ce chiffre a pu tripler, six mille personnes seulement auraient habité dans la grande plaine centrale au nord du 7<sup>e</sup> parallèle à la fin de la période précoloniale (2) avec une densité inférieure à 0,5 hab/km<sup>2</sup>. Encore le plus grand nombre était-il fixé approximativement à la latitude de Kpessi. Plus objectivement que les récits d'expéditions militaires et de razzias que rapporte la tradition populaire la carte du peuplement du Centre-Togo à la fin du siècle dernier fait saisir le climat d'insécurité qui régnait autrefois, en montrant la préférence manifestée pour les sites propices à la défense et l'appréhension qui inspirait l'établissement isolé dans les zones basses.

Cette situation de retraite en altitude, tout à fait caractéristique en Afrique Occidentale, ne devait pas être notablement modifiée par l'instauration de la paix. Le milieu montagnard au demeurant sain et cultivable, avait permis l'enracinement des différentes populations. Il se révéla même privilégié dans sa zone méridionale, domaine des plantations du café et de cacao. L'arrivée des Allemands ne provoqua donc pas d'expansion vers la plaine. Un unique cas fait exception, le seul du Centre-Togo où se fût réalisée à l'époque une concentration démographique critique, celui des habitants de la région d'Atakpamé. Ils n'avaient pas attendu, pour commencer à se propager dans le bas pays environnant, que les Allemands fassent régner l'ordre et que les Français viennent à bout de la résistance du roi Béhanzin. Dans la ville d'Atakpamé s'étaient regroupés au début du XIX<sup>e</sup> siècle, ceux que les Européens ont appelés « Ana » — des Ifé d'origine yorouba (Niania ou Djama) et les Houdou (3) apparentés aux Evhé — puis des Fon (Mahi) originaires de Savalou les avaient rejoints, une cinquantaine d'années plus tard, pour se fixer à proximité immédiate ; l'espace vint donc à manquer au pied de la montagne. Aussi avant la venue des colonisateurs européens de nombreuses familles avaient-elles déjà quitté l'agglomération pour fonder des villages dans la plaine jusqu'à 10 km des premières pentes (Amoutchou, Anié p. ex). Après 1890 et jusqu'en 1930 la progression peut s'accélérer librement : les Niania passent au sud de l'Amou et vers l'est parviennent jusqu'au Mono que les Fon n'hésitent pas à franchir ; les Houdou occupent plus tard la rive gauche de l'Anié près de son confluent (4). Le réseau de pistes rayonnant autour d'Atakpamé figure très distinctement ce mouvement de détente. Mais il s'agit en fait d'une aire relativement restreinte ; les nouveaux villages en effet ne s'éloignent pas de plus de 35 km du chef-lieu.

Au début de la période coloniale, la conjoncture change tout à fait. A la différence des populations du pourtour montagneux qui en général restent cantonnées sur les hauteurs, celles de la plaine autrefois menacées se trouvent soudain très à l'aise dans l'espace et sous l'effet de l'accroissement naturel s'étalent largement : les villages refuges du nord-est s'entourent de hameaux ; les gens de la région de Kpessi se répandent sur la rive droite du Mono et leurs voisins Yorouba (villages de Moretan, Kamina, etc) gagnent vers le Nord ; les Adja-Evhé progressent en direction de la rivière Chra. Seuls les Aniagan, très éprouvés par leurs derniers combats, restent sur leurs positions. Enfin après la première guerre mondiale l'Est-Mono méridional, autrefois interdit du fait de la proximité menaçante d'Abomey, reçoit les émigrants de la population excédentaire de la région voisine de Parahoué ; ces Ehoué longent la frontière jusqu'à la latitude d'Atakpamé.

Ainsi à l'intérieur de la grande plaine centrale, désormais terre d'accueil, s'est manifestée dès la fin du siècle dernier une très nette tendance à la propagation. Néanmoins malgré la multiplicité des mouvements

(1) Les Ouatchi des régions de Tabligbo, Anfouin, Vogan — restaient proches d'Abomey mais bénéficiaient de la protection de la vallée inondable du Mono et des villages de défense que les rois de Glidji avaient établis le long de cette frontière.

(2) A l'exclusion des habitants des piémonts ou des zones bordant la montagne, donc en excluant les Ifé et Houdou, alors proches des hauteurs d'Atakpamé. Selon un autre procédé d'estimation consistant à se référer au nombre de cases mentionné sur la carte Sprigade — 1,5 ou 1,6 hab. par case — B. BARNIER (1970) estime que l'Est-Mono dans les premières années de notre siècle n'était pas peuplé de plus de 4 000 personnes (800 hab. pour le secteur de Tado et Tohoun, 300 hab. sur une étroite bande parallèle à la frontière dahoméenne et 3000 hab. dans la région de Kpessi-Kamina, dont 500 à Kpessi même.

(3) La petite montagne de Glito, isolée à l'est sur la rive gauche du Nongpouné n'avait pu les protéger contre les raids d'Abomey.

(4) cf. le rapport de L. PECHOUX (1932), administrateur à Atakpamé à l'époque (cité par CORNEVIN, 1949).

il faut remarquer le caractère nécessairement limité de cette diffusion opérée à partir d'effectifs peu considérables. A l'époque du début de la colonisation Kabyè-Losso en effet de vastes zones restaient encore totalement inhabitées : 1°) L'espace laissé libre entre Evhé et Ifé de part et d'autre de la Chra. 2°) L'Est-Mono entre les parallèles d'Atakpamé et de Kpessi. 3°) L'intervalle compris entre le fleuve et les Monts Togo depuis Anié jusqu'à quelques kilomètres de Sokodé. Par ailleurs la plupart des secteurs occupés, l'étaient de façon si lâche qu'une implantation intercalaire demeurerait tout à fait réalisable.

Dans la perspective d'une colonisation spontanée et par référence aux conditions historiques du peuplement, il importe de se représenter les réflexes des autochtones face à la demande d'installation d'étranger. En Afrique, les régions inhabitées sont rarement à considérer comme de véritables « *no man's lands* » et moins encore dans le cadre relativement limité du Centre-Togo. Face à l'intrus il se trouve toujours ici un responsable autochtone pour revendiquer au nom de sa collectivité la propriété de la terre, aussi déserte et lointaine soit-elle. Mais cette prétention ne peut s'affirmer avec beaucoup de vigueur en l'absence le plus souvent de frontières anciennes et précises entre les territoires de différentes ethnies en place (1) ; au reste l'intention n'est pas d'interdire l'installation des nouveaux venus — tout au plus de se réserver le choix de leur emplacement — mais essentiellement de faire reconnaître la suprématie de la chefferie autochtone ce qui garantit l'avantage lors du règlement de problèmes de voisinage ultérieurs. Un principe fondamental éclaire de façon authentique les rapports initiaux entre possesseurs du sol et immigrants, le devoir d'hospitalité érigé au premier rang des règles sociales : « on ne repousse pas un frère qui demande une terre à travailler pour manger ». Ce précepte largement appliqué en milieu africain traditionnel se conçoit mieux si l'on se reporte au passé, particulièrement dans la plaine du Centre-Togo autrefois menacée. Au moment de la mise en place du peuplement kabyè-losso, les temps troublés n'étaient pas loin où la loi du nombre s'imposait durement et conditionnait la survie ; l'intérêt commandait jadis d'accueillir tous ceux qui venaient renforcer le groupe, étant bien entendu que les immigrants s'assimileraient rapidement quitte à former un clan subalterne. Dans les zones d'extension indiquées plus haut nous emploierons pour désigner les populations dont l'installation a précédé celle des Kabyè-Losso le terme d'« autochtones » car ils ne se trouvent pas fort éloignés de leur point de départ, mais en fait leurs récents mouvements de glissement équivalent eux aussi à une véritable colonisation agricole ; autour de leurs nouveaux villages (kopé) les paysans allaient souvent concéder des terres avec d'autant moins de parcimonie qu'ils cultivaient un sol encore neuf, et que leurs agglomérations n'en étaient qu'au début de leur croissance. Les réactions très différentes des planteurs évhé et akposso des Plateaux nous amènent à penser que seule la vocation du sol pour un produit d'exportation aurait pu inciter les propriétaires à se montrer réticents ou cupides devant le solliciteur venu du nord en refusant ou affermant leurs fonds, source de richesse monétaire ; tel ne fut pas le cas dans la plaine centrale où prévaut largement la culture vivrière.

Le terme de Terres Neuves paraît incontestablement approprié au champ de notre étude. Par contraste avec le pays d'origine kabyè-losso, ce domaine trop exposé du Centre-Togo qu'évitaient les grandes migrations et où dans le passé lointain n'est apparu aucun foyer humain se caractérisait au début du siècle par un peuplement extrêmement faible. Ainsi d'un point de vue purement quantitatif se manifestait un véritable gradient démographique entre les deux régions : il reste à déterminer quel fut son effet dynamique, c'est-à-dire dans quelles conditions a pu s'établir un courant migratoire. D'ores et déjà on aperçoit la portée du fait colonial : la nouvelle situation politique était propre à réduire ce déséquilibre du peuplement en suscitant un renversement des tendances : dès lors que cessaient les rapports de force les Kabyè-Losso voyaient leur « réduit » désenclavé tandis que la plaine centrale, autrefois centrifuge, apparaissait comme un exutoire possible et d'autant plus accessible que dans le contexte de la mentalité traditionnelle l'accueil par les autochtones semblait assuré.

En définitive cette zone centrale, pénéplaine sur roches cristallines, à longue saison des pluies, aux sols ferrugineux tropicaux portant une savane arborée, présente sur le plan physique si peu d'originalité — excepté, à titre accessoire, l'anomalie de sa carte d'isohyètes — qu'elle pourrait servir d'exemple pour décrire les caractères généraux de la plupart des autres régions du bouclier africain situées aux mêmes latitudes. Par référence à l'ensemble continental on conçoit mieux cette monotone uniformité qui marque la grande plaine du Mono et qu'accentue ici l'opposition avec le cloisonnement étroit du pays d'origine. Entre 9° et 7° n'apparaît aucune division ou solution de continuité ; la descente en latitude entraîne seulement un passage très progressif à des conditions moins typiquement soudaniennes. L'intérêt éminent des bas pays du Centre en tant que domaine de colonisation agricole apparaît déjà non tant par leurs qualités naturelles que par la conjoncture très favorable de disponibilité qu'ils offrent du point de vue de l'installation humaine. Plus du quart du Togo s'est ouvert à l'immigration et il ne s'est guère trouvé d'autres candidats que les Kabyè-Losso pour les occu-

(1) Par exemple, La Yomaboua, affluent de l'Anié au nord de Blitta (la « rivière des esclaves » où autrefois on lavait et rasait les captifs acheminés vers le sud) était considérée par les Kotokoli comme la limite méridionale de leur domaine, mais du fait de l'intervention de l'Administration il n'en fut tenu aucun compte lors de l'arrivée des Kabyè-Losso.

per. Les terres libres mises à leur disposition et dont aucun indice ne permet de supposer qu'elles aient jamais été cultivées au cours des derniers siècles représentent sans conteste des terres neuves ; faut-il souligner l'avantage particulier que cet état constitue dans le cas de sols tropicaux ? Enfin ajoutons une considération dont l'importance se révélera par la suite capitale. La configuration générale du relief invite à une large propagation : sans rencontrer d'obstacle naturel les émigrants n'ont qu'à suivre le long couloir de plaine qu'emprunte le Mono pour parvenir loin vers le sud. Cette orientation peut avoir des effets déterminants sur les populations paléonigritiques concernées. Le Sud c'est le profit grâce au commerce, c'est la civilisation du Bénin, la voie d'accès des influences occidentales.



## chapitre 2

### L'immigration établie : l'autre moitié du peuplement Kabyè-Losso

#### LES COMPTES DÉMOGRAPHIQUES DE LA « DIASPORA » EN 1960

##### *L'importance des effectifs*

Le premier dénombrement systématique de la population kabyè-losso immigré au Centre-Togo fut réalisé en 1959-1960 lors du Recensement Général de la Population du pays (1). Jusqu'alors les considérations fiscales intimement liées aux opérations de recensement avaient gêné l'appréciation, ainsi qu'une certaine appréhension des émigrés à rompre tout lien administratif avec leur village natal en se déclarant à leur nouveau lieu de résidence. C'est ainsi qu'au moment du compte définitif de 1960 on put découvrir que les trois circonscriptions d'origine étaient, avec celle de Bafilo qui les avoisine (2), les seules du pays à s'être dépeuplées, tandis qu'à l'inverse toutes celles qui avaient accueilli des Kabyè-Losso enregistraient une augmentation de plus de 50 %.

L'opération permit en outre une constatation fondamentale : 136.600 immigrés ou descendants d'immigrés, en provenance des circonscriptions de Lama-Kara, Pagouda et Niamtougou, étaient en 1960 installés dans des régions au sud de la rivière Kara, limite méridionale historique de leur région d'origine. Proportion considérable par rapport à l'effectif des résidents au pays de la même époque (149.200) : 48 % de l'ensemble des groupes ethniques kabyè et losso sont établis au Togo à l'extérieur de leur territoire traditionnel. Mais l'aire d'expansion dépasse le sol togolais et couvre le Dahomey et le Ghana voisins. Si une évaluation du nombre des expatriés était possible (3), elle révélerait à coup sûr que le nombre total des émigrés est en réalité supérieur à celui de leurs parents demeurant « au Nord ».

(1) Service de la Statistique Générale (Togo). Recensement général de la population du Togo (1958, 1960). Etude ethnographique : fasc. 3, T. 1 et 2. En attendant le dépouillement par ethnie du 2<sup>e</sup> Recensement général de la population du Togo (1970), ont été utilisées comme base d'analyse les données de ce décompte de 1959-60, réalisé au lendemain de l'accession du pays à l'indépendance.

(2) Secteur d'émigration Kotokoli, réplique très atténuée du mouvement Kabyè-Losso.

(3) Destination des émigrés :

	Emigrés du canton de :					Totaux	
	Kouméa (Kabyè)	Lassa (Kabyè)	Ketao (Kabyè)	Pagouda Ka. Lamadissi)	Niamtougou (Losso)		%
<b>Im. rurale</b>							
— Dahomey	0	0	1	57	0	58	4,8
— Ghana	3	18	13	29	92	155	12,8
— Togo	104	67	15	403	224	813	67,6
<b>Im. dans les villes</b>	42	6	12	22	96	178	14,8
<b>Totaux</b>	149	91	41	511	412	1204	100

Décompte établi d'après un sondage indicatif limité et d'ailleurs peu conforme à l'importance démographique relative des cantons choisis, effectué en 1966 au pays d'origine sur des inventaires généalogiques de personnes vivantes émigrées. Le dépouillement de ce sondage a fait apparaître que 18 % de l'ensemble de ces émigrés se sont dirigés vers le Dahomey (surtout des Lamadissi) et le Ghana (surtout des Losso).

L'analyse du tableau 3 fait apparaître un courant dominant organisé vers le Centre conformément au gradient démographique caractéristique du peuplement togolais. En 1960 on dénombrait 72.500 personnes originaires des pays kabyè et losso établies entre Sokodé et Notsé. Il s'agit bien, précisons le, de résidents, la multitude supplémentaire des travailleurs saisonniers restant comptée au nord. Certes des directions concurrentes se révèlent dans la ventilation générale des Kabyè-Losso, mais il apparaît dès l'abord que l'attrait de la terre productrice de vivres — zone de glissement et Centre-Togo — l'emporte très sensiblement sur celui de la terre productrice d'argent — Ghana et Région des Plateaux.

TABLEAU 3  
Répartition des Kabyè et des Losso au Togo (1959-60) (1)

Région	Circonscription	Kabyè nb en milliers	%	Losso nb en milliers	%	Ensemble nb en milliers	%
Pays d'origine	Niamtougou	0,9		39,9		40,8	
	Pagouda	33,4	104,1 52 %	0,2	43,4 50 %	33,6	147,5 52 %
	Lama-Kara (au nord de la Kara, plus Djamdé)	69,8		3,3		73,1	
Zone de glissement	Lama-Kara (au sud de la Kara sauf Djamdé)(2)	12,4				12,4	
	Bassari	7,3	21,4 11 %	13,6	13,9 16 %	20,9	35,3 12 %
	Bafilo	1,7		0,3		2,0	
Centre Togo	Sokodé (dont Sotouboua)	23,9		2,8		26,7	
	Atakpamé	19,3	48,3 24 %	18,1	24,2 28 %	37,4	72,5 25 %
	Nuatja	5,1		3,3		8,4	
Plateaux	Akposso	11,1	22,2 11 %	0,9	2,5 3 %	12,0	24,7 9 %
	Klouto	11,1		1,6		12,7	
Sud-Togo	Tsévié	0,7		0,4		1,1	
	Tabligbo	0,1		/		0,1	
	Anécho	0,1	1,0 2 %	0,1	0,5 3 %	0,2	1,5 2 %
	Lomé	0,1		/		0,1	
Villes	Communes	3,6	3,6	1,7	1,7	5,3	5,3
Tout Togo		200,6	100 %	86,2	100 %	286,8	100 %

(1) 1959 recensement des communes urbaines - 1960 recensement des communes rurales.

(2) Djamdé présente la particularité d'être un « tété » déjà installé au sud de la Kara, au pied d'un petit massif montagneux, bien avant le début du « glissement » du peuplement Kabyè sur sa frange sud. On peut donc le compter dans l'effectif de la population du pays d'origine.

### *Distribution générale du peuplement dans la plaine centrale*

L'inégalité du peuplement ressort en premier lieu de l'examen de la carte (Pl. I hors texte). Les hommes se sont principalement établis tout au long d'un axe méridien de part et d'autre duquel de grandes étendues restent inoccupées. Au pied des Monts Togo de larges secteurs presque vides se succèdent : Bas-Fazao, rive droite du moyen-Anié, région de Haïto et de la source du Haho ; en face, l'Est-Mono traditionnellement inhabité présente encore des lacunes de peuplement considérables. D'après les renseignements obtenus à partir des photographies aériennes (1963 à 1969) on peut estimer que la moitié de l'espace du Centre-Togo

(montagnes exceptées) ne fait encore l'objet d'aucune exploitation agricole (1). A l'inverse, dans la partie médiane, l'occupation humaine est continue de Sokodé à Notsé avec une densité moyenne de l'ordre de 20 à 30 hab/km<sup>2</sup> (Pl. I hors texte). Un deuxième aspect de déséquilibre est la disparité de peuplement entre les régions méridionales et septentrionales de la plaine centrale. Au sud du parallèle 8° 15' proche de Blitta la population s'accroît sensiblement et couvre beaucoup plus complètement l'espace disponible.

On saisit mieux ces inégalités si l'on distingue autochtones et immigrés. En effet, alors que les premiers se répartissent largement dans l'espace, les Kabyè-Losso manifestent au contraire une propension à un peuplement de proximité. Entre 7° et 8° parallèles ceux-ci se groupent sur une étroite bande de territoire d'une trentaine de kilomètres de largeur, ce qui confère à la représentation cartographique des zones habitées à cette latitude sa figuration axiale caractéristique (cf. planches hors texte I, II et III). A partir de Blitta débute le peuplement autochtone, mêlé à celui des immigrés, ce qui entraîne un certain étalement de la superficie utilisée, observable surtout au sud du 8° parallèle.

D'un premier point de vue, celui de la continuité de l'occupation, on peut individualiser dans l'aire de la colonisation agricole kabyè-losso trois tronçons distincts séparés d'une part au niveau de Blitta par un éclaircissement passager au contact des Aniagan, d'autre part à la hauteur d'Atakpamé par une brève interruption à la rencontre des Yorouba (cf. planche hors texte II). Aussi distinguons-nous du nord au sud le groupe de Sotouboua, celui de Anié-Mono, puis celui de Gleï et Chra.

L'étude de la carte peut-elle fournir des premiers éléments objectifs d'explication sur les mobiles qui ont conduit les gens du nord à se placer suivant un agencement aussi linéaire ? Aucun facteur naturel ne semble avoir guidé cet alignement. Les variations régionales du relief et du climat, d'ailleurs peu considérables et très progressives se manifestant essentiellement en latitude ; or on n'aperçoit pas nettement du nord vers le sud un relâchement ou un progrès dans l'attrait exercé sur les immigrants. Du point de vue des conditions de production agricole, il est certain que l'intérêt commandait aux nouveaux venus de jeter leur dévolu sur les zones les plus fertiles, celles des Terres noires par exemple, situées de part et d'autre des cours d'eau principaux ; la prospection en était-elle malaisée ? En fait aucune autre démarche systématique n'apparaît à cet égard dans le choix des zones d'installation car si les abords de l'Anié sont généralement peuplés, ceux du Mono, également riches, restent le plus souvent déserts.

Les données proprement humaines sont plus déterminantes. A priori on pourrait croire que la présence d'autochtones joue un rôle négatif : les arrivants ne vont-ils pas préférer la terre à discrétion et une autonomie plus large du fait d'un voisinage plus lointain avec les maîtres du sol ? Leur premier réflexe serait alors de combler les larges vides subsistant de part et d'autre des territoires ethniques. La question ne se pose certainement pas en termes aussi simples. Certes les Kabyè-Losso n'ont pas leur place là où la densité des premiers habitants est appréciable — supérieure à 20 hab/km<sup>2</sup> ; ainsi dans les environs proches d'Atakpamé peuplés de Yorouba, Houdou et Fon et sur le 8° parallèle de part et d'autre de l'Ougou (pays des Kpéssi et des Yorouba). Par contre si le degré d'occupation fléchit la coexistence devient possible. Mais dans ce cas contrairement à l'hypothèse avancée la proximité immédiate de secteurs laissés inhabités nous autorise à penser que l'amalgame est souhaité ; par exemple les immigrants se mêlent aux Evhé de Notsé tandis que les régions voisines drainées par la basse Chra et la basse Yoto n'attirent personne ; les Ifé et les Houdou les plus éloignés d'Atakpamé ainsi que les Aniagan, au sud de Blitta, accueillent les Kabyè-Losso en grand nombre mais en face la rive est du Mono demeure fort peu colonisée. Ailleurs les gens du Nord s'installent entre eux à l'écart, soit dans la zone de Sotouboua, soit le long de l'Anié, soit encore autour de Chra. La diversité de ces réactions, sans exprimer l'indifférence des immigrants à l'égard de l'environnement autochtone, laisse à penser que le contexte humain préalable n'est pas non plus l'élément conditionnant qui entraîne la disposition axiale méridienne typique du peuplement de la colonisation agricole dans la plaine centrale.

Il reste que cet agencement se trouve en rapport étroit avec le sens général des voies de communication. Dans la section la plus méridionale la correspondance se révèle sans exclure une certaine dispersion aux abords de la route principale qui suit le rail, mais à partir de la région d'Anié la tendance s'affirme nettement et le long de chacune des deux voies un moment séparées la succession des agglomérations reproduit un tracé typique en chapelet. Enfin, après le terminus du chemin de fer, sur un tronçon bitumé Blitta-Sokodé la même rigoureuse connexion est encore accusée par les alignements de villages suivant de courtes perpendiculaires. On observe plus distinctement ce phénomène dans la partie septentrionale ainsi qu'en bordure

(1) Mieux que la représentation du peuplement par points — insuffisamment « couvrante » — ou par carrés de densité pondérés — nécessairement floue — une carte du sol exploité permet de mettre en évidence les vides de l'occupation humaine, autrement dit les Terres encore neuves. L'analyse de la photographie aérienne fournit les indications indispensables : non seulement l'emplacement des cultures mais aussi celui des surfaces susceptibles d'avoir porté des cultures (traces encore perceptibles et liaisons avec l'habitat). Ces indications reportées à grande échelle sur la carte h.t. IV sans souci de fixer un taux d'utilisation, permettent de déterminer assez fidèlement la configuration des grandes aires d'exploitation liées au peuplement.

de l'Anié c'est-à-dire là où les Kabyè-Losso ne côtoient plus d'autochtones (1). Il est bien évident, d'une part qu'une liaison était de toutes façons nécessaire pour desservir le domaine de la colonisation agricole sur toute sa longueur, mais que d'autre part elle n'aurait joué un rôle effectif de causalité pour la fixation des immigrants qu'à condition d'avoir précédé leur arrivée. Or l'ancien itinéraire des esclaves et du sel, longeant la montagne en rejoignant à la mer Sokodé et Atakpamé, les deux principaux marchés du Moyen-Togo, fut dès le début de la période coloniale aménagé en voie de pénétration par les Allemands, donc bien avant le commencement de l'émigration kabyè-losso. Par ailleurs, la postériorité des établissements humains se traduit par leur organisation en rangée strictement conforme au tracé tendu de la route ou du rail. Les causes et les circonstances de cette attraction demandent à être précisées, néanmoins on peut tenir pour assuré que c'est la voie de communication nord-sud qui a orienté la mise en place du peuplement immigré.

### *La répartition entre Kabyè et Losso : une juxtaposition sans cohabitation*

La dualité Kabyè-Losso résiste-t-elle à l'émigration ? Le recensement de 1960 dont les résultats distinguent les différentes ethnies pour chaque agglomération (2) apporte la réponse en permettant d'apercevoir si les intéressés ont tenté de reconstituer des groupements homogènes ou si le brassage prévalut.

Au niveau cantonal il apparaît que dans toutes les régions touchées la colonisation agricole juxtapose Kabyè et Losso. Est-ce à rapprocher d'un autre trait a priori paradoxal du peuplement, la préférence que semblent marquer les immigrants pour la présence de populations autochtones dans la majeure partie de leur aire d'extension ? Notons seulement à cet égard que dans les cantons où l'on enregistre la plus grande proportion de l'une ou l'autre ethnie — celui de Sotouboua pour les Kabyè et celui de Blitta pour les Losso — les autochtones sont presque absents. La première impression est celle d'un mélange assez large entre les deux principaux groupes d'arrivants excepté dans le véritable fief kabyè de la région de Sotouboua (cf. fig. 6).

Tableau 4  
Taux de mixité des deux groupes Kabyè et Losso par village d'immigration (1959-60).

Cantons	Nb total de villages d'installation	Villages entiers Kabyè ou Losso		Autres villages comportant une majorité de Kabyè ou de Losso			
		Nb	%	< 3/4		> 3/4	
				Nb	%	Nb	%
Sotouboua	32	29	91	1	3	2	6
Blitta	47	35	74	5	11	7	15
Kpessi	34	19	56	3	9	12	35
Houdou	56	40	72	3	5	13	23
Djama	35	27	77	2	6	6	17
Niania	69	57	83	0	0	12	17
Notsé	71	59	83	4	6	8	11
Ensemble	344	266	77	18	5	60	18

(1) A l'exception de quelques Aniagan vers Pagala sur le moyen Anié.

(2) Au niveau des ensembles cantonaux les renseignements d'ordre ethnique fournis par le recensement de 1959-60 peuvent être utilisés valablement.

Au niveau des villages seulement quelques divergences sont apparues avec certaines de nos observations, concernant précisément la distinction entre Kabyè et Losso. Ceci n'étonne guère lorsqu'on sait que les Losso ne se nomment pas eux-mêmes « Losso » et que seul le terme de « Kabrè » ou « Kablè » prévaut en milieu ethniquement hétérogène lorsque les autochtones ont à désigner des immigrants du « Nord ».



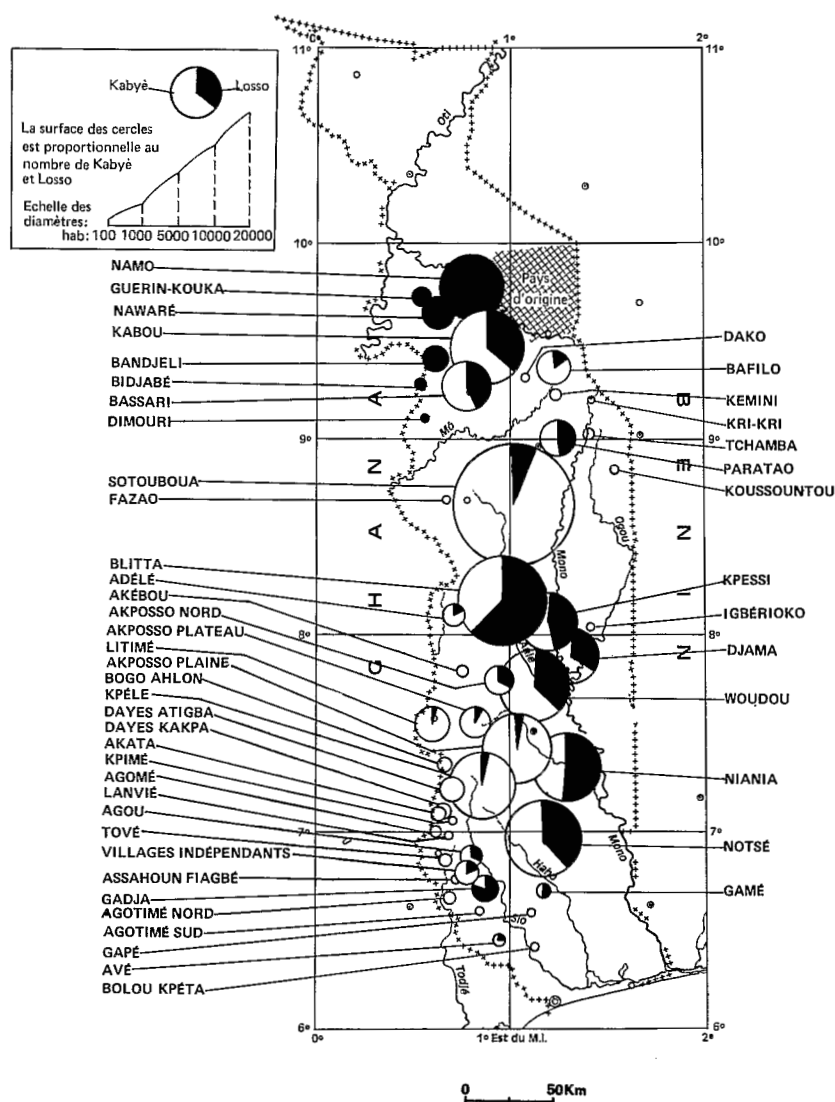


FIG. 6 — Proportion Kabyè-Losso en pays d'immigration par canton. Source : recensement général de la population du Togo (1959-1960).

En l'occurrence cependant cette impression se modifie sensiblement selon l'échelle de l'observation. Si l'on descend du niveau du canton à celui du village on constate une certaine réserve réciproque entre gens de chacune des deux ethnies : sur l'ensemble des villages comptant des immigrés, dans 18 % seulement des cas le mélange Kabyè-Losso est effectif avec un taux de mixité compris entre  $3/4$  et  $1/2$  et en règle générale l'agglomération est formée soit entièrement de Kabyè soit entièrement de Losso (77 % des villages).

## L'HABITAT : L'INFLUENCE PROGRESSIVE DU « SUD »

### *Gros villages et hameaux*

Dans l'ensemble des quelque deux cent cinquante localités composées uniquement d'immigrés au Centre-Togo, deux formations dominent. Le premier type correspond tout à fait à ce que l'on peut attendre des Kabyè-

Losso accoutumés à un habitat semi-dispersé. C'est dans la partie septentrionale de la zone de colonisation agricole, le groupe de Sotouboua, qu'il est le mieux représenté. Il s'agit de villages importants dont la population compte souvent près de mille habitants. On distingue sur la photographie aérienne de vastes « nébuleuses » que traverse la route ; Sotouboua par exemple se déploie dans sa plus grande dimension sur 3 km, Kolonaboua et Déréboua sur presque 4 km (fig. 7 et 8). Une telle extension pose des problèmes de site car les terrains présentent des aptitudes très diverses pour l'occupation humaine ; pendant la saison des pluies les abords des thalwegs s'engorgent facilement et les pentes peuvent être soumises à un fort ruissellement au cours des averses ; l'espace disponible se limite à l'étroite surface supérieure des interfluvies. L'ensemble se morcelle donc en quartiers qui s'allongent le long des lignes de crête, si distincts parfois les uns des autres qu'on pourrait presque les croire indépendants. En s'éloignant vers le sud à partir de Blitta, jusqu'à Anié, le fait nouveau qui entraîne une diminution de l'importance des villages est la dissémination des lieux habités, particulièrement le long de l'Anié. Le hameau intercalaire de quelques habitations clairsemées, apparaît même,

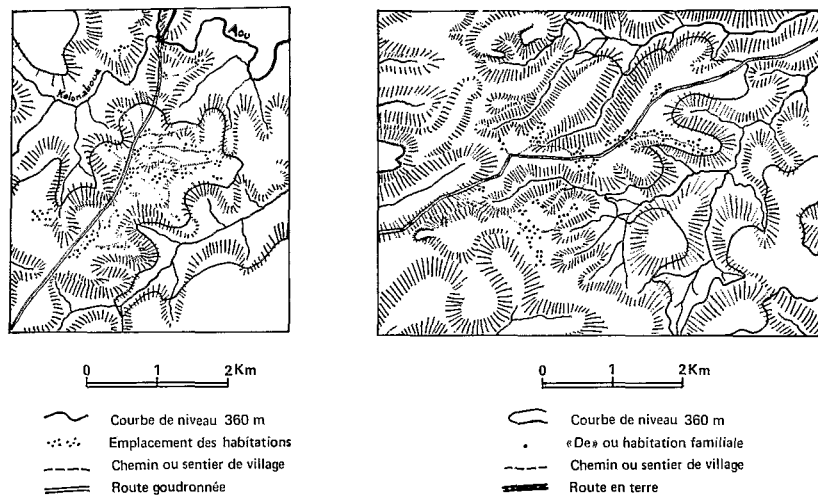


FIG. 7-8 — Sites des villages de colonisation administrative dans la zone septentrionale.  
7 : Kolonaboua (population Kabyè) ; 8 : Déréboua (population Kabyè)

isolé dans la brousse. On remarque aussi que la semi-dispersion s'atténue. Néanmoins les rassemblements les plus nombreux — Oragni, Assoumakodji, Pallakoko, Agodjololo restent tout à fait comparables par leur taille et leur configuration aux gros villages du groupe de Sotouboua.

Un type de localité très différent s'est constitué dans la partie méridionale de la zone de colonisation au-delà d'Anié. Il se caractérise par son faible effectif, dix à vingt familles d'ordinaire. Le resserrement des habitations, souvent autour d'une petite place, augmente l'impression d'exiguïté. Ce hameau groupé se présente comme une forme dérivée du petit village de culture autochtone yorouba ou évhé dont il n'est jamais très éloigné. D'ailleurs fréquemment les Kabyè-Losso se sont installés auprès de leurs hôtes, en villages mixtes agglomérés. Un tel style d'habitat n'élimine pas d'emblée la disposition en ordre lâche traditionnelle, celle-ci persiste dans de nombreux cas à la périphérie de la région d'Atakpamé (fig. 9) ; mais aux abords de Notsé la substitution est totalement achevée et le peuplement immigré se résout en petits noyaux épars.

### *La réduction progressive de la population villageoise*

Ce premier schéma nous permet de dégager certains traits dominants. Ce qui frappe d'emblée c'est autant l'importance de l'évolution subie — au point qu'à l'aboutissement de son expansion l'habitat Kabyè-Losso est devenu méconnaissable — que sa régulière progressivité au fur et à mesure de l'éloignement du pays d'origine. Cette évolution affecte en premier lieu l'ampleur du village. Si l'on se réfère aux données du dernier recensement le contraste apparaît nettement entre les gros centres de la circonscription de Sotouboua où les immigrés se trouvent en situation d'autonomie et les petits villages ou hameaux établis dans les cantons à population autochtone. En poussant l'observation au delà — les pays kotokoli, adélé, sud-évhé

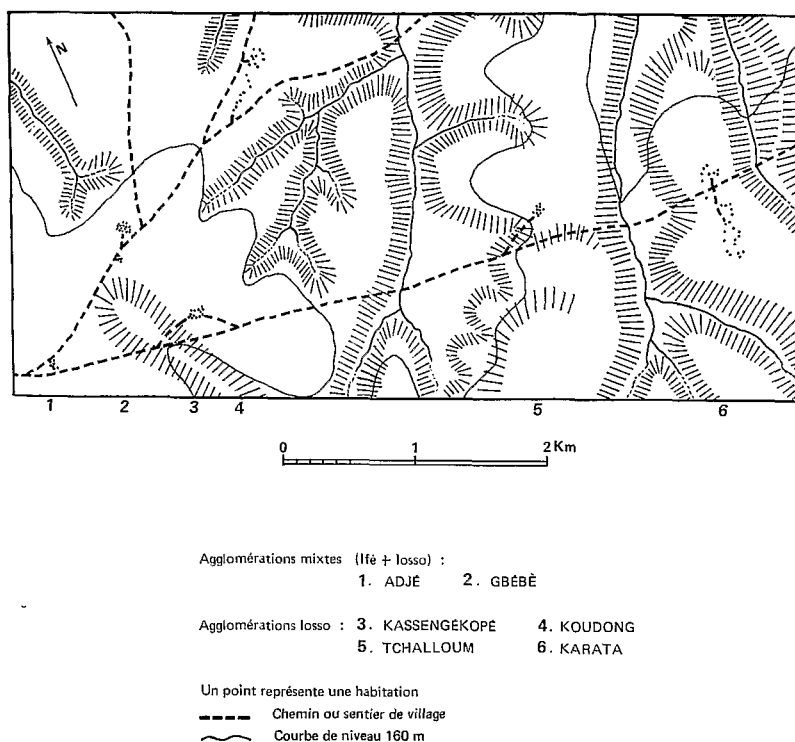


FIG. 9 — Peuplement immigré à l'est de Gleï (zone méridionale)

— on aperçoit mieux encore le lien de causalité qui relie d'une part la coexistence avec des étrangers et d'autre part l'amenuisement des agglomérations kabyè-losso. Une explication se présente : les nouveaux venus en s'installant parmi les premiers occupants n'auraient-ils pu n'utiliser que des portions limitées de l'espace cultivable ? Le cas échéant la disposition intercalaire du peuplement immigré aurait gêné une exploitation rationnelle du sol. Si cette contrainte spatiale théorique avait été le seul facteur de modification de l'habitat entre le 9° et le 7° parallèle, elle n'eût pu aboutir qu'à provoquer une réduction sensible de l'effectif des villages du nord au sud, mais non cette chute considérable (tabl. 5). En effet l'occupation antérieure du sol par les autochtones s'était effectuée depuis Blitta jusqu'à Notsé de façon lâche ; très inégale d'ailleurs, elle présentait de vastes lacunes — le moyen-Anié, la zone de confluence de l'Ogou et de l'Anié avec le Mono, l'intervalle compris entre Gleï et Agbatitoé de part et d'autre de la rivière Chra — or la taille moyenne des agglomérations kabyè-losso établies dans ces régions auparavant totalement libres reste très inférieure à celle que l'on évalue dans le groupe de Sotouboua. Ce n'est certes pas la densité d'occupation autochtone qui, sur le plateau de l'Adelé (moins de 10 hab/km<sup>2</sup>) interdit aux Kabyè de se rassembler en véritables villages et celle des cantons évhé situés au nord de la zone de « terre de barre » n'est pas telle (10 à 20 hab/km<sup>2</sup>) qu'elle les oblige à se disperser en minuscules hameaux.

Dans ces conditions il semble prématuré de fournir une interprétation de la dualité des formes d'habitat avant d'avoir procédé à une étude historique d'ensemble du phénomène migratoire. On pressent en effet que l'agencement en collectivités plus ou moins importantes procède du degré d'organisation du mouvement : en effet la constitution d'importantes agglomérations ne peut s'effectuer que sous une ferme direction capable non seulement de rassembler de forts contingents mais aussi de concevoir et de réaliser leur installation dans un lieu écarté propice à la croissance. Au contraire la dispersion de l'initiative conduirait à l'éparpillement en groupuscules obscurs établis à trop courte distance les uns des autres pour jouer le rôle de points de cristallisation et escompter ultérieurement une large expansion.

TABLEAU 5  
Nombre moyen d'habitants Kabyè-Losso, par village (1959-60)

Cantons	Maîtres du sol	Nb de villages où sont recensés des immigrés	Population kabyè-losso	Effectif moyen d'immigrés par village (1)
<u>A. Dans la zone de colonisation agricole du Centre-Togo</u>				
Sotouboua (circonscri.)	Kabyè-Losso	31	23 348	753
Blitta	Kabyè-Losso et Aniagan	48	12 050	251
Kpessi	Kpessi (rameau ewé de Kokoté)	36	5 085	141
Houdou	Houdou	54	7 597	141 (2)
Djama (3)	Ifé Djama	21	2 639	126
Niania	Ifé Niania	70	5 932	85 (2)
Notsé	Ewé-Adja	70	7 607	109 (2)
<u>B. A la périphérie</u>				
Fazao, Kémini, Paratao, Krikri, Tchamba, Koussountou (4)	Kotokoli, Tchamba et Bariba	20	2 844	142
Adelé	Adelé et Aniagan	7	521	74
Gamé, Gapé, Avé, Bolou, Kpéta	Ewé	18	459	26

(1) Les chiffres concernant les régions d'habitat émiété sont en réalité sensiblement inférieurs car les agents recenseurs ont dû parfois procéder à des regroupements dans leurs comptes.

(2) Si l'on déduit les agglomérations de marché exceptionnellement importantes d'Anié (1287 Kabyè-Losso) dans le canton Houdou, de Gleï (730) dans le canton Niania, et de Chra (783) dans le canton de Notsé, les chiffres d'effectif moyen d'immigrés par village dans ces cantons s'abaissent respectivement à 119, 75 et 99.

(3) Non compris l'« Est-Mono » où les conditions d'implantation en « layons », sont particulières ; cf. ci-après dans la conclusion générale.

(4) On n'a pris en compte ni le canton kotokoli de Bafilo, ni ceux de la Circonscription de Bassari où la physionomie des villages d'immigration est impressionnée par la contiguïté de la zone de glissement.

### *De l'habitat clairsemé à l'habitat groupé*

Dans les villages nébuleuses les familles d'un même quartier ne se trouvent jamais éloignées hors de portée de voix ; parfois deux ou trois habitations sont construites presque côte à côte. La notion d'habitat « clairsemé » définit le mieux ce type de disposition préféré des immigrés, intermédiaire entre le groupement et la dispersion. Il faut remonter dans la zone de départ pour comprendre cet état de choses. Au pays kabyè-Losso presque tout entier dégarni de sa végétation naturelle l'observateur appréhende aisément le peuplement dans les paysages aux amples panoramas. Il constate d'emblée que l'agencement est identique à celui de la partie septentrionale de la zone de colonisation agricole : un semis d'habitations tantôt étagées sur les massifs, tantôt répandues dans le piémont et la plaine environnante, suffisamment proches cependant les unes des autres pour que le contact puisse facilement s'établir entre résidents. A l'origine cette disposition s'explique peut-être par le fait qu'il est moins malaisé de trouver dans une montagne au sol souvent chaotique une place pour édifier un seul logis qu'un espace étendu propice à la construction d'une agglomération ; pourtant l'entreprise n'était pas absolument irréalisable, d'autres ailleurs la réalisèrent (à Bandiagara par exemple) ; au reste d'importants replats constituent dans les massifs kabyè des sites favorables. On peut avancer plus certainement l'hypothèse suivante : le groupement dense des habitants aurait supposé en dehors de la

zone de résidence l'établissement d'une zone consacrée à la culture, or l'état d'insécurité rendait aléatoire l'exploitation d'un domaine extérieur. En se dispersant au contraire sur leurs terres les hommes contrôlaient mieux leur espace vital et diminuaient leurs risques personnels au cours du travail grâce à la protection mutuelle toujours possible. De fait la zone de résidence se confondait avec la zone de subsistance. On touche ici au fondement réel de la forte densité de la population kabyè-losso tant dans la montagne que dans la plaine. En effet cette conception d'une défense réalisée organiquement par le milieu humain exigeait un desserrement minimum, afin de créer l'effet désiré de masse impénétrable. Il fallait, autrement dit, réaliser une sorte de tissu d'habitat lâche dans les mailles duquel, les intrus n'oseraient s'aventurer. Plus il était étendu, plus la sécurité collective se trouvait renforcée — dans le massif sud par exemple, peuplé presque de bout en bout. D'où il vient que les Kabyè n'ont pas de mot propre pour exprimer l'idée de village en tant que lieu collectivement habité mais seulement celle de territoire (teto = terre) ou de résidence familiale (édjadé = chez le père) ; ils s'organisent certes en communautés à l'intérieur du « teto » mais celles-ci ne se trouvent pas isolées spatialement. Malgré le fait que depuis trois générations il ait bien entendu perdu sa signification historique, l'habitat du pays d'origine a gardé sa physionomie ; une restructuration n'eût-elle pas exigé le bouleversement d'un système d'exploitation profondément enraciné dans les mœurs ? On peut ainsi considérer comme un réflexe normal qu'abondant dans un premier temps la zone de glissement et plus loin le pays bassari les émigrés se soient installés suivant le même schéma, car à cette époque les derniers conflits étaient encore tout proches. Mais avoir reconstitué après plusieurs décennies de paix l'agencement traditionnel au Centre-Togo et l'avoir conservé jusqu'à nos jours peut passer pour une attitude surprenante, d'autant plus que la nouvelle organisation de l'espace agricole retirait désormais toute justification pratique à l'ancien mode d'habitat.

Observons donc de plus près ce qu'il en est dans les régions de colonisation. Au pays d'origine où la zone des champs imbriqués dans le secteur peuplé du terroir constitue la part essentielle du domaine d'exploitation, l'écart moyen entre les habitations d'un quartier est de l'ordre de 50 à 100 m. C'est à peu près le même dans les villages du groupe de Sotouboua (1) ; pourtant le rôle de la culture intercalaire sans être négligeable n'est plus qu'accessoire. Au sud de Blitta avec la disparition des « champs de case » l'éparpillement s'atténue mais un espacement de 25 à 50 m sépare néanmoins les familles et cet intervalle subsiste dans nombre de localités kabyè-losso jusqu'au 7<sup>e</sup> parallèle. On peut ainsi considérer que la disposition clairsemée, appliquée dans la grande majorité des cas représente le type d'habitat préféré des immigrés, identique à celui du pays d'origine ou peu différent. Cet immobilisme, insolite de la part d'hommes placés dans une situation propice aux changements, se conçoit, situé dans un cadre proprement humain. Accoutumés traditionnellement à vivre en ordre semi-dispersé, les Kabyè-Losso se sont créés un style de relations particulier caractérisé par une certaine indépendance de la famille, qu'il s'agisse suivant les secteurs du pays d'origine de la parentèle relevant du grand-père ou du père. On peut penser en effet que le relatif isolement de chacune a par exemple fait obstacle à l'instauration d'une autorité régissant le groupe et à l'inverse fortifié la puissance paternelle. Un rapprochement plus étroit, en multipliant les contacts et en renforçant les liens, suppose l'établissement de rapports nouveaux peu souhaités en général par les chefs de famille, soit qu'ils aient à craindre un affaiblissement de leur ascendant, soit qu'ils déplorent plus explicitement la possibilité d'indiscrétions et d'ingérences ; maintes agglomérations groupées lors de leur fondation ont dû se disséminer après des disputes de femmes ou des affaires de sorts. Cette population de civilisation paléonigritique se révèle mal à l'aise pour effectuer la conversion de son habitat ; elle n'y parvient pas par elle-même malgré le renouvellement des conditions naturelles lié à sa transplantation mais par l'exemple d'autochtones.

Le groupement des villages d'immigrés ne s'opère en effet que dans des régions de peuplement mixte et seulement sous l'influence d'une représentation autochtone suffisamment importante. Ce n'est pas le cas sur le moyen Anié ni aux alentours de Nyamassilé où les ethnies mineures des Aniagan et des Kpessi ne comptent respectivement dans la zone de colonisation entre Blitta et Anié qu'un effectif de 2 200 et 1 600 personnes. Les premiers regroupements se rencontrent seulement sur le Bas Anié, ils rassemblent en une même agglomération des Kabyè-Losso et des Ifé ou des Houdou (à Baïssankopé, Yovokopé, Alamassou). De même les petits hameaux d'immigrés qui ont réussi à s'immiscer parmi les « kopé » des Ifé Djama entre Atakpamé et le Mono reproduisent le modèle autochtone ; mais lorsqu'à la limite de son expansion ce peuplement ifé se raréfie, les gens du nord s'éparpillent à nouveau — à l'est de Gleï (fig. 9) ou autour de Chra par exemple — ; il suffit qu'ils se trouvent en nombre suffisant et surtout à bonne distance des maîtres du sol. Enfin, plus bas, autour de Notsé l'ancienne métropole évhé, la pénétration en milieu étranger est trop avancée et le pays d'origine trop lointain pour que les immigrés se manifestent avec ostentation.

(1) Il va sans dire que dans la zone de colonisation où les aires de résidence se circonscrivent avec une certaine netteté et s'opposent distinctement à l'environnement de cultures et de végétation naturelle la notion de village n'est plus à mettre en question.

Tout au long de la zone de colonisation agricole la relation entre la structure de l'habitat et la présence d'autochtones est donc évidente. Le seul fait de changer de territoire n'est pas en soi de nature à éveiller chez les Kabyè-Losso le désir de déranger leur cadre quotidien spécifique, par contre le voisinage de populations très différentes crée chez eux des exigences nouvelles. Le dépaysement physique est donc sur ce point moins déterminant que le dépaysement humain. Mais quel est le sens de cette mutation ? Mimétisme ou réflexe de sauvegarde ? Si l'on veut garder une vue d'ensemble de l'organisation spatiale des immigrés il faut accorder à la disposition groupée non pas une valeur de représentativité générale mais plutôt une signification de tendance comme celle d'un cas extrême. En effet la condensation de l'habitat n'est vraiment réalisée qu'aux confins de la zone de colonisation agricole et n'est jamais poussée au-delà du stade d'une atomisation en modestes hameaux. Il y a peut-être là un élément de réponse à la question précédente posée par la réduction singulière de la population villageoise dans la partie méridionale de la zone de colonisation : le Kabyè ou le Losso qui finalement renonce à garder son habitation à l'écart mais continue néanmoins de répugner à vivre enserré dans une agglomération compacte peut-il résoudre sa contradiction autrement que par la solution moyenne de hameaux groupés mais dont l'exiguïté permet de conserver un certain degré d'intimité et évite de poser de façon explicite le problème de l'autorité collective ?

### *Les types d'habitations familiales*

La façon dont les immigrés organisent leur demeure doit confirmer et préciser ces vues ; là aussi en effet ils ont le choix entre le modèle coutumier et l'exemple autochtone. En premier lieu observons au nord la maison traditionnelle, la « de » des Kabyè. Malgré la proximité des voisins, sa position dégagée pouvait autrefois l'exposer à devoir occasionnellement assurer sa propre défense, d'où son aspect fortifié. Les différentes pièces toutes détachées les unes des autres et formant un ensemble à peu près circulaire, sont reliées par un mur d'enceinte sans défaut de la hauteur d'un homme. Le vestibule garde le seul accès ; pour pénétrer il faut franchir ses deux portes étroites (1) contourner son poteau central. L'audacieux qui aurait forcé le passage se verrait aussitôt arrêté par de multiples étranglements et chicanes dans le dédale des constructions intérieures. De l'extérieur on n'aperçoit que la rondeur unie des murs de terre sèche d'où pointent les toits de paille, sans autres ouvertures que quelques orifices au ras du sol pour l'écoulement des eaux usées vers les fosses à fumier. De l'intérieur on peut surveiller tout alentour presque sans angle mort par les intervalles ménagés entre les bâtiments et formant créneaux. Tout est prévu pour l'état de siège : la totalité de la récolte est engrangée dans de solides greniers insérés dans le mur et le sol de la cour bien damé sert au séchage ; le coin de toilette, l'urinoir, sont aménagés dans des renforcements entre deux constructions ; la nuit rien n'est laissé au dehors, les volailles nichent sous les greniers, les chèvres et les moutons se réfugient dans le spacieux vestibule entre les meules et les grandes jarres d'eau ; les autels d'ancêtres demeurent eux aussi à l'intérieur de l'enceinte. La « de » est avant tout conçue comme une unité d'autodéfense (2). C'est dans ce cadre hérité d'un passé troublé encore tout proche qu'ont grandi les émigrés et qu'ils ont acquis tant l'usage de la prudence que le sens de l'autonomie et de la discipline familiales, principes essentiels du comportement conservés dans les mœurs.

Mais si tout est organisé pour le qui-vive, rien dans cette demeure traditionnelle n'est prévu pour le bien-être. La maisonnée vit à l'étroit dans l'espace encombré de constructions. Pas de fenêtres, des portes étriquées — surtout celle de l'épouse qui doit se glisser chez elle par une basse ouverture triangulaire. La clôture entrave la ventilation et la réverbération est intense dans les courettes aux murs resserrés. Pour se protéger du soleil un petit auvent, mais seulement sur le seuil de la chambre de la femme, et pour s'asseoir un simple ressaut au bas de la façade du mari. Autrefois d'ailleurs les hommes séjournaient peu au-dedans ; lorsqu'ils cessaient le travail au crépuscule, ils préféraient reposer leurs corps las à quelques pas du vestibule sur les blocs de rocher polis, sous la fraîcheur d'un grand arbre.

Mais on accordait un grand soin à l'exécution et même à la finition ; à l'intérieur de l'enceinte tous les angles étaient adoucis, les surfaces — et même le sol — lissées puis imperméabilisées au jus de néré. Les murs s'ornaient de quelques motifs décoratifs. L'apparence nette et soignée des champs avait gagné le logis. Depuis une vingtaine d'années le paysan du nord a quelque peu modifié la maison de ses ancêtres mais celle-ci garde encore sa physionomie originale. Par contre l'habitat familial subit dans la zone de colonisation agricole une transformation continue et profonde.

(1) Si étroite qu'un évasement de l'ouverture est souvent ménagé à la hauteur de la tête pour l'introduction des charges volumineuses.

(2) Il existe des variantes d'une extrémité à l'autre du pays d'origine. Les Lamadissi construisent une partie de leurs murs non en terre mais en pierres. Les gens de Kétau et en général les Kabyè proches de la frontière dahoméenne constituent des ensembles plus importants où parfois plus de dix ménages peuvent loger. Les Losso ignorent le vestibule ; leur enceinte n'est qu'une palissade de plaques de schiste ou de gros troncs dressés.

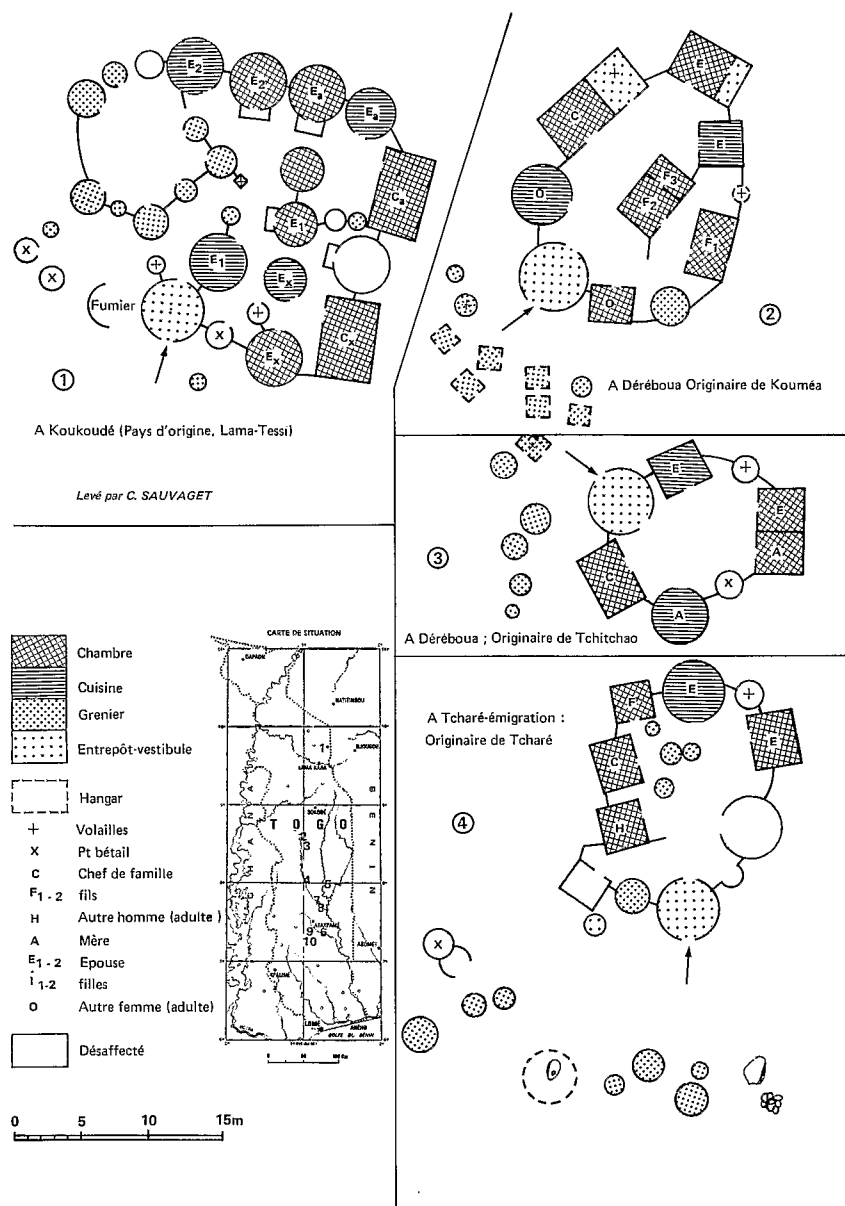


FIG. 10 — Types d'habitations rurales I

Dans la partie septentrionale l'immigré procède d'abord à une simplification de l'organisation. Il y parvient d'autant mieux que la transplantation encore récente eut pour effet l'« ébranchage » et la réduction du groupe familial résident. Le plan de l'habitation se régularise donc. La plupart des bâtiments se rangent autour de la cour ainsi plus aérée. Simultanément le chef de famille poursuit, en l'intensifiant, le remaniement déjà en cours dans son pays natal ; il dégage des murs les greniers qui compliquaient inutilement la construction et généralise l'usage de la chambre carrée, conforme à la position du corps allongé. Mais on observe bientôt des altérations plus importantes. Les Kabyè, à partir de Kazaboua se débarrassent de leur vestibule ; des brèches commodas sont pratiquées dans le mur d'enceinte. Au sud d'Anié ne subsistent irrégulièrement que des lambeaux de clôture et la grande pièce où la femme prépare la bière ; la disposition circulaire des bâti-

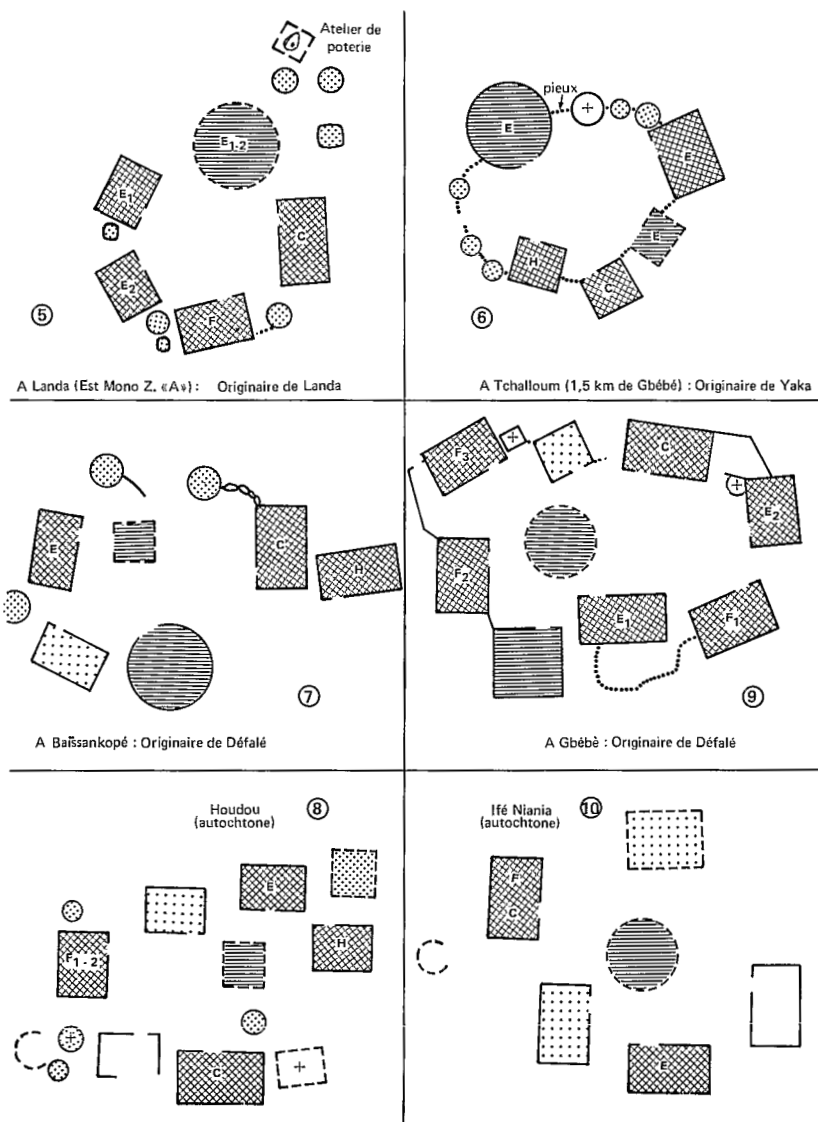


FIG. 11 — Types d'habitations rurales II (cf. légende précédente)

ments se disloque. Enfin aucun signe caractéristique de la « de » n'est conservé aux environs de Chra et de Notsé, même plus la poterie au sommet du toit (marmite pour les Kabyè, jarre pour les Losso). De même que pour la configuration générale du village, on suit la dégradation de la maison traditionnelle tout au long du chemin de l'émigration (fig. 10 et 11).

Ce phénomène, comme celui de l'évolution des autres aspects du cadre de vie, ne peut être saisi et interprété que dans le contexte de la confrontation avec les autochtones dont la présence ou la proximité est en relation directe avec les modifications de l'habitation. Ainsi les immigrés ne conservent-ils leur enceinte et leur bastion d'entrée, ces marques ethniques du Nord, superflues et voyantes, que tant qu'ils restent sur le territoire historique des Kotokoli — qui eux aussi les construisent traditionnellement — mais y renoncent dès le passage de la Yomaboua, à quelques kilomètres au nord de Blitta, en s'installant chez les Aniagan. On verra réapparaître ces deux ouvrages dans le no man's land du Moyen Anié mais seulement dans les localités les plus isolées : la proximité des gares le long de la voie ferrée, instrument de pénétration étrangère, suffit pour faire retirer ces éléments du décor d'origine. La clôture seule résiste davantage ; plus ou



moins démantelée au voisinage des Aniagan, des Kpessi ou des Ifé, elle se reconstitue solidement quand les hôtes demeurent à bonne distance et que l'habitat redevient clairsemé. Dans les villages mixtes de la région d'Atakpamé et dans toute la zone évhé à partir de Chra la mutation s'opère finalement dans le sens d'une attraction exercée par le type de construction autochtone. En effet, après s'être dépouillée de ses signes distinctifs la demeure kabyè-losso perd toute cohésion et la disposition de ses bâtiments se relâche, mais c'est pour s'organiser sur le modèle de l'habitation du Sud, au plan orthogonal ; les femmes adoptent même la typique cuisine centrale réunissant tous les foyers de la maisonnée en plein air sous un simple hangar couvert de chaume. A l'aboutissement d'une telle mutation les immigrés disposent d'un logis spacieux, aéré et plus aisé à construire. Mais la portée de cette évolution est plus large ; ne témoigne-t-elle pas d'un réel attrait exercé sur les paléonigritiques par la civilisation du Sud ? Il ne faudrait pas exagérer l'importance de la métamorphose, elle n'apparaît achevée que dans le cas du rapprochement intime avec les autochtones et aux confins méridionaux de la zone d'installation. Il convient également de ne pas s'abuser sur sa signification réelle. La bienséance exige des immigrés, qui restent dans une certaine mesure des obligés, qu'ils ne s'affichent pas. Selon l'usage l'invité se plie aux habitudes de ses hôtes, au moins pour l'extérieur. Du reste le souci des convenances rejoint ici la simple prudence : s'ils reproduisaient à proximité des autochtones et dans les mêmes villages leurs sévères retranchements traditionnels, les Kabyè-Losso n'éveilleraient-ils pas autour d'eux une méfiance qui risquerait de détériorer les rapports interethniques et de faire échec à l'installation des suivants ? En se fondant dans le milieu humain ils évitent autant que possible la prise de conscience d'un rapport de forces entre les deux collectivités. Ceci demande assurément à être précisé par ailleurs. En tout état de cause l'attitude visiblement conciliante des immigrés exclut l'hypothèse émise plus haut qu'un réflexe de sauvegarde dans un climat de rivalité ait pu être à l'origine du resserrement de leur habitat sur les territoires ifé et évhé.

## L'ATTITUDE AMBIGUË A L'ÉGARD DE LA ROUTE

De ce peuplement immigré le voyageur de Notsé à Sokodé ne soupçonne nullement l'importance. Il est vrai que les abords de la route sont masqués le plus souvent par un épais et monotone rideau de feuillage, celui des tecks plantés serré par l'Administration coloniale ; mais si cet écran s'interrompt ou si on le franchit on n'aperçoit guère plus de traces d'occupation humaine. Dans la partie septentrionale, seul apparaît le centre des plus gros villages, avec la place dégagée du zongo où s'alignent les abris du marché et parfois à quelque distance le bâtiment rectangulaire de l'école ou de la mission. Autour on distingue par hasard au milieu de la végétation éclaircie la paroi nue d'un mur de terre ou la paille grise de quelques toits accolés ; puis, en suivant un sentier on découvre les habitations les unes après les autres. La plupart des immigrés se sont établis tout à fait à l'écart de la voie de la communication sur de petits chemins adjacents ou perpendiculaires, jusqu'à plus d'1 km ; ceux qui l'avoisinent, en dehors du zongo, disposent le plus souvent leur vestibule de façon à tourner le dos aux passants. Il semble que cette attitude des Kabyè-Losso à l'égard de la route traduise plus qu'une indifférence inhérente à leur préférence pour l'habitat clairsemé.

Le comportement des habitants des hameaux groupés de la zone méridionale indique qu'il s'agit effectivement d'une véritable réserve. Leurs petites agglomérations diffèrent de celles des autochtones surtout par la situation ; au lieu de se camper sur les voies secondaires comme le font aujourd'hui les Ifé et les Evhé (1) les originaires du nord vont se poster à bonne distance et se dérobent systématiquement aux regards.

La route constitue, rappelons-le, le principal facteur d'attraction dans le cadre régional, mais les immigrés ne viennent pas pour autant s'aligner sur ses bords et la carte à grande échelle ne confirme pas l'impression produite par la carte à petite échelle. Cet éloignement constitue même le seul trait commun à l'habitat des zones de colonisation agricole. Il s'explique d'autant moins que la voie de communication suit le plus souvent les dos de terrain qui constituent pour l'habitat des sites privilégiés. Bornons-nous donc pour l'instant à prendre acte du fait que les Kabyè-Losso ne semblent pas avoir intégré dans leur vie quotidienne cet élément moderne du paysage. Le problème est posé de la véritable nature de leurs relations avec le monde extérieur.

(1) Ce comportement des autochtones est en effet récent. Au cours de la période précoloniale, en l'absence du réseau de routes secondaires, les mêmes « kopé » se trouvaient isolés dans la brousse ; l'anneau de végétation dense dont ils continuent de s'entourer atteste leur ancien réflexe de dissimulation.

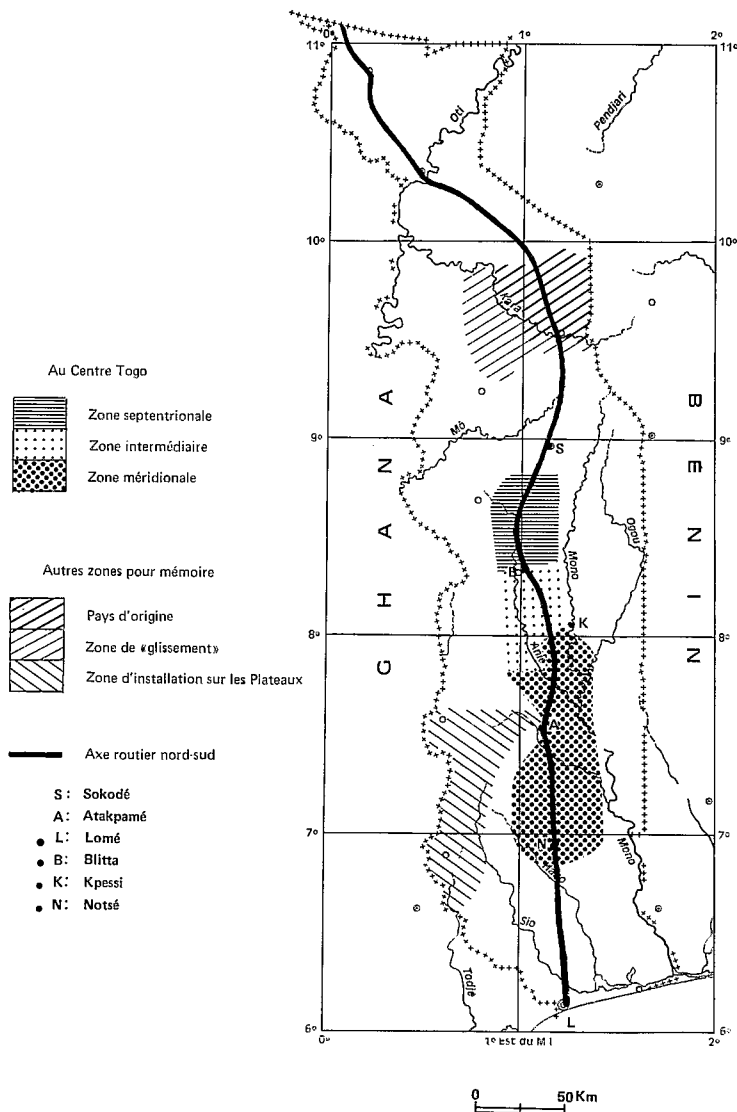


FIG. 12 — Les trois zones de la colonisation agricole kabyè-losso au Centre-Togo

Les groupes paléonigritiques du Nord-Togo, longtemps confinés dans leur étroit domaine montagneux, ont su s'y créer un type d'habitat aussi adapté que possible aux contraintes de l'insécurité. Mais une fois hors de chez eux ils paraissent surpris et même déconcertés. Face à l'espace libre dont ils avaient à prendre possession, les émigrés font davantage preuve de retenue que d'esprit d'initiative. Au lieu de pénétrer franchement dans le nouveau domaine, ils demeurent à proximité du grand axe de communication ou bien cherchent asile dans la mouvance des autochtones, quitte dans ce dernier cas à renoncer à leurs manières d'être instinctives auxquelles néanmoins ils semblent ailleurs très attachés. La colonisation agricole n'a suscité la création d'aucune forme nouvelle d'habitat ; les Kabyè-Losso se sont contentés soit de reproduire leur schéma ancien à peine retouché, soit d'imiter les voisins. L'attitude ombrageuse de leurs villages à l'égard de la route indique en outre de façon expressive leur propension à l'effacement. Ces traits caractéristiques de comportement traduisent bien face à l'expansion l'embarras d'une population accoutumée de par sa condition historique à subir son sort plutôt qu'à le déterminer et dépourvue de l'appui efficace d'une structure politique.

A l'issue de cette description du peuplement nous voyons s'esquisser un découpage régional en trois ensembles : la zone septentrionale (ou secteur de Sotouboua), la zone intermédiaire (ou Moyen-Anié), entre

Blitta et Pallakoko, et la zone méridionale (ou région de colonisation intercalaire de Nyamassilé à Notsé). Cette différenciation ne s'appuie pas sur de notables paliers de densité ou l'existence d'autant d'unités nettement distinctes sur la carte de l'occupation du sol : de tels critères interviennent seulement pour déterminer des sous-ensembles (1).

Ce sont les types d'habitat qui permettent l'individualisation régionale la plus nette, les zones septentrionale et méridionale s'opposant assez franchement et l'intermédiaire marquant la transition. Avec évidence apparaît la référence au peuplement autochtone d'abord quasiment nul, puis faible, enfin plus conséquent sinon continue (planche hors texte III). Pour être utilisée valablement, cette distinction zonale établie à titre provisoire devrait se trouver confirmée par des variations remarquables de la mise en valeur du sol de la colonisation agricole.

2

(1) Dans la zone intermédiaire, la colonisation côté route (Agbandi) et côté Anié ; dans la zone méridionale, les groupes du bas-Anié-Mono, de Gleï et de Chra.



## chapitre 3

### La mise en valeur des terres neuves

Ce n'est pas sans une certaine curiosité que l'on pénètre dans l'espace agricole de ces villages de colonisation. L'excellente réputation des Kabyè-Losso tant pour l'ingéniosité des techniques que pour l'ardeur au travail laisse penser a priori qu'ils sont particulièrement qualifiés pour assurer la promotion agricole de leur zone d'immigration. Mais au pays d'origine ces paysans excellent surtout dans la pratique d'une culture intensive, soignée. Or, il semble hors de question qu'ils poursuivent au Centre Togo un tel type de mise en valeur. Dès leur installation sur les terres neuves l'espace disponible et le sol encore intact les invitent au contraire à une utilisation extensive et moins laborieuse.

Plusieurs auteurs (1) ont noté une brusque mutation liée à la transplantation. Dès leur installation les immigrants auraient renoncé à leurs principes traditionnels d'organisation du domaine et de travail méticuleux, abandonné leurs procédés d'aménagement et de rendement pour se livrer à une exploitation itinérante sur brûlis. Il s'agirait d'une véritable régression technique qui ravale les Kabyè-Losso au rang de défricheurs inconscients. Pédologues et agronomes, déplorant la dégradation du milieu écologique, soulignent le danger encouru par les sols. Certains secteurs seraient déjà parvenus à un état voisin de l'épuisement, d'où, selon le sociologue J.C. PAUVERT, une instabilité caractéristique du peuplement. Pour la plupart des observateurs la colonisation du Centre Togo se solderait sur le plan agricole par un échec.

Ce jugement d'autant plus sévère qu'il traduit une profonde déception requiert de la part du géographe une contribution spécifique et précise.

#### LES TERROIRS

Pour observer et décrire les phénomènes complexes de l'activité agricole la meilleure approche est sans doute une analyse spatiale du territoire exploité dans le cadre villageois. Les dimensions et la configuration de ce domaine liées notamment à celles de l'agglomération, présentent d'une région à l'autre du territoire d'installation des différences sensibles selon les types d'implantation reconnus. Mais en examinant sur les photographies aériennes de la Plaine Centrale les traces au sol de l'agriculture Kabyè-Losso on remarque d'emblée dans presque tous les cas leur importance et leur originalité.

#### *Le « déferlement » des cultures dans la zone septentrionale*

Autour de la plupart des gros villages du groupe de Sotouboua ce que révèle de façon saisissante la vue verticale c'est une grande auréole de cultures. Son contour extérieur généralement net, commode pour délimiter le terroir, constitue le front pionnier, limite extrême du défrichement. La distance entre le centre de la zone de résidence et le contact avec la forêt — 4,5 km en moyenne — varie notamment avec l'âge du village, et peut atteindre jusqu'à 8 km. Ainsi se trouve circonscrit un vaste ensemble d'une superficie de l'ordre

---

(1) cf. biblio. J.C. FROELICH, R. CORNEVIN, J.C. PAUVERT.

de 40 à 60 km<sup>2</sup>. En fait le schéma circulaire est rarement réalisé, la proximité des agglomérations disposées en chaîne le long de la route y fait obstacle (1). Chaque village ne dispose généralement que d'une portion de front ; certains, situés au début d'une voie perpendiculaire se voient même de tous côtés coupés de la brousse intacte (Déréboua, Bodjondé).

L'assemblage des territoires respectifs entraîne la déformation et en général l'allongement de l'espace agricole villageois. En somme la disposition d'ensemble des terres utilisées dans la zone septentrionale donne l'impression d'une certaine compacité, malgré le développement des cultures le long des voies perpendiculaires à l'axe routier nord-sud (fig. 13) : il y a d'un côté la forêt inhabitée, de l'autre la zone agricole, entre elles la limite sinue mais reste continue. Peu de champs écartés ou de villages isolés. Les différents terroirs, se bloquant latéralement les uns les autres, forment une masse d'un seul tenant. Par ailleurs, plus encore peut-être que celle du peuplement, la représentation cartographique des défrichements met ici en évidence le rôle essentiel de l'infrastructure routière qui oriente les axes conducteurs de la colonisation (fig. 14).

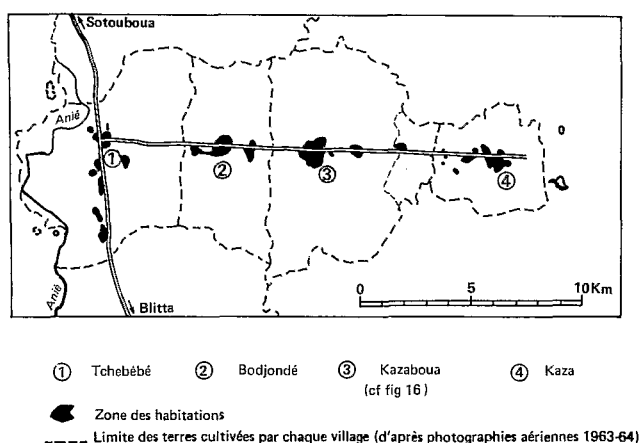


FIG. 13 — Périmètre des terroirs de colonisation agricole à l'est de Tchébéré (zone septentrionale)

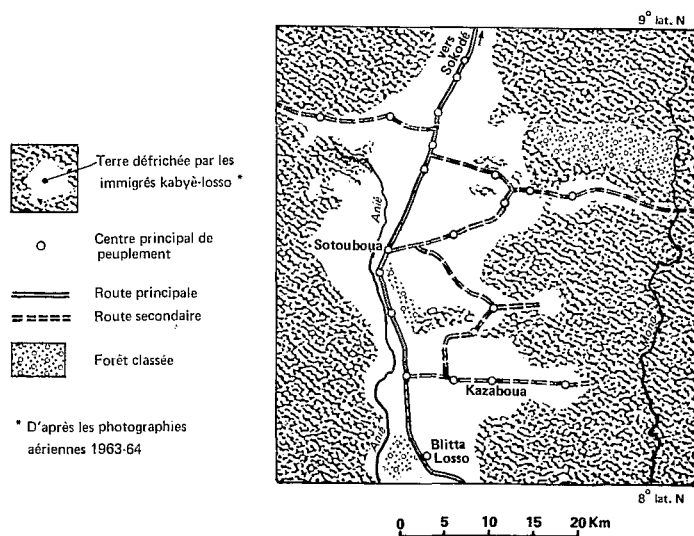


FIG. 14 — Extension des défrichements de la colonisation agricole dans la zone septentrionale

(1) La contiguïté de terroirs circulaires d'une telle emprise nécessiterait théoriquement un espacement minimum de 9 km entre les localités or l'intervalle moyen n'atteint pas 5 km.

A l'intérieur de ce vaste périmètre la surface inutilisable représente une part minime. Elle est constituée par des obstacles communément rencontrés dans l'Afrique soudanienne. Les thalwegs et cuvettes mal drainés ; ces relais entre le ruissellement superficiel et l'écoulement fluvial sont considérés par le paysan comme impropres à la culture : en effet le manque d'aération de leur sol engorgé entrave son oxygénation normale et le développement de la vie microbienne. A l'opposé les principaux faîtes sont rarement propices : le travail de l'érosion y fait parfois apparaître la plaque stérile d'un affleurement rocheux ou plus fréquemment l'entassement d'un fragment cuirassé, au sol squelettique ou appauvri ; il n'est pas rare de découvrir ces mêmes accidents sous la forme de petits épaulements au bas des versants les plus raides. Dans des conditions moyennes la proportion de surface non cultivée est comprise actuellement entre 3 et 10 % ; mais elle reste sujette à d'éventuelles fluctuations selon l'évolution ultérieure des sols et les besoins du paysan. Celui-ci, pourrait-on croire, ne se montre pas très attentif aux différences locales de fertilité et défriche uniformément devant lui tout ce qui lui paraît susceptible de porter récolte. Peu familiarisé avec les terres de son nouveau domaine, il procède ainsi empiriquement. Si au cours de la première année de culture la place s'avère décevante, il n'insiste pas et nettoie l'année suivante une surface deux fois plus étendue mais il n'oublie pas les résultats obtenus tout au long de son avance pour en tirer au besoin la leçon lors d'un passage ultérieur. Au demeurant rappelons la relative monotonie du fonds pédologique sur les faibles pentes d'interfluve qui constituent la majeure partie de la surface. Ceci contribue à expliquer la progression très régulière de la frange pionnière qui se traduit dans son aspect linéaire et presque sans lacunes.

Tout annonce une assez grande simplicité dans l'organisation de l'espace agricole. Cependant on constate à première vue de telles dissemblances entre les terroirs du groupe de Sotouboua qu'il semble difficile d'en présenter d'emblée les traits communs fondamentaux. Cette diversité provient essentiellement des décalages dans l'évolution de l'utilisation du sol. Aussi l'examen de différentes zones dans des terroirs de physionomie très différente permet de reconstituer conjecturalement les phases successives de l'exploitation.

Ce qui dans la plupart des cas attire tout d'abord l'attention ce sont les cultures de la périphérie. Leur disposition caractéristique suggère de la façon la plus expressive l'attaque de la végétation naturelle dans un mouvement semblable à celui d'une vague déferlant sur le rivage. A l'extrémité des embranchements routiers vers l'est où sont établis les villages les plus jeunes — Kedjebi (fig. 15) ou Timbio — ces champs ne sont éloignés des habitations que de quelques centaines de mètres ; on peut alors fort bien observer que le départ des défrichements ne se situe pas en un centre théorique quelconque mais le long de la route. Plutôt qu'une couronne le front pionnier représente à l'origine un double alignement de part et d'autre de la voie de communication. Il ne se renfle qu'ensuite au fur et à mesure de l'installation de nouveaux arrivants à ses deux extrémités. Simultanément d'autres viennent intercaler leurs parcelles au milieu de celles du premier groupe qui ne tardent pas à se déployer en éventail (fig. 16). Ainsi se sont constitués les grands arcs de cultures limitrophes qui s'incurvent autour des villages de la génération précédente — Kazaboua ou Bofouloum par exemple. Le long de cette bande de nombreux créneaux traduisent sans doute l'avance plus rapide des paysans les plus actifs, ou de ceux dont le champ est plus étroit, ou encore de ceux qui ont dû franchir un obstacle. Mais l'extension de la frange extérieure va se trouver arrêtée dans les cas les plus fréquents par la progression en sens opposé du front d'un village voisin. Alors, dans les années qui suivent le contact, les cultures de défrichement se résorbent peu à peu. A l'aboutissement, les confins du terroir auparavant si nettement soulignés, ne se distinguent plus et leur exploitation se confond avec celle du reste du domaine. L'évolution est différente dans le cas d'une agglomération dépourvue de vis-à-vis, située par exemple sur le grand axe routier à bonne distance d'un carrefour — Kasséna ou Lama-Tessi ouest par exemple. Là c'est l'éloignement qui freine le mouvement. A quelque 5 km des habitations la lisière perd sa continuité. Réduit à quelques poussées sporadiques l'élan est brisé et le dense tapis de cultures de la zone périphérique se désagrège.

En deçà des champs du front, l'utilisation de l'espace est également réalisée de façons assez diverses selon l'âge du terroir. La zone moyenne paraît relativement négligée dans les débuts ; de rares parcelles se dispersent dans cet intervalle qui ne cesse de s'élargir tandis que l'effort principal s'applique sur la frange pionnière. Mais lorsque celle-ci se stabilise, soit par blocage, soit par sclérose, l'intérêt se porte sur les terres précédemment défrichées (1). Progressivement l'exploitation des différentes parties du territoire agricole s'équilibre. Au dernier stade la répartition des cultures paraît s'opérer dans le plus grand désordre, à tel point qu'il n'est généralement pas possible de distinguer, même par une observation de détail, un secteur ou un site privilégié d'exploitation (2) ; les petits groupes de champs s'éparpillent régulièrement dans l'espace cloisonné par les forêts-galeries.

(1) On remarque dans la partie méridionale du terroir de Kazaboua (fig. 16) l'abandon d'une portion du front ; dans le même temps les cultures réapparaissent à l'arrière, mais leur disposition relativement agglomérée n'est pas habituelle dans la zone intermédiaire.

(2) Parfois une certaine préférence se manifeste pour les parties moyennes et basses des versants mais la tendance n'est jamais très marquée.

Une troisième zone, celle des champs de village est également représentée. On la remarque à peine dans les localités récemment constituées où le voisinage des défrichements restreint la nécessité d'un appoint de production accessible par sa proximité. Par contre lorsque le gros des cultures s'est éloigné de plus d'1 km de l'agglomération chacun sème aux abords de sa maison. L'aire de résidence est alors tout entière utilisée — la structure de l'habitat s'y prête naturellement comme nous l'avons observé. En vue verticale, cet ensemble d'un seul tenant se signale par son aspect caractéristique d'une nappe de culture finement déchiquetée et criblée de petites vacuoles représentant autant d'emplacements d'habitations. Mais il n'est pas que des champs « de case » à proprement parler, surtout dans les localités les plus anciennes ; souvent l'exploitation, en structure plus lâche s'étend au-delà du village sur plusieurs centaines de mètres le long d'un versant attenant. De ce fait la solution de continuité entre les deux zones centrales tend à s'effacer.

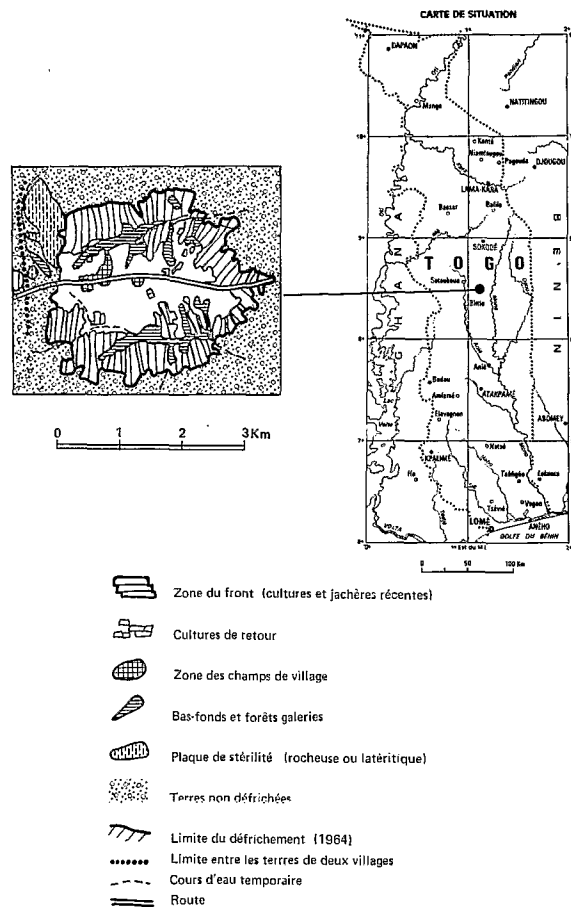


FIG. 15 — Schématisation des cultures dans des terroirs jeunes de la zone septentrionale  
Source : photographies aériennes 1963-64  
Un village pionnier Kédjébi

Au cours de leur élaboration, les terroirs de la région septentrionale de colonisation subissent une mutation si profonde que si tous les états intermédiaires n'étaient représentés (1) il serait malaisé de découvrir la relation existant entre les deux types extrêmes. Dans une première phase c'est la conquête du sol qui commande l'agencement des cultures ; l'énergie et la hâte de cet effort s'inscrivent alors avec rigueur sur le terrain. Un tel dynamisme pourrait entraîner une surenchère anarchique, chacun établissant son exploitation à sa guise ; au contraire le schéma homogène révèle péremptoirement que l'entreprise est menée dans l'ordre et la cohé-

(1) Très souvent les différents secteurs d'un même territoire ont subi des évolutions divergentes ; rarement à cause d'un échelonnement de l'âge des quartiers du village, généralement par suite de l'immobilisation prématurée de la portion de front de l'un d'eux.



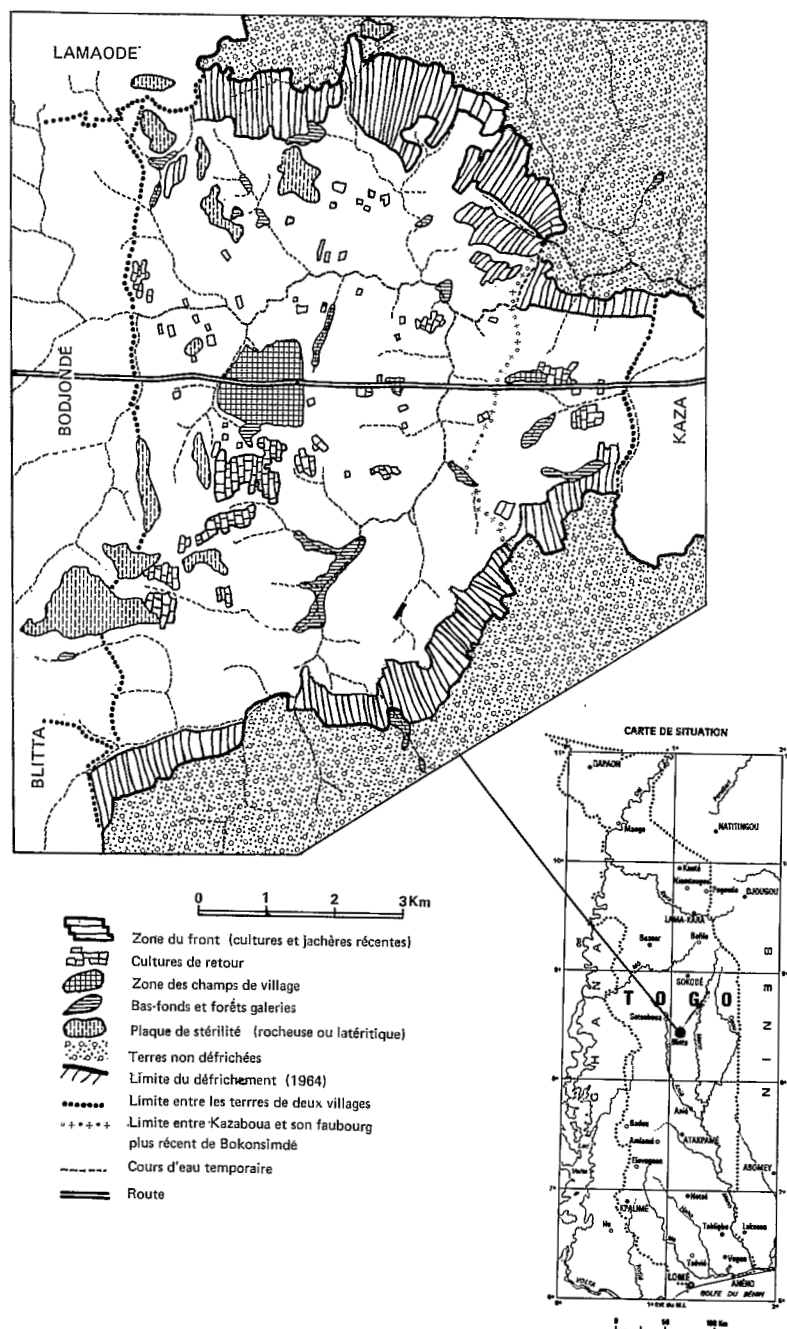


FIG. 16 — Schématisation des cultures dans des terroirs jeunes de la zone septentrionale

Source : photographies aériennes 1963-64

Un des derniers villages de colonisation administrative : Kazaboua

sion. La prise de possession achevée, la zonation disparaît, le morcellement et la dissémination du parcellaire l'emportent. Cette apparente confusion traduit en définitive l'utilisation globale d'un espace relativement uniforme, désormais reconnu et contrôlé ; mais il faut admettre que la morphologie d'ensemble de ce paysage agraire, devenu sans originalité offre peu de prise à l'analyse. A ce dernier stade on doit sans doute considérer l'évolution comme à peu près terminée ; les confins du pays Kotokoli au sud de Sokodé, dont le peuplement est réalisé depuis deux siècles peuvent servir de référence : on y observe une économie générale des surfaces cultivées tout à fait comparable, avec de petits blocs de champs parsemant indistinctement toutes les parties du terroir.

### *Les types variés d'utilisation du sol dans la zone intermédiaire*

Au sud de Blitta et jusqu'au pays ifé (Anié) certains aspects caractéristiques de la zone septentrionale subsistent. Ainsi de grands segments de front de défrichement parallèles à la route centrale soulignent l'existence des villages immigrés, tandis que leurs interruptions révèlent au contraire l'exploitation à partir de localités autochtones au sud de la zone. Cependant, on ne retrouve plus de ces terroirs largement étendus autour d'une agglomération centrale. Le territoire, généralement plus restreint du fait de la diminution moyenne des groupes immigrés, ne se développe que dans une seule direction ; à l'opposé, l'aire de résidence se situe comme un pôle origine. Côté grand'route la présence éventuelle des maîtres du sol suppose une certaine contrainte spatiale qui limite les possibilités d'expansion des Kabyè-Losso et oriente leurs défrichements ; les champs de Doufouli-Boko-Losso, d'Assoumakodji, de Gbégué, par exemple, progressent loin vers le Mono mais n'empiètent qu'à peine à l'ouest sur le domaine des Aniagan (1). Côté voie ferrée, c'est la barrière naturelle de l'Anié qui borne l'extension ; les terroirs adossés à la rivière s'allongent vers l'est, et d'autant plus que le chapelet de villages est plus serré (fig. 17).

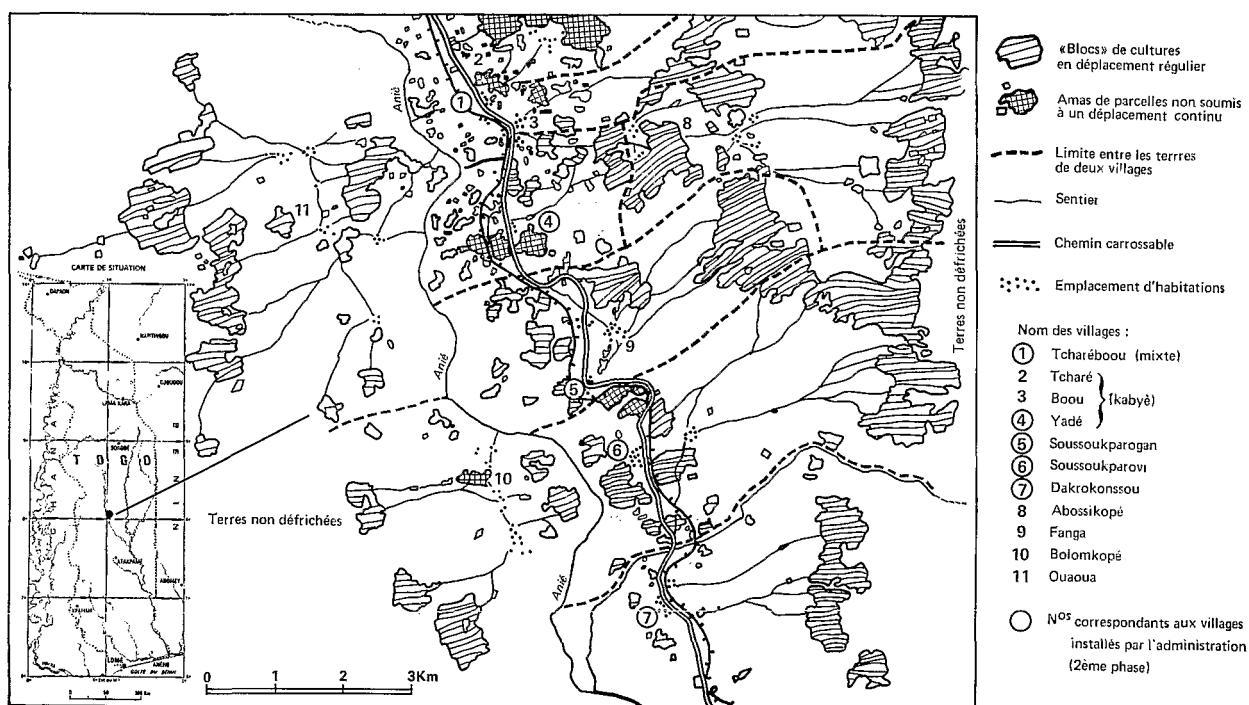


FIG. 17 — Schématisation des cultures des villages du Moyen-Anié à la latitude 8°

On reconnaît partout, malgré sa déformation, la zone des champs extrêmes d'un seul tenant où se rassemble l'essentiel des cultures. Sur la rive gauche de l'Anié elle ne présente pas l'apparence de cette longue bordure continue qui festonne encore presque toutes les terres défrichées dans la région de Sotouboua ; la multiplicité des petits centres de peuplement entraîne le plus souvent le fractionnement de cette bande frontale en autant de tronçons en avance ou en retrait les uns sur les autres ; mais surtout l'aspect des terrains en exploitation est plus massif et laisse supposer un agencement différent des exploitations familiales : dans le sens de l'avance, les cultures peuvent s'étendre sur 1 km et même parfois 2 km de profondeur. On mesure une plus faible distance entre le village et le front (très rarement supérieur à 3,5 km), en relation sans doute avec

(1) Retenons pourtant l'exception remarquable du grand village Kabyé d'Oranyi, sis au milieu de terres aniagan et néanmoins entouré d'un halo de cultures quasi circulaire.

l'âge des agglomérations. Un deuxième ensemble celui des champs proches, isolés ou en groupes, se dessine dans la zone où sinuent de concert la ligne de chemin de fer et la route secondaire. Sur cette longue pente qui transversalement conduit à l'Anié la fréquence des affleurements rocheux prédispose il est vrai à la dispersion des parcelles. Au demeurant la voie et ses terrassements constituent un obstacle à la progression vers l'est et dans l'étroit couloir compris entre la rivière et le rail l'exploitation tend à se désorganiser. La dissémination y est en fait rarement très poussée, sinon autour des villages-gares les plus importants, Kabyè à l'origine et grossis depuis d'une notable proportion de Kotokoli et de gens du sud : Pallakoko (26 % de non paléonigritiques), Tcharébaou (21 %), surtout les carrefours d'Akaba (53 %) (1) et de Pagala (80 %) ; ailleurs les parcelles de ce secteur du terroir restent pour la plupart assez largement agglomérées. Mais il ne s'agit jamais à proprement parler de champs de village : nulle part n'apparaît la zone de denses cultures mêlées à l'habitat.

Dans une seconde étape de colonisation les immigrés ont franchi l'Anié pour s'établir en face des plus gros centres. Mais la disposition encore intermittente du peuplement sur cette rive droite exclut la possibilité d'un véritable front pionnier. De loin en loin de larges trouées signalent l'avance des défrichements locaux vers l'ouest. A vrai dire, le souci de constituer un espace agricole cohérent s'exprime peu. Dans le cadre villageois, le type habituel de peuplement se réduit à plusieurs blocs de culture distincts progressant soit vers la rivière, soit plus fréquemment en sens opposé ; quelques champs isolés se détachent dans les intervalles. Les éléments épars reflètent tout à fait la structure lâche de l'habitat ; plus que de villages il s'agit d'une juxtaposition de hameaux installés dans la zone d'accès à un gué. Au niveau des différents groupuscules s'organisent des « microterroirs » où prévaut pour l'instant le rassemblement des parcelles exploitées.

Dans cette région du Moyen-Anié, les données spécifiques du peuplement entraînent des modifications importantes dans la définition du territoire disponible. Le trait fondamental du comportement observé plus au nord se retrouve néanmoins : la ferme résolution des immigrés dans leur emprise sur le sol, pour s'exercer dans des cadres plus restreints, ne faiblit nullement. Nous interprétons en ce sens l'aspect des puissantes formations de cultures au cours régulier et laissant sur leur passage une traînée de jachères. D'autre part, l'ordre groupé qui conditionne ce style d'exploitation semble se maintenir en général plus durablement que dans la zone septentrionale. Doit-on y voir un renforcement des liens collectifs au voisinage des populations autochtones ? le facteur ethnique joue certainement bien davantage dans la distinction à établir entre Kabyè et Losso : là où sont établis les premiers, on constate, comme dans la région de Sotouboua, la désorganisation progressive de l'ensemble initial des champs éloignés et simultanément la stabilisation d'une zone d'exploitation dispersée à proche et moyenne distance du village ; cependant que dans les terroirs losso de même âge les villageois conservent un comportement grégaire plus marqué. Mais cette propension persistante à l'agglomération des cultures ne traduit-elle pas chez l'émigré losso plutôt qu'une disposition plus prononcée pour l'organisation communautaire — que rien viendrait corroborer par ailleurs — une moindre aptitude à se situer dans son nouvel espace agricole ? Car ce que nous savons de l'agencement et de l'utilisation du domaine familial au pays d'origine incline à penser qu'un critère de « l'installation » effective du paysan paléonigritique doit résider dans l'exercice d'une certaine autonomie individuelle.

### *Les terroirs de colonisation intercalaire dans la zone méridionale*

Du point de vue de l'utilisation du sol on peut considérer comme un ensemble le reste de la colonisation depuis les environs du Mono (2) à la hauteur de Nyamassilé jusqu'à Notsé. Le fait que les immigrés doivent désormais s'insérer assez intimement parmi les autochtones confère un caractère commun à toute cette zone méridionale. Un second trait fondamental qui ne nous paraît pas directement lié au premier se trouve dans la réduction de l'unité d'habitat de référence, petit village ou plus souvent hameau. Ces deux éléments contribuent en général à un morcellement en terroirs de dimensions restreintes. Par comparaison avec les régions plus septentrionales, les surfaces ne s'articulent plus en larges formations au tracé parlant mais semblent se répartir de façon assez inorganisée (planche hors texte VI). Cet aspect apparemment confus provient du fait que le premier défrichement est presque partout achevé.

A l'arrivée des premiers immigrés en effet l'extension des autochtones à partir de leurs aires d'occupation originelles — autour de Kpessi, d'Atakpamé et de Notsé — ne laissait vacants que les secteurs relativement limités de terre vierge. Il existe cependant des zones encore intactes vers l'est, en direction du Mono

(1) Le terroir d'Akaba, aux parcelles éparpillées dans le désordre ne présente pas du tout la même structure que celle de ses voisins du Moyen Anié. La raison de cette anomalie se trouve évidemment dans la grande diversité ethnique des occupants. Il est regrettable que dans l'étude de J.C. PAUVERT (1955) cette localité ait été choisie comme exemple unique de la colonisation Kabyè.

(2) Pour le Secteur de Modernisation Agricole de l'Est-Mono, cf. ci-dessous dans la conclusion générale.

mais les Kabyè-Losso, peu désireux de s'éloigner de l'axe central de communication, ne paraissent pas s'y intéresser au sud du confluent de l'Anié. Ainsi dans cette région de colonisation aux finages contigus la phase proprement pionnière est aujourd'hui dépassée.

Dans le cadre de ces terroirs de taille modeste (1) et de forme irrégulière, aucune zonation ne se distingue : pas de cultures de village ni de frange de champs éloignés. Mais si l'on veut conserver le point de vue précédemment adopté, l'alternative demeure pour les paysans entre le groupement et la dispersion de leurs exploitations. Plusieurs facteurs peuvent intervenir à ce niveau d'organisation. A la différence de la région de Soutouboua, l'ancienneté de l'établissement ne semble pas jouer de façon prépondérante ; fréquemment des rassemblements de cultures se constituent encore à partir des agglomérations de la grand'route où les premiers venus se fixèrent voici plusieurs décennies. Comme pour l'habitat c'est le degré de rapprochement avec les maîtres du sol qui influe de façon déterminante. Dans le détail les inégalités du peuplement autochtone, à peu près régulièrement compensées par l'immigration, créent une grande variété de combinaisons que pour la clarté de l'exposé nous pouvons ramener à deux types de situations.

Dans les zones de démarcation entre groupes autochtones les Kabyè-Losso disposent de domaines libres suffisamment vastes pour installer plusieurs villages de colonisation. Les conditions sont alors à peu près analogues à celles du Moyen-Anié et l'attitude des exploitants ne diffère pas. Ainsi au nord d'Anié autour d'Agodjololo, à l'écart des Kpessi et des Houdou, d'importants groupes de parcelles s'individualisent. Il en va de même au sud-est de Glei aux confins du territoire des Ifé Niania, où plus d'une quinzaine de localités losso se répartissent sur quelques 300 km<sup>2</sup>. Enfin, avant Chra, dans le « no man's land » qui subsistait autrefois entre les Ifé et le pays évhé, les surfaces aujourd'hui cultivées à Karigora, Bato, Adanka par exemple se concentrent en ensembles compacts. L'observation de détail fait apparaître un schéma de base extrêmement simple où chaque hameau se relie par un sentier à son bloc de cultures ; si l'agglomération est plus importante ce bloc s'étire en largeur et parfois se dédouble. Comme nous l'avons déjà observé dans les deux autres zones d'installation au Centre Togo, l'allure du contour permet de déceler le sens rectiligne du déplacement des champs qui se scindent un moment au passage des galeries. Le terrain est tout entier parcouru par la culture selon un mouvement uniforme et répété de balayage dont la période doit être relativement courte compte tenu de l'exiguïté de la plupart des terroirs.

Lorsque des autochtones occupent un secteur agricole mais sans couvrir entièrement leur territoire, il ne reste aux immigrés que des intervalles restreints, du moins à l'échelle régionale, entre les terrains déjà utilisés par chaque village. Une telle disposition de la première strate de peuplement se rencontre fréquemment dans la zone méridionale — Ouest-Mono de Nyamassilé et d'Anié, environs du moyen Amou, sud de la rivière Chra. Alors les champs des Kabyè-Losso se détachent et se dispersent sans ordre dans l'espace disponible. On chercherait en vain parmi les données internes — fréquence des obstacles naturels, importance de l'agglomération, forme ou étendue du périmètre exploitable — quelque élément dont la variation aurait entraîné cette modification, mais on le trouve dans le contexte humain d'alentour. Par leur physionomie ces terroirs Kabyè-Losso s'apparentent de façon évidente à ceux des voisins kpessi, ifé, évhé, où un extrême morcellement des surfaces exploitées est toujours de règle. Il en va donc du type d'utilisation du sol comme des structures de l'habitat : le contact étroit avec les populations du sud impressionne les immigrés au point de les inciter à reproduire les façons de leurs hôtes. Mais alors que la transformation du village et de l'habitation, ces marques de présence nécessairement ostensibles, pouvait à la limite procéder d'un souci de discrétion, le changement de comportement agraire prouve de façon plus décisive l'acceptation des modes d'existence étrangers.

Les cas d'exception ne font pas défaut. En effet d'autres facteurs à titre secondaire, conditionnent cette organisation des cultures. Ainsi s'observe parfois l'influence qu'exerce la disposition du village. Autour d'une agglomération au plan relativement resserré, le parcellaire exploité gagne en cohésion ; à l'inverse, si les hommes se répandent de façon franchement dispersée, loin de toute présence autochtone, l'espacement entre leurs habitations peut s'opposer au groupement des champs (2) (fig. 18). D'autre part ici encore, surtout dans le groupe de Chra, se manifeste une certaine disparité du fait de la dualité ethnique des immigrés. Les losso se résignent moins volontiers que les Kabyè à disséminer leurs cultures ; quelques blocs importants subsistent auprès de leurs hameaux dans des zones de peuplement mixte — par exemple avec les Evhé à Agbatitoé, au nord de Notsé, ou avec les Houdou, à Agadja, à l'ouest d'Anié.

(1) Par comparaison avec les autres terroirs de colonisation Kabyè-Losso ; ici les champs sont rarement éloignés de plus de 3 km.

(2) Dans ce dernier cas, en somme assez rare, il faudrait en toute rigueur déterminer par une étude particulière la cause antérieure de l'extrême dispersion de l'habitat qui suffirait peut-être du même coup à rendre compte de l'éparpillement insolite des cultures.

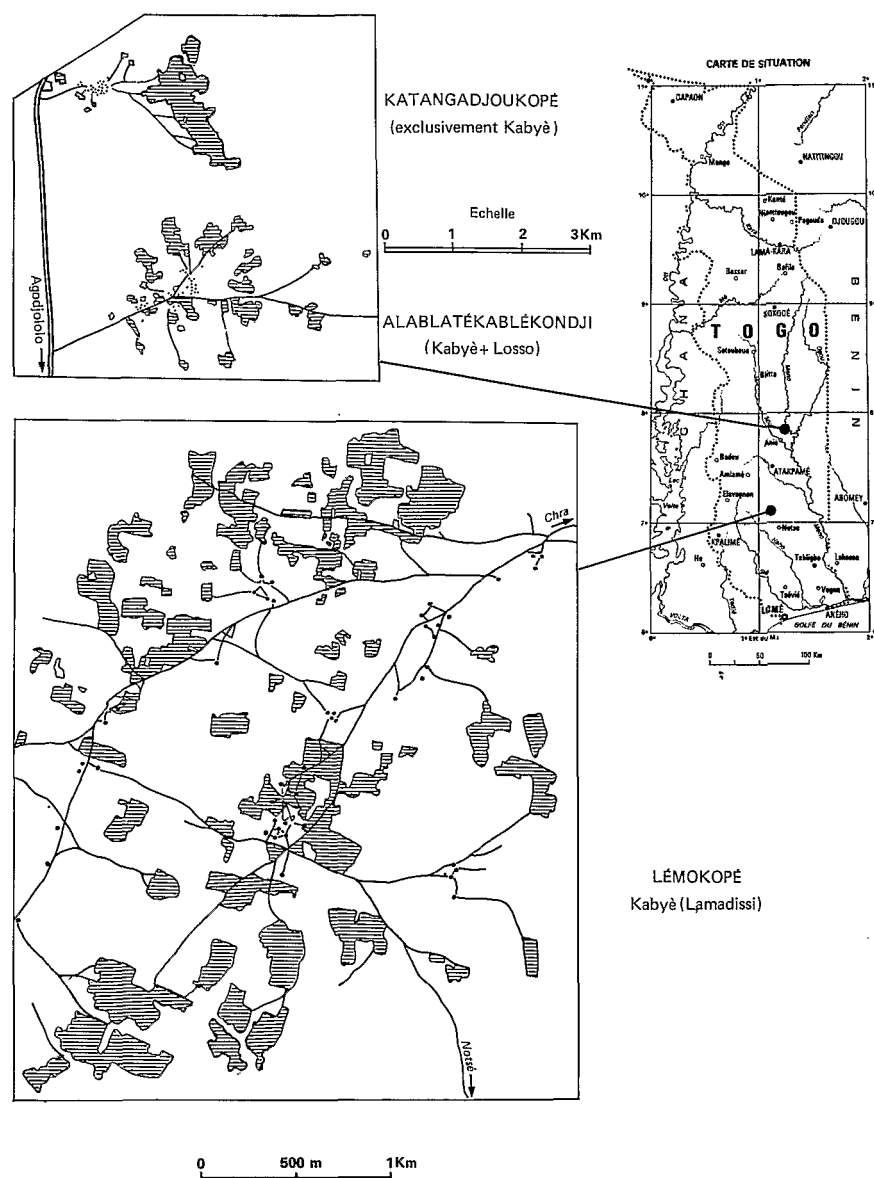


FIG. 18 — Terres cultivées de villages de la zone méridionale

Sur le plan spatial l'accueil des maîtres du sol Kpessi et Ifé (1) n'a pas seulement consisté à permettre aux Kabyè-Losso de s'installer dans les interstices inutilisés. L'examen de la configuration des terroirs de ces autochtones montre qu'ils ont accepté de céder une part importante de leurs propres terrains cultivables. Autour des villages mixtes il n'est pas rare de voir mêlés les champs des uns et des autres, et dans le cas le plus courant, celui d'un ou plusieurs villages satellites, on distingue ne serait-ce que par la direction des sentiers, que s'est effectué une sorte de partage du domaine susceptible d'être exploité par l'agglomération origine et que les parcelles des premiers occupants se cantonnent dorénavant dans un secteur déterminé. Autant qu'on puisse en juger par la vue aérienne la présence envahissante des Kabyè-Losso entraîne-t-elle dans ces conditions une pénurie de terre

(1) Les Kabyè-Losso s'associent moins étroitement avec les Evhé et demeurent en général à bonne distance de leurs villages.

chez les Kpessi et les Ifé ? On pourrait en douter a priori car en tout état de cause ceux-ci se bornent à mettre en valeur les seules parties proches et moyennes de leur domaine : même dans leurs zones d'établissement non touchées par l'immigration ces autochtones ne pratiquent jamais de cultures au-delà d'un rayon de 2 km.

L'utilisation du sol dans la plaine centrale se caractérise dans son ensemble par l'uniformité car le territoire villageois fait l'objet d'une exploitation globale : la monotonie d'un morne relief exclut la différenciation en secteurs d'inégale exploitation selon leur définition morphologique. Seuls, quelques accidents se traduisent par des lacunes peu importantes dans l'espace agricole, encore disparaissent-ils pratiquement aux latitudes méridionales avec l'affaiblissement de l'altitude relative. Quant à la diversité des sols, elle n'intervient pas en fait pour guider une distribution des cultures. Là où le pédologue distingue une mosaïque de variétés, l'immigré kabyè ou losso sans s'arrêter aux nuances locales ne voit qu'une surface susceptible dans toute sa longueur de supporter le passage de ses champs ; le plan du terroir ne fait nulle part ressortir de plages caractéristiques correspondant à des différenciations pédologiques. A l'origine en effet l'horizon supérieur du sol, de qualité généralement bonne ou acceptable permet presque toujours une exploitation temporaire. En outre, dans la mesure où les immigrés préfèrent travailler côte à côte, ils ne doivent pas se montrer trop regardants sur l'état particulier de fertilité du terrain situé sur le trajet de la progression suivie. Au reste rappelons qu'au pays d'origine la nécessité a contraint les Kabyè-Losso à accepter toutes les terres disponibles, aussi ingrates fussent-elles.

L'homme par son action propre suffirait à rompre cette monotonie en créant dans son domaine des secteurs d'utilisation spécifique. Or le schéma des terroirs de colonisation n'exprime qu'une organisation spatiale très médiocre. Dans la région septentrionale uniquement, on distingue une zonation nette, encore celle-ci n'est-elle que provisoire ; après un certain délai il ne subsiste que l'individualisation des champs denses de villages serrés au centre d'un territoire exploité de façon lâche.

C'est l'agencement des parcelles cultivées qui constitue ici l'élément essentiel d'analyse. Sur ce point nos précédentes observations ont montré que partout les immigrés optent d'emblée pour l'ordre groupé. Cette disposition exige sans doute un sens collectif relativement développé mais ne sont-ils pas enclins à y recourir dans la mesure où, issus d'une zone de peuplement dense, ils adoptent traditionnellement des formes communautaires d'activité. Le groupement des cultures peut se justifier de deux façons. Il assure la meilleure protection contre les animaux prédateurs — perdrix et singes surtout — qui abondent dans la savane inhabitée. On concevrait ainsi qu'autour de Sotouboua l'attitude change après la période de défrichement, chacun installant à son gré son exploitation lors du second passage après la fuite ou la destruction d'une grande partie du gibier. D'un autre point de vue, et surtout dans les régions de colonisation intercalaire, la constitution d'un grand bloc de culture permet aux villageois récemment implantés de mieux affirmer leur présence sur le sol face à un nouvel occupant éventuel. C'est ainsi qu'à proximité des Aniagan, Kpessi, Houdou, Ifé ou Evhé leurs champs restent en général agglomérés ; la situation de voisinage par rapport aux aires de peuplement autochtone retarde l'évolution constatée plus au nord sur des terres vacantes. Ce réflexe de solidarité qui retient l'immigré de retrouver un comportement individuel peut aussi laisser penser que celui-ci ne parvient pas à se sentir vraiment chez soi sous le regard des maîtres du sol. Mais s'il se rapproche encore de ces autochtones, au lieu que se renforce encore la cohésion de cette structure agraire, les cultures au contraire s'égaillent, c'est alors le mimétisme qui l'emporte ; pour expliquer ce revirement assez déconcertant il faudra observer la nature des relations spécifiques qui s'établissent entre les deux communautés.

## LES CHAMPS

A un niveau plus fin d'analyse, celui de la parcelle agricole (1), on observe d'emblée un fait majeur lié à la migration : l'extension de l'espace de culture.

Plusieurs auteurs, J.C. FROELICH surtout, ont souligné le morcellement des terrains cultivés en milieu traditionnel. Un bref sondage au pays d'origine nous a permis de l'évaluer en 1966 :

(1) Occupé par une seule plante cultivée ou par une seule combinaison de cultures.

TABLEAU 6  
Surfaces de champs au pays d'origine

Cantons	Nbre de champs mesurés	Surface moyenne par champ (en ares)
Kouméa	24	18
Lassa	28	23
Lamadissi et Kétao	22	19
Cantons losso (sauf lamba)	21	33
<u>Ensemble</u>	95	23

Dans cet ensemble l'inégalité entre Kabyè et Losso est sensible. Au-delà, chez les Lamba de plaine, d'après l'étude des photographies aériennes, la surface moyenne des parcelles atteindrait des valeurs plus habituelles en zone de savane, de l'ordre de 0,5 ha.

Un deuxième facteur de variation apparaît dans l'éloignement par rapport à l'habitation.

TABLEAU 7  
Surfaces de champs au pays d'origine selon leur distance par rapport à l'habitation du propriétaire

Distance p. rap. à l'habitation	Nbre de champs mesurés	Surface moyenne par champ (en ares)
jusqu'à 1 km	43	21
de 1 à 2 km	11	33
plus de 2 km	6	37
<u>Ensemble</u>	68	25

Les partages ont entraîné un fractionnement assez poussé au point que dans la pratique la parcelle agricole se confond en général avec la parcelle foncière. Mais l'extrême micronisation dont parle J.C. FROELICH nous paraît exagérée : sur la totalité des relevés effectués la surface n'est inférieure à 5 ares que dans 10 % des cas.

L'emprise des champs de colonisation, triple ou quadruple des précédents, ne suggère-t-elle pas que l'immigré se sentait à l'étroit dans le parcellaire étrié de son pays d'origine ?

Voisins de 50 ares à la limite nord du pays de colonisation, les surfaces moyennes dépassent l'hectare dans les environs de Sotouboua puis décroissent légèrement vers le sud (cf. tableau 8). Ces modifications sont à mettre en rapport avec la disposition des champs dans le domaine villageois : la superficie des parcelles s'accroît avec le groupement des cultures.

Kolonaboua par exemple représente un type d'agglomération de la première génération où l'expansion spatiale est achevée et où les parcelles cultivées se replient vers les habitations en se dispersant : tandis que dans les terroirs avoisinants, plus jeunes, le front est encore actif ou vient de se stabiliser, les paysans travaillent en ordre serré à la périphérie. Aux latitudes méridionales des valeurs élevées subsistent dans les

TABLEAU 8  
Surfaces de champs dans les zones de colonisation agricole dans les villages immigrés et d'autochtones (1)

	1) Immigrés			2) Autochtones voisins			
<u>Zone</u>	<u>(A) : Village</u>	<u>(B) : Nb de champs mesurés</u>	<u>(C) : Surf. moy. p. champ (ha)</u>	<u>Ethnie</u>	<u>(A)</u>	<u>(B)</u>	<u>(C)</u>
Glissement vers le pays bassari (p. mémoire)	Santé-Bas	28	0,52	Bassari	Bas- sari	17	0,55
	Kikpéou	22	0,80				
Septentrio- nale	Kolonaboua	22	0,56	Koto- koli	Kala- ré	16	0,47
	Déréboua	14	1,17				
	Kazaboua	12	1,07				
Intermédiaire	Blitta Losso	17	1,00	Kpessi	Samouré- kodji	14	0,86
	Assoumakodji	13	1,00				
	Tcharé (Moy. Anié	15					
	Yadé-Boou (" )	16	0,94				
Méridionale	Baïssankopé	13	0,76	Ifé Niania " "	Baïssan- kopé Gbèbè	25	0,39
	Kassengékopé	16	0,76			13	0,40
	Yotoyo	15	0,90	Evhé	Notsé	13	0,47
	Ensemble	153	0,90	Ensemble		81	0,52

superficies moyennes car le rassemblement continue en général de prévaloir (2). Ainsi, en introduisant la contrainte d'une nécessaire conjonction, le groupement limiterait la diversification des cultures et favoriserait la formation de grandes soles homogènes. L'amenuisement relatif des champs dans les villages des zones moyennes et méridionales s'expliquerait également par le fait que les blocs de cultures reviennent sur un sol déjà totalement défriché ; le dynamisme pionnier dont les immigrés font preuve dans la phase d'occupation tendrait à s'affaiblir.

D'autre part la connaissance des régimes fonciers devrait mieux justifier les différences constatées dans la zone septentrionale : est-ce la perspective de la constitution d'un patrimoine familial qui crée une forte demande de terre ? On comprendrait alors que les hommes défrichent tout d'abord de larges pans de forêt et ensemencent de grandes surfaces sans faire de détail (cf. Déréboua et Karaboua) ; après la période de conquête ils prendront peu à peu l'habitude de restreindre leurs parcelles en les divisant pour les répartir tout à loisir dans leur domaine (cf. Kolonaboua). Ailleurs, dans le cadre de la colonisation intercalaire, la culture d'une terre étrangère ne semble pas inviter à cette diversification qui exige de la part du paysan un certain intérêt à l'égard du sol ; la comparaison avec les différences évaluées au sud-ouest du pays d'origine (3) est sur ce point significative : à Kikpéou, en plein pays bassari, l'immigré garde un champ compact,

(1) Ce tableau renseigné par des mesures d'exploitations familiales peut prétendre refléter la réalité malgré l'étroitesse des échantillons ; l'observation des photographies aériennes permet de confirmer le sens des variations.

(2) A Yadé, village kabyè du Moyen-Anié on a complété l'enquête par des mesures portant exclusivement sur la rive gauche à proximité de la rivière, dans une zone de cultures disséminées : pour 18 parcelles la superficie moyenne n'atteint que 0,41 ha.

(3) Dans le prolongement de la zone de glissement, où la dispersion des exploitations est générale.



alors que celui de Santé-Bas, indépendant, s'installe mieux sur son terrain et multiplie ses parcelles. Cette dernière attitude du paysan chez lui est naturellement celle des autochtones. Mais ces premières remarques appellent une analyse à l'échelle des exploitations familiales. En particulier le fait que partout les immigrés l'emportent sur leurs voisins par la taille des champs ne traduit pas simplement une supériorité sur le plan de la puissance de travail.

Spontanément le Kabyè comme le Losso trace des parcelles de forme orthogonale. On le distingue malaisément dans les montagnes du pays Kabyè où les incessants partages et les inégalités du terrain entraînent une irrégularité générale des contours, mais dans les plaines environnantes on reconnaît l'assemblage des pièces de terre rectangulaires que les successions ont disséquées en un menu quadrillage ou en fines lanières alignées, suivant les habitudes locales — chez les Naoudéba l'allongement est le plus accusé — ou suivant les zones de culture : les champs proches des maisons gardent toujours une allure plus ramassée. Les immigrés eux aussi vont se tailler des rectangles massifs qui côte à côte constitueront le front de la région pionnière ou les blocs de culture typiques du Moyen Anié et du Sud. Dans un cas comme dans l'autre, le trajet achevé, les parcelles en se réinstallant en-deçà conservent leur forme d'origine. De même, et plus encore peut-être, une grande régularité caractérise le dessin des champs dans les villages de colonisation intercalaire où l'exploitation dispersée l'emporte. Il est vrai que l'exemple des autochtones, si déterminant à maints égards, ne saurait inciter les Kabyè-Losso à pratiquer différemment ; on sait que les Ifé par exemple tracent systématiquement des figures à angles droits dont la largeur est calculée sur la base unitaire de l'intervalle de dix buttes d'ignames (1) ; l'allure des parcelles évhé n'est pas moins géométrique.

Comme nous l'avons vu, l'orientation au cours du défrichement suit l'avance du front soit que ce mouvement englobe des directions divergentes en large éventail comme la région de Soutouboua, soit qu'ailleurs il traduise un alignement parallèle des champs. En tous cas la structure générale du paysage agraire semble se fixer définitivement lors de la genèse du terroir. La photographie aérienne le révèle clairement pour la zone septentrionale. En suivant les axes des parcelles de la moyenne zone de culture autour des premiers villages installés on peut reconstituer les directions empruntées par la progression pionnière. Sur le plan foncier cette opération du premier défrichement est sans doute déterminante car il apparaît qu'elle crée une situation durable. Ailleurs que dans la région de Soutouboua le Togo présente d'autres exemples de parcellaires construits sur un plan analogue où les champs se disposent en longueur selon des directions plus ou moins rayonnantes et sinueuses à grand rayon de courbure — évoquant l'orientation de la limaille dans un champ magnétique (cf. planche hors texte V). On trouve de ces terroirs dans des régions assez densément habitées et d'abord au pays d'origine des Kabyè-Losso eux-mêmes (2) ; les plus typiques sont ceux des Ouatchi (3) ; d'autres sont en cours d'élaboration dans la zone activement colonisée par les Ehoué venus du Dahomey (4).

Si l'on veut prendre pour référence les conditions dans lesquelles s'opère actuellement le façonnement de tels paysages, il sagirait d'un type d'occupation de terres neuves en région de forêt claire par des groupes de défricheurs nombreux dès l'installation, émigrés d'une région de culture intensive et sans doute décidés à faire souche sur place ; l'augmentation du taux d'exploitation et les partages successoraux contribuent ultérieurement à affiner la structure de détail, sans modifier le schéma directeur.

Dans la zone intermédiaire, au sud de Blitta, le canevas se modifie sensiblement puisque l'alignement le plus rigoureux possible est de règle, perpendiculairement à la route centrale et à l'Anié, mais il semble là aussi être fixé une fois pour toutes.

Plus bas, lorsque les hameaux de colonisation s'insèrent entre les « Kopé » autochtones, les données nécessaires pour la constitution de terroirs aussi architecturés et personnalisés que dans la zone septentrionale ne sont pas réalisées. Néanmoins l'orientation des parcelles n'est pas pour autant laissée au libre arbitre de chaque exploitant, dans l'ensemble elle exprime une direction constante définie par les coordonnées ONO-ESE (axe principal) et NNE-SSO (axe secondaire perpendiculaire), qu'il s'agisse de blocs de culture ou de champs dispersés autour de l'agglomération à l'instar des autochtones (fig. 19, et planche hors texte VI). Sur ce point les immigrés ne font que se plier à l'ordre général. Le problème de cette orientation se pose donc à l'échelle régionale. L'étendue de la zone — depuis Anié jusque vers Notsé — et la variété des populations concernées — Ifé, Houdou, Évhé, Kabyè et Losso — incitent à rechercher à ce phénomène une cause naturelle. S'agit-il d'une conformité à la structure physique ? La carte géologique montre en effet une disposition habituelle NNE-SSO des formations dahoméennes et des lignes de faille mais ces éléments, peu distincts

(1) Mais ils semblent avoir abandonné l'unité de longueur (100 buttes d'ignames) grâce à laquelle les Yorouba du Bénin ou du Nigéria obtiennent encore la surface traditionnelle d'un « ébi » ou « egbarou » (contenant mille buttes).

(2) A l'ouest de Siou, à Sara-Kaoua et à l'est dans la plaine Kétao et le Lama-Tessi oriental jusqu'à la rivière béninoise Donenga.

(3) De Tabligbo à Anfouin.

(4) Entre Notsé et Tététo - villages d'Atiogbékopé et Kamé par exemple.

sur le terrain, ne sauraient influencer sur la structure agraire qu'autant qu'ils guident le réseau hydrographique, générateur de limites obligées, et surtout les eaux de ruissellement, qu'on veuille les évacuer ou les retenir. De fait le parcellaire exploité est le plus rigoureusement orienté là où le tracé des sous-affluents du Mono présente le plus strict parallélisme — à l'est et au sud-est d'Atakpamé. Par contre dans maints autres secteurs le paysan conserve à ses champs les mêmes axes privilégiés mais sans rapport avec les directions locales du drainage. Cette interprétation demanderait éventuellement à être confirmée par une observation systématique du sens de l'écoulement. Le cas échéant on pourrait s'étonner de l'attention accordée soudain par les immigrés à la configuration du terrain pour l'agencement de leurs cultures. On doit plutôt penser qu'au moment où ceux-ci se sont inclus au milieu des autochtones une organisation pratique s'est spontanément réalisée entre les différents terroirs de façon à harmoniser la connexion de leurs exploitations sur la base de l'orientation dominante définie par la structure physique.

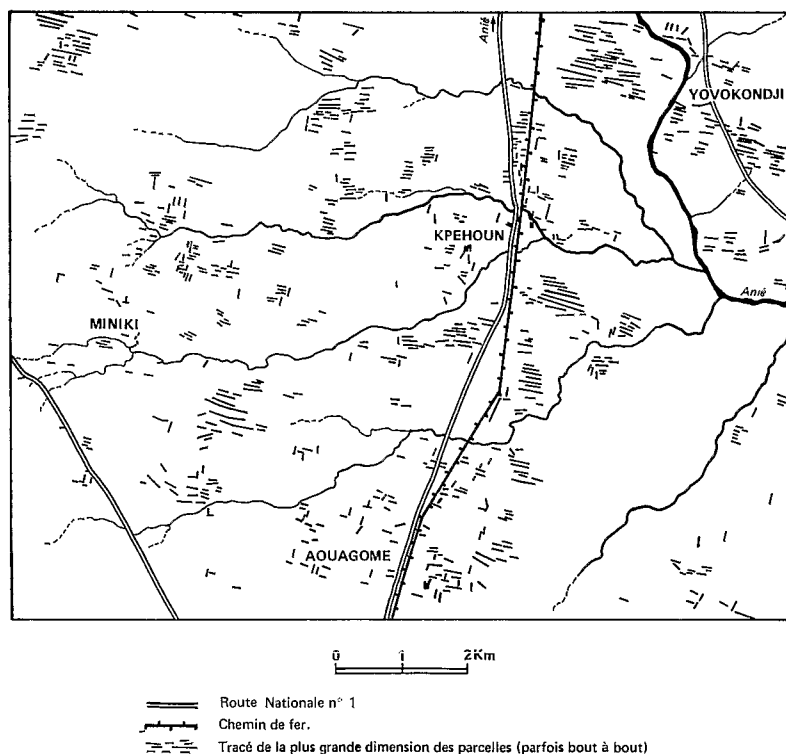


FIG. 19 — Orientation des parcelles dans la zone méridionale. Exemple au sud d'Anié : cultures des autochtones ou des immigrés Kabyè-Losso

## LES SYSTÈMES AGRICOLES

### LES DENRÉES CULTIVÉES

Par le choix de leurs productions agricoles les paysans immigrés traduisent également leur exigence d'évolution. Il en va en effet non seulement du type d'alimentation — dont la signification culturelle est indéniable — mais aussi de la possibilité de s'assurer un revenu monétaire.

L'igname garde partout une place prépondérante. Plus encore qu'au nord où l'on distingue les mâles longues (les premières mûres) des femelles rondes (déterrées plus tard) il existe au Centre-Togo un grand nombre de variétés accoutumées à chaque terrain. Sélectionnées par les autochtones elles ont gardé pour les Kabyè-Losso leur nom Kotokoli, yorouba ou évhé : on récolte d'abord les ignames allongées comportant d'habitude

une seule unité par pied — modji, angoté, édjéa par exemple — ; les tardives sont au contraire en général arrondies et multiples : kèkè, koukou, tchakatchaka par exemple. Les tubercules, à chair blanche parfois jaunâtre, présentent des formes très diverses, d'une espèce à l'autre, depuis « asseu », ovoïde et de la taille d'une grosse pomme de terre, jusqu'à « laboko » régulièrement fuselée, et à l'énorme et noueuse « hèabalo » de Sotouboua dont le poids dépasse parfois 15 kg. Les plus hâtives sont récoltées avant terme de façon à permettre la repousse de la racine au cours de la même campagne, à partir du collet laissé en terre et portant le feuillage encore vert ; le deuxième tubercule obtenu à la fin des pluies, plus petit et lobulé, servira essentiellement pour la semence. Comparativement au pays d'émigration, la production est supérieure dans la plaine centrale ; chaque paysan y consacre une part importante de son exploitation à l'igname qui compose l'essentiel de sa nourriture. Tandis qu'au pays d'origine, kabyè et surtout losso, malgré des conditions pluviométriques également favorables, on a dû renoncer à cette culture sur certains champs permanents et même dans des secteurs entiers afin de ménager la terre.

Le maïs arrive au premier rang pour les surfaces ensemencées maïs, par suite de son rendement propre, au deuxième seulement pour les quantités récoltées. Son grain tendre et blanc sur un rafle court contraste avec celui des longs épis jaunes et cornés du nord. Le Kabyè-Losso du pays d'origine connaît depuis longtemps cette céréale — elle entre dans la liste de dot traditionnelle — mais il ne lui accorde qu'une place minime, excepté dans le Lama-Tessi (1) et ne la consomme guère qu'en épis rôtis dans la braise. L'immigré l'utilise surtout comme appoint pour la fabrication de la bière de mil ou comme produit de vente maïs continue le plus souvent d'ignorer la pâte de maïs si appréciée des Togolais du sud. Si cette culture est pratiquée dans toutes les régions de colonisation c'est seulement à partir de Blitta qu'elle joue un rôle dominant.

A l'inverse le sorgho représente la véritable céréale de civilisation de ces paléonigritiques tant pour la nourriture (la pâte) que pour la boisson (la bière ou « soloum »). Rustique, il s'accommode de sols peu généreux. L'espèce rousse en usage dans les zones d'immigration se distingue des nombreuses variétés grises, jaunes ou roses du pays d'origine. Cependant le déclin de sa culture est tout à fait net au fur et à mesure que l'on s'éloigne vers le sud. Autour de Sotouboua il occupe la majeure partie des terres utilisées mais diminue d'importance dans la zone intermédiaire — plus sensiblement dans les villages de la route centrale que dans ceux du Moyen-Anié. Enfin au-delà d'Anié le sorgho ne joue plus qu'un rôle secondaire ; dans beaucoup d'agglomérations mixtes il disparaît même. Nous voyons dans ce déclin progressif au profit du maïs le symptôme supplémentaire d'une tendance à l'adaptation au genre de vie des hôtes. Les populations autochtones d'Atakpamé et de Notsé ont en effet opéré depuis longtemps cette substitution ; les Ifé conservent encore quelques champs de sorgho mais les Evhé ne le cultivent plus. J.C. PAUVERT cite là-dessus le mot révélateur d'un immigré Kabyè : « si je continue à manger du mil, les gens du pays diront que je suis un sauvage ».

Le millet est l'objet d'une plus grande désaffection. Il existe au nord deux sortes de pénicillaire glabre. Le « msé » très hâtif assure la soudure en permettant d'attendre la récolte du sorgho tardif, mais on le retrouve en pays d'immigration seulement dans la zone septentrionale sur de petites surfaces. Quant à l'« amala », mûr à la fin des pluies, il n'est conservé que dans la zone de glissement et son prolongement dans le pays bassari. Il ne s'agit certainement pas d'une limite climatique car on peut voir quelques rares champs de msé fort bien portant chez les Ifé à l'est d'Atakpamé. Même si la soudure a perdu au Centre-Togo son caractère problématique, le mimétisme joue ici incontestablement ; aucun autochtone au sud de Sokodé ne consomme habituellement le millet précocé ; de même la variété tardive est encore prisee par les Bassari mais point au-delà.

Des différentes espèces de haricots connues au pays d'origine les Kabyè-Losso ont gardé dans toutes les zones de colonisation seulement le Vigna sp. blanc (sona) semi-tardif parce que son aire de culture effective s'étend jusqu'au sud de Notsé. Il s'adjoint fréquemment au sorgho pour la pâte et les bouillies. Le noir précocé (kédjei) se maintient dans les villages les plus septentrionaux parce que les Kotokoli s'y consacrent aussi. Le pois de terre, absent des champs des autochtones au sud du 9° parallèle, ne couvre que quelques lopins dans la région de Sotouboua.

Il est préférable de situer l'arachide parmi les cultures vivrières car la plus grande partie de la récolte est autoconsommée. Au cours des années trente la colonisation française a développé cet oléagineux au nord-Togo et particulièrement dans les trois circonscriptions d'origine à partir de graines importées. C'est sans doute la raison pour laquelle l'arachide tient chez leurs voisins les Kabyè-Losso de l'immigration une place moins négligeable que chez leurs voisins les autochtones ; ses caractéristiques — tige érigée, coque fine — la distinguent de celle du pays d'origine — rampante, coque épaisse. Néanmoins elle représente dans le Centre une culture de deuxième plan car son utilisation culinaire (sauce, beignets) reste limitée comme celui des lipides en général. D'ailleurs au-delà d'Anié l'arachide disparaît des exploitations kabyè-losso pour y être remplacée à l'exemple des Ifé par les cucurbitacées (par exemple : *cucumeropsis edulis*) aux pépins riches en huile.

L'influence du Sud se remarque aussi par l'importance croissante du riz. Mais sa présence est liée à

(1) Où il remplace le millet précocé comme céréale de soudure (récolte en début août).

une certaine hydromorphie du sol. A partir de Blitta les immigrés de même que les autochtones valorisent ainsi tous les terrains favorables à la conservation de l'humidité. La carte de cette céréale ferait ressortir en particulier les environs de l'Anié à partir de Pagala, du Mono à partir d'Assoumakodji, le bas Ogou et surtout la zone de confluence dans les terres noires de la région d'Anié. Au pays kabyè les sols de la montagne et du piémont, assez riches en argile et bien arrosés conviennent bien à une variété locale à grains blancs ou rougeâtres, ronds en général ; cependant le riz y fait figure de céréale secondaire et tient une place restreinte dans l'alimentation, peut-être à cause de son introduction relativement récente.

Il n'est de culture purement commerciale que le coton. La variété Allen est encore peu représentée ; il s'agit essentiellement du Togo Sea Island de type américain (Barbadense), à graines nues. La présence d'une espèce aussi étrangère suppose évidemment l'action des services de l'Agriculture et son extension chez les immigrés comme chez les autochtones semble indiquer dans le contexte politique actuel que cette introduction est acceptée par tous. Il n'en alla pas de même au Nord où le coton est aujourd'hui quasi abandonné ; l'hirsutum répandu autrefois a considérablement reculé avec le déclin de l'artisanat textile traditionnel et les tentatives pour promouvoir une variété exportable se heurtèrent à l'indifférence du Kabyè-Losso, peu soucieux d'accroître encore sa peine et surtout le taux d'utilisation de ses terres.

De cet inventaire se dégagent plusieurs conclusions mais aussi plusieurs questions. L'effort de la colonisation agricole au Centre-Togo porte essentiellement sur une mise en valeur vivrière à base d'igname et de céréales. Il est possible que les paléonigritiques se trouvent plus à l'aise dans ce type de production mais on ne doit pas y voir un choix obligé de la part d'une population particulièrement préoccupée dans le passé d'assurer sa subsistance. En effet, sur les « plateaux » akposso et évhé comme au Ghana, les immigrés kabyè-losso s'adonnent sans hésiter à l'exploitation du café et du cacao, n'accordant qu'un rôle subsidiaire aux productions autoconsommées : ici la nature des cultures est simplement déterminée par les conditions climatiques soudanaises. Dans la plaine centrale, à première vue, l'argent peut provenir du coton et de l'arachide ; le sens de l'action officielle suffit-il à expliquer le succès de l'un plutôt que de l'autre qui reste peu développée et réduite à un rôle nourricier au niveau local ? Par contre on peut se demander dans quelle mesure les cultures vivrières, du fait même de leur extension et de leur abondance, ne vont pas donner naissance à un circuit commercial et devenir source de revenu. En tout état de cause, la garantie de trouver dans leurs champs tous les produits propres à assurer leur ration alimentaire constitue a priori un gage d'équilibre et de stabilité pour ces immigrés et la condition nécessaire pour l'établissement d'une véritable paysannerie. Ceci vaut d'être remarqué par comparaison avec d'autres cas de colonisation agricole — au Sénégal ou au Ghana par exemple — où la population attirée par le gain monétaire a jeté son dévolu sur une seule culture rémunératrice au préjudice de sa propre subsistance.

On découvre le premier effet de la relative similitude climatique entre les zones de départ et d'installation : toutes les plantes cultivées dans les régions d'immigration étaient déjà familières à ces paysans dès avant leur émigration. Le fait est positif car bien des difficultés d'adaptation furent ainsi économisées tant en matière de techniques de culture et de conservation que de régime alimentaire. Mais l'importance relative accordée dans l'exploitation à chaque produit varie sensiblement. Conservant telles de leurs cultures traditionnelles dans la mesure où leurs hôtes s'y intéressent eux-mêmes ou les négligeant dans le cas contraire (1), accordant un regain de faveur à telles autres, là où leurs voisins s'y attachent, les Kabyè-Losso manifestent une fois de plus leur souci d'identification à l'environnement autochtone ; il reste toutefois à élucider l'exception que constitue leur réticence à l'égard du manioc, fort estimé au sud. Qualitativement, cette évolution aboutit à un appauvrissement dans l'assortiment des denrées. Le nombre annuel de récoltes, de neuf au pays d'origine (2) est ramené à cinq dans les confins méridionaux, vers Notsé (3). Avec la disparition des petits champs de jardinage entourant l'habitation, ont été supprimés nombre de légumes ou condiments, tels les taros, les patates, « cantéla » (4), « gnato » (5)... Les immigrés parviennent en effet dans des régions dont les habitants, jamais affrontés comme eux à de graves problèmes de subsistance mettant en cause leur survie, n'eurent pas à pousser aussi loin la recherche de la diversification des cultures.

(1) Ainsi sont abandonnés le tabac et le fonio (céréale de faible rendement, semée à la volée par les Naoudéba et les Lamba).

(2) Igname, sorgho, deux millets, riz, arachide, haricot, pois de terre, tabac ou fonio.

(3) Igname, précoce et tardive, maïs, riz, haricot, coton.

(4) Haricot Kerstingiella.

(5) Nommé aussi « plante à viande » pour la consistance de ses feuilles préparées en sauce.

## LES COMBINAISONS DE CULTURES

Il était vital pour les Kabyè et les Losso, contraints de demeurer dans leur cadre étroit, de veiller au maintien de la productivité de leur sol natal. Parmi les procédés utilisés pour réaliser une mise en culture permanente sans épuiser leur capital agraire, le type de rotation constitue un élément essentiel. L'igname, par ses rendements importants, possède la plus importante valeur alimentaire mais du fait de son fort besoin en fertilisants minéraux, surtout en potasse, elle ne peut occuper le terrain qu'un temps limité et doit laisser la place aux céréales moins exigeantes. En général l'exploitation au Kabyè ainsi qu'à la périphérie du pays losso s'organise donc en plusieurs soles qui reçoivent tour à tour l'igname pendant une campagne, puis du sorgho pendant une période de deux à quatre années. Ces deux cultures ne représentent en fait qu'une base de production, toutes les autres vont s'y mêler dont la multiplicité diminue les risques de pénurie, en étalant dans le temps le ramassage. Le cultivateur préfère en effet l'association des plantes cultivées sur un même champ au semis en culture pure sur un plus grand nombre de parcelles : lorsque l'une des récoltes précoces, les plus hasardeuses, se révèle déficitaire ou nulle, la terre correspondante n'est pas « perdue » cette année-là et les plantes intercalées bénéficient d'autant.

Extrême est la variété des combinaisons pratiquées au nord suivant la qualité et l'usage du champ. Dans le secteur du terroir nommé « dessida » c'est-à-dire celui des champs inclus dans la zone de résidence (PUIG, 1934) certaines associations dominent. En tête d'assolement l'igname voisine presque toujours avec le haricot et souvent avec le gombo, l'arachide, ainsi qu'une céréale — quelques pieds de millet précoce, de maïs ou même de sorgho — ; dans les endroits humides le riz s'y ajoute encore, et si la parcelle est assez écartée le pois de terre remplace parfois l'arachide. D'habitude, cette première année la terre porte de quatre à sept produits différents. Ensuite, lorsque le sorgho domine, l'association se restreint, ne dépassant plus deux à quatre plantes ; le haricot y figure encore (1) et par ordre de fréquence le millet précoce (ou tardif, à une certaine distance de l'habitation) et l'arachide. Plus les champs s'éloignent moins on les complante ; il n'est pas rare de rencontrer dans le secteur « tarè » où la terre est moins précieuse des soles à culture unique.

A Niamtougou le sol losso, appauvri, ne permet pas un tel degré d'utilisation. L'igname est supprimée pour être remplacée, seulement sur le pourtour du terroir, par le manioc. Sur les champs distants des habitations quatre cultures coexistent au maximum ; par exemple, 1<sup>re</sup> année : manioc (2) + haricot, 2<sup>e</sup> année : arachide + haricot + sorgho + millet tardif, 3<sup>e</sup> année : fonio (+ millet tardif). Dans l'agglomération le cycle débute par une combinaison du même type : arachide, haricot, sorgho, millet tardif qui se réduit progressivement pour se terminer la quatrième ou la cinquième année par le fonio. Mais il s'agit d'une évolution assez récente ; les vieux Naoudéba se souviennent du temps où leurs champs ressemblaient à ceux des Kabyè, portant l'igname et le millet précoce.

Nous retrouverons les mêmes principes, mais atténués, chez les immigrés (tableau 9) : la rotation débute par l'igname, suivent les céréales ; et l'association continue d'être de règle. Il faut seulement tenir compte des modifications intervenues dans l'importance relative des différentes cultures. Désormais le coton (variété Mono) accompagne fidèlement l'igname ; celle-ci, à l'origine forestière, ne requiert pas un maximum de lumière et le feuillage des arbustes complantés ne gêne pas le développement des tubercules. Placé au début du cycle, le coton est donc traité avec égard ; souvent les paysans le sèment aussi en culture pure sur un lopin attenant ou parfois, mais c'est assez rare, sur l'étendue entière du défrichement annuel. Avec la descente en latitude il va peu à peu s'intercaler entre presque toutes les cultures en gagnant les autres soles.

De façon constante on consacre la deuxième année au maïs, la plus exigeante des céréales pratiquées ici ; dans la région septentrionale on lui adjoint le sorgho puis après Blitta le haricot. Dans le secteur de Sotouboua le champ de troisième année est réservé au sorgho, combiné à l'arachide, mais il devient bientôt le terrain où se joue la rivalité entre les deux céréales principales. La maïs commence à s'y installer dès Blitta qui là aussi représente une démarcation ; jusqu'à la région d'Anié le sorgho y figure encore puis se trouvera relégué dans une éventuelle quatrième année ou complètement éliminé dans la plupart des villages mixtes du sud. L'association du riz, occasionnelle, n'intéresse d'ordinaire qu'une partie humide du champ d'ignames mais dans les zones rizicoles de la région d'Anié les poquets envahissent presque toute l'exploitation.

Comme on pouvait s'y attendre, la comparaison entre les rotations de cultures des immigrés et celles de leurs voisins fait ressortir une ressemblance évidente. Mais pour se rapprocher des types d'exploitation autochtones, les nouveaux venus n'ont pas eu à opérer un réel bouleversement de leurs anciennes habitudes d'assolement. Les différences qui subsistent révèlent quelques détails significatifs. C'est ainsi que la culture des Kabyè-Losso conserve certains traits du système traditionnel : par comparaison avec les autochtones les associations sont un peu plus fournies (notamment par l'adjonction fréquente du haricot) et surtout la période

(1) Sauf généralement la dernière année de peur qu'il ne porte tort à l'igname à venir en tête de la rotation suivante.

(2) Manioc précoce récolté la même année.

TABLEAU 9  
Types caractéristiques de rotation au Centre-Togo

I - Chez les immigrants				
	1ère année	2e année	3e année	4e année
- Zone septentrionale	I C (H) (G)	M S	S A	
- Zone intermédiaire	I C (H) (G) R	M (H) C R	M S (A)	S ou A
dont région d'Anié	I C (H) (G) R	M (H) C R	M (H) CR	
- Zone méridionale	I C (H) (G) (R)	M H C (K)	M H C (K)	(S)
dont région de Nuatja	I C (H) (G) (R)	M R	(M) (S)	

II - Chez les autochtones voisins				
- Z. sept. Kotokoli	I (C) (G)	M S (ou Mn)		
- Z. int. Kpessi	I C (G) (K)	M S (H) (R)	M S (ou Mn → )	
- Z. Ifé Niania*	I C (G) R	M C R	M C R Mn → )	
mér. Ifé Niania	I C (G) (R)	M H (K) Mn →		
Ewé	I C (G) R	M (C) (A) Mn →		

I = igname, C = coton, H = haricot, G = gombo, M = maïs, S = sorgho, A = arachide, R = riz  
K = kaka (*Cucumeropsis edulis*), Mn = manioc

\* = Terres noires du confluent Anié-Mono

de travail s'allonge d'ordinaire d'un an ; l'immigré a tendance à demander plus à la terre. La différence apparaît aussi dans la place privilégiée qu'il accorde à certaines cultures de rapport — coton et sans doute riz et haricot — mais on ne saurait y voir a priori un attrait supérieur pour le gain monétaire car les autochtones du Centre et du Sud manifestent leur préférence pour le manioc, lui aussi fort lucratif.

#### LES OPÉRATIONS CULTURALES

C'est surtout dans les travaux des champs que l'on s'attend à découvrir des modifications caractéristiques par rapport au pays d'origine car une terre neuve réclame sans doute moins de sollicitude qu'un sol longtemps exploité de façon intensive.

La première tâche consiste à défricher, elle est facilitée par les feux successifs qui à chaque saison sèche éclaircissent la végétation devant la lisière des cultures. Pour nettoyer son terrain le paysan du Centre-Togo ne se sert pas de la hache (1) ; seuls les petits arbustes seront coupés à la machette. Mais il faut distinguer deux types de défrichage selon l'époque où il est entrepris ; la fin de la saison des pluies est mise à profit pour effectuer une première tranche de débroussaie. Les hommes s'attaquent d'abord aux herbes ; saisissant de la main chaque touffe ils tranchent les racines d'un énergique coup de houe puis secouent la terre. On brûle ensuite les tiges et feuilles desséchées.

Restent les arbres de la forêt claire. Leurs troncs ne constituent pas une gêne très sensible pour les travaux de première année, mais leur feuillage en filtrant la lumière s'opposerait au développement des plantes cultivées. On les fait donc mourir en entretenant à leur pied un feu (2) qui détruit l'écorce et ronge l'aubier. Au moment des semis, des squelettes noircis se dressent encore. Attaqués par les termites, ils s'effondrent pour

(1) Cet instrument, à tranchant étroit fiché dans une grosse tête de bois, est essentiellement utilisé par les femmes pour fendre le bois du foyer.

(2) Les Kabyè disent « faire cuire » les arbres car ce feu, souvent à la charge de la femme, est bas et continu comme celui de la cuisine.

la plupart les années suivantes et ne tarderont pas à se désagréger sur place. Si certains arbres renaissent, ils subissent à nouveau l'épreuve. Seules sont épargnées les essences utiles pour la cueillette de produits alimentaires — karité et néré surtout — ou médicamenteux. Après ce nettoyage l'évaporation est intense il ne faut donc pas tarder à travailler la terre de peur qu'elle ne durcisse.

Si le cultivateur préfère remettre à quelques mois plus tard le défrichement il pratique un peu différemment et se contente à la fin de l'hivernage de dégager un chemin de trois pas de large sur le périmètre projeté. A l'abri de ce pare-feu la surface ne sera pas touchée par les incendies de forêt. Au début de la campagne suivante la couverture herbacée a maintenu au sol un certain taux d'humidité et on peut procéder comme précédemment ; cependant comme le temps presse on économise parfois le désherbage manuel en mettant directement le feu à la parcelle, mais toujours à condition de remuer la terre aussitôt après. Puisqu'en fait l'essentiel du travail consiste en l'élimination du tapis herbacé, le nettoyage d'un terrain jamais cultivé ne s'avère pas beaucoup plus pénible que celui d'une jachère de durée moyenne.

Au pays d'origine de cette besogne préliminaire s'impose seulement pour les champs non permanents. Mais on hésite à enflammer la végétation spontanée de peur d'amenuiser encore les provisions de bois de chauffage et de détruire dans les champs voisins la paille indispensable pour les toits ; à « la ferme » l'herbe est si drue qu'avant de l'arracher il faut la coucher à l'aide d'un bâton placé horizontalement. Mais au nord en fin de compte ce travail représente très peu de choses par rapport à l'ensemble des autres tâches. Le défrichement annuel constitue donc une nécessité spécifique des zones d'immigration, sans toutefois représenter une contrainte susceptible de freiner l'expansion des terroirs même dans les villages de la région septentrionale où les villages continuent de gagner sur la brousse intacte. C'est que ce déboisement sans abattage ni dessouchage ne représente pas une opération aussi longue et laborieuse qu'on pourrait l'imaginer. La forêt ne se dresse nullement comme un obstacle devant une colonisation agricole.

Le terrain défriché, le cultivateur y entreprend la construction de ses buttes d'ignames. Pour se développer normalement le tubercule exige une profondeur de terre meuble proportionnelle à son allongement. Il ne s'agit pas, comme dans la région très arrosée des Plateaux de l'ouest, de petits monticules à peine plus marqués qu'une taupinière mais de grands tas coniques qu'on élève jusqu'à près d'un mètre de haut pour les espèces pivotantes plus hâtives. Pour les édifier les Kabyè ont apporté du pays natal leur houe au fer long et large capable de prendre 4 à 5 kg de terre. Les pelletées sont ramassées autour de l'emplacement, jetées d'un habile tour de main d'abord horizontalement pour former l'assise puis verticalement pour édifier le haut du cône, enfin un coup du fer à plat tasse la pointe terminale afin de limiter l'érosion. L'ordre des buttes en quinconce assure une utilisation régulière de la place disponible, à raison de 1,50 à 2 m de distance entre les sommets. Dans les intervalles le sol est assez profondément creusé de telle sorte que lorsque à l'origine l'horizon concrétionné se trouve proche de la surface seules les ignames tardives, aux amas moins volumineux sont possibles. Les buttes terminées le ruissellement pluvial a tendance à se rassembler à la base des monticules en y déposant une boue d'éléments fins ; mais le paysan préfère évacuer l'eau stagnante qui pourrait entraver la croissance et la maturation de ses cultures, aussi dans la mesure du possible oriente-t-il les couloirs diagonaux dans le sens de la pente pour faciliter l'écoulement.

Le moment venu de planter l'igname, le collet est introduit dans le sommet du cône qu'on protège du rayonnement solaire desséchant par un coussinet de débris végétaux. La chevelure de lianes feuillues, au cours de la croissance, s'épandra alentour ou s'accrochera aux troncs résiduels. Deux paires de graines de haricot sont insérées en opposition sur les flancs puis, intercalés et placés plus bas, deux autres poquets de cotonniers ; éventuellement on distribue au pied et de façon plus lâche le gombo ou la cucurbitacée « kaka ». Enfin si les conditions lui paraissent favorables le paysan parsème de poquets de riz les intervalles recouverts d'un fin tapis limoneux. Ainsi dans les régions les plus riches — celle d'Anié par exemple — pas un pouce du champ de buttes n'est perdu, à la fin du mois d'août la terre disparaît complètement sous le vert moutonnement des cultures.

Pour la campagne suivante, l'organisation précédente est conservée, mais amortie par le déterrage de l'igname et une année d'intempéries, les buttes se réduisent à de larges galettes évasées. Sans autre préparation le plus souvent que l'arrachage et le brûlage de vieux cotonniers, le maïs est mis en terre et par la suite les autres semences. Dans le cas d'une association nombreuse l'éminence, émergeant des pousses de riz, se couronne de poquets alternés (cf. fig. 20).

C'est seulement la dernière année de culture — c'est-à-dire la troisième dans la région septentrionale et la quatrième plus au sud — que l'agencement du champ subit une notable modification. Des billons sont tracés qui vont orienter la culture en longs axes parallèles. Ils ne sont pas rigoureusement droits, car pour les former le paysan suit l'alignement approximatif de ses anciennes galettes en les rejoignant les unes aux autres ; l'écartement moyen de 1,50 m environ subsiste donc. La bande de terre porte une file de sorgho, ou parfois un rang d'arachide encadré de poquets de céréales décalés.

La terre mise en forme, le paysan entreprend une lutte incessante contre l'invasion des herbes. Peu après les premiers semis il faut débarrasser les champs de maïs dont on n'a pas remué le sol depuis la dernière

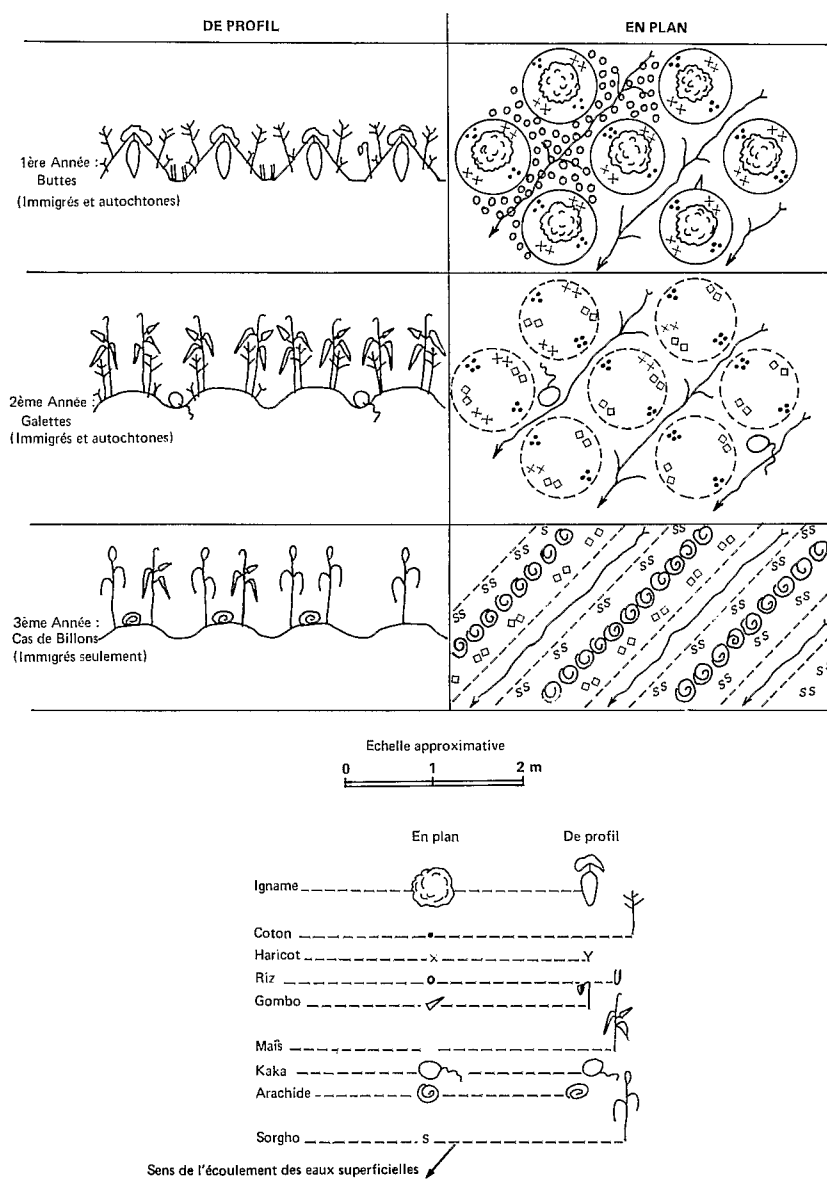


FIG. 20 — Agencement de cultures associées au Centre-Togo (exemples fréquents)

campagne. La végétation spontanée est extirpée, la main libre aidant celle de la houe, du même geste que lors du défrichement, et les débris rejetés dans les intervalles où ils ne gêneront pas ; simultanément on régularise les galettes. Un deuxième nettoyage mais facultatif peut être pratiqué pendant la période du premier maximum pluvial. Puis quelque temps après la moisson du maïs les tiges sont déracinées et rassemblées en tas au cours d'un troisième sarclage autour des autres cultures complantées. Dans le cas des billons destinés au sorgho il faut également compter au moins deux interventions. Ce sont cette fois de véritables binages c'est-à-dire des sarclages avec ameublissement de l'horizon supérieur. Chaque passage est désigné d'un nom particulier : « akossa » à la houe à petit fer (1), au cours duquel le sorgho sortant de terre est démarié de

(1) La houe de buttage lorsqu'elle est utilisée.



façon à ne laisser qu'environ quatre pousses ensemble (1) puis on rehausse d'un peu de terre le pied de chaque bouquet ; « aléka » reforme en bourrelet le billon affaissé par les pluies de septembre ; « allula » s'intercale parfois entre les deux précédents, simple nettoyage lorsque la plante dépasse 1 m de haut. L'entretien du champ de buttes se déroule suivant le même rythme. S'il s'agit d'ignames précoces, elles demandent d'abord deux sarclages puis après le déterrage il faut repasser la houe pour désherber au pied des cotonniers ; les tardives, plantées seulement au début de la saison des pluies, peuvent se contenter de deux passages.

La périodicité théorique de cette sorte d'opérations reste très variable. Un terrain vierge exige moins de soins qu'un sol déjà utilisé où les mauvaises herbes prolifèrent plus agressivement. Après plusieurs cycles de culture, les sarclages, toujours incomplets, ont éliminé la plupart des espèces mais les plus tenaces d'entre elles reprennent vigueur et envahissent tout à loisir l'espace dégagé ; des nettoyages plus nombreux sont alors nécessaires. Dans le cas des associations abondantes où la surface est plus densément occupée, spécialement avec le riz, la repousse spontanée porte un plus grand préjudice au développement des cultures et réclame un plus grand effort (2). Dans la pratique la fréquence des nettoyages est estimée par le paysan selon la conception qu'il se fait de son nouveau type d'exploitation ; en pratique il se consacre au sarclage-binage en raison inverse de l'extension de ses champs, choisissant soit de limiter la surface pour veiller au rendement, soit de l'accroître quitte à négliger quelque peu les soins. Sous cet angle dans le cadre de notre étude de migration agricole l'importance de l'entretien du sol constitue un élément essentiel d'appréciation, permettant de déterminer notamment le caractère extensif ou intensif de l'exploitation agricole des immigrés.

Par contre la durée des travaux qui concernent le traitement direct de telle ou telle plante cultivée ne paraît pas susceptible de compression. Il s'agit des opérations de semis et de ramassage. Certaines récoltes s'avèrent particulièrement absorbantes : celle du riz, coupé au couteau par les hommes, rassemblé par les enfants et battu immédiatement sur une aire en plein champ ; celle de l'arachide et du haricot dont les femmes doivent détacher une à une les gousses ; celle du sorgho, d'abord fauché puis moissonné à terre (suit une période séchage sur le champ d'une ou deux semaines) ; celle du coton qui nécessite au moins deux passages de façon que les flocons soient cueillis au fur et à mesure de l'arrivée à maturité des capsules ; enfin celle de l'igname en saison sèche où la butte est démantelée à la houe pour qu'aucun tubercule ne reste oublié en terre.

Comparé à celui des populations voisines d'une part, à celui des Kabyè-Losso du pays d'origine d'autre part, ce mode de culture traduit-il une évolution révélatrice des techniques agricoles liées à l'immigration ?

Peu intéressés par la culture du sorgho en dernière année d'assolement, les autochtones du Centre-Togo confectionnent assez rarement des billons. Par contre pour l'essentiel de l'exploitation, dans les buttes et les galettes, il est impossible de distinguer avec certitude le champ d'un immigré de celui d'un paysan kpesi, ifé ou évhé ; pour identifier l'origine du cultivateur il faut se fier à la nature des cultures à l'échelle du terroir — en observant notamment la préférence soit pour le sorgho soit pour le manioc. Malgré leurs hoes plus grandes qui permettent d'accélérer le rythme du travail surtout lors de la fabrication des buttes, les Kabyè-Losso de la colonisation effectuent toutes les opérations culturales de la même façon que les autochtones, en particulier le défrichement.

La différence avec le travail de la terre tel qu'on le pratique au pays d'origine est plus considérable. Sur les pentes de la montagne kabyè le terrain de culture exige évidemment un modelé spécifique. La présence d'une abondante pierraille ainsi que le risque de transport des éléments fins par gravité et ruissellement représentent deux obstacles que le paysan a tourné en les utilisant l'un contre l'autre : les éclats de roche ont été rassemblés pour retenir la terre. De larges banquettes étagées soutenues par des murettes, de légers gradins liserés de cailloux ou plus souvent un réseau quadrillé de lignes d'épierrement structurent le sol arable désormais stabilisé. Le cours des filets de ruissellement est interrompu par ces aménagements perpendiculaires au sens de la pente (3) ; mais si la morphologie crée une concentration inévitable, une tranchée, parfois pavée ou endiguée, permet de contrôler l'écoulement des eaux d'hivernage. Dans les secteurs de forte déclivité dominent les semis de céréales et de légumineuses sur de courts billons caillouteux. L'igname n'y semble pas à son aise ; d'une part sa production régulière présente le risque d'appauvrir le sol — celui de la montagne est le plus précieux car en général le plus proche des habitations — d'autre part surtout la construction de grosses

(1) Après arrachage on rassemble les moins vivaces en bottes, pour les replanter, raccourcies, dans les petits champs de village.

(2) Dans la région d'Anié par exemple les champs de deuxième année réclament quatre passages : 1° Au moment de reformer les galettes, entre le semis du maïs et celui du riz. 2° Quand les tiges du riz atteignent 15, 20 cm. 3° A 40 cm. 4° Après la moisson du riz, lorsqu'on arrache les chaumes pour favoriser la fructification des cotonniers.

(3) Notamment par les mailles du quadrillage dont les évidements, comme autant de petits bassins de retenue, obligent l'eau de pluie à s'infiltrer.

buttes s'avère malaisée. Si l'on veut comparer des choses comparables on doit plutôt mettre en parallèle les techniques en pays de colonisation avec celles des zones de plaine et de piémont du pays d'origine. Ici prévaut plus habituellement la rotation : un an pour l'igname, deux ou trois ans pour le sorgho. Apparaissent alors les principales modifications apportées par les Kabyè-Losso au Centre Togo : tandis que le paysan du nord détruit ses buttes aussitôt après la récolte de l'igname pour former des billons, celui des zones d'émigration conserve cet investissement un ou deux ans (les buttes deviennent des galettes), s'épargnant ainsi une astreignante remise en forme pour une part importante de la surface à réensemencer (1). D'autre part une diminution assez sensible se manifeste dans les soins apportés à la plante au cours de son développement ; au pays d'origine, le cultivateur nettoie plus souvent son champ, au moins trois fois, et s'il est consciencieux jusqu'à six fois (à Kouméa). Mais plus que le nombre ou la nature des opérations effectuées, c'est la manière de les exécuter qui diffère, surtout pour le travail à la houe ; par exemple les buttes au Centre-Togo, un peu moins élevées, sont aussi moins achevées, non plus nettes et rigoureusement géométriques, mais souvent irrégulières et parsemées de brins de paille ; le sarclage plus hâtif laisse le champ moins propre. La simple observation montre donc une assez nette restriction de la contribution en travail — considérée par unité de superficie cultivée — malgré le supplément de besogne occasionné par le défrichement. On pressent que l'exploitation des immigrés a perdu en profondeur ce qu'elle a gagné en étendue.

Quant aux techniques d'aménagement du terrain dans la plaine kabyè et losso, leur nécessité se fait beaucoup moins sentir que dans la montagne ; elles se résument pour l'essentiel dans un épierrement éventuel (en tas) et le guidage des ruisseaux temporaires issus des massifs, au moyen de fossés bordés souvent de deux merlons de terre — dans le même but les champs situés dans les zones d'épandage s'entourent d'un haut billon. On ne retrouve rien de ces améliorations au Centre-Togo où pourtant les fréquents bas-fonds pourraient justifier la confection d'ouvrages semblables destinés au drainage et à la protection contre l'afflux des eaux. Mais le paysan immigré ne se soucie pas de réaliser à ce prix la valorisation intégrale de son domaine, il « saute » simplement les emplacements caillouteux ou susceptibles d'engorgement. En somme les Kabyè-Losso de la colonisation ont atténué ou abandonné maintes pratiques qui confèrent à l'agriculture traditionnelle un caractère intensif mais ne trouvent leur origine qu'à l'échelle historique dans la limitation de l'espace cultivable.

#### LA CONSERVATION DE LA FERTILITÉ

Parmi les techniques qui créent la personnalité agricole de la zone de départ la plupart visent à accroître le rendement de la terre disponible. Or, compte tenu de la forte pression démographique et de la fixité de l'établissement, l'épuisement du sol aurait été rapide et inéluctable si les Kabyè-Losso n'avaient su assurer la continuité de leur culture par des méthodes de restitution appropriées. Les détritiques organiques, mi-fumier mi compost, sont accumulés dans une ou plusieurs fosses empierrées (houdé) à côté de la maison (2) ; lorsque les premières pluies ont suffisamment humecté le contenu, les femmes vont le verser dans les champs, sur les buttes surtout. Le moyen de transport utilisé — portage par panier sur la tête — restreint le rayon d'action autour du lieu d'habitation : à plus d'1,5 km environ le sol n'est plus jamais fumé ; cette distance définit en fait la limite de la zone « dessida ». Au-delà, commence, avec « taré », la zone où un temps de jachère doit être respecté (3). La période de répit est très variable, il semble actuellement que sa durée minimum soit égale à celle du cycle de culture précédent, c'est-à-dire deux à quatre ans suivant les habitudes locales ; pour les champs les plus éloignés elle dépasse souvent le triple. Le procédé de l'engrais vert consiste à enterrer des herbes sous les buttes au début de la rotation et à enfouir les fanes d'arachides après la récolte (4).

On trouve encore dans la partie la plus septentrionale de la région de Sotouboua (Kolonaboua) quelques « houdé » de peu d'importance, suffisant à peine aux cultures de village. Mais dans l'ensemble des zones de colonisation les immigrés délaissent la fumure : la jachère est adoptée partout comme la méthode la plus courante pour régénérer le sol. En évaluant le temps de repos des champs de brousse nous pouvons apprécier

(1) Au Nord, certains Kabyè du Lama-Tessi sèment eux aussi leurs céréales directement sur les restes des anciennes buttes démolies ; mais cette pratique s'observe seulement dans les secteurs de bas-fonds (féoda) sans doute parce-qu'elle assure l'exondation des cultures.

(2) Y aboutissent d'une part les ordures ménagères — résidus d'épluchage ou d'égrenage, balayures, eaux usées, cendres des foyers, même la paille noircie du toit de la cuisine lorsqu'il est hors d'usage, d'autre part on y entasse la litière des étables du petit bétail : dans la journée pendant la période de culture, les moutons et chèvres sont attachés dans le « houdé » de façon à y déposer leurs excréments.

(3) Dans le cas le plus fréquent où le domaine du « tété » chevauche la plaine et la montagne et où la majorité des habitations se situent sur les hauteurs, la plupart des terres de « taré » s'étendent dans la plaine. Le cas d'inversion le plus important est représenté par les cantons lamadissi septentrionaux dont la population installée dans la plaine de la Binah néglige de fumer les champs conservés sur le versant nord du massif.

(4) Il semble que ce soit une pratique récente.

la signification agricole de cette donnée nouvelle que représente l'espace libre pour les Kabyè-Losso du Centre-Togo. Le rapport surface cultivée / surface cultivable pour un territoire exploité par plusieurs villages permet de déduire une valeur théorique de la période de jachère (fig. 21).

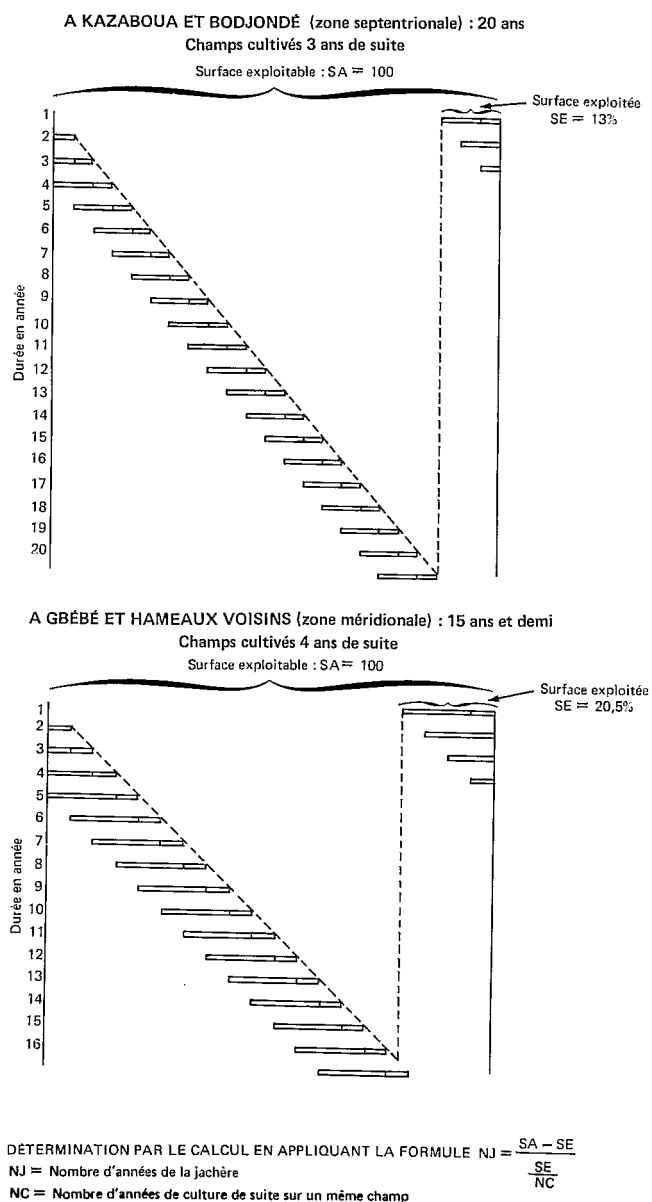


FIG. 21 — Durée théorique de la jachère. Détermination par expression graphique. Exemples

TABLEAU 10  
Taux d'utilisation du sol dans les zones de colonisation agricole (1)

Référence de la photo aérienne (1964 à 1969)	Région	Villages principaux	$\frac{S.I^*}{S.T^*} 100$	$\frac{S.E^*}{S.A^*} 100$	Durée théorique de la jachère
N C 31 I 081	septentr.	Kanyamboua ) Sotouboua )	8,5 %	20,1 %	12 ans (a)
N C 31 I 106	septentr.	Bodjondé ) Kazaboua )	9,7 %	13,0 %	20 ans (a)
N C 31 II 217	interm.	Agbandi ) Assoumakodji	5,1 %	10,3 %	26 ans (a)
N C 31 I 153	interm.	Tcharébaou ) Dakrokonsou	3,9 %	14,4 %	24 ans (b)
N B 31 XIX XX 071	mérid.	Kolokopé ) Baïssankopé	5,3 %	12,9 %	27 ans (b)
levé topographique (photo inexploitable)	mérid.	Gbébé ) Karata )	8,0 %	20,5 %	15 ans (b)
N B 31 XIX XX 025 078	mérid.	Pari ) Lémokopé )	2,3 %	11,8 %	30 ans (b)

\*S.I : Surface incultivable (inselbergs, affleurements de carapace, bas-fonds, rivières et leurs berges, emplacements d'habitat) S.T : Surface totale. S.E. : Surface cultivée. S.A. : Surface cultivable (S.T - S.I).  
(a) cycle de culture de 3 ans : déplacement de  $\frac{SE}{3}$  par an.

(b) cycle de culture de 4 ans : déplacement annuel :  $\frac{SE}{4}$

Le taux moyen d'utilisation ( $SE/SA$ ) de 14,7 % calculé pour ces quelques exemples choisis dans les secteurs d'immigration les plus peuplés implique que théoriquement la terre cultivable se repose pendant une vingtaine d'années (2). Cette durée paraît suffisante pour qu'après les trois à cinq campagnes du cycle de culture se reconstitue la structure du sol et se renouvellent les éléments nutritifs. Mais on ne saurait fonder un jugement définitif sur cette appréciation générale. Le raccourcissement constaté à Kanyamboua-Sotouboua, villages de la première génération, n'est-il pas l'indice d'une aggravation progressive de la situation ? En fait il faudrait savoir si malgré la progression apparemment régulière des champs et l'absence habituelle de zones de culture privilégiées, certaines variations ne s'introduisent pas dans le délai de remise en culture d'une parcelle à l'autre selon l'intérêt particulier qu'elles représentent pour le cultivateur (en raison de la situation par rapport aux sentiers ou à l'habitation, de la fertilité propre) ? Sur ce point l'étude de l'exploitation familiale sur le terrain est indispensable pour confirmer et affiner les données photogrammétriques.

Au total la spécificité humaine du pays kabyè-losso née de particularités morphologiques et historiques reste liée pour l'essentiel à son site d'origine ; hors de ce cadre la colonisation agricole s'est effectuée selon des principes très différents, conformément aux conditions d'un milieu soudanais de type courant. L'entreprise devait semble-t-il poser d'autant moins de problèmes que les zones d'installation étaient vides ou peu densément habitées : on ne relève jusqu'à présent aucun indice d'antagonisme fondamental entre nouveaux et premiers occupants. Au contraire ne voyons-nous pas les immigrés se défaire successivement de tous les traits extérieurs qui traduisent l'originalité de leur civilisation paléonigritique, au fur et à mesure que le peuplement autochtone devient plus important, pour se confondre dans l'apparence avec leurs hôtes aux abords du Sud-Togo ?

(1) Estimation minimum, car il est possible que quelques champs récemment mis en jachère aient été confondus avec des parcelles cultivées, malgré les sondages sur le terrain pour reconnaître la valeur des tons représentés sur la photographie aérienne.

(2) Pour une période moyenne de culture s'étendant sur 3-4 ans.

Il ne fait pas de doute que cette conversion est délibérée car elle se manifeste dans des formes d'activité qui procèdent de la seule initiative individuelle. Nous remarquons à cet égard que le Kabyè-Losso se résout plus ou moins spontanément à ces modifications suivant leur nature. Celles qui concernent les structures collectives et remettent en question les rapports à l'intérieur de la communauté villageoise semblent coûter davantage ; par exemple la dispersion des cultures et surtout la concentration des habitants, telles que les pratiquent les autochtones, ne sont admises que sous l'influence d'un rapprochement étroit avec ces derniers. Par contre à l'échelle familiale les transformations, laissées à l'initiative du seul chef de famille, s'opèrent plus naturellement. Ainsi en installant sa maison au sud du 8<sup>e</sup> parallèle l'immigré achève le plus souvent de la dépouiller de ses caractères traditionnels (1). De même pour le choix comme pour la pratique de ses cultures il prend d'abord modèle sur les champs de ses nouveaux voisins. Il est vrai que sur ce point le climat n'exige pas un remaniement important ; l'adaptation la plus notable concerne le soin apporté aux opérations et la possibilité d'une longue jachère. Indéniablement au total une mutation s'effectue dans le sens d'une exploitation plus extensive.

Mais, alors que l'évolution de l'habitat affecte progressivement les zones de colonisation, selon l'éloignement vers le sud des groupes d'immigration, comme si l'exigence ne s'en faisait sentir que sous l'exemple des autochtones, la détente dans les rapports de l'homme et de son sol est si nette dès l'accès aux terres neuves que l'on peut sans peine la supposer souhaitée au départ du pays d'origine. Ce retournement de la conjoncture agricole ne représente-t-il pas pour les paysans du Nord un élément d'attraction vers le Centre-Togo ?

Pour saisir la signification de ce mouvement de colonisation il importe d'abord d'en découvrir les causes. En recherchant les premières conditions d'installation nous nous efforcerons ensuite d'approfondir de nombreux points demeurés obscurs. La première analyse, purement spatiale, a en effet posé un certain nombre de questions qui exigent maintenant une réponse. C'est celle par exemple de la surprenante disparité entre les deux types principaux d'implantation — ces immigrants qui dans la zone méridionale n'ont su que se répartir en modestes hameaux, comme sous la protection des autochtones, comment ont-ils réussi à fonder la série des gros villages du secteur de Sotouboua autrefois désert ? Quant au souci de conserver une certaine homogénéité ethnique (2) — est-il à mettre en rapport avec la cohésion communautaire dont les formations caractéristiques d'exploitations étroitement associées donnent une image ? Il reste aussi à établir la véritable nature des rapports entre autochtones et immigrants ; quels intérêts respectifs mettent-ils en jeu ?...

L'objectif d'une forte production agricole subsiste malgré le relâchement de l'effort sur le plan technique. Autant qu'on en puisse juger il distingue même assez franchement le Kabyè-Losso immigré de ses voisins. La meilleure preuve n'en est pas le remarquable style offensif que révèle la photo aérienne (« les vagues » et grands blocs de culture) car il est permis de penser qu'il s'agit d'une attitude temporaire et rien n'exclut a priori que les autochtones particulièrement les Ifé aient agi ainsi lors de l'installation de leurs terroirs. La taille supérieure des champs, la plus longue durée du cycle cultural pourraient constituer des signes plus sûrs. Il semblerait donc que l'énergie paysanne ait résisté à la mutation. L'espèce de timidité dont le nouvel habitat fait preuve vis-à-vis de la voie de communication et la décision manifestée dans la mainmise sur la terre attestent le caractère résolument rural de la colonisation kabyè-losso, mais on aperçoit mal son insertion dans une économie d'échanges. Pour sortir du domaine de l'hypothèse ces aspects demandent à être précisés autant que possible par une analyse quantitative au niveau de l'exploitation familiale.

(1) Parmi les modifications observées il convient également de faire une distinction entre d'une part l'abandon, de ce qui n'a plus de raison d'être (p. ex. l'habitation traditionnelle ou l'usage de la fumure) et d'autre part les emprunts de traits coutumiers propres aux populations du Centre et Sud-Togo, par exemple dans la disposition du village ou l'adoption de dominantes nouvelles dans le choix des cultures.

(2) Cf. le faible taux de mélange entre Kabyè et Losso.



## *deuxième partie*

### LA « DESCENTE » DES KABYÈ-LOSSO

Pour tout émigré la transplantation est un drame. Notre propos resterait creux et abstrait s'il ne se référait aux pressions de toutes sortes qui ont provoqué le départ de dizaines de milliers d'habitants de la région de la rivière Kara et les ont poussés vers le Sud. Cette reconstitution des mobiles et des circonstances fournit la clef de maints traits actuels du comportement des immigrés du Centre-Togo.

Les premiers départs de ces Kabyè-Losso remontent à plus d'un demi-siècle et ils se poursuivent encore au moment où ces lignes sont écrites, en 1970. Aussi pour suivre le mouvement depuis le début de « l'ouverture » du pays d'origine jusqu'à nos jours importe-t-il de tenir compte des profondes modifications qui ont successivement affecté le contexte humain — politique, économique, social — de la région.





# chapitre 1

## Les mobiles de l'émigration

### AU COURS DE LA PÉRIODE PRÉCOLONIALE ET COLONIALE

L'argument officiel pour justifier l'émigration kabyè-losso, avancé par la plupart des responsables administratifs, et repris ensuite tel quel par la plupart des auteurs est le surpeuplement « biologique » : les populations paysannes, entassées au nord de la Kara et « affamées sur les rochers » (1) devaient en grand nombre quitter leur pays d'origine. Cependant nous savons aujourd'hui que des densités supérieures à 200 h/km<sup>2</sup> sont parfaitement viables dans certains milieux africains, que le sol généralement fertile de la zone de départ, encore amélioré par les aménagements et les pratiques culturelles des paysans kabyè-losso, constitue une base favorable pour la production agricole, enfin que d'une façon habituelle c'est l'attrait de l'argent qui représente le principal mobile des migrations rurales modernes. Cette question mérite donc un examen attentif.

#### *Evolution des conditions de subsistance dans le pays d'origine au début du siècle*

Quelle fut dans le passé accessible la réalité du surpeuplement ?

Pour en juger bornons-nous au sens étroit du terme qui implique seulement une situation de sous-alimentation provoquée par une excessive charge humaine en égard aux ressources du milieu dans un contexte socio-économique donné. Grâce à la tradition orale directe (2) il a été possible de remonter au début du siècle, à la période précoloniale.

Les témoignages recueillis sont sur ce point partagés. Au dire de certains vieux la subsistance avant l'arrivée des Européens ne posait en général pas de problème. D'autres relatent de pénibles moments de disette : pour recevoir un peu de nourriture on tentait de se faire engager chez un voisin moins démuné, ou l'on abattait les palmiers pour consommer le cœur du tronc ; il arrivait que des gens meurent de faim ; pour que leur parents achètent du grain des enfants étaient vendus sur les grands marchés voisins de Kabou, Djougou ou Séméré. Ces deux types de déclarations ne s'opposent pas vraiment dès lors que la question posée ici n'a pour objet que les possibilités de subsistance compte tenu de la capacité nourricière du sol. En effet, de l'avis même de ceux qui évoquent des périodes de pénurie, celles-ci étaient causées seulement par l'état d'insécurité qui régnait dans le pays. C'était l'époque où un homme ne quittait jamais ses armes même la nuit et risquait sa vie en s'éloignant du territoire de son groupe. Sans être permanentes les luttes entre « tètò » (3) pouvaient éclater à tout moment, à partir de l'enlèvement ou de la fugue d'une femme, d'une dispute à propos d'une pièce de gibier ou de la mise en culture d'un terrain réservé par d'autres... Les représailles étaient dures, et sévère l'« escalade » qui, d'une embuscade tendue sur les champs éloignés, pouvait aboutir au saccage

---

(1) J.C. FROELICH.

(2) A l'époque où fut élaborée cette étude, en 1966-68, de nombreux vieillards ayant connu la période précédant l'arrivée des colonisateurs allemands étaient encore en vie.

(3) Cf. note page 89.

des greniers et à la dévastation des cultures. Plus fréquemment que dans les régions de peuplement lâche où les contacts étaient moins étroits entre les divers groupes en état d'hostilité endémique, l'économie de subsistance du pays kabyè et losso était ébranlée par ces périodiques conflits de voisinage. L'ennemi résidant toujours à proximité, seules les zones situées autour des habitations étaient régulièrement exploitées. Etablir des champs à plus d'un ou deux kilomètres était trop aléatoire, même pour les paysans travaillant en groupes nombreux et sous les armes comme c'était la coutume à l'époque. A la première flambée de guerre l'ennemi s'en prenait aux cultures, les jeunes ignames étaient arrachées et les tiges de céréales abattues. D'ailleurs, les limites entre terroirs n'ayant été déterminées que par d'éphémères accords, l'installation dans les régions éloignées pouvait toujours être contestée par la collectivité voisine. Quand, par suite d'une disette trop pénible, les chefs antagonistes avaient négocié la paix, on se risquait à semer à une certaine distance, à fréquenter en groupe le marché des ennemis d'hier et les restrictions disparaissaient ; mais de ces contacts naissaient de nouvelles altercations qui rallumaient la guerre (cf. annexe I).

En instaurant la paix l'intervention européenne devait changer cet état de chose. Désormais et pour plusieurs décades il ne fut plus question de famine. Les vieillards s'accordent pour affirmer qu'aux premiers temps de la période coloniale l'étendue cultivée par les « tètò » était plus vaste qu'aujourd'hui. A l'arrivée des troupes allemandes la paix fut rudement imposée et les « cantons » se virent fixer des limites définitives. Aussitôt les paysans gagnèrent les zones jusqu'alors dangereuses tout en conservant leur maison et leurs champs au lieu d'attache traditionnel. Ici quelques exemples sont nécessaires pour faire saisir la diversité des situations dans différents « tètò ».

— A *Niamtougou*, groupement installé au centre de la grande agglomération losso qui a donné son nom au canton tout entier, la forêt avait disparu et la terre était appropriée depuis longtemps entre la zone habitée et la montagne lamba mais par crainte des incursions ennemies on ne s'aventurait pas volontiers sur les champs éloignés. Le début de la colonisation européenne provoqua une extension remarquable des cultures au nord et au sud — dans les *no man's lands*, anciens champs de bataille occasionnels qui séparaient Niamtougou de ses principaux adversaires, Baga et Agbandi — et à l'ouest, jusqu'au pied des montagnes. On réserva seulement pour la chasse quelques secteurs peu fertiles. La possibilité de demeurer plusieurs jours dans des paillottes isolées pendant la période de travaux facilita évidemment la mise en valeur des confins.

— La moitié méridionale du terroir de *Boou* au sud-ouest de l'actuelle route de Lama-Kara, avait été débroussée et partagée au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, jusqu'à la Kara. Mais la pression des Lama y rendait l'exploitation problématique. Dès les premiers temps de l'époque allemande, tout se trouva mis en culture permanente et le défrichement de la rive gauche du fleuve fut entrepris.

— Les gens de *Pagouda*, descendus de la montagne il y a plus d'un siècle, avaient étendu leurs champs jusqu'au *Dahomey*. Puis ce terrain, trop exposé aux fréquentes razzias bariba venant du nord-est, retourna à la brousse jusqu'au moment où, la sécurité assurée, chacun retrouva ses parcelles.

— C'est la fin de ces raids qui permit également aux habitants de *Boufalé*, retranchés sur les hauteurs, de faire reculer la forêt dans la plaine de la *Binah*. Comme ils n'allaient pas assez vite en besogne, ils durent accepter de partager avec leurs voisins du massif lamadissi, beaucoup plus nombreux.

— De l'autre côté de la rivière, les *Lama Tessi* ressentaient semble-t-il moins de crainte à se hasarder à l'écart de leurs agglomérations. Mais la plus grande partie des terres de *Péssaré* par exemple, présentait à la fin du siècle dernier l'aspect d'un parc dense où l'on chassait le gros gibier. En quelques années après l'installation de l'autorité coloniale, tout le sol fut utilisé.

— Au sud-est de *Soumdina*, vers la *Poundja*, la forêt avait disparu bien avant l'arrivée des Allemands mais ce domaine restait le plus souvent inculte, et n'était d'ailleurs pas tout entier attribué. A la cessation des hostilités avec Kouméa, Kétau et Lassa la région se couvrit de cultures jusqu'à la montagne de *Sirka*.

— A *Karè* et *Songdè* (« tètò » de *Kouméa*), le défrichement de la plaine est plus récent, il s'achevait malgré l'insécurité, au moment de l'arrivée des Européens. Chaque chef de famille s'adjudgeait le terrain selon la capacité de travail des siens ; pour marquer ses droits il lui suffisait de tracer un léger fossé sur le pourtour du futur champ. A l'ouest de la *Kpélou*, à la rencontre des cultures losso, les champs de Kouméa vinrent, au début du siècle s'imbriquer ou s'enclaver dans ceux de leurs vis-à-vis. Mais à la différence des cas exposés ci-dessus, les conflits qui naissaient de cette proximité ne chassaient pas les cultivateurs de la plaine.

— *Landa*, en butte aux attaques des *Lama Tessi*, de Kétau et de *Soumdina*, s'entourait autrefois d'une vaste forêt vers le nord, l'est et le sud. C'est seulement au moment de la paix définitive qu'elle disparut. Chacun accourut pour défricher le plus de terrain possible ; on faisait acte de propriétaire en plaçant à la hâte des pierres sur la bordure avant d'attaquer la végétation. Le chef de canton nouvellement promu, espérant se tailler lui-même une bonne part, se gardait bien d'intervenir pour organiser le partage, d'ailleurs il n'aurait pas été écouté. Le « rush » sur les terres éloignées fut donc général. Ensuite, lorsque tout le sol fut partagé, ce qui n'alla pas sans querelles, apparut la pratique de l'achat, inconnue auparavant (1).

(1) Le cas semble unique en pays kabyè-losso et en 1968 cette pratique avait depuis longtemps disparu à *Landa* : la terre traditionnellement n'est aliénable qu'à titre tout à fait exceptionnel.

On peut s'interroger sur le sens de cette soudaine exigence puisque, de l'avis de tous les informateurs, on ne manqua jamais de biens de subsistance en temps de paix au pays d'origine tant jadis qu'à l'époque coloniale, jusqu'à 1945 environ. Pour ces paysans accoutumés depuis longtemps à la propriété personnelle s'offrait tout à coup la possibilité de rassembler un important capital en s'adjugeant le plus de surface possible. Il fallait aussi penser à l'avenir : avec l'arrêt des combats meurtriers et du servage, le chef de famille s'avisa que dorénavant tous ses enfants resteraient à sa charge et qu'à sa mort il devrait posséder un patrimoine assez vaste pour que chacun reçût un héritage suffisant. En effet, aussitôt en place, les colonisateurs interdirent le commerce des esclaves ; chez les Kabyè l'oncle maternel dut ainsi renoncer au droit traditionnel de vendre ses neveux dont il avait largement usé en cas de nécessité, c'est-à-dire pour acheter du grain en période de disette, ou un animal en vue d'un sacrifice.

Ces terres soudain disponibles que chacun a nettoyé et cultivé essentiellement pour pouvoir en revendre la propriété, il est bien difficile aujourd'hui de faire préciser si dans les premiers temps de la colonisation elles furent l'objet d'une exploitation régulière ou occasionnelle. Remarquons seulement que les surplus vivriers trouvaient à s'écouler sur les grands marchés traditionnels du pays et que la bière, servie généreusement à l'époque aux équipes d'entraide, demandait de grandes quantités de sorgho. Entre 1900 et 1925 une utilisation de plus en plus intense de toutes les parties du terroir se justifia sous l'effet de l'accroissement naturel de la population : à titre indicatif vers 1930, moment où l'effectif du pays d'origine kabyè et losso avait atteint son point maximum, la périodicité de la culture était la suivante sur les terres éloignées des sites d'habitation :

TABLEAU 10bis  
Temps de culture et de jachère vers 1930 au pays d'origine

Cantons	Temps de culture	Temps de jachère habituel
NIAMTOUGOU	3 - 4 - 5 ans	3 ans
BOOU	mise en culture permanente	
PAGOUDA	3 - 4 ans	3 - 4 ans
SOUNDINA	mise en culture permanente	
PESSARE	3 - 4 - 5 ans	3 - 4 ans
KOUMEA (Karè et Songdè)	4 - 5 ans	1 - 3 ans
LANDA	4 - 5 ans	4 ans

Par comparaison le rythme d'occupation du sol est actuellement beaucoup moins soutenu : par ailleurs le domaine cultivé s'est sensiblement restreint (cf. tabl. 12).

Tous les anciens attestent également que les rendements d'alors étaient bien supérieurs à ceux de maintenant, grâce surtout à une fumure plus poussée (cf. p. 85).

Or déjà en 1925, première année d'émigration massive, l'effectif démographique des pays kabyè et losso atteignait un chiffre comparable à celui d'aujourd'hui ; mais il est resté depuis à peu près étale (cf. tabl. 11).

Sachant que la production agricole suffit à peine à nourrir la population actuelle, les récoltes, notablement plus abondantes dans le premier quart du siècle, devaient sans difficulté assurer la subsistance des habitants en nombre égal à la même époque. Ce raisonnement simple est corroboré par le témoignage de contemporains autorisés : en 1918, le chef de Kouméa, la zone de montagne la plus peuplée, déclara ceci au Capitaine SICRE : « La terre cultivable est suffisante pour la population cabraise et si tu ne vois pas de terres incultes, c'est parce que le cabrai travaille beaucoup (...) il vit sur son champ ». Le Capitaine DURAIN dans sa monographie datée de 1926, écrit : « La nourriture est en général suffisante, en quantité » ; une enquête alimentaire venait d'être menée dans la région (1).

Des médecins se sont également prononcés : le major HERIVAUX juge en 1927 le paysan du Lama-Tessi « bien nourri », au contraire du Tamberma (2) « famélique et chétif », et pour le Dr LEFEVRE, chef du Service de Santé au Togo en 1935, le Kabyè n'est « pas sous-alimenté » ; à cette date pourtant l'émigration

(1) Rapports d'activité annuels (Archives du Haut-Commissariat, à Lomé).

(2) Groupe ethnique apparenté aux Somba et habitant au nord du Kabyè dont la densité se situe à un niveau inférieur.

spontanée et officielle avait déjà commencé mais elle n'avait entraîné de changement dans les possibilités de subsistance au pays d'origine ni par un apport vivrier, ni par une diminution de la population présente.

De leur côté les premiers immigrés au Centre-Togo confirment qu'ils ne furent pas contraints par la faim de quitter leur terre natale (1).

L'équilibre pourtant s'annonçait peu durable. On pouvait présumer au début de la période française que tôt ou tard une crise se ferait sentir. En effet la quasi totalité des terres arables étant exploitée pour les besoins locaux, le rythme particulièrement rapide de l'accroissement démographique aurait dû nécessairement conduire à une surcharge si les paléonigritiques étaient restés isolés comme par le passé. Mais il était difficile de prévoir le moment critique, d'autant plus qu'habitues depuis longtemps à la restriction de leur espace agricole ceux-ci utilisaient des procédés de culture exceptionnellement intensifs. Aujourd'hui en tous cas le seuil serait dépassé ; on n'imagine pas que la zone de départ puisse subvenir aux besoins de la population totale des deux groupes ethniques dont l'effectif dépasse 300 000 personnes, soit le double du nombre des Kabyè-Losso résidant actuellement au nord.

En résumé, le pays d'origine qui à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle se trouvait dans une situation marginale, créée par l'insécurité, connut une fois le calme établi une période d'aisance. On peut donc tenir pour certain que le mouvement de départ ne fut pas déclenché par des difficultés de subsistance. Néanmoins, la mise en valeur des terroirs approchant de son niveau maximum une menace de pénurie, guettait le pays natal et l'on devait craindre à plus ou moins long terme l'apparition d'un excédent démographique voué à l'émigration.

### *L'intervention de l'Administration*

Après de longues étapes dans la brousse presque toute inculte où la végétation dissimule de rares villages, et découvrant tout à coup une région couverte de champs et d'habitations, les premiers administrateurs européens, prirent d'emblée conscience des possibilités qu'offrait cette masse d'hommes exceptionnelle. L'action du colonisateur en pays kabyè et losso eut donc ceci de particulier par rapport aux autres régions du « Togo-land » : le recrutement de main-d'œuvre et l'organisation de l'émigration. Les Allemands se préoccupèrent surtout d'y puiser des manœuvres pour les Travaux Publics, notamment pour la construction des trois voies ferrées du sud, mais ils contribuèrent peu à la transplantation de la population ; dans ce domaine ils se bornèrent à fixer quelques agglomérations annexes en deça de la Kara et à créer trois villages pénitentiaires sur la route centrale.

Prenant en charge le Togo, l'Administration française, par rivalité avec la puissance qu'elle avait supplantée, se devait d'affirmer sa compétence coloniale, d'autant mieux que, comme l'a bien souligné R. CORNEVIN (1969) le contrôle de la Société des Nations l'obligeait à une justification permanente. Son zèle trouva chez les Kabyè-Losso un terrain propice. C'est ainsi qu'en 1924 fut entreprise par le Commissaire de la République BONNECARRÈRE la « Colonisation Cabraise » qui devait organiser l'émigration et l'installation au Centre-Togo des paysans déplacés. Les effets de cette intervention seront profonds et durables, pour mieux les saisir il convient de rechercher les objectifs de cette action administrative.

1° On se proposait de « décongestionner » la Subdivision de Lama-Kara : « Dans le nord du territoire, il existait une région surpeuplée dont la population agricole travailleuse et prolifique, manquait d'espace et de terres arables » (2). N'est-ce pas là un prétexte propre à conférer à l'opération un caractère inéluctable ? En réalité, il n'existe aucun rapport au sujet de cette question de la pénurie de terres ou de vivres et les rares arguments officiels sur ce point n'ont rien de convaincant : le fait que dans les années trente la monnaie togolaise circulât librement au Dahomey à tel point qu'on dût l'en rapatrier (3) ne signifiait pas que ce pays écoulait au nord-Togo ses récoltes, les transactions des colporteurs de tissus et des marchands de bestiaux suffisaient à l'expliquer ; d'ailleurs seuls les habitants des régions de grande culture d'exportation et des villes sont en mesure d'acheter leur nourriture. La hausse saisonnière des prix agricoles sur les marchés kabyè et losso avec la diminution des stocks en période de soudure (4) ne constituait pas non plus l'indice d'une crise de subsistance : on constate aujourd'hui le même phénomène au Centre-Togo où les besoins alimentaires sont pourtant largement couverts. Cependant de toutes façons, mais seulement à titre prévisionnel, il était légitime de songer à une évacuation car les fortes densités et l'accélération de l'accroissement naturel laissaient présager un surpeuplement à venir.

(1) Sauf certains originaires de Tchitchao et Pya : on verra ci-dessous que ce sont les seuls cantons où la population se trouvait en 1926 plus nombreuse qu'en 1959-60 ; peut-être s'y posait-il exceptionnellement un problème d'alimentation insuffisante.

(2) Lettre du Commiss. de la République Bonnacarrère au Ministre des Colonies A. MAGINOT, 17 mai 1929.

(3) Projet de rapport annuel à la S.D.N. Sokodé 1932.

(4) Allocution du Commiss. de la Rép. de Guise au Conseil des notables de Lama-Kara, 5 juin 1932.

2° Un important courant d'émigration s'orientait vers la « Gold Coast » — le Ghana d'aujourd'hui. Le travail bien rémunéré dans les plantations de cacaoyers s'avérait être le meilleur moyen de se procurer du numéraire. Le mouvement avait débuté en 1915 lorsque les nouveaux colonisateurs réclamèrent l'impôt en argent et que dans tout le Togo les devises anglaises eurent remplacé le mark. En 1924, au moment où en haut lieu prenait corps le projet de Colonisation Cabraise, le territoire voisin se trouvait en pleine prospérité par suite de la montée des cours commerciaux. Les méthodes britanniques d'administration indirecte, permettant d'éviter les contrôles, et l'absence de contribution personnelle facilitaient l'établissement de certains immigrés. Les Kabyè-Losso en quête de numéraire recherchaient surtout des travaux temporaires. Mais leurs voisins prenaient le chemin de l'ouest avec des projets d'implantation plus durable ; dans nombre de villages bassari ou kotoli du même cercle de Sokodé on enregistrait d'un recensement à l'autre une notable diminution de population bien que l'impôt des absents fût exigé plusieurs années encore après leur départ. L'Administration ne savait trop que penser des déclarations qui lui étaient faites à ce sujet par tous les chefs du Nord-Togo et soupçonnait, avec raison certainement, que bien des prétendues expatriations couvraient en fait des dissimulations de contribuables. Pourtant l'attrait exercé par le riche voisin du Togo était très réel et le resta longtemps encore. A. GNON montre l'effet démographique négatif produit sur la population du village bassari de Kabou (GNON, 1967b). Nous avons effectué à ce sujet en 1966 un sondage très partiel permettant d'identifier 1 200 émigrés définitifs pour 28 familles généalogiques kabyè et losso (cf. tabl. en note 3 p. 31) : parmi ces absents 13 % ont choisi de s'installer dans l'actuel Ghana. Les milieux officiels s'efforcèrent de prévenir l'exode avant qu'il ne prît trop d'importance dans la Subdivision de Lama-Kara, menacée à longue échéance d'être réduite au rôle de réserve d'hommes pour l'étranger et vouée à la stagnation. Autrement dit, en termes d'administrateur de l'époque, « si les indigènes... sont laissés à leur propre initiative, il est inévitable qu'une partie d'entre eux soient attirés vers les colonies voisines et à peu près définitivement perdus pour nous » (1).

En outre, pour des motifs d'ordre politique, les dirigeants de Lomé souhaitaient freiner un courant d'émigration qui risquait de provoquer à l'étranger des commentaires désobligeants sur la façon dont la France exerçait son mandat au Togo.

3° Le véritable but de la Colonisation Cabraise était la mise en valeur de la zone centrale qui, de Notsé jusqu'à Sokodé, surtout au nord d'Anié, pouvait être considérée comme à peu près inoccupée. Or il était possible « en quelques années et à peu de frais d'augmenter considérablement la densité de la population de cette région presque désertique » (2). Le « Cabrais » (3), très estimé de l'Administration, semble particulièrement qualifié pour mener à bien ce programme, il représente pense-t-on « une richesse qui a déjà fait ses preuves et qui pourra encore à l'avenir contribuer largement à la mise en valeur du territoire » (4). L'implantation envisagée permettrait d'utiliser des terres intactes qui conviendraient à une culture rémunératrice ; le Service de l'Agriculture songe surtout à celle du coton dont le Centre-Togo serait le véritable domaine, entre le Nord où les paysans ne manifestent aucun intérêt pour ce produit destiné au commerce européen et le Sud trop humide ; après la sélection de la variété Togo Sea-Island, on réorganise alors la production cotonnière sur laquelle, considérant la pauvreté du pays en cultures d'exportation, on fonde les plus sérieux espoirs.

4° Au cours des années vingt les premières réalisations permettent de concevoir un dessein plus ambitieux : le développement de la zone centrale doit justifier la prolongation du chemin de fer que les Allemands ont construit jusqu'à Atakpamé (cf. annexe II). Le désenclavement économique du nord-Togo est ainsi envisageable. L'objectif de la première tranche de travaux est Sokodé (prévu pour la fin de 1935). On parle d'atteindre plus tard Dapango.

Dans le projet de 1928, où il est reconnu que les chiffres de production de l'année sont loin d'autoriser un trafic rentable, on fonde les estimations de recettes sur de prometteuses perspectives d'avenir, essentiellement celle de l'accroissement des cultures kabyè tant dans la région d'immigration qu'au pays d'origine, bientôt décongestionné, où le cultivateur aura davantage de terres à sa disposition. Chez les responsables le ton est à l'optimisme : « Toute une vaste superficie de bonnes terres incultes va être bientôt sillonnée de champs où les cultures vivrières, rivalisant avec les cultures industrielles vont apporter au railway un trafic qui ne fera que s'accroître lors de son exploitation très prochaine » (5).

5° Dès le début de l'expérience de la colonisation on découvre quantité d'autres utilisations intéressantes des immigrés. Il y a bien sûr le travail des routes : tous les villages créés sont chargés de l'entretien d'un tronçon important. Ceux qu'on place sur le tracé prévu pour le chemin de fer doivent ouvrir le « chemin de service », parallèle au tracé de la voie ferrée et la précédant ; en 1931, leur est confiée la construction

(1) Rapport Sokodé, 2<sup>e</sup> trim. 1927.

(2) Rapport Sokodé, 2<sup>e</sup> trim. 1925.

(3) Dans l'acception large du terme : Kabyè, Losso, Lamba.

(4) Rapport de tournée. Lama-Kara 1934.

(5) Lettre du Cdant du Cercle d'Atakpamé au Commiss. de la Rép. 5 janvier 1931.

des campements pour les manœuvres au fur et à mesure de l'avancement des équipes ; on compte sur les récoltes des Kabyè-Losso immigrés pour nourrir les ouvriers du chantier dans la vallée de l'Anié, auparavant inhabitée, que longe le rail. Dans un ordre d'idées plus général, l'Administration attend des nouveaux venus qu'ils jouent le rôle de cultivateurs pilotes : « Il faut que ces agglomérations (les villages créés) soient constamment prises en main par le personnel agricole et servent de modèles. L'exemple gagne la masse aux alentours » (1) ; une fonction particulière est parfois attribuée à tel village : Xantho multiplie les nouvelles semences de coton fournies par la Station Agricole de Notsé, puis après la fermeture de celle-ci, les Losso de Nawalo produiront les graines améliorées. En somme, dans l'esprit des administrateurs, cette population traditionnellement laborieuse et, du fait de sa transplantation très dépendante de l'autorité, devait pouvoir servir de précieux auxiliaire. Par exemple, pour freiner l'émigration de tel groupe autochtone vers l'actuel Ghana, le Commandant utilisa en plusieurs cas un moyen efficace, la menace d'une installation de « Cabrais » sur les terres des absents.

La « Colonisation Cabraise » était donc la grande idée de l'Administration française au Togo et la pièce maîtresse d'un programme général de développement. L'opération aurait d'abord contribué à équilibrer le peuplement du pays. Ensuite et surtout, grâce à l'établissement de l'ethnie que l'on considérait comme la plus dynamique, le Centre-Togo accèderait à une économie prospère parce que systématiquement guidée. Le nouveau chemin de fer pourrait y trouver un solide appui pour gagner le Nord, enfin tiré de son isolement. Comme nous le verrons plus loin ce calcul se révéla exact dans ses grandes lignes.

## BILAN DÉMOGRAPHIQUE DE L'ÉMIGRATION

Parmi les mobiles de départ, celui de l'aggravation des conditions de vie au pays Kabyè-Losso, liées à la densification du peuplement, est souvent invoqué. Il semble bien — on vient de le voir — que ce facteur n'ait pas joué, sauf exception, à l'origine du mouvement dès lors que dans le premier quart du siècle la région de la Kara connaissait une situation économique relativement satisfaisante. Mais qu'advient-il ensuite ? Suivons donc l'évolution de la population de la zone de départ depuis la période de référence précédant le « temps de l'émigration » : dans le cas où ultérieurement aurait été enregistrée une augmentation sensible de l'effectif des résidents, il faudrait envisager formellement l'éventualité d'un mouvement de fuite pour échapper au surpeuplement.

### *Sources*

Une telle investigation pose d'abord un problème de documentation. Certes à l'époque coloniale française les recensements étaient effectués régulièrement et en dépit de leur objectif fiscal semblent avoir atteint un degré de précision suffisant pour permettre une évaluation globale — sans doute en raison de la difficulté de dissimuler aux yeux de l'administrateur et de ses gardes une quantité notable d'individus dans ce paysage sans brousse. Par contre, l'attitude adoptée au sujet du lieu de déclaration des émigrés jette un doute sur la valeur des données officielles : l'absent, même établi au loin depuis de nombreuses années, restait généralement compté dans son canton d'origine. Toutes les parties intéressées étaient responsables de cette inertie ; l'émigré encore incertain de l'avenir dans son village d'accueil ne se souciait pas de rompre précipitamment ce lien avec le pays natal que représentait son inscription sur les listes de la subdivision de Lama-Kara ; le chef de canton, receveur des contributions et bénéficiaire d'une « remise d'impôt » proportionnelle à la recette, désirait garder sous son contrôle le plus grand nombre d'imposables ; l'Administration de son côté s'accommodait d'un système qui épargnait des écritures et des confusions et qui surtout permettait de représenter aux chefs, indispensables recruteurs de « colons », qu'ils n'avaient pas à craindre de préjudice du fait de l'exode du moins sous sa forme organisée. La plupart des recensements opérés sous le mandat français, faussée par cette pratique, ne présentent donc qu'un intérêt estimatif limité.

Nous avons pu cependant utiliser valablement trois points de repère démographiques successifs.

— Le premier dénombrement détaillé, échelonné entre 1921 et 1926 (2). Malgré quelques incertitudes il peut servir de base pour mesurer les effets ultérieurs de l'émigration car à cette époque la colonisation agricole n'avait pas encore vraiment débuté (3).

(1) Note du Cdant du Cercle d'Atakpamé à son chef de Section Agricole. 1930.

(2) En fait la majeure partie de la population a été décomptée en 1926 (16 cantons sur 22).

(3) L'effectif des villages de colonisation déjà créés au Centre-Togo n'atteignait pas 1 000 habitants. Il faut y ajouter quelques 5 000 personnes installées spontanément dans la « zone de glissement » (cf. p. 65).

— Par la suite, en 1948, un compte de la population réellement présente fut établi sur cette base pour obtenir le nombre des résidents, il faut considérer en outre le contingent des travailleurs saisonniers momentanément éloignés du pays ; nous avons donc ajouté aux chiffres de population présente un supplément théorique correspondant : la moitié du nombre des absents dont l'effectif est par exception mentionné dans le rapport (supplément de 2 à 5 % selon les cantons).

— Enfin en 1958-60 le Service National de la Statistique fit procéder à un recensement général de la population togolaise résidente.

### *Evolution globale*

TABLEAU 11  
Population totale résidant dans le cadre d'origine. Evolution (1)

Année repère	Kabyè (1)	Losso (1)	Ensemble
1926	105 160	43 313	148 473
1948	112 631	40 594	153 225
1960 (2)	102 530	41 736	144 266
1970 (3)	101 084	49 946	151 030

(1) Pour atteindre l'effet comparatif souhaité on n'a pas tenu compte de la zone de glissement au sud de la rivière Kara : le canton Djamdé a été de ce fait écarté.

(2) Cantons kabyè : Boou, Kouméa, Lama, Landa, Lassa, Pya, Soumdina, Tcharé, Tchitchao, Yadé, Boufalé, Kétao, Lama Tessi, Pouda et Sirka.

Cantons losso (y compris lamba) : Niamtougou, Siou, Léon, Défalé, Alloum, Kadjalla et Sara Kawa.

(3) Une réduction a été introduite dans les effectifs pour tenir compte du fait que la population urbaine des villes de Lama Kara, Kétao, Pagouda et Niamtougou, achète ses produits d'alimentation sur

4) En supposant stable la population agricole résidant dans les villes ci-dessus (7 000 hab.).

A considérer ces chiffres, il apparaît globalement que jusqu'en 1970 l'émigration n'a pas entraîné une diminution conséquente de l'effectif du pays d'origine et n'a abouti qu'à éponger l'accroissement naturel.

### *Variations régionales (fig. 22)*

Dans le détail la réalité est un peu différente et la carte de l'évolution par canton fait ressortir des différences assez importantes selon les régions. En général la proportion des départs est liée à la densité d'occupation :

— Le massif méridional, le plus peuplé, s'est sensiblement dégarni ; — sauf Boou et Lassa où les conditions ne sont pourtant pas différentes.

— Dans les cantons avoisinants, l'occupation était moins considérable. On n'y observe pas de variations importantes ; par exemple chez les Naoudéba de Siou et Niamtougou. A Kétao la stabilité peut aussi s'expliquer par la présence d'un florissant marché ainsi que par un droit foncier plus collectif, inspiré des voisins lögba du Dahomey, qui renforce sans doute la cohésion familiale.

— A la périphérie (Djamdé, Sirka, Boufalé et Pouda) aucun problème démographique ne se posait à l'origine. Ces cantons furent néanmoins touchés par l'émigration mais l'effet en fut masqué par le fait qu'à des degrés divers ils jouèrent un rôle d'accueil.

Le facteur du site d'habitat est également intervenu. A cet égard une distinction significative peut être établie entre Losso et Kabyè. Les premiers, établis dans la plaine ou sur des reliefs au sol peu fertile, ont cédé plus tôt aux sollicitations de l'émigration, malgré que l'Administration ait davantage favorisé la colonisation des Kabyè. Ainsi les Lamba de Kadjalla, Alloum et Léon, au peuplement pourtant relativement lâche, se déplacèrent en grand nombre vers l'ouest et occupèrent même la rive gauche de la Kara (le refus de travailler pour l'entretien de la grand'route qui traverse leur région devait d'ailleurs hâter cet exode). Pour leur part les Kabyè, installés principalement sur des montagnes connues pour leur meilleure valeur agricole ont dans l'ensemble réagi avec un certain retard, surtout les Lama-Tessi qui se trouvaient plus au large que leurs congénères peuplant le massif méridional (cf. fig. 4 p. 24).

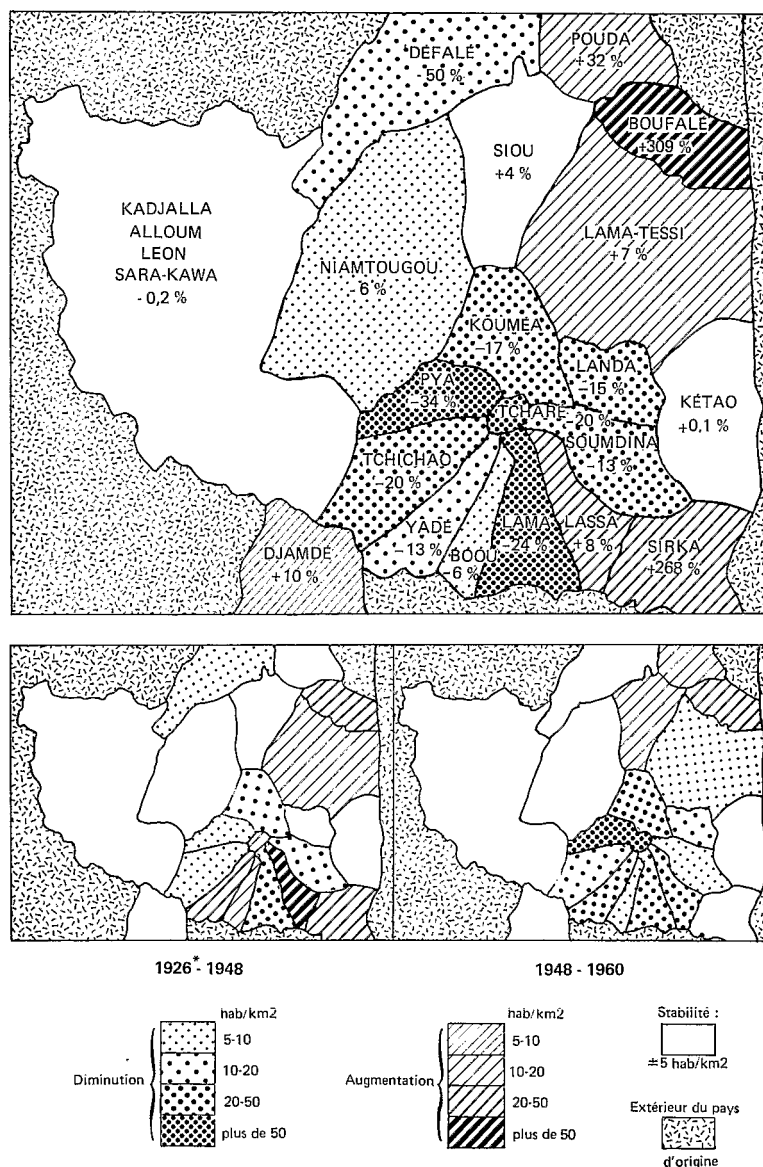


FIG. 22 — Variation de la densité de peuplement du pays d'origine de 1926 à 1960 par canton  
1926-1960 - 1926-1948 - 1948-1960

NB : les pourcentages indiquent pour chaque canton le taux d'accroissement ou de diminution de la population.  
\* La date de référence (premier recensement commun) est : 1921 pour les cantons de Kétau, Soumdina et Lassa, 1928 pour le canton de Lama-Tessi

### *L'insuffisance de la population active (fig. 23)*

La conséquence prévisible d'un mouvement d'émigration actuel pour la structure démographique de sa zone d'origine est un déséquilibre entre les effectifs masculin et féminin, les femmes restant les plus nombreuses au pays natal. La tendance se manifeste dans la population kabyè et losso : les hommes âgés de 15 à 59 ans représentent 45 % de l'ensemble. En fait la tranche d'âge choisie est trop large pour permettre une observation précise du sex ratio. Plusieurs distorsions l'affectent en effet, d'origine méthodologique dans les étages inférieurs (habituelles hésitations et erreurs des enquêteurs pour déterminer l'âge des adolescents et des jeunes adultes) d'origine naturelle dans les étages supérieurs (prépondérance féminine normale au-



delà de 40 ans environ, par suite d'un moindre taux de mortalité des femmes). Il est donc plus sûr de limiter l'examen de l'importance respective des sexes à la tranche 25-39 ans : on y compte 72 hommes pour 100 femmes : le déficit masculin est donc évident.

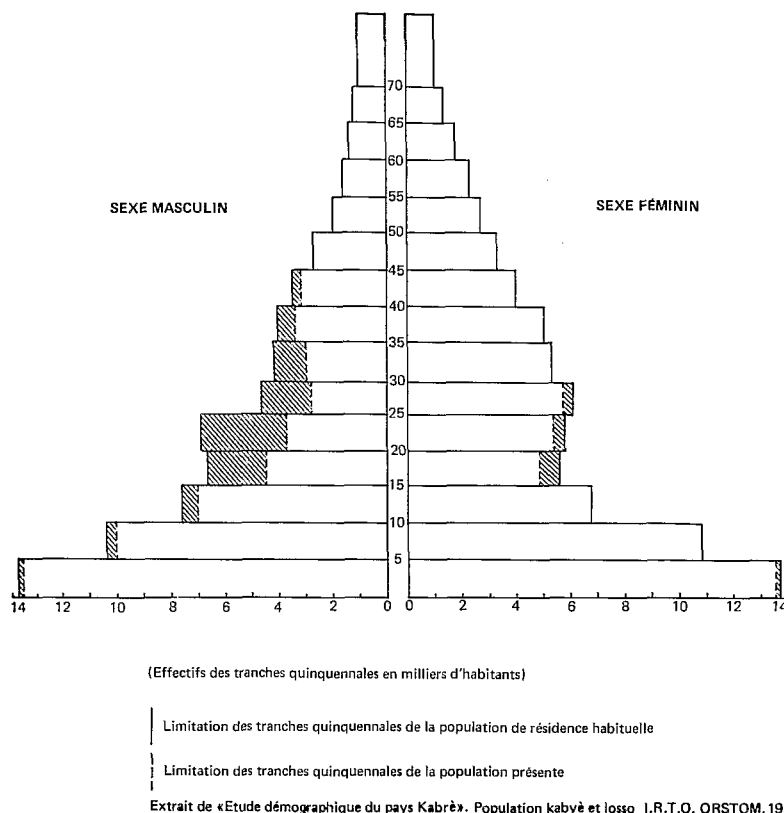


FIG. 23 — Pyramide par sexe et âge de la population du pays d'origine en 1957

C'est la seule constatation permise sans risque d'erreur à propos de l'impact de l'émigration définitive sur la structure de la population résidente. Pour ce qui est de la composition par âges par exemple, au bas de la pyramide, les échancrures caractéristiques dues à la surestimation de l'âge des garçons et plus encore des filles et des jeunes femmes rendent hasardeuse toute analyse (cf. fig. 23). D'autre part si dans les débuts de l'émigration, vers 1925-1935, l'exode des personnes dans la force de l'âge a pu avoir pour conséquence un excédent relatif de vieillards, le « bulbe » correspondant, au sommet du graphique s'est aujourd'hui résorbé. En tout état de cause on peut tenir pour largement fondées, dans les cantons où la tendance au « décongestionnement » est marquée (ceux du massif sud par exemple), les plaintes faisant état d'une pénurie de personnes actives. Localement cette insuffisance est un fait d'observation, en fait très accentué par les absences temporaires et saisonnières.

Au total l'émigration a essentiellement joué jusqu'en 1960, le rôle d'un trop-plein stabilisant la charge de population du pays d'origine. L'examen de l'évolution démographique globale n'autorise donc pas à diagnostiquer à lui seul une aggravation dangereuse des conditions de subsistance, éventuel facteur répulsif ; au contraire la carte des évolutions suggérerait que dans une certaine mesure, les variations conduisent à une répartition plus équilibrée de la population dans la région considérée. Et pourtant le pays d'origine connaît une crise difficile, il existerait donc aujourd'hui une situation locale poussant les habitants au départ. Mieux que les valeurs démographiques certains indicateurs agro-économiques vont permettre d'en juger.

## LES CAUSES ACTUELLES DE DÉPART

### *Dégradation de l'agriculture traditionnelle*

#### LE REcul DES CULTURES

Le premier changement qui frappe l'observateur documenté sur le passé de cette région est la diminution des surfaces cultivées. Il pourrait, remarquons-le, se faire illusion : les étrangers visitant la contrée dans les premiers temps de la colonisation, surpris face à un paysage soudain déboisé et aménagé par l'homme, auraient laissé des témoignages d'un enthousiasme outrancier. Le chef d'une mission géologique allemande ne comparait-il pas les montagnes kabyè aux versants couverts de vigne de la vallée du Rhin ? Pour FROBENIUS, en 1909 « chaque lopin de terre est utilisé et travaillé » et le Capitaine SICRE, auteur du premier écrit en français sur le Kabyè a vu en 1918 « un immense jardin ». Mais sur ce point ceux des habitants dont les souvenirs remontent au moins à une trentaine d'années sont aussi formels : par exemple au sud du Lama-Tessi, à Farendé ou Tchi-Kawa, on cultivait en contrebas de la montagne, et sans discontinuité, jusqu'à la rivière Sossoa. Tous les cantons du versant ouest du massif méridional utilisaient la plaine à 4 et 5 km des habitations les paysans Kouméa dépassant la Kpélou et ceux des monts Lama atteignant la Kara.

Aujourd'hui le recul des cultures est nettement visible. Sur les hauteurs des jachères sont apparues. Parfois des pans entiers de montagne qui portent des traces de gradins ne sont plus utilisés ainsi qu'on peut le voir à Boufalé, à Tcharé ou sur les monts Lama. C'est surtout dans la plaine que l'abandon est manifeste. Une étude méthodique pourrait montrer qu'à 2 km des zones d'habitation le sol n'est plus mis en valeur que dans une proportion généralement proche de 50 % ; au-delà la part de surface exploitée diminue progressivement, excepté aux abords des thalwegs. Souvent, on ne demande à « la ferme » — c'est ainsi qu'est nommé en français le champ éloigné — que la paille pour les toits, le bois de chauffage et les graines du néré. Alors qu'autrefois la terre était l'objet de différends incessants, il est à l'heure actuelle très facile pour chacun de s'adresser à un voisin pour se faire prêter un ou plusieurs champs, généralement sans aucune autre contrepartie qu'un pot de bière ou une botte de sorgho. En 1966 nous avons interrogé à ce sujet 25 chefs de famille kabyè et losso : ceux-ci faisaient état au total de 169 parcelles disponibles que, dans la quasi totalité des cas, ceux de la génération précédente travaillaient régulièrement ; en 1966 on n'en utilisait plus que 122, les autres n'étaient plus jamais cultivées ; encore les champs restés productifs étaient-ils presque toujours les plus rapprochés des habitations donc les plus exigus. Générale malgré des nuances locales, cette décompression suppose-t-elle que la menace de sous-alimentation soit écartée ? Recherchons d'abord la signification de ce recul.

Il ne semble pas que l'on doive trouver une relation directe et rigoureuse entre la diminution des surfaces cultivées et l'évolution de la densité du peuplement : là où la population a diminué en valeur absolue les vides pourraient correspondre à des départs définitifs. Mais d'après nos sources cet éventuel décroît démographique atteint d'ordinaire des valeurs de l'ordre de — 10 %, donc très inférieures à celles du décroît culturel que nous estimons à un tiers de la surface environ.

Dans leurs terroirs les Kabyè comme les Losso distinguent traditionnellement deux zones principales : celle des champs inclus dans la zone de résidence ou l'avoisinant, c'est-à-dire suffisamment proches pour que les femmes y portent le fumier (jusqu'à à peu près 1 km de l'habitation) et celle des champs périphériques qui ne reçoivent jamais de fumure. On remarque que le recul des cultures affecte surtout la seconde. Cette discrimination se conçoit compte tenu du moindre rapport des terres éloignées. Pour le préciser nous avons mesuré les rendements sur sept parcelles sans ignames situées à plus d'1 km de Kétao, Kouméa et Niamtougou, dans la plaine — où sont établis généralement les champs éloignés.

#### LA BAISSÉ DES RENDEMENTS

Il est intéressant de rapprocher la diminution des surfaces cultivées d'une baisse notable des rendements que toutes les personnes ayant actuellement un certain âge ont constatée et déplorent amèrement. Les champs éloignés sont là encore les plus atteints. Au début du siècle, en même temps que l'accélération de l'accroissement démographique exigeait une extension des cultures, le montagnard kabyè se trouva libre de gagner les zones peu exploitées en contre-bas ; de son côté l'habitant de la plaine établissait de nouveaux champs plus loin. Mais ces terrains nouvellement mis en valeur étaient trop distants de la fosse à déchets pour recevoir du fumier. Il fallut se résoudre à laisser le sol se reposer entre les cycles de culture. Les terres de plaine, moins résistantes au travail agricole que celles de la montagne, réclamaient des ménagements. L'importance des phénomènes d'induration latéritique caractérise la plupart des sols à l'est et à l'ouest du massif méridional : dans les régions de Kétao jusqu'au Dahomey et de Niamtougou jusqu'à la dorsale lambda on observe les affleurements de plusieurs niveaux cuirassés ainsi qu'une très forte proportion de concrétions dans

TABLEAU 12

Comparaison entre les rendements obtenus sur champs éloignés et dans la zone de fumure (céréales et légumineuses)

	A		B	
	Sur champs situés dans la zone de fumure (mais fumés plus ou moins régulièrement).		Sur champs situés hors de la zone de fumure dans la plaine	
	A1 En montagne ou dans le piémont	A2 dans la plaine	B1 sans culture de foin	B2 y compris les champs de foin
Nbre de parcelles	8	8	5	7
Rendement moyen	1292 kg/ha	1219 kg/ha	839 kg/ha	680 kg/ha

l'horizon supérieur (plus de 50 % au sud-ouest de Farendé, (LAMOUROUX, 1956) ; dans toute la partie méridionale du bassin losso, traversée par la rivière Kpélou, prédomine un sol sur granulites très pauvre en humus. Or ces sols non fertilisés donnent aujourd'hui des signes manifestes de dégradation. D'une part, une exploitation relativement soutenue au cours de plusieurs dizaines d'années devait amenuiser leurs ressources, d'autre part un déboisement sévère (1) favorisa l'érosion de la couche arable. Aussi, maintes parcelles sont-elles laissées en friche ; parfois le sol de certains secteurs, épuisé, refuse désormais toute culture (p. ex. au s-o de Boou).

Dans les zones « éloignées » encore exploitées, les paysans observent à l'heure actuelle des temps de jachère moyens d'une durée double de celle de la période de culture.

Aux dires des habitants, la chute des rendements est pareillement ressentie dans la zone de fumure. Comme sur les champs éloignés, mais en moindre nombre il est vrai, la *Striga Rowlandi* aux fleurs mauves, plante parasite indicatrice de sols appauvris est apparue auprès des agglomérations de la plaine et même dans la montagne. Le problème de la dégradation des terres situées à proximité des habitations se pose différemment. Dans cette zone exploitée en permanence depuis plusieurs siècles, le paysan paléonigritique avait réussi à réaliser un équilibre dans la fertilité du sol grâce à des procédés appropriés. Un relâchement dans l'application des techniques de culture intensive peut expliquer la rupture de cet équilibre. Les aménagements consistant en ouvrages de terrassement, capital acquis de longue date et peu exigeant pour sa conservation, ne semblent pas présenter de signes de détérioration. Par contre les besognes à exécuter régulièrement au cours de chaque campagne, ne sont plus assurées aussi consciencieusement qu'autrefois. Il s'agit des opérations d'entretien — sarclages destinés à éviter aux plantes cultivées la concurrence et la gêne de la végétation spontanée, binages en vue d'aérer le sol et de limiter l'évaporation — et de l'apport de produits fertilisants. Alors qu'autrefois chaque année le cultivateur passait la houe jusqu'à six fois dans son champ de céréales à chaque campagne, aujourd'hui le premier nettoyage préliminaire (« akossa ») et le dernier (« atoïa », lors de la fructification du sorgho) sont négligés. On en vient même parfois à se contenter de deux passages : « akossa », sarclage de fin mai et « alèka » (ou « ébahou ») en septembre où le champ est billonné en même temps qu'on enfouit les pieds de mil précoce. Cependant aux dires des cultivateurs, c'est surtout dans la façon d'exécuter ces opérations que se traduit le relâchement ; l'éradication des mauvaises herbes, comme la remise en forme de la terre sont effectuées plus superficiellement.

Un tort plus grave est causé par la décadence de l'élevage et de la fumure. Cette question ne concerne pas vraiment le gros bétail, car dans le passé les bovins étaient la possession des quelques familles les plus riches ; d'ailleurs leur pâture pendant la période des cultures posait un problème et leur rôle pour l'engrais ne devait pas être prépondérant pour qu'on consente finalement à les confier aux Foulani (2). Ceux-ci dès leur installation aux abords du Kabyè, laquelle remonte seulement à une cinquantaine d'années ont commencé à voler les bêtes : cette espèce de chantage a réussi et aujourd'hui ces pasteurs se sont fait attribuer la garde de tout le cheptel bovin des paysans kabyè-losso. L'essentiel de la fumure est traditionnellement fourni par le petit bétail qu'on entrave dans le trou à fumier pendant la saison des pluies ; chèvres et moutons sont alors

(1) Du fait de la recherche du bois de chauffage ; l'Administration coloniale y contribua également en ordonnant le défrichement des galeries lors de la lutte contre la trypanosomiose à la fin des années trente.

(2) Nom local des Foulbé ou Peul.

nourris de déchets et de feuilles vertes arrachées aux tiges de céréales. Or une récente épizootie et peut-être aussi une recrudescence des sacrifices (1) ont éprouvé ce petit cheptel à tel point qu'aux dires des propriétaires la diminution est de l'ordre de la moitié. Généralement les fosses à fumier restent à moitié ou aux trois quarts vides et jouent surtout le rôle de trou à ordures ; le compost qu'elles contiennent est évidemment moins riche sans adjonction de fumier animal. Par ailleurs, tous les cultivateurs reprochent aux femmes, occupées par leur commerce, de délaisser les tâches qui leur sont traditionnellement réservées, par exemple la nourriture des animaux et l'épandage de l'engrais. Nos fiches de champ indiquent que dans la montagne et le piémont on n'avait fertilisé en 1966 que les trois cinquièmes d'un domaine qui l'était naguère intégralement. On n'omet pas de fumer les buttes d'ignames, en tête de l'assolement, mais le reste est traité de moins en moins fréquemment et avec parcimonie. Pourtant même un faible apport d'engrais s'avère toujours profitable à brève échéance : à l'intérieur ou à proximité du massif Kabyè et près des habitations, la mesure du rendement de cinq parcelles de céréales et légumineuses après fumure nous a révélé un accroissement de 16 % par rapport à cinq autres de la même catégorie n'ayant reçu la même année aucun apport de fumier (soit respectivement 1 400 kg/ha et 1 206 kg/ha). Sans restitution à longue échéance la structure de l'horizon supérieur appauvri en matières organiques tend à se disperser. Ces déboires sont plus gravement ressentis lorsque la zone de fumure est située dans la plaine (comme à Landa, Kétau, Pagouda et dans le bassin Iosso) dont le sol n'atteint pas le même niveau de fertilité naturelle qu'en montagne ou sur le piémont. C'est à Niamtougou, grosse agglomération de 14 000 habitants, que la situation semble la plus inquiétante : les sols très sensibles à l'induration réclament impérativement une fumure organique. Mais, après une « peste » particulièrement meurtrière il ne reste que quelques têtes d'un troupeau jadis important. On peut dire que l'élevage, même celui du petit bétail, a presque disparu chez les Naoudéba. C'est dans ces conditions, que dans la majeure partie de leurs terroirs, le manioc s'est substitué à l'igname, trop exigeante.

#### UNE RATION ALIMENTAIRE A PEINE SUFFISANTE

Les symptômes d'affaiblissement sont assez nets. Il en découle qu'actuellement le pays natal parvient à peine à nourrir sa population. L'enquête est nécessaire pour vérifier et préciser les plaintes de tous les habitants à ce sujet. Nous avons mesuré les terres exploitées par 20 familles kabyè (2) et Iosso (3) réunissant 189 personnes ; il ressort que la surface moyenne cultivée par famille ne dépasse pas 1,09 ha, soit 11,5 a par personne. Simultanément, sur 33 parcelles, nous tentions de déterminer le rendement moyen à l'hectare (en faisant intervenir pour 1/5<sup>e</sup> celui des champs d'ignames, ce qui correspond à la proportion des buttes dans les exploitations). Il est ainsi possible de calculer la quantité de produits agricoles disponibles « per capita » : 257 kg. Il s'agit là d'un chiffre de production brute dont on doit retrancher quelque 40 kg si l'on veut estimer la consommation réelle : le chef de famille en effet commercialise une part, souvent importante, de ses arachides (récolte annuelle de 50 à 100 kg en coques) et puise largement dans son grenier le sorgho de la bière, en période de fête et les jours où il invite les voisins à travailler dans son champ ; par ailleurs il faut déduire les semences soit 22 kg en moyenne par personne. A l'inverse les apports extérieurs restent presque négligeables. Le secours vivrier fourni par les émigrés en visite au pays représente peu de chose : 25 familles kabyè et Iosso ont reçu par an 26 sacs seulement (sorgho, igname séchée) ce qui n'augmenterait que de 8 kg/an la portion individuelle. Ces provisions sont en fait surtout destinées à la propre nourriture du visiteur et à la boisson dont il abreuve ceux qui participent à ses cérémonies. Très rares sont les familles qui se déclarent redevables de leur subsistance à leurs proches émigrés. En définitive le stock vivrier consommable que notre sondage nous permet d'évaluer à 220-230 kg par personne et par an est-il suffisant ? Une enquête alimentaire menée en 1953 par J. PERISSE à Sahoudé, village situé au centre du massif méridional dans un secteur de forte densité, permet de mesurer la ration journalière d'une quarantaine de personnes en juillet, novembre et mars (15 jours). Les conclusions furent les suivantes : la consommation individuelle totalisait 233 kg de vivres agricoles par an (4) ; avec un complément de 9,5 kg d'autres aliments d'origine animale et végétale, cela ne couvrirait le besoin calorique que pour 92 %.

Le recoupement des mesures de production et de consommation confirme donc les doléances de tous les paysans. Dès le mois de mai il faut restreindre les repas pour affronter la période de soudure et l'on attend avec anxiété la moisson du mil précoce (3<sup>e</sup> semaine de juin). Les années à faible pluviométrie sont redoutées.

(1) La demande des émigrés en séjour au pays natal venant s'ajouter à la consommation locale inchangée.

(2) A Kouméa, Lassa et chez les Lamadissi.

(3) A Niamtougou et Siou.

(4) PERISSE, 1962. Répartition : Céréales 42 %, féculents 48 %, légumineuses 10 %. Dans notre calcul de rendement global les proportions sont les suivantes : céréales 35 %, féculents 46 %, légumineuses 19 % (vente d'arachide à déduire).

Il est bien évident qu'aucun courant commercial important ne vient ravitailler le pays kabyè et losso : avec quoi achèterait-on la nourriture ? Les céréales du Dahomey et du Centre Togo qui approvisionnent les places de Kétao, Lama-Kara et Niamtougou servent seulement à fabriquer la bière vendue sur les marchés ou sont destinées aux salariés et commerçants des centres.

On aperçoit la paradoxe. Le desserrement des cultures pourrait évoquer a priori une amélioration des conditions d'existence au Nord. Il n'en est rien et de graves indices attestent au contraire une détérioration progressive de l'exploitation.

### *La pénurie de numéraire*

Dans la plupart des cas de migrations rurales contemporaines étudiés jusqu'à présent, une conclusion commune se dégage : l'importance de l'argent dont la recherche est le mobile principal de départ en tant que cause extérieure. A la différence du cauri traditionnel, la monnaie moderne joue ce rôle attractif non seulement par la tentation qu'exercent certaines marchandises de conception étrangère, mais aussi par la prépondérance de fait des produits d'importation en raison du déclin progressif de la fabrication artisanale familiale. L'obligation de l'impôt devait également créer un besoin de numéraire parmi la population.

De nombreux Kabyè et Losso du pays d'origine refusent aujourd'hui le dénuement et l'isolement, conséquence de leur pauvreté monétaire.

Cependant les anciennes conditions économiques prédisposaient peu ces paléonigritiques à ressentir l'attrait de l'argent. Dès avant la période coloniale, il existait dans toute la région des marchés hebdomadaires qui, au moins comme lieux de rencontre, devaient être actifs pour avoir donné aux jours de la semaine kabyè les noms des localités dans lesquelles se tenaient les plus importants d'entre eux. On peut schématiser ainsi la circulation de la monnaie à l'époque : les cauris étaient fournis au pays par la vente des esclaves (1) et en ressortaient pour l'achat des lingots de fer aux fondeurs bassari ; ils permettaient sur les marchés hebdomadaires un commerce intérieur de vivres, de bétail, de bière et d'objets de l'artisanat local. Certains personnages étaient considérés comme « riches ». Dans le mode d'existence traditionnel, la monnaie avait donc sa place.

Mais que son rôle ait été restreint ou récent, il ne paraît pas que l'usage de cet « argent » à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle eût pénétré la civilisation du pays d'origine. Il est sans doute symptomatique que ni les Kabyè ni les Losso n'aient admis le cauri comme élément important de décoration ainsi que l'utilisaient les populations d'alentour et même les Lamba placés à la périphérie du « réduit ». A notre connaissance aucun service ne faisait l'objet d'un paiement en espèces, qu'il s'agisse du travail de la terre ou du culte ; la dot, qui n'avait rien de symbolique, exigeait essentiellement une prestation en travail et la fourniture de vivres (2). Les paysans restaient apparemment indifférents à l'offre des marchandises du grand commerce de l'époque — armes en acier, parures de cuivre ou d'argent, tissus et vêtements (3)...

Les paysans kabyè-losso sont habituellement tenus pour des gens dépourvus d'exigences matérielles et satisfaits des frustes conditions de leur existence traditionnelle. Ce jugement exact au début du siècle doit être aujourd'hui sensiblement corrigé. La nécessité de se procurer de l'argent « européen » pour payer l'impôt entraîna inévitablement une conversion progressive mais avec un retard significatif : ce n'est qu'après la deuxième guerre mondiale que l'on commença à se vêtir, assez sommairement (4). L'installation des émigrés dans la zone du café et du cacao (vers Badou et Palimé), celle où le profit monétaire est le mieux assuré, ne s'est réalisée qu'à partir des années quarante, après que toutes les autres régions de colonisation aient été pourvues. Quelque limitée que fût l'évolution de la mentalité, elle devait faire apparaître, aux jeunes surtout, leur indigence sur le plan monétaire et leur incapacité d'en sortir s'ils restaient au nord. Une analyse sommaire permet de saisir cette décevante réalité.

(1) Les neveux (chez les Kabyè des massifs lamadissi et méridional seulement) pouvaient être vendus par leur oncle utérin pour une grande corbeille de cauris. Des adultes ayant encouru le blâme public étaient également saisis (p. ex. empoisonneurs, « mangeurs d'âmes », voleurs, etc.). On confiait la personne à un marchand qualifié qui la vendait sur un marché voisin à un intermédiaire, lequel la convoyait vers une localité plus importante et plus éloignée et ainsi de suite jusqu'à une destination la plus lointaine possible afin d'éviter les retours de fugitifs. Les captifs losso étaient achetés à Siou, puis à Boufalé, puis à Djougou, etc. ; ou bien étaient acheminés vers Kabou d'où ils étaient vendus aux Ashanti. Les Kabyè empruntaient également ce dernier itinéraire, ou partaient pour Landa, et de là pour Kétao et le Sud-Dahomey ; ou bien encore, acquis par les Kotokoli, ils étaient conduits vers Atakpamé et le Sud-Togo, via Sokodé.

(2) Parfois deux ou trois pièces de tissu de fabrication locale.

(3) Ce que les Kabyè demandaient nécessairement aux marchés extérieurs : quelques perles et un bracelet d'ivoire pour sa femme.

(4) Les vieux d'ailleurs ne cachent pas leur désapprobation devant ce changement : il y a là un parti-pris de refus des influences extérieures sur lequel nous reviendrons (cf. la fin de la troisième partie).

## LE BUDGET DU CHEF DE FAMILLE

Pour le nécessaire, les dépenses d'un chef de famille peuvent se réduire à peu de chose. Elles se résument en trois rubriques principales, dans l'exemple banal où celui-ci doit entretenir quatre enfants dont l'un arrive à l'âge adulte : vêtements (fripes d'importation 800 F CFA par an environ) (1) ; outils de fer (houes de fabrication locale 400 F) impôt (deux cotés 1 600 F). Cela représente une base annuelle minimum de 3 000 F. Mais si le chef de famille prétend tenir un certain rang social dans son quartier, il sera jugé sur ses moyens : les jours de marchés il faut pouvoir rendre libéralement les « tournées » de bière ; à l'occasion, on se doit d'acheter des animaux de sacrifice, d'endosser un boubou court et brodé et de se chausser ; huisseries et petit mobilier d'une maison convenable sortent de l'atelier du menuisier de quartier, etc.

Sur quelles ressources le paysan peut-il compter pour couvrir ces frais ?

La production vivrière suffisant à peine aux besoins, la vente sur les marchés ne représente qu'une proportion négligeable des récoltes (2). Il y aurait pourtant un débouché pour le sorgho qu'utilise la bière locale très estimée des Kabyè-Losso ; or à l'heure actuelle les femmes en sont réduites à acheter le grain de l'extérieur (3). Le seul surplus commercialisé est celui de l'arachide dont la culture s'est développée sous la pression de l'Administration au cours de la seconde guerre mondiale. Les traitants agréés par l'Office des produits Agricoles du Togo (O.P.A.T.) l'achètent décortiquée au prix théorique de 26 F le kg, grâce à un large soutien de la Caisse de compensation de cet organisme. Mais pour corriger le décalage entre le moment de la récolte (août) et le début de la période d'achat (janvier), une partie de la vente s'effectue avant la fin de l'année sur les marchés où s'approvisionnent les marchandes de beignets (24 F le kg, en coques). Les quantités commercialisées, très variables, reflètent la situation économique des cantons : en 1966, 15 familles de Lassa, Lama-Tessi et Kétau ont déclaré avoir vendu en moyenne pour 1 300 F d'arachide chacune, mais 10 familles de Kouméa et Niamtougou seulement pour 500 F au total ; une estimation du pécule moyen ainsi constitué est malaisée, il paraît toutefois vraisemblable qu'il n'excède pas 1 500 F par maisonnée dans les cantons les plus favorisés. En cas d'urgence il ne reste au paysan qu'à se défaire d'une volaille ; il ne s'y résout pas volontiers car la basse-cour représente une réserve indispensable pour les occasions de sacrifice.

C'est aujourd'hui un axiome : l'argent se trouve au « sud ». Ainsi pour le pays d'origine l'émigration temporaire est la principale source de numéraire. C'est à peine si l'on peut la qualifier de saisonnière tant la date du départ et la durée de l'absence sont variables. Nombreux sont les types de déplacement : l'adulte qui quitte son foyer en décembre pour se procurer seulement l'argent de l'impôt se contentera d'aller demander au voisin bassari ou kotokoli une « corde » (4) de terrain qu'il lui préparera ; par contre, au retour d'un long voyage vers Atakpamé ou Palimé, tel jeune célibataire peut remettre à son père 5 000 F ou plus après s'être lui-même vêtu de neuf. Entre ces deux exemples extrêmes la somme moyenne que rapporte un émigré temporaire avoisine 2 000 F. Quant aux cadeaux en numéraire offerts par les proches installés au sud, ils représenteraient un appoint presque insignifiant : on n'avait rien reçu depuis plusieurs années dans 16 familles sur 24 chez lesquelles nous avons enquêté sur le concours apporté par les parents émigrés ; 7 familles pouvaient espérer en moyenne 300 F par an ; une seule plus de 1 000 F.

En résumé, celui qui ne peut compter que sur sa propre production dispose d'un pécule dérisoire, la valeur d'un demi-sac d'arachide et de quelques poulets. Le recours au travail saisonnier s'impose donc chaque fois qu'il est possible, encore que cet appoint ne permette pas souvent de sortir de l'indigence.

## LA SITUATION DE L'ÉPOUSE

Dans l'exposé des mobiles de ce mouvement d'émigration où l'initiative revient apparemment à l'homme, il est moins superflu qu'on pourrait le croire de considérer les exigences de la femme. Celle-ci contribue à créer un climat d'insatisfaction propice à la désertion en prenant conscience des difficultés de son existence au nord, notamment en matière d'argent. En effet, dans la plupart des cas, le budget de l'épouse kabyè ou losso est tout à fait distinct de celui du mari, et celle-ci doit alors non seulement subvenir par ses propres moyens à toutes ses dépenses personnelles, mais encore prendre en charge une part importante des dépenses du ménage — habillement des enfants en bas âge, ustensiles de cuisine, ingrédients et condiments pour la préparation des repas.

Pour y parvenir elle déploie une assez remarquable activité commerciale. Le rapide sondage que nous avons effectué nous indique que deux femmes sur trois (28/41) prennent place sur le marché. Comme il est

(1) 1 F CFA = 0,02 F français ou 1 F français = 50 F CFA.

(2) Au début de décembre 1966, un mois après la récolte, on comptait 3 qx d'ignames sur la place de Pagouda et 2 qx à Kouméa.

(3) Notamment du maïs blanc du Centre-Togo, céréale à bon marché, qu'on mélange au sorgho pour la préparation de la boisson.

(4) 25 ares environ.

fréquent parmi les populations togolaises le profit monétaire de l'épouse est souvent supérieur à celui du chef de famille. Qu'il s'agisse de la redistribution du sorgho ou du maïs apportés du sud par Kétao, de la vente de préparations alimentaires (1) ou, plus rarement, de l'écoulement de produits artisanaux (2), le bénéfice net moyen par jour de marché atteint souvent et dépasse parfois 75 F, ce qui permet un revenu annuel de l'ordre de 2 000 ou 3 000 F selon la fréquentation. Il faut reconnaître que, par rapport au grain réalisé, le temps consacré à cette activité est tout à fait disproportionné : une marchande de beignets d'arachides doit prévoir, outre une longue séance de vente, deux jours pour le décorticage, le broyage des graines, la séparation de l'huile et la friture. De même, la bière demande au moins deux jours de fabrication. Trois semaines sont nécessaires pour achever une pièce de tissu de Kétao valant 300 F. D'ailleurs la mévente est importante sur ces marchés où affluent les vendeuses mais où les hommes viennent flâner sans acheter grand'chose. Chacune sait qu'au Sud son commerce serait plus florissant.

« Pour choisir un mari il suffit de tâter ce qu'il a dans sa poche », ce dicton des filles kabyè traduit bien l'attrance que l'argent exerce sur elles. Le prétendant n'ignore pas que pour obtenir le consentement de son amie, les cadeaux d'importation (pagnes, foulards, pommades ou parfums) offerts directement à l'intéressée auront beaucoup plus d'effet que les vivres et l'aide en travail fournis aux futurs beaux-parents selon la coutume.

Pour chacun, se procurer de l'argent est un problème préoccupant, insoluble s'il ne dispose que des ressources locales. La situation de l'émigré paraît alors enviable dans les Terres Neuves du Centre-Togo, prodigues de coton et de produits vivriers aisément commercialisables, comme dans les plantations de café et cacao de la Région des Plateaux.

### *Le jeune adulte et les contraintes familiales*

#### LA SUJÉTION ÉCONOMIQUE

Faut-il en outre invoquer des mobiles proprement sociologiques pour expliquer l'émigration qui fournit la colonisation du Centre-Togo ? La survivance d'un rigoureux patriarcat pourrait jouer un rôle déterminant. Dans la société kabyè et losso traditionnelle de type segmentaire les groupes ne procédaient à aucune délégation collective du pouvoir. Chefferie et conseils étaient inconnus ; seulement dans certains cantons, les hommes d'un âge respectable pouvaient se réunir pour juger les différends de nature à troubler l'ordre public. Toute l'organisation reposait sur l'autorité du père de famille, laquelle s'exerçait fermement et sans entraves. Ses enfants la subissaient jusqu'au moment où celui-ci devenait trop vieux pour l'exercer. Cette suprématie s'est dans le principe maintenue. Or sur le plan économique notamment, celle-ci se révèle contraignante : l'émancipation du fils ne s'effectue que progressivement et tardivement. Si, au moment de son mariage, vers vingt-cinq ans, le jeune homme reçoit une part de terre à titre provisoire, à maints égards il demeure longtemps encore dans une sujétion étroite. C'est ainsi que la culture des parcelles paternelles continue de lui incomber, à temps partiel et en compagnie de ses frères. Il ne lui est pas permis d'utiliser sur son champ le travail du « grand groupe » d'entraide ; bien que travaillant régulièrement dans le cadre de ce groupe il doit céder régulièrement son tour de bénéfice à son père. D'une façon générale ce dernier garde la haute main sur l'ensemble du patrimoine et dans l'enceinte d'habitation règle tous les actes de la vie commune. La majorité économique n'est atteinte qu'à l'âge mûr lorsque l'ascendant parvient à celui de la vieillesse infirme ; une véritable indépendance ne se réalise pleinement qu'à la mort du patriarche au moment où les fils se partagent définitivement la terre. Il est probable que les exigences du jeune adulte aient joué un rôle dans la première émigration. Mais aujourd'hui la crainte de voir tous ses fils le quitter (3) a incité le chef de la famille à adoucir son hégémonie autrefois rigoureuse. Facteur d'évolution non négligeable, les conceptions nouvelles véhiculées par l'école moderne qui ne peuvent qu'être de nature à répandre parmi la jeunesse le désir d'une autonomie plus précoce. Cependant localement un contact prolongé avec la population ne révèle pas une détérioration notable de la traditionnelle déférence filiale.

#### L'INDISPONIBILITÉ DE LA JEUNE ÉPOUSE

Le moment du mariage est souvent celui de l'émigration. La coutume exige que la jeune épousée ne cohabite pas avec son mari dès le début de l'union mais conserve pour un certain temps son domicile chez ses parents. Cette séparation coupée de visites comporte selon les régions une durée très variable (4) et tra-

(1) Bière, pâte d'igname, bouillie de sorgho, beignets d'arachide ou de haricot, huile, pâte de graines de néré...

(2) Poterie, tissage.

(3) La coutume semble s'être établie qu'un seul fils, l'aîné ou le dernier selon le « tètò », demeure sur le domaine pour succéder à son père, tandis que les autres garçons vont s'établir au Sud.

(4) Dans le meilleur cas, le mari ne peut envisager la vie commune avant que sa femme ne manifeste des signes certains de grossesse.

duit la réticence de la femme à entrer dans la dépendance d'une famille étrangère. En restant au pays le jeune homme ne pourrait en rien modifier cet état de choses, quelque contrariété qu'il en ressente ; le départ pour le Sud est la seule possibilité qui s'offre à lui s'il veut décider son épouse à résider à ses côtés avant les délais d'usage car celle-ci doit alors se résoudre à quitter sa propre famille pour l'accompagner. Le mari pourra mettre cette période de dépaysement à profit pour habituer (1) sa femme à se plier aux nouvelles conditions de la vie en ménage.

Il ne convient pas toutefois de mettre au rang des causes profondes de l'émigration le désir de se dégauder du joug paternel ni celui d'abrégier la phase matrilocale de la vie conjugale. En réalité on pourrait citer encore d'autres types de situations contraignantes déterminées par les rapports sociaux traditionnels et pour lesquelles l'émigration représente une échappatoire (2). Il ne s'agit là semble-t-il que d'occasions de départ qui, considérées isolément, ne justifient qu'un éloignement temporaire. S'il existait dans le milieu social d'origine un malaise fondamental au point de provoquer la dispersion des Kabyè-Losso, la colonisation agricole ne l'aurait-elle pas fait disparaître en reconstituant au Centre-Togo un nouveau mode de rapports ? Il apparaît au contraire que fort peu de modifications ont été apportées à cet égard, là où les immigrés se trouvent en nombre suffisant pour former des groupements structurés. Cependant il est toujours permis de penser qu'après leur installation ces immigrés devenus chefs de famille aient maintenu, mais cette fois à leur profit, ces conditions dont ils avaient pâti auparavant.

Au titre des motivations sociologiques, la structure générale des collectivités d'origine ne fournit pas par ailleurs un contexte favorable au départ. On note en particulier que l'absence d'aristocratie politique ou de stratification ethnique récente exclut l'hypothèse de l'hégémonie d'une caste ou d'un groupe aux prétentions desquels les émigrants chercheraient à se soustraire.

### *Le déclin d'une civilisation rurale*

Tout conduit à penser que la fatalité du surpeuplement ne justifie pas entièrement le malaise dont souffre, à l'heure actuelle, le pays d'origine qui, il y a quarante ans, nourrissait sans difficultés une population à peu près égale. L'explication la plus plausible semble de nature psychosociologique. A ce sujet certains indices peuvent être rapprochés de façon significative :

a) Tandis que le paysan se plaint de ne pas manger à sa faim, il rétrécit son domaine cultivé. On sait que dans la plaine les sols non fertilisés exigent une jachère qui autrefois n'était pas respectée ; cependant les champs qu'on y laisse aujourd'hui en friche sont très souvent non pas en repos temporaire mais véritablement délaissés, quoique nullement inutilisables dans la plupart des cas. Le fait est plus déconcertant encore sur les sols plus favorables de la montagne où l'on aperçoit localement des secteurs incultivés, généralement à l'écart ou sur les fortes pentes. Comme nous l'avons déterminé, il est mis en valeur à peine de quoi nourrir chichement la famille.

b) Par voie de conséquence cette récession aurait pu aboutir à une utilisation rationnelle des diverses parties du terroir, notamment pour les parcelles situées à proximité des agglomérations à un soulagement, un « délestage », que la diminution de l'engrais disponible rend très souhaitable ; ceci en observant néanmoins des temps de repos prolongés dans l'assolement des terres excentriques généralement moins riches et jamais fertilisées. En fait on assiste à un repli des cultures vers les lieux d'habitation mais, autant que nous en puissions juger en l'absence de représentation cartographique, ce reflux est beaucoup plus accentué que ne l'exigeaient les conditions agro-pédologiques sur les sols des confins du terroir : dans la montagne, presque toute peuplée, ou autour des localités établies dans la plaine, il est rare qu'on pratique la jachère, tandis que les champs de la zone éloignée sont trop fréquemment laissés à l'abandon. La routine l'emporte. Ce déséquilibre de l'exploitation ne peut qu'abaisser le niveau général des rendements.

c) La diminution des soins apportés à la culture affecte les rendements. L'école est incriminée : elle priverait le chef de famille de l'appoint du travail des enfants ; mais localement en 1966 le taux de scolarisation n'atteint pas 25 %. Plus justement on met aussi en cause les départs provisoires. Cette forme d'émigration qui éloigne chaque année un homme adulte sur quatre ne coïncide pas nécessairement dans le temps avec la saison sèche ; pour gagner davantage certains restent au sud pendant l'hivernage, beaucoup s'attardent plus que prévu et la famille doit s'en accommoder ; il n'est pas rare que le vieux père reste seul avec les enfants pour les premiers travaux. Cette tendance à l'absentéisme désorganise l'exploitation et oblige ceux qui restent à cultiver superficiellement.

(1) Les Kabyè disent « éduquer » (kpélengo) sa femme.

(2) Par exemple le fiancé évincé partant pour oublier et faire oublier son échec, ou bien la promise infidèle qui pour fuir le blâme de l'entourage incite celui qu'elle a préféré à s'établir ailleurs.



Il faudrait pouvoir toutefois évaluer l'effort réellement fourni par le paysan demeuré au Nord. Dans ce but nous avons fait noter journalièrement pendant plus d'une année (en 1966 et 1967), l'emploi du temps de quelques familles kabyè et losso. Au cours du mois de plus dur labeur, 11 agriculteurs dans le force de l'âge et appartenant à 9 familles différentes ont chacun travaillé aux champs en moyenne pendant 41 heures et demie par semaine compte tenu des tâches et obligations annexes. Le niveau d'activité paraît assez soutenu. Cependant les vieillards retournent que dans le passé la somme de travail était beaucoup plus considérable : l'homme perpétuellement sollicité par les groupes d'entraide ne regagnait son domicile qu'à la tombée de la nuit. Il semble bien d'ailleurs que le chiffre hebdomadaire obtenu au pays d'origine reste nettement en-deçà de la capacité maximum dont font preuve, par exemple, les mêmes agriculteurs lorsqu'émigrés temporaires ils travaillent pour un patron étranger depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, excepté une pause méridienne (plus de 60 h par semaine).

d) La réduction du cheptel prive peu à peu la culture d'un précieux fertilisant. La véritable raison de cette diminution ne serait-elle pas l'incurie des possesseurs d'animaux ? Ils déplorent une « peste » qui aurait atteint indistinctement ovins, caprins et bovins mais reconnaissent que les bêtes ne sont pas nourries (1) avec la même assiduité qu'autrefois. Au demeurant la faible résistance opposée au Peul voleur de bœufs et finalement l'accord passé avec lui pour la garde du gros bétail ressemblent à un abandon.

e) On pourrait s'attendre à ce que tout soit mis en œuvre pour une production maximum d'arachide, puisque la commercialisation de ce produit est assurée. Il n'est pas rare en effet qu'en Afrique la recherche du profit monétaire se poursuive même au détriment des cultures vivrières. Ce n'est assurément pas le cas au pays d'origine où cependant une portion des champs éloignés inutilisés pourrait être consacrée à l'arachide (2). Cette mise à profit d'une partie du terrain disponible n'aurait qu'une portée limitée pour l'amélioration de la condition paysanne, toutefois cette possibilité mérite d'être évoquée pour mettre en évidence que le cultivateur de la zone de départ ne tire point parti de toutes les ressources locales permettant une augmentation de son revenu en argent.

f) La désaffection de la femme pour l'agriculture est évidente. Le mari maugrée, parfois il proteste et des conflits naissent. Il arrive que l'épouse, privée de nourriture, doive subvenir elle-même à sa subsistance.

A l'origine de tous ces aspects d'un déclin on ne trouve pas une entrave ou une perturbation naturelle mais un relâchement du dynamisme producteur de la population kabyè-losso : le goût et l'ardeur manifestés autrefois pour l'agriculture traditionnelle se perdent aujourd'hui. Cette tendance représente un élément essentiel dans une analyse de la situation du pays d'origine. En soi elle ne constitue pas un trait original dans une Afrique rurale gravement désorientée et déstructurée par la pénétration des influences occidentales. Toutefois dans la perspective de la colonisation kabyè et losso cette dégradation revêt une signification particulière.

Il est fort probable en effet que la colonisation agricole ait accéléré la régression économique des régions de départ. En visite au pays, ceux de l'émigration témoignèrent des avantages de leur situation par leurs dires et surtout par les signes extérieurs de l'amélioration de leur condition. Accoutumés jusqu'alors à un travail opiniâtre, le paysan du Nord tourna ses regards vers le « Sud » où, exploitée sans excès, la terre donne plus généreusement, où tous les produits rapportent de l'argent. Voyant son frère obtenir des récoltes beaucoup plus abondantes il dut se convaincre que la nature récompense mieux l'effort sur les Terres Neuves et admettre en outre les possibilités d'enrichissement à proximité des courants commerciaux des régions centrales et méridionales. Ainsi lorsque furent connus les résultats très favorables de la colonisation agricole leur propre handicap économique est-il apparu avec évidence aux Kabyè-Losso. Cela suffit à décevoir leur confiance dans la terre des aïeux et à affaiblir leur zèle à la travailler. Beaucoup cédèrent alors à la tentation de l'espace libre. Mais du même coup cette confrontation allait peu à peu affecter la personnalité économique du pays d'origine, lequel présente aujourd'hui des signes certains d'appauvrissement : l'anémie dont il semble atteint n'est pas l'effet d'un processus naturel (par exemple un délabrement écologique causé par un accroissement excessif de la densité d'occupation) mais essentiellement psychosociologique, aboutissant à un déclin progressif du génie de la culture propre à sa population. Un relatif détachement de sa terre reproduirait chez

(1) Le petit bétail maintenu en stabulation pendant la plus grande partie de l'année, dépend presque totalement des humains (femmes et enfants) pour son alimentation.

(2) La variété érigée à petites gousses cultivées par les Losso, peu exigeante, conviendrait sur les sols moins riches de la plaine ; pour ne pas déranger la reprise des travaux qui s'effectue dès la première grosse pluie, le semis serait retardé jusqu'en fin mai, après les premiers sarclages des champs vivriers. Sur un demi hectare, après une préparation de saison sèche, un travail d'une quinzaine de journées à temps plein, dont une famille dispose assurément pendant la saison des pluies, pourrait suffire à raison de deux opérations d'entretien seulement (un sarclage puis un sarclage-binage). Pour un rendement minimum de 600 kg/ha le rapport annuel correspondrait atteindrait près de 8 000 F. Le décortiquage étant confié aux femmes et effectué pendant les mois creux de saison sèche, le surcroît de culture ne générerait pas l'émigration temporaire.

le paysan resté au pays natal la démission effective de l'émigrant : de fait, ses propos révèlent un découragement réel, aggravé d'un complexe de « laissé pour compte ».

Or les conséquences d'un affaiblissement des qualités paysannes traditionnelles apparaissent particulièrement inquiétantes dans cette région où l'équilibre entre la terre et l'homme restait fragile parce que maintenu grâce à une procédure technique d'un niveau supérieur et au prix d'un effort soutenu. Aujourd'hui le problème de la subsistance se pose au pays d'origine, créant une situation objectivement propice à l'émigration.

Le mouvement de colonisation agricole kabyè-losso est donc le résultat d'impulsions et de motivations très diverses qu'il importe de replacer dans le cadre d'un retournement des mentalités et de la conjoncture économique locale au cours des cinquante dernières années.

Dans la première phase, c'est-à-dire depuis l'arrivée des Européens jusqu'à la veille de la deuxième guerre mondiale approximativement, le surpeuplement entendu dans son sens le plus immédiat — une pression démographique telle qu'elle entraîne une crise alimentaire — n'affectait pas à notre avis le pays d'origine. Ce jugement ne s'appuie pas seulement sur des dires des survivants et sur les déductions tirées de l'évolution comparée de la masse démographique et de la production agricole mais aussi sur les réactions négatives des intéressés placés par le pouvoir dans la nécessité d'émigrer. Car c'est bien l'Administration qui prit l'initiative des premiers déplacements tant vers le Centre-Togo que vers la « zone de glissement » toute proche, sur la rive opposée de la Kara. Pour la première émigration on doit donc conclure moins à des motivations de la part des intéressés qu'à des pressions extérieures qui s'exercèrent sur eux. On distinguera mieux le processus au récit des événements dans le chapitre qui va suivre.

Par contre il est possible de discerner les raisons évidentes des départs actuels. L'attrait du gain joue un rôle moteur essentiel. Le pays se trouve en effet presque totalement dépourvu de source de numéraire et si éloigné des habituels circuits commerciaux d'évacuation que dans l'hypothèse où l'on disposerait d'un important excédent vivrier, comme dans les Terres Neuves, ce surplus ne trouverait des acheteurs à l'extérieur qu'à des prix peu intéressants.

L'autre élément centrifuge est la dégradation de l'agriculture traditionnelle. A ce sujet les inconvénients de l'appauvrissement prévisible du sol dans certains secteurs de plaine auparavant surexploités n'interviennent que secondairement par rapport aux contrecoups fâcheux de l'émigration elle-même sur le pays d'origine. A savoir un taux anormalement bas de personnes actives et surtout une grave crise de conscience ressentie par les cultivateurs kabyè et losso du Nord à la révélation des désavantages de leur condition en regard de celle des paysanneries du centre et du sud du territoire.

Après une période de prospérité relative au cours de laquelle les habitants marquèrent surtout leur refus de l'expatriation, la conjoncture s'est renversée : à l'heure actuelle, quand les repas sont maigres, l'argent rare et le découragement général, qu'est-ce qui pourrait retenir le jeune kabyè ou losso de franchir la Kara ?

## chapitre 2

### Modalités de départ et d'installation

Le « réduit » (1) du pays d'origine était si solidement constitué que ses habitants s'y sont maintenus le plus longtemps possible et que le « décrochement » ne s'opéra que très progressivement, comme à regret. Ainsi, au long du récit de l'expansion kabyè-losso va se confirmer la précédente analyse des causes du mouvement, fondée principalement sur l'évolution de la conjoncture au pays d'origine.

Simultanément en nous plaçant désormais sur les lieux d'arrivée, proposons-nous de restituer les conditions dans lesquelles s'est déroulée l'implantation des immigrants et de décrire leur première organisation sur le terrain. Ces éléments seront essentiels pour l'étude des rapports de l'homme et de la terre dans les régions de colonisation.

#### LE « GLISSEMENT » SUR LA RIVE GAUCHE DE LA KARA (2)

A l'exception du village de Djamdé, réfugié sur un chaînon isolé de la dorsale atakorienne, le pays d'origine kabyè-losso se situe tout entier dans la convexité d'une large courbe de la Kara. A l'extérieur, les populations voisines, Kotokoli et Bassari, avaient laissé totalement inoccupée une large bande de territoire. Si les Kabyè de leur côté allaient parfois pêcher dans la rivière, ils ne se risquaient pas au-delà, dans la zone densément boisée où ils avaient à redouter d'être capturés comme esclaves ou surpris par les fauves.

Il ne semble pas que ce soit pour des raisons de sécurité que les Allemands aient fixé Lama-Kara sur la rive gauche mais plutôt pour éviter que la présence des cultures des Lama ne pose à l'agglomération projetée des problèmes de développement et surtout pour garder la liaison avec le sud (3). De leur poste, ils pouvaient observer le contraste du peuplement d'une rive à l'autre de la Kara et jugèrent bon de promouvoir l'installation des Kabyè sur le secteur méridional inhabité. Dans ce but, ils eurent parfois recours à des intermédiaires. Par exemple, un de leurs gardes, réquisitionné quelques années auparavant à Boou, fut chargé d'inciter les paysans à occuper la zone inculte. On lui donna un fusil pour chasser les bêtes sauvages et on le nomma par avance chef des populations qui viendraient le rejoindre ; le garde s'établit à l'est de Djamdé dans le prolongement des champs de son village de l'autre côté de la Kara. Comme la plaine de Boou était déjà intensivement cultivée tandis que la brousse d'en face pouvait être défrichée en toute liberté, les frères du nouveau chef se rallièrent peu à peu à lui. C'est ainsi que se fonda le village de Bounon. Mais ce fut le plus souvent la contrainte qu'employèrent les militaires allemands : leurs gardes escortaient jusqu'à l'endroit désigné un groupe de Kabyè recrutés malgré eux et faisaient construire des paillotes. Certaines de ces

---

(1) Ainsi nommé par J.C. FROELICH, *et al.* 1963.

(2) Cf. carte 1/200 000, feuilles Djougou et Bassari.

(3) Il n'existait pas de pont sur la Kara ; des chaînes tendues d'un bord à l'autre soutenaient une passerelle légère.

nouvelles agglomérations s'installèrent définitivement comme N'Mandé et Tchédjé, à proximité de la route de Sokodé ; d'autres disparurent lors de la défaite allemande comme Pozenda que ses habitants abandonnèrent en 1914 pour retourner à Landa.

Les Français poursuivirent l'action entreprise sur une plus grande échelle en peuplant systématiquement la rive gauche de la Kara autant que possible avec la population des cantons qui lui faisaient face — Lama, Lassa, Soumdina — et en étendant cette zone de glissement : en 1921, cent montagnards de Lama-Boou étaient placés à Awandjélo, à 12 km au Sud de Lama-Kara, et en 1926, on acheminait cinquante hommes de Pia au-delà de Djamdé, tandis que l'ancien chef de Pozenda recevait l'ordre de faire revenir ses gens. Que l'intervention autoritaire ait été nécessaire pour amener les Kabyè à cultiver les terres limitrophes ne doit pas surprendre si l'on considère la prospérité de leur agriculture au cours des premières décennies du siècle.

Cependant, alors que les Allemands s'employaient à faire occuper la lisière méridionale du pays d'origine, des déplacements spontanés s'amorçaient vers l'ouest et le sud-ouest. La bordure des « pays » konkomba et bassari se peuplait respectivement de Lamba et de Kabyè. Quelle est alors la signification de ces mouvements volontaires ?

Les Lamba de Pessidé, Léon, Alloum et Kadjalla étaient installés sur les collines schisteuses qui bordent la chaîne atakorienne et dont la fertilité est bien inférieure à celle des massifs et de la plus grande partie de la « plaine » du pays d'origine. Peu après l'arrivée des Européens, ils commencèrent à se déplacer vers la Kara, vraisemblablement pour étendre et renouveler leurs terrains de culture. Ce glissement s'accrut considérablement lorsque la route intercoloniale française fut tracée au pied de la chaîne : en franchissant la rivière les Lamba trouvaient non seulement des terres de rechange mais aussi un refuge commode pour échapper aux réquisitions de terrassiers et à l'impôt. Pendant et après la deuxième guerre mondiale, la culture forcée de l'arachide devait entraîner une nouvelle vague de désertions. En 1926, un tiers des gens des quatre cantons cités s'étaient ainsi portés de l'autre côté du fleuve, soit près de 5 000 personnes ; en 1960, le recensement en dénombrait plus de 13 000 en comprenant les originaires de la montagne — Défalé et Anima — venus s'ajouter entre temps. L'exigence des terres plus neuves ainsi que les contraintes administratives ont poussé les Lamba vers l'ouest.

Le cas des Kabyè du pays bassari est différent. Dès le début de l'époque allemande, Sanda, le frère d'un acheteur de lingots, vint de Tchitchao avec sa famille s'établir sur la « route du fer », entre Kabou et Djamdé ; son nom fut donné au nouveau village (Santé-Bas). Il fut bientôt rejoint par d'autres Kabyè originaires de sa région — Tchitchao et Pya —, tandis que ceux de Djamdé (1) en quête de nouvelles terres fondaient Santé-Haut. Puis, une fois occupée la région atakorienne qui à cette latitude se réduit à un relief de collines, les immigrants descendirent vers Kabou (GNON, 1967 b) où les avaient précédés des Lamba. Là encore le Cercle fut mis devant le fait accompli. Cette occupation de la zone orientale du pays bassari paraît délicate à placer dans le cadre de l'interprétation générale que nous avons donnée du phénomène de l'émigration kabyè-losso. En effet, les premiers arrivés ou leur fils affirment qu'ils sont venus dans la région car ils ne pouvaient se nourrir dans leur pays d'origine, faute de terres. Il est vrai que l'implantation dans cette zone peu propice des collines quartzitiques de Santé donne à penser que ce courant d'émigration fut provoqué par des causes essentiellement répulsives. Les porteurs de fer et les premiers travailleurs saisonniers avaient reconnu l'endroit : le terrain était totalement inoccupé situé à peu de distance du pays natal et hors de portée des circuits de « tournées » administratives qui parcouraient le « Sud-Kara » voisin. Le problème de la subsistance au pays d'origine a été abordé plus haut sur la base des données d'ensemble et notre première conclusion — à savoir que les besoins vivriers étaient assurément couverts jusqu'à l'époque de la seconde guerre mondiale approximativement — laisse place pour les cas extrêmes. Les inégalités constatées dans l'étendue des exploitations, la natalité exubérante dans certaines familles étaient par exemple de nature à créer des situations particulières de pénurie.

Il est à remarquer que Pya et Tchitchao qui ont fourni les premiers éléments et l'effectif le plus important à l'émigration en pays bassari avaient en 1926 à nourrir une population supérieure de 20 % ou plus à celle du dernier recensement de 1960, ce qui suggère que la situation y était moins favorable qu'ailleurs (2). Il pouvait donc se trouver des individus nécessitant dont l'émigration se justifiait dès le début de la période coloniale et pour lesquels la région voisine offrait un exutoire immédiat. Le nombre restreint des Kabyè installés chez les Bassari avant le véritable déclenchement du mouvement d'émigration (383 personnes recensées en 1926) suffit à montrer le caractère exceptionnel de ce courant de départs spontanés pendant les premières décennies du siècle.

(1) Le site de Djamdé est analogue à celui des Lamba de Léon et Alloum : le pied d'une « mauvaise » montagne constituée par un chaînon atakorien.

(2) Cf. fig. 22 ; situation analogue seulement à Tcharé et Lama.

La population de l'ensemble de la zone de glissement s'est par la suite considérablement accrue, elle représentait en 1960 l'équivalent d'un cinquième de l'effectif (1) du pays d'origine. Cette faveur exprimée avec un certain retard traduit l'attrait exercé sur les Kabyè par la présence de terres neuves à leur portée, sans doute à un moment où les sols de leur plaine mis en valeur intensivement depuis une trentaine d'années déjà (2) commençaient à les décevoir. Dans les régions proches cette aspiration se satisfaisait à moindres frais car un contact assidu restait possible avec la « dé » (maison familiale) jamais éloignée de plus d'une journée de marche (3). En effet, comme on le verra par la suite, ces paysans qui n'hésitaient pas à s'aventurer fort loin pour chercher du travail temporaire se montraient résolument casaniers s'il s'agissait de s'établir définitivement hors de leur domaine traditionnel. La rive gauche de la Kara représentait la destination la plus commode pour ceux que tentait déjà un type d'exploitation moins intensif mais qui redoutaient l'exil ; ce fut donc la première région choisie par l'émigration spontanée. Ainsi envisagé le peuplement de la périphérie du pays d'origine, malgré qu'il ait été hâté par l'Administration, représente le processus naturel de l'expansion kabyè-losso. Si la présence de populations voisines n'avaient fait obstacle et si l'autorité coloniale n'était intervenue pour organiser une transplantation plus lointaine, on peut facilement imaginer qu'après avoir gagné sur ses abords l'aire d'occupation aurait continué de s'étendre de proche en proche en « tache d'huile ».

## LA COLONISATION CABRAISE

Le projet du déplacement de la population kabyè-losso fut élaboré et mis en œuvre par l'Administration française à partir de 1925. Une quinzaine d'années auparavant, les Allemands avaient procédé à quelques transferts. Il s'agissait de mettre à l'écart des prisonniers de droit commun saisis au Nord ; les détenus furent d'abord gardés à Djabataouré (Sotouboua) puis dans des villages de redressement (Verbesserungsdörfer), à Aou et Chra au milieu de zones inoccupées (4). Mais après les hostilités de 1914, les déportés dans leur quasi-totalité retournèrent chez eux.

Au début des années vingt, c'est plutôt le comportement des habitants de la Subdivision de Lama-Kara qui vraisemblablement inspira l'idée d'un peuplement agricole au Centre-Togo. Présents sur tous les chantiers du territoire et dans les plantations du littoral, les travailleurs kabyè-losso engagés au Nord par l'Administration avaient depuis longtemps donné à leurs employeurs la preuve de leur aptitude au travail. D'autre part un important courant de saisonniers vers les villages bassari, kotokoli et ifé laissait penser que ces paysans se prêtaient volontiers à la culture hors de chez eux et consentiraient à s'installer sur des terres mises à leur disposition. Les avantages d'une telle opération fondée sur une abondante réserve de main-d'œuvre seraient, pensaient-on à Lomé, considérables à long terme (5).

### *Les trois phases de l'immigration administrative 1925-1956 (fig. 24)*

« Les premières propositions faites en ce sens, en 1922 et 1923, par le Commandant de Cercle de Sokodé, ne donnèrent aucun résultat. Ce n'est qu'en 1924 après la construction de la route en pays cabrais, que M. le Gouverneur BONNECARRÈRE se rendit sur les lieux et au cours d'une longue palabre, réussit à convaincre les Cabrais des avantages qu'ils retireraient des nouvelles situations à eux offertes (6) ». Le Commissaire de la République, chef du territoire, conscient de l'intérêt primordial de cette question, se révéla en effet le véritable promoteur de ce qu'on allait appeler désormais la Colonisation cabraise. A la fin de 1924, il mettait en relation les Commandants des Cercles de Sokodé et d'Atakpamé (MM. COEZ et ARMAND) en vue de la création des premiers villages (7). C'est à ces deux administrateurs qu'incombait l'organisation de l'opération ; le premier sous l'autorité duquel se trouvait le pays d'origine transférait les Kabyè-Losso du nord au sud de sa circonscription ou bien les confiait à son collègue d'Atakpamé. En février 1925 les premiers émigrés s'ins-

(1) Soit 35 000 personnes (cf. tabl. 3).

(2) Cf. p. 84.

(3) Les habitants des cantons d'origine que limite la Kara établissent seulement leur « ferme » — leur champ éloigné — de l'autre côté de la rivière qui reste guéable la plus grande partie de l'année.

(4) Le premier, regroupant des Kabyè-Losso, Kotokoli et Bassari à 27 km au sud de Sokodé servait à l'entretien de la route et vraisemblablement à la fourniture de produits vivriers. A proximité d'un fort militaire construit entre Nuatjä et Atakpamé, le second rassemblait une centaine de Kabyè et de Losso qu'on laissait au contraire cultiver tranquillement, une école y avait été ouverte pour leur apprendre la langue allemande.

(5) Cf. p. 76.

(6) Note sur la création et l'organisation des villages cabrais. Bureau des Affaires Politiques, 1<sup>er</sup> oct. 1927.

(7) Lettre du Commissaire de la République BONNECARRÈRE au Commandant de Cercle d'Atakpamé, 8 nov. 1924.

tallaient à Kolonaboua, sur l'emplacement de l'ancien village allemand de Aou, et à Tsagba, à l'est de Notsé. Le mouvement était lancé ; l'effort de peuplement allait si activement se poursuivre qu'en sept ans le programme de colonisation officielle était réalisé dans le Cercle d'Atakpamé, à l'ouest du Mono, et engagé pour l'essentiel, dans celui de Sokodé.

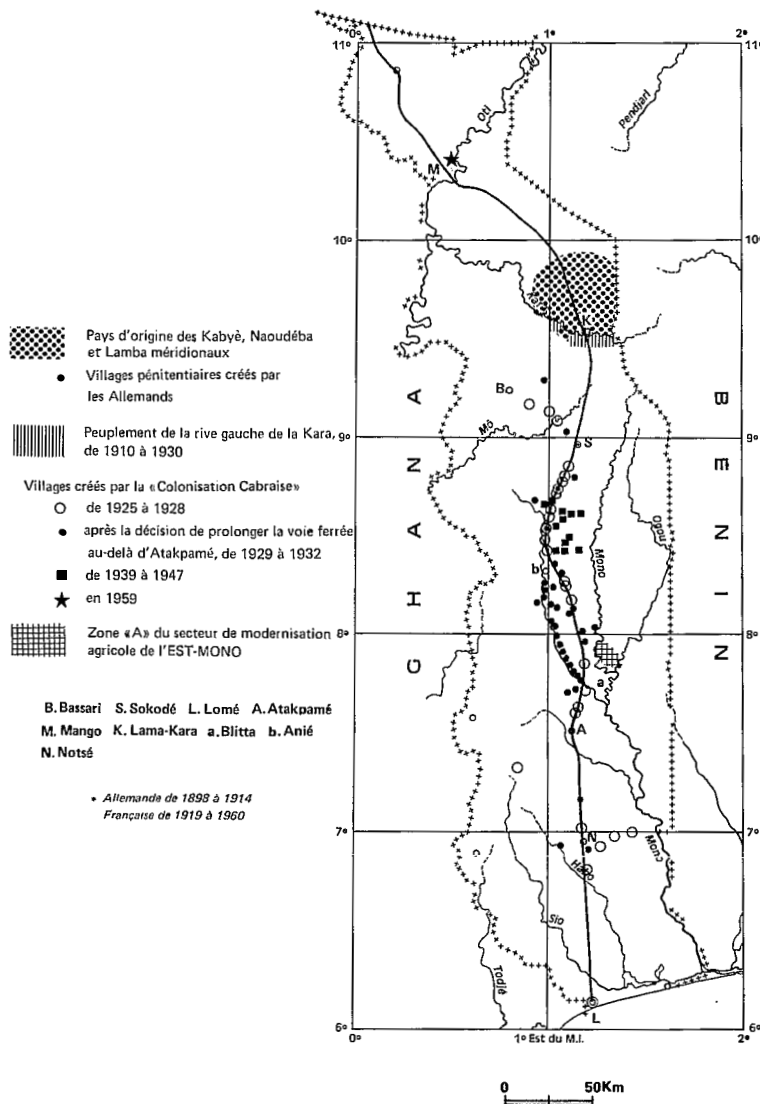


FIG. 24 — Colonisation agricole des Kabyè-Losso organisée par l'Administration coloniale\*  
Lieu d'implantation

La carte de l'implantation opérée par l'Administration pendant cette période coïncide avec le tracé des voies de communication traversant les zones inhabitées des deux circonscriptions. En effet le contact par la route entre le chef-lieu et les nouveaux établissements s'avérait indispensable pour permettre matériellement l'implantation des villages. Par ailleurs, outre l'exploitation des terres on escomptait une utilisation secondaire des immigrés qui détermina précisément le choix de l'emplacement : les alentours de Notsé furent choisis pour la proximité de la station agricole à laquelle sept nouveaux villages pouvaient venir en aide pour la multiplication des semences de coton « Togo Sea Island ». Six agglomérations entre Anié et Blitta devaient assurer

l'entretien de la route intercoloniale ; leur présence était si nécessaire que deux d'entre elles (Gbégué et Dogogblé) furent même fondées sur la demande et avec l'aide des chefs voisins qui s'étaient engagés à les prendre en charge pendant le temps de leur installation.

Mais l'axe le plus caractéristique est représenté par un chapelet de villages créés qui s'allonge d'Atakpamé à Sokodé. Il suit le tracé du projet de prolongement de la voie ferrée depuis Agbonou où les Allemands l'avaient arrêtée, à 3 km avant Atakpamé. En juillet 1930, lorsqu'on ouvrit le chantier quatre groupements immigrés jalonnaient déjà le début de la ligne, puis chaque année en remontant vers le nord, des villages kabyè ou losso sont installés au bord de l'Anié, à raison d'un tous les 2 ou 4 km, à charge pour les nouveaux venus d'ouvrir le « chemin de service » parallèle au piquetage de la voie et d'aménager les campements volants des équipes. Il était bien entendu que la construction ferroviaire elle-même restait l'affaire du Service des « Travaux Neufs » dont les manœuvres se recrutaient indépendamment à Lama-Kara. Dans ces régions inhabitées on attendait des « colons » d'abord la production de vivres pour l'alimentation des ouvriers ; plus tard leurs récoltes constitueraient un fret appréciable pour le trafic du chemin de fer. Il faut souligner l'activité remarquable déployée à l'époque par l'administrateur Fréau, Commandant d'Atakpamé de 1926 à 1931, pour réaliser la majeure partie du programme de colonisation le long de l'Anié, dans une région complètement inhabitée avant l'arrivée du rail.

De son côté l'administrateur de Sokodé procéda différemment pour peupler le tronçon qui lui incombait — où d'ailleurs la voie ferrée ne devait jamais parvenir. Après avoir fixé, à titre expérimental, Tchébébé et Kasséna, il procéda en 1927 à l'attribution simultanée de tous les secteurs libres le long de la route : « Les principaux chefs Cabrais-Lossos réunis à Sokodé à l'occasion du 11 novembre sont allés voir sur place sous la conduite de l'Adjoint au Commandant du Cercle et ont demandé la création des villages suivants... (1) » : Yaré-Yaré (pour les futurs émigrés du canton de Lama-Tessi), Kolonaboua-Sud et Sotouboua (Kouméa et Landa), Ayengré (Soumdina), Kaniamboua (Tcharè), Tigbada (Siou), Défalé et Niamtougou ». Le chef de Kétau avait choisi Boussalo, sur la route de Bassari. Les emplacements furent occupés l'année suivante. Il restait encore un intervalle au nord de Blitta où l'on installa des Losso en 1929.

A partir de 1933, de façon soudaine la Colonisation Cabraise s'interrompit. Le Territoire connaissait alors les difficultés de la Grande Crise économique dont les effets se faisaient durement sentir outre-mer avec la baisse des cours des produits exportés et le renchérissement des denrées d'importation. Dans le même temps, en raison de difficultés de collecte, le revenu global de l'impôt diminuait progressivement. Le déficit croissant rendait problématique l'attribution des crédits nécessaires à la création de nouvelles agglomérations. En tout état de cause la succession des villages était désormais continue d'Atakpamé à Sokodé ; l'objectif du premier projet de peuplement était donc atteint. D'ailleurs la construction du chemin de fer, jugée trop onéreuse, s'arrêtait à « Blitta-Gare », au milieu de la brousse. La prudence aussi conseillait de suspendre une opération coercitive de déplacements de populations alors que la situation politique se dégradait (2). Enfin l'aggravation de l'épidémie de trypanosomiase qui sévissait au pays d'origine depuis 1927 fut un motif supplémentaire pour interrompre l'action entreprise ; on craignait en effet avec raison que l'émigration ne propageât la maladie du sommeil jusqu'à Lomé ; en 1933, une prospection sur vingt-quatre villages autochtones autour de Notsé fait apparaître un taux de contagion de 1,20 %. Le Service de Santé insista pour que cessent autant que possible les allées et venues des Kabyè-Losso et demanda même, mais sans succès, que l'on refoulât dans leur pays tous les « colons » installés au sud d'Atakpamé.

Lorsqu'à la veille de la deuxième guerre mondiale la situation financière se fût assainie et qu'on ait mis en œuvre tous les moyens propres à résorber la trypanosomiase (3), l'émigration officielle put reprendre mais elle se limita alors au Cercle de Sokodé, sans doute parce que les zones encore inoccupées s'y trouvaient plus accessibles, à proximité immédiate du grand axe de communication méridien : l'immigration pouvait s'opérer à plus commodément et à moindres frais. Dans la partie méridionale de ce Cercle, entre l'Anié et le Mono, infranchissables sans d'importants travaux d'infrastructure, la place ne manquait pas ; il suffisait de tracer de courts embranchements routiers pour ouvrir à la colonisation de nouvelles régions entièrement disponibles. Des alignements de villages furent ainsi disposés perpendiculairement à partir des localités déjà existantes de Tchébébé, de Sotouboua et d'Ayengré. Au cours de cette deuxième période de peuplement de 1939 à 1949 (avec interruptions en 1940 et 1945) on complète aussi l'effectif des groupements précédemment mis en place par des « renforcements » massifs. Chaque année un Plan de Colonisation prévoyait la convocation des émigrés et leurs destinations.

(1) Rapport du Cdant du Cercle de Sokodé au Comm. de la Rép. 24 nov. 1927.

(2) Lomé fut le théâtre d'émeutes et de scènes de pillage en février 1933 ; ce mécontentement dû en partie au relèvement de l'impôt risquait de se répandre dans le pays. Déjà le chef de l'Akposso-Nord encourageait ouvertement le refus de la capitation.

(3) Après une interpellation à la Chambre des Députés en 1935.

Enfin l'organisation du « Secteur de Modernisation Agricole de l'Est-Mono » en 1955-1956 donne lieu à une reprise limitée de l'immigration administrative. Il s'agissait cette fois de réaliser un aménagement d'un type nouveau grâce à l'assistance du F.I.D.E.S. (1). Une vaste zone jusqu'alors défendue par l'obstacle du fleuve devait s'ouvrir à la colonisation entre les parallèles 7°30 et 8°. En fait, seule la première partie du programme fut exécutée : la mise en valeur de la zone « A » au confluent de l'Ogou et du Mono, sur environ 1/8<sup>e</sup> de la superficie de l'« Est-Mono » initialement défini. Officiellement toutes les ethnies étaient admises dans le périmètre à coloniser, mais le nombre des Ana et Kpessi qui se présentèrent fut infime tandis qu'affluaient les Kabyè et Losso déjà émigrés. Après une longue pause l'opération inachevée devrait se poursuivre avec l'ouverture projetée de la zone « B » sur la rive droite de l'Ogou.

En fait, l'Administration n'a transféré depuis le pays d'origine dans l'Est-Mono qu'une centaine d'hommes. Cette 3<sup>e</sup> phase ne sera donc pas prise en considération dans la suite du présent chapitre.

En trente années dont dix-huit furent effectivement consacrées à la Colonisation Cabraise, 71 villages ont été fondés avec plus de 6 000 familles « descendues » du Nord, soit au total 14 000 personnes installées. Bilan assez impressionnant. Pour mieux l'évaluer reportons-nous aux circonstances mettant aux prises les tenants du pouvoir mus par un objectif économique et des collectivités mobilisées contre leur gré.

### *Le soutien apporté par l'Administration*

Pour qu'aboutît leur ambitieux programme de peuplement les instigateurs devaient fournir une assistance aux « colons » au moment difficile de leur transplantation. Portant sur plusieurs aspects précis de l'installation, cette contribution se révéla efficace.

Les premières colonnes d'émigrés venant du Nord se déplaçaient à pied. Cependant au cours de la deuxième phase de la Colonisation le transport en camion fut toujours assuré depuis Lama-Kara, ce qui, pour les responsables eux-mêmes simplifia le problème de l'acheminement. Parvenu à destination le groupe se trouvait sur un terrain relativement reconnu : après que le Commandant eût jeté son dévolu sur un emplacement disponible, le médecin de la Subdivision Sanitaire et le Chef du Secteur Agricole s'y étaient rendus et leur examen succinct du site avait donné lieu à un compte rendu. Le futur village s'établirait bien au sec, en un lieu convenablement aéré et à bonne distance des bas-fonds, gîtes d'insectes, mais à proximité d'un point d'eau courante permanent (autant qu'on puisse en juger). De même la prospection des sols et de la végétation d'alentour devait révéler des conditions d'exploitation propices. Des hommes de corvée recrutés dans le voisinage avaient débroussé une place et construit un hangar collectif — des poteaux soutenant un toit de paille — pour héberger provisoirement les nouveaux venus. Indispensable était aussi la liaison par la route qui permettrait à l'Administration de garder ensuite le contact avec les immigrés. Quand après avoir garni les abords de l'axe nord-sud on entreprit à partir de 1939 une véritable pénétration des terres neuves à l'est de Sotouboua, l'installation d'un village fut toujours précédée de la construction d'une bonne voie de raccordement.

Les Kabyè et les Losso arrivaient sur place dans un état de dénuement extrême. L'homme n'avait pas voulu se séparer de son arc et de ses flèches et portait parfois des volailles dans un poulailler d'osier : sa femme était chargée de quelques poteries qu'elle avait protégées en cours de route. L'Administration devait d'abord se préoccuper de nourrir les immigrants jusqu'aux récoltes. Dans la première phase de colonisation, le Cercle de Sokodé fit ravitailler chaque village par son canton d'origine ; une navette de camions permettait le transport des denrées. A Atakpamé le Commandant avait prévu une première réserve de vivres, achetée sur les marchés ou provenant des « plantations pénales » ; dans les mois suivants le grenier du village était régulièrement réapprovisionné. Il fut jugé plus commode au cours de la deuxième phase de verser une allocation vivrière — 100 F par mois et par famille en 1946.

Chaque homme reçut les objets de première nécessité : houe, coupe-coupe, marmite en terre cuite et calebasses. Parfois l'administrateur fit aussi distribuer couvertures, mortiers et pilons, estagnons... Souvent il ajoutait deux ou trois poules et une chèvre par ménage. Le moment venu, le village recevait des semences. Le témoignage des premiers arrivés que l'on peut facilement recueillir, ainsi que les rapports administratifs de l'époque révèlent que les nouveaux venus ne manquèrent de rien d'essentiel pendant la période critique des premiers mois (2). Enfin les émigrants bénéficiaient d'un dégrèvement d'impôts pendant un ou deux ans.

(1) Fonds d'Investissement pour le Développement Economique et Social, organisme métropolitain de financement dont la création fut décidée à la Conférence de Brazzaville en 1944 mais qui ne fonctionna que dix ans plus tard.

(2) Exception faite pour les têtes d'ignames destinées à la mise en terre dont la quantité laissa souvent à désirer faute d'une appréciation exacte des besoins ; les immigrants en étaient alors réduits à aller travailler dans les champs des localités d'alentour pour se faire attribuer les précieuses semences.



Il est certain que l'opération, en regard des avantages qu'elle devait procurer au pays, n'exigeait pas une importante dépense (1) : en temps normal les finances du Territoire pouvaient aisément la supporter. D'ailleurs le gouvernement qui exhortait les responsables locaux à intensifier le mouvement ne mesurait pas la contribution nécessaire : le Commissaire de la République télégraphie en 1927 à Sokodé au sujet des villages à créer l'année suivante : « Pourriez dès maintenant... demander crédits nécessaires que ne marchanderais pas pour question si importante ».

### *Le refus des Kabyè-Losso*

Il ne paraît pas qu'il ait été dans l'intention des promoteurs d'user de la contrainte envers les populations à déplacer. D'après les indices préalables qu'ils avaient cru noter, il leur semblait qu'au contraire les Kabyè et les Losso devaient acquiescer avec reconnaissance aux desseins de l'Administration, compte tenu de l'appui fourni. Pourtant, d'emblée, c'est un refus qui se manifesta. Il faut se replacer dans les conditions d'origine pour essayer de comprendre cette attitude. En décembre, à l'époque où se terminent les travaux des champs, le Commandant de Sokodé demandait au Chef de la Subdivision de Lama-Kara un contingent de paysans correspondant au nombre de villages à créer ou à « renforcer ». Les cantons jusque-là les moins sollicités recevaient l'ordre de fournir tant d'hommes à date fixée. En règle générale, aucun volontaire ne se présentait, c'étaient donc les chefs de canton et de quartier qui nommaient d'office les émigrants ; ils choisissaient les fils des familles les plus nombreuses ou les moins touchées jusqu'alors ou bien encore ceux dont ils voulaient se débarrasser. La décision était sans réplique : en résistant on s'exposait à la cravache des « policiers » du chef. Le partant désigné ne disposait que de quelques jours pour se mettre en état ; il ignorait où on allait le conduire mais puisque ses compagnons déjà mariés étaient autorisés à se faire accompagner de leur femme et de leurs enfants il devinait qu'il s'agissait d'un départ définitif pour un de ces villages que les Blancs établissaient dans la brousse vers le sud. Quitter soudain ses proches, ses terres, cheminer vers l'inconnu sous la menace de grades armés, se trouver ensuite obligé de s'installer au milieu d'une végétation dense parcourue de bêtes sauvages, cette perspective ne tentait personne et représentait même une succession de situations particulièrement éprouvantes pour des Kabyè-Losso. Il convient de souligner que leur refus s'adressait sans doute autant au caractère « dirigé » de l'émigration qu'au principe même de l'expatriation.

Dès 1926, avant de proposer de nouveaux établissements, le Commissaire de la République ému par les premières évasions de colons télégraphie au lieutenant Durain qui commande à Sokodé : « Prière me faire connaître votre avis après consultation Conseil Notables, ces villages devant s'installer que volontairement » (2). La réponse est claire : « Le Conseil des Notables consulté a par la voix des Chefs Cabrais fait connaître qu'aucun des indigènes de cette race ne serait volontaire pour aller créer de nouveaux villages en dehors du Cercle », et le Commandant ajoute alors : « j'exprime l'avis qu'il y a lieu, les Cabrais ne se déracinant au début que par la contrainte, de les désigner d'office, si l'on tient à voir se peupler les régions riches du Territoire » (3). Mais le Gouverneur BONNECARRÈRE qui redoute l'avortement de son programme insiste : « Suis persuadé qu'obtiendrez facilement volontaires si faites ressortir avantages consentis aux nouveaux villages (4) » et le remplaçant du lieutenant DURAIN de demander à Lama-Kara « pour chaque canton une liste des individus désirant se rendre dans le Sud » (5). Force fut de se rendre à l'évidence : dans les colonnes qui se présentaient aux bureaux de Lama-Kara, le policier du chef de canton avait lié les mains à plusieurs individus récalcitrants. Dès la prise en charge par l'Administration, les hommes s'enfuyaient les uns après les autres. La tendance était telle que si les organisateurs n'avaient dès le début pris des mesures pour maintenir sur place les paysans immigrés la plupart des villages auraient sans doute disparu. Au cours du transfert, une escorte en fête et en queue du convoi exerçait une surveillance vigilante mais une fois le groupe parvenu sur place il était plus difficile de pratiquer un contrôle efficace ; un ou deux gardes restaient affectés au village pendant l'année de sa fondation et signalaient tous les départs (6). Un colon désirait-il se rendre temporairement au pays ? Il devait en demander la permission à l'autorité administrative et la validité du laisser-passer qu'on lui remettait était limitée à quinze jours. Pour fonder les premiers villages on déplaça les hommes seuls, à charge pour eux de faire venir leur famille quand le logement définitif serait assuré. Mais on s'avisa bientôt que la présence de la femme et des enfants devait rendre l'escapade plus problématique ; l'Administration recommanda

(1) En 1927 : 150 F par ménage soit environ 7 500 F par village. En 1947 : 2 500 F par famille ; total de la rubrique au budget du Togo : 500 000 F.

(2) 1<sup>er</sup> avril 1926.

(3) Lettre Commandant Cercle Sokodé à Commissaire de la République, 17 avril 1926.

(4) Télégramme lettre Comm. Rép. à Comm. Cercle Sokodé, 5 mai 1926.

(5) Instructions générales du Cdant. Cercle Sokodé au Chef de la Subd. de Lama-Kara, 22 juillet 1927.

(6) Ils assuraient en outre la distribution des ustensiles, de la terre, des semences et journellement celle de la nourriture.

alors de choisir des ménages. Le fugitif était recherché dans son canton d'origine et ramené ; en cas d'échec des poursuites on pouvait le remplacer par l'un de ses parents. Ainsi beaucoup hésitaient à s'échapper puisqu'à leur retour au Nord, ils se seraient trouvés à la merci de leur chef de canton. Ceux qui s'enfuyaient, étaient dans la plupart des cas, obligés de rester éloignés donc réduits à l'émigration de toute manière. Pourtant un frère dévoué venait parfois de son propre mouvement remplacer l'évadé de retour au pays pour éviter des ennuis à la famille. La seule manière sûre mais non commode d'éviter la séparation définitive était de devancer l'éventuel ordre de départ en se rendant dès le mois de novembre dans les régions du travail saisonnier pour revenir chez soi peu après sans être inquiété.

En fait, cet état d'esprit et ces mesures de contrainte se rapportent surtout à la première phase de la Colonisation Cabraise. Pendant cette période, les variations de l'effectif d'un village peuvent être schématisées ainsi : au cours du transport et de la première installation un quart ou un tiers du groupe initial disparaissait. Ensuite la fréquence des défections se réduisait progressivement tandis que les femmes et les enfants dont beaucoup étaient restés au Nord rejoignaient les chefs de famille. Ainsi entre 1930 et 1932, les villages du Cercle d'Atakpamé fondés avant 1930 ont continué de perdre chaque année en moyenne 5,5 % de leurs hommes, néanmoins leur population totale s'accroissait annuellement de 6 % ; c'est également un bilan général positif qu'indique le compte suivant :

TABLEAU 13  
Immigration administrative kabyè-losso dans le cercle d'Atakpamé entre 1925 et 1932

I. Pointages au départ de Lama-Kara de 1925 à 1932	- hommes adultes : 1842 - effectif total : 2578 (1)
II. Recensement des villages de colonisation administrative au 31 décembre 1932	- hommes adultes : 1060 - effectif total : 3190

(1) Donnée obtenue en appliquant au chiffre d'ensemble précédent un coefficient calculé sur la base de plusieurs contingents où la proportion des femmes et des enfants est connue (2/5).

Dans ces conditions les Kabyè-Losso paraissant fixés dans les zones à mettre en valeur, les rapports administratifs n'hésitaient pas à faire état d'une réussite. On pouvait en effet prévoir à terme la cessation des abandons et l'arrivée de quelques familles de parents attirés par les nouveaux centres. Lors de la période 1939-1949, conjoncture évoluant progressivement en faveur de l'émigration un climat de consentement s'établit peu à peu et les organisateurs purent renoncer à la plupart des mesures de vigilance car les vides créés par les fuyards se comblaient. Toutefois, selon les circonstances, des réticences continuaient de s'exprimer auxquelles l'autorité répondait par la brutalité. Encore en 1944, Mgr J. STREBLER Préfet Apostolique de Sokodé, pouvait écrire au Commissaire de la République « *Au pays cabrais losso, la déportation et l'émigration forcée ont été pratiquées depuis de nombreuses années et cette méthode tend actuellement à nous aliéner sérieusement la sympathie de nos populations et à nuire gravement à nos propres intérêts, car elle pousse nos gens à haïr l'Administration française et à s'évader en Gold-Coast. Notre population est foncièrement hostile à toute déportation et condamne absolument la méthode actuellement employée pour désigner les partants* » (cf. annexe III p. 111).

Au total on saisit dans les récits des « premiers arrivés » des villages comme à la lecture des rapports administratifs que le déracinement devint de moins en moins pénible au point de n'être plus perçu comme une épreuve à la fin de la deuxième phase de dépeuplement. Un revirement d'opinion s'est nettement manifesté. Signalons enfin que les Kabyè et les Losso qui furent transportés dans l'Est-Mono en 1956 s'étaient faits préalablement inscrire comme volontaires. Ces mêmes paysans si mécontents autrefois de recevoir l'ordre de départ ont su assez rapidement s'accommoder de leur condition d'émigrés définitifs. Ils paraissent aujourd'hui indiscutablement satisfaits de leur nouvel établissement que leur envient beaucoup de jeunes du pays d'origine.

### *Les principes d'organisation et leur application*

« L'organisation de ces villages n'a fait l'objet d'aucune directive-déterminée. Les instructions données à ce sujet aux Commandants de Cercle d'Atakpamé et de Sokodé découlent entièrement des réponses faites par le chef du Territoire aux propositions contenues dans les rapports trimestriels des dits cercles » (1) ; aucune

(1) Note sur la création et l'organisation des villages cabrais. Cf. note p. 95.

personnalité officielle, aucun expert n'élabora en effet de théorie de la colonisation agricole projetée. Le Gouverneur BONNECARRÈRE s'occupa personnellement de l'opération ; il se faisait tenir au courant de son déroulement par le détail et donnait les instructions en conséquence. Au cours de la première phase, la plus décisive, les responsables ont improvisé au fur et à mesure des résultats obtenus ; une ligne d'action s'est alors progressivement dégagée et prévalut jusqu'au moment de l'entreprise « Est-Mono », en 1955-56, qui fut une affaire de techniciens.

On espérait que les nouveaux centres deviendraient plus tard des bourgs de bonne taille. L'effectif du groupe fondateur apparaît pourtant comme relativement modeste : cinquante ménages suffisaient ; puis en 1931 on se borna à une trentaine d'hommes pour les villages échelonnés le long de l'Anié, ce qui permettait une meilleure utilisation des équipes pour les tâches annexes qui incombait aux immigrants dans l'avancement des « Travaux Neufs ». Les promoteurs avaient escompté un effet d'attraction, ils furent vite déçus. On mit en œuvre alors, dans le Cercle de Sokodé une politique de « renforcements » qui au cours de la seconde phase de colonisation devait contribuer au développement des villages du groupe de Sotouboua.

Pour un esprit occidental, fonder, lorsqu'il s'agit d'un lieu à habiter, signifie avant tout en faire le plan, géométrique de préférence. Quelques jours avant l'arrivée des immigrants, dans un but d'ordre et d'esthétique, l'administrateur piquetait le terrain pour aligner les habitations. Ainsi, près de Notsé, au village de Xantho qu'on avait conçu sur une plus grande échelle, quelque deux cents familles devaient se répartir en huit blocs selon un plan d'ensemble rectangulaire ; une grande place carrée s'étendait à l'intersection des deux allées principales ; chaque ménage disposait d'un carreau de 12 m de côté. A Lomé pourtant on exprimait dès 1928 un avis plus réaliste : « *La disposition en soukhala (1) outre qu'elle plaît à l'indigène cabrais-losso, me paraît être celle qui comporte le meilleur entretien du sol, le moindre danger de propagation des épidémies, la plus sûre sauvegarde de l'esprit de famille (2)* ». Mais comment le créateur européen abandonnerait-il son beau plan orthogonal ? Et l'administrateur qu'il était ne souhaitait-il pas une agglomération aussi concentrée que possible ? Il renonça à aligner les gens seulement lorsqu'il comprit, vers 1930, que la disposition prescrite n'obtiendrait jamais aucun succès. Le moment venu d'établir leur habitation définitive les paysans se dispersaient en effet aux alentours sans souci de distribution harmonieuse. Le garde du village reçut la consigne imprécise de veiller à ce que personne ne s'éloigne trop de la maison du chef et de la route, et chacun se fixa autant que possible sur ses terres à proximité de son premier champ.

La délimitation officielle du terroir se réduisait à l'indication sur la route de l'extrémité des terres voisines : un arbre, l'intersection d'une rivière, parfois une butte qu'on élevait servait de repère. A l'époque les zones retenues pour la colonisation agricole se trouvaient si vacantes qu'il n'était pas nécessaire de préciser davantage. Dans les rapports et correspondances officielles jusqu'à l'opération « Est-Mono », il n'est pas question de l'agencement foncier du domaine à mettre en valeur autour du village, comme si le partage du sol était affaire à régler entre les habitants. Selon la coutume — suivie au pays d'origine lorsque les cultures se développent au début du siècle — on ne peut revendiquer des droits sur une terre avant de l'avoir travaillée, aussi parmi les arrivants personne ne se permit-il de retenir par avance un secteur de brousse pour son usage exclusif. D'ailleurs pendant la colonisation administrative les immigrants à leur arrivée ne se souciaient nullement de s'approprier définitivement un terrain. Lors de l'installation du village il n'était donc pas question d'une répartition en lots. Néanmoins, le tracé du parcellaire débuta dans l'ordre. Quand fut créé le premier village, Tsagba à l'est de Notsé, l'Administration ne s'était préoccupée ni du partage foncier ni de l'emplacement des cultures ; chacun aménagea un champ en bordure de la piste et les années suivantes défricha en s'éloignant progressivement de cette limite. La route, jugée indispensable par l'autorité administrative donc toujours présente au village, servait de ligne de départ apparente et commode. Si l'agglomération se situait sur le grand axe nord-sud il n'était pas besoin de chercher d'autre intervalle entre les exploitants que celui des poteaux télégraphiques espacés régulièrement de 100 m. Une disposition en bandes perpendiculaires à la route prévalut donc. En fait dès 1926 c'est le garde qui était chargé de délimiter les espacements ; si les poteaux faisaient défaut ; il utilisait une corde pour déterminer la largeur des bandes de terrain. Ce faisant, assisté du nouveau chef et suivi de tous les hommes, il attribuait à chacun son secteur. Il plaçait côte à côte ceux qui le désiraient et pouvait donner double part, comme au chef, à celui qui en faisait la demande, pour favoriser l'arrivée des parents. La physiologie du plan foncier ne fut pas différente de celle que les paysans lui auraient librement donnée ; on peut du moins le présumer en faisant le rapprochement avec les terroirs de colonisation spontanée. Elle gagne seulement en rigueur. Mais le caractère officiel de la distribution fournit au bénéficiaire la garantie de pouvoir disposer aussi loin que possible d'un domaine personnel d'un seul tenant, ce qui devait dans l'avenir simplifier l'exploitation et limiter les risques de désaccord entre voisins.

(1) Cf. infra p. 40, au sujet de l'habitat en pays d'immigration. Soukhala = « de », pour désigner l'habitation individuelle, dont les agglomérations se disposent en semis lâche et irrégulier.

(2) Télégramme lettre du 10 janvier 1928 du Comm. de la Rép. au Cdant du Cercle de Sokodé.

A Tsagba et Kolonaboua, les deux « villages-tests » de 1925, on avait regroupé des Kabyè et des Losso de toutes origines ; Tchébébé (1926) est également très hétérogène. Mais l'Administration aperçut très tôt l'attachement que les immigrants gardaient pour leur pays natal ; dans le souci de ne pas provoquer de rupture qui pourrait aboutir à un échec, elle agit avec précaution en conservant autant qu'il était possible les conditions d'origine. En 1927 donc, une règle essentielle est définie : tous les habitants de chacun des nouveaux villages « seront pris dans un même canton, l'agglomération ainsi formée conservant l'attache du canton originaire (1) », « à raison d'un ou deux (villages) suivant l'importance du Canton qui serviront ensuite de point d'attraction et plus tard de réservoirs pour le trop-plein de population du nord de la Kara (2) ». Par la suite, le principe fut systématiquement appliqué ; tout montre aujourd'hui qu'il répondait exactement à l'idée de l'émigration telle que la concevait les Kabyè et les Losso. Pour renforcer les liens de parenté qui devaient exister entre la localité de départ et son « annexe » de colonisation, BONNECARRÈRE proposa même que « les villages prennent le nom de leur village d'origine précédé de l'appellation « Cabrai ou Losso » (3). Dans le même esprit il parut souhaitable que les immigrés demeurent sous l'autorité de la même chefferie qu'auparavant dans la mesure du possible. « Les nouveaux villages ainsi formés continueront à dépendre du canton originaire et (...) les palabres, surtout celles relatives aux femmes seront toujours soumises au chef de canton (4) » lequel « pourra recevoir sur la proposition de l'Administrateur du lieu une part de remise d'impôt » prélevée sur les sommes recueillies dans le village d'émigration. En 1929, les deux Cercles intéressés organisent la visite des centres de colonisation par leurs chefs d'origine respectifs (5). En fait l'application de ce principe de l'unité de chefferie fut rendue malaisée du fait des distances. Pour les affaires courantes un chef local avait été nommé dont finalement l'autorité s'imposa ; en effet, subissant comme ses compagnons la condition d'émigré et moins intransigeant que son redoutable prédécesseur, il fut accepté sans difficulté par le petit groupe. Parfois le chef du canton kabyè ou losso avait lui-même désigné ce nouveau responsable au départ de la colonne mais dans la plupart des cas c'est le garde-surveillant qui l'avait choisi en accord avec la population sans que l'Européen eût à en connaître.

Dans ces conditions l'intervention du pouvoir fut à la fois ferme et limitée.

Lorsque débuta la Colonisation Cabraise un point d'incertitude capital subsistait : la réaction des intéressés. Leur refus surprit. Cependant les promoteurs jugeaient l'opération si profitable et les facilités offertes si avantageuses qu'ils prirent finalement le parti d'agir sans le consentement de la population, toutefois le recrutement ne fut possible qu'avec la participation des « chefs-cantons » kabyè et losso qui l'assurèrent avec rudesse. Ceci dit, il serait tout à fait erroné de s'imaginer qu'il ait existé dans les zones de colonisation une situation de type « concentrationnaire ». A l'exception du maintien impératif de l'effectif immigré au lieu fixé, la tutelle de l'Administration s'exerça en général de façon éclairée et assez libérale ; au sujet de l'organisation du village par exemple aucun mécontentement contre l'autorité ne se manifesta de la part des « colons ». Soulignons à cet égard le caractère momentané de l'intervention : il s'agissait seulement de transporter et de stabiliser les Kabyè-Losso dans les régions inhabitées. Les pouvoirs publics se bornèrent donc à un rôle de peuplement et par la suite ne voulurent jouer aucun rôle dans la direction ni dans le contrôle de la mise en valeur des terres neuves. Une fois le groupe définitivement installé, le Commandant rappelait son garde et laissait les villageois vivre à leur guise. Une ou deux fois par an ceux-ci recevaient la visite du responsable de l'Agriculture qui donnait quelques conseils ou distribuait des plants. La culture du coton, objectif essentiel de la Colonisation Cabraise ne fit l'objet d'aucune « impulsion » ; les paysans utilisaient librement les graines qu'on leur fournissait et ne connurent jamais la pratique du contingent imposé, même pendant la période de la seconde guerre mondiale (6) (cf. annexe V p. 113).

(1) Instructions du Cdant de Cercle de Sokodé au Chef de la Sub. de Lama-Kara, 15 déc. 1927. (Cf. annexe IV p. 112).

(2) Rapport du Cdant de Cercle de Sokodé au Comm. de la Rép. 24 nov. 1927.

(3) Télégramme lettre du Comm. de la Rép. au Cdant de Cercle de Sokodé, 10 janvier 1928.

(4) Cf. note (1).

(5) C'était tenter de calmer leur prévention contre l'émigration officielle. On comprend en effet que les chefs du pays d'origine, tout en exécutant les ordres ne fussent nullement favorables à la Colonisation Cabraise qui les privait d'une partie de leurs jeunes hommes, les meilleurs corvéables. Réunis en Conseil de Notables à Lama-Kara, les « chefs-cantons » ne manifestaient jamais d'enthousiasme pour cette entreprise ; en 1949 enfin (séance du 25 juin) ils émisent un avis si nettement opposé au Plan d'Émigration 1949-50 que l'Administration préféra l'annuler (c'est d'ailleurs sur cette désapprobation que se termina la deuxième phase de la Colonisation Cabraise).

(6) A cette époque chaque village devait seulement cultiver un champ de ricin dont l'huile était employée comme lubrifiant en mécanique.

## LE MOUVEMENT SPONTANÉ VERS LE CENTRE-TOGO

### *Premiers contacts par l'émigration saisonnière*

Peu de temps après les premières créations de villages par l'Administration, prit naissance un courant spontané d'émigration définitive issu des pays kabyè et losso et dirigé vers le Centre-Togo, selon le vœu et les prévisions des responsables officiels. Doit-on penser que ce mouvement « embraya » directement sur la Colonisation Cabraïse ? En observant à l'origine les phénomènes de mobilité on remarque de toutes façons le rôle préliminaire d'amorçage joué par l'émigration saisonnière.

Les premiers colonisateurs allemands exigeaient maintes corvées mais avaient renoncé à collecter une contribution en numéraire auprès de ces paysans dépourvus de monnaie européenne faute d'une économie d'échange. Par contre, à partir de leur arrivée en 1915, les Français instituant le paiement obligatoire de l'impôt déclenchèrent une instabilité générale parmi les habitants du Nord-Togo.

Pour tous les Togolais de l'époque la source principale de l'argent se trouvait dans les pays de plantation, dans le Sud-Ouest du Territoire et surtout en Gold Coast (1). La colonie anglaise en plein essor économique offrait des conditions d'emploi particulièrement favorables. L'ouverture des chantiers publics, des mines et surtout le développement de la culture du café et du cacao y suscitaient depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle une demande croissante en main-d'œuvre à laquelle répondirent en masse les étrangers de tous les pays d'alentour. Ce mouvement d'émigration temporaire s'amplifia jusqu'en 1930, puis l'effondrement des cours des produits d'exportation entraîné par la Grande Crise économique contribua à freiner le courant de manœuvres salariés.

Les administrateurs français du Togo s'inquiétaient de l'attrait exercé par le Gold Coast sur toutes les populations du pays et dès leurs premiers rapports de tournée signalèrent l'installation définitive de nombre de leurs ressortissants hors des nouvelles frontières.

Comme leurs voisins, les Kabyè-Losso participèrent à ce mouvement mais leur comportement semble différent. D'une part, aucun document ou témoignage n'indique à notre connaissance qu'avant le début de l'émigration administrative ils aient commencé à se fixer sur les plantations. D'autre part, ils furent les seuls à faire cas des possibilités offertes au Togo même, au centre et au sud du pays, où le travail proposé, la culture vivrière, correspondait plus exactement à leur « spécialité » et à leurs goûts. C'était moins ambitieux pour le gain réalisé mais moins aventureux que le voyage chez les « Anglissis ». Il suffisait de s'adresser à un voisin kotokoli ou bassari, ou de suivre la route du Sud vers Atakpamé et Notsé. Les paysans du Nord ne craignaient pas de descendre jusque chez ces Ifé ou ces Évhé qui, avant l'arrivée des Allemands, employaient à leur service les esclaves kabyè et losso. Les captifs qu'une distance presque infranchissable séparait naguère de leur pays d'origine avaient accepté leur sort et donné toute satisfaction dans le travail de la terre. Rapidement déculturés, ils avaient le plus souvent été placés dans la condition de « familiers », parfois d'affranchis. Puis l'abolition de l'esclavage avait privé leurs patrons d'un précieux instrument pour la production de sur-plus vivriers commercialisables. La demande de main-d'œuvre subsistait, aussi les travailleurs temporaires furent-ils aussitôt embauchés.

Cette active émigration saisonnière allait, comme dans le cas de la Gold Coast, donner naissance à une émigration définitive, mais un long délai fut nécessaire. En 1915 la défaite des Allemands dans leur colonie avait jeté le doute sur la pérennité du système colonial, puis la période de transition qui s'ensuivit jusqu'en 1920 (2) prolongea ce sentiment d'incertitude. Les premiers immigrés définitifs installés spontanément déclarent aujourd'hui avoir attendu pour se fixer l'assurance « que les Français n'allaient pas repartir ». Pourtant la garantie de stabilité ne semble pas avoir été la seule requise car il faut attendre 1927 pour avoir arriver dans les environs d'Atakpamé de jeunes Kabyè-Losso résolus à s'établir sur place (3). C'est que dans l'intervalle, à partir de 1925, l'Administration avait montré l'exemple en débutant son programme de peuplement du Centre-Togo à partir de la subdivision de Lama-Kara. La connexion apparaît cependant toujours très étroite entre les deux formes spontanées d'émigration, temporaire et définitive, la première représentant pour la seconde un préalable nécessaire.

(1) Y compris le « Togoland » sous mandat britannique en application du traité de Versailles.

(2) Les derniers militaires britanniques ont quitté le pays en août 1920 ; le Haut-Commissaire s'installa à Lomé en octobre de la même année.

(3) Cf. annexe VI p. 113, où l'Administrateur ne parvient pas à distinguer dans la masse des manœuvres descendus du Nord les aides saisonniers des immigrants définitifs.

## *Processus d'implantation*

Ces immigrants volontaires quittant le pays natal dans les années trente rien ne permet de les distinguer des nombreux saisonniers en partance (« apa »), à pied, la houe et le casse-tête de bois sur l'épaule, une besace de cuir au côté remplie de galettes dures. Beaucoup n'ont pas prévenu leurs parents de leur intention de rester « au Sud » soit qu'ils aient à craindre un refus, soit qu'ils réservent eux-mêmes une décision qui va dépendre des circonstances et de l'accueil. Par prudence ils se réunissent en petits groupes pour le trajet. Au besoin, le détour par Bassari permet d'éviter le poste de contrôle sanitaire « anti-trypano » établi au pont de Lama-Kara. La nuit les voyageurs dorment sur la place des villages. En six jours ils sont arrivés près d'Atakpamé, y retrouvent nombre de leurs frères qui fréquentent chaque année la région, ouvriers des chantiers administratifs ou aides agricoles à la tâche. Sur un marché le candidat à l'émigration définitive se fait engager, de préférence chez un chef de village. Pendant plusieurs années, il se contentera de son état de manœuvre à condition de pouvoir éventuellement retourner en visite chez lui au cours de la saison sèche. Une période d'observation est en effet nécessaire tant pour le nouveau venu, soucieux d'apprécier les conditions locales, que pour l'hôte, tenu à la prudence envers un étranger. Evidemment ce dernier se montre peu exigeant et parfois même travaille bénévolement. Enfin il se décide à demander une portion de terre pour son usage personnel. Le patron, maître du sol, lui indique un endroit libre, une limite à partir de laquelle il pourra cultiver. Mais pendant un an encore l'homme doit continuer d'aider son donateur de manière à bénéficier de la nourriture et de la semence, surtout les précieux collets d'ignames ; ensuite il cesse d'être attaché aux champs de l'autochtone pour se consacrer entièrement à sa propre exploitation. L'immigré, parvenu à l'autonomie économique mais répugnant à l'isolement, se met aussitôt à la recherche de compagnons de sa race et originaires du même canton. Il les rencontre sur le marché voisin, « apa » de passage, ou bien à l'occasion d'un voyage au Nord il convie ses frères à le suivre. Dès leur arrivée, l'« ancien » présente les nouveaux au chef : il se porte garant de leur bonne conduite et se chargera d'assurer leur installation à ses côtés. En peu de temps se constitue ainsi un petit groupe d'une demi-douzaine de Kabyè ou de Losso qui s'installent à proximité de leurs cultures. En effet si la minorité s'est fixée dans le village, la cohabitation avec les autochtones se révèle souvent incommode du fait des particularités ethniques (1) et les immigrants se voient bientôt affecter un emplacement écarté de l'agglomération d'un ou deux kilomètres.

L'expérience peut se répéter selon le même processus si un nouvel aide engagé par le chef manifeste le désir de s'installer à demeure. C'est ainsi que depuis le Sud de Blitta jusqu'à Gleï maints villages aniagan, kpessi ou ifé ont satellisé un ou plusieurs hameaux de création récente.

Aux marges du domaine de l'immigration agricole les arrivants ont eu à tenir compte de conditions particulières.

La condition essentielle de cette colonisation spontanée sous sa forme intercalaire était le caractère clairsemé de la population en place dont les villages peu importants pour la plupart n'utilisaient qu'une faible part de l'espace cultivable. Les possibilités d'accueil se restreignaient là où la densité des autochtones se renforçait ; ainsi l'immigration définitive fut-elle insignifiante à l'est d'Atakpamé, jusqu'à Akparé, dans une zone occupée par la plus grande partie des Yorouba Ifé. Par contre, entre la limite sud de ces Ifé (village de Gleï) et les premiers kopé Èvhé de Notsé apparaît sur une trentaine de kilomètres une solution de continuité assez nette dans le peuplement autochtone. C'est là, près de leur fort de Chra, que les Allemands avaient installé en liberté des condamnés kabyè-losso. Après les combats de 1914, seize familles de déportés étaient demeurés sur place. Ceux-ci n'avaient désormais de comptes à rendre à personne, malgré l'arrivée à Chra de quelques Ifé et Èvhé quatre ans plus tard. Dès 1922, ils accueillaient quelques congénères du nord ; c'est alors au chef kabyè ou losso que les nouveaux venus s'adressaient pour se faire concéder un terrain. Par la suite l'affluence des immigrants fut telle (2) que des querelles éclatèrent et que certains durent quitter les lieux. Aujourd'hui les Kabyè et Losso dominent tous les environs de Chra.

Au-delà, chez les Èvhés de Notsé et de Tsévié où les travailleurs saisonniers se louaient en grand nombre, les choses se passèrent encore différemment. Celui qui désirait s'installer demandait non plus au chef mais à son employeur. Ici en effet le peuplement était suffisamment ancien pour que des structures foncières plus précises se soient élaborées ; chaque famille autochtone disposait en toute propriété de sa portion de terroir. Autour de Notsé, certains notables possédaient des domaines étendus sur lesquels des groupements kabyè-losso purent se rassembler ; mais plus au sud, au fur et à mesure qu'augmentait la densité de la population, les paysans autochtones ne tenaient pas à aliéner une proportion importante de leur lot, d'autant moins d'ailleurs que leurs palmeraies y occupaient une place croissante. Il devenait malaisé à l'immigré d'inviter

(1) On met d'ordinaire en cause les déprédations causées par le petit bétail errant.

(2) Au Kabyè, dans les années trente, on disait d'un homme partant pour le Sud qu'il allait « à Chra ».

ses frères à venir le rejoindre. Le fractionnement du terroir et sans doute aussi l'éloignement du pays d'origine expliquent le déclin de la colonisation agricole passé le 7<sup>e</sup> parallèle où nous avons limité le champ de notre étude (1).

On pourrait s'étonner qu'au Nord même les Kabyè et les Losso aient été beaucoup moins tentés par une pénétration identique des milieux autochtones voisins. Après avoir pris possession de la zone inhabitée qui entourait leurs pays d'origine ils entrèrent au contact des territoires effectivement occupés d'une part par les Konkomba et les Bassari, de l'autre par les Kotokoli. La densité de population des premiers (2) rendait malcommode l'intégration d'éléments étrangers, d'autant plus que les Bassari, cultivateurs énergiques, utilisent d'importantes surfaces et que les Konkomba pratiquent l'élevage du gros bétail.

Du côté sud la rencontre avec les Kotokoli ne semble pas avoir été amicale (3). Le Commandant du Cercle de Sokodé dut à plusieurs reprises accorder son appui aux Kabyè au cours de leur « glissement » vers le sud du pays d'origine en restreignant le domaine revendiqué par les chefs de Bafilo et de Dako, néanmoins de sérieux différends naissaient fréquemment. L'installation présentait d'ailleurs un intérêt économique limité dans ces régions septentrionales éloignées des principaux circuits commerciaux et dépourvus de cultures « chères ». Les émigrés vinrent en nombre demander l'hospitalité dans deux secteurs seulement : la région konkomba de Namon, sur la rive Ouest de la Kara où se réfugièrent les Lamba et celle du village bassari de Kabou, actif marché, bien connu des Kabyè — étape sur l'ancienne route du fer et plus récemment sur celle du Ghana (4).

### *L'accueil par les autochtones*

Il paraît a priori surprenant que les autochtones du Centre-Togo aient accepté aussi délibérément l'amalgame ethnique et l'abandon de portions parfois considérables de leur espace cultivable en échange d'une contribution minime. Le groupuscule immigré n'était en effet tenu qu'à de très légères obligations : trois ou quatre jours de travail agricole et parfois de petites quantités de produits vivriers — une cuvette de céréales, quelques ignames — à titre d'allégeance. Cependant cette contrepartie qui semblait insignifiante au nouveau venu ne l'était pas pour l'hôte. Pour en juger prenons le cas le plus général où les étrangers dépendaient directement du chef de village. Celui-ci s'assurait annuellement un important appoint en travail de l'ordre d'une trentaine de journées à l'occasion des tâches les plus pénibles (défrichement, buttage). Immigré lui-même avec les siens depuis peu, sa promotion était le plus souvent récente ; il voyait avec satisfaction s'agrandir son village et son prestige s'accroître d'autant (5). D'ailleurs comment aurait-il pu rester insensible à la perspective de grossir l'effectif de ses ressortissants ? Il pouvait toujours dissimuler au recenseur une certaine proportion de contribuables en les faisant passer au besoin pour des éléments « flottants » et garder pour lui-même le montant de l'impôt correspondant (6). Le nombre des justiciables augmentant, les jugements, source de rapport non négligeable, seraient plus fréquents.

Le groupe autochtone dans son ensemble avait intérêt à accepter la présence des Kabyè-Losso. Ceux-ci allaient attirer leurs frères en quête d'ouvrage, ainsi les travailleurs saisonniers ne manqueraient pas. Si l'Administration demandait quelques manœuvres ou lorsque le moment venait de réparer la route, les immigrés apportaient un concours efficace pour ces pénibles corvées. Lors des sacrifices collectifs ils fournissaient leur contribution pour les achats nécessaires.

On saisit les avantages que les villageois et leur chef en particulier trouvaient en recevant chez eux les hommes du Nord, aussi à plusieurs reprises l'Administration enregistra-t-elle des demandes émanant de chefs autochtones désireux qu'on leur fournit des « Cabrais ». Au demeurant les inconvénients semblaient nuls à l'époque. Les espaces encore incultes s'étendant alentour représentaient de copieuses réserves. D'ailleurs il était bien entendu que n'était concédé aux nouveaux venus qu'un droit d'usage sur les terres de leur secteur

(1) Un dernier point fort s'est toutefois constitué plus au sud à Lilikové où les Kabyè attirés par un ancien manœuvre du chemin de fer ont formé six hameaux.

(2) Aujourd'hui de 15 hab. au km<sup>2</sup> environ ; ce chiffre n'était sans doute pas sensiblement inférieur dans les années vingt et trente car depuis le début du siècle les Konkomba et les Bassari ont fourni un très important courant d'émigration vers le Ghana limitrophe.

(3) Est-ce le prolongement d'une hostilité historique ? Les vieux que nous avons interrogés gardent le souvenir d'incurSIONS de chasseurs d'esclaves venus de l'est (les « Sémassé » d'origine bariba) mais non du sud.

(4) Cf. l'étude de A. GNON, 1967, sur le canton de Kabou.

(5) Sur la formation des hameaux chez les Ifé et l'ambition de leurs fondateurs, cf. J.P. IGUE (1970 : 236-237).

(6) C'est pour la même raison que les chefs du Nord admettaient difficilement le principe de l'émigration. Dans le cas des départs spontanés ils continuaient de réclamer aux familles l'impôt des absents.

d'exploitation. D'autre part les problèmes de coexistence pouvaient être résolus de par l'isolement des familles « Kablé ». Un contrat nettement formulé était inutile car c'est de la situation ainsi créée et vécue chaque jour que les autochtones comme les étrangers comptaient respectivement tirer leur profit, dans une sorte de symbiose que chacun devait se garder de détériorer. Effectivement au cours de la période d'installation des Kabyè-Losso les conflits n'éclatèrent pour ainsi dire jamais, les immigrés reconnaissant aisément leur absence de droits sur le sol et la prééminence de leurs hôtes. Il faut souligner que les liens personnels existant entre le chef du village et le premier arrivé, responsable de fait de ses camarades, créaient un climat extrêmement propice de confiance mutuelle (1).

Séparés le plus souvent de l'agglomération principale les Kabyè-Losso procédèrent en toute indépendance à l'occupation du terrain octroyé. Dans un souci de tranquillité ils établirent leur hameau un peu à l'écart de la piste locale et tout naturellement le disposèrent suivant leur type d'habitat d'origine. Leur domaine n'était guère délimité avec précision ; on n'avait fixé qu'une ligne de départ, d'habitude un petit thalweg. L'« ancien » désigna à chacun sa place à ses côtés le long de cette lisière, puis à partir de là tous défrichèrent de front et les parcelles s'organisèrent en bandes parallèles. A l'instar de la formule d'agencement préconisée par la colonisation administrative : une telle disposition « au coude à coude » s'avérait la plus commode non seulement car il était impératif de cultiver ensemble pour déloger les animaux sauvages mais aussi sans doute car cet ordre permettrait de reconnaître par la suite nettement et sans risque de litige ce qui avait été cultivé par chacun et pourrait constituer désormais un terrain réservé à son usage.

## RAPPORTS ENTRE LES DEUX TYPES DE COLONISATION AGRICOLE AU CENTRE-TOGO

La relation de la « descente » des Kabyè-Losso exigeait certes une distinction entre colonisation dirigée et colonisation spontanée ; rapprochons maintenant les deux modes d'implantation pour saisir le phénomène dans son ensemble.

Leur rapport dans le temps est évident, quelques dates le font ressortir. 1909 : création du village de Colonisation pénale de Chra par les Allemands. 1914-1922 : début de l'immigration spontanée dans la région de Chra. 1925 : création du premier village de la Colonisation Cabraise du Cercle d'Atakpamé ; 1927 début de l'immigration spontanée dans la région d'Atakpamé. Le précédent administratif a donc apparemment joué un rôle de test et de garantie et l'exemple des Kabyè-Losso transplantés sous la contrainte, éclaireurs malgré eux, a entraîné progressivement le déplacement des autres.

Il n'est pas possible de comparer d'une façon précise et continue les rythmes d'augmentation des effectifs de chacune des deux catégories de villages. De rares données globales conservées dans les archives permettent seulement d'établir les courbes très sommaires de l'évolution de la population immigrée au sud du 9° parallèle dans les anciens Cercles de Sokodé — secteur administratif — et d'Atakpamé — secteur administratif et spontané.

La colonisation spontanée s'est donc développée lentement au cours des années trente et quarante puis graduellement la progression s'est accélérée (2). Une accélération analogue se constate dans le secteur de la Colonisation Cabraise, tant par l'effet des « renforcements » que par celui de l'installation volontaire. Il apparaît cependant que les villages créés par l'Administration ont exercé moins d'attrait que ceux qui se sont spontanément fondés ; cela peut s'expliquer, par le fait que dans les premiers chacun restait en quelque sorte sous le regard du Commandant, ce qui se traduisait par des tournées de fonctionnaires et surtout une forte autorité du chef. Mais l'immigré définitif n'est pas toujours un élément stable ; pour une certaine part le secteur spontané fut pourvu par des paysans originaires des villages administratifs (fugitifs, fils des premiers « colons »...). Inversement, au-delà de la date de leur création ou de leur « renforcement » l'augmentation démographique des villages administratifs résulte plus de l'immigration spontanée, branchée sur ces agglomérations par l'appel des premiers arrivés, que de l'accroissement naturel. On ne saurait donc tirer des conclusions précises à partir des précédentes évaluations comparatives. En fait dès après la fondation, les échanges deviennent si assidus entre les groupes de la colonisation officielle et ceux des Kabyè-Losso parvenus au Centre-Togo de leur propre initiative qu'on hésite à dresser séparément le bilan numérique de chaque « source » d'immigration.

(1) Signalons pour mémoire que dans la zone la plus méridionale de l'expansion kabyè-losso le propriétaire évhé transplante ses très jeunes palmiers sur les buttes d'ignames de son immigré ; il économise ainsi dans l'exploitation de sa palmeraie la peine du défrichement et de trois années de sarclage.

(2) Cf. fig. 2 p. 159 malgré que n'y soit pas indiquée l'installation des familles qui ont quitté le village Gbébé après un séjour plus ou moins long.



TABLEAU 14  
Population kabyè-losso immigrée au Centre-Togo, par mode d'immigration et par région

	1932 (1)	1946 (2)	1960 (3)
I - Population des villages de fondation <u>administrative</u>			
- Circ. de Sotouboua (4)	3664	11905	22874
- Circ. de Blitta Atakpamé et Notsé (5)	3838	7700	11789
	7502	18795	34663
II - Population des villages de fondation <u>spontanée</u>			
- Circ. de Sotouboua (4)	0	0	474
- Circ. de Blitta, Atakpamé et Notsé (5)	1000	5000	34011
	1000	5000	34485
III - Population immigrée de ces Circonscriptions : I + II	8502	23795	69148
IV - Proportion du secteur spontané : II / III = 100	12 %	21 %	50 %

(1) Rapports trimestriels des Cercles.

(2) Compte général après recensement au 31 XII 1946.

(3) Recensement général 1958-60.

(4) Colonisation agricole dans l'ancien Cercle de Sokodé, au sud de Sokodé.

(5) Colonisation agricole dans l'ancien Cercle d'Atakpamé.

Cependant les conditions spécifiques d'installation ont laissé dans le paysage humain des traces jusqu'à présent indélébiles. Par exemple la physionomie de l'habitat rend pleinement compte de la distinction à établir à l'origine entre peuplement dirigé et spontané. L'Administration a mis en place d'emblée de véritables villages en fixant des groupes d'une certaine importance — 97 personnes à l'origine en moyenne dans le Cercle d'Atakpamé (1), 165 personnes dans celui de Sokodé (2) où l'effectif grossira encore avec les renforcements de la deuxième phase de colonisation — tandis que le travailleur saisonnier qui avait choisi l'émigration définitive parvenait rarement à réunir autour de lui plus d'une dizaine de familles. Ainsi s'explique le contraste manifeste encore actuellement entre les gros centres établis sur le grand axe de communication Nord-Sud et les modestes hameaux qui se dissimulent autour d'Atakpamé et de Notsé. Les terroirs, nous le verrons, reflètent cette disparité.

Il n'en existe pas moins des caractères communs qui confèrent son originalité à la colonisation kabyè-losso dans son ensemble. Peu soucieux de dépaysement, les émigrés souhaitaient se retrouver entre eux et se sont efforcés de reconstituer des communautés de peuplement homogènes non seulement au niveau ethnique mais plus précisément encore au niveau de leur étroite collectivité d'origine au Nord (tété ou même quartier) ; réflexe qui dans les zones de colonisation spontanée surtout a provoqué le fractionnement en petits noyaux d'habitat. Il faut reconnaître à l'Administration le mérite d'avoir réalisé ce vœu, dans un but d'efficacité, en évitant le brassage.

Autre aspect commun aux deux modes d'immigration : l'appui réclamé par les Kabyè-Losso lors de leur arrivée. Remarquons que nulle part les paysans arrivant du pays d'origine par leurs propres moyens ne se sont établis dans une zone libre. Effectivement une installation en pleine brousse présente des inconvénients majeurs pour l'évacuation des produits ou pour la liaison toujours nécessaire avec le pays d'origine.

(1) Sur trente-trois villages (1932).

(2) Sur dix-sept villages (1929).

Mais même les emplacements déserts en bordure d'une route ne paraissent pas avoir tenté les émigrants spontanés. Ceux-ci dans tous les cas se sont inféodés à des autochtones (1), en leur demandant d'abord du travail. Il est vrai que cette manière de procéder permettait au nouveau venu d'expérimenter tout à loisir son futur terrain ; mais en fait il n'est pas de région où les Kabyè-Losso aient jugé les conditions naturelles inacceptables (2). Il est vrai aussi que quelque soit l'endroit écarté sur lequel ils auraient jeté leur dévolu, des possesseurs du sol, ou se prétendant tels, seraient venus leur demander des comptes ; mais ces autochtones auraient réclamé quelque contribution, non leur départ.

Dans la pratique cette nécessaire dépendance provenait de l'impossibilité pour le premier immigrant de subvenir seul à ses besoins au moment de son installation. La nourriture de plusieurs mois, les semences, les boutures d'ignames représentent un capital de lancement — plusieurs sacs de vivres — que le candidat à la colonisation ne possédait pas lors de son départ. Il ne pouvait pas non plus demander ces denrées à son père car à l'époque les gens du pays d'origine blâmaient l'émigration définitive considérée comme un abandon. Toutefois dans des circonstances particulières favorables, un homme décidé aurait sans doute eu la possibilité d'accumuler la somme correspondante en louant ses services au Sud ou au Centre-Togo puis d'aller s'établir par lui-même à l'endroit de son choix, quitte à en demander l'autorisation au chef de la contrée. A ce stade du raisonnement on se trouve devant une faiblesse de la colonisation kabyè-losso sur laquelle nous reviendrons plus loin. Donc il parut commode au premier arrivé de s'appuyer sur le patron autochtone pour mettre en train son exploitation ; puis à son tour il put aider ses camarades. Dans le secteur officiel, c'est l'Administration qui joua ce rôle de soutien, considéré comme indispensable au « démarrage » de l'exploitation.

\*  
\* \*

Qu'elle qu'ait été la contrainte exercée par l'Administration ce mouvement de colonisation ne peut se concevoir sans l'adhésion finale des Kabyè-Losso. Dès leurs premiers voyages saisonniers vers le Centre-Togo, ces paysans accoutumés à un dur labeur n'ont pu manquer d'être attirés par une terre peu exigeante et disponible à volonté, au total plus productive. Mais leur nature foncièrement sédentaire, acquise par des siècles d'immobilité, les retenait d'aller s'établir dans un milieu étranger et lointain. Le colonisateur, impatient de réalisations, les obligea à franchir le premier pas qui leur coûtait. Enhardis, quelques-uns suivirent l'exemple puis progressivement le mouvement prit l'ampleur que l'on sait. On doit donc en relatant les faits mettre un accent sur le caractère impératif de l'action administrative dont le rôle d'impulsion fut décisif, mais sans méconnaître pour autant qu'en définitive dans leur majorité les Kabyè-Losso de l'émigration ont accepté ou voulu leur départ.

Ce consentement progressivement obtenu des intéressés confirme de façon significative le schéma d'une mutation affectant à divers égards le pays d'origine au cours de la période postérieure à son désenclavement : ce n'est que peu à peu, au fur et à mesure de leur « ouverture » sur le monde extérieur, que les gens du Nord prirent conscience de leur dénuement et des avantages pécuniaires à attendre de l'installation au dehors, tandis que graduellement se détérioraient leurs conditions de subsistance.

Permettons-nous d'imaginer pour conclure ce qu'il serait sans doute advenu si le pouvoir ne s'était préoccupé ni de provoquer ni d'organiser le déplacement des populations du Nord. Combien de temps de « réduit » eut-il tenu ? Sous la double pression de l'augmentation des bouches à nourrir et du besoin d'argent, le mouvement se serait de toutes façons établi, avec un décalage d'une dizaine ou d'une quinzaine d'années peut-être. Une fois la zone de glissement comble, l'implantation dans le Centre-Togo se serait amorcée peut-être seulement au cours d'une période de disette. Les émigrants auraient tous demandé asile aux autochtones qui ne se seraient pas privés alors d'imposer des conditions plus sévères. La grande zone vide qui s'étendait au sud de Sokodé aurait accueilli peu à peu un peuplement éparpillé en hameaux, dominés par de puissantes chefferies. Ultérieurement la séduction des salaires et de gros revenus des plantations aurait attiré un vaste flux d'expatriation vers la Gold Coast où les Kabyè-Losso se seraient alors trouvés dans une situation de dépendance analogue à celle des émigrés Mossi d'aujourd'hui.

(1) A notre connaissance, il n'est qu'un seul exemple de création de village autonome, celui d'Adanka entre Chra et Gleï. Un Losso de Niamtougou s'y installa seul sans consulter les Ifé. Il y eut querelle mais l'homme requit l'appui du Commandant d'Atakpamé, lequel lui donna raison car la zone paraissait vacante. Cette hardiesse tout à fait inusitée s'explique par le fait que le fondateur, Niassingbé, était un ancien garde de Cercle.

(2) Hormis peut-être les environs inhabités du confluent Amou-Mono et de la moyenne Yoto tout à fait au sud du domaine étudié (est de Notsé).

## ANNEXE I

Au sujet de la guerre et de l'insécurité au pays d'origine à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle  
Déclarations des anciens recueillies et traduites par M. Denis BESSEPOU (ORSTOM) (août 1969). Extraits

### *A Karé-Massada, partie du « Tèto » de Kouméa*

« La limite de terre entre les cantons (1), les affaires de femmes étaient les causes principales de la guerre.

Les gens de Koudjané (2) ne voulaient pas que ceux de Niamtougou ou de Lamadissi fassent leurs champs à côté de leurs propres champs en touchant leur limite.

De même leurs femmes ne pouvaient pas épouser un habitant de Lamadissi ou de Niamtougou. Malgré les lois des filles allaient quand même dans ces cantons ennemis et s'y mariaient. Dans ce cas par exemple : une fille qui quittait son fiancé ou son mari n'avait pas le droit d'épouser un autre homme du même canton — ces hommes se seraient tués si ce fait s'était produit. La fille ou la femme qui ne voulait plus de son mari devait partir complètement de son canton et se marier dans un autre village loin du sien. Ces femmes mariées ailleurs, on les appelait « Ayada », c'est-à-dire « femme qui pouvait apporter du secours aux blessés ». Il s'agissait aussi bien des blessés de Koudjané que ceux de Lamadissi. Quand une telle femme quittait le village de son mari pour rendre visite à ses parents elle apportait avec elle des produits efficaces fabriqués dans le canton de son mari, c'est-à-dire du contre-poison pour guérir les blessés de son canton d'origine atteints par les flèches du canton de son mari ; et pour revenir chez son mari, elle rendait aux blessés du canton de son mari le même service en leur apportant du contre-poison de leurs ennemis, c'est-à-dire du canton de ses parents. On ne la fouillait jamais mais elle gardait les secrets de chaque canton (3). Si jamais elle avait parlé mal de l'un à l'autre on l'aurait tuée comme une biche.

Les filles vierges seules étaient autorisées à apporter de l'eau aux guerriers, surtout aux blessés. La coupable d'une faute d'adultère

n'en avait pas le droit ; elle aurait fait mourir les blessés à qui elle aurait servi à boire.

La guerre se faisait normalement en saison sèche. La paix était demandée dès les premières pluies. Pour arrêter temporairement les combats deux vieux de chaque camp — c'est-à-dire deux de Lamadissi et deux de Koudjané — devaient s'approcher les uns des autres sans garder de colère entre eux avant de prononcer les mots de la paix provisoire : « Le sol est mouillé. Et regardons derrière nous : Il y a des morts et des blessés. Qu'est-ce que nous laisserons sur cette terre à la fin ? Paix entre nous aujourd'hui ! ». Puis les plus vieux des quatre hommes mettaient par terre des feuilles de Kpindjan (4) entrecroisées, jetaient de la cendre dessus et versaient de l'eau à côté. Tout cela signifiait : Paix pour tous. Ensuite chacun des délégués devait faire pareillement dans son canton.

Seuls les voleurs et les gens qui avaient perdu beaucoup de frères ne laissaient jamais durer la paix. Quelqu'un qui pour venger son frère mort tuait une femme qui allait au marché déclarait de nouveau la guerre. Le voleur qui prenait trop de moutons dans le canton ennemi déclarait aussi la guerre (5). Les vieux n'ont jamais souhaité cette guerre au moment des cultures, c'est parce qu'on mettait à terre toutes les cultures sans pitié.

Bien avant l'arrivée des Allemands, nos parents vivaient dans la montagne ou au piémont, et les champs hors du village présentaient de grosses difficultés pour leur exploitation. L'homme n'allait jamais seul pour nettoyer son champ de peur d'être attaqué par les ennemis ; seule la hada (6) pouvait travailler une seule journée, sous la surveillance des éclaireurs ».

### *A Sédena, autre partie du « tèto » de Kouméa*

« Il y avait toujours des éclaireurs qui veillaient au faite des grands arbres, pendant plusieurs jours pour voir si les Naoudéba ou les Lamadissi venaient sur leur terrain. Avant que la hada (6)

travaille dans un champ d'un homme de Kouméa, deux sentinelles se mettaient dans la brousse pendant deux à trois jours avant la date prévue. Le jour venu les deux surveillants se postaient à

(1) Terme moderne peu exact pour désigner en fait les « tèto ».

(2) Habitants de Kouméa et Landa.

(3) A Koudé (Lamadissi) les anciens disent « elle voyait (au cours du trajet) des guerriers couchés (prêts pour l'embuscade) sans rien dire ».

(4) Arbre qui arrête les malheurs.

(5) A Sédena (Kouméa) les anciens ajoutent : « mais quelquefois ceux qui renouvelaient de telles guerres par leur mauvaise conduite (vol, assassinat, etc.) étaient tués eux aussi par les villageois ».

(6) Groupe d'entraide cf. p. 178.

une certaine distance du champ où la hada allait travailler. Le premier montait en haut d'un grand arbre avec plusieurs cailloux à la main ; quand le premier laissait tomber le premier caillou, celui-ci la ramassait et le lançait dans le groupe, qui travaillait. Cela signifiait : attention les ennemis très loin arrivent mais continuez le travail. Si un deuxième caillou tombait encore au milieu du groupe il signifiait que les ennemis s'approchaient. Un troisième caillou les

avertissait de se sauver précipitamment. L'interprète devait courir en même temps que la hada, mais la première sentinelle restait un peu plus longtemps au sommet pour voir si les ennemis couraient eux aussi ou bien préparaient une embuscade ; quand elle était renseignée elle pouvait descendre du grand arbre pour rejoindre ses frères. C'est cette manière qu'ils employaient avant de sarcler les champs situés à une certaine distance de la montagne ».

## A Koudé, « tête » Lamadissi

Nous avons eu deux ou trois famines qui ont tué beaucoup de vieux et de jeunes enfants. Il y avait quand même quelques familles qui donnaient secours aux autres plus malheureuses. Une de

ces famines fut suivie d'une épidémie qui fit encore succomber beaucoup de gens. On mangeait alors des graines de baobab grillées et des fruits verts trouvés au bord des rivières (1).

## ANNEXE II

### Au sujet de l'argument fourni par l'immigration kabyè-losso au Centre Togo en faveur du prolongement du chemin de fer Central Togolais

Extrait du Rapport financier destiné à appuyer une demande d'emprunt adressée au Ministre français des Colonies pour la construction de la nouvelle voie ferrée

Perspectives d'avenir. Les chiffres actuels ne justifiaient évidemment pas la dépense importante que représente la construction du tronçon Atakpamé-Sokodé si l'augmentation considérable du transit ne devait résulter d'une façon quasi certaine de la répartition actuelle des habitants dans le nord du Territoire.

Les cercles de Sokodé et de Mango représentent 433 000 habitants, soit 58 % de la population du Territoire et ne participent actuellement que pour une part infime dans le mouvement des échanges. De plus, sur ces 433 000 habitants, 187 000 Cabrais-Lossos sont entassés sur un espace tellement restreint que la densité de la population y atteint 62 habitants au km<sup>2</sup> et que la terre, très appauvrie et de qualité insuffisante ne peut pas les nourrir suffisamment ; or les Cabrais sont parmi les populations noires les plus travailleuses et l'expérience est faite de ce qu'ils sont capables de produire lorsqu'on leur donne des terres à travailler.

En effet 14 villages entre Atakpamé et Sokodé ont été créés depuis deux ans avec des Cabrais qui ont consenti à émigrer et justement sur le parcours du futur chemin de fer. Or ces Cabrais ont complètement transformé la région jadis inculte et leurs cultures s'étendent sur des espaces énormes, quadruple au moins de la surface nécessaire à leur alimentation et à leur entretien seul.

Les autres populations : Cotokolis, Bassaris, Mobas, etc., ont eux des terres en quantité suffisante ; mais les frais de transport élevés font qu'ils renoncent à s'intéresser à des cultures d'exportation.

En évaluant à 500 F le coût de la nourriture et de l'entretien moyen d'un Cabrais, qu'actuellement il produit juste, il n'est pas téméraire d'escompter que, lorsqu'il aura des terres à sa disposition et la possibilité d'écouler ses produits à un taux rémunérateur, sa production sera doublée, soit environ 95 000 000 F.

Pour les autres populations admettons que l'augmentation de leur production ne sera que de la moitié soit 250 F, et ne tablons que sur les populations rapprochées de Sokodé : Cotokolis et Bassaris (102 000 habitants) cela représente encore 25 000 000 F de produits d'échange, soit 120 millions en tout. Le prix moyen du kilo emporté a été de 3 F. Cela représenterait donc environ

40 mille tonnes à la descente sur le parcours total de 360 km. L'enrichissement des indigènes les amènera fatalement à augmenter leur bien-être en achetant divers produits qui formeront le trafic à la montée et que l'on peut évaluer à la moitié, soit 20 000 tonnes environ.

Le prix moyen du transport d'une tonne klm de marchandises était en 1927 de 0f.56, le tout donnerait une recette de  $60\,000 \times 360 \times 0,56 = 12\,100\,000$  environ. (Suit une prévision de l'augmentation du trafic voyageurs : manœuvres originaires du nord travaillant au sud, marchands ambulants, haoussas avec leurs charges. Surcroît de recette escompté à 177 000 F).

La recette supplémentaire sera donc de... 6 177 000 qui ajoutés aux 12 100 000 de recettes marchandises et aux 1 540 000 de recettes totales actuelles de la ligne Lomé-Atakpamé, donnera une recette totale de 19 817 000 F environ.

Or tous les prix viennent d'être augmentés de 10 % et sont encore très inférieurs à la parité des tarifs or d'avant guerre qu'ont seuls atteints les tarifs du Dakar — Saint-Louis, ce qui laisse une marge sérieuse d'augmentation possible.

Il faut donc tabler sur une recette, aux prix nouveaux actuels de  $19\,817\,000 + 10\% = 21\,800\,000$  F, soit une recette kilométrique de :

$$\frac{21\,800\,000}{360} = 60\,600 \text{ F}$$

Or le coefficient normal d'exploitation correspondant à une recette kilométrique de 60 600 F est de 59,7 % donnant un chiffre de frais d'exploitation de 35 800 F et un bénéfice d'exploitation de  $24\,800 \times 360 = 8\,928\,000$  F permettant d'assortir très facilement les dépenses de premier établissement.

Lomé, le 19 décembre 1928  
Le Chef du bureau des finances

(1) Dans les galeries forestières ; on a détruit au cours des années trente ces gîtes de glossines dans le cadre de la lutte contre la trypanosomiase.

## ANNEXE III

## Au sujet du climat psychologique dans lequel s'effectuait le départ pour l'émigration administrative

Extraits du « Rapport de Mgr Joseph STREBLER  
à Monsieur le Gouverneur NOUTARY  
Commissaire de la République au Togo, à Lomé ».

Objet : « Main-d'œuvre et émigration cabraises ».

Sokodé, le 10 avril 1944

Monsieur le Gouverneur,

Le 12 mars dernier vous m'avez invité à vous soumettre un rapport au sujet de la déportation de la main-d'œuvre cabraise et l'osso pour les mines d'or du Dahomey.

Permettez-moi, Monsieur le Gouverneur de vous donner simplement mon opinion privée au sujet de la réquisition de la main-d'œuvre et des émigrations cabraises en général, sans m'arrêter particulièrement au cas spécial des mines d'or que je ne connais pas assez.

Pour de multiples raisons d'ordre social et humanitaire, la déportation même temporaire des populations, contre leur gré, dans un pays étranger est un mal et on n'y devrait avoir recours que quand le bien commun l'exige.

Au pays Cabrai-Iosso, la déportation et l'émigration forcée ont été pratiquées depuis de nombreuses années et cette méthode tend actuellement à nous aliéner sérieusement la sympathie de nos populations et à nuire gravement à nos propres intérêts, car elle pousse nos gens à haïr l'Administration française et à s'évader en Gold-Coast. Notre population est foncièrement hostile à toute déportation et condamne absolument la méthode actuellement employée pour désigner les partants.

#### I - La déportation est actuellement contraire à nos intérêts.

Le R.P. BRUNGARD, le missionnaire en charge à Niamtugu, qui vit dans le pays depuis 13 ans et qui est le seul Européen à parler les deux langues de cette région, constate que les gens sont de plus en plus mécontents et il attribue à ce mécontentement croissant de nombreux départs pour la Gold Coast, départs qui vers l'époque redoutée des déportations et des émigrations ordinaires — en novembre et décembre — prennent le caractère d'une véritable fuite.

(Suit une description du courant d'émigration vers la Gold-Coast).

A mon humble avis, Monsieur le Gouverneur, ce serait faire de la bonne politique française et sociale que de laisser les esprits se calmer afin que la confiance puisse renaître. Dans ce but, pendant quelque temps, aucune déportation ni aucune émigration forcée ne serait à recommander. Il y a du travail sur place ; l'effort de guerre demandé aux cultivateurs et l'entretien des routes exigent tous les bras valides du pays.

#### II - Plus de méthode pour désigner les partants.

Il n'est pas impossible que la manière dont le choix des partants est fait ne soit quelquefois en partie responsable pour le mécontentement et l'opposition que l'on constate.

A mon avis, ce choix est trop laissé à l'initiative des petits chefs de village et même des chefs de quartier et des policiers, qui sont enchantés d'avoir cette occasion de se débarrasser de leurs sujets moins souples et d'assouvir ainsi des vengeances personnelles. La manière d'agir de certains chefs en 1943 nous amène à cette consi-

tation. Aucune considération humaine ne compte pour eux. Tout jeune homme qui a le malheur de déplaire à un de ces petits tyrans est mis d'office sur la liste des partants au prochain convoi, et il est dirigé au hasard de la demande, soit sur un village d'émigration, soit sur un chantier de travail rémunéré, loin du pays. En cas d'hésitation c'est la cravache et d'autres moyens semblables qui font plier les natures les plus revêches.

La déportation du 14 février 1944 a eu le malheur d'avoir été précédée en décembre 1943 d'un départ important de jeunes recrues (familles de jeunes mariés) pour l'Emigration de la Subdivision de Sokodé. La panique qui se manifesta quand le nouvel ordre de départ arriva, cette fois pour le Dahomey est partiellement due à la proximité du départ précédent : le mécontentement causé par ce départ n'était pas encore dissipé quand cette nouvelle levée d'hommes mariés vint encore l'aggraver. J'ai vu moi-même dix partants chrétiens (sur 40 appelés) en route pour Lama-Kara et Diougou : ils étaient entièrement découragés et démontés. Ils étaient unanimes à blâmer la conduite inutilement sévère de leur policier de Siou, qui les a pourchassés sans pitié, refusant même à plusieurs la permission d'emporter une petite réserve de nourriture pour la route. (...)

Sur dix partants, deux seulement savaient, lors de leur passage à Yadé, qu'ils portaient pour le Dahomey. Les autres croyaient qu'ils devraient aller à « Chra », ou dans un village d'émigration et ils ignoraient s'ils reviendraient jamais au village natal. A mon avis, recruter les gens dans de telles conditions est une faute psychologique qu'on doit éviter. Si on avait informé ces gens proprement (...) le départ eût été moins tragique, et le policier à la cravache eût pu rester chez lui — ou se servir de son instrument simplement comme insigne inséparable de sa dignité. L'autorité des petits chefs est trop souvent tyrannique sans raison et leur maladresse, très souvent porte seule le blâme de beaucoup d'histoires regrettables. Il me semble que la désignation des partants devrait être le résultat d'une décision motivée et que le chef du village ne devrait avoir que voix consultative dans cette affaire.

(Suit un éloge du programme de colonisation agricole, puis une demande d'exemption temporaire en faveur de certaines catégories de chrétiens).

Je tiens à profiter de cette occasion pour louer hautement devant vous la bonne volonté, la bienveillance et le dévouement admirables de Monsieur le Commandant du Cercle du Nord et de Messieurs les Administrateurs des quatre subdivisions.

Avec des hommes de cette trempe, je ne prévois pas de difficulté sur cette question. Cependant, je suis convaincu que sur une question aussi grave que celle que je soulève, ces Messieurs autant que moi-même désireront que la ligne de conduite soit tracée par le Chef lui-même.

Veuillez agréer, Monsieur le Gouverneur, l'expression de mes sentiments respectueux et dévoués.

Signé : J. STREBLER  
Préfet Apostolique de Sokodé

## ANNEXE IV

## Au sujet de l'organisation matérielle de l'émigration administrative

« Lettre de l'Administrateur Commandant le Cercle de Sokodé  
à Monsieur le Chef de la Subdivision de Lama-Kara »

Sokodé, le 15 décembre 1927

Comme suite à mon 789 du 24 novembre adressé à Monsieur le Commissaire de la République et dont je vous ai envoyé copie pour information, j'ai l'honneur de vous donner ci-dessous des instructions complémentaires en ce qui concerne les Villages Cabrais d'émigrations à créer en 1928 :

1) Village Losso d'Agou — J'ai averti le Chef-Lieu que vous mettriez en route 100 individus, femmes et enfants compris, le 3 janvier prochain.

2) Villages d'émigration du Cercle d'Atakpamé - L'Administrateur de cette Circonscription a demandé :

a) 250 hommes et 125 femmes environ pour la création de nouvelles agglomérations ;

b) 60 hommes et 20 à 25 femmes pour renforcer la population des villages de Tsagba et d'Adakakpé qu'il a fondés cette année. Il serait heureux d'être prévenu de l'arrivée de ces contingents 15 jours à l'avance.

Je vous serais reconnaissant de lui donner satisfaction.

Tous les Cabrais et Lossos destinés aux Cercles du Sud devront emporter des vivres pour le voyage et si possible partir avec une petite somme d'argent.

3) Par lettre 2115 du 4 décembre. Monsieur le Commissaire de la République vient de me faire connaître que le crédit qui sera alloué à Sokodé pour les villages à créer en 1928 dans le Cercle sera de 60 000 F. L'installation d'un Cabrais revenant environ à 150 F, c'est donc 400 hommes que nous pourrions établir dans les régions désertiques de la Circonscription. Or aux termes de ma Lettre sus-visée dont les propositions ont reçu l'approbation, les villages à créer sont au nombre de neuf ainsi répartis : Koutaho un à Boussalo — Lama-Tessi un près de Yaré-Yara — Kodjéné deux : un près de Kolonabo, un près de Djabatauré-Saudina un à Ayengré — Tcharé un à Kaniaboia — Ssiou un à Tigbada — Niamtougou un près de la frontière d'Atakpamé — Défalé un au même emplacement.

Nous aurons donc des villages de 30 à 50 hommes en raison du chiffre maximum à ne pas dépasser. Je vous laisse le soin de fixer le nombre d'individus à fournir par chaque canton. Vous pouvez mieux le faire que moi connaissant plus par le détail les volontaires pour l'émigration. Je souhaiterais toutefois que les nouveaux villages aient au minimum 30 individus. Ces gens devront être rassemblés au début de janvier pour qu'ils aient le temps de construire les cases avant les premières pluies.

Il demeure bien entendu que tous les indigènes de chacun des nouveaux villages seront pris dans un même Canton ; l'agglomération ainsi formée conservant l'attache du Canton originaire. Avant leur départ, les individus de chaque agglomération désigneront parmi eux un Chef qui sera nommé avec votre assentiment, celui du Chef de canton et celui du Chef de province. L'homme ainsi désigné sera responsable des gens de son village vis-à-vis de son Chef de Canton.

Vous ferez savoir aux indigènes s'installant dans le Cercle de Sokodé que je leur donnerai au passage des plants d'ignames de façon à ce qu'ils puissent les mettre en terre dès leur arrivée et en avoir une récolte au cours de l'année 1928.

Les émigrants devront tous emporter une houe et une petite hachette indigène. Ils devront se munir d'une charge de vivres pour assurer leur alimentation pendant les premiers jours de leur installation et les femmes qui les accompagneront devront emporter avec

elles les ustensiles en terre nécessaire à la préparation des aliments du groupe.

Vous aurez à prévoir dans chaque canton créateur de nouveaux villages, les dépôts de vivres destinés aux émigrants et qui seront faits à proximité immédiate des routes carrossables de façon à ce que je puisse les faire prendre par camion au fur et à mesure des besoins. Il serait même souhaitable de pouvoir en faire transporter deux ou trois jours avant le départ de façon à être assuré de ne pas manquer de vivres. Vous aurez également à prévoir la fourniture des semences suivantes : petit mil blanc, arachides, haricots noirs, pois de terre, gombos, petit mil rouge, le reste (riz, sorgho, maïs, piment) leur sera fourni par mes soins.

Il serait désirable que les émigrants soient visités sur place par Monsieur le Médecin, Chef de la Subdivision Sanitaire de façon à ne pas laisser partir des individus tarés ou trypanosomés.

Vous voudrez bien dans une réunion de Chefs leur faire part du contenu de mes instructions pour que ceux-ci connaissent les mesures prises et rassurent ensuite dans les villages les vieux qui craignent toujours de voir partir au loin leurs enfants. Vous insisterez spécialement sur ce fait que les nouveaux villages ainsi formés continueront à dépendre du Canton originaire et que les palabres, surtout celles relatives aux femmes, seront toujours soumises au Chef du Canton. Il faut que les Cabrais-Lossos une fois installés dans leurs nouveaux emplacements continuent à se sentir solidaires de leur agglomération d'origine et qu'ils soient prévenus à l'avance qu'ils auront toute liberté de retourner ensuite visiter leurs parents en pays Cabrais lorsqu'ils désireront ou qu'ils auront besoin de s'y rendre pour affaires. Je vous serais reconnaissant de m'accuser réception de ces instructions et de me rendre compte de toutes les mesures de détail que vous aurez prises pour assurer la descente de ces Cabrais-Lossos que je désirerais voir achever au plus tard le 10 janvier.

Signé illisible

(Annotation de la main du Commissaire de la République  
(BONNECARRÈRE))

Bien. Mais il faut préciser aux administrateurs des Cercles de Sokodé et d'Atakpamé :

Les villages cabrais et lossos créés par l'Administration hors de leur pays d'origine dans les cercles de Sokodé et d'Atakpamé resteront sous le contrôle du chef de leur canton de provenance. Ce chef pourra les visiter et s'occuper des affaires intérieures du groupement pour la part qui n'incombera pas directement au chef du village. Il pourra recevoir sur la proposition de l'Administrateur du lieu une part des remises d'impôt. Naturellement ce chef de canton devra pour toutes les affaires intéressant le village originaire de son canton agir d'entente avec l'Administrateur du lieu ou selon les instructions de ce dernier.

Il y aurait intérêt à ce que les villages prennent le nom de leur village d'origine précédé de l'appellation « cabrai » ou « losso ».

Je ne verrais qu'avantage une fois formé le village des premiers immigrants à ce que vous autorisiez l'installation des familles qui suivraient, en soukhalas convenablement situées dans les environs du groupe central...

## ANNEXE V

## Au sujet des conditions d'émigration et d'installation au cours de la première phase de la Colonisation Cabraise (1932).

Récit de Sondo, Chef du village de Boou (Moyen-Anié), août 1968.

« A l'époque où l'on est venu nous chercher je me trouvais dans les champs sur l'autre rive de la Kara. Ceux qui cultivaient à cet endroit ne revenaient pas chez eux pendant toute la saison des pluies car la rivière était grosse ; ils ne reparaissaient à Yadé que pour prendre de la farine de temps à autre.

Dans mon champ, j'arrachais hanom — cette plante gluante dont les pépins sont bons dans la sauce — attendant une paysanne qui devait battre les fruits pour en prendre les graines.

Une femme est alors venue me trouver. En pleurant elle m'annonça que j'étais désigné. Autour de moi les autres m'exhortaient à me sauver, mais je dis « je veux bien aller là où l'on m'emmène ».

Dans la même journée, je suis parti et suis arrivé dans ma maison. Je n'avais pas encore bu que le policier du chef de canton est venu me chercher. Je l'ai immédiatement suivi chez le chef.

Lorsque je fus arrivé chez lui, le chef ne m'a pas parlé. Il sortit de sa chambre et le policier lui dit : « Je l'ai amené ». Le chef lui répondit : « C'est bien, laisse-le aller. Il reviendra demain ». Le lendemain il me dit : « Tu es venu. Va te préparer on va t'emmener dans la brousse. Tu vis derrière la Kara et quand on appelle des gens pour les travaux, on ne te voit jamais ». Je répondis « Bien, je m'en vais ».

A cette époque, lorsque le policier nous faisait savoir que l'Européen avait besoin de nous et que le chef de canton nous expliquait qu'on allait nous installer, beaucoup protestaient, beaucoup disaient « Je ne veux pas » ; mais il n'était pas besoin de les battre ou de les attacher : le chef disait « Je veux, tu iras ». Si quelqu'un se sauvait on prenait son frère ou son cousin à sa place.

Au départ nous étions donc trois groupes, ceux de Yadé, de Tcharé et de Boou. Quand tous furent prêts nous avons marché à pied jusqu'à Lama-Kara. Alors on a appelé les gardes ; un devant, un derrière et en route.

Nous avons mangé à Bafilo et dormi à Aledjo. Nous avons passé la nuit suivante à Kédéa, puis à Sokodé, Yaré, Aou, Ayengré, Sotouboua, Tchébébé, Blitta, Agbandi, Langabou et Nyamassilé. Là nous avons pris la piste d'Akaba (1) et sommes parvenus ici.

Chaque nuit on nous donnait un logis, c'était soit la maison d'un habitant sur la demande du garde, soit une case de passage (malaké) — il y en avait plusieurs dans chaque village, construites par ordre du Commandant.

Arrivé sur place j'étais content. D'abord il y avait déjà un hangar fait par l'Européen. Là nous vivions en groupe, ceux de Boou et de Tcharé ; ceux de Yadé avaient été mis à part sous un autre hangar. Il y avait un garde à chaque extrémité.

Plus tard on nous a construit trois hangars semblables (pour Yadé, Tcharé et Boou) c'est-à-dire à toit de paille et sans mur ; seulement de la paille protégeait le bas. Nous y dormions bien.

Et puis il y avait des tas d'ignames pour nous ; c'était un garde qui devait les distribuer. Si vous aviez une femme on divisait l'igname en deux une moitié pour vous, l'autre pour Madame ; si vous aviez cinq enfants on divisait l'igname en cinq. Mais il y avait plus de célibataires que de mariés. Le reste de la nourriture se composait de piment, d'huile et de sel ; pas de céréales ni de viande. Aux premières pluies seulement nous avons reçu du sorgho.

Enfin un garde a désigné à chacun sa place pour construire sa maison, d'abord en paille. En suivant une ligne on a fixé l'écartement en comptant les pas ; à chaque nombre on plantait un piquet. On était classé par quartier du village d'origine.

Aux premières pluies nous avons reçu les semences. Chacun exploita la terre devant son habitation, mais c'était seulement pour le maïs et le sorgho sur des parcelles de taille moyenne. Pour l'igname tous les gens de Boou avaient un seul immense champ. C'est le garde qui avait fait mettre tous les collets dans un champ commun. Lorsque les ignames furent mûres le chef du village surveilla la répartition. C'est seulement la seconde année que chaque cultivateur put vraiment défricher de très grands terrains.

En ce temps-là, les rails arrivaient déjà après Soussoukparou. Ceux d'entre nous qui voulaient s'engager sur le chantier en avaient le droit, à condition de revenir chaque soir dans le village. Lorsque nous sommes arrivés, le chemin de service était déjà fait, il fallait seulement le nettoyer, mais pour cela on ne nous payait pas ».

## ANNEXE VI

## Au sujet de l'immigration spontanée

Circulaire aux Commandants de Cercle de Lomé, Anécho, Klouto et Atakpamé (9).

Objet : Exode des Cabrais-Lossos

Lomé, le 2 août 1927

L'exode individuel et désordonné des Cabrais-Lossos dans les Cercles du Sud commence à prendre des proportions inquiétantes pour la stabilité de l'important groupe ethnique du Cercle de Sokodé, au moment surtout où de nouveaux villages cabrais sont sur le point d'être méthodiquement créés dans diverses régions.

Arrivés dans les Cercles du Sud, les Cabrais-Lossos émigrant individuellement échappent en effet complètement à tout contrôle, au paiement de l'impôt et forment une population flottante, vagabonde ne remontant même plus parfois dans leur contrée d'origine ou même gagnant le Gold Coast où ils sont attirés par les gros salaires offerts.

Il en résulte, pour les chefs de village ou de canton de la région Cabrais-Losso la quasi impossibilité d'évaluer leur population et l'Administration locale éprouve les plus grandes difficultés à obtenir des recensements approximatifs.

Pour mettre fin à cet état de choses, je vous prie, de vouloir bien faire :

primo - procéder à un recensement des Cabrais-Losso se trou-

vant dans votre circonscription (manœuvres ou ouvriers isolés d'une part, groupements stables déjà organisés et administrés régulièrement par vous d'autre part) ;

secondo - grouper les indigènes isolés en agglomérations régulières, avec des chefs de leur race que vous désignerez ; tertio - aviser les chefs des groupements autochtones qu'ils ne doivent pas accueillir dans leur village des Cabrais-Losso nomades sans vous en prévenir immédiatement afin que vous puissiez aussitôt les rattacher à un groupe.

Vous voudrez bien me rendre compte dans chaque rapport trimestriel sous la rubrique « Statistique et Recensement » des résultats du recensement prescrit et des mesures que vous prendrez en la circonstance. Ces renseignements seront, par mes soins, communiqués au Commandant de Cercle de Sokodé qui pourra ainsi plus facilement contrôler l'élément nomade de la population de son cercle.

Le Commissaire de la République  
signé : BONNECARRÈRE

(1) Les Losso qui avaient fondé l'année précédente Soussoukparou, le village voisin, avaient parcouru cette dernière étape de nuit : en les désorientant leurs responsables diminuaient les risques ultérieurs de fuite.

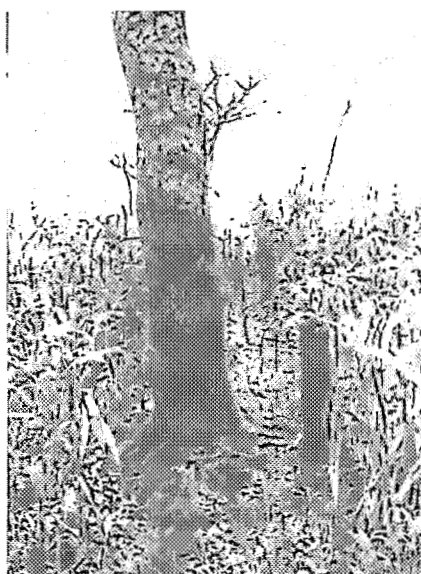




PLANCHE I : Différents aspects de la végétation naturelle dans les régions occupées par les Kabyls



1 — Formation végétale spontanée au pays d'origine  
(Relique de la forêt disparue :  
un bois sacré à Pessaré (Lama-Tessi))



2 — Centre-Togo. Arbre destiné à disparaître pour faire place aux cultures. Un foyer est périodiquement allumé au pied



3 — Une forêt-galerie au Centre-Togo



4 — Centre-Togo. Zone septentrionale. Village de Déréboua. Etat de la végétation après le premier cycle de culture. Début de la période de jachère



5 — Une forêt claire du Centre-Togo. Végétation naturelle des Terres Neuves

PLANCHE II : Différents aspects de l'habitat kabyè



6 — Pays d'origine : Tchitchao. Modification de l'habitation d'origine sous l'influence des émigrés



7 — Centre-Togo. Zone septentrionale. Habitation traditionnelle. Entrée au « Vestibule ». Au premier plan, greniers



8 — Centre-Togo. Village de Déréboua (zone septentrionale). Habitat traditionnel « noyé » dans le paysage



9 — Centre-Togo. Zone méridionale. Près de Gbébé dans un secteur d'immigration dense. Le vestibule a disparu mais la disposition générale reste fermée



10 — Centre-Togo. Zone méridionale. Village isolé de Tsagba sur la route de Tohoun. Constructions rectangulaires. Disposition générale « ouverte »

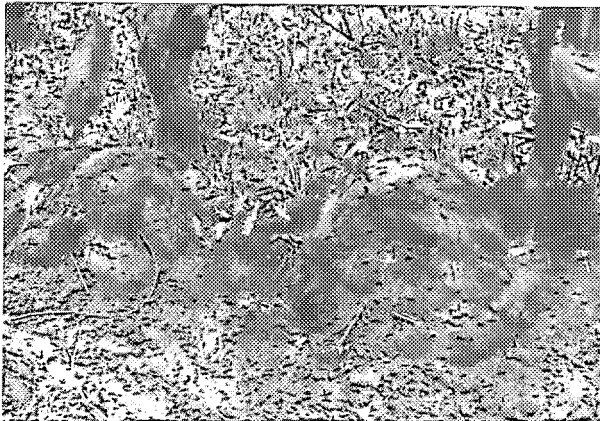
PLANCHE III : Différents aspects de l'agriculture kabyè



11 — Pays d'origine. Lama-Tessi. Champ de buttes d'igname et de sorgho, bordé d'une rigole d'écoulement



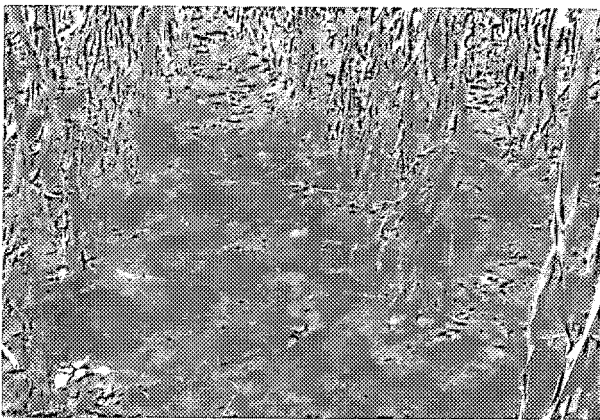
12 — Pays d'origine. Lama-Tessi. Culture de sorgho sur sol épierré en larges godets



13 — Centre-Togo. Zone septentrionale. Fabrication des buttes d'ignames sur sol de défrichement



14 — Centre-Togo. Zone septentrionale. Champ de buttes d'ignames. 1<sup>re</sup> année de culture sur sol défriché



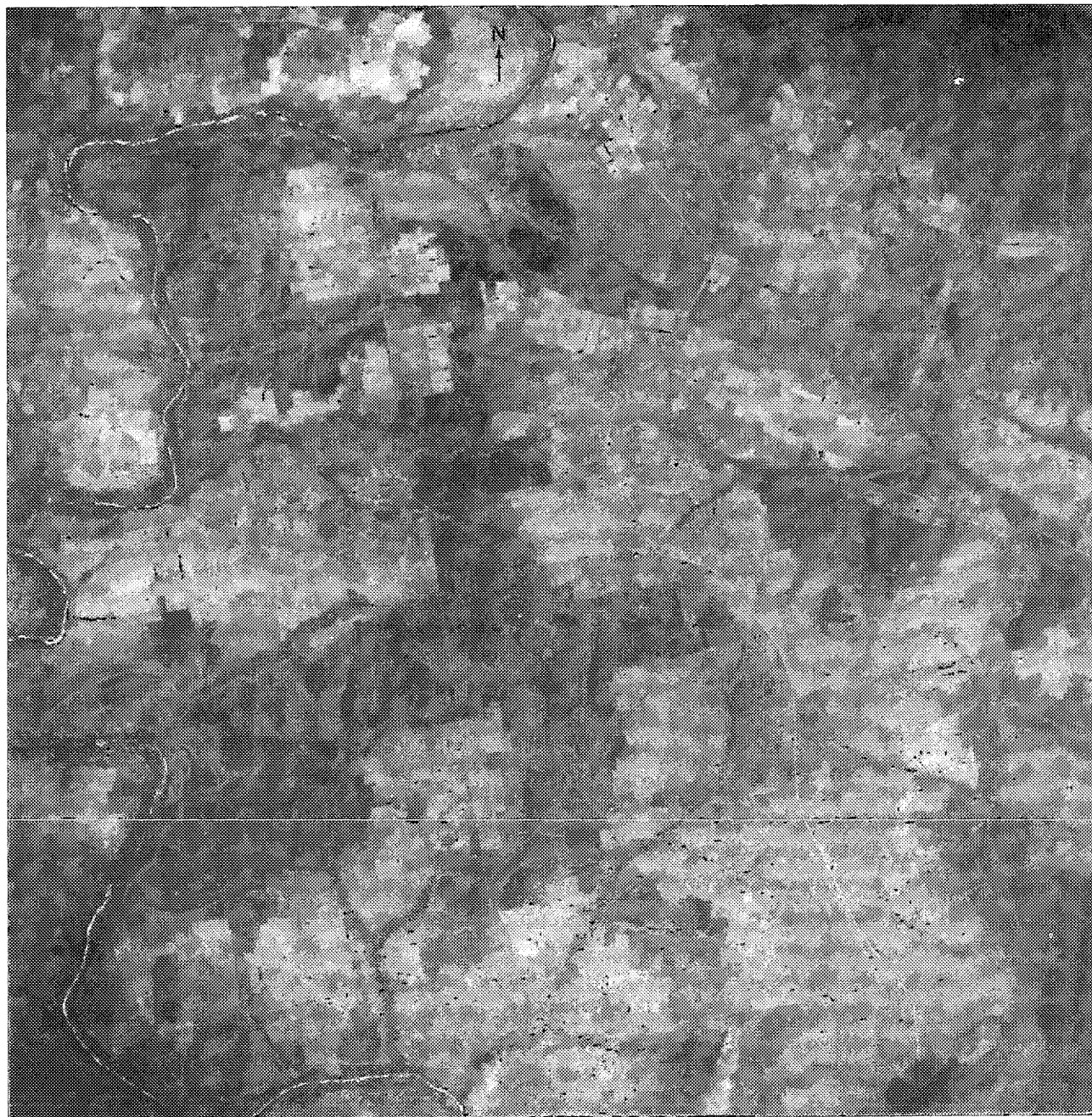
15 — Centre-Togo. Zone méridionale. Champ de 3<sup>e</sup> année de culture sur « galettes » (maïs, haricot, cucurbitacée oléagineuse)



16 — Centre-Togo. Zone septentrionale. Champ de sorgho de 3<sup>e</sup> année de culture sur billons. Sarclage, linage, démariage

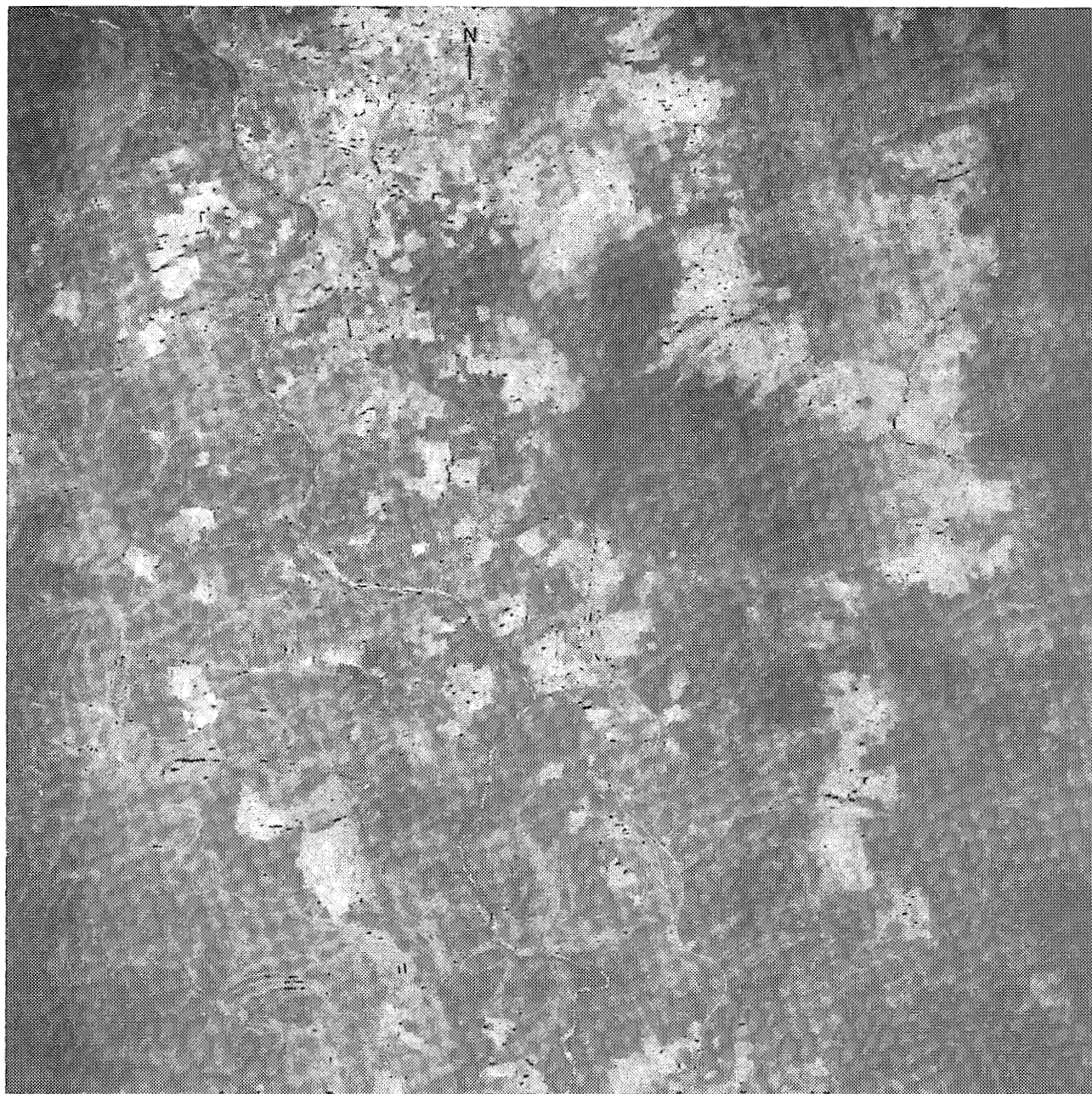


## Photos aériennes



17 — Zone méridionale, le secteur de modernisation agricole de l'Est-Mono, 1965-66, Echelle : 1/65 000

Photo : IGN-NB-31-XIX-XX



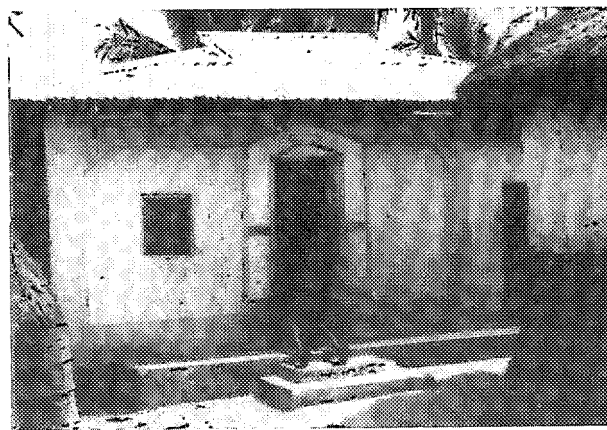
18 — Zone intermédiaire, Yadékopé, Moyen-Anié, 1965-66. Echelle 1/65 000

Photo : IGN-NC-31-I

PLANCHE IV : Différents aspects de l'ouverture des Kabyè au monde moderne au début des années 70



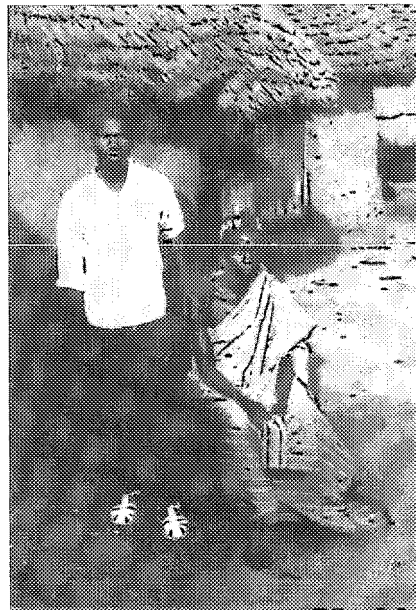
19 — Marché installé par l'Administration ; jour de marché à Titigbé (zone septentrionale)



21 — Influence du « Sud » dans l'habitat. Type de construction très rare en pays de colonisation agricole (Déréboua)



20 — Conditionnement des haricots au champ pour la vente. Battage. Vannage. Ensachage. Près de Gbébé. Zone méridionale



22 — Autres influences extérieures : les deux tenues d'apparat

## *troisième partie*

### LES POTENTIALITÉS DE LA COLONISATION AGRICOLE AU CENTRE-TOGO

Les contrastes des densités d'occupation du sol entre le 10<sup>e</sup> et le 7<sup>e</sup> parallèle confèrent un fondement évident à l'idée que l'immigration agricole au Centre-Togo a constitué un réajustement normal du peuplement rural dans un cadre physique relativement homogène.

Sur leur terrain d'origine les Kabyè-Losso en ont aujourd'hui pleinement conscience.

En prenant l'initiative de leur transfert l'Administration n'a fait que devancer et affirmer une évolution inscrite dans le contexte géographique. La relation des causes et des faits de son établissement renforce donc à nos yeux le caractère inéluctable de ce courant migratoire, à travers la diversité de ses aspects selon les époques et les situations locales.

Pour dégager plus nettement la physionomie générale de la colonisation agricole une troisième phase d'analyse est nécessaire. Celle-ci s'articulera autour de trois aspects spécifiques de la situation nouvelle créée au Centre-Togo :

- la permanence de l'appartenance ethnique malgré la transplantation, fait d'autant plus frappant que les Kabyè et les Losso sont en contact souvent étroit avec des autochtones de diverses origines.

- la progression des cultures et des terroirs dans les Terres Neuves. Ces immigrés venus de leur pays d'agriculture intensive ont-ils acquis le comportement pionnier que requiert leur situation ?

- l'amélioration des conditions de production. Si l'immigration agricole répond aux motivations qui l'ont déclenchée, l'analyse agro-économique devrait faire apparaître un net progrès tant dans le rendement du sol et du travail que dans le revenu.

Ces trois axes de recherche définissent en réalité les potentialités de la colonisation agricole en cours.







# chapitre 1

## Permanence de la personnalité ethnique

### LA RÈGLE DU GROUPEMENT SUIVANT LE LIEU D'ORIGINE

Sur les indications du Recensement de 1958-1960 nous avons remarqué plus haut que, le secteur de Sotouboua excepté, il n'existe pas au Centre-Togo de régions de colonisation ethniquement homogènes, les Kabyè et les Losso ayant occupé simultanément la plus grande partie de la zone d'immigration. Par contre à l'échelle du village la tendance au regroupement selon l'appartenance à l'une ou l'autre ethnie s'affirme nettement (1). Les nouveaux venus ont-ils dans la mesure du possible tenté de conserver leur environnement humain traditionnel ? S'il s'agit véritablement d'un parti pris, nous accorderons à ce trait de la mentalité de l'immigré l'importance qui lui revient car ses effets ne devraient pas manquer de retentir sur maints aspects du milieu sociologique.

Pour préciser cette hypothèse de la fidélité manifestée par les Kabyè-Losso transplantés à leur milieu d'origine, tentons d'établir les correspondances entre, pour le cadre de référence d'origine, le « tètò » (2) plus particulier que l'ethnie, et pour le cadre d'immigration le village et ses nombreuses subdivisions. Le relevé cartographique de la provenance des habitants effectué pour des agglomérations de type très différent met en lumière un principe essentiel de la colonisation kabyè-losso : le groupement selon l'origine.

L'exemple du village de Déréboua que nous avons étudié plus systématiquement (fig.25) représente à cet égard le cas le plus couramment rencontré dans la région de Sotouboua, celui d'une localité exclusivement kabyè où peuvent figurer deux ou même trois cantons du Nord mais où d'ordinaire un seul d'entre eux domine. Il est de règle que les immigrants s'y rassemblent suivant leur provenance, formant alors deux ou trois quartiers ou groupes de quartiers qui, malgré leur fréquente contiguité, se distinguent nettement sur un schéma. Puisqu'il s'agit là de villages de création officielle cette disposition reflèteraient seulement les directives d'une Administration soucieuse de ne point occasionner au pays d'inutiles bouleversements (3). De fait dans le premier lotissement sommaire en parcelles qui détermina le plan initial de construction le garde Kabyè ou Losso lui-même évitait toujours de mêler des gens de « tètò » différents. Ainsi lors de la création de Déréboua, en 1942, les habitations des familles de Tchitchao furent alignées sur le bord méridional de la piste, en face de celles de Kouméa. Mais cette séparation correspondait exactement aux aspirations des intéressés car ils l'accentuèrent aux cours de déplacements ultérieurs : les gens de Tchitchao se trouvent aujourd'hui à 1 km environ de leurs anciens vis-à-vis, excepté un petit groupe fixé dans le voisinage du Zongo. Dans cette région de Sotouboua d'importants centres kabyè comme Kazaboua, Bofouloum, Kaniamboua, Ayengré ou Yaocopé sont d'ailleurs d'origine unique. Parmi les gros villages losso situés plus au sud on ne trouve plus

---

(1) cf p. 34.

(2) Les limites et l'appellation du « tètò » sont dans la plupart des cas celles du canton ; deux exceptions de taille : le canton de Niamtougou comportant six « tètò » (Kouka, Baga, Niamtougou, Ténéga, Yaka et Agbandé) et celui de Lama-Tessi réunissant une douzaine de « tètò » (Assiré, Konfess, Farendé, Kagnissi, Koudé, Pagouda, Pessaré, Tchikaoua, Somdé, Songdé, Tcharé). (cf. note 2, p. 23).

(3) cf p. 102.

de localité d'importance comparable qui se soit formée à partir d'un seul « tète » du pays d'émigration — par exemple, Assoumakodji vient de Baga, Siou et Défalé ; Agodjololo de Yaka et Agbandé — mais dans l'agglomération les ménages provenant de chacun de ces « tète » se répartissent toujours distinctement en autant de quartiers.

Dans les petits villages et les hameaux qui caractérisent l'habitat immigré de la zone méridionale on aperçoit toujours très nettement le regroupement par canton d'origine. Ici cependant, l'administrateur n'intervenant pas pour limiter le nombre des pôles d'attraction, personne ne joua son rôle de « rassembleur » ; les différents groupes prirent alors leurs distances les uns à l'égard des autres. Dans le cadre de ces collectivités restreintes une relative homogénéité est d'ordinaire aisément réalisable.

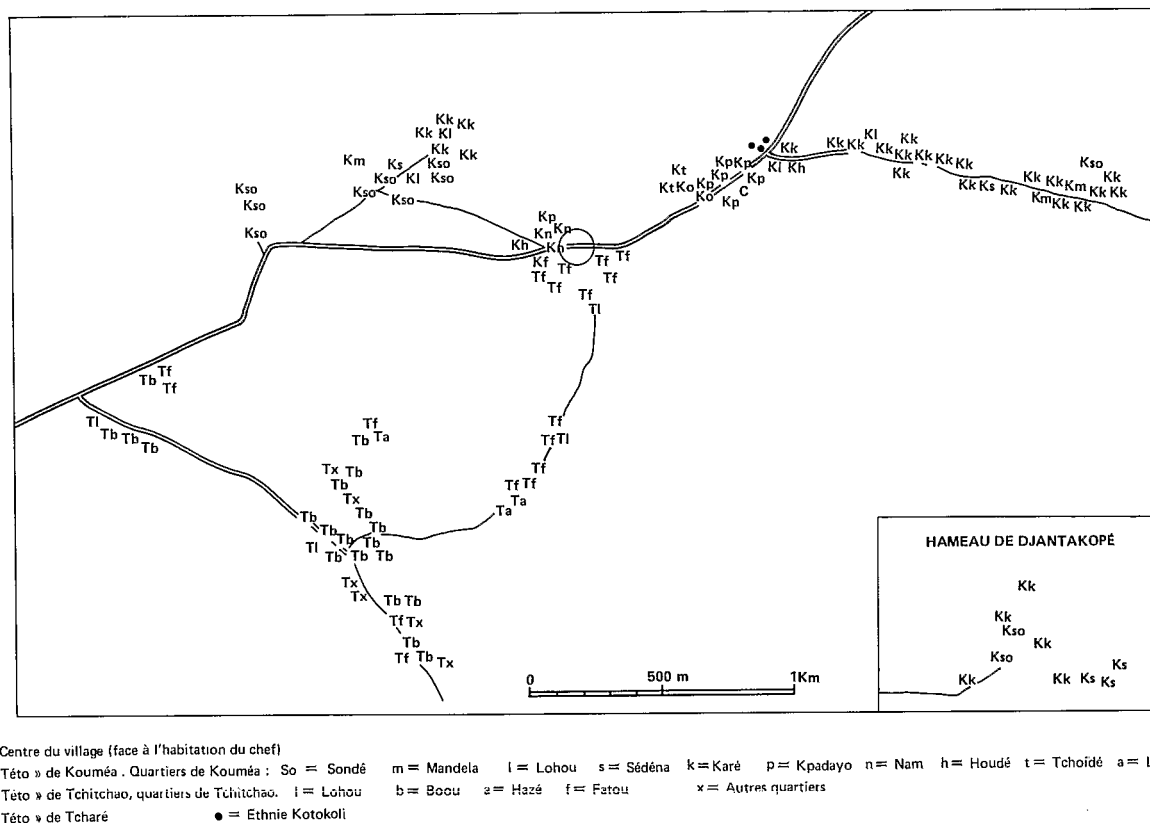


FIG. 25 — Origine des chefs de famille du village de Déréboua (zone septentrionale)

Le cas du village de Gbébè et des localités losso environnantes dont il a permis l'établissement (fig.26) nous a paru propre à illustrer la façon dont se traduit le désir réel que manifestent les immigrés de se retrouver entre paysans déjà voisins au pays natal. Il faut souligner que dans cette région peuplée d'éléments très divers on ne saisit cette réalité qu'au niveau d'établissements regroupant seulement une ou deux douzaines de familles. Gbébè et Adja, villages-hôtes fondés par des Ifè ou leurs anciens esclaves assimilés, se situent sur un passage obligé (la route de pénétration vers l'est) avec en quelque sorte le rôle de places d'attente où les arrivants demeuraient avant de réunir un nombre suffisant d'immigrants venus d'un même « tète » pour pouvoir former une agglomération séparée. A Koutong, hameau voisin, apparemment composite, tous les habitants sont de langue naoudé et proviennent de cantons limitrophes, de même qu'à Kassengékopé.

On note chez les Losso des cohabitations assez fréquentes entre Naoudéba de « tète » différents, entre gens de Yaka et d'Agbandé, entre Lamba ou même parfois entre ces trois familles. En revanche l'aspiration vers la spécificité d'origine paraît plus vive chez les Kabyè : dans un de leurs petits villages ou hameaux, il est extrêmement rare de rencontrer des immigrés venus de plusieurs cantons Kabyè. En l'état actuel de la connaissance ethnologique de la zone de départ, cette différence de comportement ne saurait recevoir aucune explication évidente. Il est vrai qu'elle est peu considérable : le principe de la référence à l'origine reste largement valable pour l'agencement des agglomérations losso comme pour celles des Kabyè.

Alors qu'un coup d'œil synoptique ou une statistique régionale pourraient faire croire à un certain brassage des origines à l'intérieur du cadre ethnique conservé, on aperçoit en observant de près leur disposition qu'en fait les émigrés répugnent à s'isoler de leurs frères de terroir. Dans l'ensemble toutes les communautés du pays d'émigration sont représentées, sur le terrain d'immigration elles se retrouvent étroitement regroupées. Le terme de « mosaïque » cité par J.C. PAUVERT (1) décrit le mieux cette organisation complexe. Dans la diaspora kabyè-loso du Centre-Togo, chacun des quelques vingt-sept « tètò » du Nord est ainsi représenté par un certain nombre de points d'immigration — village entier, quartier ou simple « grappe » d'une dizaine d'habitations parmi d'autres. En voici plusieurs exemples : les émigrés du « tètò » de Kouméa forment pour moitié les centres de Kolonaboua, Sotouboua et Déréboua et en totalité les trois villages de Bod-

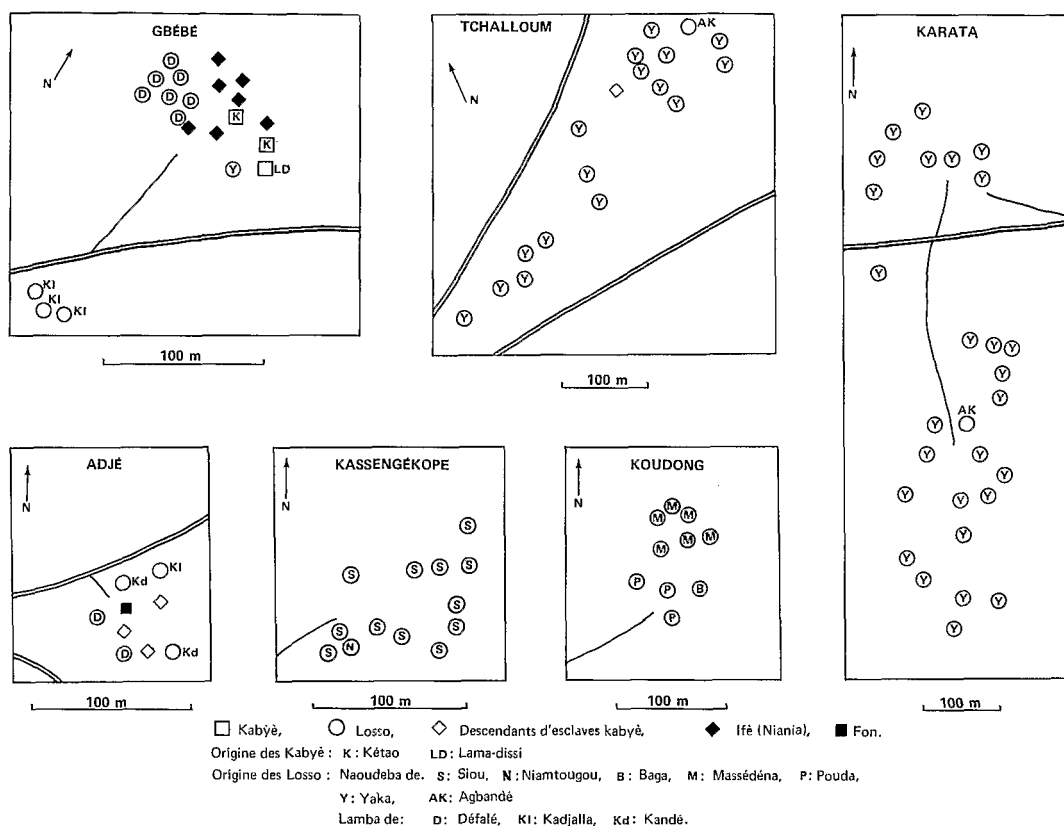


FIG. 26 — Origine des chefs de famille des hameaux de Gbèbè, dans la zone méridionale (cf. fig. 9 p. 37)

jondé, Kazaboua et Kaza situés à l'est de Tchébèbè, on les rencontre aussi chez les Aniagan à Défalé et Tchangaïkopé et plus bas le long de l'Anié, à Akaba et Palakoko ; c'est à Yaokopé, Kolonaboua (deuxième moitié) et Tapendé que résident surtout les gens de Landa ainsi qu'à Chra (le quartier fondateur) ; ceux de Tchitchao peuplent le secteur de Santé en pays bassari, la deuxième moitié de Sotouboua et de Déréboua, enfin à l'ouest de Chra, le village de Haïto et ses environs ; les originaires de Soumdina sont à Ayengré et au sud de Blitta (Ouragni, Yalambia et Yeloum) ; le canton de Lama-Tessi a donné naissance à Yaré-Kabrè, à la succession Bofouloum-Titigbé-Sessaro (Est de Sotouboua) et à nombre de petites localités parsemées autour de Chra ; les émigrés naoudéba de Siou sont installés à Tigbada, Assoumakodji (un quartier) au bord de l'Anié, en amont d'Akaba à Niama-Niama, Soussoukparovi et Dakrokonsou, ainsi que dans un quartier du gros village losso d'Adanka ; etc.

L'étroite affinité culturelle paléonigritique existant entre ces anciens habitants du Nord-Togo, dont

(1) Extrait du rapport d'un administrateur au Centre-Togo (cf. PAUVERT, 1955 : p.75).

l'impression s'impose d'une extrémité à l'autre pays d'origine (et s'accuse même dans les zones de colonisation agricole du fait de la confrontation avec des autochtones de civilisation différente) ne semble pas avoir créé un sentiment de communauté suffisamment fort pour rapprocher les individus et engendrer un véritable mélange. Cette affinité serait due aux conditions identiques de leur évolution historique plutôt qu'à une familiarité née de contacts habituels. Les conflits toujours renaissants entre groupes voisins et le défaut de structures collectives au niveau de la tribu ou même à celui des alliances durables dénotent dans le passé l'extrême cloisonnement du pays kabyè et losso. Chaque « tètò » vivait sur soi avec ses champs et ses sanctuaires ; et l'usage du mariage intraclanique accusait ce repliement. Ainsi prirent naissance les multiples variantes qui malgré les courtes distances différencient aujourd'hui les coutumes et les langues de Lama-Kara à Boufalé et de Sara-Kawa à Massédéna. Fils de paysans qui au cours des générations n'avaient connu d'autre environnement humain que celui de leur étroit « tètò », les émigrants kabyè-losso en se regroupant dans leur nouvel espace recherchèrent naturellement par priorité la compagnie de ceux qui, du fait du voisinage d'origine, leur étaient le plus proches par les habitudes, le parler et souvent la parenté.

Cette attitude était-elle durable ou liée seulement à la phase d'implantation ?

Apparemment il ne s'agit pas d'un réflexe commandé par une certaine appréhension, assez normale chez de nouveaux arrivants en pays inconnu mais bientôt surmontée du fait de l'accoutumance au milieu de vie et de la fréquentation de l'entourage. Dans cette hypothèse n'aurait-on pas assisté au cours des années suivant l'installation à un rapprochement et à un « mixage » progressif entre les branches de l'ethnie ? Or les villages ont gardé leur homogénéité d'origine et la mosaïque a conservé son aspect contrasté. Pour en juger revenons à nos précédents exemples.

En vingt-six ans d'existence tout ce que reçut Déréboua en sus des immigrants des deux cantons d'origine fut un petit groupe de cinq Kotokoli (1) dont deux sont repartis depuis et un jeune homme du village voisin de Kanyamboua (Kabyè de Tcharé) qui accompagna sa mère venue épouser en secondes noces un habitant du quartier Kpadaïo.

La façon dont se sont progressivement formés les hameaux issus de Gbébè est également probante : la petite agglomération des Ifé Niania née à la fin du siècle dernier accueillit dès 1928 des saisonniers losso de Baga, Siou, Yaka et Défalé. Selon le processus habituel d'installation, ceux-ci se firent accorder les uns après les autres la permission de cultiver pour leur propre compte tout en demeurant à proximité de leurs patrons. Mais, le moment venu de s'établir aux alentours, ces premiers arrivés losso n'essaimèrent pas tous ensemble malgré l'intimité créée par plusieurs années de promiscuité ; ils se séparèrent selon leur lieu de naissance ; ainsi se fondèrent successivement et de plus en plus loin Kassengékopé (1933), Tchalloum, Koudong, puis Karata (vers 1953), tous ethniquement très distincts. Il ne reste auprès des Ifé qu'un reliquat composite et instable.

Dans la zone « A » de l'Est-Mono l'attrait des conditions d'accueil très favorables ménagées par l'Administration, en 1955-56, était de nature à déranger une disposition des « colons » suivant le critère ordinaire. De fait l'empressement des intéressés à s'approprier tous les lots créa parfois dans le détail un certain désordre ethnique. Sur la route principale ou sur le layon Ogou I par exemple (2) on s'étonne de rencontrer fréquemment trois ou quatre émigrés de cantons différents placés côte à côte : c'est que les agents de service de l'Agriculture ont installé les gens à la suite au fur et à mesure de leur présentation. Mais on relève aussi notamment sur les layons de l'Ouest (km 12 et km 17, cf. fig.27) des séries de colons de même origine qui correspondent soit aux arrivées de convois officiels venus du Nord soit même de groupes formés spontanément dans les régions d'immigration du Centre. D'ailleurs dans la mesure du possible les chefs de l'Est-Mono contribuent à renforcer l'homogénéité ethnique en choisissant des remplaçants parmi les individus de leur canton lors des successions en cas de vacance des lots.

Cette homogénéité ne découle pas seulement de l'origine des chefs de famille. Le choix des femmes se fait systématiquement au Nord, dans le « tètò » natal. Le mariage intraclanique était autrefois une coutume assez impérative — d'innombrables conflits naquirent à la suite de la fuite d'une jeune fille dans le « tètò » voisin — mais qui aujourd'hui au pays d'origine tend à tomber en désuétude. Il est significatif que les émigrés, jouissant d'une plus grande liberté sociale, conservent scrupuleusement cette règle traditionnelle.

La seule observation de l'agencement des Kabyè-Losso au Centre-Togo nous permet de discerner un net refus des individus de se fondre en une masse immigrée. Ce réflexe de ségrégation surprend surtout dans

(1) Les habitants de la partie septentrionale du pays kotokoli — Aledjo et surtout Bafilo — dont la situation économique paraît souvent comparable à celle du Kabyè voisin émigrent aussi vers le Centre-Togo et parfois demandent asile à des Kabyè : cela ne pose pas de problème car les hôtes n'ont pas à craindre l'invasion d'une masse excédentaire importante et savent que ces kotokoli, moins grégaires qu'eux, se contentent de vivre en noyaux très restreints et épars. Notons pour mémoire que toute la partie de la Grande Plaine du Centre-Togo située entre Sokodé et Blitta appartenait au domaine traditionnel de l'ethnie kotokoli.

(2) Extrait du rapport d'un administrateur au Centre-Togo (cf. PAUVERT, 1955).

les régions de colonisation spontanée ; on s'attendrait en effet à ce qu'accoutumés aux chemins de l'émigration par le travail saisonnier, expatriés de leur propre initiative et isolément, les arrivants prennent leur parti d'un mode d'existence désormais plus ouvert. Mais ces paysans semblent disposés à élargir le moins possible le milieu quotidien de leur vie de relations, aussi étroit fût-il à l'origine, et cet état d'esprit particulariste, pour se manifester dans le cadre d'isolats restreints, n'en est pas moins systématique. Le Centre-Togo ne se présente nullement comme un « melting pot ».

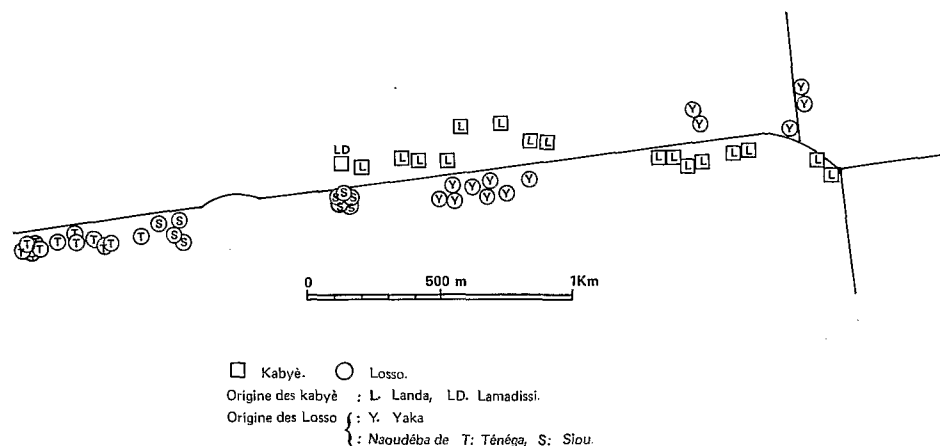


FIG. 27 — Origine des chefs de famille du layon « du km 17 » de la zone « A » de l'Est-Mono

TABLEAU 15  
 Origine des épouses en pays d'immigration

Villages	Nombre d'épouses originaires			Total
	I du même 'têto' que leur mari	II d'un autre 'têto' de la même ethnie	III d'ailleurs	
Déréboua				
quartier Kouméa	117	6	0	122
quartier Tchitchao	93	10	0	103
Baissankopé	18	5	0	23
G'Bébè et environs	123	0	0	123
Layon km 17 (Est-Mono)	90	1	0	91
Total en %	95 %	5 %	0 %	100 %

## LE MAINTIEN DES RELATIONS AVEC LE NORD

Ce souci de préserver l'identité ethnique se manifeste aussi dans le désir de maintenir des rapports personnels avec le pays natal. Les Kabyè-Losso gardent au Nord de solides points d'attache. Autrefois le jeune homme partait souvent pour le « Sud » comme on s'enfuit, démuné, sans avertir personne. Il obtient sans peine aujourd'hui le consentement de ses parents ; ceux-ci le conseillent, lui remettent ses outils et s'efforcent de réunir une petite somme d'argent. Mais de toutes façons, à moins qu'un grave conflit avec les siens ne soit cause de son départ, l'émigrant ne songe nullement à se dégager définitivement du réseau de liens familiaux

et religieux où il se situait jusqu'alors. Toutefois, ceux-ci ne conservent leur réalité sur le plan social que par la fréquentation de la parentèle et sur le plan spirituel que par la proximité d'un certain nombre de « points de rencontre » — sites sacrés, prêtres, voisinage des sépultures... Nous verrons comment les Kabyè-Losso du Centre-Togo ont su pour leur vie quotidienne pallier l'éloignement. Ils continuent néanmoins de ressentir profondément le besoin de contacts.

Les retours coûteux et contraignants à maints égards prennent le plus souvent un caractère obligatoire à l'occasion d'un événement grave ou important : en cas de décès d'un proche survenu dans le village même ou au Nord, il faut « remonter » dans l'année pour la cérémonie commémorative. L'état de santé d'un membre de la famille immigrée est-il sérieusement menacé ? Le voyage s'impose. Plus rarement le pèlerinage peut avoir pour objet un sacrifice ou la célébration d'une fête coutumière, par exemple une passation de classe d'âge. Les raisons d'intérêt matériel n'interviennent qu'exceptionnellement. Voici les motifs invoqués dans 61 cas de retour du chef de famille : funérailles (32), maladie (9), simple visite (8), classe d'âge (4), sacrifices (3), divers (5). Le séjour est de toutes façons l'occasion de rencontrer parents et amis, de régler en commun quelque problème familial et de procéder par acquit de conscience à des sacrifices sur les divers autels.

Parfois inquiet après une succession de présages funestes — rêves où figurent des défunts, cauchemars, mictions nocturnes, rencontre d'animaux de mauvais augure — ou bien à la suite d'une circonstance domma-geable, l'homme part quelques jours, seul et précipitamment (1). Mais d'ordinaire le déplacement, prévu pour une durée de plusieurs semaines, se prépare à l'avance ; souvent la femme et quelques enfants y participent. Le cas échéant un manœuvre provisoire est engagé pour assurer les travaux des champs. On choisit donc de préférence une période de faible activité agricole ; en saison sèche entre la récolte du coton et les premiers semis, comme le fait ressortir un sondage sur 118 voyages individuels ou collectifs :

mois d'absence :	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
nombre de cas :	11	15	31	10	12	6	9	8	1	1	1	3

TABLEAU 16  
Fréquence des retours au pays d'origine du chef de famille

Village * d'immigration	I		II	
	Nb de chefs de famille interrogés	Nb moyen de mois depuis le dernier retour	Nb de chefs de famille interrogés	Nb moyen de mois entre le dernier et l'avant der- nier retour
Kolonaboua	5	20	5	26
Déréboua	5	10	5	14
Kazaboua	5	29	4	30
Blitta-Losso	5	50	5	47
Assoumakodji	5	50	5	36
Tcharé (Anié)	5	42	4	23
Yadé (Anié)	9	34	9	31
Est-Mono	3	19	2	28
Baissankopé	5	42	5	45
Hodé, Akakai	6	42	5	38
G'Bébè	5	29	5	46
Yotoyo	3	30	3	41

\* Pour la localisation cf. fig. 34

A la suite d'une enquête précise la fréquence des retours au pays d'origine s'avère moins élevée qu'il n'y paraîtrait après une investigation superficielle. Le spectacle de l'incessante navette de camions aménagés pour le transport des personnes, où s'entassent familles d'émigrés et travailleurs saisonniers peut inciter l'observateur non averti à surestimer l'importance du mouvement de voyageurs. D'autre part les intéressés se plaignent à exagérer l'assiduité de leurs relations avec le Nord (2). La période moyenne entre deux retours peut être

(1) S'il estime, compte tenu des autres nécessités, qu'il importe de retarder le voyage, il fait le serment sous forme de prière de s'acquitter de ce devoir dans les meilleurs délais.

(2) Cette tendance se manifeste ici dans la distorsion entre les deux séries de résultats du tableau 16 : dans la moyenne on devrait obtenir  $II \approx I \times 2$ . Seule explication valable de cette anomalie : les interrogés ont rapproché volontairement ou non la date la plus ancienne, moins contrôlable et moins précise dans leur souvenir ; peut être pour se donner bonne conscience.

évaluée à trois ou quatre ans. En fait elle varie beaucoup suivant les individus et présente d'une extrémité à l'autre de l'aire d'installation une inégalité assez sensible. La fréquence plus élevée des voyages observée dans la région septentrionale (2-3 ans) (1) s'explique par la proximité de la zone de départ mais sans doute aussi indirectement par la discrétion de l'influence autochtone car, c'est à partir de Blitta — dès le premier contact avec les populations du sud — que l'intervalle entre deux voyages s'accroît pour fréquemment dépasser cinq ans. De la périodicité moyenne des retours et de l'effectif total des immigrés au Centre-Togo, on déduit qu'environ 10 000 personnes reprennent chaque année le chemin du Nord.

Pour désigner ces séjours les jeunes francophones utilisent parfois le mot « congé » ; le terme trouve évidemment son sens dans la cessation temporaire du travail et la joie des retrouvailles. Il semble pourtant que les Kabyè-Losso conçoivent le déplacement autant, sinon plus, comme une nécessité que comme un agrément. Plusieurs facteurs négatifs contribuent à créer cet état d'esprit : l'importance des dépenses occasionnées, le dérangement du voyage (2), la contrariété devant les demandes des parents, l'impression ressentie par les émigrés de ne plus retrouver leur place — on les classe désormais parmi les « étrangers » (égom) et ils doivent craindre certaines jalousies. De fait, ceux-ci, s'estiment de moins en moins concernés par les problèmes de leur communauté d'origine, ainsi que le montrent le peu d'empressement qu'ils manifestent en général pour aider leurs proches demeurés au Nord et leur manque d'intérêt pour les champs qu'ils ont autrefois cultivés (3). Ces inconvénients, du reste très compréhensibles, et l'absence d'une véritable solidarité matérielle mettent en valeur la pérennité de liens essentiellement spirituels, fondés sur l'importance de la filiation familiale et de l'obéissance religieuse. Les retours périodiques sont donc l'effet d'une conscience de groupe singulièrement ethnique, ils assurent la persistance d'un profond sentiment d'appartenance.

## L'ATTITUDE VIS-A-VIS DES AUTOCHTONES

Apparemment une telle volonté de sauvegarde se concilie mal avec ce progressif renoncement à l'organisation matérielle du genre de vie traditionnel que le premier contact permet d'observer (4). Ainsi se trouve posé plus explicitement le problème du comportement des nouveaux venus face aux populations autochtones, c'est-à-dire, au-delà, celui des nouvelles orientations socio-culturelles en pays d'immigration. Cet aspect, on le devine, éclairera maints rapports entre l'homme et la terre au Centre-Togo.

Pour juger avec objectivité des relations établies avec les communautés autochtones retenons comme repères un certain nombre d'indices susceptibles de révéler l'assimilation d'une part, la sujétion de l'autre.

### *Peu d'interpénétration culturelle*

Les langages du Nord restent généralement utilisés dans les rapports quotidiens entre émigrés. On s'étonnerait qu'il en fût autrement : les adultes pour leur grande majorité sont nés dans la zone de départ et la structure de l'habitat dans la zone d'accueil en noyaux de même origine favorise la conservation du parler maternel (5). Cependant la nécessité se fait sentir d'un moyen de communication à un niveau de relations plus large. Entre les nouveaux villages ou hameaux aux dialectes différents — variétés de Kabyè, naoudé, mangbara... — les échanges s'établissent en kabyè plus ou moins mêlé de kotokoli (6). Pour les contacts avec les autochtones dans les régions de colonisation intercalaire, les immigrés, aussitôt installés, ont appris la langue locale (Aniagan, Evhé à Kpessi et au sud de Chra, Houdou et Yorouba autour d'Atakpamé) et la pratiquent à peu près convenablement malgré un fort accent ; ils l'utilisent toujours pour correspondre avec leurs hôtes, même dans les secteurs où les éléments kabyè-losso l'emportent de beaucoup en nombre. Chez les jeunes de toutes races le bi ou trilinguisme prévaut. Il n'est pas rare par exemple qu'un jeune Kabyè parle le langage d'Atakpamé dans la cour de son école où ses camarades ifé forment le gros de l'effectif. Retourné le soir dans son petit village mixte, il emploie le parler d'origine pour se divertir avec les congénères de son âge ; si les enfants ifé sont minoritaires, ils se joignent à son groupe sans vergogne pour plaisanter et chanter

(1) Maints paysans du secteur de Sotouboua regagnent chaque année leur pays natal.

(2) Les Kabyè-Losso profondément sédentaires, redoutent l'insécurité d'un long trajet ; avant de se mettre en route beaucoup offrent une volaille en sacrifice à leur génie en prononçant ces mots : « Protège-moi du grand danger de ce voyage et je te récompenserai aussitôt après mon arrivée ».

(3) La plupart regagnent leur village du Centre-Togo sans s'être seulement enquis de l'emplacement où se trouvent cette année-là les buttes ; après la mort du père ils abandonnent leur droit de propriété sur leur part d'héritage.

(4) cf. 1<sup>ère</sup> partie ci-dessus pages concernant surtout l'habitat et les cultures.

(5) Sensiblement appauvri par l'éloignement du foyer culturel.

(6) Langue véhiculaire du Nord-Togo très proche du Kabyè mais beaucoup plus simple.

des chœurs en kabyè. Mais parvenu à l'âge adulte, l'autochtone ne s'exprimera plus dans la langue des immigrés qu'en cas de nécessité, tandis que pour converser avec lui le fils d'immigré élevé dans la zone de colonisation utilisera le Yorouba ou l'Évhé avec une telle aisance que personne ne saura déceler par là son origine.

Le choix du prénom exprime superficiellement une intention d'acculturation. Aussi avons-nous effectué quelques sondages en ce sens. Certes on déclare à l'enquêteur l'appellation officielle et la personne est parfois désignée autrement par ses proches. Mais en l'occurrence le nom le plus significatif est bien celui que l'on juge suffisamment présentable pour être porté devant tous.

TABLEAU 17  
Choix du prénom des jeunes immigrés

Origine du prénom	à Déréboua (Kabyè) zone septentrionale hommes 15-30 ans	à Baïssankopé (Losso) ville mixte, zone mérid. Deux sexes 0-28 ans	à l'Est-Mono (zone "A") garçons nés en 1966 et 1967 Kabyè Losso
Kabyè ou Losso	44 % (1)	7 %	21 % 51 %
Ifé ou évhé	9 %	56 %	62 % 29 %
Européenne (fr.)	47 %	37 %	17 % 12 %
Musulmane	0 %	0 %	0 % 8 %

(1) Effectif total pour chacune des colonnes : 99, 43, 84, 53.

Comme il est normal, les immigrés de la zone méridionale subissent davantage l'attrait des peuples du sud. Celui-ci s'exerce plus vivement depuis l'Indépendance, en dépit d'une influence européenne encore importante dans la région de l'ancienne colonisation administrative (1) mais surtout au détriment de la volonté d'appartenance culturelle au nord. L'attitude diffère suivant la diversité des situations locales mais placés dans des conditions identiques les Kabyès paraissent faire preuve de plus d'évolutivité que les Losso (à l'Est-Mono, implantation ou réimplantation récente à l'écart des autochtones).

Au plan religieux une modification du comportement sous l'influence des autochtones constituerait un indice autrement révélateur, car en principe elle suppose une adhésion plus profonde et amorce une conversion culturelle globale, même si, dans le cas présent, il ne s'agirait pas du choix exclusif d'un nouveau système cosmogonique mais de l'adoption de protecteurs spirituels supplémentaires. Les émigrés dans leur ensemble restent attachés aux valeurs ancestrales, fidélité qui les rend, nous l'avons vu, tributaires du pays d'origine. Il est cependant assez délicat de juger des conséquences entraînées par l'expatriation sur la vie spirituelle des Kabyè-Losso, en l'absence d'une bonne connaissance de la question très complexe des croyances et pratiques religieuses dans le Nord-Togo paléonigritique (2) ; aussi sans prétendre à une véritable analyse nous nous contenterons de noter un certain nombre de faits aisément observables.

Pour l'émigrant le problème consiste d'une part à préserver la continuité de la communauté spirituelle familiale, d'autre part à bénéficier d'une « couverture » surnaturelle suffisante contre l'adversité. Ces préoccupations, bien que liées dans leurs fondements, suscitent des formes d'expression religieuse distinctes. Dans le premier ordre d'exigences la mort donne lieu de la part des proches à des manifestations significatives ; on remarque que l'éloignement du pays d'origine ne constitue nullement un obstacle à leur déroulement. Décrivant l'enterrement traditionnel, J. DELORD signale la conception très immatérielle de la survie chez les Kabyè (J.C. PAUVERT, 1956). Ceux-ci, de même que les Losso accordent peu de considération à la dépouille mor-

(1) Comme au pays d'origine dans une moindre mesure ; il faut relier cette évolution à l'introduction de la religion catholique.

(2) Il n'existe aucune étude systématique à ce sujet (CRIDEL, 1968 ; DELORD, 1946, 1961 ; FAURE, 1939 ; FROBENIUS, 1913 ; PATOKIDEOU, 1969 ; VERDIER, 1962).



telle elle-même. Dans les régions d'immigration, l'inhumation a lieu sans cérémonie dans un cimetière discret, à l'écart du village. Certes le vieillard préférerait mourir dans son pays natal mais il est exceptionnel qu'il demande qu'on y transporte son corps. A quelque temps du décès les funérailles se déroulent nécessairement au Nord devant les parents réunis : à cette servitude spatiale il ne faut pas chercher d'autre raison que la meilleure possibilité pour un large rendez-vous familial. Mais l'esprit du défunt survit au corps et au principe vital et se trouve désormais complètement dégagé de la matière, au point que l'individu né par la suite « à la place » de l'aïeul et qui lui doit un culte assidu, pourra établir n'importe où, indépendamment de la tombe, son « koumodé » (1). L'émigré peut donc pratiquer ses dévotions usuelles loin de ses pénates d'origine.

Certains esprits d'ancêtres, particulièrement puissants, constituent un recours efficace contre telle ou telle forme du mal (2) pour la famille, le lignage ou le « tètò » entier. Ces « egoloma » ont au nord leurs sanctuaires et leurs desservants attitrés. Dans les régions d'immigration la communication avec ces puissances est plus aléatoire. Il n'est pas certain qu'elles consentent à suivre la migration, même si l'on emporte un fragment du sanctuaire. Souvent l'initiative de la fondation de l'autel revient à l'esprit qui, par un signe, manifeste son désir d'être vénéré au nouvel emplacement. Aujourd'hui chaque chef de famille dispose ainsi de plusieurs protecteurs particuliers et spécialisés ; le quartier, le village ont aussi le leur. Toutefois le choix de ces « egoloma » est moins varié et leur garantie moins sûre que dans le pays d'origine dont en dernière instance tous les Kabyè-Losso restent dépendants. Par ailleurs pour élucider une situation mystérieuse, déchiffrer un message surnaturel, on consulte un voisin doué du pouvoir de divination ; celui-ci indiquera l'attitude à tenir, la forme et le destinataire du sacrifice.

Au total on doit reconnaître une relative autonomie des immigrés en matière religieuse. Leur rassemblement systématique en collectivités de même coutume compense dans une certaine mesure l'isolement redouté. Selon, ce principe, les Kabyè de la zone septentrionale, massés en gros villages, paraissent plus à l'aise ; ils célèbrent même sur place la grande fête de « Habié » (3). Par contre dans les agglomérations plus modestes des zones moyenne et méridionale la communication avec les « egoloma » s'avère plus problématique et leur nombre diminue ; les Losso installés dans ces régions réservent pour leurs retours tout sacrifice requérant plus d'une volaille.

Mais pour autant aucune attirance ne se décèle vers les mythologies autochtones. Si les nouveaux venus, attentifs à s'assurer une protection efficace, font appel le cas échéant à un augure ifé ou évhé, si — une enquête minutieuse pourrait le montrer — certains groupes immigrés ont introduit dans leur panthéon quelque divinité étrangère (4), la règle générale reste une certaine imperméabilité aux influences religieuses extérieures. Cette apparente indifférence ne doit pas être tenue pour de l'incrédulité. Les kabyè-Losso ont conscience de pénétrer dans des régions hantées par des esprits nouveaux, mais insolites et peu accessibles pour eux ; aussi le commerce avec leurs interlocuteurs spirituels familiaux leur paraît plus opérant. Au demeurant personne ne leur conteste le droit de pratiquer un culte traditionnel. Cependant les immigrés des régions de colonisation intercalaire se trouvent bon gré mal gré concernés par les croyances de leurs prédécesseurs dans les lieux. Ils sont tenus notamment de respecter les interdits collectifs du groupe ethnique autochtone (5) et en particulier ceux du groupe familial fondateur de l'agglomération dont ils dépendent, sous peine de faire affront aux divinités locales et de provoquer leur mécontentement. Dans un village mixte lorsqu'il s'agit d'une démarche d'intérêt général les Kabyè-Losso sollicités cotiseront pour offrir un sacrifice important, par prudence religieuse autant que par égard envers leurs hôtes. L'acceptation par les immigrés d'un rôle essentiellement passif écarte d'habitude toute tension d'origine religieuse entre les deux communautés cohabitantes. Mais si l'isolement leur permet d'échapper aux regards des autochtones et dans la mesure où cette obéissance aux usages constitue une contrainte pour les Kabyè-Losso ceux-ci se montreront moins scrupuleux ; la clandestinité d'un hameau écarté les incitera à en prendre à leur aise avec les interdits prescrits (6).

Le même réserve se manifeste au moment du mariage. Nous savons déjà, par leur souci évident de prendre femme non seulement dans leur propre ethnie mais encore dans leur « tètò » d'origine, qu'il est hors

(1) Petit autel — boule de terre de la taille d'une motte — où il offrira libations et sacrifices.

(2) Maladie, folie, foudre, mauvaise récolte, sécheresse, mort des animaux domestiques, difficulté de trouver une épouse, stérilité, mauvais sorts, danger du voyage, guerre etc.

(3) Fête traditionnelle répétée de trois en quatre ans, au cours de laquelle la mort est chassée du village. A cette occasion les gens du secteur de Sotouboua vont quérir au Nord certaines racines nécessaires à la cérémonie et le grand prêtre (« djodjo ») du tètò d'origine délègue ses fonctions à un parent émigré.

(4) Même dans la zone septentrionale ; ainsi Boukou, le grand « egolomie » de Kazaboua, est venu du Sud ; à Déréboua on demande la pluie à Kaougourou, fils du génie kotokoli Pougba vénéré sur la montagne de Sotouboua.

(5) Ainsi personne en pays ifé ne peut consommer ou vendre les ignames nouvelles avant qu'elles n'aient été présentées au génie Tchangpana, le jour fixé par le grand prêtre.

(6) C'est pourquoi à l'entrée de certains de ces hameaux les autochtones ont tenu à placer une de leurs statuettes traditionnelles (« legba ») qui rappelle aux habitants leurs devoirs dans le nouveau contexte religieux.

de propos pour les émigrés de demander la main d'une autochtone. Cette seule question jugée incongrue, provoque d'habitude des rires gênés dans le groupe interrogé. Mais cette fois la prévention est réciproque : de leur côté les premiers occupants ne peuvent oublier que leurs grands-pères achetaient les gens du Nord pour les faire travailler sur leurs terres ; il était alors impensable de donner sa fille à l'un de ces captifs étrangers, l'union n'était tolérée qu'avec leurs descendants, rares mais tôt assimilés. On conçoit, dans ces conditions, que les immigrants ne jouissent chez leurs anciens maîtres que d'une considération limitée. Par ailleurs la possibilité de conserver des liens étroits avec le pays d'origine freine ou compromet toute intégration culturelle, or en milieu rural, personne n'oserait présenter à sa famille un conjoint gauche ou ignorant, voire même réticent, en ce qui concerne les coutumes — à la ville au contraire le fonctionnaire kabyè ou losso passe pour un parti recherché. Dans certains villages composites la cohabitation journalière a occasionné quelques tentatives d'alliance, malgré l'usage ; mais il s'agit là de très rares exceptions. La prohibition des mariages mixtes, d'autant plus stricte que chacune des deux communautés y est résolue, constitue pour l'instant un obstacle sur la voie d'un authentique rapprochement.

A l'issue de ces observations nous comprenons mieux la façon dont les Kabyè-Losso ont conçu leur insertion dans le cadre de la colonisation agricole. Accoutumés à une existence communautaire dans un milieu humain dense et homogène, ils s'efforcèrent de lutter contre l'isolement dès le début de l'immigration par l'installation à proximité des voies de communication et la constitution de groupes de même souche. Le désir de préserver leur individualité est évident. Les Kabyè y parvinrent sans peine dans la région septentrionale (1) précédemment vide, avec l'appui de l'autorité administrative qui sut prévoir le rassemblement à grande échelle des émigrés, mieux sans doute qu'ils ne l'auraient fait eux-mêmes sans chefs reconnus.

De ce point de vue les conditions étaient moins favorables dans les régions plus éloignées qu'ils abordèrent en ordre dispersé et où la présence de maîtres du sol les mettait dans la position de solliciteurs. Là, plus ils se trouvent rapprochés des autochtones, plus les Kabyè-Losso s'appliquent à effacer certains traits distinctifs : nous avons vu progressivement disparaître, comme par pans successifs, leurs principaux signes extérieurs d'origine (2). Cette attitude semble dictée par le souci prudent de calmer les appréhensions des hôtes souvent surpassés en nombre mais aussi par une certaine timidité des immigrants à manifester face aux gens du sud leur extraction paléonigritique qui en milieu traditionnel ne leur vaut aucun prestige.

Mais ces concessions n'affectent que l'apparence, point la conscience collective profonde. Les langues, les convictions religieuses résistent à la transplantation, et le refus des mariages mixtes traduit un dessein arrêté de sauvegarder l'authenticité ethnique.

Les Kabyè-Losso n'auraient-ils pas trouvé au Centre-Togo de civilisation assez prestigieuse pour s'imposer à eux ? Il ne semble pas que la question se pose ainsi : l'Islam lui-même ne rencontre aujourd'hui qu'un très faible succès tant la zone d'origine, pourtant entourée de populations musulmanes, que chez les paysans installés au voisinage des Kotokoli ou des Bassari islamisés. Il serait faux par ailleurs de voir dans cette irréductibilité l'effet d'un contentieux historique créé par l'ancien esclavage, du point de vue des immigrants du moins, car la même imperméabilité s'observe, malgré leur proximité, entre des centres de colonisation respectivement peuplés de groupes ethniques paléonigritiques différents.

Il s'agit plutôt d'un simple réflexe de défense de l'identité collective acquis au cours de plusieurs siècles de complète autarcie culturelle. La capacité de résistance des Kabyè-Losso à l'assimilation par l'entourage étranger — immuabilité plutôt que sentiment de supériorité — confère donc à leur implantation au Centre-Togo les caractères d'une véritable diaspora, fait exceptionnel de la part de travailleurs de la terre.

### *Les rapports d'obédience*

Ces conclusions doivent trouver leurs prolongements dans les faits si l'on examine l'évolution des relations qu'entretiennent les deux communautés. Les immigrants, conscients de former un ensemble important et distinct, rassemblés en groupes homogènes, vont-ils continuer à accepter la subordination aux autochtones ?

Cette allégeance se traduit par des obligations matérielles à valeurs de loyer et par la reconnaissance de la chefferie autochtone. Avant d'exposer la situation actuelle en ce qui concerne le premier point critique, il convient de préciser les conditions foncières en vigueur dans les secteurs de colonisation intercalaire par comparaison avec celles des autres régions d'installation.

(1) Aujourd'hui certaines cérémonies de passation de classes d'âge s'y déroulent : en juillet celle des Efala — on organise à Sotouboua et Ayengré les luttes traditionnelles entre jeunes des villages environnants — et celles de Sangain en fin d'année. Dans la zone méridionale par contre l'effectif des agglomérations en général trop restreint, ne permet pas d'assurer ces rites de promotion.

(2) cf. 1<sup>ère</sup> partie ci-dessus chapitres 2 et 3.

## DES DROITS FONCIERS ENCORE INCERTAINS

Comme la plupart des civilisations paléonigritiques et d'une façon générale les populations de forte densité et d'établissement ancien, les Kabyè-Losso connaissent dans leur pays d'origine la propriété personnelle. Sans considérer ici les fondements religieux de ce droit, disons qu'en fait chaque chef de famille dispose d'un certain nombre de parcelles reconnues qu'il exploite en toute indépendance ; il peut les prêter à diverses conditions, les gager, exceptionnellement les vendre même malgré sa répugnance à aliéner son domaine familial. A la mort du père, ou lorsque celui-ci s'estime trop âgé pour continuer à travailler, ses enfants partagent ses terres (1). Déjà lors de leur mariage ils se sont fait attribuer par avance les lots minima nécessaires à la subsistance de leur foyer. L'héritage favorise souvent le premier garçon (par exemple chez les Lamadissi à Pagouda et Tchikaoua) ou le dernier (à Niamtougou, Kouka, Kadjalla), soit par tradition, soit le plus souvent selon un usage récent destiné à assurer la continuité de l'exploitation du domaine familial en y intéressant davantage l'un des successeurs qui s'interdit alors d'émigrer.

Un plan cadastral d'une région du Kabyè ou du pays losso ferait seulement ressortir une localisation très approximative des propriétés selon les différents quartiers de « tètò » mais les partages et cessions successifs ont dans le détail créé un tel enchevêtrement des exploitations qu'on ne saurait distinguer de limites à peu près nettes entre groupements qu'au niveau du « tètò » (2) qui constitue ainsi la seule unité foncière géographiquement cohérente. Dans les zones cultivées « depuis toujours » — alentours des habitations, secteurs de montagne — il n'est plus possible de retrouver dans quelles conditions on procéda jadis à la répartition du sol. Par contre pour les terres les plus éloignées dont la mise en valeur est relativement récente on peut reconstituer le processus d'occupation ; l'installation des cultures s'effectua dans le plus grand désordre en l'absence d'une autorité reconnue et chacun s'adjudgea là où l'espace était libre des parcelles aussi nombreuses et étendues que possible. Mais le principe suivant fut alors respecté : la terre appartient à qui l'a cultivée le premier ; tout au plus tolérera-t-on qu'au début de la saison sèche le postulant délimite pour la retenir la surface qu'il se propose de débrousser et de semer dans les jours suivants.

Il semble normal dans ces conditions que les Kabyè-Losso de l'émigration aient eu aussi souhaité disposer de leurs terrains de culture en toute liberté suivant les coutumes ancestrales. Cependant les conditions d'accès à la propriété foncière ne sont effectivement réalisées que dans la seule région septentrionale du domaine de colonisation. Il est vrai que les immigrés se trouvent là sur le territoire des Kotokoli (3). Est-ce parce que les nouveaux venus se sont installés ici très à l'écart de la zone habituellement fréquentée par les autochtones qu'ils ont pu se permettre d'ignorer les droits fonciers de leurs prédécesseurs ? Cela est peu probable et cette situation paraît artificielle dans le contexte africain traditionnel. Il a fallu que ces immigrés aient bénéficié d'un appui extérieur en l'occurrence celui de l'Administration pour qu'aucune contrainte ou restriction dans la disposition du sol ne traduise la moindre allégeance de leur part. Dans cette région de Sotouboua, conformément au critère qui avait prévalu au pays d'origine et dans la zone de glissement, le fait précède et fonde le droit : personne n'admettrait qu'un homme s'attribue d'avance une surface par le seul acte d'un bornage ; c'est seulement lorsqu'il a travaillé une terre que le paysan peut la considérer comme sienne. Il l'exploite alors à son gré, peut y planter des arbres utiles, la léguer à ses enfants, en concéder une part à un immigré plus récent. Rien ne s'opposerait à ce qu'il la vende, et l'opération serait certainement conclue avec moins de réticence que dans le cas du patrimoine transmis par les aïeux, mais aucune demande ne s'exerce à l'heure actuelle en ce sens — on se trouve ici hors de la zone des plantations commerciales à gros rapport et pour les cultures vivrières la surface en fait pas défaut.

Ce régime ne s'applique plus dans les zones intermédiaire et méridionale, même pas sur les terres mises en valeur autour de Chra, pourtant complètement inhabitées au moment de l'établissement des Kabyè-Losso. On peut s'étonner surtout de ce que le domaine privé fasse défaut également autour des villages créés dans ces régions lors de la première phase de la Colonisation Cabraise, où le Commandant à l'époque a tenu à installer les immigrants en toute propriété sur leurs terres, le long du moyen Anié ou sur la route centrale (4).

(1) Il reste çà et là des traces de filiation matrilineaire : c'est encore parfois l'oncle qui dote en terres l'ainé de ses neveux utérins (cas à Kétao) ou le fils aîné de sa sœur cadette (à Songdé, est du pays Lamadissi) ; les Naoudéba de Ténéga gardent le souvenir de cet usage. On trouve aussi chez beaucoup de Kabyè de Kétao une influence lögba : la propriété au niveau de la famille étendue, sous l'autorité du frère aîné de la génération des grands-parents ; l'unité d'habitation qui réunit dans la même enceinte toutes les familles restreintes descendantes s'élargit de même.

(2) 2 000 à 12 000 habitants.

(3) Nous savons par R. CORNEVIN (1969) que ce territoire était sévèrement gardé notamment, jusqu'à la rivière Yomaboua, sur sa façade méridionale réduite au rôle de glacis de protection et traversée seulement par la voie d'échanges avec le sud.

(4) Gros centres losso — par exemple Assoumakodji, Gbégué, Agodjololo — intercalés entre les agglomérations autochtones.

Nous nous efforcerons de trouver l'explication de cette apparente anomalie dans le cadre de l'analyse dynamique des terroirs (cf. p. 139) : le sens de leur propriété, bien affirmé chez les Kabyè-Losso au nord de Blitta, ne s'estompe-t-il pas de toutes façons sous l'effet du rapprochement des autochtones ? De la sorte se trouverait contrariée au sud la formation d'un véritable « home land ».

Il est par contre aisément concevable que les Kabyè-Losso ne puissent revendiquer l'appropriation de la terre lorsqu'ils se trouvent dans la mouvance immédiate de maîtres du sol. Autorisé par les autochtones à cultiver à proximité de leur agglomération, un homme du Nord ou ses congénères installés par la suite à ses côtés commettraient une infraction flagrante en plantant un arbre productif : cet arbre apparaît ici comme un bien immeuble qui justifierait une prétention à demeurer longtemps sur place pour en assurer l'exploitation et créerait ainsi un lien durable entre l'homme et la terre. Le principe peut s'assouplir avec l'accroissement de la distance séparant les établissements des deux communautés : dans le cas d'une juxtaposition, celui des villages mixtes, les immigrés s'en tiennent le plus strictement à leur condition « d'invités » ; en revanche, autour des villages satellites les plus éloignés du centre autochtone, là où le sol ne fait l'objet d'aucune utilisation de la part des hôtes, une sorte de droit d'usage personnel tend à s'établir à la longue, chaque exploitant prenant peu à peu l'habitude de pratiquer ses rotations de culture sur les mêmes parcelles dans la mesure où il est satisfait de leur rendement. Les conditions nécessaires se trouvent à vrai dire rarement réalisées — stabilité de l'effectif, ancienneté relative de l'établissement, dégagement de l'orbite autochtone. Toutefois, le cas échéant, cette fixation constitue peut-être une étape sur la voie d'une appropriation progressive.

Il convient de souligner la faible valeur juridique de ces principes car par suite de la jeunesse du mouvement de colonisation il n'est pas encore possible d'énoncer des règles foncières précises et définitives : la coutume est en cours d'élaboration. Ainsi, là où la propriété est reconnue, nombre d'exploitations restent encore sous l'autorité du père premier immigré dont les descendants parviennent seulement à l'âge adulte ; dans une ou deux générations les usages en matière de succession seront sans doute plus assurés et uniformisés. L'accroissement rapide de la densité d'occupation risque de renforcer à moyen terme les droits du propriétaire kabyè-losso et ses exigences en cas d'usage par un tiers. Au sud du 8<sup>e</sup> parallèle les rapports avec les autochtones depuis les premiers contacts ont subi des modifications non négligeables et sont encore susceptibles d'évoluer.

L'intérêt essentiel des observations que l'on peut faire à l'heure actuelle réside dans les indications qu'elles peuvent donner pour apprécier le degré d'attachement de l'immigré à sa terre d'élection. Pour l'instant une seule remarque s'impose : de même que l'analyse des photographies aériennes fait reconnaître deux types d'utilisation au-delà de la phase de défrichement, l'examen sommaire des liens existant entre les Kabyè-losso et leur nouvelle terre permet de distinguer une dualité fondamentale de statut qui oppose le nord et le sud de la zone de colonisation. Une relation générale s'établirait ainsi : la tenure d'un domaine par chaque paysan en toute autonomie encourage l'évolution du terroir vers une exploitation équilibrée (zone septentrionale) tandis que la simple permission de cultiver une terre étrangère (colonisation spontanée), pas plus que l'usage d'un terroir appartenant globalement au nouveau village kabyè-losso (colonisation administrative au sud de Blitta), ne constituent une base de garantie suffisante pour décider les immigrés à relâcher leurs blocs de culture collectifs.

Cette situation diversifiée au Centre-Togo fait ressortir la primauté des droits sur la terre en tant que facteur déterminant le mode d'utilisation agricole du terroir et la gestion du sol. Les traits physiques n'interviennent qu'à un moindre degré d'importance. La définition d'un véritable droit foncier des domaines mis en valeur, tel est donc bien à terme le critère de réussite et de pérennité de la colonisation agricole des Terres Neuves.

#### L'ÉVOLUTION DES RELATIONS : UNE ÉMANCIPATION CALCULÉE

La conjoncture de symbiose créée lors de la première installation dans les secteurs de colonisation spontanée (1) devait progressivement se modifier. Dans les années qui suivirent la deuxième guerre mondiale l'instauration par l'Administration des Travaux Publics d'un service d'entretien mécanisé pour l'entretien des principales routes permit de remplacer efficacement le travail obligatoire des villageois ; de ce fait la présence des Kabyè-Losso perdit beaucoup de son intérêt aux yeux des autochtones. A la même époque les Akposso et les Évhé des « Plateaux » de l'ouest — dont la zone d'occupation confine à la ville d'Atakpamé — commençaient à étendre leurs plantations de café et de cacao, pour une bonne part grâce au concours de la main d'œuvre extérieure : la besogne des saisonniers et les gros fermages fournis par les métayers kabyè-losso (2)

(1) cf. supra p. 105.

(2) en général un tiers de la récolte.

assuraient aux maîtres du sol d'importants bénéfices ; comme il s'agissait de cultures purement commerciales, les propriétaires estimaient légitime de retenir une quote-part substantielle sur la production des étrangers. Les autochtones du Centre-Togo s'avisèrent alors de revendiquer un *prélèvement* plus avantageux sur les récoltes de leurs immigrés ; les produits en question ici sont d'usage vivrier, mais néanmoins destinés aux marchés et source non négligeable de profits, d'ailleurs s'y ajoute le coton. A l'issue de la période coloniale on put croire les Kabyé-Losso plus vulnérables : les administrateurs français qui passaient auparavant pour leurs protecteurs ne les avaient-ils pas les premiers encouragés à la colonisation agricole du pays ? Au reste les Européens ne cachaient pas leurs préférences pour ces travailleurs émérites, excellents producteurs de coton.

Ceci explique que dans les années 1958-1960 les hôtes accrurent leurs exigences réclamant non plus des paniers mais des sacs de produits — notamment de riz, céréale de bon rapport et en pleine extension — parfois un loyer en argent fut demandé. Mais en réalité, depuis leur installation les immigrés avaient amélioré leur position ; partout de nouveaux hameaux s'étaient fondés et n'avaient cessé de croître sans que les maîtres du sol aient pu depuis leur kopé, soumettre à un contrôle l'accroissement des effectifs. Le processus était désormais irréversible. Enhardis, les gens du Nord refusèrent net les revendications des autochtones et firent comprendre aux requérants qu'ayant élevé leurs enfants et enterré leurs parents dans leur village d'immigration, ils ne devaient plus être considérés comme de nouveaux arrivants imposables à merci. Certains, prenant prétexte de l'Indépendance, cessèrent même leurs versements ou leurs corvées annuelles sur les champs des hôtes.

En fait, plus que l'ancienneté de l'établissement ou la personnalité du premier installé, porte-parole du groupe, la loi du nombre engendra une assez grande variété de conditions. Ainsi, par exemple, telle famille kabyé isolée près de Kpakpo (Ifé Niania, au sud-est d'Atakpamé) doit payer chaque année 2 000 F CFA au chef du kopé voisin ; le cas est exceptionnel. Les villageois de Tchangakopé travaillent trois jours par an chez le chef anigan de Blitta et lui portent à l'occasion une volaille. Chaque kabyé du hameau de Yotogo, à côté de Notsé, fournit au patron évhé une dizaine de tubercules d'ignames et une cuvette de maïs. A baïs-sankopé (Ifé Djama, au sud-est d'Anié) les immigrés doivent au chef autochtone quatre jours de travail. Le chef niania de Gbébè, entouré de nombreux hameaux losso, a dû renoncer à requérir des plus éloignés un appoint en main-d'œuvre. Généralement la contribution reste donc très légère. Il est rare qu'elle soit exigée comme une redevance fixée par contrat. Au contraire on doit remarquer le caractère amiable, bienveillant presque, que de part et d'autre on donne à l'arrangement : les Kabyé-Losso apportent leurs produits comme un cadeau volontaire ; de son côté, pour convoquer les travailleurs, le chef ou le patron fait savoir qu'il aurait besoin qu'on vienne l'aider et fait préparer le jour dit la bière de sorgho pour offrir aux champs, comme s'il s'agissait de l'invitation ordinaire d'une équipe de travail communautaire.

Il faut comprendre ainsi la signification de leur contribution dans l'esprit des immigrés : conscients de ne pas gêner l'activité des autochtones, les Kabyé-Losso se sont fermement opposés à toute tentative d'exploitation, mais ne songent nullement à se dérober à un acte d'allégeance à condition de lui accorder une valeur aussi symbolique que possible. Ces terriens en effet gardent un sens trop profond du « tété » ancestral pour nier le fait que leurs cultures sont établies sur un sol étranger. Dans le cas contraire leur mauvaise foi les exposerait gravement à l'irritation des divinités locales. D'ailleurs, à les entendre, peu importe aux immigrés la propriété de la terre puisqu'on leur en concède l'usage le plus large (1). A priori, cette apparente indifférence n'est pas le gage d'un véritable « enracinement » sur place et constitue plutôt un signe négatif au plan de la colonisation. Au total, les controverses à propos de la redevance traduisent des divergences assez normales sur le montant à verser et le principe même du paiement, mais en aucun cas il ne faudrait y voir un désaccord plus radical sur le défaut de véritables droits fonciers reconnus aux nouveaux occupants. Le peu d'insistance que mirent dans leur surenchère les autochtones, rassurés au fond, explique l'absence de conflits caractérisés à ce sujet.

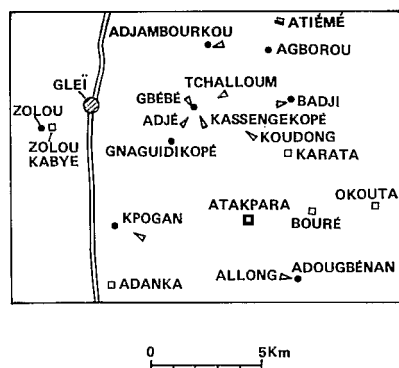
Sans rejeter le principe de leur soumission, les Kabyé-Losso ont su marquer leurs distances à l'égard de la chefferie en place et ne font point figure de ressortissants à part entière. Ainsi tiennent-ils à régler eux-mêmes leurs propres litiges. Ce parti pris d'autonomie judiciaire ne procède pas, semble-t-il, du désir de leur responsable de s'attribuer les mises des plaideurs mais de l'inefficacité du recours à un arbitre ignorant de leurs coutumes — d'ailleurs les différends conjugaux se tranchent souvent au pays d'origine. Théoriquement il n'existe en matière privée aucune juridiction constituée et exclusive. Les parties peuvent s'adresser d'un commun accord à un personnage de leur choix, avisé et suffisamment influent pour cautionner publiquement l'accord à intervenir. Le chef autochtone, médiateur ordinaire pour les habitants de son « kopé », ne revendique donc

(1) Comme les Kabyé-Losso de la colonisation se désintéressent de l'exploitation du palmier, l'interdiction de planter leur coute peu.

pas la compétence dans les affaires entre ses étrangers. Ceux-ci reconnaissent seulement un rôle de juge d'appel, mais à titre généralement honorifique.

On recourt à son jugement si une affaire oppose des représentants des deux communautés (1) cependant le doyen des immigrés doit alors être désigné comme assesseur. La distinction des ressorts, « rations personae », s'est donc imposée sans esprit de rivalité.

Un autre indice peut mettre en évidence l'intention des Kabyé-Losso de se dégager de la tutelle autochtone, il s'agit de la remise de l'impôt. La collecte des fonds est une opération lucrative car si le responsable apporte sans retard le montant aux services administratifs il peut obtenir une gratification au prorata de la somme réunie. Mais cette fonction revêt une signification importante : c'est aujourd'hui un rôle essentiel du chef, celui-ci manifeste ainsi sa connivence avec l'Etat, nouveau fondement de son autorité. En lui remettant sa cote, le contribuable fait acte de subordination et le reconnaît comme organe intermédiaire du pouvoir et canal de l'exécutif (grâce aux listes d'imposables). Pour de nombreuses agglomérations kabyé-Losso cette voie hiérarchique fut écourtée soit par une prise de contact directe des administrés avec une instance supérieure (chef de canton ou bureau de la circonscription) soit par le renoncement du chef autochtone lui-même à sa tâche fiscale auprès des immigrés. En effet souvent, devant l'augmentation et les fluctuations de l'effectif des hameaux environnants, celui-ci ne pouvait assurer une collecte rigoureuse et risquait d'être inquiété en cas de contrôle. A partir de ce moment les liens de dépendance avec le « kopé » des premiers occupants se relâchent rapidement. Dans le secteur de Gleï, à titre d'exemple, (v. fig.28) les villages ou hameaux devenus indépendants se caractérisent par leur éloignement de l'agglomération d'accueil (Okouta, Béré, Atakpara, Karata), ou seulement par leur importance (Atiémé).



- Agglomération autochtone (Ifé Niania)
- Agglomération kabyé ou losso remettant l'impôt à un chef autochtone
- Agglomération kabyé ou losso remettant l'impôt directement à l'Administration

FIG. 28 — Subordination administrative des immigrés aux chefs autochtones (à l'est de Gleï)

Mais parfois la corrélation est moins évidente (Zolou comprend six familles kabyé seulement ; quant au cas d'Adanka il est exceptionnel (cf. note p.108). L'évolution de la situation aboutit donc à l'émancipation des groupes de colonisation intercalaire. Certes tous n'y sont pas parvenus, toutefois on ne peut manquer de remarquer la tendance. La première tentative se manifeste dans les villages encore dépendants par le choix d'un responsable des immigrés, intermédiaire nécessaire pour tous les rapports avec l'extérieur — ramassage des impôts, transmission d'un avis administratif ou d'une demande de main-d'œuvre par l'autorité cantonale pour une besogne d'intérêt public par exemple. Le chef autochtone perd ainsi le contact direct avec ses administrés d'appoint. Puis après un délai variable selon les circonstances locales ceux-ci rompent une attache fondamentale en obtenant de verser directement leurs contributions à l'Administration. Enfin le stade ultime de cette évolution serait atteint par la nomination d'un originaire du Nord à la tête du canton : le dernier découpage territorial a ainsi permis à des immigrés de recevoir le commandement des secteurs de Chra, de Gleï et de la zone « A » de l'Est-Mono (2) où leur représentation est largement majoritaire. Dans cette dernière éventualité les Kabyé-Losso acquièrent une plus grande latitude dans tous les domaines.

(1) Les dégâts commis par le petit bétail dans les cultures des voisins occasionnent de fréquents procès.

(2) En 1968.

En fin de compte on n'observe pas une fusion progressive des deux communautés mais une distinction croissante. A l'arrivée des premiers immigrants isolés, totalement démunis et dépendants sur le plan matériel, les autochtones ont songé sans doute à reconstituer grâce à cet appoint de main-d'œuvre une strate de peuplement susceptible de remplacer dans une certaine mesure les esclaves dispersés. Mais les nouveaux occupants loin de répondre à cette attente tirèrent de la situation le meilleur parti.

Forts de leur nombre et d'une foi profonde dans leur civilisation paléonigritique, ils ont su en se groupant résister à la sujétion sous toutes ses formes et maintenir les valeurs de leur héritage culturel. Les habitants de certains villages de colonisation officielle dans les zones moyenne et méridionale durent, au moment du départ du personnel français d'administration coloniale, se défendre avec la même détermination contre des tentatives pour remettre en question leur statut particulier (1). Mais, soulignons-le encore, cette résolution s'exprime sans arrogance. Le respect scrupuleux des conditions foncières définies lors de leur installation et les modifications apportées dans leur présentation extérieure en conformité avec le voisinage, dénotent un souci de légalité et de discrétion inspiré par le sentiment réellement ressenti d'occuper une terre d'emprunt.

Il en résulte une certaine amertume chez les hôtes, déçus dans leur prévision et surpris par l'afflux des étrangers. Une étude approfondie des conséquences de l'immigration menée en milieu autochtone pourrait mettre en évidence des répercussions généralement négatives surtout chez les Aniagan et les Houdou-Ifé. A la lisière des territoires ethniques, dans des régions de peuplement originel, lâche ou récent, particulièrement visées par la colonisation agricole, l'effet le plus manifeste nous paraît une propension des premiers occupants à céder progressivement la place.

En maints endroits on observe une substitution de population. Par exemple, au moins quatre des « kopé » fondés par les Kpessi de Nyamassilé sont aujourd'hui habités exclusivement par des Kabyè-Losso (2) ; de part et d'autre de Baïssankopé les Houdou des deux villages d'Adjaro et de Yovokopé ont quitté les lieux au profit des immigrés ; de même à Atiémé, au nord-est de Gleï. Mais, comme nous avons pu l'observer dans les secteurs de nos villages d'enquête, cette désaffection se traduit plus souvent par la stagnation ou l'amenuisement des agglomérations autochtones existantes.

TABLEAU 18  
Evolution de la population autochtone de deux villages mixtes

Village (et date de fondation)	Gbébé (en 1900 env.)	Baïssankopé (en 1930)
Nombre de chefs de famille fondateurs	8	21
Descendants arrivés à l'âge du mariage	17	
dont a) émigrés du village	8	6
b) décédés au village	1	7
c) résidents en 1968	8	8
Descendants tous âges de c) : d) émigrés indéterminés		28
e) résidents	14	15
Effectif autochtone total (en 1968*)	28	36
(en 1940)	40	70

\* = c) + e) + épouses + autres enfants à charge

Cependant il ne faudrait pas assimiler ce mouvement de la population autochtone au processus ancien d'essaimage décrit en 1955, par J.C. PAUVERT (3). Les partants ne fondent aucun « kopé » mais rejoignent des parents installés dans un autre village — c'est ainsi que s'explique chez les Aniagan la croissance d'Agbandi et de Pagala — ou bien gagnent Atakpamé ou Lomé et le phénomène aboutit alors à l'accélération de l'exode rural.

(1) On relate des difficultés passagères à l'époque de l'Indépendance à Blitta-Losso, Assoumakodji, Asrama par exemple ; mais la contestation des autochtones ne se manifesta jamais violemment. Les principes étaient en jeu, non des intérêts immédiats. Par contre à Patatoukou seul village de colonisation administrative installé dans la zone du café-cacao, la terre était précieuse ; jusqu'à une époque récente les voisins venaient arracher les plantations des Kabyé pour les contraindre au départ.

(2) Agokpé, Dafolégnamé, Edjérékopé et Aléglé.

(3) Cf. PAUVERT, 1955 ; l'auteur applique à tort ce processus à la colonisation Kabyé-Losso. Cf. aussi l'analyse plus récente de O.J.P. IGUE, 1970.





## chapitre 2

### Dynamique de la colonisation agricole

Les précédents développements sur l'histoire de la colonisation agricole et sur l'importance des relations socio-ethniques contribuent désormais à mieux faire comprendre les rapports entre les immigrés et leur nouvelle terre. Nous pouvons donc nous proposer d'aborder l'étude des divers faits de mobilité agricole qui caractérisent l'exploitation extensive du sol par les Kabyè-Losso, de façon à évaluer en bonne connaissance de cause les possibilités d'expansion dans les terres encore inutilisées du Centre-Togo.

Dans cette perspective seront prises pour base les premières informations tirées de l'observation cartographique, statique, de l'occupation agricole dans les terres Neuves (1).

#### MÉCANISMES STRUCTURAUX DE LA PROGRESSION DES CULTURES

Beaucoup plus qu'au pays d'origine l'exploitation agricole dans le Centre-Togo ne peut se concevoir sans la prise en compte de la translation annuelle des cultures, rendue nécessaire par la pratique de la rotation des sols sur les parcelles travaillées et surtout, ici, par l'introduction d'une longue jachère.

Cette dynamique qui définit le « fonctionnement » des domaines agricoles — aux deux échelles de l'exploitation familiale et du terroir — s'analyse très différemment selon les types régionaux déjà reconnus dans la Grande Plaine Centrale : zones septentrionales (au Nord de Blitta), intermédiaire et méridionale (ou de colonisation intercalaire, au Sud d'Anié). Mais où qu'il se place l'observateur est frappé par l'énergie paysanne des immigrés, inscrivant au sol leurs structures agraires à larges traits. Là aussi joue fortement l'atavisme des Kabyè et des Losso.

#### *Au Nord de Blitta*

##### L'EXPLOITATION FAMILIALE : UN LONG TERRAIN CHÈREMENT ACQUIS

Elle s'organise suivant un plan très simple tant pour l'agencement des champs que pour la constitution du territoire disponible (cf. fig. 29).

Les parcelles correspondant aux surfaces défrichées d'année en année se suivent régulièrement ; ignames en tête, céréales ensuite. Cette disposition groupée présente des avantages immédiats : surveillance et protection plus aisée contre les animaux prédateurs, gain de temps dans la communication entre les parcelles (2), lieu de stockage unique pour les produits conservés au champ (maïs). D'une façon générale, l'ensemble se présente comme un train de cultures allongé dans le sens de la progression. Chaque année le paysan défriche environ 1 ha en avant et abandonne une surface équivalente à l'arrière. Ce schéma élémentaire est

(1) Cf. 1<sup>re</sup> partie ci-dessus, chap.3.

(2) Notamment lors de la plantation des collets d'igname qu'il suffit de transférer des anciennes buttes aux nouvelles édifiées sur la surface de défrichement attenante.

commun à toutes les exploitations familiales de la zone septentrionale, pendant la phase de prise de possession du sol, et à la plupart de celles des zones de colonisation situées au sud de Blitta. Il faut seulement y ajouter pour la région de Sotouboua les petits champs de village — 1/20<sup>e</sup> à 1/10<sup>e</sup> de la superficie totale mise en valeur — ; ces parcelles d'appoint sont essentiellement consacrées à la culture du mil précoce (m'sé) et au repiquage des plants de sorgho démarrés.

SCHÉMA DE L'AVANCE D'UN GROUPE D'EXPLOITATIONS

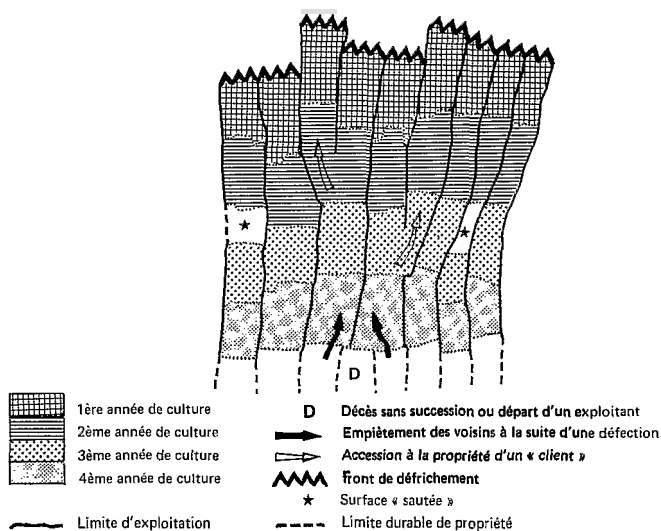


SCHÉMA DE L'EXPANSION D'UN TERROIR A PARTIR DU SITE D'INSTALLATION ORIGINEL

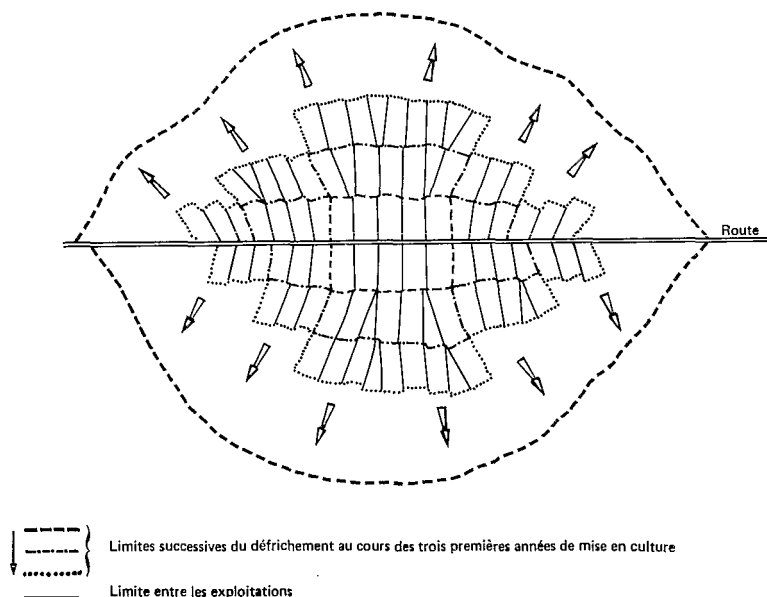


FIG. 29 — Extension des terres cultivées dans la zone septentrionale

La progression s'achève nécessairement après un délai plus ou moins long (1), lorsque la distance entre les champs et l'habitation est jugée excessive ou que la bordure de tête rencontre celle d'un cultivateur du

(1) 15 à 30 ans suivant l'étendue du terroir.

village suivant. C'est alors que le comportement diffère du nord au sud. Le paysan de la zone septentrionale, assuré désormais de la propriété d'un ample territoire adopte une attitude individualiste. Il reprend la culture où bon lui semble, indépendamment de ses voisins. Bien renseigné sur les variations locales de fertilité, il se montre plus exigeant et néglige les endroits moins propices — tel sommet d'interfluve parsemé d'éclats de quartz, telle pente recouverte de gravillons, telle cuvette bourbeuse. L'ensemble de ses parcelles doit se scinder au passage de ces sols ingrats. D'autre part le sens de l'avance annuelle de la tête de sole subit des fluctuations. En effet le paysan a pris de l'âge au cours de la période du premier défrichement ; les longues marches nécessaires pour gagner et quitter son lieu de travail le fatiguent davantage ; aussi va-t-il déterminer en conséquence la position successive de ses cultures. Une fois atteinte leur limite extrême, certains ramènent leurs champs près du village et recommencent un cheminement mais plus court que le premier. D'autres reprennent le départ à mi-distance, réservant pour leurs vieux jours les terrains les moins éloignés. D'autres encore, les plus nombreux, songeant que leurs forces vont décroître avec les années, réinstallent leurs buttes à 1 km environ de l'extrémité de leur domaine pour les rapprocher progressivement des habitations.

Le régime foncier de l'exploitation familiale joue un rôle déterminant dans la mesure où il permet de délimiter le cadre de ces mouvements. A proprement parler, cette question n'intéresse que la zone septentrionale, la seule où l'immigré puisse se comporter en maître d'un domaine. On touche ici à l'aspect le plus stable de la civilisation Kabyè-Losso, celui du fonds coutumier, au contraire de celui de la présentation extérieure dont on observe la dégradation progressive au fur et à mesure de l'éloignement du pays d'origine. D'emblée en effet une différence essentielle apparaît au Centre-Togo entre les principes fonciers suivis par les paléonigritiques et les autochtones. D'une manière générale ces derniers ne reconnaissent que la propriété collective, au niveau du lignage ou de la famille étendue ; la terre reste indivise entre tous les habitants d'un hameau ou d'un quartier de village. Les paysans aniagan, houdou, ifé ou évhé disposent d'un large secteur pour faire évoluer leur exploitation. Lors de l'établissement du « kopé » ; ils étaient serrés côte à côte pour débiter le défrichement puis cette organisation s'est plus ou moins disloquée ; la parcelle d'ignames peut s'établir en début de campagne sur n'importe laquelle des faces libres du bloc familial. Le cheminement de culture des autochtones suit ainsi un tracé irrégulier et autour de l'agglomération les champs présentent une apparence peu ordonnée.

Pour les Kabyè-Losso au contraire les droits fonciers se définissent à l'échelle individuelle. Les conditions d'installation dans la région de Sotouboua ont permis une application intégrale de cet usage. Au début de la « Colonisation Cabraise » il ne semble pas que l'Administration se soit heurtée à la désapprobation des chefs kotokoli ; au contraire, les autochtones, heureux du concours efficace apporté pour les travaux d'aménagement routier « dépannèrent » leurs nouveaux voisins. De toutes façons le Commandant de Cercle signifia clairement aux immigrants que leurs droits sur le sol étaient garantis sans restriction. Chaque chef de famille entreprit alors de se tailler un domaine personnel. La mise en exploitation constituant aux yeux des paysans et dans leurs rapports mutuels la seule justification de l'appropriation (cf. p. 76), le premier trajet suivi par les cultures a donc déterminé la configuration de ce territoire familial. La forme en est généralement celle d'un long couloir à peu près rectiligne.

Lors de la création des villages, l'intervalle marqué par le garde pour fixer la largeur des champs au départ de la route fut assez variable selon l'agglomération et le quartier ; ainsi à Déréboua les originaires de Kouméa reçurent chacun 40 m, ceux de Tchitchao 60 m et les hommes du « renforcement » acheminés l'année suivante 45 m. Par la suite cette dimension s'agrandit du fait de nombreux abandons au cours des dix premières années. Certaines irrégularités sont parfois intervenues dans la direction des bandes de propriété : s'il était malaisé de « sauter » une rivière rencontrée de biais, le train de cultures obliquait pour la longer ; de même on contournait généralement une butte latéritique. Dans ces cas la déviation d'un seul entraîne l'infléchissement de ses voisins. La superficie du domaine familial reste celle des terres défrichées lors du premier passage elle est habituellement de l'ordre de 20 ha c'est à dire l'espace utilisé pendant une vingtaine d'années. Là encore on constate d'un secteur à l'autre d'un même terroir des inégalités importantes en relation avec les possibilités d'extension en longueur. Certains paysans moins favorisés, bientôt stoppés par la rencontre de terres déjà appropriées, doivent se contenter de quelque 15 ha, tandis que d'autres mieux placés bénéficient du double. Bien entendu les plus récemment installés n'ont pas achevé leur progression. Il n'est besoin d'aucun bornage pour signaler les limites de la propriété, les intéressés ont une fois pour toutes repéré d'un coup d'œil sûr tous les détails naturels pouvant servir de jalons.

Dans la même zone septentrionale l'ambition de chacun de se constituer son patrimoine foncier le plus étendu possible apparaît souvent dans les tentatives d'élargissement de sa bande au cours de la phase pionnière. Un cultivateur est-il moins énergique au travail ou momentanément affaibli ? Ses voisins en profitent pour dévier vers lui leur bordure, resserrant sa portion. Si l'homme se trouve empêché pendant plus d'une année d'avancer ses champs il risque de se voir bientôt contraint de renoncer à toute extension car les exploitations attenantes à la sienne se rejoignent bientôt devant lui. De temps à autre un retardataire laisse un tronçon incultivé pour éviter d'être distancé. Par contre l'individu qui dans des conditions normales prétendrait ouvrir une parcelle en avant du front de défrichement s'exposerait à une hostilité déterminée de la part

du possesseur du train de cultures progressant vers lui (1). Une rivalité avouée mais de bon aloi se manifeste donc entre les villageois, qui traduit de façon significative leur désir d'accaparer le maximum de terres.

Le but de l'exploitant n'est pas seulement de disposer pour son propre usage et celui de sa descendance d'une ample superficie cultivable mais d'en faire profiter des proches venus après lui au pays. Le premier arrivé se ménage ainsi une collaboration dévouée pour ses invitations de travail et pour de multiples services ; surtout, une clientèle reconnaissante assure sa notoriété tant au village qu'au pays d'origine. Le plus souvent il n'attend pas d'avoir achevé sa première progression pour accueillir à ses côtés l'ami ou le parent en quête d'une place. Il le loge chez lui et le laisse cultiver sur son terrain puis saisit la première occasion où il pourrait élargir sa bande pour le signaler à son protégé ; celui-ci établit alors discrètement son champ de buttes en biseau à côté de l'exploitation de son « patron ». Très rapidement au cours des années suivantes le nouveau, désormais propriétaire à part entière, trouvera le moyen de pousser le voisin afin d'obtenir pour son train de cultures une largeur normale. Plus tard, lorsque le premier cultivateur juge son avance suffisante, il peut témoigner sa faveur à un autre solliciteur en lui cédant son droit de défrichement sur le front de ses cultures ; la demande de terre est à l'heure actuelle si pressante que souvent deux candidats en serrant un peu leurs parcelles au début, parviennent à s'installer dans le prolongement du terrain de leur prédécesseur. Mais, c'est là normalement la place du fils.

A ce moment, en sus des champs du premier arrivé, d'autres de taille plus modeste s'étendent habituellement sur le domaine. Par exemple ceux de quelque parent ou même d'une simple connaissance (2), attendant de trouver un emplacement définitif dans le village ou dans une localité voisine. Quelle que soit leur origine, on nomme de tels postulants « égoma » (étrangers) tant que le sol leur est seulement prêté pour la culture ; s'ils n'obtiennent pas une bande de terre en propre ils partent bientôt ailleurs. Le travailleur temporaire (« apa ») est fréquemment rémunéré en nature : s'il accepte d'aider l'exploitant pendant toute la campagne, l'auxiliaire se voit octroyer un champ provisoire dont la récolte (sorgho) lui reviendra. Les immigrés préfèrent ce mode de paiement qui ne leur coûte pas cher. Les manœuvres par contre n'apprécient guère de ne recevoir aucun argent, aussi fréquentent-ils moins cette zone septentrionale que celles situées plus au sud ; cependant ce type de contrat leur convient davantage les années de la fête de « Habié » où la bière doit couler abondamment. D'une façon générale le nouveau propriétaire ne se montre pas regardant pour prêter sa terre, d'autant moins qu'aucune contrepartie n'est exigée de l'« égoma ». (fig. 20).

C'est d'un tout autre point de vue qu'il faut considérer l'attitude de l'immigré lors de l'installation de son fils sur l'exploitation, au moment où ce dernier, parvenant à l'âge adulte, peut prétendre à l'indépendance économique. Le garçon d'une dizaine d'années s'exerce sur quelques mètres carrés à monter des buttes. Puis il garde ensuite un petit lopin d'ignames ; sa mère lui vend ses tubercules au marché si le père est conciliant. Il attend ainsi d'avoir 19-20 ans, le moment de son entrée dans la première classe d'âge des adultes (kondona) ; à cette époque il reçoit l'autorisation de cultiver une certaine surface dans les jachères et son père lui remet semences et collets. Le jeune homme tire désormais quelque rapport de sa récolte mais il ne peut travailler à ses cultures que les jours de repos — dimanche et jour de marché — ; tout le reste de la semaine il doit s'occuper des champs paternels et y conduit régulièrement son association de travail, car ces champs fournissent la nourriture de toute la famille. A partir de son mariage le fils reçoit le terrain nécessaire pour établir de grandes parcelles et se consacre entièrement à son exploitation. Une cour distincte, attenante à l'habitation principale est affectée au ménage où la jeune femme dispose d'un foyer réservé à son usage. En revanche le nouvel exploitant se doit alors de participer au ravitaillement de tous ; chaque semaine, le jour de distribution des vivres il approvisionne non seulement son épouse mais sa mère et éventuellement ses belles-mères. En somme, malgré son passage à l'âge adulte, le fils reste inclus dans l'ensemble socio-économique familial dont le fondateur entend demeurer le chef, comme au pays d'origine, et ce dernier ne se fait pas faute de manifester cette exigence au cours de la vie commune en distribuant ordres et remarques. Cependant les enfants élevés en pays d'émigration ont toujours connu leur père indépendant et, au sortir de l'adolescence, comprennent mal la nécessité de leur sujétion à l'autorité patriarcale. Les occasions de conflits ne manquent pas ; par exemple avant le mariage, si le père estime que le jeune homme accorde trop de temps à son propre champ ou si, alléguant que la dot en vivres est régulièrement versée aux futurs beaux-parents, il lui refuse l'autorisation de partir pendant un an travailler comme manœuvre afin de gagner l'argent des pagens et autres cadeaux non traditionnels destinés à la fiancée. Une fois le ménage fondé, le chef de famille laisse souvent passer encore plusieurs années avant de permettre à son fils de se consacrer complètement à une exploitation personnelle.

(1) Cette éventualité se rencontre seulement au cours des combinaisons précédant la rencontre des fronts de deux villages ou de deux quartiers.

(2) Ainsi se font recevoir dans les villages kabyè quelques Kotokoli originaires des cantons de Bafilo ou d'Alédjo.

Il ne semble nullement qu'on puisse attribuer ces réticences devant la promotion économique des descendants à un souci de ménager l'utilisation du domaine familial mais plutôt au fait que le père n'a pas renoncé à l'hégémonie que la tradition lui reconnaît le droit d'exercer dans le cadre de la maisonnée. Seulement les circonstances nouvelles ne se prêtent plus au maintien de telles relations de subordination et il existe désormais une échappatoire : le jeune Kabyè épris d'indépendance se fera héberger chez un voisin conciliant dans l'espoir d'en obtenir une propriété ou plus souvent gagnera par la route toute proche un des nombreux villages du Centre-Togo où résident des parents dont il peut escompter un accueil cordial.

#### L'EXPANSION A L'ÉCHELLE DU VILLAGE : UNE STRATÉGIE D'ENSEMBLE

Les mouvements étroitement conjugués des exploitations familiales permettent de comprendre l'évolution du terroir dans son ensemble. Dans l'ordre des facteurs mis ici en jeu, la primauté de l'humain est évidente. Malgré l'étroite parenté des systèmes de culture dans toutes les zones d'immigration, les processus de création et de gestion du territoire agricole à partir de l'agglomération se présentent différemment selon le degré d'attachement personnel du paysan à sa terre, très fort dans la région septentrionale, médiocre ailleurs.

Les bandes de propriété ouvertes perpendiculairement à partir de la route devraient selon un schéma théorique engendrer un plan de terroir à peu près rectangulaire. Ainsi dans la zone « A » de l'Est-Mono la photographie aérienne révèle l'aspect très strict et régulier des surfaces d'exploitation, partagées « en lattes de plancher » ; cet agencement ne fut possible que dans le cadre d'un règlement selon lequel les immigrés s'engagèrent à ne pas excéder au cours de leur progression la largeur initialement concédée ; d'ailleurs par mesure de précaution les arpenteurs du Secteur de Modernisation Agricole veillèrent pendant les dix premières années au parallélisme des parcelles. En revanche dans la région de Sotouboua l'Administration s'est seulement préoccupée du peuplement du village et de la position du premier champ. Par suite les paysans s'organisèrent très librement. En s'écartant pour faire place entre eux aux nouveaux venus ils modifièrent la disposition initiale au fur et à mesure de l'éloignement de la ligne de départ ; les bandes s'orientèrent plus ou moins obliquement par rapport à la route et divergèrent, conférant au territoire défriché une allure approximativement circulaire (fig. 29).

Certaines différences importantes observées dans le type du terroir sont à mettre en relation avec l'âge de l'agglomération. Les immigrés de la première phase de la Colonisation Cabraise, installés malgré eux au

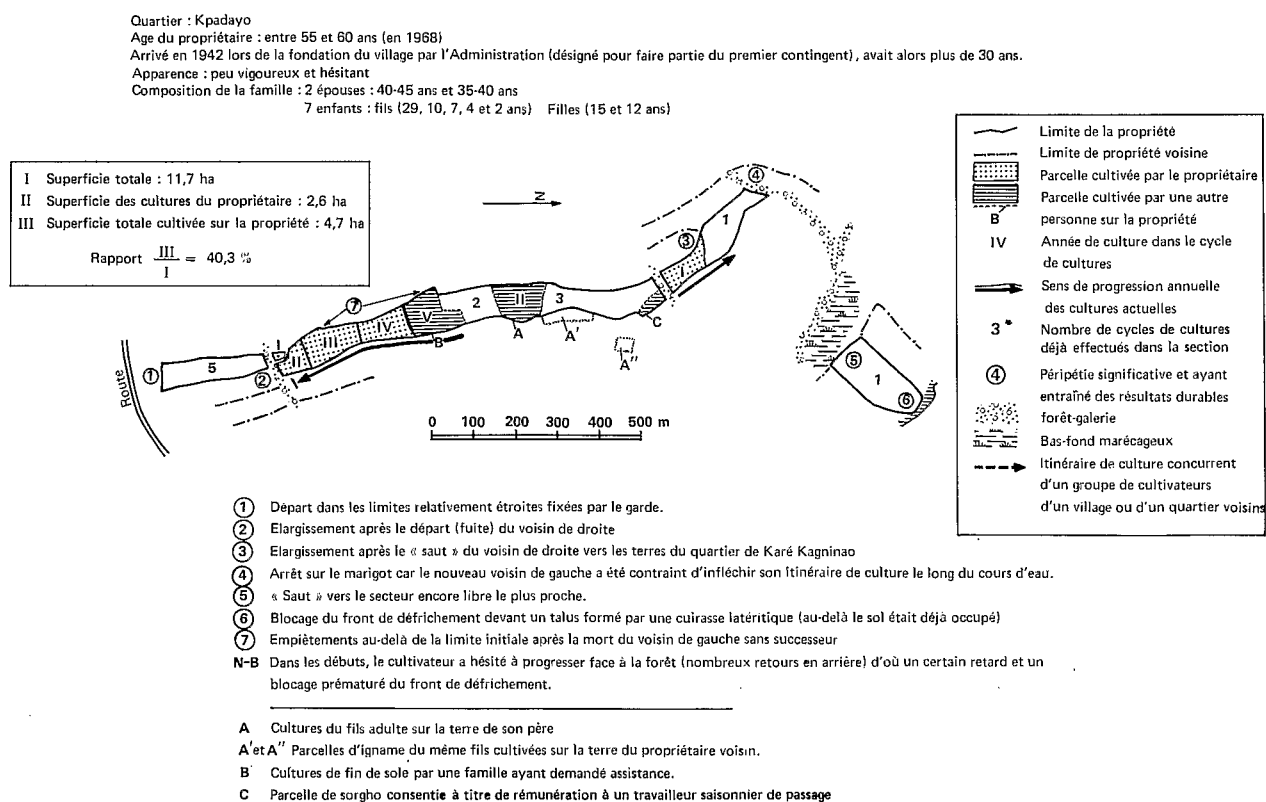


FIG.30 — Plan de propriété A : type d'exploitation peu dynamique. Zone septentrionale. Village de Déréboua

Sud de Sokodé dans une zone alors inhabitée, ne semblent pas avoir manifesté tout d'abord le désir d'étendre très loin la limite de leur domaine ; par ailleurs les parents témoignaient peu d'empressement à venir les rejoindre. Il résulte pour les villages les plus anciens que, d'une part le front est normalement distant de la ligne d'origine (1) et que d'autre part le plan foncier d'ensemble reflète une disposition assez régulière. Cependant après une période de stagnation relative, une deuxième vague d'immigrants provoqua un regain d'activité du front ; aujourd'hui aux confins encore libres de ces terroirs règne un certain désordre (pointes avancées, parcelles isolées en avant des autres) (2).

Les villages fondés au cours de la seconde phase d'immigration officielle ont en général élaboré des terroirs dont l'allure plus dynamique pourrait traduire une plus franche adhésion des Kabyè-Losso à la colonisation agricole. Les photographies aériennes de 1964 montrent par exemple qu'en 24 ans les cultures de Bodjondé et de Kazaboua ont parcouru un cheminement plus long (4 à 5 km) que celles de Kanyamboua en 35 ans ou de Kolonaboua en 38 ans. Cette attitude s'est exprimée dans le détail par des défrichements annuels plus étendus mais aussi par des « sauts » plus fréquents. D'ailleurs la disposition rayonnante des bandes de propriété dénote l'afflux des proches venus ensuite du pays. Le plan foncier devient donc plus complexe.

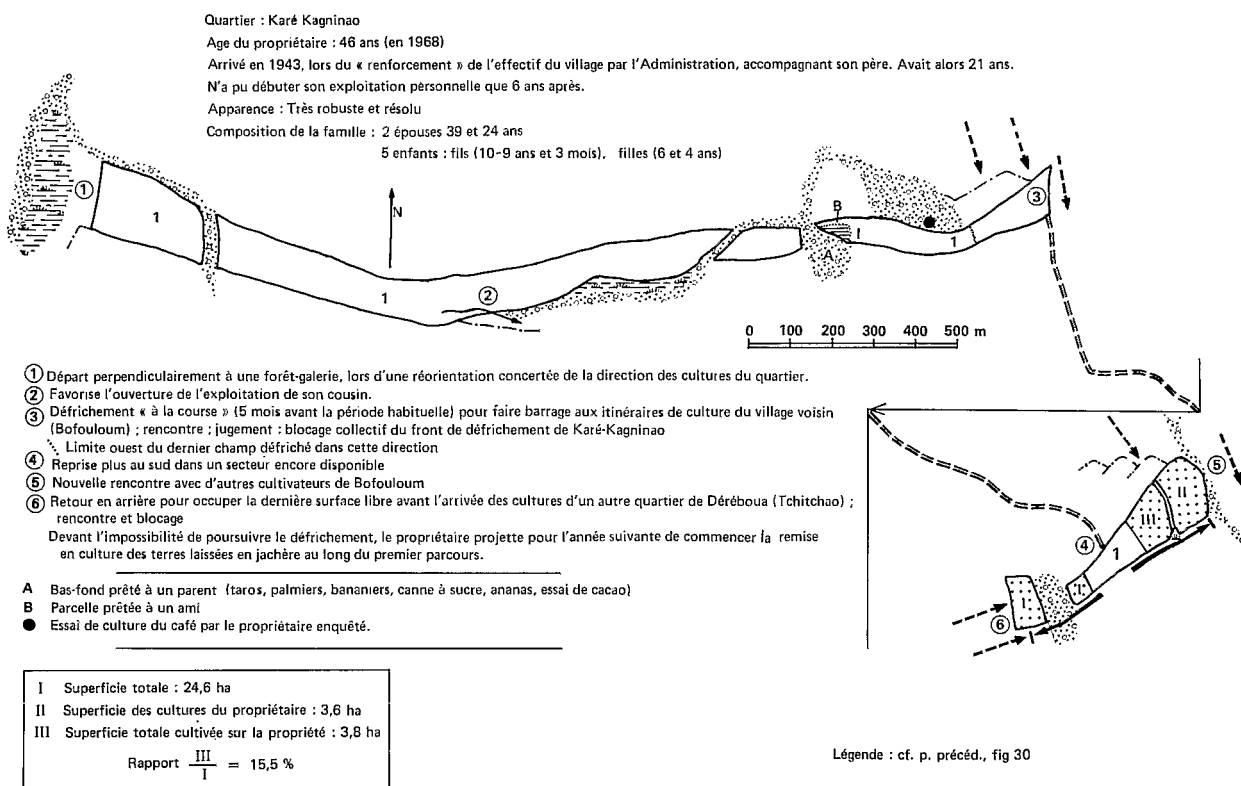


FIG. 30 bis — Plan de propriété B : type d'exploitation dynamique. Zone septentrionale. Village de Déréboua

Le terroir de Déréboua constitue un exemple représentatif de la façon dont les paysans de cette deuxième série d'agglomérations ont conçu et réalisé l'expansion de leur espace agricole (cf. Planche hors texte V) (3).

(1) 4 km en moyenne à Kolonaboua, ce qui suppose théoriquement une avance annuelle moyenne de 105 m.

(2) Ceci concerne notamment toutes les terres exploitées sur le côté ouest de la grand'route de Sokodé à Blitta. Il est à noter toutefois que dans le secteur occidental du terroir de Sotouboua la traversée de l'Anié par les cultures a entraîné sur la rive droite la désorganisation de la structure initiale ; l'expropriation de nombreux habitants accentua le dérangement lors de l'établissement de la ferme-école : en 1947 les maisons furent rasées et les champs interdits au nord-ouest de l'agglomération entre la route et l'Anié.

(3) Ce schéma a été dressé au cours de multiples cheminements ; les indications des villageois et l'observation de la photographie aérienne permirent de le préciser.

En 1942, à l'arrivée du premier contingent d'immigrés kabyè le chef du canton de Sotouboua reçut de Sokodé l'ordre de procéder au partage des terres selon les principes habituels. Celui-ci notifia d'abord aux hommes réunis la limite avec son propre terrain, aussi loin de Sotouboua que possible ; puis à partir de là chacun se vit octroyer une largeur de champ, ceux de Kouméa au nord du dernier tronçon de la piste, ceux de Tchitchao au sud — car on ne devait pas mêler des gens d'origine différente. Les seconds, moins nombreux, reçurent de bonnes parts, tandis que leur vis-à-vis devaient se serrer. L'année suivante un deuxième contingent, venu de Karé (Kouméa), prit place à côté des paysans du même canton. Dès lors les grandes lignes du développement du terroir semblaient fixées. Il s'étendrait vers le nord et le sud dans une direction parallèle à la ligne de démarcation avec le village voisin ; les nouveaux s'aligneraient à la suite en prenant le départ dans le prolongement de la piste.

Les choses se passèrent ainsi pour la plupart des habitants des quartiers de Kouméa qui progressèrent jusqu'à la rivière Boufouloum puis la franchirent. Leurs frères arrivés au cours des premières années ouvrirent les uns après les autres leur exploitation en déterminant leurs repères de départ sur la nouvelle route construite vers le nord-est, de façon à cultiver d'emblée sur le même front que les premiers. Cependant dès 1947 ceux des quartiers de Tchitchao jugèrent bon de changer l'ordonnancement initial lequel au demeurant n'avait nullement été imposé. Leur position était en effet malcommode : pris entre la limite de Sotouboua et les champs de village des immigrés du « renforcement » ; ils ne pouvaient installer leurs parents venus du Nord que sur leurs propres domaines. Mais surtout, le projet officiel de créer de nouveaux villages d'immigration à peu de distance vers le sud hypothéquait un développement dans cette direction, déjà l'Administration avait recruté les hommes de Déréboua pour aménager une route au sud-ouest. Ainsi tous les habitants originaires de Tchitchao abandonnèrent-ils leur première exploitation pour prendre un second départ cette fois depuis la démarcation fixée par le chef de canton et s'avancèrent alors vers l'est. Cette initiative inspira aussitôt les cultivateurs du quartier Karé-Kagninao (Kouméa) menacés sur leur droite par la fondation récente de Boufouloum ; à l'exemple de leur responsable, quelques-uns des premiers arrivés cédèrent leur place à des « égoma » et, suivis par d'autres immigrés récents, allèrent adosser leur parcelle d'ignames à un marigot proche au cours méridien et l'orientèrent vers la brousse libre. Enfin, après quinze ans de progression régulière les cultures de Karé-Pouda se heurtèrent aux reliefs latériques où la Boufouloum prend sa source ; l'obstacle fut « sauté » par tous les habitants augmentés des nouveaux qui avaient rejoint entre temps, mais voyant alors avancer vers eux les champs de Kanyamboua ils obliquèrent et reprirent leur défrichement face à l'est. La croissance du terroir procède donc d'un ensemble de manœuvres préméditées, inspirées par le souci de constituer un territoire agricole aussi étendu et cohérent que possible.

Dans le même esprit, la rencontre avec un front issu d'une agglomération voisine donne lieu à une véritable course. Il s'agit pour les défricheurs d'avoir couvert au moment du contact une longueur maximum, et, si leurs antagonistes progressent dans une direction perpendiculaire, de couper leur itinéraire. Déjà, à une distance d'environ 1 km les uns des autres, les paysans des deux villages opposés précipitent leur avance : on prête de larges pans de sa bande de terre à des « étrangers » pour doubler l'allure ou bien on les laisse s'installer en avant. On passe plus fréquemment des espaces entre les parcelles du train de culture (réserves à utiliser après la stabilisation). L'année précédant la jonction on défriche et on butte hâtivement bien avant la date habituelle afin de devancer le vis-à-vis sur le sol convoité. Enfin tout est mis en œuvre de part et d'autre pour gagner du terrain. Ces procédés, parfois peu licites dans le droit coutumier peuvent occasionner de vives contestations entre groupes rivaux. Il n'est pas rare que les chefs respectifs organisent une entrevue sur les lieux de la controverse et conviennent d'une limite définitive ; mais certains litiges réclament l'arbitrage de l'autorité cantonale. Le blocage accompli, les premiers arrivés, nantis d'une exploitation de bonne taille, reculent pour remettre leurs jachères en culture ou défrichent leurs surfaces laissées en réserve ; quant aux derniers venus, jugeant insuffisante l'étendue de leur domaine, ils le complètent le cas échéant en débutant un deuxième tronçon dans un secteur encore inexploité et disponible.

Une assez grande confusion caractérise le plus souvent la distribution foncière des derniers recoins. A Kazaboua, agglomération formée entièrement à partir de Kouméa, les cultivateurs de la façade méridionale laissèrent s'intercaler entre eux des jeunes arrêtés sur le front nord par la rencontre avec Lama-Wédé. A Déréboua en revanche malgré les perturbations occasionnées par les ultimes répartitions, les exploitants des deux communautés d'origine différente ne mêlèrent jamais leurs champs. En 1968, ce dernier village ne disposait plus d'aucune portion de front de défrichement ; côté septentrional, le contact s'est effectué sans histoire avec Kanyamboua, de fondation bien antérieure ; au sud le contact des champs des quartiers de Tchitchao avec ceux de Tapedé (installé en 1948) fut plus compliqué mais fit l'objet d'un arrangement entre les responsables ; enfin une vive concurrence opposa ceux de Kouméa aux Lama-Tessi de Boufouloum (installé en 1947) pour délimiter leur longue frontière commune : en 1965 les chefs de Sotouboua et d'Ayengré appelés en arbitres, vinrent régler un différend grave entre les deux communautés. Il ressort de ces observations qu'une forte revendication ainsi qu'un véhément esprit de compétition animent aujourd'hui les immigrés de la zone septentrionale dans leur mainmise sur le sol et se manifestent tant au niveau des individus qu'à celui des groupes (cf. fig. 30 et 30 bis).

*Au sud de Blitta*

## LA CONSTITUTION DU « GRAND BLOC DE CULTURE »

Au sud de Blitta le précédent schéma des champs familiaux se retrouve auprès de maints hameaux (cf. planche hors texte VI Koutong et Kassengékopé) mais une variante affecte fréquemment cette structure agraire. A côté des rassemblements de cultures de taille moyenne, réunissant côte à côte les trains de plusieurs villageois on remarque en effet d'autres blocs plus développés dans le sens de l'avance. Dans ce cas, l'exploitation familiale, fractionnée dans l'ensemble, n'a plus d'unité géographique : les différentes parcelles de chaque paysan du groupe se détachent les unes des autres mais restent agglomérées, par phase annuelle d'assolement, à celles des compagnons. Un seul bloc de culture réunit les grandes soles ou s'imbriquent les cultures de chaque famille ; en tête les champs d'ignames, puis ceux de maïs, enfin le sorgho ferme la marche. Chaque année la formation progresse régulièrement. On peut toujours parler d'un train de culture mais à une plus grande échelle, celle du village ou du quartier. Ainsi se sont constitués les grands ensembles de culture caractéristiques de nombreux villages de la zone méridionale et surtout du Moyen-Anié où ils atteignent parfois 200 ha. Cet agencement répond souvent à la nécessité de trouver de la place sur une étroite façade de progression. Tel est le cas pour les terroirs allongés à partir de la rive gauche de l'Anié (fig. 17). Dans cette région de colonisation administrative (1929-1932) les premiers arrivés ont commencé par se mettre en rang pour le défrichement mais l'espace vint bientôt à manquer pour ajouter aux extrémités les nouveaux arrivants. Ceux-ci durent chercher un emplacement dans le bloc de culture, non pas entre les trains de cultures des premiers villageois (ce qui aurait provoqué un allongement exagéré des parcelles), ni non plus à l'arrière (où le sol déjà utilisé pendant trois à cinq ans exigeait un certain temps de régénération), mais en intercalant leurs champs au milieu de ceux des prédécesseurs (fig. 30). Parmi nos villages d'enquête Karata (cf. planche hors texte VI), à proximité de Gleï, offre un exemple du même phénomène : au cours du défrichement les Losso s'étaient installés çà et là au fur et à mesure de leur arrivée, mais à la fin du premier parcours de culture le responsable jugea que la mise en exploitation manquait d'organisation ; aussi pour le deuxième passage il aligna ses quatorze compagnons le dos à la rivière que le chef ifé de Gbèbé lui avait fixée comme limite de départ et tous reprirent la culture sur des portions égales disposées de front. Cependant le village s'accroissait encore — en 1968, il comprenait vingt-neuf familles — ; or faute d'une largeur suffisante il était désormais impossible d'accorder aux nouveaux venus une place distincte, on les laissa donc répartir leurs champs à l'intérieur de l'aire de culture déjà constituée (cf. fig. 31).

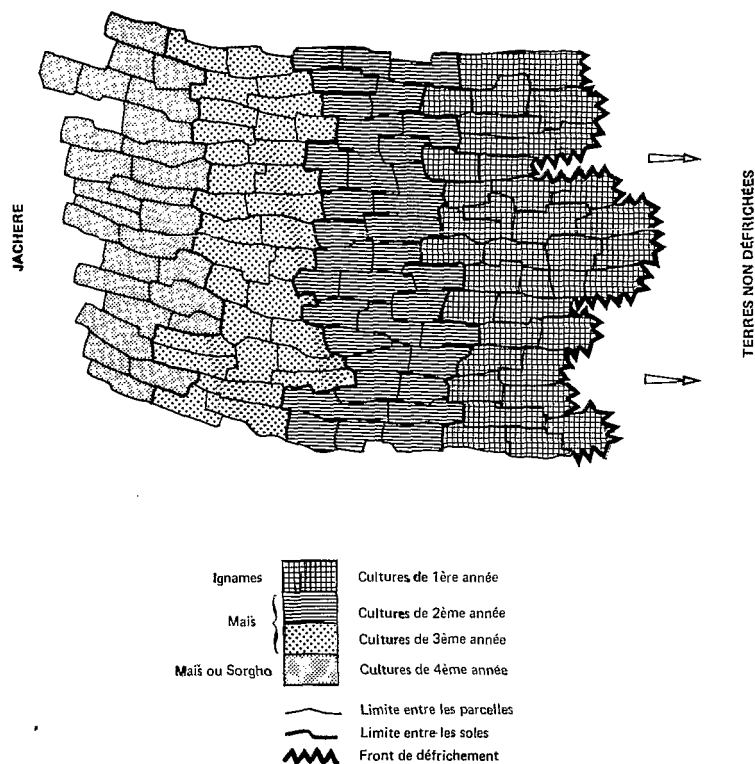


FIG. 31 — Structure schématique d'un « grand bloc de cultures » dans la zone intermédiaire et méridionale



La pénurie d'espace nécessaire pour permettre le déploiement de tous les exploitants de front n'est sans doute pas la seule cause de la constitution de ces grands blocs de culture. Il se trouve des formations de ce type dans des zones où la place ne manque pas : sur la rive droite de l'Anié par exemple elles se développent à bonne distance les unes des autres, progressant vers l'ouest face à la brousse libre ; c'est que l'habitude prise dans les premiers terrains sur la rive gauche s'est maintenue après le passage de la rivière. Dans une telle situation cette structure agraire répondait de la façon la plus significative à la tendance naturelle au groupement des cultures chez les Kabyè-Losso immigrés dans les Terres Neuves.

Il importe de souligner que la disposition des parcelles dans le cadre de ces ensembles complexes ne paraît pas compatible avec la constitution d'un domaine personnel. Du fait que le paysan doit en chaque début de campagne se rendre en avant du front pour y nettoyer l'emplacement d'un nouveau champ, son exploitation prend un aspect très dispersé. Même si l'homme gardait un souvenir précis de tous les périmètres échelonnés (quinze à trente) où il a successivement travaillé au cours d'un trajet complet, il ne pourrait pratiquement en assurer le contrôle. La propriété familiale disparaît donc dans les zones où s'élaborent les grands blocs de cultures. On ne saurait a priori s'en étonner pour les secteurs de colonisation intercalaire où le sol appartient aux autochtones, mais le fait paraît singulier dans le Moyen-Anié, région autrefois déserte, peuplée grâce à l'Administration (1).

Néanmoins sous prétexte qu'au sud de Blitta la terre n'est pas attribuée aux individus, un candidat à l'immigration ne pourrait de son propre chef venir installer ses cultures parmi celles d'une agglomération déjà constituée ; il se heurterait à une hostilité déclarée du groupe tout entier. Comme condition essentielle d'admission il est implicitement exigé, de même que dans la zone septentrionale, que le nouveau provienne d'une origine identique à celle des paysans en place, au moins de même « tète ». Puis un contact préliminaire est nécessaire ; pendant une ou plusieurs années le postulant reste logé chez le villageois Kabyè ou Losso qu'il a choisi pour « patron » en venant se présenter à lui. Au cours de cette période probatoire l'« étranger » devra donner l'assurance qu'il est de bonne compagnie et ne se livre pas à des pratiques de sorcellerie susceptibles de troubler la paix du village. Il apporte son aide à l'hôte mais peut aussi entretenir une parcelle de taille restreinte ; dans le Moyen-Anié on lui laisse cultiver un terrain d'attente dans la zone des champs proches où les vieux paysans se sont déjà repliés. Quand la permission de s'incorporer au groupe lui est donnée, à la suite de l'intervention du patron auprès du chef des immigrés (2) l'homme peut aller butter à côté des autres paysans dans la zone des grands champs ; trois ans après, toutes les parcelles de son exploitation seront intégrées dans le bloc de culture. Ici, au sud de la latitude de Blitta, le sol est le bien soit de la collectivité villageoise (Moyen-Anié) soit des autochtones, il n'est donc pas question pour un particulier d'employer des manœuvres-exploitants comme dans la zone septentrionale (3).

Quant aux fils des immigrés leur promotion ne se trouve nullement facilitée par la disparition de la propriété familiale, du moins théoriquement. Nous avons vu comment l'immigré de la zone septentrionale maintient une certaine suprématie sur ses descendants en les installant sur son domaine. Par contre dans les zones où le chef de famille ne dispose plus de terre en propre pour les y fixer il s'expose à perdre sur eux tout contrôle s'il leur donne l'autorisation d'établir des champs personnels ; aussi le père s'efforce-t-il de garder ses enfants le plus longtemps possible auprès de lui, assurant leur entretien après le mariage, parfois jusqu'au-delà de trente ans. Dans ces conditions peu satisfaisantes les jeunes prennent le large au moment de fonder un foyer sans doute plus fréquemment encore qu'au nord de Blitta (cf. tableau 24 p. 162). Notons à ce propos que selon leurs usages traditionnels les Ifé adoptent une attitude contraignante identique à l'égard de leurs fils et que ces derniers réagissent de la même façon que les Kabyè-Losso de la nouvelle génération.

#### UN ESPACE AGRICOLE VILLAGEOIS ENCORE PEU DISTINCT

Au cours de la formation du terroir, le comportement des immigrés des zones intermédiaire et méridionale est assez nettement différent de celui qu'on peut observer dans la zone septentrionale. Au sud de Blitta l'enjeu est moins stimulant ; il ne s'agit plus d'accaparer le maximum de terre mais simplement d'exploiter dans des conditions spatiales acceptables. Partant, les paysans manifestent moins de hâte et d'ardeur au cours de la phase d'occupation du sol. On n'assiste plus à une course serrée entre villages. Cela explique l'allure modérée de l'avance (les parcelles contiguës ne se laminent plus mutuellement, les intervalles « sautés » se font rares) et l'absence de mouvements destinés à couper la marche du groupe voisin (la progression reste

(1) Cf. infra p. 151 : Les conditions de l'appropriation foncière.

(2) Dans les régions de colonisation intercalaire, l'acceptation du chef autochtone n'est requise que pour être reçu dans un village de peuplement mixte.

(3) Alors que les Ifé recourent fréquemment à de longs contrats aux termes desquels le saisonnier se paye en cultivant pour son propre compte un champ de sorgho semé après l'arrachage du manioc ; dans ce système les propriétaires entre autres avantages s'assurent une certaine stabilité de la part de la main d'œuvre temporaire.

rectiligne) enfin l'insertion de nouveaux agriculteurs dans l'aire cultivée allonge seulement le bloc sans entraîner, comme dans la région de Sotouboua, la compression des champs attenants puis une divergence générale dans le plan d'ensemble.

La rencontre des terroirs du Moyen-Anié ne semble pas, dans ces conditions, devoir poser de problème. Elle se trouve en fait rarement réalisée car dans la plupart des cas les champs lointains n'ont pas encore achevé leur premier trajet de culture. On peut cependant tenir pour significative l'attitude des paysans de Tcharé (au Nord de Tcharébaou) : à l'aboutissement de leur progression ceux-ci ont jugé prudent de laisser un espace non utilisé entre la ligne extrême de leurs cultures et les jachères de leurs voisins losso d'Atikpaï.

On doit insister sur les modalités particulières de ces contacts dans les zones de colonisation intercalaire situées plus au sud. Il s'agit là, rappelons-le, de terroirs d'aspect beaucoup moins « organique » en ce sens que le terrain d'exploitation n'apparaît pas développé aussi immédiatement à partir de l'agglomération : d'une part celle-ci se trouve souvent nettement décentrée dans l'espace agricole, d'autre part le cadre généralement restreint de cet espace abolit la nécessité de constituer un secteur distinct de champs proches, ce qui renforce les liens entre les lieux de résidence et de travail. En outre l'orientation assez constante des parcelles ONO-ESE dans toute la région d'Anié à Notsé semble retirer à l'habitat son rôle directeur dans la constitution du terroir. A la différence des paysans de Sotouboua, ceux de la région méridionale décident, après un premier trajet, de reprendre leur progression en ordre groupé ; quelle que soit la structure du bloc — assemblage de « trains » familiaux ou amas de parcelles organisés par années d'assolement — le domaine reste tout entier ratissé par la culture d'un mouvement régulier et de même sens. Mais peut-on même parler encore d'un véritable domaine ? Au moment de l'établissement du hameau, lorsque le chef autochtone a conduit hors de son village le premier immigré et ses frères, il ne fixa aucun périmètre pour leur exploitation, se contentant de signaler comme repère de départ tel sommet d'interfluve, tel thalweg au-delà duquel « ses étrangers » pourraient cultiver aussi loin qu'ils le voudraient. Cette attitude peu contraignante de la part des autochtones correspondait, notons-le, à leur propre comportement à l'égard du sol : dans les zones à l'origine faiblement peuplées où se sont installés de préférence les immigrés, souvent les villages ifé, kpessi ou aniagan n'étaient pas eux-mêmes séparés les uns des autres par des frontières nettes ; la distance maximum des champs limitait de facto leur territoire. Au reste, en ce qu'elle avait d'imprécis la convention agréait aux prêteurs comme aux utilisateurs : les maîtres du sol s'abstenaient de définir sur le terrain la moindre démarcation susceptible d'une part de donner aux nouveaux venus une impression de « chez soi » et de favoriser leur incrustation, d'autre part d'amorcer un processus de reconnaissance de droits fonciers. Quant aux Kabyè-Losso, dans l'immédiat, leur besoin de terre libre y trouvait son compte dès lors qu'ils gardaient toute latitude pour accueillir auprès d'eux leurs congénères.

Par la suite les nouveaux terroirs ne parviendront pas à se circonscrire exactement. Par exemple (cf. planche hors texte VI (1)), les hameaux losso d'immigration dépendants de Gbébè-Kassengékopé, Tchalloum, Koudong, Karata — établirent d'abord leurs champs à l'endroit désigné par le chef ifé. Les habitations s'installèrent au point de départ de façon à se trouver le plus près possible de Gleï (marché important sur la grand'route). Puis chaque bloc de culture s'éloigna vers l'est jusqu'à buter sur les parcelles d'un autre groupe. Une rangée de manioc, jalonement temporaire, fut alors plantée sur la ligne de rencontre afin d'éviter les confusions au cours de la période d'utilisation. Au retour des cultures les anciennes jachères ne furent pas considérées comme des acquis déterminant désormais une aire d'exploitation réservée pour les gens du hameau ; de préférence, et si c'était possible ceux-ci défrichèrent à gauche et à droite tandis que de leur côté les voisins n'hésitaient pas au cours de leur propre avance à déborder sur des terrains auparavant utilisés. En effet en règle générale un trajet de culture n'est achevé que lorsque le bloc se heurte à d'autres champs ou à des jachères trop récentes. Il arrive même que le secteur exploité se déplace complètement ; d'autres immigrés jettent alors leur dévolu sur le terrain libéré. Ainsi, pour reprendre l'exemple des hameaux losso de Gbébè-Kassengékopé a d'abord cultivé à l'emplacement actuel de Koutong avant d'occuper le sud de la route d'Odoli, jugé moins humide. Cette instabilité, ces incertitudes, correspondent à une période de tâtonnements. Les premiers arrivés et leurs compagnons d'abord logés à Gbébè pendant parfois plus d'une dizaine d'années commencèrent par se répartir tant bien que mal la terre aux alentours de ce village et durent alors s'accommoder d'une exploitation relativement flottante dont ils gardèrent ensuite l'habitude ; par la suite d'autres facteurs de déplacement intervinrent : l'augmentation des effectifs immigrés, inégale selon les hameaux, et la connaissance du terrain peu à peu précisée. Et puis comment se défendre des empiètements en l'absence de toute délimitation préalable ? Nul Losso ne souhaite d'ailleurs porter une réclamation de ce genre devant le chef ifé, seul juge en la matière. En fait cette situation floue est propice aux arrangements de sorte que les rivalités se manifestent peu ; les paysans des hameaux se retrouvent régulièrement au marché du Gleï où ils

(1) Les surfaces cultivées ont été déterminées par le levé de terrain.

peuvent à loisir débattre leurs affaires. Aujourd'hui toutefois, les immigrés les plus éloignés de l'agglomération-mère, expriment leur ferme intention de se garder un territoire nettement fixé, pour leur usage exclusif. Il est probable que dans quelques décennies, au fur et à mesure des rencontres périodiques des blocs de cultures le principe de limites définitives sera reconnu et respecté.

Ces considérations demeurent valables pour la petite région de Chra bien que les Kabyè-Losso s'y trouvent en situation d'autonomie. En effet après le départ des Allemands, l'immigration spontanée s'opéra exactement comme dans les régions voisines et le village de Chra, jouant le même rôle qu'une agglomération autochtone, accueillit sans distinction Evhé, Ifé ou Fon ou paysans descendus du Nord. On saisit à travers cet exemple que sur le plan du droit foncier l'appui de l'Administration, lorsqu'il fut assuré aux immigrés, s'avéra plus déterminant que l'état de vacance des terres : sous la caution d'une autorité morale indiscutable il fournit le brevet de tenure nécessaire d'ailleurs non suffisant pour une appropriation immédiate du sol.

#### LES VILLAGES MIXTES (AUTOCHTONES-IMMIGRÉS) ENGENDRENT DES TERROIRS MIXTES

Le dessein plus ou moins affirmé mais habituel chez les arrivants de se constituer un territoire propre s'atténue au contact direct des autochtones. L'évolution des terroirs des agglomérations mixtes en témoigne. Lorsqu'ils furent acceptés comme exploitants les immigrés dans ces villages se virent concéder un secteur de culture bien distinct de celui des premiers occupants, et s'en contentèrent un certain temps. Les Losso de Badji par exemple (fig. 28), arrivés après ceux de Gbébè, respectent encore une telle séparation ; mais si elle s'avère durable il est probable que les immigrés quitteront l'agglomération pour se rapprocher de leurs champs ainsi que l'ont fait en 1966 ceux d'Adougbéban, aux terrains toujours à part après quelque vingt ans de cohabitation avec les Ifé. En effet dans la plupart des cas de villages mixtes que nous avons observés, les Kabyè-Losso après s'en être tenus à l'exploitation de leur secteur demandent la permission de cultiver aussi sur les jachères de leurs hôtes. L'autorisation leur est donnée d'autant plus volontiers que les autochtones ont abandonné plus tôt leur alignement originel. Il s'ensuit une grande confusion dans la répartition des parcelles : chaque villageois cultive où bon lui semble à la seule condition pour les immigrés d'avertir le premier défricheur de l'endroit ou le chef lors de leurs changements de place. On note cette situation à Gbébè et Adjé (fig. hors texte VI), comme à Zolou, à l'ouest de Gleï ; dans cette région la présence de nombreux Fon et saisonniers-exploitants augmente encore le désordre.

Une évolution caractéristique de terroir de village mixte est par exemple celle de Baïssankopé, fondé en 1930 à 4 km au S-E d'Anié par quelques familles ifé accompagnées d'un Losso : deux ans après l'installation, le chef s'efforça d'organiser la formation du domaine. Après avoir tracé une ligne parallèle au cours de l'Anié tout proche, il distribua à chacun des siens une bande de terre dont la largeur était proportionnelle à l'effectif de la famille. Le reste fut laissé aux immigrés dont le nombre augmentait sans cesse. Ces derniers se rangèrent en bandes alignées au long des premières. Mais aujourd'hui ce partage a perdu toute signification ; les champs du village se sont rassemblés en trois blocs lâches où se mêlent les champs de deux communautés. Les cultures de l'agglomération voisine, Assigan (habitants autochtones Houdou et Kabyè de Lama-Tessi) offrent la même disposition. Ainsi les Kabyè-Losso accueillis dans le « Kopé » se sont également immiscés dans le secteur de terroir des autochtones.

Autant que nous ayons pu en juger cette évolution est à mettre en rapport avec le degré de familiarité qui existe entre les groupes cohabitant plus qu'avec leur rapport numérique (1). Les immigrés des villages mixtes doivent s'accommoder définitivement de l'absence de droits sur la terre car le côtoïement des maîtres du sol rend a priori impensable une modification ultérieure de leur statut d'« invités ». Néanmoins les « Kablé » tirent parti de la prodigalité des hôtes pour accroître leur espace agricole. Au reste ces empiètements leur permettent de cultiver plus à l'aise car ils accèdent ainsi aux terrains peu distants de l'agglomération que les autochtones s'étaient tout d'abord réservés.

### *Principes fondamentaux de l'occupation du sol*

#### L'ITINÉRAIRE DE CULTURE SANS SOUCI D'ADAPTATION AUX SOLS

Les deux principaux types de structures agraires — qu'il s'agisse d'exploitations familiales continues et accolées ou du grand bloc de cultures — sont conçus en vue d'un cheminement régulier ; les petits groupes de parcelles des villages mixtes suivent aussi une progression mais autant que le leur permet la disposition assez désordonnée des surfaces mises en exploitation. En général les immigrés sont donc attachés au principe

(1) Les villages mixtes suffiraient à constituer le sujet d'une étude interdisciplinaire particulière, non pour leur importance quantitative dans l'ensemble de la colonisation agricole, mais pour la situation qu'ils créent, très propice à l'analyse des rapports entre les collectivités en présence.

d'un itinéraire de culture rencontrant successivement et indistinctement les divers terrains. Ainsi, lorsque ses champs atteignent un bas-fond le paysan sème du riz, plus loin il s'en abstient. Selon la situation des parcelles, les quantités récoltées varient (1) et se compensent les unes les autres. On ne peut manquer de remarquer là une certaine inadaptation au contexte physique. Près d'un demi siècle de colonisation agricole n'aurait-il pas constitué un délai suffisant pour que les Kabyè-Losso se familiarisent avec la culture de variétés nouvelles sur un sol nouveau ? Il ne s'agit pas de l'inexpérience des immigrés ; aucun n'ignore que, par exemple, les dépressions humides conviennent mieux au riz, les sols légers aux ignames tardives et aux légumineuses, les terres plus lourdes et profondes aux ignames précoces et au coton, etc. Dans la zone septentrionale la hâte de se constituer un territoire cohérent par un défrichement pourrait justifier lors de la phase pionnière une apparente indifférence du paysan à l'égard des variations pédologiques ; mais par la suite l'évolution reste peu importante et se manifeste seulement par le refus de certains emplacements défectueux, jamais par la dissociation de différents assollements sur des secteurs du domaine aux aptitudes spécifiques. Dans les zones de colonisation intercalaire d'autre part, il est vraisemblable que le fait de travailler un sol étranger et considéré souvent comme un instrument de production provisoire ne stimule pas l'effort d'initiative de la part des occupants pour réaliser une organisation judicieuse de leur exploitation respectant les particularités locales du terrain.

Une des causes déterminantes de cette inadaptation apparaît dans la docilité des immigrés à imiter les techniques agraires des populations environnantes. A l'origine Kotokoli, Kpessi, Ifé, Houdou et Evhé fournirent l'exemple de ces « trains de culture » que l'on observe dans les régions de colonisation agricole. Les nouveaux venus ont même souvent dépassé le modèle en ce qui concerne la régularité de la progression et la disposition en file des parcelles familiales.

Par ailleurs on retire l'impression que les Kabyè-Losso ont d'autant plus facilement renoncé à une utilisation diversifiée de leur terroir et simplifié à l'extrême leur exploitation que l'objectif de leur activité agricole était quantitatif : nous exposerons plus loin que ces paysans recherchent surtout une production abondante essentiellement fondée sur l'étendue des surfaces cultivées (2). Le travail de vastes champs requiert une certaine uniformité car il ne laisse pas le loisir de s'arrêter aux données de détail. L'état d'esprit qui traduit cette désinvolture délibérée à l'égard des contraintes physiques représente sans doute un indice révélateur de l'orientation extensive adoptée pour la mise en valeur des terres neuves.

C'est dans ce sens qu'il faut interpréter l'absence totale d'aménagement du sol : les paysans, travaillant pourtant côte à côte, ne se rassemblent jamais pour creuser une rigole afin de drainer un bas-fond. Ils négligent le plus souvent de tirer hors de leurs champs les troncs gisants qui les encombrant. Quant à la démarcation entre les parcelles des différents cultivateurs elle n'est pas signalée, sinon au contact des terroirs par une rangée de manioc.

Enfin le dessein de maintenir agglomérées les cultures du groupe s'oppose directement à un ajustement, tant pour un choix des sols les plus convenables que pour une discrimination de zones spécialisées.

#### LE GROUPEMENT DES CULTURES

La tendance générale au groupement des champs pose un autre problème. Prédominant dans toutes les régions et propre aux immigrés, ce trait structural apparaît comme caractéristique de la colonisation kabyè-losso en son état actuel. Malgré quelques avantages pratiques on ne saurait y voir l'effet des nouvelles techniques culturales. En effet le type d'exploitation reste identique sur les parcelles isolées s'il s'en trouve quelques-unes à proximité. Tout porte même à croire que la concentration des cultures représente par certains aspects une contrainte pour des hommes accoutumés à une gestion très « individualiste » de leur exploitation : dans le paysage agraire d'origine aucune coalescence des parcelles n'apparaît, sinon celle à laquelle aboutit par endroit un fort taux d'occupation du sol, et un extrême éparpillement prévaut très largement, tout à fait compatible par ailleurs avec le travail communautaire occasionnel. De plus comme nous venons de le remarquer cette disposition grégaire retire au paysan l'initiative du choix des sols en l'obligeant à se contenter du tout-venant.

L'ordre groupé est adopté par les immigrés comme une attitude contre deux sortes de menaces. Essentiellement lors du trajet de culture initial sur terrain vierge les cultivateurs redoutent les inconnues d'un milieu encore inexploré. Les animaux peuvent commettre d'importantes déprédations sur les premières récoltes. Ce sont parfois des buffles mais surtout les bandes de singes voraces qui hantent la forêt et déterrent les ignames à leur portée ; ceux-ci ont tôt fait de saccager un champ isolé en avant du front. Une ample surface de culture permet un guet plus facile en même temps qu'elle impressionne les animaux sauvages — car pour s'y aventurer

(1) Surtout pour le haricot dont le rendement est parfois nul.

(2) Cf. chap. 3, ci-dessous.

rer ceux-ci doivent se « découvrir » davantage. En janvier-février les feux et la chasse (1), menés conjointement à l'intérieur du périmètre de défrichement, éloignent peu à peu les bêtes. Pour la remise en culture les lieux sont devenus familiers et l'espace agricole, régulièrement fréquenté, se trouve débarrassé de la plus grande partie de la faune nuisible. Ainsi le paysan de la région de Sotouboua reprend ses jachères à l'endroit qui lui semble le plus indiqué, sans se soucier désormais d'accoler son champ à ceux de ses voisins.

Une autre appréhension détermine la formation de grands ensembles agraires. En effet les kabyè-Losso exploitent au sud de la latitude d'Anié des terres défrichées depuis plusieurs dizaines d'années où les blocs caractéristiques figurent toujours malgré plusieurs cycles de culture. Il faut essayer de se représenter la situation aléatoire des cultivateurs de ces régions. Nantis de la seule permission d'utiliser un sol appartenant à d'autres, sans même la garantie d'une délimitation, les immigrés des hameaux de colonisation intercalaire ne se trouvent-ils pas démunis juridiquement devant d'éventuelles intrusions ou exactions, dans un milieu humain passablement cosmopolite ? Ils ont recherché une certaine sécurité de fait en agglomérant leurs parcelles de façon à affirmer nettement leur solidarité d'exploitants face aux individus mal-intentionnés ; et puis un homme sur son champ peut aisément surveiller ce qui se passe chez ses voisins absents. Néanmoins on observe qu'autour des villages mixtes, et fréquemment dans les terroirs d'immigrés situés à proximité d'établissements autochtones, le groupement des cultures se relâche. Le fait est significatif : la méfiance ne s'exerce pas vis-à-vis des hôtes ; ceux-ci se contentent une fois pour toutes de la part de terre qu'ils se sont attribuée. Le réflexe de coalition joue contre les localités de colonisation environnantes dont le voisinage est bien davantage concurrentiel et susceptible de créer des difficultés : ces communautés se montrent autrement exigeantes en surfaces cultivables et d'autant plus que leur effectif s'accroît constamment. En outre, à l'échelle des groupes, les Kabyè-Losso n'oublient pas leurs implacables luttes passées : la notion d'ennemi héréditaire est tenace. Loin de leur pays les anciens adversaires se trouvent à nouveau vis-à-vis, prêts à recouvrir cette fois, en cas de querelle, aux armes de la sorcellerie.

La protection dont peut s'équiper le champ exprime cette double menace qu'appréhende le paysan immigré : contre les animaux, des pièges métalliques tendus sur les bords exposés ; contre les hommes, des talismans déposés à terre — tessons portant des signes magiques ou petites calebasses contenant des plantes maléfiques.

Le rassemblement des parcelles constitue toutefois la meilleure des sauvegardes. Au niveau de leurs petites communautés ethniquement homogènes reconstituées au Centre-Togo, les Kabyè-Losso retrouvent instinctivement l'efficacité de la densité d'occupation, principe de défense traditionnel. Mais une application plus stricte de cette règle est imposée par les nouvelles conditions : en général la moindre humanisation du milieu et, très fréquemment, la faible importance des agglomérations ainsi que leur isolement (2).

On remarque qu'en préférant comme structure d'adaptation ces plages de cultures les immigrés ont adopté un comportement peu conforme à leurs habitudes car ils s'obligent ainsi à uniformiser leurs exploitations (assolement, rythme de progression). L'évolution vers un agencement plus naturel serait donc a priori prévisible. Si un tel changement se trouve contrecarré dans les régions de colonisation intercalaire par l'incertitude du statut foncier des nouveaux occupants, en revanche il s'annonce dans les terroirs du Moyen-Anié par l'apparition d'une zone d'exploitation secondaire aux parcelles éparses ou peu agglomérées — cultures provisoires des « étrangers » ou des paysans âgés, champ d'appoint pour une petite réserve de sécurité d'accès facile. Les premiers secteurs colonisés, dans la région septentrionale, parviennent à un stade de transformation plus avancé ; c'est que la mutation y est à la fois plus ancienne et, du fait de l'appropriation individuelle de la terre, plus rapide.

#### LES CONDITIONS DE L'APPROPRIATION FONCIÈRE

En étudiant la « physiologie » des terroirs de colonisation agricole nous avons en plusieurs occasions remarqué la portée du statut foncier. Ses implications se font sentir dans l'élaboration des structures agraires comme dans le rythme d'évolution. S'il parvient à s'attribuer un territoire et qu'il y conduit son exploitation en complète autonomie, l'immigré se trouve au plan foncier dans la situation la plus favorable, la plus proche de celle qu'il a connue dans son pays d'origine. Car en définitive une conversion générale du genre de vie n'était nullement recherchée à l'origine de la transplantation : hors de la présence des autochtones un parti pris de conservatisme se manifeste franchement comme nous l'avons remarqué à plusieurs reprises autour de Sotouboua, en notant même la persistance d'éléments du cadre traditionnel que le contexte de la colonisation

(1) Les jours de chasse, les hommes du quartier se postent en ligne, chacun tenant un tison pour mettre le feu devant soi ; les animaux débusqués sont assommés au casse-tête de jet. L'incendie des épaisses galeries forestières procure les meilleurs tableaux de chasse.

(2) Puisque la seule base de solidarité reconnue reste l'appartenance à un même « tètò » d'origine non la condition commune d'immigrés.

ne justifie plus (formes de l'habitat, cultures incluses dans le village par exemple). Les immigrés n'ont souhaité d'autre changement que celui de l'augmentation de leur production agricole. Or le passage à la culture extensive, adoptée comme la meilleure condition de cette augmentation, n'exclut nullement la base d'une propriété foncière (1), caractéristique de la civilisation agraire kabyè-losso. Encore convient-il de préciser les conditions requises pour la constitution d'un domaine individuel.

Seules les contrées autrefois vides sont susceptibles d'autoriser d'emblée l'appropriation de la terre par les immigrés, c'est à dire la zone septentrionale, le Moyen-Anié et le secteur de Chra. Mais pour une démarche aussi importante les intéressés procédèrent avec circonspection : aux abords de Chra, la région de peuplement spontané, ils ne se jugèrent pas habilités à lotir eux-mêmes le sol. La protection apportée par l'Administration fut-elle alors tenue pour indispensable ? Il n'est pas douteux que cet appui constituait une justification et une garantie précieuse des droits de la collectivité, cependant il ne représentait pas une condition suffisante de l'appropriation foncière au niveau des chefs de famille. Sur ce point l'exemple d'Adanka est révélateur. A peine ce village était-il installé, à la limite sud de l'expansion ifé, que les habitants autochtones de Gleï enjoignirent aux immigrés Losso de venir s'établir auprès d'eux. Le chef losso eut alors une réaction assez inhabituelle ; il réclama, et obtint le soutien du Commandant de Cercle d'Atakpamé (2). Il fut reconnu que les nouveaux venus seraient désormais indépendants et l'on entreprit même de tracer le périmètre de leur terroir mais par la suite ceux-ci ne fixèrent pas entre eux de limites de propriétés familiales. De même dans le Moyen-Anié la terre reste indivise entre les villageois, malgré l'intervention plus directe de l'autorité administrative — désignation de l'emplacement de résidence, première répartition effectuée à partir du « chemin de service » longeant la voie ferrée. Par contre le paysan de la zone septentrionale, installé exactement dans les mêmes circonstances que celui du Moyen-Anié lors de la Colonisation Cabraise, eut aussitôt le réflexe de réserver pour son usage exclusif les terrains qu'il défrichait.

Pour comprendre cette différence de comportement il faut mettre en évidence les dissimilitudes de l'environnement humain. Doit-on accorder une influence à la plus ou moins grande proximité des éléments autochtones ? Dans les années vingt la grande plaine centrale à l'ouest du Mono restait fort peu fréquentée par les Kotokoli entre Sokodé et Blitta, tandis que les villages de colonisation jalonnant le chemin de fer furent créés dans une zone encadrée par les territoires Houdou, Akposso, Akébou, Adelé, Aniagan et Kpessi. Il est possible que les nouveaux occupants n'aient pas jugé dans les deux cas le sol également disponible. Relevons aussi la plus grande homogénéité ethnique du groupe de Sotouboua ; du sentiment de se trouver en forte majorité les Kabyè ont-ils retiré l'assurance suffisante pour se décider à une installation définitive ? Ces circonstances ne pouvaient intervenir que dans un sens favorable à un engagement plus résolu chez les immigrés de la zone septentrionale. Cependant le dépaysement résultant du contact entre civilisations différentes devait à notre avis exercer une action prépondérante.

En traversant le pays kotokoli les premiers contingents d'immigrants ne furent pas surpris par les façons de leurs voisins : les demeures du type « soukkala », environnées de champs de sorgho se distinguaient peu des leurs, la langue demeurait intelligible ; en somme on restait dans la même aire de civilisation soudanaise. Mais passé la rivière Yomaboua (3), limite historique des Kotokoli, les Kabyè-Losso abordèrent des régions tout à fait différentes : celles des paysans du maïs, aux habitations ouvertes, au parler incompréhensible. C'était l'inconnu, déjà le « Sud ». Donc au-delà du territoire aniagan les nouveaux arrivés, déconcertés, prirent davantage conscience de leur situation d'étrangers — d'où leur effort d'adaptation. Dans ces conditions, la première intention fut-elle de s'établir d'abord « à l'essai » : une mainmise immédiate sur le sol aurait paru mal-séante, au moins prématurée. Or l'attitude adoptée dès le début de l'occupation devait fixer le régime foncier pour longtemps car non seulement les premiers actes constituaient des précédents, mais le critère simple reconnu habituellement pour identifier le propriétaire, l'auteur du premier défrichement, ne pouvait valoir que s'il était retenu comme tel au cours de la phase de conquête du sol.

Une évolution à long terme vers la constitution de domaines familiaux n'est cependant pas exclue dans les régions où le processus ne s'est pas enclenché dès la fondation du village. Les Kabyè-Losso, estimant avoir réussi leur insertion dans le nouveau milieu, manifestent souvent leur désir de s'attribuer le contrôle d'une terre à titre personnel et définitif. Si l'imbrication des champs dans les terroirs à bloc de cultures étendu repousse

(1) Celle de l'homme seulement.

(2) De même que les gens de Gleï souhaitaient bénéficier chez eux de l'aide des Losso pour les travaux de la route, le Commandant voyait en fait dans la fixation d'immigrés à Adanka le moyen de s'assurer définitivement une équipe de terrassiers sur un tronçon peu peuplé.

(3) La « rivière des esclaves » (cf. note p. 28) a dans une certaine mesure gardé de nos jours un rôle de frontière à la latitude de Blitta : depuis 1940 elle représente une limite administrative, d'abord entre Cercles, puis entre Circonscriptions et même entre Régions.

cette échéance, en revanche le projet paraît mieux réalisable lorsque l'exploitation familiale reste organisée en train de cultures. Ainsi, à l'est de Gbébé, malgré le voisinage des Ifé, maîtres du sol, les Losso de Tchalloum et de Kassengékopé s'efforcent maintenant de retrouver à chaque trajet les limites de leurs champs précédents afin de s'assurer à la longue sur la bande de terrain parcourue une sorte de droit de culture reconnu tout au moins dans le cadre de leur hameau.

## FACTEURS DE L'EXPANSION PIONNIÈRE

### *L'évolution du potentiel agricole des Terres Neuves*

Dans maints ouvrages traitant du Centre-Togo on peut lire que l'exploitation imprévoyante des Kabyè-Losso cause au sol un grave préjudice. Cette affirmation fait peser sur la colonisation agricole une lourde hypothèque.

A la suite de notre recherche sur les causes de l'instabilité du peuplement immigré (cf. p. 109), nous ne croyons pas devoir retenir la conclusion de J.C. PAUVERT à ce sujet, (1955 : 74 et 75), à savoir qu'un épuisement rapide des terres cultivées aurait pour une grande part entraîné la mobilité des arrivants, forcés à bref délai de se mettre en quête d'un nouvel espace disponible. Lorsqu'on se renseigne sur place tant au nord qu'au sud de Blitta, l'appauvrissement du sol n'est jamais donné comme raison des départs isolés. La corrélation serait pourtant aisément remarquée par les intéressés, toujours très loquaces sur le sujet des capacités de leur sol et tout naturellement enclins à se présenter comme défavorisés. L'auteur cite l'origine du peuplement de la Zone « A » de l'Est-Mono comme une illustration de l'échec de la colonisation agricole antérieure : la majeure partie de l'effectif du Secteur de Modernisation se compose d'éléments Kabyè-Losso précédemment installés au Centre-Togo, non d'immigrés en provenance directe du Nord comme il était initialement prévu (1). Mais ces paysans de deuxième migration expliquent leur déplacement par des raisons très plausibles : tantôt la difficulté d'obtenir une surface suffisante dans l'ancien village, tantôt l'assurance donnée par l'Administration de recevoir un domaine personnel en toute propriété (2) ; enfin il convient de souligner l'attrait exercé par les sols riches de la boucle Ogou-Mono et aussi une certaine propagande menée auprès des Kabyè-Losso de la zone méridionale après que les chefs du pays d'origine aient manifesté leur réticence pour organiser le recrutement des volontaires (3).

Parfois, mais le fait est assez rare, la population entière d'un hameau s'est déplacée ou dispersée. Si la cause en était l'épuisement du terrain, le site délaissé n'attirerait personne de longtemps. Or toutes les agglomérations dont J.C. PAUVERT signale la disparition autour ou au sud d'Akada, sont remplacées par de nouvelles. De même les habitants de Tchalloum, au nord-est de Gbébé, ont pris la succession d'un groupe losso naoudé peu après son déménagement. Quant au départ de Sotouboua, invoqué comme exemple d'abandon d'un lieu d'habitat après dévastation des environs, il fut provoqué par l'Administration dans le but d'installer une station agricole ; les habitants, priés de partir reçurent une indemnisation et reconstruisirent leur maison à proximité, vers Kanyamboua ; depuis Sotouboua n'a cessé de s'agrandir.

Par ailleurs le diagnostic des pédologues fondé sur la fragilité des sols sous climat soudanien engendre de pessimistes conclusions. D'une façon générale, le bouleversement des horizons supérieurs provoque une diminution de la stabilité structurale du sol, les éléments colloïdaux risquant de se trouver entraînés en profondeur par le lessivage ou latéralement en surface par l'action des agents de transport. Particulièrement dans les sols ferrugineux tropicaux, le danger s'accroît avec l'enrichissement en oxydes de fer de l'horizon moyen à concrétions — à la fois par migration ascendante et par lessivage ; l'érosion de l'horizon supérieur, et de toutes manières le brassage de la couche arable, font apparaître en surface une proportion importante de granules d'induration qui diminuent d'autant le potentiel agricole. L'ameublissement constitue donc en lui-même une cause de dégradation pédologique or au Centre-Togo, au cours d'un cycle de culture de trois ou quatre ans la terre est remuée plus ou moins profondément de dix à quinze fois. D'autre part le manque d'égards envers la végétation naturelle crée des circonstances aggravantes. La régénération normale du sol se trouve retardée par la destruction presque complète du peuplement forestier lors du défrichement. Puis les feux de brousse font

(1) Sur 144 familles installées en 1968 le long des layons du KM 17 et d'Ogou I, 57 étaient arrivés directement du pays d'origine.

(2) Parmi les familles venues du Centre-Togo, rares sont celles qui se trouvaient auparavant dans la zone septentrionale où la propriété individuelle est reconnue (5 seulement dans le compte de la note ci-dessus).

(3) Ces chefs de canton, toujours opposés à une diminution du nombre de leurs imposables, appréhendèrent en 1954-55 une relance massive de la Colonisation Cabraise ; compte tenu de l'évolution politique du Territoire à cette époque, l'Administration préféra alors les ménager.



obstacle à la reconstitution de la couverture végétale. L'arbre fera défaut dans son rôle d'abri contre l'insolation, de protection contre l'érosion et dans ses multiples fonctions de pédogénèse, notamment le renouvellement de l'humus par apport de matières organiques. Ainsi se trouve engagé par suite du déséquilibre écologique, un processus de dégradation malheureusement classique en milieu tropical. M. LAMOUROUX écrit à propos des sols ferrugineux tropicaux, dominants au Centre-Togo : « au bout de 3 ans (de culture) la structure est détruite et le sol épuisé est abandonné à la régénération naturelle. Avec les feux et l'érosion il met 20 ou 30 ans à se régénérer sur faibles pentes, il se cuirasse ou se concrétionne sur pente trop forte » (1). Dans la région de Sotouboua, N. LENEUF note : « une exploitation intensive, sans ménagements ni méthodes culturales antiérosives, sur ces sols amène rapidement la disparition des deux horizons superficiels, une dessiccation plus profonde de la zone d'accumulation ferrugineuse et le profil n'est plus constitué que d'une masse de concrétions stériles parfois plus ou moins cuirassée que l'exploitant doit abandonner (secteur d'Ayengré - Déréboua) » (2). Enfin d'un point de vue général M. BERGÉ et M. LAMOUROUX signalent qu'autour des villages installés se développèrent des cultures extensives qui eurent tôt fait, avec les nouvelles méthodes culturales qu'ont adoptées les colons, de détruire complètement la végétation puis les sols autour des agglomérations (3). C'est la certitude que les Kabyè-Losso étaient en passe de ruiner tout le Centre-Togo qui incita les responsables administratifs à créer dans l'Est-Mono un Secteur de Modernisation Agricole au cours des années cinquante.

Il est certain que les impératifs de la culture et la sauvegarde de l'intégrité pédologique sont ici apparemment contradictoires. Cependant si l'on ne peut contester la nécessité du retournement de la couche arable ou du défrichement — les plantes cultivées, surtout les céréales ne pourraient se développer convenablement sous un ombrage — on doit critiquer deux pratiques non strictement indispensables et fort dommageables : d'une part la technique de nettoyage où le feu attaque inexorablement le pied des troncs, interdisant le recroû, d'autre part les désastreux incendies de brousse allumés en pleine saison sèche, au moment où ils s'avèrent les plus dévastateurs (4). Ainsi vingt ans après le défrichement peut-on observer les effets durables de l'élimination de la strate arborée : le couvert continue de présenter un aspect débile tant par la stature que par la densité. Cette hypotrophie de la végétation naturelle, maintenue par les feux dans un état anémique a pu faire croire à la stérilisation du sol après un premier cycle de culture, et l'éloignement constant des champs à son abandon par les paysans (dans le Moyen-Anié par exemple ou dans la région de Sotouboua), alors qu'il n'en est rien si l'on approfondit tant soit peu l'analyse des terroirs.

Recherchons donc les observations menées en liaison avec l'activité paysanne de telle sorte qu'elles permettent d'en évaluer les conséquences pratiques. Localement il n'existe à notre connaissance que deux études de ce genre, encore concernent-elles des secteurs particulièrement favorables. La première, de B. DABIN, traite de l'état des sols ferrugineux tropicaux formés sur gabbros à l'emplacement de la ferme école de Sotouboua abandonné par ses premiers habitants (5). Après avoir décrit « un spectacle de désolation », l'auteur reconnaît que la plupart des pentes offrent encore des conditions d'exploitation convenables et que le le sommet des interfluvies présente « un excellent sol de culture » ; les rendements en ignames (10 T/ha) et en sorgho (850 kg/ha) obtenus sans engrais six ans après le départ des Kabyè sont en effet très satisfaisants. Dans la seconde M. LAMOUROUX, examinant les argiles noires de la Station de l'I.R.C.T. d'Anié-Mono, conclut : « Il n'est pas possible de mettre en évidence un fléchissement des taux en éléments minéraux ou organiques dans des terres ayant subi plusieurs années de culture. Après deux ou trois ans de culture ces terres noires semblent être aussi riches chimiquement qu'avant la culture ». La question de l'évolution des possibilités agricoles des sols de colonisation reste donc ouverte. Pour la résoudre objectivement il faudrait disposer d'une plus grande somme d'analyses systématiques dans le but de mesurer comparativement les différents données définissant la fertilité des terrains avant exploitation, aussitôt après le passage des cultures et après une certaine période de repos. Il s'en déduirait un délai minimum de reprise.

Dans ces perspectives, notre contribution consiste à apporter des précisions sur la durée des jachères, à présenter le point de vue des cultivateurs intéressés et à fournir des chiffres de rendements comparés.

(1) LAMOUROUX, 1962. — Carte des sols du Togo — Notice explicative éd. prov.

(2) N. LENEUF, 1952. — Prospections pédologiques dans le Centre-Togo — Reconnaissance pédologique de la région de Sotouboua-Mono - Goubi - Cercle de Sokodé.

(3) M. BERGER et M. LAMOUROUX, 1956. — Utilisation et conservation des sols de savanes arborées du Moyen Togo — Congrès des africanistes de l'Ouest. Sao Tomé.

(4) Le renoncement à ces deux pratiques entraînerait toutefois un surcroît de travail en ce qui concerne le déblaiement de la végétation spontanée lors du premier parcours de culture ou de la mise en exploitation.

(5) B. DABIN, 1955. — Etude pédologique de la Ferme Ecole de Sotouboua. C'était en réalité le territoire occupé par les habitations, la nappe des champs de village dont l'exploitation intensive ménage peu le sol mais se maintient néanmoins grâce à la dissémination des déchets domestiques. Il s'agit donc d'un cas particulier, révélateur surtout de la difficulté de juger du degré de fertilité d'un terrain d'après le seul aspect de sa surface.



Il n'est pas étonnant dans le principe que les valeurs de temps de jachère obtenues par le renseignement sur le terrain (durée effective) soient toujours inférieures à celles calculées d'après les photographies aériennes (durée potentielle ou maximum, cf. tableau 10) (1). Mais la distorsion très sensible entre les deux séries de données (tableau 19) appelle une explication.

TABLEAU 19  
Durée des périodes de jachère

	DUREE POTENTIELLE (TABL. 10)		DUREE EFFECTIVE		
	Village du secteur considéré	Nombre d'années	Village d'enquête	Nombre de champs *	Nombre d'années moy. de la précédente période
ZONE SEPTENTRIONALE **	{ Kanyamboua }	12	Kolonaboua (Kabyè)	( 9 )	6½
	{ Sotouboua }		Kalarè (Kotokoli)	(14)	8
	{ Agbandi }		Blitta-Losso	(11)	17
ZONE MOYENNE	{ Assoumakodji }	26	Assoumakodji (Losso)	(13)	17
	{ Tcharébaou }		Samourékodji (Kpessi)	(18)	19
	{ Yadé }	24	Tcharè (Kabyè)	(16)	9
	{ Dakrokonssou }		Yadè (Kabyè)	(19)	7
ZONE MÉRIDIIONALE	{ Gbébè et ses hameaux }	15	Kassengékopé (hameau de Gbébè, Losso)	(16)	6½
			Yotoyo (Kabyè)	(15)	8½
			Notsé (Evhé)	(13)	9½

\* Sauf "champs de village"

\*\* Villages les plus anciens seulement

Les décalages font ressortir que le paysan immigré se comporte sur le terrain de façon assez libre sans s'appliquer à ne réutiliser le sol qu'après une durée de repos maximum. Par exemple après le premier trajet de culture les Kabyè de la zone septentrionale reprennent le plus souvent l'exploitation à mi-chemin de leur itinéraire ou bien effectuent le deuxième parcours en sens inverse en le débutant à faible distance des derniers champs ; une bonne partie de la surface cultivable reste donc disponible, en réserve, généralement à moyenne distance de l'agglomération. Dans la région de colonisation intercalaire, des espacements entre les blocs de culture sont ménagés dans la mesure où les villageois ne souhaitent pas laisser leurs champs en contiguïté avec ceux des agglomérations voisines tout au long du parcours. Ainsi dans la plupart des cas le domaine de production n'est pas méthodiquement mis en valeur dans sa totalité. Traditionnellement affrontés à des problèmes d'espace vital les Kabyè-Losso ont eu le réflexe de se tailler le territoire le plus vaste possible afin d'être assurés pour longtemps de pouvoir pratiquer une culture extensive. Mais ils s'y trouvèrent au large, d'où la prodigalité manifestée à l'égard des « étrangers » ou des saisonniers. Les intentions n'étant pas distinctement formulées on peut aussi vraisemblablement, et sans contradiction, supposer le raisonnement inverse : l'ambition d'être en mesure d'accueillir nombre de parents et d'amis pour former un jour un groupe plus vigoureux aurait incité les premiers immigrés à se réserver un espace momentanément disproportionné. Quoi qu'il

(1) Il est possible qu'une appréciation trop étroite de la surface incultivable, déterminée d'après le seul examen stéréoscopique, ait entraîné une surévaluation de la durée potentielle de jachère qui en est déduite. Mais autant que l'expérience du terrain nous permet d'en juger cet éventuel coefficient d'erreur par excès n'atteindrait certainement pas 10 %.

en soit, si les difficultés sérieuses s'étaient présentées lors de la remise en culture du fait d'un appauvrissement du sol, les immigrés n'auraient-ils pas éprouvé la nécessité de proportionner plus strictement la durée de leur rotation à l'étendue de la surface exploitable de façon à tirer profit du plus long délai possible de régénération ?

La durée considérée comme minimum considérée avant de réutiliser une terre est habituellement fixée par l'exploitant à 6-7 ans dans la zone septentrionale et à 5 ans dans la zone méridionale où le contexte pédo-climatique paraît meilleur (1). S'il ignore la date du début de la jachère l'observation de la végétation spontanée lui fournit des indications suffisantes sur le renouvellement des possibilités culturales. La taille des rejets arbustifs est prise en considération mais beaucoup plus significatif est l'état du tapis herbacé. Une fois que le défrichement et les binages ont rasé la strate végétale inférieure, les espèces les plus hâtives profitent du dégagement pour repeupler rapidement les parcelles dès la première période de culture et obligent à des sarclages. Il s'agit de plantes adventices assez courantes : *Andropogon Gayanus* Kunth (gram.), en Kabyè Ehoundé ; *Rottboellia exaltata* Linné f. (gram.) en Kabyè Kpangala ; *Digitaria adscendens* Henrard (gram.) en Kabyè Kanea ; *Eclipta alba* Hasskarlh (compos.) en Kabyè Koutolong-Gniou. Elles se raréfient progressivement ensuite, au cours de la jachère où une concurrence végétale naturelle peut à nouveau s'exercer et où la terre retrouve sa valeur. Un délai de cinq ans est d'habitude requis pour une résorption apparente et c'est précisément ce retour à la normale qui constitue pour le paysan la condition de remise en service de l'emplacement.

Cependant le premier trajet de culture qui, en rompant l'équilibre, a permis la prolifération des herbes citées améliore plus durablement leur situation parmi le peuplement herbacé, de façon latente et discrète ; un stock de graines plus important subsiste qui suscitera une repousse plus abondante après le nettoyage suivant. On pourrait déduire également de cette présence plus envahissante lors des passages ultérieurs que le préjudice subi par le fonds pédologique exige un temps de réparation plus long que l'intervalle estimé nécessaire entre les cycles de culture. Il y aurait donc un déclin de la fécondité mais de quelle portée pour l'exploitation agricole ? Interrogé sur un affaiblissement de leurs récoltes les immigrés établissent d'emblée la relation avec le problème de l'invasion herbacée, ils semblent toutefois préoccupés bien davantage par la gêne provenant de l'apparition des herbes adventices que par une dégradation de la production : sans jamais jouer un rôle prohibitif pour la culture (2), ce foisonnement constitue une contrainte dommageable sous un double aspect : d'une part la lutte indispensable accroît le travail d'entretien — à partir de la troisième rotation le paysan doit faire passer la houe une fois de plus chaque année — sinon les plantes inutiles en prélevant leur part des réserves nutritives nuisent à la productivité. L'importance de cet emprunt s'impose à celui qui néglige les sarclages ; ses cultures jaunissent avant d'arriver à maturité, il n'obtient alors que des récoltes indigentes. La satisfaction des débuts s'est nuancée d'une certaine déception, mais il y entre peut-être une part d'attitude devant l'enquêteur.

Une des façons, la plus probante, d'aborder la question des effets de la culture sur le sol est de comparer les rendements atteints lors de la première mise en culture à ceux que l'on obtient par la suite. Mais ce genre de mesure est si délicat qu'il est pour ainsi dire impossible d'échapper à la critique. Nous nous y sommes néanmoins risqués à titre exploratoire. La première difficulté consiste à présenter des résultats cohérents pour des surfaces où sont cultivés en association des produits très dissemblables (coton, vivres en tubercules, grains, gousses...) ; le cumul des différentes quantités récoltées reste néanmoins possible à condition de prendre en compte seulement des composants solides extraits du sol, en déduisant l'eau contenue (3), et de répartir les données par familles d'associations — c'est à dire par année d'assolement. Le deuxième obstacle réside dans l'impossibilité pratique de suivre les variations d'un cycle à l'autre sur la même parcelle ou seulement sur des parcelles rapprochées ; il faut alors pratiquer les mesures dans le cadre d'un sondage en tenant compte de l'existence des deux principaux groupes pédologiques — sols ferrugineux tropicaux et argiles noires.

(1) Au-delà des champs de village.

(2) Comme l'imperata au Sud-Togo par exemple.

(3) Le pourcentage de matière sèche est en effet assez différent selon les denrées. J. PÉRISSE et S. LE BERRE le déterminent aussi précisément dans leur « Table de composition des aliments du Togo » (1957 : 76-79) d'où nous avons tiré les valeurs moyennes suivantes :

Ignames précoces .....	35 %	Haricot .....	87 %
Ignames tardives .....	45 %	Pois de terre .....	86 %
Maïs .....	86 %	Arachide .....	85 %
Sorgho .....	90 %	Gombo frais .....	12 %
Riz .....	87 %	Coton graine .....	90 %

TABLEAU 20  
Variation des rendements obtenus par les Kabyè-Losso du Centre-Togo  
selon le nombre de cycles de culture effectués sur le champ

	1ère année (ignames)		2e année		3e année		4e année	
	I	II	I	II	I	II	I	II
Lors du premier cycle de culture (après défrichement)*	11	3 314	6	1288	4	977	3	640
Lors du 2e cycle de culture **	9	2 780	4	1666	4	1 579	-	-
Lors du 3e cycle de culture (ou plus)***	5	3 769	2	1591	4	1 201	2	1101

I : nombre de "carrés" de sondage

II : kg de produits secs/ha

\* : sur sols ferrugineux tropicaux à Kolonaboua, Déréboua, Blitta-Losso, Assoumakodji et Hodé ; sur argiles noires dans la zone "A" de l'Est-Mono (secteur traditionnel) et Hodé.

\*\* : sur sols ferrugineux tropicaux à Kazaboua, Karata et Yotoyo ; sur argiles noires à Baïssankopé.

\*\*\* : sur sols ferrugineux tropicaux à Kolonaboua, Assoumakodji et Kassengékopé ; sur argiles noires à Yadé (Anié).

(a) : pour chacune des 3 ou 4 années de culture les rendements ont été mesurés la même année sur des parcelles contigües.

Dans le tableau récapitulatif (cf. tableau 20) la diminution constatée au fur et à mesure des quatre années de culture d'un même cycle peut s'expliquer bien normalement par une baisse des réserves du champ au cours de la période de mise en culture ; on doit cependant très largement prendre en considération deux autres facteurs : la nature des denrées — les rendements des associations à base de céréales, en 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> années, ne peuvent en tout état de cause rivaliser avec ceux des associations à base d'ignames, en tête d'assolement — et l'espacement progressif des poquets en vue de ménager le sol. Ce sont les différences de rendement liées au nombre de parcours de culture dont il faut surtout attendre des indications significatives. Si les reproches adressés aux méthodes de l'agriculture kabyè-losso au Centre-Togo étaient entièrement justifiées on devrait à coup sûr, malgré le peu d'ampleur de notre sondage, apercevoir un amenuisement général de la production, or les valeurs obtenues ne reflètent nullement une évolution inquiétante. Au contraire, après le premier cycle se manifeste un certain progrès que nous attribuons à une exécution plus consciencieuse des sarclages (sur des champs en général moins éloignés). Rien n'indique qu'une enquête agricole approfondie menée dans le but d'une véritable appréciation statistique permettrait de déceler une tendance d'ensemble différente.

Cependant cette constatation rassurante ne saurait faire croire à la solidité du capital arable. Les sols, surtout les ferrugineux tropicaux de la région septentrionale seraient menacés dans le cas d'une exploitation trop assidue. Ainsi la *Striga Rowlandi* (en Kabyè, dolo), herbe parasite considérée comme indicatrice d'une terre usée, est apparue depuis 1948 à proximité de la grosse agglomération de Sotouboua où sévit un fort taux d'utilisation du sol (1). Un tel cas d'abus est révélateur mais tout à fait exceptionnel.

(1) La plupart des champs de cette zone proche ont subi six périodes de culture espacées par des temps de jachère inférieurs à cinq ans ; mais relevons cette remarque habituelle des paysans : « Le sol est encore bon, c'est seulement dolo qui nous ennuie ».

Les jugements sévères portés sur les bases techniques de la colonisation agricole au Centre-Togo paraissent excessifs. Aucun fait ne nous autorise à affirmer qu'un processus d'appauvrissement rapide est actuellement en cours. Les théories pédologiques se rapportant à l'usure des sols tropicaux conduisent à penser qu'un tel processus s'est amorcé mais le suivi de la production indique qu'en tout état de cause il ne se poursuit pas un rythme tel qu'on puisse prévoir à bref délai une situation alarmante. Tel ne serait assurément pas le cas si une réduction du temps de repos de la terre apportait une cause de déséquilibre. La fixation des durées minimales de jachère au Centre-Togo — selon les sols — n'a pas fait l'objet de travaux d'étude systématique ; la seule référence dans ce domaine consiste dans les indications fournies par les agriculteurs eux-mêmes (1).

Au reste la question ne concerne pas spécifiquement les Kabyè-Losso puisque leurs techniques agricoles dans les régions d'immigration — en particulier la pratique du défrichement aussi intégral que possible et la durée du temps de jachère — sont identiques à celles de leurs voisins autochtones. Il serait intéressant pour envisager les conséquences et les limites de l'utilisation des sols du Centre-Togo de prendre pour éléments de comparaison les rendements obtenus à 200 km de là par les paysans yorouba dans les régions du Nigéria situées aux mêmes latitudes ; ainsi, autour d'Oyo, dans le pays d'origine des Ifé, le milieu physique, les plantes cultivées et le type d'exploitation sont analogues à ceux des environs d'Atakpamé, mais avec un taux d'utilisation du sol généralement très supérieur (2).

### *La démographie. Données de mouvement*

Etroitement dépendante des facteurs fonciers et agricoles, l'analyse de la conquête des terres neuves ne saurait se limiter aux aspects de disponibilité d'espace de production. Les perspectives de la colonisation agricole au Centre-Togo sont également à envisager en relation avec l'évolution de la population immigrée elle-même. Le phénomène se révèle ici particulièrement complexe, lié simultanément à l'arrivée de nouveaux émigrants, à l'accroissement naturel des groupes déjà établis et à leur mobilité.

#### LA POPULATION KABYÈ-LOSSO EN AUGMENTATION AU CENTRE-TOGO

##### *Le courant d'immigration ne faiblit pas*

Il est malaisé d'estimer avec exactitude l'activité du mouvement de « descente » au cours des années soixante car les données de répartition ethnique du recensement national de 1970 restent inaccessibles.

Les villageois de la colonisation assurent que l'afflux n'a pas cessé mais ne peuvent fournir d'indications sur les variations depuis l'Indépendance. Cet événement n'aurait apporté aucun changement à la conjoncture démographique générale.

Ce que nous savons de l'état d'esprit qui règne actuellement au Nord nous incline à penser en effet que l'accélération du phénomène, constatée précédemment, se poursuit selon une progression à peu près uniforme, un compte très limité effectué en 1966 au pays d'origine le confirme :

Date de départ :	1920-29	1930-39	1940-49	1950-59	1960-69	TOTAL
Nbre départs (3) :	3	5	15	35	71	129

Les données recueillies en 1968 à l'occasion de nos recensements de villages au Centre-Togo tendraient également à établir la continuité du mouvement d'immigration (fig. 32) (4).

L'accélération peut-elle persister compte tenu des réserves humaines de la zone de départ ? Comme nous l'avons observé, la part de l'émigration ne dépassa pas celle de l'excédent naturel au pays d'origine jusqu'en 1960 au moins. Or il est très probable que cet accroissement se soit amplifié récemment de façon sensible ; en effet l'implantation de nombreux dispensaires au cours des années cinquante contribue à coup sûr à faire reculer la terrible mortalité infantile. Mais il reste néanmoins vraisemblable qu'une régression de

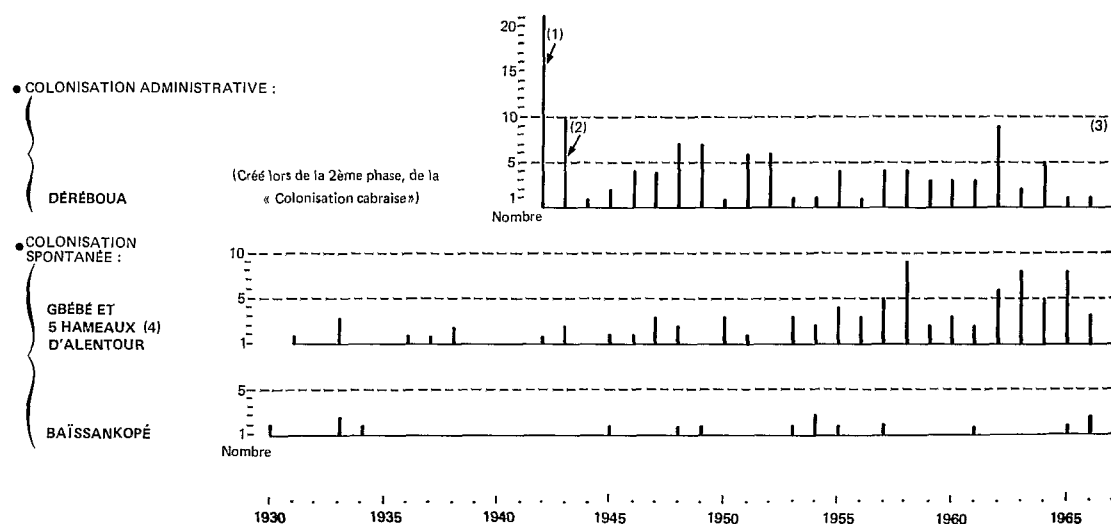
(1) Cf. ci-dessus : 7 à 5 ans au minimum.

(2) Par exemple à Isségni : densité d'occupation 80 h/km<sup>2</sup> environ, période de culture : 5 ans de suite dont 1<sup>re</sup> et 3<sup>e</sup> années en ignames. Exemple cité par J.P. IGUÉ, 1970).

(3) Dans les cantons de Kouméa, Lassa, Lama Tessi, Kéao et Niamtougou. Repérage par établissement de tableaux généalogiques.

(4) Cette représentation graphique n'est à vrai dire pas très rigoureuse car 1° la date d'arrivée des chefs de famille partis depuis pour un autre village n'a pu être relevée, 2° l'évolution est localement affectée par des circonstances particulières — sauf dans le cas plus étendu des hameaux de Gbébé — 3° les derniers arrivés ne payant pas l'impôt sur place et encore logés chez leurs parents ou amis ne se déclarent pas comme immigrés définitifs.

la population des pays kabyè et losso s'amorce aujourd'hui avec le départ quasi-systématique des jeunes. C'est dans ce sens qu'il faut interpréter la diminution du nombre des imposables entre 1961 et 1967, de 9 % dans la circonscription de Lama-Kara et de 5 % dans celle de Niamtougou (1).



(1) Survivants du contingent fondateur (2) Survivants du « renforcement » (3) Blocage des fronts de défrichement du terroir  
(4) Adjé, Kassenguékopé, Tchalloum, Koudong, Karata

FIG. 32 — Dates d'installation des chefs de familles présents dans trois localités étudiées

### *L'accroissement démographique dans les régions de colonisation*

L'immigration ajoute ses effets à ceux d'une forte augmentation démographique « motu proprio » dans la zone d'installation. Le taux de natalité effective (2) atteint un niveau élevé dans les trois villages d'enquête. On doit certes accorder à cette donnée une valeur relative du fait de la proportion importante de femmes en âge de procréer (cf. tabl. 21). Cependant le rapport enfants/femmes (3) pour l'ensemble traduit une incontestable vigueur démographique.

Que penser au sujet d'une éventuelle évolution du dynamisme démographique chez les Kabyè-Losso de la colonisation ? J.C. PAUVERT en 1955 constatait un relatif affaiblissement de la natalité, mais en se fondant sur une base quantitative très étroite (village d'Akaba et une partie de ses hameaux soit 386 personnes ; PAUVERT, 1955). Plusieurs faits néanmoins semblent militer en sens contraire : une population adulte un peu plus jeune que celle du Nord donc plus prolifique, un sex-ratio donnant l'avantage aux femmes, un moindre pourcentage de femmes sans mari — 12 % de célibataires, divorcées et veuves dans l'ensemble des immigrés de plus de 20 ans recensées en 1968, contre 22 % aux pays d'origine selon l'enquête INSEE-IRTO (4). Enfin

(1) Renseignements communiqués par Mlle JEAN, auteur de l'étude socio-économique (rédigée en 1969), du projet de la Kara (FAO).

(2) Enfants nés dans les douze mois précédant le recensement/1 000 habitants.

(3) Enfants de 0 à 14 ans inclus 100 femmes adultes à partir de 15 ans (rapport nommé aussi « indice belge »).

(4) Cette réduction s'explique en partie par une faible représentation des femmes âgées, souvent veuves, dans les zones de colonisation. Chez les hommes la proportion de non mariés reste à peu près stable, 13 % contre 16 %.

pour consolider leur établissement les Kabyè-Losso du Centre-Togo n'ont-ils pas intérêt à former des groupes nombreux ? Mais les termes de comparaison dans la zone de départ sont encore insuffisants (1).

TABLEAU 21  
Quelques données démographiques comparées, pays d'immigration / pays d'origine

ZONE DE COLONISATION		EFFECTIF TOTAL	TAUX DE (1) NATALITÉ EFFECTIVE	SEX- RATIO (15-49 A)	ENFANTS /FEMMES (2)	AGE MOYEN DES ADULTES (À PAR- TIR DE 15 ANS)
ZONE DE COLONISATION	Déréboua	910	56 ‰	75 %	137 %	33 ans et 2 mois
	Gbébè (+ hameaux)	518	54 ‰	97 %	181 %	32 ans et 9 mois
	Layon km 17 (Est-Mono)	413	58 ‰	56 %	215 %	35 ans et 3 mois
	Total + Baïssankopé (3)	1 925	54 ‰	79 %	162 %	33 ans et 8 mois
PAYS D'ORIGINE	Lama-Tessi 1954 (4)	21 906	47 ‰	95 %	177 %	-
	Ensemble 1957 (5)	151 795	71 ‰ ?	85 %	131 %	37 ans et 5 mois
	5 localités 1968 (6)	4 666	-	91 %	132 %	-

(1) Enfants nés dans les douze mois précédant le recensement/1000 habitants.

(2) Enfants de 0 à 14 ans inclus/100 femmes adultes à partir de 15 ans (rapport nommé aussi « indice belge »).

(3) Le nombre d'immigrés dans le village mixte de Baïssankopé (84) est trop restreint pour fournir isolément des indications significatives.

(4) Sondage démographique comparatif en pays Kabrè (BEZON, 1955).

(5) Etude démographique du pays Kabrè (GILLOT et PAUVERT, 1960).

(6) Cf. note (1) p. précédente. Il s'agit des localités de Kadjanga et Kpadayo (Kabyè) et de Sara-Kawa, Ténégà et Anima (Losso).

Nous avons renoncé à recueillir les données plus délicates concernant la mortalité adulte ou infantile qui exigeraient une enquête appropriée ; mais l'état actuel des connaissances ne permet pas de conjecturer une modification notable par comparaison avec le pays de départ (taux de mortalité globale 1957 : 42 ‰) sinon un léger abaissement provoqué par une moindre proportion de vieillards. En effet par rapport au Nord le progrès des conditions de vie au Centre n'est pas évident, particulièrement sur le plan de la nutrition ; la meilleure disponibilité en vivres a supprimé chez les immigrés les difficultés de soudure mais un déséquilibre préjudiciable apparaît dans la répartition des catégories d'aliments (2) ; d'autre part les ressources en eau potable presque toujours satisfaisantes au Nord, s'avèrent problématiques en saison sèche dans maints villages de colonisation.

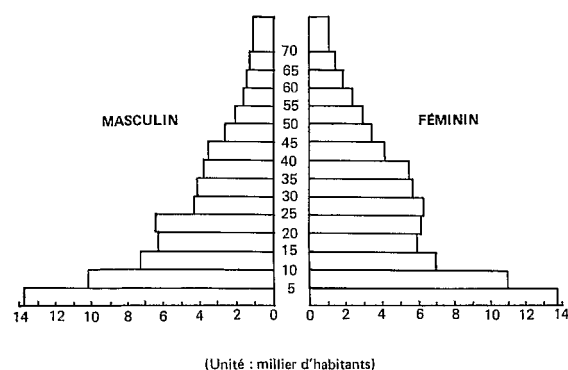
Au total l'évolution démographique nettement progressive de cette population d'installation récente et de tradition très prolifique ne saurait être mise en doute. A défaut de données chiffrées précises déterminant le mouvement général de la population nous tenons un taux d'accroissement naturel de 2 % pour vraisemblable (3). La physiologie de la pyramide des âges établie d'après les échantillons d'enquête confirme la prospérité démographique des Kabyè-Losso du Centre-Togo (fig. 33).

(1) Le taux de natalité reste indéterminé. L'Etude Démographique de 1957 a avancé le chiffre de 71 ‰ qui paraît excessivement élevé et contraste exagérément avec un indice belge médiocre (132 % calculé d'après la même enquête) : trois ans auparavant, le Dr BEZON fixait ce taux à 47 % pour les Lamadissi.

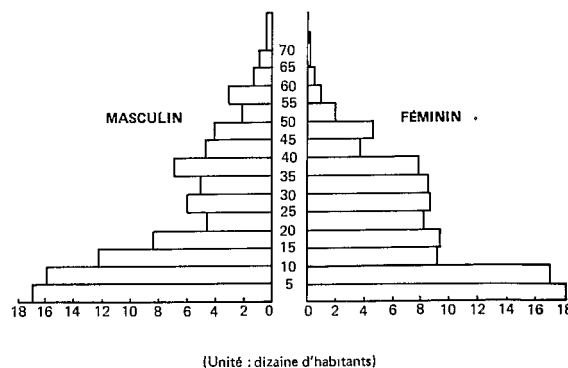
(2) cf. PÉRISSÉ : La couverture des besoins caloriques s'améliore sensiblement (92 % au pays d'origine à Houdé, 103 % à Akaba sur le moyen Anié) ; mais évoluant du type « soudanien », à base de céréales et légumineuses, au type « guinéen » où prédominent les féculents (igname) ; l'alimentation dans les régions d'immigration laisse à désirer par un déficit protéique important.

(3) En retenant le taux de natalité de 54 ‰ fourni au tableau 21 et en adoptant un taux de mortalité d'environ 35 ‰ inférieur à celui du pays d'origine pour tenir compte seulement d'une moyenne d'âge moins élevée dans les régions d'immigration.

SUBDIVISION DE LAMA-KARA ET DE NIAMTOUGOU en 1957 (1)



QUATRE LOCALITÉS AU CENTRE TOGO EN 1968 (cf tabl. 21)



(1) Cf. fig. 23

FIG. 33 — Comparaison des pyramides d'âge du pays d'origine et du pays d'immigration (population résidente)

Une fois connus les comptes par ethnie du recensement de 1970 il sera possible d'apprécier la cadence d'augmentation globale de la « diaspora » — nouveaux immigrés et accroissement naturel confondus. Signalons seulement, sans prétendre généraliser aux autres zones d'immigration, que la variation décennale 1960-1970 sur la circonscription de Sotouboua (1) atteint un taux impressionnant, supérieur à + 45 %.

#### L'INSTABILITÉ DU PEUPLEMENT IMMIGRÉ

Outre la croissance rapide de la population une certaine instabilité caractérise sur le plan démographique les Kabyè-Losso du Centre. Les villageois se plaignent : « *Nos enfants ne veulent pas rester près de nous* » ; les autochtones disent des immigrés : « *Ils ne font que passer* ». Nous avons donc recueilli à l'occasion de nos recensements quelques faits susceptibles d'exprimer cette incertitude de l'établissement. On la constate à plusieurs niveaux.

L'immigrant ne se fixe pas sans hésitations, il accomplit souvent plusieurs étapes de colonisation :

TABLEAU 22  
Provenance des chefs de famille Kabyè-Losso immigrés — villages d'enquête

Localité	Nbre	Amenés du p. d'origine * par l'Administration	100 immigrés spontanés		provenances les plus fréquentes
			venus du p. d'origine	venus d'ailleurs	
Déréboua, quartier Kouméa (kabyè)	74	39 %	73 %	27 %	1) rég. sep. 2) zone de glissement
Est-Mono (layon km 17 + Ogou I) (kabyè, lossò)	146	14 %	31 %	69 %	1) vallée de l'Anié 2) sud d'Atakpamé
Gbébé + 5 hameaux (lossò)	84	0 %	45 %	55 %	1) sud d'Atakpamé 2) toutes zones sauf sept.

\* : ou leurs descendants.

(1) Dont l'accroissement peut être calculé d'après les comptes encore provisoires de population résidente ; dès lors que la quasi totalité de la population est originaire du Nord.

On peut dire dans l'ensemble qu'au moins la moitié des immigrés spontanés effectuent deux ou trois déplacements. Mais la tendance s'est peut-être accentuée depuis les débuts ainsi qu'on peut le noter en interrogeant les vieux sur le sort de leurs premiers compagnons :

TABLEAU 23  
Evolution de l'effectif du groupe des « premiers arrivés » (1) — villages d'enquête

Localité	Année référ.	Nbre chefs de famille	Présents en 1968	Décédés au village	partis du village	dont retournés au Nord
Déréboua (entier)	1942-1943	94	30	27	37 (= 39 %)	14
Trois hameaux de Gbébé	1940 env.	35	10	10	15 (= 43 %)	6

(1) A Déréboua ce sont les paysans désignés pour les premiers contingents (création et renforcement) ; dans le secteur de Gbébé ce sont les frères de Podjo, Odotipa et Karata, fondateurs des hameaux de Tchalloum, Kassengékopé et Karatakopé.

Le même calcul effectué pour la deuxième génération fait apparaître encore un pourcentage assez considérable de pertes ; à Déréboua, parmi les enfants des immigrés administratifs restés sur place, 28 garçons sont partis — dont 6 vers le Nord — pour 99 vivants demeurés au village, et 28 filles sont parties — dont 5 vers le Nord — pour 85 vivantes demeurées au village.

Mais ce compte ne peut convenablement révéler l'importance du phénomène car la plupart des enfants restés au village sont encore trop jeunes pour quitter la maison paternelle tandis que presque tous les absents sont parvenus à l'âge adulte. En faisant intervenir l'âge des descendants fourni par le recensement on approche de plus près la réalité.

TABLEAU 24  
Descendants de la première génération d'immigrés restant au village — villages d'enquêtes

Hommes de plus de 45 ans				
Localité	Présents	Décédés au village	Total	Leurs descendants mâles de plus de 20 ans résidant au village
Déréboua	53	> 29	> 82	37
Gbébé + 5 hameaux	28	> 10	> 38	8

La plupart de ces descendants aujourd'hui adultes habitent encore chez leurs parents ou leur frère aîné et n'ont donc pas encore fait choix d'un lieu d'établissement. Le taux de remplacement familial au village traduit donc certainement un déficit, et plus nettement dans la région de colonisation intercalaire (Gbébé).

En nous fondant sur les déclarations des habitants au sujet des mouvements de leur maisonnée nous avons pu déterminer un certain nombre de départs au cours de la décennie 1958-68 : 67 à Déréboua, 43 à Gbébé, et depuis l'arrivée des immigrés respectivement 203 et 101 ; mais compte tenu de la complexité de ce genre d'investigation, ces chiffres restent sans doute au-dessous de la réalité.

Cette instabilité des Kabyè-Losso ne s'apparente que superficiellement à celle des autochtones. Autant qu'on en puisse juger elle ne revêt pas la même ampleur. Mais surtout elle ne traduit pas un véritable attrait pour la ville et de ce fait n'occasionne qu'une faible perte dans la masse rurale. Il s'agit essentiellement d'échanges entre les différentes régions d'immigration agricole, secondairement d'un courant de retour vers le pays d'origine.

Le phénomène rencontre des circonstances favorables. Les migrations saisonnières précédant souvent le départ définitif ont habitué les gens du Nord à un nomadisme du travail à long parcours. La plupart des manœuvres prennent la route du sud sans destination précise et pendant plusieurs mois leur famille ignore où ils se trouvent. Il suffit en effet à l'« apa » de s'arrêter en saison sèche sur un marché de la région des Plateaux, du Centre ou Sud-Togo pour être sollicité ; au cours de ses périples il explore les secteurs les plus propices à l'emploi mais aussi évalue les conditions d'établissement et noue localement des amitiés. D'autre part chaque Kabyè ou Losso dispose entre Sokodé et Notsé ou Palimé de tout un réseau de parents prêts à l'accueillir.



TABLEAU 25  
Destination des personnes ayant quitté le village d'immigration

Localité	sexe	Pays d'or.	zone de glis.	zone sept.	zone moy. et mérid.	z. des plat.	Ghana	Villes	Indét.	Nbre total de pers. ré. si. 1968
Déréboua (Zone sept.)	masc.	23	1	19	25	11	7	8	6	203/910
		24		44		18				
	fém.	19	0	38	16	7	3	17	0	
		19		54		10				
	ens.	23		47		15		11	4	
Gbèbè et ses 5 hameaux (Zone mérid.)	masc.	30	0	0	41	11	2	11	5	101/518
		30		41		13				
	fém.	34	11	0	40	2	2	9	2	
		45		40		4				
	ens.	37		41		9		10	3	

Les mauvais esprits, les décès survenus dans la famille sont donnés par les plus anciens émigrés comme motifs habituels de déménagement. En fait l'échec d'une première installation s'explique en général par le caractère récent du peuplement. Aux éventuelles contrariétés d'ordre privé qui se révèlent lors de l'organisation d'une collectivité ou de l'adjonction à un groupe déjà constitué, aux incertitudes d'ordre religieux, il faut ajouter les exigences économiques.

Sur ce plan en effet, comme nous le montrons ci-après (cf. troisième partie, chap. 3), la colonisation présente des avantages évidents. La première étape d'émigration permet de toutes façons de sortir de la stagnation du milieu traditionnel et d'assurer un progrès appréciable puis un deuxième déplacement vers un endroit plus favorisé peut améliorer cette promotion ; ainsi doit-on interpréter le sens général des mouvements qui prolonge la « descente » vers le sud. Les jeunes semblent particulièrement sensibles à cette recherche du meilleur profit. D'une façon frappante on les voit reproduire la conduite du père au même âge ; beaucoup d'adolescents élevés au Centre-Togo s'absentent d'abord pour des tâches saisonnières puis quelques années après quittent leur famille pour s'établir dans une autre région. Mais au niveau de cette deuxième génération intervient l'influence des relations familiales ; comme fréquemment au Nord, le désir d'émancipation du fils parvenu à l'âge adulte ne peut guère se réaliser que par l'éloignement (cf. ci-dessus p. 142 et 146).

Pour les jeunes filles le mariage occasionne souvent le départ, surtout dans les petites agglomérations de la zone méridionale : le choix d'un fiancé n'est guère possible parmi les quelques jeunes gens d'un village d'une centaine d'habitants. Le marché local permet de prendre contact avec les célibataires des hameaux environnants, s'il s'en trouve du même « tètò » d'origine. Cependant le plus sûr moyen de trouver un mari est de séjourner quelques temps dans la famille du Nord à l'occasion des cérémonies d'initiation des filles (« Akpéma », vers 14-17 ans) ; la jeune épousée regagnera ensuite le Centre-Togo en compagnie de son conjoint.

Un certain nombre d'hommes aussi reprennent parfois le chemin du Nord. Si un aïeul meurt au pays, dont tous les enfants sont partis, l'un des fils doit en principe revenir afin que la terre ancestrale ne reste point abandonnée. Vers la fin de sa vie, quand il ne travaille presque plus, l'émigré ressent plus profondément la nostalgie de son pays natal et aspire à y terminer ses jours, à condition cependant d'y avoir construit une maison ou de trouver l'hospitalité.

Les causes immédiates et les manifestations de l'instabilité sont multiples mais de cette diversité se dégage l'impression nette que le peuplement immigré ne s'est pas encore fortement enraciné sur son nouveau terrain. Le fait, corroboré par la dépendance constante du pays d'origine est capital pour l'avenir de l'entreprise de colonisation agricole. Le concept de territoire était-il si parfaitement représenté par leur « tètò » natal que les Kabyè-Losso se sont malaisément satisfaits d'une solution de remplacement ? Après des siècles d'un genre

de vie sédentaire et même confiné, l'émigration lointaine a provoqué une rupture, un ébranlement tels qu'ensuite une seconde fixation se trouverait compromise. Au reste les autochtones, eux-mêmes mal fixés, donnent à leurs hôtes ou voisins l'exemple d'une grande mobilité.

## L'EXPANSION PIONNIÈRE A L'ÉCHELLE RÉGIONALE (planche hors texte IV)

Il ressort de la recherche des facteurs objectifs d'expansion que les tendances démographiques — accroissement numérique et instabilité du peuplement — sont bien de nature à favoriser la création de nouveaux établissements. Cependant si nous nous fondons sur les renseignements recueillis à l'occasion de nos recensements, il apparaît que le courant important de départs observé à l'échelle du village n'aboutit pas dans des secteurs encore inhabités : la deuxième étape d'immigration est généralement représentée par un village installé depuis quelques dizaines d'années où l'accueil est assuré. L'augmentation actuelle de l'effectif de colonisation aurait donc surtout pour résultat de renforcer l'occupation de zones déjà peuplées. Plusieurs éléments d'observation viennent étayer cette première conjecture.

C'est d'abord le sens général du mouvement dans le cadre spatial de la colonisation agricole. Les immigrants en déplacement se dirigent surtout vers les zones intermédiaire et méridionale, les plus riches sans doute — avec la part accrue des cultures de rapport dans la production, telles le riz et le haricot — mais aussi les plus « bouchées » du point de vue des possibilités pionnières. A l'inverse aucun courant de remontée ne s'oriente vers la zone septentrionale encore très largement susceptible d'extension (cf. tableau 25). D'un autre côté rappelons l'exploitation « au large » des cultivateurs kabyè-losso dans leurs amples terroirs taillés en quinze à trente ans de progression continue. Enfin l'accueil très hospitalier réservé aux proches, postulants à l'immigration, atteste que les villages de colonisation demeurent des milieux ouverts. Enfin les paysans en provenance directe du pays d'origine ne pourraient de toute façon s'établir en pleine nature pour leur première installation, dès lors que l'aménagement d'une exploitation requiert l'aide préalable d'un « patron » paléonigritique ou autochtone auquel ils demandent hébergement (1).

De ce fait l'occupation des Kabyè-Losso au Centre-Togo gagnerait plus aujourd'hui en densité qu'en étendue (2).

### *Dans la zone septentrionale : de réelles possibilités mais peu d'initiatives*

Le repérage de tous les établissements réalisés après 1950, donc sans le concours de l'Administration, permet de matérialiser l'expansion de la colonisation agricole. La signification plus ou moins pionnière de leur position permet de ranger en plusieurs catégories ces villages et hameaux :

— Après un certain délai, chaque centre de « Colonisation Cabraise » s'est éparpillé en un certain nombre de quartiers séparés, distants les uns des autres de quelques centaines de mètres à près de 2 km (cf. fig. 8, fig. 15, fig. 25) et approximativement allongés dans le sens de la route. On ne saurait tenir cette disposition pour un véritable essaimage car elle n'entraîne pas une modification du terroir ; ce redéploiement avait pour les villageois le double avantage de les situer dans un schéma plus conforme à celui de leur disposition traditionnelle et de les rapprocher du point de départ de leur exploitation. Mais parfois, l'installation assez récente de faubourgs nettement à l'écart de la route traduit une évolution plus marquée de l'habitat, en liaison avec la progression du front, sans sortir toutefois du périmètre de défrichement (par exemple Kadjandadé à 4 km à l'ouest de Kolonaboua et quatre hameaux issus de Bofouloum fondés côté sud).

— Certaines agglomérations sont venues s'intercaler entre des localités de colonisation administrative. Pour pouvoir fonder spontanément ces villages les habitants n'étaient pas venus directement du Nord mais d'un autre lieu d'immigration où ils avaient pris contact avec les nouvelles conditions d'existence et accumulé les réserves nécessaires pour un deuxième « lancement » (vivres et semences). Ainsi Boualé, entre Bofouloum et Déréboua représente une partie du trop-plein de Titigbé. Entre Sotouboua et Tapedé, Alidé est formé principalement d'immigrés entrés en conflit avec leurs anciens hôtes kotokoli près de Tchalo (sud de Sokodé). Les Kabyè d'Aleyadé, entre Tchébébé et Blitta, étaient avant 1961 fixés au Dahomey. Il faut reconnaître que l'installation de tels villages, situés sur la route et encadrés de prédécesseurs, ne contribue pas vraiment à l'extension de la colonisation agricole ; elle permet seulement de combler quelques vides (fig. 34).

(1) Les raisons de cette dépendance ne sont sans doute pas exclusivement matérielles. Il est probable qu'un premier « stage » représente une condition nécessaire pour que le nouveau venu se considère ensuite habilité à s'établir à son propre compte et pour qu'il s'initie à la culture extensive.

(2) Notre enquête s'est déroulée en 1968, les photographies aériennes de référence ont été prises en 1966.

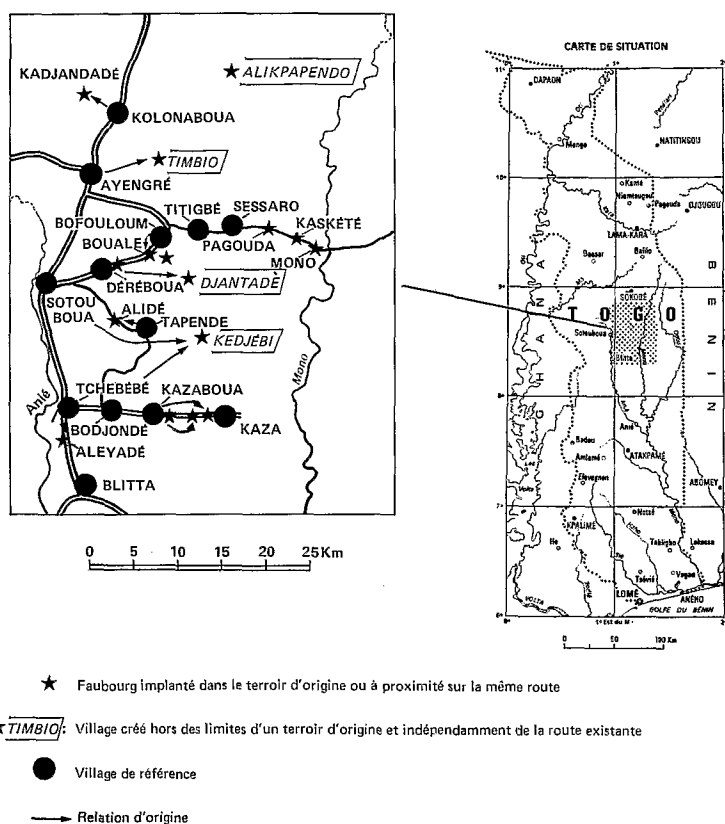


FIG. 34 — Localisation des villages fondés depuis 1950 dans la zone septentrionale

— Enfin quelques villages se sont fondés dans la forêt à une certaine distance du front de culture. Ils n'étaient qu'au nombre de quatre en 1968. C'est peu de chose pour l'ensemble de la zone septentrionale sur plus de quarante ans, aussi ces cas particuliers sont-ils significatifs.

Alipapendo fut créé en 1953 environ à l'est de Kolonaboua par un paysan doué d'un esprit d'entreprise peu commun, utilisant systématiquement les manœuvres saisonniers pour la production cotonnière ; son désir d'isolement s'explique par le fait que ses vastes champs exigeaient de grandes surfaces disponibles.

La création de Timbio revient au chef d'Ayengré. Vers 1955, comme deux familles d'immigrants venaient lui demander de la terre, il les conduisit vers l'est à 7 km de la route, estimant que jamais les champs de son village ne parviendraient jusque là ; pendant la première année, il subvint personnellement aux besoins de ses protégés.

C'est un paysan de Déréboua qui fut à l'origine de Tchantakopé — ou Tchantakopé — 1966 (cf. planche hors texte V). L'homme aimait suivre les chasseurs kotokoli qui parcouraient la région. Exercé à la lutte contre les gros animaux et familier des lieux, il commença à cultiver sur place et incita ses compagnons du village à venir le rejoindre ; ceux-ci hésitèrent d'autant moins qu'une poussée des champs de Bofouloum avait bloqué leur progression.

Kedjebi prit naissance à la suite de luttes politiques entre les gens de Bodjondé au moment de l'Indépendance (1958) et avec l'aide du chef de canton de Sotouboua qui désigna l'emplacement et fit prolonger la route de Tapendé. On doit remarquer que les habitants de Bodjondé employèrent tous les moyens, y compris les voies de fait, pour obliger les dissidents à rester (1).

(1) Le cas de Pagouda est différent en ce sens que les fondateurs firent preuve de moins d'initiative ; il n'y eut jamais de solution de continuité avec le terroir voisin de Sessaro. L'Administration avait calculé juste la largeur des parcelles dans le secteur réservé aux Lamadissi, de Bofouloum à Sessaro ; les immigrants spontanés, en surnombre, se rangèrent le long du sentier conduisant au Mono, à la suite des derniers installés vers l'est en se conformant tout naturellement au plan de colonisation prévu par l'Administration.

Ces quelques villages pionniers ont tous été fondés de vingt à trente ans après la création de leur agglomération d'origine, c'est-à-dire approximativement le délai nécessaire dans la zone septentrionale pour un premier trajet de culture. D'emblée ils connurent un certain succès : après deux années d'existence Tchantedé comptait déjà 57 personnes, Kedjébi près de 300, et après quinze ans Timbio dépassait 600 habitants. Leur rôle attractif est évident tout comme celui des autres localités naissantes ; ainsi Tapendé le dernier village de colonisation administrative (1948) vit affluer par la suite quantité de Kidjan (1) de la région ; Kaskété et Mono inaugurés dans le prolongement de la route de Sessaro par les autochtones établis de l'autre côté du grand fleuve, reçoivent de plus en plus de Kabyè-Losso.

On commettrait une erreur d'appréciation en concluant, de la naissance des hameaux annexés, que les immigrés de la région de Sotouboua s'estiment à l'étroit sur leurs terres : les individus fixés par ces quelques localités nouvelles représentent une partie de l'effectif en partance pour des raisons sociologiques que nous avons signalées au titre de l'instabilité du peuplement — fils en quête d'un domaine personnel, « égoma » refoulés ou déçus, immigrés en conflit avec leurs voisins ou inquiétés par un funeste présage. Rappelons qu'un courant d'émigration globalement important s'oriente vers les autres régions de colonisation alors que s'offrent à proximité immédiate de grandes étendues de terres vierges (2).

Le dynamisme pionnier semble manquer aux Kabyè-Losso de la zone septentrionale. Ils trouvent ici il est vrai le contexte le plus favorable au maintien des attitudes traditionnelles, tant par la situation au nord de la Yomaboua que par la conservation du cadre d'habitat originel — importance numérique et homogénéité ethnique des agglomérations. Or l'histoire pré-coloniale donne de ces paysans paléonigritiques l'image d'un peuple profondément sédentaire, côtoyé par les migrations, puis tenu en respect par les populations alentour. Leur effort, essentiellement défensif, consista au cours des siècles à faire de leur pays une position imprenable, un milieu conçu pour l'occupation définitive ; ils s'y étaient si bien fixés que, la paix venue, il fallut l'intervention de l'autorité administrative pour faire défricher la forêt voisine, sur l'autre rive de la Kara (zone de glissement). Les paysans de la région de Sotouboua ne montrent guère plus de propension que leurs pères à s'implanter seuls en pays inconnu.

Nous avons remarqué le développement moins rapide des premiers terroirs de colonisation dans la zone septentrionale ; on peut aussi comparer l'extension des cultures à Kazaboua (1939) et à Kaza (1942) (cf. fig. 13) : dans ce dernier village relégué à l'extrémité de la chaîne le front avança beaucoup plus prudemment. Le même rapprochement vaut pour Bofouloum et Sessaro.

La rareté, le caractère exceptionnel des véritables villages de création pionnière indiquent la circonspection devant l'espace libre. Les tempéraments de fondateurs font défaut. Pour établir un hameau écarté, il ne suffit d'ailleurs pas d'un promoteur, l'adhésion d'un premier groupe d'hommes relativement audacieux est nécessaire. Plusieurs occasions ont ainsi avorté faute de volontaires. Par exemple au sud de Bofouloum s'étaient basés vers 1955 quelques chasseurs kotokoli accompagnés d'un Kabyè qui seul cultivait l'endroit ; les chasseurs partirent puis le paysan mourut sans qu'aucun des habitants de Bofouloum ne l'ait rejoint : ces derniers auraient pourtant réalisé alors une manœuvre avantageuse face à l'avance de Déréboua dont la rivalité territoriale se faisait déjà sentir, mais ils préféraient garder en deçà leurs champs en ordre compact ; c'est seulement quand le front de culture atteignit l'emplacement désaffecté que s'y établit un faubourg avancé (Egamdé, 1965).

A cet égard une influence négative est exercée par la collectivité villageoise dans son ensemble, désireuse selon les anciens principes de rassembler la plus grande masse d'individus possible dont elle tirera force et fierté. La sécession en bloc d'une minorité du village passerait pour un acte anti-social d'abandon, une rupture (3). Le déplacement est donc individuel ou bien on s'efforce de maintenir les partants dans l'orbite du village ; Ayengré garde un contrôle étroit sur Timbio ; à Tchantedé le chef du quartier Kare Kagninao de Déréboua a délégué un homme d'un certain âge pour s'imposer à la tête du hameau annexe et éviter que la séparation n'aboutisse à l'indépendance, d'où conflit avec le fondateur. Cependant ces appréhensions et ces contraintes que le paysan se trouve maladroît à vaincre, un commandement efficace pourrait les surmonter, d'une part en couvrant de son autorité le départ d'un groupe pionnier, de l'autre en organisant son installation — tracé d'une voie de communication locale par exemple. Mais la chefferie, structure non traditionnelle, paraît peu opérante dans ce domaine et se borne à ses tâches administratives et judiciaires. Un rôle d'initiative, en contradiction avec les dispositions de la population, s'avère plus délicat encore depuis les remous politiques de l'Indépendance qui suscitèrent d'âpres oppositions autour des chefs de ces gros villages septentrionaux ; l'élection des remplaçants après le décès des premiers, nommés par l'Administration, fait souvent naître d'autres rivalités paralysantes.

(1) On nomme ainsi les originaires des « tête » de Kouméa et Landa.

(2) Ni à Sotouboua, ni à Kazaboua (6900 et 1452 hab. en 1970) on n'envisageait en 1969 la création d'un hameau annexe.

(3) Pour traduire le fait de quitter l'agglomération on emploie fréquemment et d'une façon péjorative, le verbe « s'enfuir ».

Le contraste est évident entre la pusillanimité native des Kabyè-Losso face à l'isolement et l'assurance des autochtones établis de l'autre côté du Mono, dans la région du Haut-Ogou ; les habitants des « villages-refuges » — surtout Yorouba et Bariba — pénètrent hardiment dans la brousse pour aller fonder de petits écarts loin de tout lieu habité (parfois 10 km).

*Dans la zone intermédiaire : la multiplication des « écarts »*

Au sud de Blitta, le comportement des immigrés se modifie subitement. Les villages de la « Colonisation Cabraise » égrenés le long de la voie ferrée dans la zone intermédiaire ont donné naissance à de nombreuses localités nouvelles. Ce sont parfois de simples faubourgs proches, destinés à décongestionner l'habitat de l'agglomération principale, mais souvent aussi des hameaux ou de petits villages fondés en dehors de l'aire de culture, apparemment dans le cadre d'un réel mouvement d'essaimage. L'expansion se poursuit simultanément vers l'est, à la rencontre des terroirs de la grand'route et vers l'ouest au-delà de l'Anié. Soussoukparogan, village de colonisation administrative créé en 1932, fournit un exemple du schéma général de diffusion dans la région du Moyen-Anié : l'agglomération se dédoubla d'abord en constituant le faubourg de Fanga (1937, environ), puis successivement deux groupes se séparèrent, Atikpaï s'installa vers 1942 côté oriental à 4 km ; au-delà du front de défrichement, et Bolomkopé se logea dans une boucle de l'Anié sur la rive opposée (fig. 17).

Divers facteurs justifient ce relatif changement d'attitude. C'est d'abord, d'une façon générale, le voisinage des populations non soudaniennes. Les Kabyè-Losso se sentent ici davantage « transplantés » et contraints d'acquiescer de nouveaux réflexes, ainsi que nous l'avons remarqué en maintes occasions. Le principe traditionnel de la protection par le nombre perdrait alors de son importance et, la contrainte du groupe se relâchant, une certaine autonomie individuelle serait concevable.

Dans le cas du Moyen-Anié, le rôle de la structure de l'habitat apparaît plus directement déterminant. Soucieuse de promouvoir un peuplement régulier tout au long du chemin de fer et de s'assurer des relais commodes de main d'œuvre pour la réalisation du « chemin de service » l'Administration a conçu une succession de villages assez rapprochés (2 à 4 km) alors que dans la zone septentrionale l'espacement moyen est de 6 km. De plus la présence de la rivière Anié astreignit les habitants à orienter leur itinéraire de culture vers l'est seulement, tandis que dans la région de Sotouboua les deux bords de la route étaient utilisables (1).

En somme la limitation des terroirs dans les deux dimensions devait réduire les possibilités de développement des agglomérations.

A Soussoukparogan, aucune querelle, aucun événement particulier n'a provoqué les départs ; la seule explication fournie est la recherche de terres : il faut comprendre le refus de s'inclure dans un bloc de culture démesuré et la préférence pour une exploitation moins entravée.

Cette plus grande mobilité de l'habitat ne procède-t-elle pas aussi des particularités du système foncier ? La propriété personnelle fait désormais défaut pour mieux attacher le paysan à son terrain comme à un bien immeuble acquis. Cependant cette considération n'aurait qu'une valeur théorique. Il apparaît en effet au cours de l'enquête que d'ordinaire ce ne sont pas les premiers arrivés qui partirent peupler les hameaux d'alentour. L'essaimage affecta essentiellement les strates d'immigration ultérieures, les « égoma » mal intégrés et le plus souvent d'origine différente. A Yadé par exemple les Kabyè accueillirent un Naoudé ; assez rapidement celui-ci rallia autour de lui quelques autres Losso puis partit avec eux s'établir en avant du front pour fonder le village autonome d'Abossékopé. De la même manière les centres kabyè de Pallakoko et d'Akaba se sont entourés de plusieurs hameaux losso. Si les nouveaux venus arrivaient d'un précédent village d'immigration ils ne séjournaient pas dans l'agglomération principale mais demandaient d'emblée de s'installer à l'écart : permission accordée — « on ne refuse pas la terre » — moyennant l'engagement de payer l'impôt au village. Il ne s'agit donc pas à proprement parler d'« éclatement », de mitose. La première agglomération sert de support temporaire, de lieu de regroupement pour les éléments fondateurs du nouveau hameau, jugés difficilement assimilables pour des raisons territoriales ou ethniques.

(1) L'obstacle constitué par le cours de la rivière empêche pendant la saison des pluies une communication régulière entre les deux rives. La culture sur la rive droite à proximité de l'établissement d'origine, oblige donc les paysans à s'installer définitivement près de leurs champs. Tel n'est pas le cas dans la zone septentrionale pour les villages placés dans la même situation ; en effet à la hauteur de Sotouboua le débit de l'Anié proche de sa source est encore peu important, aussi l'habitat n'a-t-il pas suivi les cultures sinon sous la forme de légers hangars, abris temporaires lorsqu'une crue rend le passage dangereux.

De ce point de vue le phénomène est très différent de celui de la dispersion en « kopé » (1) à partir d'une agglomération-mère, observé chez les prédécesseurs Aniagan, Kpessi, Ifé ou Evhé. Le « kopé » autochtone est créé par des résidents à part entière qui d'ailleurs gardent souvent des relations actives avec le village de leurs ancêtres (contacts familiaux, dépendance des sanctuaires principaux) ; le fondateur accompagné de sa famille déjà nombreuse est animé de l'ambition d'asseoir sa notoriété en faisant la preuve de son esprit d'initiative et de ses capacités de chef. L'avantage sur le terrain consiste à rapprocher le domicile des cultures ; d'autre part, ainsi que le remarque O. IGUÉ (2) cette disposition correspondrait à une ancienne conception défensive : fractionner l'habitat de peur d'offrir aux razzieurs fon la proie tentante d'une grosse agglomération. D'ailleurs la portée des déplacements est notablement supérieure chez les autochtones ; par exemple pour fonder leurs « kopé » les paysans des agglomérations-mères de Nyamassilé, Kokoté et Kpessi sont partis respectivement jusqu'à 9, 13 et 19 km (3), ceux d'Amoutchou (Ifé-Niania) jusqu'à 17 km, et dans tous ces cas aucun « kopé » ne s'est établi à moins de 4 km. Or pour les Kabyè-Losso de la zone intermédiaire un éloignement de 4 km représente un maximum rarement atteint (4), et leurs hameaux installés au-delà de l'Anié ne s'écartent guère de la rive (1-2 km). En somme, il est bien probable que les immigrés se soient inspirés du type d'habitat de leurs voisins, mais leur dissémination, si elle apparaît analogue, ne présente ni la même signification, ni le même processus, ni la même ampleur que celle des autochtones.

### *Dans la zone méridionale : l'arrêt du rush*

De même, comme nous l'avons déjà exposé, les villages autochtones de la zone méridionale n'ont joué qu'un rôle passager d'accueil pour les hameaux kabyè-losso. Aujourd'hui la colonisation intercalaire ne semble d'ailleurs plus guère susceptible de progrès. La fixité de l'habitat l'atteste en effet. Les établissements immigrés se caractérisent en effet par leur stabilité, bien conforme aux tendances profondes héritées de la civilisation d'origine ; la fondation revêt une valeur définitive, ainsi qu'en témoigne le désir des paysans de déterminer autant que possible les limites de leur exploitation personnelle. Au contraire le « kopé » autochtone dans sa définition traditionnelle fait preuve d'une certaine mobilité : les premiers administrateurs français en tournée de recensement dans les régions du Mono, durent apporter de nombreuses modifications à la carte dressée par les Allemands en 1905 ; on repère assez facilement sur la photographie aérienne l'emplacement des villages disparus car subsiste pendant un certain temps le rempart de végétation arborée. Il faut remarquer que les premiers occupants eux-mêmes voient leur liberté de mouvement freinée dans les régions de peuplement mixte par le fait que les Kabyè-Losso sont venus occuper les secteurs disponibles ; autour d'Anié (5), de Gleï, de Chra on observe des cas d'abandon mais les dernières créations de « kopé » autochtones que nous avons enregistrées remontent aux années 1930. La place manque de même aux immigrés pour fonder de nouveaux hameaux. L'expansion n'est donc désormais possible que dans certaines directions sur le pourtour de la zone méridionale de colonisation agricole.

Les terrains encore libres se trouvent à l'est. La carte des terres cultivées du Centre-Togo (Planche hors texte IV) fait apparaître deux vastes lacunes au sud-est et au nord-est de Notsé, la première constituée approximativement par le bassin inférieur de la Yoto et celui du Blado et la seconde par la région de confluence de la Nongpoué, de l'Amou et de la Chra avec le Mono. Enfin la plus grande partie de l'Est-Mono et de l'Est-Ogou à la hauteur d'Anié reste vide. La première explication du sous-peuplement de cet ensemble est d'abord historique ; le déficit n'a pu être comblé à partir de l'accroissement des populations du Centre, encore trop peu nombreuses. Par contre les fortes densités du sud auraient pu autoriser un mouvement de colonisation agricole ; or les Ouatchi (Tabligbo) semblent n'avoir jusqu'à présent accordé aucune attention aux terrains bordant leur domaine et dont la nature est très différente de leur « terre de barre ». Seuls leurs voisins Ehoué dahoméens (Parahoué) se tournèrent vers ces confins inoccupés de leur pays d'origine mais limitèrent leur pénétration à deux axes précis, vers Notsé et le long de la frontière en remontant vers le nord. Ces régions inhabitées semblent aujourd'hui particulièrement désignées pour une expansion des Kabyè-Losso aujourd'hui mêlés aux autochtones de Nyamassilé jusqu'à Notsé.

On doit d'abord se poser la question : pourquoi, depuis l'établissement de la frontière, les autochtones n'ont-ils pas réoccupé ce glacis autrefois abandonné face aux razzieurs d'Abomey ? L'absence d'intérêt pour les terres de l'est au sud de la latitude d'Atakpamé, s'expliquerait éventuellement par le contexte physique. En effet les lacunes de peuplement correspondent à des secteurs relativement déprimés, dont l'exploitation

(1) Appellation éhvé : hameau de culture.

(2) cf. IGUE, 1970.

(3) cf. les cartes dressées par J.C. PAUVERT, 1965 :

(4) La situation de Garbadé, à 8 km à l'ouest d'Akaba est tout à fait exceptionnelle.

(5) Exception faite pour la zone du confluent Ogou-Mono.

peut être plus pénible. Entre les deux espaces inhabités, un seuil morphologique emprunté par la route de Notsé à Tohoum, a fait l'objet d'un défrichement récent. Vers le sud le bassin inférieur de la Yoto offre sans doute des sols nettement hydromorphes car il occupe la partie la plus accusée de l'espèce de gouttière subséquente déblayée au contact des assises du continental terminal. Vers le nord l'autre zone vide correspondant à la convergence des affluents du Mono représenterait peut être une ancienne dépression structurale ; les contours n'en sont plus, ou à peine, repérables par l'hypsométrie et seule la partie centrale, à l'endroit de la confluence, forme cuvette. Une relation étroite entre la pédologie et une variation des données géologiques se traduit dans la netteté de la limite orientale des cultures et son orientation SSO (Notsé) — NNE, prolongée exactement par le cours rectiligne de la Nongpoué. La cessation brusque de l'activité agricole exprimerait un refus du terrain lui-même, constitué là aussi de sols lourds qu'habituellement dédaignent les autochtones, mais non pas les immigrés, accoutumés dans leur pays d'origine à travailler des terres généralement plus argileuses qu'au Centre-Togo, et munis d'une houe à large fer.

Malgré l'existence de ces espaces incultes les établissements de colonisation kabyè-losso restent extrêmement rares sinon inexistants dans les régions orientales. Ces terres apparemment vacantes sont la propriété des populations environnantes, or l'attitude des autochtones à l'égard des immigrés a progressivement changé. La coexistence est maintenant suffisamment ancienne pour que les maîtres du sol se soient avisés qu'ils ne recevaient aucun bénéfice substantiel en contre-partie de leur hospitalité. Accepter un « Kablè » c'est s'exposer à voir arriver ses semblables en grand nombre et sur les villages fondés dans les parages tout contrôle devient bientôt impossible, surtout si le peuplement des premiers occupants est clairsemé ; en fin de compte les autochtones retirent l'impression d'avoir livré leur sol aux étrangers. L'appui politique souvent fourni aux gens du Nord les rend plus inquiétants car la chefferie cantonale est alors à leur portée ; c'est ainsi qu'ils se sont annexés la zone « A » de l'Est-Mono (1). Aussi les chefs des villages encore non concernés par la colonisation se montrent-ils aujourd'hui peu favorables sinon hostiles à l'implantation d'immigrés chez eux.

Il ne semble pas d'ailleurs que de leur côté les Kabyè-Losso aient sollicité avec insistance leur admission sur les terres disponibles, refusant l'idée de se trouver coupés des voies de communication et des marchés. L'isolement économique peut être considéré comme un facteur négatif majeur pour le peuplement de toute la partie orientale du Centre-Togo. Aussi les seuls endroits où s'amorce une implantation sur la rive gauche du Mono sont-ils placés dans une situation favorable à la fois pour la production agricole et son écoulement : sur les riches terres noires en bordure du fleuve et surtout à proximité des marchés d'Akparé, d'Atchinédji et de Kolokopé. Seul ce dernier emplacement paraît vraiment propice à une pénétration à cause de l'éloignement de toute localité autochtone sur la rive est et du voisinage de la zone « A » où les immigrés sont en position forte, à cause aussi du rapprochement de la grand'route et du gros centre d'Anié ; mais la façon dont les Kabyè-Losso prennent pied dans cette région complètement inhabitée est tout à fait caractéristique : quelques hameaux sont fondés à courte distance les uns des autres comme pour se protéger et se rassurer mutuellement. En arrière des cultivateurs immigrés ont installé leurs champs en ordre serré sur la rive gauche de l'Ogou, parfois à plus d'1 km du bord, cependant ils préfèrent continuer à habiter auprès de leurs frères dans les villages établis de l'autre côté de la rivière.

### *Un affaiblissement du dynamisme pionnier*

À l'issue de cette analyse nous pouvons conclure à une médiocre activité pionnière actuelle des Kabyè-Losso. La conquête des Terres Neuves ne s'opère présentement qu'en certains secteurs limités : dans la zone septentrionale les Kabyè ne s'aventurent qu'exceptionnellement hors de leurs terrains de culture ; en aval de Blitta, les Losso se déploient un peu plus résolument de part et d'autre de l'Anié (2) ; enfin dans la zone

(1) Un contrat de bail fut signé pour une durée de cinquante ans (renouvelable ensuite) entre le Commissaire de la République Française d'une part, les chefs du village de Dégou (Ifé-Djama) et du canton de Kpessi (« propriétaire de la terre ») d'autre part, aux termes duquel il était reconnu à l'Administration l'usage et la jouissance du sol de la zone « A » pour en organiser la colonisation agricole. L'Assemblée Territoriale du Togo approuva cette convention le 5 septembre 1956. Mais à cette date la plupart des « colons » étaient déjà installés et les responsables administratifs leur avaient « attribué le terrain en toute propriété aussitôt l'occupation et la mise en valeur » (Note de l'Adjoint au Commandant de Cercle d'Atakpamé, 3 octobre 1954). Depuis, la zone « A » soustraite au commandement du chef ifé-djama, se vit érigée en canton dont la chefferie fut confiée à un Kabyè.

(2) Il ne faudrait pas croire que la zone intermédiaire sert de déversoir pour un excédent des Kabyè de la zone septentrionale ; les nouveaux hameaux fondés entre Blitta et Anié sont presque tous losso. En effet le partage de 1927 (cf. p. 97) fit de la région de Sotouboua un ensemble de peuplement quasi exclusivement kabyè ; y viennent donc surtout des émigrés des Circonscriptions de Lama-Kara et Pagouda tandis que ceux de la Circonscription de Niamtougou s'orientent principalement vers la zone intermédiaire où la prédominance losso, déjà sensible après la première phase de Colonisation Cabraise, s'est nettement accusée par la suite.

méridionale, après avoir occupé dans les années cinquante la boucle Ogou-Mono, d'abord spontanément puis à l'appel de l'Administration, les immigrés des deux groupes ethniques continuent aujourd'hui cette avance vers l'est mais seulement à la hauteur d'Anié.

Après une période d'implantation avec l'appui du pouvoir central ou de populations-hôtes, la colonisation agricole a très sensiblement ralenti sa progression spatiale et se trouve actuellement dans une phase de « remplissage ». On en aperçoit les raisons dans la réticence des autochtones devant l'infiltration des gens du Nord et d'une façon plus générale dans un refus de l'isolement manifesté par les Kabyè-Losso, tant par tempérament que par crainte de se couper des circuits commerciaux. Au reste le taux d'occupation du sol encore peu élevé ne crée pas d'ordinaire l'exigence d'une expansion.

Paradoxalement cette relative fixité des immigrés, en comparaison de la mobilité des premiers occupants ne traduit pas une plus faible demande de terre. Partout où ils trouvent devant eux le sol libre les Kabyè-Losso poursuivent toujours la progression de leurs cultures ; leurs champs s'éloignent jusqu'au delà de 7 km des habitations, plus que chez aucun de leurs voisins. La différence de comportement procède d'un contraste psychosociologique entre les immigrés et les autochtones. Les « kopé » furent créés par des hommes entrepreneurs, mus par un désir de promotion sociale et n'hésitant pas pour s'émanciper à s'établir en toute autonomie largement à l'écart du terroir d'origine. Les Kabyè-Losso au contraire limitent leurs exigences individualistes à la vie privée et les réalisent dans le cadre de leurs « nébuleuses » villageoises. En revanche, face à la nature, un « milieu humain » leur est indispensable, même si cet environnement n'est pas constitué de population de même origine. Aussi l'objectif actuel des immigrés est-il d'accroître autant que possible leurs agglomérations et s'ils amorcent une progression de peuplement leur avance s'effectue prudemment par établissements placés en relais rapprochés dans le terroir même ou à faible distance du front.

Lorsque les Kabyè-Losso du Centre-Togo se trouveront à l'étroit sur leur actuel territoire (1) leur expansion devra s'accélérer. On peut aisément prévoir qu'au nord de la latitude d'Anié elle s'opérera par le déplacement des agriculteurs excédentaires vers la bordure des cultures où se fonderont de nombreux villages annexes de façon à assurer une présence humaine ininterrompue selon un mouvement de glissement semblable à celui que l'on peut observer sur le pourtour disponible du pays d'origine. Quant aux immigrés en surnombre dans la zone méridionale ils se trouveront alors devant le choix suivant : entreprendre une remontée vers les régions encore inhabitées ouvertes aux Kabyè-Losso dans les autres zones de colonisation ou rechercher de nouvelles formules d'accommodement avec les autochtones pour s'installer à l'est.

Soulignons enfin que le mode de progression choisi « en continu » à partir des voies de communication et en vue de « couvrir » le terrain est finalement très propice sur le plan économique car il évite un émiettement lâche, incompatible avec la commercialisation de la production. D'autre part le maintien d'un certain niveau d'occupation humaine au fur et à mesure de l'avance autorise une éventuelle intervention en faveur des populations immigrées ; il justifie notamment la construction d'un réseau cohérent d'infrastructures (routes secondaires et marchés) dont l'intérêt est essentiel pour valoriser la colonisation agricole.

(1) Avant une quinzaine d'années pour les localités de la zone septentrionale situées sur la grand'route compte tenu d'une densité de 20-30 hab/km<sup>2</sup> en 1960.



## chapitre 3

### Les nouvelles données économiques

Le niveau marginal — sur le plan matériel — de l'existence du paysan demeuré au pays d'origine est malheureusement un fait d'évidence, l'investigation (1) montre en effet qu'il ne tire de ses parcelles qu'une subsistance à peine suffisante et ne dispose que d'un infime surplus commercialisable.

Dans ces conditions la « descente » des Kabyè et Losso apparaît déjà comme une démarche de nature essentiellement économique, tendant à obtenir de nouvelles surfaces agricoles.

Sans doute, mais que peut espérer ce paysan en quittant le Nord et s'établissant au Centre-Togo dans des conditions nouvelles à bien des égards ? La production est-elle si abondante ? Cet aspect précis, touchant au fondement même de l'immigration, exige une enquête aussi rigoureuse que possible.

L'interrogation déborde la signification d'un simple constat quantitatif et débouche sur les conditions et l'aboutissement de l'activité agricole : pour obtenir le résultat escompté le nouveau venu ne doit-il pas redoubler d'efforts ? La façon dont il utilise ses excédents ne révèle-t-elle pas l'existence d'une aspiration plus profonde désormais réalisable dans le nouveau contexte économique ?

Pour apporter à ces questions des premiers éléments de réponse, un sondage de production agricole a été entrepris sur un certain nombre de localités-types.

Onze points de sondage ont été choisis au Centre-Togo (cf. fig.35) répartis tout au long du domaine de colonisation agricole de façon à en représenter les différents types régionaux selon le mode d'implantation.

— Quatre villages de colonisation administrative dans la zone septentrionale (3 kabyè, 1 losso) : Kolonaboua et Blitta-Losso, créés lors de la première phase de la « Colonisation Cabraise », Kazaboua et Déréboua, fondés au cours de la deuxième phase.

— Trois villages de colonisation administrative dans la zone intermédiaire (2 kabyè, 1 losso) : Tcharé et Yadè, au bord de l'Anié, et Assoumakodji sur la grand'route.

— Quatre localités de colonisation spontanée dans la zone méridionale (2 kabyè, 2 losso) ; trois hameaux-satellites, Hodé, Kassengékopé et Yotoyo, respectivement à la hauteur d'Atakpamé, de Gleï et de Notsé ; un village mixte, Baïssankopé, sur le Bas-Anié. Et, dans le Secteur de Modernisation Agricole de l'est-Mono (zone « A »), le layon du « km 17 ».

Le pays d'origine est représenté par cinq points de sondage, nécessairement plus rapprochés : pour les Kabyè, les cantons de Lassa et de Kouméa (massif sud), de Pagouda (massif Lamadissi) et de Kétao (plaine de l'est) ; pour les Losso, le canton de Niamtougou. S'y sont ajoutés deux villages kabyè de la zone de glissement au contact du pays bassari : Santé-Bas, fondé à l'écart des premiers occupants, et Kikpéou-Nabodoué, situé au contraire entre les groupements autochtones de Kabou et de Bassari.

Enfin pour mieux apprécier la situation économique des immigrés, une comparaison avec les populations voisines a paru souhaitable ; pour être tant soit peu valable sans étendre considérablement le cadre de l'enquête elle doit s'appliquer sur des villages autochtones les plus proches possibles des localités de colonisation considérées ? Ont donc été retenus Bassari, Kalaré, (dernier village kotokoli d'installation ancienne vers le sud (2), Samrékodji (Kokoté)(3)) Baïssankopé et Gbébé (Ifé), enfin Notsé (Adja-Evhé).

(1) cf. ci-dessus 2<sup>e</sup> partie chapitre 1, « les causes actuelles de départ ».

(2) On trouve quelques agglomérations kotokoli parmi les villages de la zone septentrionale, mais elles se sont établies après le début de la « Colonisation Cabraise ».

(3) Assimilés usuellement, mais à tort, aux Kpessi.

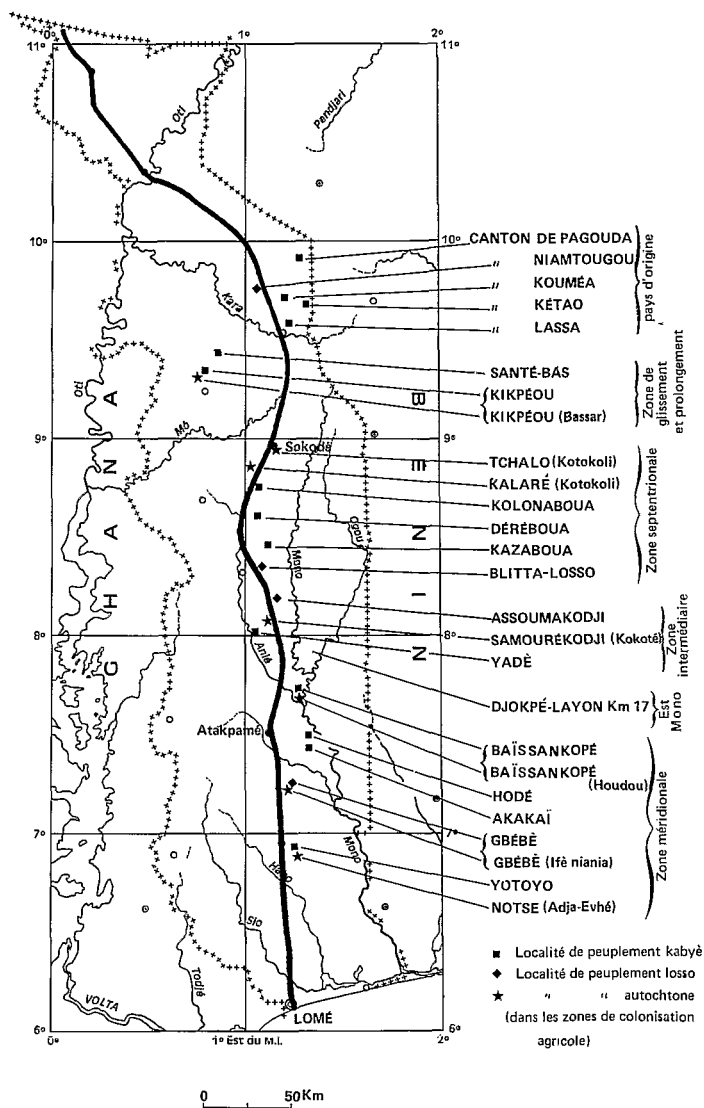


FIG. 35 — Localités choisies pour le sondage de production agricole

## L'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION FAMILIALE

### *Des surfaces cultivées trois fois plus importantes*

A chacun des points de sondage de l'enquête on a effectué le levé des champs cultivés par cinq familles. Le choix du parcellaire familial comme donnée élémentaire de mesure s'imposait en effet, non seulement pour la raison pratique que les moyens d'investigation interdisaient une base plus large — par exemple l'ensemble des cultures du village, pour évaluer ensuite par le calcul la surface par habitant ou par homme adulte — mais parce que la cellule familiale constitue réellement l'unité fondamentale de production, chacun des membres collaborant à l'ouvrage par sa tâche spécifique sous la direction du père (1).

(1) Qu'il soit propriétaire du sol ou non, celui-ci dit, parlant de l'exploitation familiale « mon » champ (« ma » haïm).

Les variations d'emprise entre chaque exploitation d'une même localité ne sont pas considérables ; aussi une grandeur moyenne se dégage-t-elle assez aisément. En effet le nombre des participants aux travaux correspond très généralement à celui de la famille conjugale ; peuvent s'y ajouter un parent âgé ou un jeune neveu confié par ses proches du pays d'origine. Le cas d'un ou de plusieurs fils continuant après leur mariage de travailler en association avec leur père, sans être exceptionnel, reste en fait assez rare : au moment de fonder un foyer le jeune adulte revendique sans ambages son émancipation économique (cf. p. 142 et 146). Quant à la taille de l'exploitation familiale elle se trouve uniformisée par la très large suffisance de terre : chaque chef de famille défriche en saison sèche la surface maximum qu'il pourra travailler au cours de la prochaine campagne. Les champs sont limités dans le seul cas transitoire des postulants à l'immigration, les « égoma ».

Au pays d'origine on décèle des contrastes plus marqués. Mais il suffit ici d'ordres de grandeur à l'échelle régionale dans le seul but de faire saisir globalement l'évolution du fait de l'émigration.

Première constatation évidente : un accroissement des surfaces cultivées. Les exploitations familiales mesurées au pays d'origine excèdent à peine 1 ha chacune (pour une maisonnée de 9,5 personnes en moyenne), tandis qu'en pays de colonisation elles atteignent à peu près 3 ha (pour 7,3 personnes) et, sauf exception, dépassent notablement les exploitations autochtones voisines (cf. en annexe tableaux I et II). La famille immigrée, sensiblement moins nombreuse que celle du Nord, cultive donc une superficie environ trois fois supérieure : les Kabyè-Losso ont largement tiré profit des disponibilités d'espace libre qui leur sont offertes au Centre-Togo.

Un état détaillé ferait apparaître un facteur de variation secondaire : les dimensions de l'exploitation sont dans chaque zone approximativement proportionnelles à l'effectif familial. Ainsi des familles de dix personnes — dont 3,4 hommes adultes (1) — se taillent-elles chacune 5 ha de champs dans le hameau kabyè de Hodé, installé à l'est d'Atakpamé.

On remarque une légère diminution de la taille de l'exploitation familiale au sud de Blitta. L'exemple des autochtones, en général moins préoccupés de l'étendue de leurs cultures, aurait-il modéré le dynamisme des paléonigritiques ? Le cas du village mixte de Baïssankopé où les familles losso ne cultivent que 2 ha pourrait le confirmer. A notre avis les possibilités d'appropriation foncière sont plus déterminantes. Dans les conditions normales, les plus fortes valeurs de surface cultivée s'observent dans les villages septentrionaux chez les exploitants effectuant leur premier parcours de culture ; pour ces paysans en effet le défrichement avant le buttage comporte une double signification, celle d'une simple opération culturale en vue de la prochaine récolte mais aussi celle d'un acte d'acquisition du sol or, tel n'est pas le cas au sud de Blitta.

Il est normal que les mesures de surface dans la région de Sotouboua traduisent le surcroît d'activité déployé pour reculer les limites du domaine personnel. On retrouve le même réflexe dans la zone « A » de l'Est-Mono, le seul endroit de la zone méridionale où la propriété individuelle de la terre défrichée soit garantie aux immigrés : au cours de la première progression les champs familiaux s'étendent sur 3,40 ha (2). Une fois l'avance terminée, le facteur de stimulation représenté par l'objectif foncier disparaît ; ainsi peut-on par exemple interpréter la réduction des surfaces mesurées à Kolonaboua, l'un des plus anciens villages de colonisation (3).

### *Des rendements équivalents*

Dans la comparaison entre l'exploitation agricole du pays d'origine et celle des régions d'immigration les niveaux de production constituent de toute évidence une variable essentielle susceptible de modifier très notablement la signification des données de superficie.

La pratique des associations de cultures, similaires mais jamais semblables — dans les espèces cultivées comme dans la densité de chacune — complique fort une recherche sur les rendements. Aussi une méthode d'évaluation a-t-elle été définie, permettant néanmoins la totalisation de la production agricole, au niveau de la parcelle ou de l'exploitation, et la comparaison entre plusieurs points de sondage. Notamment le choix des unités de mesure, poids total en matières sèches ou prix de vente, autorise une mise en regard des niveaux de rendements agricoles moyens au Nord et au Centre-Togo (Cf. en annexe, tableaux III et IV).

Dans les familles enquêtées un hectare-type fournit au paysan kabyè-losso resté au pays une production de 1460 kg (poids sec) valant 39 400 F CFA ; en pays de colonisation il procure 1810 kg, soit 39 500 F

(1) Moyenne pour l'ensemble des familles enquêtées au Centre-Togo : 1,6 hommes adultes.

(2) Chiffre de 1964 fourni par l'« Avant-Projet d'Action Complémentaire sur la zone « A » de l'Est-Mono » (Ministère togolais de l'Economie Rurale). Nous avons pu en 1968 confirmer l'exactitude de cette donnée, mais certaines exploitations atteignaient plus de 5 ha.

(3) Quatre cultivateurs parmi les cinq désignés pour notre sondage avaient déjà cessé leur avance au moment de l'enquête.

CFA. Ainsi selon le type de mesures (1) le rapport de la terre au Centre-Togo est donc égal ou supérieur à celui du pays d'origine. Voilà qui réfute bien des idées reçues. On doit alors souligner l'importance des pratiques extensives — essentiellement l'itinéraire de culture laissant au terrain un large temps de repos — qui permettent à des sols de qualité moyenne de rivaliser avantageusement avec ceux de la zone d'émigration, réputés excellents à juste titre et souvent fumés (2), mais utilisés intensivement — en permanence ou après une courte jachère. Normalement la différence de la contribution en travail accordée par unité de surface devrait donner à cet avantage tout son relief.

### *L'augmentation correspondante du profit*

L'accroissement des surfaces cultivées se traduit-il pour les immigrés du Centre-Togo par un surcroît réel de revenu ?

Sur la base des familles enquêtées, en combinant les mesures de parcelles et de rendements, on peut esquisser au plan de la production un bilan économique de la colonisation agricole kabyè-losso.

Méthodologiquement cette tentative exige plusieurs opérations :

1°) Le calcul des rendements traduisant les valeurs réelles de revenu à l'ha au Nord et au Centre, établies sur la base des prix régionaux (cf. en annexe tableau VII).

2°) Le produit de ces valeurs de rendement, correspondant aux principales associations culturales, par les surfaces cultivées effectivement consacrées à ces associations. De façon à obtenir un revenu agricole annuel brut. (cf. en annexe tableaux VIII et IX).

3°) Le calcul du revenu agricole net, par déduction de l'auto-utilisation de produits. Celle-ci consiste essentiellement en consommation alimentaire domestique, en semences et en envois de vivres à destination du pays d'origine (3). Dans le premier cas l'enquête alimentaire de 1955 (bib. PERISSE) fournit des indications indispensables, dans les deux autres les renseignements proviennent des familles enquêtées elles-mêmes (cf. en annexe tableaux X, XII, XIII). Les chiffres de revenu net fournis ici n'expriment de réalité qu'au niveau global de la famille : comme nous le verrons plus loin la disposition des recettes agricoles revient exclusivement au père, lequel en assure la répartition très inégalement entre les membres de sa famille.

On aperçoit de façon évidente l'augmentation de rapport engendrée par l'installation sur les terres neuves : alors qu'au Nord les conditions d'alimentation sont aléatoires et le profit insignifiant, les Kabyè-Losso du Centre-Togo ne connaissent plus aucune difficulté de subsistance et enregistrent des gains intéressants : 60 à 80 000 F CFA par famille moyenne et par an. Il est clair que l'essor économique est lié seulement à l'augmentation des surfaces cultivées puisque les rendements restent à peu près inchangés. De même la nette supériorité du bénéfice des immigrés sur celui des autochtones voisins provient de la différence d'emprise entre leurs exploitations respectives.

Cette conclusion sur les profits agricoles comparés dans les deux aires d'occupation des Kabyè-Losso, à vrai dire attendue dans sa ligne générale, ne laisse cependant pas de surprendre par l'écart très accentué qu'elle met en évidence. Nous n'en découvrirons la véritable portée qu'en poursuivant l'analyse. On s'interroge tout d'abord sur le prix payé en labeur pour une telle amélioration : l'accroissement de la superficie mise en culture ne nécessite-t-il pas un surcroît équivalent ou au moins très sensible du travail agricole ? Il reste enfin à préciser la véritable dimension économique du progrès réalisé : dans quelle mesure et dans quelles circonstances la production est-elle effectivement commercialisée ?

(1) Supérieurs en poids, les rendements du Centre sont équivalents en valeur à ceux du Nord. La discordance provient des prix : les récoltes des immigrés comprennent une plus importante proportion de denrées bon marché (igname : 10 F/kg, riz : 12 F/kg) aux dépens des produits « chers ».

(2) Dans notre enquête, 18 « parcelles » du Nord, soit un peu plus de la moitié, avaient reçu dans l'année du fumier ou du compost.

(3) Les envois vers le Nord n'apportent pas effectivement un secours en nature à la famille. En réalité la part la moins importante de ces envois est destinée à être remise en cadeau aux parents. Il s'agit pour la plus grande part de produits à utiliser au cours du séjour au Nord (alimentation des émigrés en visite et surtout nourriture et boisson pour les assistants aux cérémonies). Quant aux fournitures au titre de la dot elles sont par contre à considérer comme des quantités échangées entre familles. Cette pratique devient d'ailleurs facultative surtout s'il s'agit d'écoliers, appelés à quitter la terre en cas de réussite. Dans la zone septentrionale où la dot est le plus souvent pratiquée les parents de l'enfant ou de l'adolescent doivent donner chaque année à ceux de la jeune fille une trentaine de kg d'ignames et une quarantaine de kg de grains (pour les vivres seulement) ; à la veille du mariage le versement atteint environ 120 kg d'ignames et 100 kg de céréales.

## LE TRAVAIL AGRICOLE

Dans un contexte technique où tous les travaux sont effectués à la main on doit s'interroger sur la contrepartie exigée de l'homme pour obtenir une plus-value de recette aussi considérable. Quoique non comptabilisée pour un calcul de prix de revient, la somme du travail manuel nécessaire n'en constitue pas moins un authentique élément de l'analyse économique. Cependant il ne faudrait pas voir dans ce problème une question de pure forme posée dans un souci de recherche exhaustive. Toujours placés devant l'alternative de l'émigration, qu'il s'agisse de quitter leur pays natal ou de juger de la valeur de leur installation dans leur village de colonisation, les Kabyè-Losso doivent tenir globalement compte du niveau de leur effort physique.

Pour ce faire le paysan sait à sa façon évaluer sa peine : durée moyenne de la journée de travail d'après le mouvement du soleil, nombre de façons culturales nécessitées par chaque campagne, etc.

D'autre part, toujours dans le cadre d'un parallèle entre la condition agricole dans la zone d'émigration et celles d'immigration, la variation de la relation Travail-Surface doit apporter une indication essentielle pour faire saisir la modification du type essentielle pour faire saisir la modification du type de mise en valeur — intensive ou extensive. A ce sujet il est d'avance exclu que du Nord au Centre-Togo le labeur exigé varie proportionnellement à la superficie exploitée ou à la production ; certes actuellement au pays d'origine les anciens dénoncent autour d'eux une certaine baisse de l'énergie manifestée par les cultivateurs (cf. p.84) toutefois le degré d'activité reste tel qu'une augmentation du triple ou même du double apparaît impossible.

Il a donc été tenté au cours d'une autre phase d'enquête d'évaluer la somme du travail annuel dans plus d'une vingtaine de familles paysannes kabyè-loosso en divers points de sondage (1).

De telles mesures sont à utiliser avec discernement ; ainsi, l'indication des données brutes de travail annuel dans le cadre familial n'aurait qu'une portée très limitée, déformée d'une exploitation à l'autre par les variations de l'étendue mise en culture, du nombre des membres actifs et de la durée de la période climatique. Pour présenter des données cohérentes et significatives nous établissons essentiellement trois sortes de rapports :

— « Le temps de travail/unité de temps dans la période agricole par personne » représente un *rythme* de travail et a une valeur sur le plan humain.

— « Le temps de travail annuel par unité de surface » représente une *modalité d'exploitation* et a une valeur technique.

— Le « revenu brut annuel par temps de travail annuel par unité de surface » représente un *rendement* et a une valeur proprement économique.

### *Le rythme de travail reste à peu près inchangé*

#### L'HOMME ADULTE, INDICATEUR DE BASE

Pour apprécier l'intensité de l'effort fourni par le paysan kabyè-loosso au Nord et au Centre-Togo il convient au préalable d'évaluer la période globale pendant laquelle le paysan peut travailler la terre. On est donc amené à considérer l'inégalité de la durée de la campagne agricole entre les deux régions de référence : le nombre de mois où la somme de travail fourni dépasse la moitié de la moyenne mensuelle est de 8-9 pays d'origine contre 9-12 dans les pays de colonisation (cf. en annexe Tableau XV).

Cette différence répond à plus d'une cause. On songe d'abord à juste titre à l'allongement de la saison pluvieuse en relation avec la descente en latitude. Cependant en limitant à 50 - 60 mm la hauteur de précipitations mensuelles « utiles » pour l'accomplissement du cycle végétatif des cultures on peut observer sur les pluviogrammes annuels que cet allongement n'atteint guère qu'un mois. La durée de la période agricole excède donc assez largement celle de la saison des pluies.

Par ailleurs le coton, inexistant au Nord, exige dans le Centre une importante contribution au travail au cours de la saison sèche — récoltes en janvier-février, arrachage des tiges aux premières averses. Enfin la taille de l'exploitation, très supérieure au pays d'immigration, entraîne un prolongement de la campagne agricole sur le premier trimestre de l'année suivante, où les derniers travaux se trouvent repoussés — par exemple la longue besogne de l'arrachage et du transport des ignames de fin de saison.

En effectuant dans ces conditions la comparaison du niveau du travail fourni par l'homme adulte (cf. en annexe Tableau XVI), on peut constater qu'il n'existe qu'une différence assez peu considérable entre les

(1) cf. note méthodologique en annexe p.191 avant tableau XV.

paysans du Nord : moyenne sur 11 cultivateurs = 110-120 heures par mois, et les immigrés au Centre-Togo : moyenne sur 19 cultivateurs = 130-140 heures par mois (1).

Cette différence s'amenuise encore si l'on considère que la mesure de ces temps consacrés à l'activité agricole inclut la durée du trajet aller et retour entre le village et le champ et qu'en pays de colonisation les terrains cultivés se trouvent plus éloignés de l'habitation ; dans les régions d'immigration on doit compter d'habitude plus d'une heure de marche pour se rendre chaque jour sur le lieu de travail et en revenir, tandis qu'au pays d'origine ce laps de temps excède rarement un quart d'heure. Remarquons que dans notre mesure s'intègre également le nécessaire temps de repos que le cultivateur observe sur place lorsque le soleil est au plus haut de sa course (2) ; or au pays d'origine dans la plupart des cas le champs est suffisamment proche pour que l'homme puisse regagner son domicile à la mi-journée.

Les résultats de l'enquête nous permettent d'avancer que la somme de travail annuelle et le rythme de travail agricole demeurent à peu près inchangés dans le pays de colonisation malgré les conditions nouvelles. Le paysan immigré au Centre-Togo fournit en effet un effort équivalent à celui du Nord : après déduction des délais de déplacement leur travail hebdomadaire peut s'évaluer en saison d'activité moyenne à respectivement 28 et 26 heures (4h40 et 4h20 par jour) et en période de « pointe » à 44h et 41h30 (7h20 et 7h5 par jour) (cf. en annexe Tableau XVIII).

Une telle cadence pourrait sembler singulièrement mesurée. Il est vrai que la capacité de travail semble avoir diminué par rapport à l'époque d'« avant l'émigration » ; toutes les personnes d'un certain âge peuvent en témoigner et nous voyons là l'un des symptômes d'une certaine renonciation aux impératifs socio-économiques traditionnels tant au Nord qu'« en émigration » (cf. p.63). Dans les régions de colonisation la baisse se décèle notamment par la facilité avec laquelle les immigrés adoptent la coutume du dimanche chômé (3) ; au reste, les occasions de rester au village ne manquent pas — jour de marché, de forte averse, retard des premières pluies, déplacements, indispositions... Ainsi se trouve amenuisée dans notre quotient final la durée réelle de la journée de travail au champ qui est d'ordinaire de 5 à 10 heures.

Pourtant les Kabyè-Losso représentent sans contestation l'ethnie la plus laborieuse du Centre-Togo. On le devine à l'examen des photographies aériennes en apercevant sur le sol les traces plus fermes et plus larges de l'exploitation des immigrés. On le discerne en comparant par rapport aux populations voisines les mesures de surface cultivée par famille et les types de mise en valeur (4). Enfin on l'observe directement en séjournant dans les régions de peuplement mixte. D'eux-mêmes les autochtones reconnaissent d'ailleurs aux hommes venus du Nord une supériorité indiscutable sur le plan de l'ardeur au travail.

Observons en outre que les moyennes présentées n'expriment pas la totalité du travail fourni. Pour apprécier plus justement l'effort des paysans il faut ajouter aux opérations proprement culturelles nombre d'autres travaux non pris en compte dans les données ci-dessus mais qui s'avèrent cependant nécessaires pour la bonne marche de l'exploitation ou inhérents au genre de vie rural — par exemple la reconnaissance des lieux avant le défrichement, la surveillance du champ après les semis afin d'éloigner les oiseaux, la pose et le contrôle des pièges alentour, le traitement de la plupart des produits après la récolte, leur transport (5), les activités

(1) Dans le but de fournir une donnée de rythme de travail reflétant autant que possible une réalité on a éliminé lors du calcul de la moyenne mensuelle le « creux » prononcé de février traduisant au pays d'origine la cessation de travail des champs en pleine saison sèche (dans la fixation du nombre d'heures quotidiennes d'un salarié on ne prend pas en compte la période des congés). Cette question ne se pose pas — du moins pas avec la même netteté — dans les zones d'immigration. Cf diagrammes annuels planches hors texte VII.

(2) Les heures mentionnées par les enquêteurs sont celles du départ et du retour au domicile ; il est apparu en effet que le décompte des temps de déplacement et de pause, au niveau de l'annotation, eût entraîné des erreurs importantes.

(3) Cf. en annexe tableau XIX. La proximité d'une mission chrétienne peut favoriser l'introduction de cette habitude : c'est le cas dans le pays d'immigration, par exemple de Kolonaboua à Blitta et au nord d'Atakpamé c'est à dire dans la zone de rayonnement des missions de Sotouboua et d'Anié ; par contre au pays d'origine la nouvelle coutume rencontre peu de succès malgré la présence de missionnaires à Yadé, Farendé, Pagouda, Niamtougou, Siou et Lama-Kara.

(4) Remarquons que la culture du manioc en dernière année, usuelle chez les autochtones au sud de Nyamassilé, présente l'avantage d'être fort peu exigeante en travail : une fois les morceaux de tige piqués en terre, la plupart des cultivateurs ne se préoccupent plus de sarcler jusqu'au moment de la récolte. Cf. tableau 9.

(5) Il s'avère délicat de définir systématiquement le départ entre la culture proprement dite et les occupations connexes, aussi avons-nous dû opérer des distinctions. Par exemple un seul cas de battage est considéré comme tâche agricole, celui du riz, car il présente les particularités suivantes : on l'exécute sur le champ et immédiatement après la coupe ; c'est en fait le deuxième temps de la récolte car lorsque dans le premier temps les hommes ont moissonné ils ont tranché les tiges au pied sans en séparer les épis ; on peut ensuite saisir de petites gerbes qu'on anime d'un mouvement de flagellation sur l'aire à battre aménagée à proximité. De même un seul cas de transport est compté, celui des ignames lorsqu'il s'agit de boutures apportées d'une parcelle dans l'autre entre le déterrage et la mise en terre.

d'élevage (1), de cueillette (2) ou la construction (3). A elle seule, cette dernière rubrique exige par semaine 3h30' au Nord et 2h06' au Centre-Togo (où l'habitation et le grenier sont simplifiés). Ainsi la journée de travail de l'homme adulte excède certainement 6 heures en donnée moyenne.

#### LES AUTRES PARTICIPATIONS

Notre effort de totalisation ne doit pas masquer la diversité des tâches et des rôles. Aussi n'est-il pas inutile de préciser la contribution de chaque membre de la maisonnée et ses attributions spécifiques sur l'exploitation familiale au Centre-Togo.

Les jours de travail, le père part le premier dès le lever du soleil ; à la main sa machette, à l'épaule sa houe et le fléau portant les poulaillers de vannerie. Dans le champ certaines tâches reviennent à l'homme en particulier, en revanche aucun interdit ne s'oppose à ce qu'il participe à toutes les opérations culturales. Peu après, le jeune garçon muni d'une houe plus légère rejoint son père. On lui confie surtout la monotone mais simple besogne des sarclages et des binages. A l'époque de la germination il reste seul de longues heures pour chasser des parcelles les oiseaux prédateurs. Sur un carré attenant il s'exerce à monter des buttes, travail qui requiert de la vigueur et une certaine adresse ; vers 16-17 ans seulement il participera à la préparation de la parcelle d'ignames familiale (4).

La mère ne prend le chemin du champ qu'après avoir donné les soins au dernier-né et mis de l'ordre dans le logis. Accompagnée de la fillette, elle apporte de l'eau potable. Si aucune tâche ne la retient sur place elle ramasse une charge de bois mort ou des plantes pour la sauce et s'en retourne au village vaquer à la préparation du prochain marché ou aider une amie. Selon les coutumes de chaque ethnie la condition féminine est assez différente : la femme kahyè ne doit pas remuer la terre ; la femme losso au contraire manie la houe au côté de son mari et ne lui laisse en propre que la seule besogne de l'édification des buttes d'ignames. On peut remarquer, dans le contexte d'une évolution générale actuelle, que l'épouse losso elle aussi se désintéresse progressivement des travaux champêtres au profit d'activités commerciales plus directement rémunératrices. Néanmoins, et quelle que soit l'appartenance ethnique, deux séries d'opérations continuent de mobiliser sur les champs toutes les femmes et les filles du village, les semailles et les récoltes (portage compris) ; suivront d'interminables séances d'égrenage ou de battage au pilon à domicile.

La fillette suit sa mère, l'imitant en toute occasion ou surveillant le bébé à l'écart (5).

Tous les membres de la famille participent à ces travaux soit isolément sur leur exploitation, soit en coopération, chacun se réunissant alors à d'autres travailleurs de sa catégorie. Dans ce dernier cas, le groupe se rend successivement sur les champs de tous les assistants, à raison d'une journée consacrée à chacun, selon une période variable. Cette coutume du travail collectif n'est nullement particulière aux Kabyè-Losso mais prend chez eux une importance remarquable.

Dans le passé, les conditions d'existence spécifiques au pays d'origine donnaient tout leur sens aux associations d'entraide : elles permettaient d'organiser sur les champs de la périphérie du terroir une certaine défense les jours de culture (cf. annexe I p. 109) ; de plus elles constituaient une structure d'assistance aux déshérités, ainsi tout le quartier aidait régulièrement un vieillard demeuré seul sur sa terre. Aujourd'hui les paysans ont conservé jusqu'en pays d'immigration l'usage des communautés de travail, trouvant dans ce cadre le double avantage d'une besogne moins fastidieuse — en général d'une vie de relations intensifiée — et d'une stimulation propice à l'avancement de l'ouvrage. Par ailleurs, comme le travail représente dans les conven-

(1) Petit élevage essentiellement : chèvres, moutons (ramassage des feuilles de sorgho sur pied) et volailles (recherche des termites pour la nourriture des poussins).

(2) Par exemple : gousses du néré (pour la « moutarde »), régimes de palmistes, fruits du baobab, diverses feuilles pour les sauces.

(3) Edification de la maison : rassemblement des matériaux (différentes sortes de terres, eau, montants de bois, paille) pétrissage, maçonnerie, crépissage, damage, tressage des cordes pour l'assemblage des longues bandes de paille du toit, couverture. Construction des greniers, aux champs ou autour de l'habitation (plates-formes surélevées dans les régions de colonisation ; réserves en « poterie » au Nord et encore souvent dans la zone septentrionale). Eventuellement réfection de la voirie dans les environs.

(4) Si les parents sont acceptés de laisser leur garçon fréquenter l'école, c'est à la condition qu'il reprenne sa place au champ chaque jour de congé.

(5) Dans l'ensemble ces indications peuvent être transposées pour le pays d'origine ; il faudrait seulement supprimer pour les garçons la surveillance contre les animaux pillards, mais leur ajouter le ramassage du fourrage et par ailleurs mentionner le transport-épandage du fumier incombant aux femmes.

tions traditionnelles le terme d'échange par excellence (1), les associations apparaissent comme les organisations appropriées en vue d'organiser un tel mode de rétribution et s'ouvrent aux débiteurs. Il existe deux systèmes d'entraide collective pour les travailleurs du sexe masculin.

a) *Hada* (2), large association. Un paysan fait savoir autour de lui qu'il aurait besoin d'aide pour ses cultures. Au jour fixé ses voisins se rendent à l'« invitation » ; on se réunit sur le champ au milieu de la matinée. Les hommes se disposent en rangée et progressent de front, rivalisant d'ardeur. Le soir les travailleurs exténués se retrouvent dans la cour du paysan demandeur pour se faire servir la bière réparatrice. On « appelle » la *hada* essentiellement pour les opérations de buttage et de binage-sarclage, celles qui se font entre hommes. Pour cette convocation tous les chefs de famille ont les mêmes droits — deux ou trois *hada* par famille et par campagne dans la pratique — à condition seulement de fournir de la boisson en abondance (3). Mais la compagnie est plus ou moins nombreuse suivant la notoriété de la personne : tout le village accourt sur le champ du chef, tout le quartier sur celui de son « *sopabi* » (4) ; une dizaine de voisins seulement se rendront chez un homme de peu de poids, moins encore si ce dernier s'est montré sourd à leurs précédents appels. En effet le jour de sa *hada*, le paysan enregistre les noms des présents et jusqu'à l'heure de leur arrivée, soucieux de rendre ultérieurement à chacun l'équivalent de sa contribution. Parvenu à un certain âge le cultivateur délègue son grand fils dans la mesure du possible et ne se déplace sur les terres d'autrui que dans les occasions importantes ; inversement tous ses obligés — débiteurs, « *égoma* » ou d'anciens « *égoma* », fiancés de ses filles — viendront grossir le nombre des travailleurs le jour où ce sera son tour de convoquer.

b) *Ekpade*, équipe restreinte. Son fonctionnement est plus strict. Quatre ou cinq jeunes gens de même âge travaillent ensemble successivement chez chacun d'eux par roulement régulier. Garçons et jeunes adultes (11 ans jusqu'au mariage) apportent dans ce cadre la quasi totalité de leur contribution sur les champs de leur famille. Au début des pluies se constituent les équipes pour la nouvelle campagne ; elles représenteront pendant la période d'activité agricole la structure ordinaire de travail des célibataires. Ceux-ci ne cultiveront isolément qu'un jour par semaine (dimanche ou marché) mais il suffira qu'un seul membre fasse accidentellement défaut pour que le rendez-vous quotidien soit annulé.

Les femmes aussi se rassemblent occasionnellement pour travailler ; avec moins d'assiduité cependant que les hommes. Au moment des semis et surtout des récoltes chacune fait signe à quelques amies et parentes du voisinage. Mais leur association s'organise d'après le type de *hada* dans le seul cas du damage du sol de l'habitation — tâche nécessairement rapide donc exigeant un effort collectif.

Les autochtones du Centre-Togo connaissant des formes d'organisation proches de *hada* et d'*ekpadè* mais, nous l'avons observé dans les zones de peuplement mixte, ils y recourent plus rarement que leurs voisins : par leur propension au travail collectif les immigrés se distinguent encore de leur entourage. Pourtant cette collaboration présente certains aspects négatifs, comme les contretemps que représentent pour le respect du calendrier agricole de l'exploitation familiale les nombreuses séances sur d'autres champs du village — ce qui explique que seuls les célibataires, encore dépourvus d'un domaine personnel, puissent adhérer à *ekpadè* — ou comme la qualité défectueuse des résultats par suite de la précipitation manifestée par les participants, pressés d'en finir — au point que le paysan qui reçoit *hada* doit souvent se consacrer exclusivement à la surveillance des travailleurs. Mais ces inconvénients sont peu déterminants face aux avantages exposés ci-dessus. Au reste l'habitude du travail communautaire, sans doute acquise jadis par nécessité s'est maintenue d'autant plus solidement qu'elle traduit de façon concrète l'affinité des Kabyè-Losso pour la vie de groupe, c'est donc la confirmation d'un trait plusieurs fois signalé au long de cette étude.

(1) En voici quelques exemples connus : le paiement de la dot est assuré par les livraisons réglementaires de vivres mais aussi pour une part indéterminée par la contribution personnelle du jeune fiancé aux travaux champêtres de sa future belle-famille. Dans le passé lorsqu'une famille connaissait la disette, le père venait supplier tel voisin plus aisé, susceptible d'assurer la subsistance des siens jusqu'à la prochaine récolte ; en contrepartie le solliciteur lui offrait ses bras à volonté. Au cours des années trente, pour échapper à l'émigration certains paysans venaient trouver leur chef de canton, lui promettant de travailler sur son exploitation s'il ne les choisissait pas comme partants (« ainsi ils devenaient ses enfants »).

(2) « *Hada* », en langue kabyè ; « *kpabié* » en Naoudé. *Hada* signifie simplement travail. Le groupe que nous décrivons délimite et dans une certaine mesure définit le quartier : au Nord comme dans les gros villages de colonisation de la zone septentrionale on nomme aussi « *hada* » l'ensemble formé par les maisons dont les habitants se réunissent pour travailler. Bien entendu le schéma de localisation de ces *hada* du pays d'immigration se calque sur celui de la répartition ethnique ; à Déréboua il s'en trouve quatre : deux pour les originaires de Kouméa — « *Karé* » (Kagninao et Pouda) et « *Kpadayo* » (le reste), deux pour les originaires de Tchitchao — « *Kpéleng* » (Fatou) et « *Tchitchao* » (le reste).

(3) Sur ce point les règlements sont différents : Les Kabyè boivent seulement après le travail, beaucoup de Losso transportent un premier pot de bière sur le champ et servent un dîner à la maison ; parfois la journée se termine avec des danses.

(4) Chef de quartier, aux fonctions de collecteur adjoint des impôts et d'assesseur en justice.



L'engagement d'ouvriers temporaires représente une part non négligeable quoique très variable et épisodique du travail fourni sur l'exploitation de l'immigré. Les jeunes gens quittent généralement le pays d'origine au mois de décembre, au moment du déclin de l'activité agricole, pour se rendre dans les régions du pays situées au Sud ou au Ghana. Partout une forte demande de main-d'œuvre se manifeste, plus pressante cependant de la part des autochtones (1). Mais les différentes régions de colonisation attirent très inégalement les travailleurs temporaires ; ceux-ci fréquentent surtout la zone méridionale et les pays de plantations (café-cacao) en fonction des deux mobiles de l'émigration provisoire : d'une part le dépaysement qui excite la curiosité des jeunes et leur confrère du prestige auprès des camarades de classe d'âge, d'autre part un appoint de numéraire pour aider leur famille et témoigner à bon escient de l'attachement à leur fiancée, toujours sensible aux cadeaux. Pour bien remplir cette double condition il faut dépasser Blitta et pénétrer franchement dans les régions de peuplement mixte ; on sait en effet qu'à bien des égards la zone septentrionale ne représente qu'un prolongement assez fidèle du pays d'origine et que le paiement en nature est le mode de rétribution pratiqué d'ordinaire par les propriétaires du secteur de Sotouboua — tandis qu'au sud le manœuvre reçoit plus souvent de l'argent.

Du point de vue de l'émigré, on doit distinguer entre *travailleur saisonnier* et temporaire. Le premier ne prévoit pas de s'absenter du pays pour une durée supérieure à trois mois, au début de l'année, c'est-à-dire à la période de faible activité en saison sèche. Il se hâte, pour rassembler le plus d'argent possible pendant ce court laps de temps. Sur une place de marché il se présente et trouve sans difficulté un employeur. On lui confie une tâche de débroussaie ou de buttage. Travaillant sans relâche (10 h et plus par jour, dimanche compris) il s'en acquitte en une ou deux semaines puis se met en quête d'une autre embauche.

Parmi les seconds, les *manœuvres temporaires*, on reconnaît deux types particuliers. Les uns commentent leur périple à n'importe quel moment de l'année et, de place en place, le poursuivent pendant plusieurs mois sans se soucier du rythme des saisons au pays d'origine ; pendant les pluies ils trouvent toujours aussi facilement de l'ouvrage (binage-sarclage dans les pays de colonisation, cueillette du café ou du cacao dans la région des Plateaux). Les autres se présentent avant les pluies chez un patron — un immigré originaire du même têtô de préférence ou un autochtone — pour l'aider pendant toute la campagne. Dans les deux cas, le jeune homme manifeste qu'il se désolidarise de sa famille demeurée sur l'exploitation et accomplit ainsi une expérience préliminaire avant de se résoudre à l'émigration définitive. Mais rappelons ici que des manœuvres de toutes catégories se recrutent également parmi les fils de cultivateurs déjà installés dans les zones de colonisation (cf. 163).

Les paysans du Centre-Togo n'hésitent pas à payer cher l'aide ainsi fournie. Parmi les différentes bases de calcul de salaire l'employeur propose le plus souvent du travail « à la tâche ». Ainsi on évalue en « cordes » (30 x 30 m à 50 x 50 m) la superficie à défricher ; ou s'il s'agit de préparer un champ d'ignames on compte les buttes édifiées (2). Le manœuvre peut alors escompter un gain journalier de 200 F, comparable à un salaire en milieu urbain (3). Toutefois pour les contrats de longue durée le patron reprend l'avantage car le profit n'est plus la seule motivation de l'embauché — ce dernier attend souvent son intégration dans le village ; la rétribution annuelle ne dépasse pas alors 10 000 F chez un immigré (4), 12 000 F chez un autochtone. Quant à la durée moyenne d'emploi d'ouvriers agricoles par exploitation, il est malaisé de la fixer, parce que les immigrés hésitent à avouer cet appoint révélateur d'une amélioration du revenu et que le souvenir exact du compte des journées de travail est peu durable d'une année sur l'autre. Il apparaît cependant que le plus grand nombre des immigrés recourent lors de la saison sèche aux services de travailleurs extérieurs, et que la portée de cette collaboration varie notablement du nord au sud du pays de colonisation : 10 à 15 journées dans la zone septentrionale, 20 à 30 dans la zone méridionale, peuvent passer pour des ordres de grandeur habituels.

Cette question de l'aide reçue de son entourage par le père de famille revêt une importance essentielle car pratiquement cet appoint définit la dimension économique de l'exploitation. En effet la disposition de terre

(1) On peut le percevoir à une sensible différence des rémunérations consenties. Un premier élément d'explication se présente : déjà au cours de la période précoloniale ces autochtones étaient accoutumés à recourir à la main d'œuvre agricole extérieure, les esclaves d'origine paléonigritique principalement. Signalons à ce sujet que des Kotokoli de la Circonscription de Bafilo s'adonnent également au travail temporaire mais évitent dans la mesure du possible de se louer aux Kabyè-losso du Centre-Togo.

(2) 1 à 2,5 F la butte, de hauteur variable selon l'espèce d'igname cultivée.

(3) Par contre, dans le cas d'un paiement forfaitaire, par journée de travail le salaire ne dépasse jamais 75 F (par exemple, pour la formation de billons ou le sarclage) car ce système de rémunération n'incite pas à l'effort à moins d'une surveillance de la part du patron.

(4) Plus exactement 8 000 F auxquels s'ajoutent des gratifications diverses (vêtements, pagne, chaussures ou remboursement du voyage, de l'impôt...).

libre, en propriété ou en usufruit, est si large qu'aucune limitation de la surface cultivée ne pourrait intervenir de par la densité d'occupation ou les conditions foncières. L'étendue des champs d'un immigré dépend essentiellement du nombre de personnes susceptibles de s'y consacrer. Dans les nouveaux villages telle se reconstruit la source de la richesse : les paysans les plus aisés sont ceux qui possèdent de nombreux enfants et engagent beaucoup de manœuvres. Les garçons conduisent régulièrement ekpadè et hada sur les terres familiales — encore faut-il veiller à garder ceux-ci sous l'autorité paternelle. Devant la situation créée par les aspirations de ses fils arrivant à l'âge adulte, l'attitude traditionnelle réticente du père ne traduit pas seulement un ombrageux souci de sauvegarder son hégémonie patriarcale (cf. p. 142 et 146) elle est simultanément dictée par l'intérêt.

Après l'homme adulte dont la contribution est évidemment primordiale, le garçon s'avère en effet le plus assidu sur l'exploitation familiale et, autant que nous ayons pu l'observer, même dans le cas où la fréquentation scolaire entraîne une baisse notable de son activité aux champs (1). Chez les Kabyè, la femme est occupée avant tout par les tâches domestiques, son rôle dans la culture reste secondaire ainsi que pour la fillette. Par contre en levant l'interdit féminin du travail de la terre la coutume losso crée de meilleures conditions pour la production agricole. En théorie l'apport réel des voisins par le travail collectif serait nul puisque il ne devrait représenter qu'une restitution de l'aide fournie à l'extérieur par les membres de la famille : toutefois il faut tenir compte des services en travail « non remboursable » rendus par les obligés qui viennent se joindre à hada.

Tentons de reprendre ici la comparaison entre les Kabyè-Losso du Nord et du Centre-Togo (cf., en annexe Tableaux XX et XXI). La part relative de travail fournie par les hommes adultes dans l'exploitation reste inchangée (2/3 environ du temps total consacré aux champs familiaux) et l'on n'observe pas non plus une variation sensible dans le rythme de travail des autres membres de la famille considérés globalement. Une augmentation de la part fournie individuellement par les femmes et les enfants serait à remarquer, compte tenu de leur nombre généralement plus restreint dans le groupe familial, si en réalité pour l'essentiel cet écart ne tenait à la différence de la durée du trajet de la maison au champ. Dans les familles kabyè les écoliers se montrent, semble-t-il plus actifs et les femmes s'adonnent plus volontiers au travail communautaire. D'une façon générale il apparaît que l'installation sur les terres neuves contribue à réactiver dans une certaine mesure l'usage de l'entraide en travail (2).

C'est dans la distribution mensuelle du travail qu'une différence assez sensible se discerne entre le pays d'origine et le pays d'immigration : le nombre d'heures de travail fourni par exploitation dans le mois de plus forte activité agricole représente au Centre-Togo 155 % du nombre d'heures mensuel moyen (3) et 195 % au Nord. Avec la remontée en latitude la « pointe » des travaux d'été s'accuse davantage, conséquence normale d'un « creux » plus marqué en saison sèche. Contrainte spécifique au milieu d'origine que cette plus grande irrégularité dans le rythme annuel du travail agricole ? On ne constate rien de semblable au niveau des individus. Le même rapport posé pour le travail de l'homme adulte, se révèle tout à fait comparable pour les paysans immigrés au Centre et au Nord-Togo (respectivement 161 et 152 %) ; le supplément de travail enregistré au pays d'origine pendant les mois pluvieux est seulement fourni par une mise à l'ouvrage momentanément plus résolue et simultanée des autres membres de la famille au rôle saisonnier sinon occasionnel.

Il se dégage clairement que les immigrés kabyè-losso, libres de leur action, se sont spontanément fixés une contribution de travail semblable à celle qu'exigeait leur milieu traditionnel. Le niveau d'effort fourni au pays d'origine n'a donc pu en aucun cas créer une incitation au départ. En fait ce n'est pas le rythme mais le rendement du travail qui est ici perçu comme le facteur de progrès.

### *Le passage à une agriculture extensive : éléments quantitatifs d'analyse*

#### LA RÉDUCTION DE LA DÉPENSE EN TRAVAIL/HA

Deux critères admis pour caractériser un système agricole intensif — l'utilisation complète du terrain cultivable et la mise en œuvre importante de moyens de production se trouvent remplis dans l'agriculture traditionnelle du pays d'origine.

Par rapport à ce modèle de référence le type de mise en valeur du sol pratiquée dans le Centre-Togo se présenterait comme une variante extensive. La vaste part laissée à la jachère l'indique en effet. Toutefois

(1) Il met alors à profit la première heure du matin et les jours de congé pour cultiver ; lors des grandes vacances il prend place dans une équipe d'« ekpada ».

(2) Ce renforcement traduit sans doute l'existence d'obligations informelles « d'égoma » (ou anciens « égoma ») à « patrons ».

(3) Cf. pour mémoire le rapport H. max./H. moy. du tableau XV en annexe H moy. est ici calculé sur 12 mois pour le Centre-Togo mais sur onze mois d'activité pour le pays d'origine.

pour nous garder des affirmations hâtives — les rendements ne sont-ils pas équivalents ? — confirmons la tendance à l'aide des données précisant le travail fourni rapporté à la superficie puisque tel est le facteur de production essentiel dans cette agriculture encore très manuelle.

De nos précédentes observations on pourrait conclure immédiatement que, du Nord au Centre-Togo, pour une contribution en travail à peu près inchangée la superficie mise en valeur a presque triplé et qu'ainsi l'effort de culture des paysans Kabyè-Losso est trois fois moindre sur les terres neuves. Imposons-nous cependant de progresser avec plus de précision en modifiant sur deux points les valeurs utilisées. En premier lieu le temps de travail doit être pris en compte à un niveau plus global : à l'échelle annuelle et collective. En second lieu pour représenter une certaine réalité le rapport « travail agricole familial/surface cultivée de l'exploitation familiale » doit mettre en relation deux données obtenues dans les mêmes familles.

Les valeurs de T/ha (1) ainsi obtenues paraissent dès l'abord peu homogènes dans chacun des deux ensembles comparés. Le contraste semble s'estomper entre le Nord et le Centre (cf. en annexe Tableau XXII), il convient donc d'interpréter d'abord les variations observées dans l'un et l'autre cas, de façon à tenter de dégager ensuite des ordres de grandeur significatifs.

Au pays d'origine 1 T/ha = 1 100 à 3 500 heures. L'écart provient de la diminution plus ou moins importante de l'intensité du travail agricole. C'est la manifestation du phénomène général de mutation décrit précédemment (cf. 2<sup>e</sup> partie p. 84) : le relâchement progressif d'un comportement traditionnel rigoureux fondé sur des valeurs autochtones en voie de dépréciation, relâchement qui affecte inégalement les individus. La dégradation de l'ancien équilibre, accélérée par la fréquentation des étrangers, se traduirait en particulier par un délaissement des pratiques de culture intensive. Notre connaissance personnelle des familles enquêtées nous permet de discerner là un facteur d'explication des variations observées au pays d'origine (cf. en annexe Tableau XXII) :

Les valeurs inférieures du rapport T/ha correspondent à des familles en contact particulièrement rapproché avec de nouveaux aspects de civilisation (2) alors que les plus élevées concernent des familles encore placées autant que possible dans le contexte ethnologique ancien (3).

Le premier type de résultats peut éclairer sur le sens de l'impact produit sur ces paysans par la mise en présence de modèles « modernes ». Mais le second type doit assurément être tenu pour le plus représentatif dans un milieu encore assez peu pénétré en 1966-67 par des influences provenant directement de l'extérieur. Nous retenons donc pour T/ha une valeur reflétant ce dernier état de choses, de l'ordre de 3000 heures, comme le plus proche de la réalité au pays d'origine notamment pour la période où la majorité des immigrants aujourd'hui établis ont quitté leur pays natal et ont organisé leur nouvelle exploitation au Centre-Togo.

Au Centre-Togo le niveau général reste bien inférieur. La raison principale réside dans les avantages propres à la terre « neuve » : une meilleure reconstitution de la fertilité due aux longs délais de régénération et une moindre prolifération des herbes adventices pendant le temps de culture (cf. p. 85 et 156).

Mais avec l'abaissement en latitude un très net effet de transition se manifeste : T/ha passe dégressivement de 2000 à 700 heures. On y reconnaît du nord au sud du pays de colonisation l'adoption graduelle de façons plus cursives. Aucun facteur naturel ne commande cette mutation. Par contre le parallèle s'impose avec d'autres évolutions observées tout au long du grand axe vers le Sud : l'éloignement croissant du pays d'origine accélère l'abandon des traits de mœurs traditionnels (4) au profit de ceux des populations voisines. D'ailleurs beaucoup d'immigrés n'ont-ils pas avant leur installation travaillé les champs des autochtones ?

Après déduction du temps consacré aux déplacements (1/8<sup>e</sup> environ) le nombre annuel moyen d'heures d'activité agricole sur un hectare cultivé est de 1100 pour les treize familles immigrées de l'enquête.

#### LE RENDEMENT DU TRAVAIL S'ACCROÎT D'AUTANT

D'un point de vue quantitatif l'orientation extensive de l'agriculture pratiquée en pays de colonisation se traduit ainsi : l'investissement en travail par unité de surface n'y représente qu'un tiers approximativement de celui que fournit le paysan kabyè-losso demeuré sur sa terre natale. De la part de l'immigré il s'agit assurément d'un ajustement réaliste de son effort de production aux conditions nouvelles plus favorables. Cette

(1) Travail annuel toutes catégories de travailleurs/hectare de l'exploitation familiale.

(2) N° de sondage 2 : la maison jouxte les bâtiments de la mission catholique de Niamtougou. N° 5 : ancien combattant redevenu cultivateur. N° 6 : famille chrétienne exceptionnellement pratiquante et dont 4/5 garçons sont scolarisés. N° 7-8 : ménages de deux frères habitant sur le « zongo » de Pagouda, les épouses ont abandonné toute activité agricole pour se consacrer à leur commerce.

(3) Il est significatif que dans les 3 cas (n° 1-3-4) aucun des enfants du chef de famille n'a été scolarisé ; l'écolier annotateur est, soit un neveu résidant, soit un voisin.

(4) Dans les domaines du peuplement, de l'habitat du choix des cultures etc.

adaptation tourne donc sans conteste à son profit. P. GOUROU l'a déjà noté : dans les pays tropicaux, la colonisation agricole qui s'accompagne d'un retour au système extensif se traduit en général par une valorisation très nette du travail fourni (cf. Tableau 26) et au total par une augmentation de revenu global.

TABLEAU 26  
« Rendement » comparé du travail chez les Kabyè-Losso enquêtés au Nord et au Centre-Togo

Régions	Revenu brut /ha *	T/ha	Revenu approx. d'1 h. de trav.
Pays d'origine - système intensif	39 400 F CFA	3000 h.	13 F CFA
Pays de colonisa- tion agricole - système extensif	39 500 F CFA	1100 h.	36 F CFA

\* (cf. p.123)  
1 FF = 50 F CFA

#### CE QUI A ÉTÉ MODIFIÉ DANS LES OPÉRATIONS CULTURALES

Si par un effort équivalent à celui du cultivateur du Nord l'immigré parvient à mettre en valeur des superficies bien supérieures, c'est qu'il ne travaille plus le sol de la même manière.

Une modification de cette nature, concernant la relation physique de l'homme à la terre, ne saurait être appréhendée de façon satisfaisante sans moyen d'évaluation quantitatif ; car ce ne sont pas vraiment les façons culturales elles-mêmes qui ont changé mais la part relative de chaque type d'opération dans l'activité agricole globale.

A cet égard le rapprochement de bilans de l'ouvrage annuel sur l'exploitation, présentant une ventilation des tâches selon leur destination pratique semble propre à confronter objectivement les observations faites sur le terrain.

Une première conclusion découle du calcul du temps consacré à chaque grande phase de culture : les différentes sortes d'opérations sont toutes accomplies au Centre-Togo à un rythme plus rapide qu'au Nord. Choisissons pour le montrer un point de sondage moyen par zone :

On conçoit que la cadence du travail à la houe puisse être accélérée à condition évidemment d'y mettre moins de soin. Ainsi les billons du pays d'immigration sont-ils plus irréguliers, les buttes moins géométriques dans leur forme et leur alignement, parsemées de touffes d'herbes mal retournées : au pays d'origine un champ préparé de cette manière serait un objet de confusion pour son propriétaire. Plus hâtifs, les sarclages diminuent de fréquence (p.68). Mais aussi sont abrégés semis et récoltes, opérations qu'on aurait pu croire moins susceptibles de « compression ». L'activité agricole a changé de signification, ce n'est plus une œuvre consciencieuse dont on tire fierté mais une course au gain. D'ailleurs le concept de champ diffère aussi : le paysan va-t-il traiter avec les mêmes égards le pan de brousse anonyme qu'il vient de défricher et sa part de terre patrimoniale travaillée, aménagée par ses ancêtres vénérés ? Celle-ci se situe dans la zone des habitations ou à proximité ; l'homme, entouré de ses voisins, côtoyé par les passants, y vaque à sa culture tout à son aise avec patience et application. Dans la région de colonisation par contre, pour se rendre à son champ l'immigré doit sortir largement du cercle du village ; éloigné de ses compagnons et peu enclin à prolonger son isolement (1), il s'acquitte promptement de son ouvrage.

Le calcul effectué en pourcentage permet de ventiler plus précisément l'emploi du temps agricole. Désireux de cultiver à moindres frais les Kabyè-Losso du Centre-Togo ne restreignent pas uniformément le temps de travail consacré à chacune des opérations culturales. Une distinction s'opère selon le degré de nécessité. Des actes consistant à faire la place aux plantes cultivées en éliminant la couverture végétale naturelle, à mettre en terre les semences, à ramasser les produits, sont évidemment considérés comme fondamentaux ;

(1) Dans le temps total consacré à l'agriculture par l'homme adulte le travail communautaire représente un tiers environ (cf. en annexe tableau XX).

ceux qui produisent effet plus indirectement, comme le façonnement de la terre arable (1) ou la lutte contre la repousse herbacée, sans être tenus pour superflus, passent au second plan. Par exemple au sud de Nyamassilé on néglige de former les billons pour la troisième année de culture ; le labour se borne à reformer rapidement les « galettes » de l'année précédente.

TABLEAU 27  
Nombre d'heures consacrées à chacune des grandes phases de culture, par hectare et par an

Point de sondage	N° de sondage	Préparation du sol (sauf défrich. *)	Semis ou plantations	Sarclages binages	Récoltes
Pays d'origine : (Koumésa)	3-4-5	524	313	862	480
Zone septentrionale et intermédiaire (Blitta-Losso)	15-16	254	102	371	279
Zone méridionale (Hodé)	20-21	120	96	259	295

\* afin de ne comparer que les tâches communes au Nord et au Centre-Togo.

Il ne semble pas que la multiplication des points de sondage eût modifié le sens général de nos conclusions. Ainsi à plusieurs niveaux d'analyse se trouve confirmée l'évolution extensive de l'agriculture kabyè-losso au Centre-Togo, notion essentiellement mesurable.

TABLEAU 28  
Répartition des temps consacrés à chacune des grandes catégories de travaux en pourcentage par rapport à la somme de travail annuel

Zone	Référence des diagrammes annuels	Défrich.	Semis plant.	Récoltes	Autres prépa.	Sarcla Binage
Pays d'ori.	A, B, C	2 +	10 +	22 = 34 %	24 + 42 = 66 %	
Zone glis.	D	10 +	10 +	21 = 41 %	21 + 38 = 59 %	
Zone sep.	E, F, G	5 +	11 +	25 = 41 %	23 + 36 = 59 %	
Zone méri.	I, J, K	7 +	11 +	37 = 55 %	17 + 28 = 45 %	

(1) L'aménagement du sol au pays d'origine ne saurait faire l'objet d'aucune rubrique particulière. La construction des terrasses et des différents ouvrages d'épièrrement est complètement arrêtée. Quant à la restauration elle s'effectue en même temps que le sarclage mais n'exige qu'une contribution insignifiante : « Les pierres ont été disposées par nos ancêtres et restent ainsi. Si un caillou se détache on le replace lorsqu'on passe la houe ».

## HYPOTHÈSES PRÉLIMINAIRES À UNE ENQUÊTE BUDGÉTAIRE

### *Une commercialisation active des produits agricoles*

Aucun problème de nature économique ne fait apparemment obstacle à l'écoulement des surplus de production.

De la part du vendeur l'offre est insistante. Si, du fait de leur installation ancienne, antérieure à la construction des axes de circulation, certains autochtones demeurent à l'écart des zones de contact économique et pâtissent de leur isolement (1), tel n'est pas le cas des immigrés installés plus récemment. Certes l'Administration créa systématiquement ses villages de colonisation sur les voies de passage mais dans leur mouvement spontané les nouveaux venus ont également pris garde de ne jamais s'éloigner des routes. Certains traits spécifiques de comportement contribuent à expliquer cette attitude — une évidente appréhension pour les espaces « sauvages » ainsi qu'un refus de couper les relations avec le pays d'origine — cependant les exigences commerciales viennent s'y adjoindre pour canaliser les Kabyè-Losso le long de la grande artère méridienne centrale. L'adoption immédiate de cultures exclusivement destinées à la vente (coton et riz à grains longs), le degré de fréquentation et l'activité des marchés des zones de colonisation dénoteraient suffisamment chez les immigrés le désir de tirer argent de leur production agricole, s'il en fallait chercher d'autres symptômes que l'abondance des excédents.

Lorsque la famille réside hors d'un village-marché, se pose la question du transport. L'épouse emporte parfois à plus de 10 km de distance une charge d'une vingtaine de kg ; si le mari possède une bicyclette il peut y fixer un demi sac de marchandise : longues navettes entre le grenier et le zongo commencées parfois la veille du jour fixé. C'est la femme qui se charge de vendre sur le marché ; elle s'assied devant sa large cuvette et débite les denrées au bol ou en petits tas. Cette offre au détail si elle procure un taux de bénéfice élevé ne suffit pas à assurer l'écoulement de toute la production, mais les structures d'achat viennent alors pallier les insuffisances de l'organisation de la vente.

En effet une forte demande de denrées alimentaires se manifeste simultanément. Les villes du Sud réclament d'importants contingents de victuailles que les régions méridionales ne peuvent seules fournir ; la côte procure le poisson et le plateau de « terre de barre » du maïs, du gali (2) et de l'huile : non seulement ce choix est incomplet mais encore les quantités s'avèrent insuffisantes compte tenu des fortes densités rurales dans les zones productrices.

Le Centre-Togo, bien que plus éloigné, mais bien situé sur la ligne maîtresse des échanges togolais, dispose au contraire d'abondantes ressources exportables ; ainsi se trouve éminemment valorisée sa vocation vivrière. Maïs, igname, riz, haricot sont fournis à volonté. Par son rôle d'approvisionnement des populations urbaines la colonisation agricole kabyè-losso prend une dimension nationale. Une part des surplus est même acheminée vers les pays voisins, Dahomey et surtout Ghana (par Badou ou Lomé).

Des acheteuses établies dans les villes secondaires louent des camions (3) à la journée — plusieurs femmes par véhicules — et se rendent dans les marchés hebdomadaires des environs pour traiter directement avec les paysannes. Leurs sacs remplis elles retournent à la ville revendre leurs marchandises à des commerçantes de la capitale. A ce niveau Sokodé occupe la fonction de relais pour le Nord-Togo mais Atakpamé, mieux placé et achalandé, tient un rôle beaucoup plus important de centre collecteur régional (4) et évacuateur — en liaison par la route et le rail avec la côte. De leur côté les acheteuses de Lomé utilisent le chemin de fer pour se ravitailler sans intermédiaires sur les marchés-gares de Notsé à Blitta.

Les procédés de prospection et d'achat expriment l'importance de la demande. Les femmes peuvent se contenter de s'arrêter sur la place du marché pour y ramasser les denrées apportées mais elles préfèrent souvent diriger le camion affrété jusqu'à un hameau voisin et le remplir sur place. Pour la collecte des ignames en particulier, si les conditions le permettent, le véhicule s'achemine même jusqu'au champ où les tubercules ont été rassemblées en grand tas. Dans ces deux derniers cas c'est donc l'acquéreur qui va à la rencontre du producteur ; le contact est pris quelques jours auparavant, cette fois avec le paysan lui-même, de façon qu'il présente ses produits dans les conditions requises (égrenage des céréales, déterrage des ignames). Il

(1) Villages refuges de l'Est-Mono septentrional, Yorouba de la région du bas Ogou (Dadja-Igboloudja) et de la Nongpoué (Glito) Adélé, Kotokoli du Mo-Fazao.

(2) Semoule obtenue par rapage et cuisson à sec de la pulpe de manioc.

(3) L'exploitation de ces véhicules représente l'investissement-type pour les planteurs de café ou de cacao de Badou, Palimé et Atakpamé.

(4) Le circuit des marchés fréquentés par les acheteuses est le suivant : lundi à Bouko, mardi au Gleï, mercredi à Akparé, jeudi à Anié, vendredi à Kpakpo. Samedi et dimanche, les affaires se traitent à Atakpamé. De Sokodé à Blitta les marchés se tiennent au rythme de la semaine de six jours que pratiquent Kabyè, Losso, Bassari et Kotokoli.

suffit que l'itinéraire soit carrossable ; or au prix de quelques risques pour le transporteur (1), la pénétration de la brousse défrichée s'avère presque toujours possible selon certains axes en saison sèche à partir de janvier.

### *La maladresse des immigrés dans le maniement de l'argent*

#### UN APPARENT DÉSINTÉRESSEMENT POUR LEUR RÔLE DE CONSOMMATEURS

Jusqu'à ce point de notre progression dans la connaissance de la colonisation kabyè-losso nous avons reconnu des bases économiques extrêmement favorables grâce auxquelles se produit un relèvement très sensible du revenu par rapport au pays d'origine. Cependant dans l'environnement domestique des intéressés n'apparaissent guère les signes habituels d'une amélioration du niveau de vie. En particulier la rareté des marchandises du commerce d'importation, ailleurs symptômes habituels d'un mieux être matériel, est telle chez les Kabyè-Losso immigrés que le seul examen de leur cadre de vie et d'habitat amènerait l'observateur à douter des progrès économiques créés par la colonisation agricole. On pourrait objecter que nombre de ces biens n'éveillent qu'un faible intérêt auprès du paysan encore proche de son genre de vie traditionnel — ainsi les postes de radio à transistors, propagateurs de propos en langues étrangères et de musique insolite — et que certains produits se trouvent à meilleur marché à l'étal des fabricantes locales — le savon par exemple. En revanche maints produits de boutique s'avèrent d'une indéniable utilité et irremplaçables : la bicyclette, les tôles pour toiture, les couvertures... d'autant plus que les vocations artisanales résistent rarement à l'émigration et que la fabrication des objets traditionnels subit dans les nouvelles zones d'implantation un très net déclin (2). Une enquête précise serait révélatrice pour comparer par exemple la fréquence d'emploi d'un certain nombre d'objets ou denrées-types chez les Kabyè-Losso du Nord et du Centre-Togo ou pour établir un parallèle d'après l'état des dépenses annuelles entre quelques familles choisies dans les deux ensembles de peuplement : mais ce genre d'investigation paraît ici particulièrement ardu. A titre provisoire nous enregistrons donc les données de l'observation quotidienne : d'évidence l'aspect extérieur des villages reflète la même pauvreté — dans la construction des maisons le ciment, la tôle (3) restent exceptionnels — et la mise des individus le même dénuement. La part de nourriture demandée à l'extérieur est infime. Le fait étonne d'autant plus que le contraste avec les autochtones est plus frappant : ceux-ci logent fréquemment dans des maisons au toit « tôle », aux murs décorés de moulures et peints, se drapent dans de larges pagnes multicolores, achètent régulièrement le poisson séché aux revendeuses. Par rapport à sa famille restée au Nord la seule amélioration visible chez l'immigré consiste en l'acquisition d'une bicyclette pour gagner le marché ou les champs éloignés.

TABLEAU 29  
Proportion des propriétaires de bicyclette

		I	II		III	
		Nbre de pr. de bicycl.	Nbre chefs de familles enquêtées	I/II %	II + nbre d'hommes de 25 ans et plus	I/III % *
Zone sept.	Déréboua (qu. Karè)	25	43	58 %	61	41 %
	Est Mono (layon km 17)	31	55	56 %	60	51 %
Zone mérid.	Hameaux de Gbèbè	52	87	60 %	106	49 %

\* La proportion au Nord est beaucoup plus faible mais cela tient en partie au relief qui fait souvent obstacle à l'usage de la bicyclette

(1) On utilise des camions légers, chargeant de 2,5 à 5 T, capables de franchir sans l'aide d'un pont le lit sableux des petits marigots alors à sec.

(2) A Kanyamboua (secteur de Sotouboua) et auprès de Tcharèbaou, les originaires du canton de Tcharè continuent leur activité de forgerons et de potiers pour la vente aux paysans kabyè des environs ; les femmes losso immigrées autour de Langabou (zone intermédiaire) façonnent toujours leurs grandes jarres oblongues. Cependant d'une façon générale une évidente désaffectation pour les produits caractéristiques du pays d'origine se manifeste, surtout dans la zone méridionale (parallèlement à l'abandon progressif des formes coutumières d'habitat).

(3) Le compte des toits recouvert de tôle n'est pas long par exemple : 2 à Déréboua (pour 910 habitants), 0 dans les hameaux de Gbègè pour 918 habitants ; Kazaboua fait figure d'anomalie : 20 pour 1400 habitants en 1968.

## UN COMPORTEMENT DE TYPE TRADITIONNEL ET PAYSAN

Cette parcimonie apparente, spécifique aux Kabyè-Losso est assez inattendue dans leur nouveau contexte économique. Souvenons-nous toutefois qu'au cours de leur histoire et jusqu'au début de l'émigration leur civilisation paléonigritique favorisait le maintien d'un milieu humain compact, très peu accessible aux apports extérieurs. Si l'on excepte le cas du minerai de fer et de quelques objets de parure, le pays se suffisait tant pour la production des denrées alimentaires que pour la fabrication des instruments usuels. Si quelque produit non absolument essentiel s'avérait insuffisant, on se résignait apparemment à la déficience — pour le vêtement par exemple ou pour le sel, (malgré le succédané obtenu par incinération de végétaux). Dans leur pays d'origine, traditionnellement clos, les Kabyè et les Losso se sont donc accoutumés à de rudes conditions d'existence. Plus que d'autres populations tôt en relation avec les courants d'échanges interafricains, ils sont aujourd'hui enclins à considérer comme superflus les biens de consommation proposés par le grand commerce. C'est ainsi qu'au vin et à la bière de fabrication européenne on préfère « soloum », la boisson de sorgho fermentée, filtrée ou non. Inutile d'acheter le poisson du sud, pourtant fort goûté des autochtones — le petit élevage, de toutes façons nécessaire pour les sacrifices, fournit la famille en viande (poulets, pintades, chèvres). Ni le sucre, ni le lait, ni aucun aliment de conserve n'ont trouvé place dans le menu. Les fumeurs, hommes et femmes, utilisent le tabac local cultivé dans les champs de village.

Cette espèce d'indifférence à l'offre de marchandises étrangères est accentuée du fait de l'âge des acheteurs. C'est le père qui garde l'argent des récoltes et décide des acquisitions. De son côté l'épouse dispose des sommes provenant de son commerce personnel et gère un budget d'importance très variable selon ses capacités mais beaucoup plus réduit que celui de son mari. L'un et l'autre veillent à ne pas dépenser inutilement leurs réserves, se bornent aux achats indispensables et le moins onéreux possible : l'homme renouvelle les outils et les vêtements — pour lui et ses garçons — (1) ; la femme se procure de la vaisselle émaillée, des pagnes — pour elle et ses filles — (2) et se ravitaille en condiments (sel, « moutarde » de néré) ou en ingrédients ménagers (pétrole, savon local). Les jeunes gens de la nouvelle génération, célibataires de quinze à vingt cinq ans, seraient éventuellement tentés par les dépenses de prestige (3), pour l'illusoire promotion qu'ils pourraient en attendre ; or, nourris et habillés par leur père, ils n'ont accès aux fonds provenant de l'exploitation familiale que dans la mesure où ils justifient du bien-fondé et de la modicité de l'achat envisagé et ne disposent en propre que des faibles sommes retirées de la récolte de leurs ignames. En somme ce sont les consommateurs les plus réticents, essentiellement les chefs de famille, qui ont surtout voix au chapitre à propos des dépenses.

En pays de colonisation agricole, les Kabyè-Losso adoptent un comportement typiquement paysan, pour ce qui touche la fortune. Chacun s'efforce de masquer autant que possible l'importance de ses revenus et de conserver l'apparence d'un pauvre hère. L'homme ne fait jamais état de ses bénéfices — surtout pas devant l'enquêteur — se plaint ostensiblement de son dénuement et saisi toutes les occasions de simuler la plus extrême pauvreté, recevant par exemple le plus minime présent avec des démonstrations de reconnaissance exagérées. De même il veille à se vêtir sans recherche, même les jours de marché et de fête ; il rapporte du Nord une tunique courte en grosse cotonnade et choisit ses habits dans les ballots du marchand de fripes d'importation ; pour le travail il porte des haillons (4). Quant à sa maison elle restera en terre et en paille. Cette austérité ne coûte nullement au Kabyè-Losso, habitué à vivre dans l'inconfort. Celui-ci trouve même dans les préceptes conformistes du système des valeurs traditionnelles une justification de cette attitude ascétique. « Pour les ancêtres, avant tout paysans et guerriers, le courage au combat et l'ardeur au travail représentaient les vertus cardinales ; que leur importait l'inconfort d'une vie proche de la nature ? Au demeurant cet inconfort n'était-il pas nécessaire afin d'endurcir leur corps contre la douleur et la fatigue ? Pour rechercher des conditions d'existence plus faciles et des compensations agréables il n'est que certains jeunes influencés par la civilisation du Progrès, ceux-là précisément qui rechignent à prendre la houe et guettent la première occasion de quitter leur condition paysanne ».

Tel est le sens des propos des hommes d'âge mûr lorsqu'ils s'expriment sur ce sujet.

Souci de dissimulation, détachement sincère, quelle est la cause la plus déterminante de cette réserve devant les améliorations à attendre des liens proposés par le commerce ? Il ne semble pas que nous devions croire à la lettre les professions de foi rigoristes, presque puritaines, inspirées de la morale traditionnelle. En effet s'il s'agissait d'un simple parti pris de refus face aux sollicitations d'un mieux-être jugé moderniste, on comprendrait mal d'une part pourquoi les immigrés auraient dépassé aussi ambitieusement le seuil de production correspondant à la seule satisfaction de leurs besoins essentiels et manifestement recherché le profit,

(1) 1000-1500 F par an environ pour chacune de ses deux rubriques, selon les renseignements obtenus dans dix familles.

(2) Moyenne sur les familles interrogées = 500-600 F pour les ustensiles et 2500-3000 F pour les vêtements et sandales.

(3) Par exemple récepteurs de radio et autres objets à piles électriques, habits de tergal, boissons en bouteille.

(4) Un sac de jute décousu pour le passage de la tête et des bras fait souvent l'affaire.



d'autre part pourquoi il leur tiendrait tant à cœur de construire, mais sur leur terre natale, une belle maison nouveau style (1). Malgré les allégations nostalgiques il s'agit donc sans doute aussi d'une ferme résolution du paysan immigré de ne pas assumer publiquement les conséquences de l'accroissement de sa fortune. Plutôt qu'une jalousie latente entre voisins, il faut chercher à l'origine de cette attitude une pression exercée par la collectivité de façon qu'aucun de ses membres ne fasse usage de sa richesse pour s'imposer au groupe. Autrefois il existait, paraît-il, quelques hommes nantis au pays d'origine mais la coutume leur interdit d'accaparer le pouvoir, lequel ne devait appartenir à personne. Aujourd'hui par contre, après l'institution de la chefferie par les Européens, un villageois peut prétendre se faire nommer à vie pour exercer une véritable suprématie sur ses semblables (2). Le personnage riche, nécessairement sollicité, se trouve en mesure de rendre des services, d'accorder des faveurs susceptibles de lui rassembler une clientèle utile en cas de candidature. Mais s'il joue ouvertement ce jeu il se heurtera aux susceptibilités d'une communauté traditionnellement égalitariste et devra craindre les manœuvres de sorcellerie dirigées contre lui ; aussi préfère-t-il laisser vanter son expérience et son équité mais ne pas exhiber sa fortune.

#### COMMENT DÉPENSER ?

La forme de l'échange est peu favorable à la grosse dépense. Contrairement aux régions dites de plantation où le profit est comparable mais où le cultivateur est payé en un seul versement, la commercialisation de la production s'échelonne ici sur une assez longue période de l'année. On compte une dizaine de fournées successives entre la vente des premières ignames (laboko) en juillet et le marché de coton en mars (3). L'écoulement de chacune des marchandises ne s'effectue d'ailleurs pas en une unique expédition soit à cause de l'étalement de la récolte (les différentes variétés d'un produit arrivant à maturité les unes après les autres, par exemple pour les ignames et le gombo), soit de toutes façons à cause de la lenteur de l'écoulement sur le marché (vente à la cuvette d'une proportion importante de la production). L'argent rentre donc progressivement, en plusieurs paiements principaux et à la semaine. Le fait n'est pas mauvais en soi car il atténue la tentation de l'achat irréfléchi et disproportionné. On remarque toutefois qu'un tel fractionnement de la recette peut contrarier la constitution d'une somme importante, condition ordinaire de l'achat de biens d'équipement, car il risque d'entraîner une dispersion semblable des dépenses.

Le respect des coutumes et des convenances fournit maintes occasions où les dépenses sont parfaitement admises, cette fois non « provocantes » et conformes à la conduite traditionnelle. Le paysan immigré consacre donc d'importantes sommes sur ce chapitre : achat d'un animal (porc, chèvre) destiné au sacrifice, coûteux retour au Nord en famille (4), invitations à consommer de la nourriture préparée par les cuisinières du marché, généreuses « tournées » de bière de sorgho... Ces rubriques ne sauraient cependant absorber les ressources disponibles, alors se pose le problème de l'investissement.

Problématique en effet est le placement des capitaux : comment immobiliser son argent sans attirer l'attention ? Un troupeau de bœufs représente un bien trop visible même s'il est confié à un Peul campant aux alentours du village (5) ; on envisage donc de laisser les bêtes au Nord, toujours aux soins des Foulani, et sous le contrôle superficiel d'un parent. Les émigrés d'origine lambda pratiquent activement ce genre d'élevage par personne interposée, et dans une moindre mesure ceux des cantons de Niamtougou, Siou et Lama-Tessi. Mais l'on tient l'opération pour hasardeuse car le risque est grand de voir détourner les animaux par le gardien étranger aussi bien que par le parent responsable. Par ailleurs les Kabyè originaires du massif méridional où le gros bétail s'est considérablement raréfié s'intéressent beaucoup moins à cette forme de capitalisation et achètent les bovins avant leurs cérémonies. Il reste les investissements de type moderne. Mais les affaires considérées par les autochtones comme les plus avantageuses — installation d'un moulin à moteur, mise en service d'un camion — ne retiennent pas les immigrés, rebutés par les difficultés de la gestion et de l'entretien, étant bien entendu que de toutes façons, ils devraient les entreprendre dans une région suffisamment éloignée de leur village d'attache pour écarter d'eux les soupçons.

(1) Rectangulaire, peinte, « tôle », à fenêtre et volets, sur soubassement de maçonnerie.

(2) Collecter l'impôt, désigner à l'Administration les corvéables, rendre la justice, parler à tous les étrangers au nom de l'agglomération et même à l'occasion fournir aux autorités des renseignements concernant les particuliers.

(3) Ignames précoces, arachides, maïs, ignames de saison, haricots, pois de terre, riz, sorgho, ignames tardives, coton.

(4) Le montant global des dépenses atteint parfois 25000 F à cette occasion.

(5) Dans tout le pays d'immigration seulement deux petits troupeaux de village nous ont été signalés auprès de Kolonaboua et de Kazaboua (7 familles). Par contre les autochtones de la zone méridionale et des Plateaux recourent fréquemment aux services des Foulani.

La faveur se porte sur la construction au pays d'origine d'une grande maison de facture nouvelle ; sa forme allongée et nette, son toit étincelant, ses murs colorés parfois contrastent avec les « dea » d'alentour ; il s'en édifie en nombre croissant et les Kabyè et les Losso demeurés sur place s'inspirent de leur plan moderne au point que l'habitation du pays de départ se trouve aujourd'hui en pleine mutation. Que recherchent ainsi les émigrés ? Sur le plan économique l'avantage est nul : l'argent est employé certes mais à fonds perdu. L'intérêt pratique est incertain car le propriétaire résidant au Centre-Togo n'utilise pas lui-même son logement neuf — beaucoup de ces maisons restent vides — et ne s'y installera éventuellement que sur ses vieux jours. La signification de ce geste n'est-elle pas essentiellement symbolique ? Le psychosociologue, après avoir précisé la place qu'a conservée l'émigré dans son milieu d'origine, serait sans doute plus habilité pour élucider la motivation véritable à laquelle répondent ces spectaculaires constructions de la « diaspora » kabyè-losso (1).

Un surplus substantiel demeure fréquemment en fin d'exercice. Les confidences recueillies au hasard des contacts dans les villages de sondage révèlent en effet l'importance des pratiques de thésaurisation. Les excédents annuels se cumulent pour constituer parfois une somme de l'ordre de plusieurs centaines de mille F. CFA que l'homme cache soigneusement — enfouie par exemple au fond du grenier de terre. Cette réserve n'est pas superflue. On l'emploiera en cas de décès d'un proche pour lui assurer de dignes funérailles ou si l'établissement de la famille se trouve remis en question (2) pour permettre le déménagement de la famille et sa réinstallation.

#### PEU DE DISPOSITIONS POUR DE NOUVEAUX MODES DE GAIN

Habités à une vie fruste à l'écart des courants d'échange, les Kabyè-Losso se montrent médiocres consommateurs et fort peu entreprenants sur le plan de l'investissement. Ce manque d'aisance à s'insérer dans la circulation monétaire est corroboré par une maladresse évidente à acquérir de l'argent autrement que par les activités de production traditionnelle.

La transformation des produits agricoles offre des occasions de gain particulièrement favorables. La coutume veut que les tâches de ce genre reviennent à la femme. Celle-ci s'acquitte sans sourciller des besognes auxquelles elle fut habituée au pays d'origine durant son enfance par exemple l'égrenage de l'arachide ou le décortiquage du riz (3). De même un grand nombre de femmes vendent de la bière de sorgho fabriquée avec du grain acheté (4).

En revanche lorsqu'il s'agit de s'initier à de nouveaux modes de gain les Kabyè-Losso manifestent une certaine réticence. Ainsi à l'égard de la préparation du gali (5), technique d'introduction récente répandue au Centre-Togo vers 1930 par les Fon Mahi d'Atakpamé lesquels la tenaient de leurs frères dahoméens de Savalou. Les autochtones fon, ifé et adja-évhé l'ont adoptée avec un empressement tel que cette production est devenue aujourd'hui leur première source de revenu. En revanche les immigrés ne surent pas tirer profit du gali, rares sont ceux qui s'y consacrent. Ils disposent pourtant sans restriction du terrain nécessaire pour la culture du manioc, d'ailleurs fort peu exigeante. Par ailleurs l'exemple de leurs voisins suffirait pour enseigner aux femmes kabyè et losso les procédés de fabrication de la semoule. Il s'agit bien là d'une carence d'adaptation.

Quant au palmier, fournisseur de « vin » et d'alcool, les maîtres du sol accordent parfois à leurs hôtes la permission d'en planter — moyennant cession de la moitié de la plantation. Cependant ceux-ci ne profitent jamais de l'occasion pour se livrer, comme le font les autochtones de la zone méridionale, à la lucrative fabrication du « sodabi », cet alcool de distillation du vin de palme. Même les immigrés du secteur de Chra pour-

(1) L'émigré vers la ville, salarié, plus encore que le rural s'efforce de faire construire une belle maison au Nord.

(2) Cf. 161. L'instabilité du peuplement immigré.

(3) Achetant le paddy à un cultivateur du village, son mari par exemple, pour le revendre décortiqué (au moulin ou manuellement) augmenté de la moitié de sa valeur initiale.

(4) En général elles débitent leur boisson une fois par semaine, soit le jour du marché, soit un autre jour de la semaine où chacun saura qu'il peut venir consommer à domicile.

(5) Semoule de manioc.

tant libres de disposer de la terre ne paraissent pas encore intéressés par l'établissement d'une palmeraie, hormis quelques rares exceptions (1).

Le négoce des marchandises de consommation importées échappe de même aux femmes kabyè-losso dans la mesure où celles-ci hésitent à demander au chef de famille le petit capital de lancement nécessaire, remboursable sur les premiers bénéfices.

Leur rôle marchand se bornait traditionnellement à écouler sur la place voisine l'éventuel excédent de la production familiale, aujourd'hui elles se révèlent incapables de rivaliser pour les activités proprement commerciales — achat-revente — avec leurs voisines kotokoli, ifé ou évhé. Ces dernières, étonnamment entrepreneurantes, n'hésitent pas à s'aventurer seules sur les marchés éloignés et dans les villages reculés, vont traiter directement avec les producteurs (2), engagent des portefaix et les commandent avec autorité, gèrent une comptabilité souvent complexe. L'épouse Kabyè-Losso, soucieuse avant tout de bien tenir son foyer et de seconder son mari selon la coutume, se refuse à mener une vie aussi indépendante. Accaparant les échanges et imposant leurs prix, les revendeuses réalisent ainsi au Centre-Togo des profits commerciaux fort intéressants (3) auxquels les immigrés n'ont aucune part (4).

(1) Par contre, les difficultés de l'opération Allen ne semblent nullement dues à une opposition particulière des immigrés kabyè-losso. L'objectif général de cette opération consiste, rappelons-le, en une augmentation de la production cotonnière du Togo, par la vulgarisation d'une variété à haut rendement. Au cours des années 1960 la recherche a permis de mettre au point l'Allen 333 (2 T/ha aux essais) et de déterminer ses conditions de culture (fertilisation et traitements insecticides adaptés).

Cet objectif exige trois conditions fondamentales :

a) une rentabilité évidente pour l'agriculteur, une fois déduits les frais de culture.  
b) la mise en place de structures appropriées tant au niveau des organismes centraux qu'à celui de l'animation de base. Il importe notamment de disposer d'un corps d'encadreurs susceptibles de faire connaître et pratiquer les nouvelles méthodes (culture pure sur petits billons, épandage d'engrais, calendrier précis sur les six traitements...).

c) la délimitation des secteurs d'aptitude offrant simultanément :

- une certaine densité d'occupation offrant à permettre les travaux prévus en groupe ;
- une disponibilité en eau permanente suffisante pour effectuer les traitements ;
- une desserte routière convenable.

La rentabilité a clairement été démontrée compte tenu du meilleur prix de vente (35 F/kg au lieu de 27 F pour le « Mono ») : un rendement de 1500 kg/ha rapporte 30 000 F de revenu net/ha au producteur ; en outre, les arrières-effets de l'engrais profitent aux céréales de l'année suivante.

Les principales difficultés rencontrées dans l'opération de vulgarisation proviennent surtout du fait que la deuxième condition ci-dessus n'a pu être réalisée de façon satisfaisante. L'Allen, semble-t-il, n'a pas vraiment « pris » au Centre-Togo, à l'exception de la région de Notsé. Le frein mis par ailleurs dans la distribution des graines du « Mono » n'a pas pour l'instant joué le rôle escompté d'une incitation à semer la variété nouvelle et c'est l'ensemble de la production cotonnière qui se trouve affecté :

PRODUCTION COTONNIÈRE (EN TONNES)			
Région Centrale (Sokodé)	1966/67	1968/69	1971/72*
Mono	1066,0	649,6	319,0
Allen	51,0	498,0	488,1
Total	1117,0	1147,6	807,1
Région des plateaux (Atakpamé)			
Mono	7858,3	3010,1	872,4
Allen	83,0	408,1	4967,7
Total	7941,6	3418,2	5840,1
Production totale Togo	9417	5306	7065

\* baisse en 1972-73

(2) Mettant en œuvre, dit-on, toutes les ressources de leur charme au cours de la négociation.

(3) Par exemple le prix des ignames triple entre le village et la capitale.

(4) Excepté pour l'achat du coton : opération ne comporte aucun risque car les conditions de commercialisation sont strictement règlementées et contrôlées. Les marchés se tiennent en des lieux convenus et à date prévue le coton est apporté sur place par les cultivateurs ; l'Office de Commercialisation des Produits agricoles du Togo (O.P.A.T.) rachète aussitôt toutes les quantités collectées. Parmi les « acheteurs » patentés il se trouve quelques immigrés, lesquels rassemblent sans difficulté une clientèle dans leur propre village et dans les agglomérations de colonisation agricole voisines.

Aux confins de cette étude nous « passons la main » à l'économiste pour supplément d'information. De la précédente juxtaposition d'observations se dégage d'emblée l'impression que par rapport à leurs voisins les Kabyè-Losso manifestent une aptitude très limitée au maniement de l'argent et ne parviennent pas de ce fait à réaliser l'aboutissement logique de leur ambition de producteurs. En insérant dans notre conclusion générale ce trait caractéristique de la colonisation agricole au Centre-Togo nous verrons qu'une promotion économique plus authentique exige sans doute un plus long délai d'adaptation. Cependant comment éviter qu'une telle mutation ne s'opère finalement au détriment de la personnalité ethnique ?

\* \*  
\*

## annexe

### NOTE MÉTHODOLOGIQUE SUR L'ÉVALUATION DU TRAVAIL AGRICOLE

L'entreprise est assez malaisée. Elle consiste à faire noter ponctuellement pendant au moins un an les tâches accomplies par tous les membres actifs de plusieurs familles ; l'observation doit s'effectuer de telle façon qu'à l'issue de l'enquête on soit en mesure de déterminer autant que possible des données précises et chiffrées sur la nature et la durée des opérations culturales. Or pour plusieurs raisons, il est inconcevable de faire suivre par des enquêteurs toutes les personnes examinées : outre que l'opération nécessiterait de très importants moyens d'action, elle imposerait aux travailleurs une surveillance insupportable ; par ailleurs la présence sur le champ d'un étranger oisif constituerait un élément de perturbation tel que les conditions de la mesure entraîneraient la modification du fait observé. Si l'on parvient en interrogeant les cultivateurs à reproduire assez fidèlement leur emploi du temps peut-on tenir les horaires obtenus pour l'expression exacte d'une activité physique assidue ? En toute rigueur on doit présenter seulement des comptes de temps consacré à l'agriculture en présupposant que l'énergie dépensée y est proportionnelle.

Pour la conduite de l'enquête nous avons utilisé des écoliers dans leur cadre familial ; occasionnellement travailleurs eux-mêmes, il se sont révélés tout à fait qualifiés pour consigner le détail des besoins journalières et surtout en estimer la durée, d'après les indications des intéressés. Au moment de la rémunération, à intervalles réguliers, des questions de contrôle étaient posées aux parents sur la base des notations portées les jours précédents. On peut objecter que les familles choisies n'étaient pas entièrement représentatives par le fait qu'elles comprenaient presque toutes un écolier ce qui constitue un facteur d'exceptionnalité. De fait, il nous a semblé que les ressources de certaines de ces familles

dépassaient la moyenne mais sans que leur mode de production agricole n'en soit apparemment modifié.

La sommation des temps bruts consacrés à l'exploitation par des individus aux capacités inégales nécessite évidemment quelques corrections préalables. En fait le véritable discriminant n'est pas la seule vigueur physique mais plus pratiquement le résultat obtenu dans un certain laps de temps : la question de pouvoir comparer le travail des différents membres de la famille ne se pose pas à propos des tâches très pénibles (buttes par exemple), car l'homme dans la force de l'âge est seul à s'en charger, mais à propos des besognes courantes, accessibles à tous. Or dans ce cas il nous est apparu que toutes les personnes adultes pouvaient atteindre un rythme de travail comparable, la conduite de l'ouvrage exigeant surtout de l'endurance à la fatigue, de la patience et du « tour de main » ; l'enfant par contre est désavantagé.

Dans ces conditions nous avons établi un barème où la jeunesse du travailleur est la seule variable prise en compte, exprimée par un système de coefficients réducteurs :

Adultes	- $T \times 1$
Garçons	- 10-12 ans $T \times 0,50$ ;
	13-14 ans $T \times 0,66$ ;
	15-16 ans $T \times 0,75$ ;
Filles	- 10-12 ans $T \times 0,50$ ;
	13-14 ans $T \times 0,75$ ;

(T représentant le temps annuel consacré aux champs familiaux).

En totalisant les valeurs individuelles corrigées on obtient la valeur annuelle collective recherchée à l'échelle de l'exploitation.

TABLEAU I — Superficie d'exploitations familiales kabyè-losso

Agglomération	Nb d'exploitations familiales	Superficie moyenne (ha) par exploitation	Zone	Superficie moyenne (ha) par exploitation	Nb de personnes correspondantes par famille
Koumèa	4	0,94	pays d'origine	1,09	9,5
Lassa	5	1,33			
Pagouda (+ 1 de Kétao)	6	0,74			
Niamtougou	5	1,38			
Santé-Bas	4	2,60	zone de glissement	3,03	11,4
Kikpéou	5	3,38			
Kolonaboua	5	2,68	zone septentrionale	3,16	7,1
Déréboua	5	3,31			
Kazaboua	4	3,23			
Blitta-Losso	5	3,44			
Assoumakodji	5	2,58	zone intermédiaire	2,64	7,3
Tcharé	5	2,36			
Yadé	5	3,00			
Baïssankopé	5	1,99	zone méridionale	3,03	7,4
Hodé	5	4,98			
Kassengékopé	5	2,44			
Yotoyo	5	2,70			
Total Centre-Togo	54	Moyenne Centre-Togo		2,96	7,3

TABLEAU II — Superficie d'exploitations familiales autochtones (Centre-Togo) \*

Ethnie	Agglomération	Nb d'exploitations familiales	Superficie moyenne (ha)	Nb de personnes des familles correspondantes
Bassari	Champs près de Kikpéou	4	2,19	-
Kotokoli	Kalaré	5	1,51	8,2
Kokoté	Samrékodji	5	2,93	6,4
Ifé	Baïssankopé	5	2,12	6,8
Adja-Evbé	Gbèbè	5	1,05	4,6
	Notsé	5	1,24	8,0

\* La plupart de ces cultivateurs autochtones se font aider par des manoeuvres temporaires kabyè-losso, plus systématiquement que les immigrés.

TABLEAU III — Rendements agricoles obtenus par les Kabyè-Losso, poids réel/ha

Zone	Association de cultures	Nb de carrés	Ignames	Légumineuses	Céréales	Coton	Gombo
<u>- Obtenus par les Kabyè-Losso</u>							
Pays d'origine	Base igname	14	5 140	254	626	-	203
	Base céréales	19	-	476	812	-	-
Septentrionale	1ère année	11	7 901	42	-	115	156
Intermédiaire	" "	4	4 891	89	670	145	10
Méridionale	" "	11	6 803	43	579	142	99
Total immigr.	" "	26	6 973	50	348	131	109
Septentrionale	2ème année	5	-	-	1 283	-	-
Intermédiaire	" "	2	-	100	1 960	41	4
Méridionale	" "	5	-	63	1 636	182	-
Total immigr.	" "	12	-	43	1 543	83	0
Septentrionale	3ème année	5	-	549	666	-	-
Intermédiaire	" "	3	-	401	1 104	-	-
Méridionale	" "	4	-	53	1 411	205	13
Total immigr.	" "	12	-	347	1 024	68	4
Total immigr.	4ème année	5	-	177	755	-	-
<u>- Obtenus par les autochtones</u>							
Centre-Togo	1ère année	8	7 631	20	251	141	61
	2ème année	7	-	39	1 025	38	161*

\* Dans 4 de ces champs on n'a pas ajouté le manioc, planté seulement en septembre et destiné à être récolté environ 1 an  $\frac{1}{2}$  après.  
On ne saurait accorder de valeur représentative aux données concernant les légumineuses, le coton (2è et 3è années surtout) ou le gombo, dont la présence dans l'association de culture n'est pas constante. Les moyennes prennent en compte à la fois des champs comportant ces cultures et d'autres où elles ne figurent pas ; les résultats dans les rubriques correspondant à ces produits se situent alors en dessous des rendements qu'ils autorisent normalement.

TABLEAU IV — Rendements agricoles, données globales : poids sec/ha et revenu brut/ha

Zone	Association de cultures	Nb de carrés	Poids sec kg/ha*	Revenu brut FCFA/ha**
<u>Pays d'origine</u>				
plaine	base igname	10	2 832	75 447
piémont		1	2 570	71 672
montagne		4	2 972	75 133
ensemble		15	2 851	75 112
<u>Pays d'origine</u>				
plaine	base céréales	11	1 113	30 625
piémont		3	1 071	28 336
montagne		5	1 137	31 763
ensemble		19	1 113	30 563
Septentrionale	1ère année	11	3 239	85 871
Intermédiaire	base igname	4	2 752	64 335
Méridionale		11	3 375	82 367
Total immigr.		26	3 223	81 086
Septentrionale	2ème année	5	1 138	24 742
Intermédiaire	base céréales	2	1 856	33 220
Méridionale		5	1 635	30 994
Total immigr.		12	1 465	28 760
Septentrionale	3ème année	5	1 064	26 434
Intermédiaire	base céréales	3	1 297	28 942
Méridionale		4	1 455	28 389
Total immigr.		12	1 253	27 713
Total immigr.	4ème année	5	825	19 085

\* V. p. 108 note (2)

\*\* Déterminé sur la base du prix moyen des denrées (toutes saisons et toutes régions) cf. Tableau VI, col. 3.

TABLEAU V — Quelques rendements de champs cultivés en monoculture

	Poids réel	Poids sec	Equivalent monétaire
Pays d'origine			
- Sorgho	918 kg/ha	826 kg/ha	18 296 FCFA à Soumdé montagne (Kabyè)
- Pois de terre	879 kg/ha	756 kg/ha	19 452 FCFA à Kouka, plaine (Losso)
Zone de colonisation (1ère année)			
- igname	9864 kg/ha	3946 kg/ha	99 725 FCFA zone "A" de l'Est-Mond (arg. noire)
- coton	340 kg/ha	306 kg/ha	8 840 FCFA à Kolonaboua (zone sept.)
	491 kg/ha	442 kg/ha	12 766 FCFA à Hodé (z. mérid. (arg. noire))

TABLEAU VI — Prix de vente des produits agricoles \*

	1) Pays d'origine	2) Centre-Togo	3) Moyenne
- Sorgho	24,67 FCFA/kg	15,18 FCFA/kg	19,93 FCFA/kg
- Millet hâtif	28,43 "	-	28,43 "
- Millet tardif	24,00 "	-	24,00 "
- Maïs	20,94 "	15,10 "	18,02 "
- Riz (paddy)	11,90 "	13,30 "	12,60 "
- Arachide (en coques)	24,15 "	24,15 "	24,15 "
- Haricot	26,84 "	26,62 "	26,73 "
- Pois de terre (en coques)	21,75 "	22,50 "	22,13 "
- Igname	9,71 "	10,52 "	10,11 "
- Patate	11,00 "	-	11,00 "
- Manioc (séché)	17,17 "	20,10 "	18,64 "
- Manioc (gali)	35,65 "	22,92 "	29,29 "
- Cucumeropsis (graines)	-	42,30 "	42,30 "
- Coton-graine**	-	27,00 "	27,00 "
- Gombo (frais)	0,21 FCFA/la gousse	0,29 FCFA/la gousse	0,25 FCFA/la gousse

\* Calculés en 1966-1967 sur 34 marchés possibles, à raison de 4 pesées par marché pour chaque produit autant que possible. Les variations saisonnières, perceptibles au Centre sont plus sensibles au Nord où le prix du sorgho par exemple augmente de 30 % entre mars et septembre.

\*\* Prix officiel et contrôlé pour le coton Mono de 1ère qualité. L'Allen est acheté à 35 F.



TABLEAU VII — Revenu brut à l'hectare sur la base des prix régionaux

Zone	Association de cultures	Valeur (FCFA)*
Pays d'origine	base ignames	74 137
	base céréales	32 531
Zone de glissement	1ère année	81 448
	2ème année	33 388
	3ème année	17 240
Centre-Togo		
Immigrés Z. septentrionale	1ère année	89 424
	2ème année	19 427
	3ème année	23 424
Z. intermédiaire	1ère année	66 805
	2ème année	31 994
	3ème année	26 001
Z. méridionale	1ère année	85 754
	2ème année	29 599
	3ème année	26 871
Toutes zones	4ème année	15 746
Autochtones		
Toutes zones	1ère année	87 732
	2ème année	23 532
	3ème année	25 217
	Manioc résiduel	73 989
	Coton seul	10 803
	Riz seul	19 950
	Sorgho seul	13 662

\* cf. Tableau VI col. 1) ou 2).

TABLEAU VIII — Surfaces cultivées par les familles enquêtées, suivant les associations de cultures

Zone	Nb familles enquêtées	Association de cultures	Surface cultiivée (ha)
Pays d'origine	20	base-ignames base-céréales	4,356 17,424
Zone de glissement	9	1ère année 2ème année 3ème année 4ème année	8,363 10,159 6,076 2,742
Centre-Togo			
Immigrés. Z. sept.	19	1ère année 1ère année (coton seul) 2ème année 3ème année 4ème année	17,769 2,067 19,338 20,044 0,793
Z. Interm.	15	1ère année 2ème année 3ème année	12,458 15,786 11,427
Z. Mérid.	20	1ère année 1ère année (coton seul) 2ème année 3ème année 4ème année	17,124 0,357 20,136 17,862 5,120
Autochtones			
Toutes zones	25	1ère année 2ème année 3ème année manioc résiduel coton seul coton+arachide coton + riz riz seul sorgho seul	14,950 17,782 6,037 2,977 0,360 0,555 0,491 0,516 0,595

TABLEAU IX — Revenu brut agricole par exploitation familiale et par personne

Zone	Revenu brut agricole dans points de sondage correspondants.	Nb { familles personnes	Rev (par exploi- tation brut moyen par person- ne
Pays d'origine	889 761	20 190	44 488 4 683
Zone de glissement	1 168 298	9 103	129 811 11 343
Centre-Togo immigr. Z. sept.	2 464 924	19 135	129 733 18 259
Z. interm	1 634 427	15 110	108 962 14 858
Z. mérid.	2 625 234	20 148	131 262 17 738
Autochtones Toutes zones	2 151 255	25 170	86 050 12 654

TABLEAU X — Consommation alimentaire par personne et par an (PÉRISSE, 1962 : 14)

	Céréales	Féculents	Légumin.	Viande	Poisson	Sel	Cendres végét.
Kabyè p. d'origine	98,3	110,9	23,5	5,5	0,3	2,6	1,1
Kabyè émigrés	70,2	349,8	7,5	9,3	2,3	2,5	0,2

TABLEAU XI — Equivalent monétaire de la consommation alimentaire de produits agricoles, par an, par personne et par famille

	Par personne				Total par famille
	Céréales	Féculents	Légumineuses	Total	
Pays d'origine	(1/3 millet, 2/3 sorgho) 2 502	(ign.) 1 077	(1/3 ar, 1/3 har. 1/3 pois de t.)* 570	4 148	39 406
Zone de glissement	(1/4 maïs, 3/4 sorgho) 1 061	(ign.) 3 680	(5/10 ar, 4/10 har. 1/10 pois de t.) 187	4 929	56 191
Immigr. Z. septentrionale	(1/3 maïs, 2/3 sorgho) 1 062	(ign.) 3 680	(5/10 ar, 4/10 har. 1/10 pois de t.) 187	4 929	34 996
Z. intermédiaire	(1/2 maïs, 1/2 sorgho) 1 063	(ign.) 3 680	(3/10 ar, 6/10 har. 1/10 pois de t.) 191	4 934	36 018
Z. méridionale	(3/4 maïs, 1/4 sorgho) 1 064	(ign.) 3 680	(1/10 ar, 8/10 har. 1/10 pois de t.) 195	4 938	36 541
Autochtones : cf. immigrés, zone méridionale				4 938	33 578

\* Ventilation locale des différents produits dans chaque catégorie alimentaire, d'après les renseignements obtenus chez les enquêtées et la connaissance de leur type de production agricole.

TABLEAU XII — Equivalent monétaire des semences nécessaires par exploitation et par an

Pays d'origine.....	3 834	F. CFA
Zone de glissement.....	11 833	"
Centre-Togo		
Immigrés. Z. septentrionale.....	13 417	"
Z. intermédiaire.....	10 276	"
Z. méridionale.....	10 810	"
Autochtones. Toutes zones.....	6 411	"

TABLEAU XIII — Equivalent monétaire des envois de vivres au pays d'origine

Zone	Par groupes enquêtés dans chaque zone				Moyennes	
	Envois lors du ret. du chef de famille.			Autres envois	Total poids et valeur annuels	
	Lars du dernier retour	Temps moyen entre deux retours*	Envoi par an	(En 1966)	Par famille	Par personne
Glissement	920 kg	1 an	920 kg	280 kg	133 kg 2 088 F.	11,7 kg 175 F.
Septentrionale	2 484 kg	2 ans $\frac{1}{2}$	994 kg	1 240 kg	118 kg 1 685 F.	16,5 kg 237 F.
Intermédiaire	1 640 kg	2 ans $\frac{1}{2}$	656 kg	320 kg	65 kg 973 F.	8,9 kg 133 F.
Méridionale	1 080 kg	3 ans	309 kg	320 kg	31 kg 427 F.	4,3 kg 58 F.

\* cf. Tableau 16

TABLEAU XIV — Revenu agricole net annuel par exploitation familiale et par personne

Zone	Revenu brut · par expl. · par pers.	Equivalent monétaire			Revenu net · par expl. · par pers.
		Consommation alimentaire théorique	Semences	Envois au pays d'ori.	
Pays d'Origine	44 488 4 683	39 406	3 834	—	1 248 131
Glissement	129 811 11 343	56 191	11 833	2 008	59 779 5 244
Septent. (immigrés)	129 733 18 259	34 996	13 417	1 685	79 635 11 216
Interm. (immigrés)	108 962 14 858	36 018	10 276	973	61 695 8 451
Méridion. (immigrés)	131 262 17 738	36 541	10 810	427	83 484 11 282
Centre-Togo (autochtones)	86 050 12 654	33 578	6 411	—	46 061 6 774

TABLEAU XV — Evolution quantitative annuelle du travail agricole, dans le cadre de l'exploitation familiale \*

Point de sondage	H. max.**	H. min.	H: max - H. min.	Nb de mois où	Nb de mois où
	H. moy.%	H. moy.%	H. moy.%	$\frac{H}{H. moy}$ 50%	$\frac{H}{H. moy}$ 150%
Pays d'origine					
Yaka	231 %	0 %	231 %	8	3
Pagouda	182 %	19 %	163 %	8	3
Koumèa	216 %	5 %	211 %	9	2
Zone de glissement					
Santé-Bas	193 %	10 %	183 %	9	1
Centre-Togo					
Kolonaboua	169 %	44 %	125 %	11	1
Kazaboua	155 %	38 %	117 %	9	1
Blitta-Losso	156 %	35 %	121 %	9	1
E.Mono (zone A)	173 %	12 %	161 %	10	2
Hodé	146 %	57 %	89 %	12	0
Akakai	141 %	70 %	71 %	12	0

\* Prise en compte du travail de tous les membres actifs suivant barème (v.note méthodologique)  
Cf. diagrammes de la planche h.t. VII.

\*\* H = nombre mensuel d'heures de présence sur l'exploitation familiale (toutes exploitations enquêtées au point de sondage). H. moy. = même donnée, moyenne dans le cadre annuel (sur 12 mois).

TABLEAU XVI — Nombre d'heures de présence aux champs par homme et par mois - valeurs moyennes

Lieu	Nb de mois de référence.	Nb d'hommes de référence.	Nb d'heures de travail de l'homme adulte		
			Moyenne par point de sondage	Moyenne par grand ensemble de peuplement	
				Moy. d'après le nb de p. de sondage.	Moy. d'après le nb d'hommes
Pays d'origine					
Kouka	11	1	140	121	112
Pagouda	11	4	93		
Koumèa	11	4	102		
Lassa	11	2	149		
Pays de colonisation					
Santé-Bas	12	1	153	134	140
Kolonaboua	12	3	98		
Kazaboua	12	2	137		
Blitta-Losso	12	2	110		
E.Mono(z.A)	12	2	130		
Hodé	12	3	123		
Akakai	12	6	182		

TABLEAU XVII — Nombre d'heures de présence aux champs par homme et par mois - valeurs extrêmes

Lieu	Nb d'hommes de référence	H dans le mois de plus grande activité (H.max)	H max.moyen (d'après le nb de points de sondage)	H dans le mois de moins d'activité (H. min)	H min.moyen (d'après le nb de points de sondage)
Pays d'origine					
Kouka	1	233	184	6	8
Pagouda	4	114		18	
Kouméa	4	171		7	
Lassa	2	218		0	
Pays de colonisation					
Santé-Bas	1	229	216	35	45
Kolonaboua	3	195		24	
Kazaboua	2	223		27	
Blitta-Losso	2	201		24	
Est-Mono (z.A)	2	187		49	
Hodé	3	216		39	
Akakaï	6	262		114	

TABLEAU XVIII — Temps moyen consacré à l'agriculture par homme ; par semaine et par jour

	Trajet compris		Trajet non compris	
	Période d'activité moy (1)	Période de pointe (2)	Période d'activité moy (1)	Période de "pointe" (2)
Pays d'origine			(-1/4 h par jour de travail)	
par semaine (3)	27 h	43 h	26 h	41 h 30
par jour (4)	4 h 30	7 h 10	4 h 20	6 h 55
Régions de colonisation			(-1 h par jour de travail)	
par semaine	32 h	50 h	28 h	44 h
par jour	5 h 20	8 h 20	4 h 40	7 h 20

(1) Référence sur 11 mois au Nord, sur 12 au Centre

(2) Cinq mois de plus forte activité.

(3) Chiffres hebdomadaires arrondis à la demi-heure.

(4) Après déduction d'un jour de repos hebdomadaire.

TABLEAU XIX — Introduction de la coutume du dimanche chômé

	Nb de familles enquêtées.	Chôment le dimanche.	Chôment souvent le dimanche.	Ne chôment pas le dimanche.
Pays d'origine	14	1		13
Zone de glissement	4	2		2
Zone septentrion.	9	5	2	2*
Est-Mono (z."A")	4	3	1	
Zone méridionale (près d'Akparé)	3			3

\* mais les fils ne travaillent pas le dimanche.

TABLEAU XX — Temps effectif consacré à l'exploitation familiale,  
par catégorie de travailleurs : moyenne mensuelle

	Au pays d'origine			En pays d'immigration			Ensemble
	Nb de cas	Nb de familles	Nb d'heures	Nb de cas	Nb de familles	Nb d'heures	Nb d'heures
Homme	15	13	92	17	12	112	101
Femme (kabyè)	18	7	25	14	8	30	28
(lossò)	2	1	58	5	3	73	69
Garçon (10-16ans)	2	2	76	5	5	54	60
Garçon-écolier	11	7	30	8	8	50	41
Fille (10-14)	5	3	20	1	1	26	22
- Aide de personnes extérieures à la famille pour le travail de l'exploitation familiale :							
Hommes	-	10	46	-	10	57	52
Femmes	-	3	5	-	10	16	13
Garçon	-	2	5	-	5	7	6
Garçon-écolier (13-17 ans)	-	5	4	-	6	2	3

TABLEAU XXI — Part annuelle du travail de chaque catégorie de personnes actives  
dans l'exploitation familiale - kabyè seulement

	Nombre d'exploitations	Hommes		Femmes		Enfants (10-16ans)	
		Nb	Part de travail	Nb	Part de travail	Nb	Part de travail (1)
Pays d'origine	7	9	63 %	17	18 %	14	19 %
Pays de colonisation	7	9	65 %	11	21 %	7	14 %

(1) Minoration du temps réel suivant le barème note méthodologique p.191. La part des voisins (entraide communautaire) a été ventilée dans le tableau.



TABLEAU XXII — Rapport travail annuel/surface cultivée par exploitation familiale

Pays d'origine canton.	N° de sondage	Nb de personnes actives dans la famille	Nb annuel d'heures* d'activité agricole = T	Superficie cultivée (ha)	T/ha (heures)
Niamtougou					
(Yaka)	1	3	3 713	1,0057 1,0	3 692
(Kouka)	2	2	2 247	1,6781 1,7	1 339
Koumèa					
(Songdé)	3	5	3 204	1,1381 1,1	2 815
( " )	4	6	5 100	1,9090 1,9	2 672
( " )	5	4	4 672	2,6906 2,7	1 736
Lama-Tessi					
(Kagnissi)	6	13	4 022	3,2159 3,2	1 251
(Pagouda)	7+8	10	3 695	3,5122 3,5	1 129
Pays d'immigration village					
Z. de glissement					
Santé-Bas**	9	3	2 748	1,866 1,9	1 472
	10	9	5 553	4,207 4,2	1 320
Z. sept.					
Kolonaboua	11	4	3 433	1,657 1,7	2 072
	12	8	3 550	2,075 2,1	1 711
Kazaboua**	13	8	10 751	6,272 6,31	1 714
	14	3	3 144	2,892 2,9	1 087
Blitta-	15	6	3 199	2,103 2,1	1 492
losso	16	3	3 561	4,265 4,3	835
Z. Mérid. Est-Mono					
(mutualistes)	17	4	5 526	5,261 5,3	1 050
(traditionnel)	18	2	3 692	3,505 3,5	1 053
( " )**	19	6	4 998	5,249 5,2	952
Hodé	20	7	5 173	5,531 5,5	935
	21	3	2 979	4,395 4,4	678

\* Somme suivant barème note méthodologique : garçon 10-12 ans x 0,50, 13-14 ans x 0,66, 15-16 ans x 0,75; fille, 10-12 ans x 0,50, 13-14 ans x 0,75.

\*\* Sous-chefs (sopabi) recevant un appoint plus important d'aide de la part des villageois donc non pris en compte pour l'établissement des précédentes données.



## conclusion

La valeur d'exemple pratique de la colonisation agricole réalisée au Centre-Togo apparaît avec évidence. Les Kabyè-Losso et l'Administration se sont trouvés affrontés à tous les difficiles problèmes que pose la mise en valeur de terres neuves. Les réponses plus ou moins satisfaisantes qu'ils y ont apportées dans les faits sont autant d'enseignements utilisables pour d'éventuelles tentatives analogues dans

des contextes comparables. La formulation des objectifs et le choix des modalités y gagneraient en réalisme et les chances de succès ne pourraient que s'en trouver améliorées.

Dans cette perspective reprenons les principaux « points sensibles » de la colonisation agricole tels que nous avons définis en abordant cette étude :

### L'ÉTABLISSEMENT DU COURANT MIGRATOIRE

En jetant son dévolu sur les ethnies kabyè et losso pour la mise en valeur des régions sous-peuplées du Centre-Togo le gouverneur Bonnacarrère voyait juste. Il ne se présentait pas à vrai dire d'autre parti raisonnable. Différentes ethnies à vocation agricole nettement affirmée existaient au Togo, tels les Bassari et les Kotikoli dont l'émigration était déjà active ; cependant la densité de leur peuplement (généralement voisine de 20 hab/km<sup>2</sup>) n'aurait pas permis de dégager des contingents suffisamment importants pour assurer le « remplissage » de la grande plaine du Mono. Les Moba de la région de Dapango, ces autres paysans paléonigritiques du Nord-Togo offraient à cet égard de meilleures possibilités avec des densités d'occupation fréquemment supérieures à 40 hab/km<sup>2</sup>, mais ils ne manifestaient aucune disposition pour l'expatriation. Incontestablement les Kabyè et les Losso étaient les seuls au Togo à présenter les trois principales conditions requises : leurs talents de cultivateurs, leur poids démographique, leur mobilité saisonnière les désignaient comme le « réservoir » virtuel de la colonisation agricole envisagée. Il est même certain que si l'Administration n'avait pris l'initiative, le phénomène se serait néces-

sairement opéré par un mouvement spontané, mais sans doute d'une façon plus limitée et surtout en direction de la riche Gold-Coast.

Dans les régions d'immigration l'intervention du pouvoir fut décisive pour « ouvrir » le terrain aux nouveaux arrivants. Les zones septentrionale et intermédiaire — c'est-à-dire le sud du domaine kotokoli et la plus grande partie du territoire aniagan — se trouvèrent ainsi rendues totalement disponibles, sans contestation possible de la part des rares occupants. Dans la zone méridionale les administrateurs fondèrent d'autorité leurs « villages de colonisation » en utilisant les vides du peuplement autochtone. Plus tard l'accès à la zone « A » de l'Est-Mono fut obtenu sans difficulté à la suite d'une négociation avec les responsables coutumiers où le Haut-Commissaire français fit jouer tout son ascendant. Cette protection officielle et les précédents qu'elle créa contribuèrent très certainement à modérer du même coup les revendications des chefs locaux à l'égard des immigrants spontanés. Ainsi s'est trouvée supprimée ou atténuée la contrainte juridique que constitue pour toute opération de colonisation agricole l'obstacle des droits et des exigences des maîtres du sol.

### LE CONTRECOUP SUR LA ZONE DE DÉPART

L'organisation de l'émigration devait, pensait-on, assainir la situation du pays d'origine. Certes la dangereuse augmentation de la population s'en est trouvée freinée ou stoppée dans les secteurs les plus denses et c'est là un résultat capital car sans exutoire

cette région aurait connu un grave surpeuplement. Cependant, depuis, un processus de dégradation économique s'est amorcé : les conditions de subsistance sont à l'heure actuelle plus difficiles qu'il y a cinquante ans au début de la colonisation agricole.

A cet égard plusieurs faits ressortent de l'enquête, plus ou moins accusés selon les « tête » : diminution de la surface exploitée, baisse des rendements, décadence de l'élevage pourvoyeur de fumure... La cause fondamentale du malaise est à nos yeux l'émigration elle-même dont l'action négative se manifeste sur deux plans.

Sélective, elle opère sur la population active une ponction des travailleurs les plus dynamiques — toutefois ce déséquilibre provient surtout des départs temporaires. Les effets néfastes de la colonisation agricole sont également ressentis d'une façon plus insidieuse : en comparant ses récoltes et ses maigres revenus à ceux de l'émigré prospère, le paysan du Nord a pu concrètement mesurer son handicap économique. Lui si fier autrefois de son terroir a perdu la foi en sa terre, jugée aujourd'hui piètre nourricière ; d'où

un relâchement du zèle agricole. Ajoutons à cela la décourageante impression d'être lâché par les siens. Le pays d'origine, est malade de l'émigration.

Y avait-il là une fatalité ? Un programme destiné à stimuler la production du pays d'origine aurait sans doute été de nature à pallier cette situation sur les plans économique et psychologique. L'Administration coloniale s'avèrait peu qualifiée pour œuvrer efficacement dans ce domaine. Elle ne resta pas cependant passive et engagea des actions concernant le coton, le kapok, les bovins, l'arachide (variété érigée) ; seule cette dernière obtint un certain succès. Par contre on ne s'est pas préoccupé de problèmes essentiels comme l'amélioration du petit bétail, du parc d'arbres utiles sur les terres de plaine, le soutien de l'artisanat, qui importaient bien davantage à la masse paysanne.

TABLEAU 30 — Evolution de la population rurale dans les limites d'origine

	1948	1960 $\frac{1960}{(1948)}$	1970 $\frac{1970}{(1960)}$	Densité 1970
Cantons Kabyè du - massif sud	79.342	67.320 (-15%)	64.979 (-4%)	148 h/km <sup>2</sup>
- Autres (1) cantons kabyè	33.289	35.170 (+6%)	36.105 (+3%)	71 "
- Cantons losso (dont lamba)	40.594	41.736 (+3%)	49.946 (+20%)	46 "
TOTAL	153.225	144.266 (-6%)	151.030 (+5%)	74 "

(1) à l'exception de Djanbé dont la tête s'inclut dans la zone de glissement.

Localement apparaît un autre symptôme inquiétant. Si l'on admet tels quels les résultats provisoires du dernier recensement de 1970 le grand exode des années 1950 s'est aujourd'hui atténué. Il affecte toujours sensiblement les cantons méridionaux très denses mais s'apaise ailleurs, notamment chez les Losso où désormais le taux d'augmentation de la population approche celui de l'accroissement naturel : dans chaque grande zone l'effectif résident évolue en fonction de la charge humaine locale, par une sorte de « contrôle » démographique spontané.

Ce revirement relatif crée un réel danger pour les tête au sol moins fertile. La progression des Losso du

bassin de Niamtougou est ainsi particulièrement alarmante. Le programme FAO d'amélioration agricole lancé récemment et portant sur l'ensemble du pays d'origine devrait permettre de retarder la saturation de ce secteur ; cependant la cadence d'accroissement actuelle ne saurait se maintenir sans entraîner à court terme une grave crise de subsistance.

Situation fragile que celle de ce pays menacé d'un côté d'anémie et de l'autre de congestion. Il faudrait ici freiner l'émigration et là l'encourager, suivant les indications de responsables se l'aménagement rural attentifs à l'évolution agro-économique.

## LE SOUTIEN MATÉRIEL AUX IMMIGRANTS

On l'a observé à maintes reprises tout au long de cette étude : s'il prétendait s'installer d'emblée en toute autonomie sur les terres neuves un paysan devrait disposer d'un certain capital, important au regard de ses disponibilités. Or l'immigrant (et c'est le plus souvent une raison de son départ) est généralement démuné de tout. En fournissant la nourriture,

les semences, du matériel, parfois le transport, l'Administration lui a autrefois apporté cette aide. Dans le cas où il s'est expatrié de sa propre initiative, le nouvel arrivant demande asile à un autochtone auquel il offre ses bras, ou plus souvent à ses frères de race déjà établis. La faiblesse des moyens de « démarrage » joue certainement un rôle essentiel dans la

lenteur actuelle de l'expansion agricole kabyè-losso. Cette lenteur s'explique également par les réflexes acquis à la suite d'une sédentarité séculaire ; ces paysans éprouvent toujours une profonde nostalgie en quittant le terroir qui les a vu naître et à plus forte raison n'acceptent jamais spontanément de s'isoler dans un milieu inhabité, « sauvage ». C'est ainsi que la colonisation agricole bute aujourd'hui sur les terres neuves au lieu d'être attirée par elles.

A ce niveau la réalisation d'un réseau de pénétration peut jouer un rôle d'incitation décisif. En pays d'immigration la fonction de la route est capitale : c'est la communication avec le marché local où l'on retrouve les amis installés dans le voisinage, où la femme écoule ses produits, où passe le véhicule qui

permet au besoin de rejoindre rapidement le Nord. C'est aussi le passage des camions, donc la commercialisation possible des surplus agricoles et du coton. La proximité de la route est recherchée comme celle d'un lien indispensable aux plans économique et social. Il y a donc là encore un cas d'intervention de la part de l'Etat, considéré comme seul opérateur efficace en la matière. Un programme de création de voirie contribuerait à faciliter l'accès aux terres libres afin de débloquer les possibilités d'immigration au Centre-Togo. Les administrateurs français ont systématiquement pratiqué cette politique d'« ouverture » mais il faut reconnaître qu'à l'époque l'infrastructure routière n'entraînait pas de grosses dépenses.

## LA MUTATION DU SYSTÈME DE PRODUCTION

Pour des intéressés elle est minime. Du pays d'origine à la plaine Mono on reste dans le cadre d'une culture vivrière pratiquée à la main. En fait les Kabyè-Losso étaient déjà familiarisés avec les cultures du Centre. Ils n'ont eu qu'à ajouter des pieds de coton aux associations habituelles, au début du cycle. Quelques façons culturales sont légèrement modifiées, d'autres supprimées. Au total, parmi les changements mineurs intervenus on observe plus d'abandons que d'innovations, ce qui ne suppose aucune difficulté d'adaptation notable. Pour ménager encore la transition il y a eu ce stage pratique que presque tout homme du Nord a effectué comme manœuvre temporaire. Si l'accession à la terre neuve a permis le passage à une agriculture extensive, les effets en sont surtout perçus en termes d'insertion dans l'espace. Sur le plan technique il ne s'agit que d'une simplification. C'est l'inverse qui eût été pénible.

Les méthodes employées ne mettent pas en danger l'équilibre agro-pédologique. Le cri d'alarme lancé autrefois à ce sujet paraît tout à fait exagéré. Il traduisait une anxiété réelle mais fondée sur les dégâts opérés sur d'autres sols tropicaux notamment du fait de la culture mécanisée. Pratiquée dans des conditions « artisanales », l'agriculture traditionnelle du Centre-Togo ne saurait entraîner une dégradation analogue, malgré l'altération durable de la végétation arborée, observée à l'issue du défrichement initial. Le travail nécessairement superficiel de la houe, le modelé de la surface arable en buttes et galettes, la durée de la jachère ont permis la conservation de la fertilité sur la période déjà longue de mise en culture. En revanche un accroissement

notable de la densité d'occupation agricole créerait un risque de surexploitation en obligeant à un raccourcissement du temps de repos du sol. Sur la base d'un délai nécessaire minimum de sept ans dans la zone septentrionale et de cinq ans dans la zone méridionale (1) il est possible de fixer approximativement à 65 hab/km<sup>2</sup> dans le premier cas et à 100 hab/km<sup>2</sup> dans le second le seuil critique théorique. Compte tenu des inégalités existant entre les exploitations il conviendrait certainement de l'abaisser au moins à 50 et 80 hab/km<sup>2</sup>. Ce compte fait, on s'avise que certains terroirs de la zone septentrionale approchent aujourd'hui de la saturation et qu'Ayengré en particulier se trouve dans une situation inquiétante.

Jusqu'à la période à laquelle nous avons engagé notre étude le Centre-Togo n'avait pas fait l'objet d'un véritable effort de modernisation agricole. En plusieurs occasions cependant nous avons cité l'affaire de l'Est-Mono (1955). Ce programme était intéressant sur le plan de l'extension de la colonisation agricole : il garantissait le « remplissage » rationnel d'un secteur en traçant des limites foncières géométriques à partir d'un réseau de layons rectilignes. Toutefois on n'avait prévu que des améliorations techniques mineures, à savoir le maintien de bandes forestières — en vue de protéger l'équilibre écologique — et la mise à disposition des arrivants d'un cheptel bovin destiné à la fumure. Les immigrants affluèrent mais à l'heure actuelle toutes les bandes forestières ont été défrichées, les bovins ont été rendus à l'Administration et les feux de brousse continuent malgré l'interdiction. L'aménagement s'est limité à la zone « A » du secteur prévu, compte tenu

(1) Autres éléments de ce calcul d'un seuil de densité de peuplement agricole : le nombre d'années consécutives de mise en culture (3 et 4 ans), la proportion de surface incultivable (10 et 5 %) et le nombre moyen de personnes par famille (7,2).

du coût de l'intervention, surtout en ce qui concerne la construction des routes et des ponts.

Jusqu'en 1966, la seule tentative audacieuse fut celle des Mutuelles menée depuis 1961 également sur les terrains de la zone « A ». Elle n'a pas obtenu les résultats agricoles escomptés. On désirait promouvoir la culture mécanisée du coton Allen, intégrée dans l'assolement traditionnel. Or, les rendements n'ont pas atteint un niveau réellement satisfaisant (inférieurs à 2 K/ha) et le travail mécanique déclenche une érosion caractéristique. Par ailleurs la commercialisation des excédents vivriers de cette zone rencontre des difficultés, à l'écart des circuits habituels. A ces inconvénients il serait encore possible de porter remède. Par contre deux conditions fondamentales ne se trouvent point remplies. Le bilan financier global de l'affaire, conduite grâce au concours de l'I.R.C.T. (1),

reste très déficitaire. Et surtout le milieu immigré sollicité n'a pas suivi. Alors que le projet visait à réunir toute la zone « A » en Mutuelles (2), l'effectif rassemblé ne dépasse pas cent mutualistes, soit un dixième de l'ensemble, malgré le dévouement des initiateurs ; encore faut-il remarquer que plus de la moitié de ces volontaires appartiennent à des ethnies du Centre ou Sud-Togo et gagnèrent l'Est-Mono en vue de s'intégrer aux groupements organisés. L'opération est aujourd'hui à reprendre sur de nouvelles bases. Quoi qu'il en soit le fait est révélateur, mettant en évidence sous un angle nouveau un trait de caractère spécifique du paysan kabyè-losso, sa faible capacité d'adaptation au changement de conditions de production. Cela confirme l'idée que la facilité de la conversion technique fut l'une des raisons du succès de la colonisation agricole.

## LA RESTRUCTURATION SOCIOLOGIQUE

Maints voyageurs ou chercheurs ont observé les Kabyè et les Losso vivant dans leur pays d'origine, à l'étroit et hors des circuits monétaires. On connaissait déjà la cohésion de leur société, leur génie agricole, leur énergie au travail. Dans les régions d'immigration nous ne leur avons pas découvert un nouveau visage. Des apports extérieurs aussi fondamentaux que l'élargissement du domaine agraire ou la disposition de numéraire n'ont pas en effet entraîné de modification radicale dans le comportement et ces paysans paléonigritiques restent aisément reconnaissables : même exigence d'un cadre communautaire, même attachement aux valeurs culturelles, même acharnement à produire ; et l'on est saisi d'une sorte de respect devant une personnalité collective aussi affirmée. C'est la prédominance du facteur ethnique qui constitue le trait essentiel de la colonisation kabyè-losso.

Certes l'Administration a vu juste en s'efforçant de

reconstituer des collectivités importantes et de même origine ; cette politique a permis de « lancer » la colonisation agricole dans des conditions viables malgré la désapprobation initiale des populations concernées. Toutefois à considérer les réflexes des immigrés spontanés il est probable qu'en l'absence d'une telle compréhension de la part des organisateurs les Kabyè-Losso de la diaspora auraient de toutes façons opéré un rassemblement aussi systématique que possible. Comme on l'a vu c'est autant l'aspiration communautaire que la nécessité matérielle pour les arrivants de trouver sur place une structure d'accueil qui a créé des groupes homogènes à partir des « premiers » isolés.

Il est évident que le type de peuplement en noyaux a permis une continuité ethnologique caractéristique dont on retrouve les conséquences à tous les niveaux. Tentons, en dernière analyse, d'apercevoir les effets de cette restructuration.

## L'ENRACINEMENT DU PAYSANNAT IMMIGRÉ AU CENTRE-TOGO

Le fait est capital. On a craint parfois qu'il ne se dessine un courant de retour, formé des déçus, des exclus ou des plus âgés. Ce courant existe mais la proportion peut être tenue pour inévitable sur la période d'installation (1/4 ou 1/3 selon les cas) et ne remet nullement en cause le fait de l'implantation. Quant à l'instabilité des immigrés pourrait-elle d'autre part créer un doute ; mais n'est-il pas normal qu'à l'issue de la « descente » s'opèrent localement des ajustements, une redistribution partielle du peuplement ? Au plan économique les arrivants exigent avant tout un large espace agricole ;

après une première fixation, des possibilités d'exploitation meilleures se présentent parfois. Quant au départ du fils on peut le considérer comme évident compte tenu du contexte : un frère moins indépendant restera sur place pour reprendre les terres défrichées par son père. Le meilleur discriminant pour juger au niveau régional de la permanence de l'établissement est évidemment l'importance des centres du nouveau peuplement et leur poids relatif dans l'environnement autochtone. En ce sens un certain nomadisme — à l'échelle des générations — risque d'affecter les grou-

(1) Institut de Recherches du Coton et des Textiles exotiques.

(2) Unité de production constituée par un groupe d'entraide de 10 familles.

pes de familles isolés, parmi des ethnies différentes, aux confins des régions d'immigration où la représentation kabyè-losso reste faible (inférieure à 5 hab/km<sup>2</sup> ou à 20 % de la population locale). En revanche, par l'effet

du nombre dans les autres secteurs de colonisation agricole un milieu humain aussi proche que possible de celui d'origine s'est reconstitué ; là on doit tenir le peuplement pour définitivement stable.

## LA FAIBLE ATTRACTION EXERCÉE PAR LES MILIEUX AUTOCHTONES

De même que les immigrés vivent de préférence entre originaires de même « tête » et que cohabitent rarement Kabyè et Losso, de même et a fortiori les groupes de civilisation paléonigritique séparent-ils leur habitat de celui des autochtones. Il n'y faut voir de leur part nul ombrage ou antagonisme mais seulement un désir profond de sauvegarder leur authenticité ethnique. On enregistre il est vrai quelques changements dans l'aspect extérieur des gens venus du Nord surtout quand le rapprochement s'impose, mais ils ne sont dictés que par la commodité ou un parti de discrétion élémentaire et ne traduisent

aucune prétention à l'intégration. De fait les immigrés se comportent chez leurs hôtes en étrangers. Comment les maîtres du sol ne concevraient-ils pas une certaine appréhension en présence d'une masse aussi peu assimilable sur laquelle ils perdent peu à peu toute autorité et à laquelle sa croissance rapide confèrera peut-être un jour la prééminence ? On conçoit que les autochtones non encore atteints par l'extension de la colonisation agricole n'aient en général nulle envie d'en accueillir les premiers arrivants. Il faut voir là une des causes de l'actuel blocage de l'extension des Kabyè-Losso.

## PEU DE GOÛT POUR L'HABITAT PIONNIER

Ce trait caractéristique s'observe mieux dans la zone septentrionale où les immigrés disposent du sol. A partir d'un village de colonisation cohérent et organisé s'opère un large défrichement dont le front est poussé aussi loin que possible. Mais une fois le terroir achevé il se trouve rarement un volontaire pour aller au delà fonder un nouvel établissement. Ceci malgré la présence au village et dans la région de nombreux immigrés dépourvus d'une exploitation personnelle et fort désireux de posséder une terre en

toute propriété. C'est que pour ce faire il faudrait surmonter deux obstacles d'ordre psychosociologique : le fondateur devrait se résoudre à se séparer de ses proches pour affronter un isolement éprouvant. En second lieu le groupe lui-même accepterait difficilement de s'amputer d'une partie de ses membres ; or en l'occurrence un rôle d'assistance de la part de la collectivité-mère serait quasi indispensable. Ainsi la colonisation agricole se freine-t-elle malgré une forte demande de terre au niveau individuel.

## « L'ÉVOLUTIVITÉ » RESTREINTE DU SYSTÈME DE PRODUCTION

Nous le rappelions ci-dessus. On saisit mieux le fait dans la perspective générale d'une volonté des Kabyè-Losso de conserver leur personnalité ethnique dont le genre de vie constitue un support essentiel. Ces travailleurs de la terre se reconnaissent la houe à la main ; leur premier titre de fierté est la vigueur pour « monter » les buttes où l'habileté à sarcler les cultures familiales. Seraient-ils inaptes à d'autres tâches ? Certes non, seulement peu attirés par des conditions de travail différents. Un programme d'amélioration du système traditionnel ne saurait recevoir une adhésion générale des immigrés qu'à condition de proposer des modifications prudentes et d'un intérêt économique évident.

On pourrait rappeler encore d'autres expressions de cette fidélité des paysans kabyè-losso de l'extérieur à leur modèle d'origine. Ce serait par exemple leur difficile insertion dans les circuits monétaires habituels ou bien l'assiduité de leurs visites au pays natal dont ils contribuent sans doute à entretenir la vie socio-culturelle.

Au total il faut reconnaître à la cohésion ethnique de ces populations paléonigritiques le mérite majeur d'assurer les fondements d'une implantation durable malgré l'éloignement. Pour le reste elle ne comporte guère que des formes d'immobilisme qui constituent autant de contraintes pour la colonisation agricole elle-même.

Ces conclusions aboutissent logiquement à quelques propositions générales en vue d'assurer la poursuite de l'œuvre entreprise et, autant qu'il apparaît possible, d'en améliorer les bases.

La continuation de la colonisation agricole est un impératif. Il importe d'une part d'éviter en engorgement du pays d'origine où la situation est aujourd'hui beaucoup plus sérieuse qu'à l'époque où il fut décidé d'organiser l'émigration ; l'objectif minimum serait d'obtenir une stabilisation de l'effectif de la population dans les zones menacées c'est-à-dire de prévoir annuellement le départ de quelques

600 familles (1). D'autre part, une décompression s'impose déjà dans certains terroirs d'immigration menacés de surcharge pour la décennie 1970-1980, notamment dans la région de Sotouboua.

Les directions possibles sont nombreuses si l'on considère tout le potentiel de terres neuves existant au Togo.

Au nord-est du pays d'origine s'étend une zone presque entièrement vide traversée par la Kéran-Koumongou, l'ancien glacis créé par la menace tchokossi. Là pourraient sans doute se constituer plusieurs villages de colonisation à partir des Losso du Bassin de Niamtougou (surtout ceux de Yaka et Agbandé, les plus proches par le langage des Lamba voisins). Il est vrai qu'aucune tendance d'émigration ne s'est jusqu'ici dessinée vers les régions septentrionales, cependant l'éloignement minime pourrait constituer un argument positif.

Au Centre-Togo il reste l'Ouest-Anié, jusqu'aux premières pentes de la chaîne atakorienne, et la plaine du Fazzao au-delà. De l'autre côté de la route méridienne les deux rives du Mono offrent de vastes possibilités. Plus bas l'Est-Mono à la latitude d'Anié est l'objet d'une active colonisation à partir du Dahomey mais subsistent entre la route et le Mono dans la région de Notsé deux dépressions de part et d'autre du 7<sup>e</sup> parallèle. Au total plusieurs milliers de km<sup>2</sup> de terres totalement inexploitées.

Deux secteurs apparaissent prioritaires pour un programme en faveur de la reprise de la progression.

— L'Ouest-Mono de la zone septentrionale, afin de dégager des villages kabyè voisins.

— Le secteur de confluence de l'Amou et de la Chra avec le Mono à l'est de Chra, afin de maintenir dans les environs d'Atakpamé et de Notsé un rapport numérique à peu près stable entre les autochtones et les immigrés, gage d'une bonne entente entre les communautés.

Pour donner à la colonisation agricole kabyè-losso un « deuxième souffle » indispensable il suffirait, nous l'avons indiqué, d'actions limitées telles que la construction de trois ou quatre voies de pénétration légères (une centaine de km pour la desserte des deux secteurs), le transport des familles et l'apport des vivres et semences jusqu'à la première récolte. Ce type d'intervention est désormais classique. Parallèlement des contacts préalables seraient indispensables avec les chefferies locales d'une part, avec les acheteurs de produits vivriers de l'autre en vue de « brancher » sans délai ces nouveaux immigrés sur les circuits de ramassage.

Dans cette perspective l'essentiel des tâches de mise en valeur revient aux arrivants. Leur adhésion ne semble pas faire de doute, il suffit de se référer au succès du recrutement obtenu au pays d'origine lors de la création de la zone « A ». Cependant un suivi des effectifs s'imposerait par la suite afin de réserver aux habitants prioritaires des zones à décongestionner les places auprès des premiers arrivés (2) ; en l'absence d'un contrôle en ce sens elles seraient occupées par des paysans déjà établis au Centre et tentés par une deuxième étape d'immigration surtout si la propriété du sol était garantie aux arrivants.

Une telle opération ne viserait pour l'instant qu'un objectif de peuplement, non d'amélioration agricole. Elle ne revêtirait donc aucun aspect spectaculaire de « modernisation », mais permettrait aux Kabyè et aux Losso de réaliser aux moindres frais une nouvelle phase de cette colonisation agricole dont ils n'ont eu jusqu'à maintenant qu'à se féliciter. On pourrait songer à y associer une expérience de développement, à tirer profit de la disponibilité des arrivants pour les inciter à adopter une innovation technique. Cela introduirait un risque d'échec : des interventions récentes ont montré qu'auprès des paysans installés de longue date on pouvait obtenir de meilleurs résultats dans ce domaine qu'auprès d'immigrants transplantés pour les besoins de la cause, à moins bien sûr que les structures foncières préexistantes ne créent une contrainte insurmontable.

Il convient pour terminer de lever une équivoque. La « descente » que nous avons décrite modifie au profit des originaires du Nord la répartition géographique des ethnies au Togo. Il serait très regrettable que ce prétexte soit avancé pour s'abstenir d'agir en faveur d'une extension de la colonisation agricole kabyè-losso dans la plaine centrale.

La forte densité d'occupation des pays de la Kara est une réalité démographique dont il faut de toute façon tenir compte. Les possibilités de colonisation agricole que nous signalions au Nord restent spatialement fort limitées, sans commune mesure avec celles qu'offre le Centre. L'attitude qui consisterait à laisser s'atténuer le mouvement migratoire faute d'une aide appropriée aboutirait nécessairement à aggraver l'état du pays d'origine jusqu'à un niveau catastrophique, situation qui en définitive porterait préjudice au pays dans ensemble. A moyen terme l'exode reprendrait mais cette fois vers les villes donc surtout vers le sud et le problème qu'on n'aurait pas résolu se reposerait plus gravement en milieu urbain.

Il est préférable d'accepter aujourd'hui l'amalgame — à défaut d'une fusion — en milieu rural où

(1) Eléments de calcul : population des zones menacées de surpeuplement : 126 300 habitants ; taux d'accroissement naturel : 2 % environ ; effectif moyen d'une famille émigrante : approximativement 4 personnes.

(2) Cette fois, selon le mode du patronat temporaire couramment pratiqué.



les gens excellent à s'accorder. Rappelons que dans notre aire d'étude nous n'avons constaté pour ainsi dire aucun conflit mais au contraire dans la plupart des cas une bonne entente entre autochtones et immigrants. Au reste la forte personnalité ethnique des Kabyè et des Losso devra s'atténuer au fil des générations. A cet égard nous avons en fait observé un processus à son point de départ, puisque dans leur très grande majorité les immigrants actuellement installés au Centre ont été élevés dans le pays d'origine. Qu'en sera-t-il dans vingt ou trente ans lorsqu'à l'inverse la plupart auront grandi sans contact effectif

avec le Nord et parmi des populations différentes ?

L'argument le plus positif est finalement d'ordre économique. Le Togo dispose d'un côté, d'un excédent de population à vocation paysanne et d'un autre, de réserves encore vastes de terres neuves. Il importe d'utiliser ce potentiel pour réaliser un premier stade de mise en valeur. Par la suite, tôt ou tard, on réussira sur de nouvelles bases techniques à dépasser le niveau de la production vivrière traditionnelle. Dans cette perspective la colonisation agricole du Centre est à poursuivre comme une opération d'aménagement à l'échelle nationale.

à MM. SAUTTER ET PELISSIER, mes maîtres, qui par leurs conseils et leurs critiques m'ont encouragé et guidé dans ma recherche.

à MM. Denis BESSEPOU et Kokou KOUGBLENOU, du Centre ORSTOM de Lomé qui m'ont aidé à chaque pas sur le terrain, amis plus qu'assistants.

à tous les paysans togolais et leurs chefs de village qui m'ont accueilli, informé et m'ont confié leurs problèmes et leurs espoirs.

Merci.



## *sources bibliographiques*

### OUVRAGES SE RAPPORTANT AU TOGO ET PARTICULIÈREMENT AU NORD ET AU CENTRE-TOGO

Cf. l'importante « Contribution bibliographique » d'A. OTHILY. 1. L'Etude des problèmes togolais éd. prov., *multigr.* ORSTOM Lomé, 1968.

#### Géologie

AICARD (P.), 1957. — Les terrains précambiens du Togo et leur extension vers le Nord-Est. Dakar.

AICARD (P.). — Le Précambrien du Togo et du Nord-Ouest du Dahomey. 5 cartes géol. en couleur au 1/500 000. *Publications du Service de géologie et de Prospection Minière de l'A.O.F. Dakar*, Bull. n° 23.

KOURIATCHY (N.), s.d. — Contribution à la connaissance de la géologie du Territoire du Togo placé sous mandat de la France. Rochefort s/mer, *multigr.*

#### Pédologie

DABIN (B.), 1955. — Etude pédologique de la Ferme Ecole de Sotouboua ronéo. ORSTOM. Lomé.

LAMOUREUX (M.), 1954. — Sur la carte d'utilisation des sols et sur la carte pédologique de la boucle Ogou-Mono. C.r. de la 2<sup>e</sup> conférence interafricaine des sols, Léopoldville, 1964. Ed. de la Dir. Agriculture. Forêts. Elevage du Min. des colonies. Bruxelles.

LAMOUREUX (M.), 1956. — Etude pédologique des Centres-Pilotes de Tchitchao, Kabou et Toaga suivi de Complément analytique sur des échantillons prélevés dans le Cercle de Lama. Kara. Ronéo. ORSTOM. Lomé.

LAMOUREUX (M.), 1958. — Notes pédologiques, sur la Station de l'IRCT d'Anié-Mono. ronéo. ORSTOM. Lomé.

LAMOUREUX (M.), 1962. — Carte des sols du Togo. Notice explicative. Ed. prov. ronéo. ORSTOM. Lomé.

LENEUF (N.), 1952. — Reconnaissance pédologique de la région de Sotouboua. Mono. Goubi, Cercle de Sokodé ronéo. ORSTOM. Lomé.

LÈVÈQUE (A.), 1965. — Etude pédologique de l'Est-Mono (zone B). ronéo. ORSTOM. Lomé.

LÈVÈQUE (A.), 1968. — Les principaux événements géomorphologiques et la pédogenèse sur le socle granitogneissique au Togo. ORSTOM. Lomé.

#### Climatologie

ATTIGNON (H.), 1960. — Le climat de la zone côtière entre Takoradi et Cotonou et ses conséquences biogéographiques. D.E.S. de géographie. Ronéo. Faculté des Lettres d'Aix-en-Provence.

BRUNET-MORET (Y.), 1967. — Etude générale des averses exceptionnelles en Afrique Occidentale (Dahomey et Togo), ORSTOM et Comité Inter-africain d'études hydrauliques. Cotonou.

DENEAU (V.), 1956. — Les singularités climatiques du Bas-Togo. Mémorial de la Météo. Nat. N 42. Dir. de la Météo Nat. Paris.

GNON (A.), 1967. — Les climats du Togo, D.E.S. de géographie (mémoire annexe). Faculté des lettres de Caen.

SARRE (E.), 1967. — Les types de temps du Dahomey-Togo. Mémoire manuscrit IRTM, Paris.

Ministère des travaux publics et Ministère de la France d'Outre-Mer, 1958. — Annales des services météorologiques de la France d'Outre-Mer. 1<sup>er</sup> volume Territoires français d'Afrique noire. Paris.

### Végétation

AUBRÉVILLE (A.), 1936. — Rapport de Mission au Dahomey et au Togo.

AUBRÉVILLE (A.), 1937. — Les forêts du Dahomey et du Togo. *Bull. du Comité d'études historiques et scientifiques de l'AOF* n° 1 - 2 janvier-juin.

AUBRÉVILLE (A.), 1949. — Climats, forêts et désertification de l'Afrique tropicale. Société d'éd. géographiques, maritimes et coloniales.

ROBERTY (G.), 1942. — Contribution à l'étude phytogéographique de l'AOF (1940) Sté Genevoise d'Ed. et d'impression. Genève.

### Agronomie

BERGE (M.) et LAMOUROUX (M.), 1956. — Le paysanat dirigé de l'Est-Mono. Utilisation et conservation des sols de savane du Moyen-Togo. Congrès des africanistes de l'Ouest.

### Aspects humains

ALEXANDRE (P.), 1963. — Organisation politique des Kotokoli du Nord-Togo *Cahiers d'Etudes Africaines*. 14, vol. IV, 2<sup>e</sup> cahier, Paris.

CORNEVIN (R.), 1949. — Monographie de la région d'Anié, inédit.

CORNEVIN (R.), 1950. — Monographie du cercle du Centre, inédit.

CORNEVIN (R.), 1952. — Monographie du cercle de Bassari, inédit.

CORNEVIN (R.), 1960. — Notes à propos du canton de Kpessi. *Bulletin de l'Institut d'Enseignement Supérieur du Bénin*, Lomé.

CORNEVIN (R.), 1969. — Histoire du Togo. Ed. Berger-Levrault. Coll. Mondes d'Outre Mer. Série Histoire. Préface de Mr le Gr Deschamps. 3<sup>e</sup> éd. Paris.

CORNEVIN (R.), 1962. — Les Bassari du Nord-Togo Ed. Berger-Levrault. Coll. peuples. Paris.

DAVIDSON (R.B.), 1954. — Migrant labour in the Gold Coast. University College of the Gold Coast. Department of economics. Accra, 1954.

FROELICH (J.C.), 1947. — Le cercle de Sokodé. Renseignements généraux. Etude physique, économique et humaine. Rapport inédit.

FROELICH (J.C.), 1950. — Photographies aériennes dans le Nord-Togo démographie et structures agraires. NOAF n° 47.

FROELICH (J.C.), 1968. — Les montagnards paléonigritiques (ORSTOM). Ed. Berger-Levrault. Paris.

FROELICH (J.C.), ALEXANDRE (P.) et CORNEVIN (R.), 1963. — Les populations du Nord-Togo. PUF Coll. Monographie ethnologiques africaines. Paris.

GNON (A.), 1967b. — Etude géographique du canton de Kabou. D.E.S. Mémoire principal. Faculté des Lettres de Caen.

IGUE (O.I.P.), 1970. — La civilisation agraire des populations Yoruba du Dahomey et du Moyen-Togo. Thèse doctorat III<sup>e</sup> cycle. Faculté des lettres de Nanterre.

MERCIER (P.), 1968. — Tradition, changement, histoire. Les Somba du Dahomey septentrional. Thèse de doctorat d'université. Lettres. Paris.

PAUVERT (J.C.), 1956. — Etat des migrations au Togo ronéo. ORSTOM Lomé.

PÉRISSE (J.), 1958. — Une enquête alimentaire sur les populations agricoles du Togo (ORSTOM) *Bull. de l'Inst. Nat. d'Hygiène*, T 13, n° 4.

PÉRISSE (J.), 1962. — L'alimentation des populations rurales au Togo. (ORSTOM). *Annales de la Nutrition et de l'alimentation*. Vol. 16, n° 4.

PÉRISSE (J.), et LE BERRE (S.), 1957. — Table de composition de quelques aliments tropicaux : Togo. (ORSTOM) *Ann. de la Nutr. et de l'Alimentation*, vol. 11, n° 5.

ROUCH (J.), 1954. — Les travailleurs africains français en Gold Coast, ronéo.

SICRE (Cne), 1918. — Le cercle de Sokodé. Monographie dactylo.

## ECRITS CONSACRÉS SPÉCIALEMENT AUX KABRÉ LOSSO OU A LEUR COLONISATION AGRICOLE AU CENTRE-TOGO (1)

Cf. Centre d'Etudes et de Recherches de Kara (CERK) animé par R. VERDIER. La plupart des articles du bulletin du centre concernent les paléonigritiques du Nord-Togo. Nous signalons ci-après seulement les titres les plus importants ou ceux qui intéressent de près notre thème de recherche.

- ALEXANDRE (P.). — Les transferts de populations en pays Kabré (Togo). Modernisation rurale 1957-1958, manuscrit CHEAM n° 2954.
- BAK PESSI (M.C.), 1958. — Notes sur l'origine des Cabrais Losso.
- BARNIER (B.), 1970. — Un exemple de développement agricole au Togo : l'immigration Kabré, et la mise en valeur de l'Est-Mono. Mémoire de maîtrise. Inst. de géographie alpine. Grenoble. 1955.
- BEZON (A.), 1955. — Sondage démographique comparatif en pays Kabré (Togo) 1932-1954. *Médecine tropicale*, Vol. 15, n° 4. Marseille, 1955.
- BRUNGARD (A.), 1966. — Notes sur quelques traditions relatives au peuplement du pays Kaburé. CERK doc. hist. série A. fasc. 1.
- CESSOU (Mgr J.M.), 1931. — Chez les Kabrais du Togo français. *Echo des Missions Africaines* de Lyon. n° 39.
- CORNEVIN (R.), 1951. — Colons Kabré et Losso au Togo français. *Encyclopédie coloniale et Maritime*. n° 9.
- CORNEVIN (R.), 1956. — La mise en valeur de l'Est Mono (Togo). *Encyclopédie mensuelle d'Outre-Mer*.
- CORNEVIN (R.), 1956. — Un transfert de main-d'œuvre réussi : la colonisation cabraise au Togo sous tutelle française. BITT.
- CORNEVIN (R.), 1961. — Connaissance des Kabré depuis Frobenius. *Le monde non chrétien*. n° 59-60.
- CRIDEL (B.), 1968. — Le canton de Lama. Documents du CERK fasc. V.
- CRIDEL (B.), 1967. — Structures agraires et systèmes de culture en pays kabré, doc. du CERK, série C, fasc. IV.
- CRIDEL (B.), 1968. — Les classes d'âge masculine kabré. Doc. du CERK, fasc. V.
- CRIDEL (B.), 1960. — La mort et les funérailles en pays Kabré. Doc. du CERK, fasc. II.
- DELORD (J.), 1946. — Fiançailles et mariages en pays cabrais. *Journal des Missions Evangéliques*.
- DELORD (J.), 1961. — Notes et commentaires au sujet de *paysans Kabré du Nord-Togo* de L. Frobenius. *Le Monde non chrétien*. n° 59-60.
- DRESCH (J.), 1952. — Paysans montagnards du Dahomey et du Cameroun. Les vrais paysans noirs. *Bull. de l'association des géographes français*.
- DURAIN (Cne). — Etude de la famille indigène chez les Cabrais. *Monogr. dactylo.* sans date.
- DURAIN (Cne), 1968. — Les arts décoratifs dans le cercle de Sokodé (1925) Doc. du CERK fasc. IV.
- EBIA (B.), 1966. — Les sociétés kabrées et les classes d'âge, inédit.
- ENJALBERT (H.), 1956. — Paysans noirs, les Kabrés du Nord-Togo. *Cahiers d'Outre Mer*, n° 34.
- FAURE (J.), 1939. — Le Dieu des Kabré. *Journal des Missions Evangéliques*.
- FROBENIUS (L.), 1913. — Extrait de *Und Afrika sprach* Ed. III Unter den unstraflichen Ethiopen. Berlin. Les paysans kabré du Nord-Togo traduction I. Mury A. Honegger et J. Pons (av. le concours du CNRS) *Le Monde non chrétien* n° 59-60. Préface de R. Cornevin. Annotations de J. Delord.
- FROELICH (J.C.), 1949. — Un exemple de transfert : le secteur Kabré de colonisation dirigée. Exposé au CHEAM.
- FROELICH (J.C.), 1967. — Pression démographique et techniques agraires. Pennant, 717.
- FROELICH (J.C.), 1949. — Généralités sur les Kabré du Nord-Togo. *Bull. de l'IFAN* XI, n° 1 et 2.
- FROELICH (J.C.), 1950. — Notes sur les Naoundemba. *Bull. de l'IFAN*. XII n° 1.
- FROELICH (J.C.), 1952. — Densité de population et méthodes du culture chez les Kabré du Nord-Togo. *Compte rendu du congrès de l'Union géographique internationale*, Lisbonne, T IV.
- FROELICH (J.C.), 1964. — Les problèmes posés par les refoulés montagnards de culture paléonigritique. *Cahiers d'études africaines*, 4, 3 (15).
- GILLOT et PAUVERT (J.C.), 1960. — Etude démographique du pays Kabré (1957) — IRTO et INSEE.
- GLOANNEC, 1952. — L'agriculture chez les Kabré et les Moba Rapport de stage HEOM.

(1) Excepté notes ethnologiques d'une portée restreinte et traités linguistiques.

- HETZEL (W.), 1964. — Est-Mono : Die Kabre und ihr neues Siedlungsgebiet in Mitteltogo Wurzbürger géogr. Arbeiten, 12.
- KEMIS (J.), 1924. — En pays Kabré. *Echo des Missions africaines de Lyon*.
- LARSON (T.J.), 1967. — A preliminary survey of the Cabrai of Lama - Kara circonscription. United States Agency for international Development. Trad. dans Doc. du CERK, fasc. 9.
- LUCIEN-BRUN (B.), 1967. — Coup d'œil sur l'expansion kabré. Doc. du CERK série C, IV.
- MARQUEISSAC (H. de), 1932. — Enquête et sondage démographique en pays kabré. *Bull. Soc. Patho Exotique*, n° 9.
- MARQUEISSAC (H. de), 1935. — Une population togolaise, les Cabrais. Togo-Cameroun Paris.
- PATOKIDEOU (H.K.), 1970. — Les civilisations patriarcales des Kabré face aux programmes modernes de développement économique et social. Editogo, Lomé, 306 p.
- PAUVERT (J.C.), 1955. — L'ancienne colonisation Kabré et ses possibilités d'expansion dans l'Est Mono. ORSTOM. Lomé.
- PAUVERT (J.C.), 1956. — Le peuplement immigré de l'Est Mono. ORSTOM. Lomé.
- PAUVERT (J.C.), 1956. — Quelques aspects des migrations Kabré et Losso au Togo. Communication à la 6<sup>e</sup> conférence des Africanistes de l'Ouest, Sao-Tomé.
- PAUVERT (J.C.), 1965. — Migrations et droit foncier au Togo. *Cahiers de l'Institut des Sciences Economiques appliquées*. Paris.
- PERSON (Y.). — Brève note sur les Logba. *Et. dahoméennes*, XVII.
- PIERRET (A.), 1953. — Les mouvements de population chez les Kabré-Losso du Nord-Togo et leurs conséquences dans l'évolution du territoire. Mémoire Ec. FOM.
- PUIG, 1934. — Etude sur les coutumes cabrais. Thèse droit, Toulouse.
- RAYMOND (H.), 1967. — Projet de programme de développement de la Région Centrale. Haut-Commissariat au Plan, 9 fasc. ronéo, Lomé.
- SAUVAGET (C.), 1969. — Plan pour un rapport sur les grands traits de l'agriculture Kabré + annexe cartographique. dact. ORSTOM. Lomé.
- SAUVAGET (C.), 1971. — BOUA un terroir kabré du Nord-Togo. Thèse de doctorat de III<sup>e</sup> cycle Paris X. Nanterre.
- SASSOON (D.V.), 1950. — The Cabrais of Togoland. *Geog. Mag.* London, Déc.
- Service de la statistique générale (République du Togo), 1958-1960. — Recensement général de la population du Togo. 6 fasc. ronéo. en part. 3<sup>e</sup> fasc. Et. ethnographique.
- Service de la statistique générale (République du Togo), 1961. — Enquête démographique par sondage au Togo, 2 fasc. ronéo.
- VERDIER (R.), 1962. — Les structures socio-religieuses des Kabré du Nord-Togo. Thèse Sorbonne. Paris.

# *table des illustrations*

## LISTES DES FIGURES

	Page
1 — Coupe géologique du pays d'origine . . . . .	14
2 — Variations pluviométriques régionales au Togo . . . . .	17
3 — Peuplement du pays d'origine . . . . .	21
4 — Densité du peuplement du pays d'origine par canton (1960) . . . . .	24
5 — Peuplement du Centre-Togo à la fin du XIX <sup>e</sup> siècle . . . . .	26
6 — Proportion Kabyè-Losso en pays d'immigration par canton . . . . .	35
7-8 — Sites des villages de colonisation administrative dans la zone septentrionale ; 7 : Kolonaboua, 8 : Déréboua . . . . .	36
9 — Peuplement immigré à l'est de Gleï . . . . .	37
10 — Types d'habitations rurales I . . . . .	41
11 — Types d'habitations rurales II . . . . .	42
12 — Les trois zones de la colonisation agricole kabyè-losso au Centre-Togo . . . . .	44
13 — Périmètre des terroirs de colonisation agricole à l'est de Tchébébé (zone septentrionale) . . . . .	48
14 — Extension des défrichements de la colonisation agricole dans la zone septentrionale . . . . .	48
15/16 — Schématisation des cultures dans des terroirs jeunes de la zone septentrionale	
15. un village pionnier Kédjébi . . . . .	50
16. un des derniers villages de colonisation : administrative : Kazaboua . . . . .	51
17 — Schématisation des cultures des villages du Moyen Anié à la latitude 8° . . . . .	52
18 — Terres cultivées de villages de la zone méridionale . . . . .	55
19 — Orientation des parcelles dans la zone méridionale . . . . .	60
20 — Agencement de cultures associées au Centre-Togo (exemples fréquents) . . . . .	66
21 — Durée théorique de la jachère. Détermination par expression graphique. Exemples . . . . .	69
22 — Variations de la densité de peuplement du pays d'origine de 1926 à 1960 par canton 1926-1960 - 1926-1948 - 1948-1960 . . . . .	82
23 — Pyramide par sexe et âge de la population du pays d'origine en 1957 . . . . .	83
24 — Colonisation agricole des Kabyè-Losso organisée par l'Administration Coloniale. Lieux d'implantation	96
25 — Origine des chefs de famille du village de Déréboua . . . . .	124
26 — Origine des chefs de famille des hameaux de Gbébè dans la zone méridionale . . . . .	125
27 — Origine des chefs de famille du layon « du km 17 » de la zone « A » de l'Est-Mono . . . . .	127
28 — Subordination administrative des immigrés aux chefs autochtones . . . . .	136
29 — Extension des terres cultivées dans la zone septentrionale . . . . .	140
— schéma de l'avance d'un groupe d'exploitations	
— schéma de l'expansion d'un terroir à partir du site d'installation original	

	Page
30 — Plan de propriété A : type d'exploitation peu dynamique . . . . .	146
30bis — Plan de propriété B : type d'exploitation dynamique . . . . .	147
31 — Structure schématique d'un « grand bloc de cultures » dans la zone intermédiaire et méridionale . . .	151
32 — Dates d'installation des chefs de familles présents dans trois localités étudiées . . . . .	159
33 — Comparaison des pyramides d'âge du pays d'origine et du pays d'immigration (population résidente)	161
34 — Localisation des villages fondés depuis 1950 dans la zone septentrionale . . . . .	165
35 — Localités choisies pour le sondage de production agricole . . . . .	172

## LISTE DES TABLEAUX

	Page
1 — Evolution respective des populations urbaine et rurale au Togo . . . . .	9
2 — Densité de la population du pays d'origine (1970) . . . . .	24
3 — Répartition des Kabyè et des Losso au Togo (1959-60) . . . . .	32
4 — Taux de mixité des deux groupes kabyè et losso par village d'immigration (1959-60) . . . . .	34
5 — Nombre moyen d'habitants kabyè-losso, par village (1959-60) . . . . .	38
6 — Surfaces de champs au pays d'origine . . . . .	57
7 — Surfaces de champs au pays d'origine selon leur distance par rapport à l'habitation du propriétaire	57
8 — Surfaces de champs dans les zones de colonisation agricole dans les villages d'immigrés et d'autochtones	58
9 — Types caractéristiques de rotation au Centre-Togo . . . . .	64
10 — Taux d'utilisation du sol dans les zones de colonisation agricole . . . . .	70
10bis — Temps de culture et de jachère vers 1930 au pays d'origine . . . . .	77
11 — Population totale résidant dans le cadre d'origine. Evolution . . . . .	81
12 — Comparaison entre les rendements obtenus sur champs éloignés et dans la zone de fumure (céréales et légumineuses) . . . . .	85
13 — Immigration administrative kabyè-losso dans le cercle d'Atakpamé entre 1925 et 1932 . . . . .	100
14 — Population kabyè-losso immigrée au Centre-Togo, par mode d'immigration et par région . . . . .	107
15 — Origine des épouses en pays d'immigration . . . . .	127
16 — Fréquence des retours au pays d'origine du chef de famille . . . . .	128
17 — Choix du prénom des jeunes immigrés . . . . .	130
18 — Evolution de la population autochtone de deux villages mixtes . . . . .	137
19 — Durée des périodes de jachère . . . . .	155
20 — Variation des rendements obtenus par les Kabyè-Losso du Centre-Togo selon le nombre de cycles de culture effectués sur le champ . . . . .	157
21 — Quelques données démographiques comparées ; pays d'immigration - pays d'origine . . . . .	160
22 — Provenance des chefs de famille kabyè-losso immigrés - villages d'enquête . . . . .	161
23 — Evolution de l'effectif du groupe des « premiers arrivés » - villages d'enquête . . . . .	162
24 — Descendants de la première génération d'immigrés restant au village - villages d'enquête . . . . .	162
25 — Destination des personnes ayant quitté le village d'immigration . . . . .	163
26 — « Rendement » comparé du travail chez les Kabyè-Losso enquêtés au Nord et au Centre-Togo . . . . .	182
27 — Nombre d'heures consacrées à chacune des grandes phases de culture, par hectare et par an . . . . .	183



	Page
28 — Répartition des temps consacrés à chacune des grandes catégories de travaux en pourcentage par rapport à la somme de travail annuelle . . . . .	183
29 — Proportion des propriétaires de bicyclette . . . . .	185
30 — Evolution de la population rurale dans les limites d'origine . . . . .	206

### En annexe

I — Superficie d'exploitations familiales kabyè-losso . . . . .	192
II — Superficie d'exploitations familiales autochtones (Centre-Togo) . . . . .	192
III — Rendements agricoles obtenus par les Kabyè-Losso, poids réel/ha . . . . .	193
IV — Rendements agricoles, données globales : poids sec/ha et revenu brut/ha . . . . .	193
V — Quelques rendements de champs cultivés en monoculture . . . . .	194
VI — Prix de vente des produits agricoles . . . . .	194
VII — Revenu brut à l'hectare sur la base des prix régionaux . . . . .	195
VIII — Surfaces cultivées par les familles enquêtées, suivant les associations de cultures . . . . .	196
IX — Revenu brut agricole par exploitation familiale et par personne . . . . .	197
X — Consommation alimentaire par personne et par an . . . . .	197
XI — Equivalent monétaire de la consommation alimentaire de produits agricoles, par an, par personne et par famille . . . . .	198
XII — Equivalent monétaire des semences nécessaires par exploitation et par an . . . . .	198
XIII — Equivalent monétaire des envois de vivres au pays d'origine . . . . .	199
XIV — Revenu agricole net annuel par exploitation familiale et par personne . . . . .	199
XV — Evolution quantitative annuelle du travail agricole, dans le cadre de l'exploitation familiale . . . . .	200
XVI — Nombre d'heures de présence aux champs par homme et par mois - valeurs moyennes . . . . .	200
XVII — Nombre d'heures de présence aux champs par homme et par mois - valeurs extrêmes . . . . .	201
XVIII — Temps moyen consacré à l'agriculture par homme ; par semaine et par jour . . . . .	201
XIX — Introduction de la coutume du dimanche chômé . . . . .	201
XX — Temps effectif consacré à l'exploitation familiale, par catégorie de travailleurs - moyenne mensuelle . . . . .	202
XXI — Part annuelle du travail de chaque catégorie de personnes actives dans l'exploitation familiale - kabyè seulement . . . . .	202
XXII — Rapport travail annuel/surface cultivée par exploitation familiale . . . . .	203

## LISTE DES PHOTOS

PLANCHE I : Différents aspects de la végétation naturelle dans les régions occupées par les Kabyè . . . . .	115
1 — Formation végétale spontanée au pays d'origine (relique de la forêt disparue : un bois sacré à Pessaré (Lama-Tessi) . . . . .	
2 — Centre-Togo. Arbre destiné à disparaître pour faire place aux cultures. Un foyer est périodiquement allumé au pied . . . . .	
3 — Une forêt-galerie au Centre-Togo . . . . .	
4 — Centre-Togo. Zone septentrionale. Village de Déréboua. Etat de la végétation après le premier cycle de culture. Début de la période de jachère . . . . .	
5 — Une forêt claire du Centre-Togo. Végétation naturelle des Terres Neuves . . . . .	
PLANCHE II : Différents aspects de l'habitat kabyè . . . . .	116
6 — Pays d'origine : Tchitchao. Modification de l'habitation d'origine sous l'influence des émigrés . . . . .	

7 — Centre-Togo. Zone septentrionale. Habitation traditionnelle. Entrée au « Vestibule ». Au premier plan, greniers	
8 — Centre-Togo. Village de Déréboua (zone septentrionale). Habitat traditionnel « noyé » dans le paysage	
9 — Centre-Togo. zone méridionale. Près de Gbébé dans un secteur d'immigration dense. Le vestibule a disparu mais la disposition générale reste fermée	
10 — Centre-Togo. Zone méridionale. Village isolé de Tsagba sur la route de Tohoun. Constructions rectangulaires. Disposition générale « ouverte »	
PLANCHE III : Différents aspects de l'agriculture kabyè . . . . .	117
11 — Pays d'origine. Lama-Tessi. Champ de buttes d'igname et de sorgho, bordé d'une rigole d'écoulement	
12 — Pays d'origine. Lama-Tessi. Culture de sorgho sur sol epierré en larges godets	
13 — Centre-Togo. Zone septentrionale. Fabrication des buttes d'ignames sur sol de défrichement	
14 — Centre-Togo. Zone septentrionale. Champ de buttes d'ignames. 1 <sup>re</sup> année de culture sur sol défriché	
15 — Centre-Togo. Zone méridionale. Champ de 3 <sup>e</sup> année de culture sur « galettes » (maïs, haricot, cucurbitacée oléagineuse)	
16 — Centre-Togo. Zone septentrionale. Champ de sorgho de 3 <sup>e</sup> année de culture sur billons. Sarclage, linage, démariage	
(Photos aériennes)	
17 — Zone méridionale, le secteur de modernisation agricole de l'Est-Mono, 1965-66, Echelle : 1/65 000 .	118
18 — Zone intermédiaire, Yadékopé, Moyen-Anié, 1965-66. Echelle 1/65 000 . . . . .	119
PLANCHE IV: Différents aspects de l'ouverture des Kabyè au monde moderne au début des années 70 . . . .	120
19 — Marché installé par l'Administration ; jour de marché à Titigbé (zone septentrionale)	
20 — Conditionnement des haricots au champ pour la vente. Battage. Vannage. Ensachage. Près de Gbébé. Zone méridionale	
21 — Influence du « Sud » dans l'habitat. Type de construction très rare en pays de colonisation agricole (Déréboua)	
22 — Autres influences extérieures : les deux tenues d'apparat	

## PLANCHES HORS TEXTE

- I — Densité de population rurale au recensement général de 1958-1960 : Togo 1/500 000
- II — Peuplement des zones d'immigration agricole kabyè et losso : Togo 1/1 000 000
- III — Immigration rurale des Kabyè-Losso
  - densité d'occupation du sol
  - importance numérique par rapport à la population totale : Centre-Togo 1/500 000
- IV — Terres cultivées du Centre-Togo 1/500 000
- V — Colonisation agricole administrative (Kabyè). Zone septentrionale. Village de Déréboua. Schéma foncier
- VI — Colonisation agricole spontanée (Losso). Zone méridionale. Hameaux fondés à partir de la localité autochtone de Gbébè (Ethnie Ifé). Plan de l'exploitation
- VII — Répartition mensuelle du travail annuel sur l'exploitation familiale
  - a : pays d'origine
  - b : pays d'immigration — zone septentrionale
  - c : pays d'immigration — zone méridionale



## *II*

# *Migration et mutation de l'espace colonisé*

Anne-Marie PILLET-SCHWARTZ



## NOTE LIMINAIRE

*L'étude qui suit est une actualisation de celle de B. LUCIEN-BRUN. L'une et l'autre furent réalisées avec le soutien logistique de l'ORSTOM, la première à la fin de la décennie 1960, la seconde au début de la décennie 1980. Celle de B. LUCIEN-BRUN a fait l'objet d'une thèse de doctorat de 3<sup>e</sup> cycle intitulée « La colonisation des terres neuves du Centre-Togo par les Kabrè et les Losso », soutenue à l'Université de Paris I en 1974. La mienne s'inscrit dans la lignée des travaux que je mène dans le cadre du Laboratoire de sociologie et géographie africaines (UA 94) en tant que chercheur au CNRS sur le thème « Stratégies gouvernementales en matière agricole et dynamismes locaux ». Notre terrain et notre problématique ont précisément évolué avec le temps. Elargis du fait d'un contexte idéologique nouveau, ils se doivent de faire la part des possibilités de dérive qui caractérisent aujourd'hui la dynamique des Kabylès et des Losso. La plaine centrale, à laquelle se limita B. LUCIEN-BRUN, reste certes le pôle d'immigration privilégié des uns et des autres, mais elle ne constitue plus un champ d'observation suffisant, à l'heure où ces migrations sont à mettre en corrélation avec le développement du milieu rural plutôt qu'avec la colonisation des terres neuves à proprement parler.*

*Autre époque, autre approche. Je ne suis pas revenue sur les contextes physiques et historiques qui furent largement décryptés par B. LUCIEN-BRUN. Ma première tâche fut d'identifier à travers les statistiques le terrain tel qu'il s'offrait à moi. Après l'avoir situé, en introduction, dans son actuel contexte économique et politique (développement de la Région de la Kara, extension de la zone de glissement, occupation des plateaux caféiers et cacaoyers, etc.), j'ai donc entrepris de faire le point sur le mouvement et sur le champ migratoires eux-mêmes, en bref sur la façon dont Kabylès et Losso appréhendent et occupent l'espace national (première partie de mon travail, chapitres 1 et 2), lente approche démographique sans laquelle il n'était point possible d'analyser leurs comportements en matière d'organisation et de rentabilisation de l'espace (seconde partie, chapitres 3 et 4).*

*Bien que différente de celle de B. LUCIEN-BRUN, mon approche du sujet est fondée cependant sur le souci d'assurer l'homogénéité de notre ouvrage commun. Cet objectif a été facilité par la collaboration de certains agents techniques de l'ORSTOM, qui, ayant travaillé sur le terrain avec celui-ci, ont pu m'aider à suivre sa trace, à retrouver notamment une partie des familles qui lui avaient servi d'échantillons. Nos résultats restent ainsi comparables, même si mes enquêtes portent sur des régions nouvelles et si elles ne sont pas aussi diffuses que les siennes (du fait simplement que je vienne en seconde position). Ma démarche est en effet un compromis entre l'accumulation de données vécues à valeur statistique et l'étude ponctuelle de type monographique qui eût été prématurée (terrain trop onduoyant, si l'on peut dire, pour des clichés vraiment nets). Elle complète en cela sans hiatus celle de B. LUCIEN-BRUN et indique déjà en elle-même que le sujet reste à suivre.*

*En dépit ou plutôt du fait de leur caractère résolument complémentaire, ces deux études n'excluent pas d'ailleurs certaines discordances. Il n'y a pas que notre terrain et notre problématique qui aient évolué. Les statistiques officielles elles-mêmes connaissent les effets du temps et le lecteur ne s'étonnera pas que les chiffres de B. LUCIEN-BRUN et les miens, notamment ceux relatifs au recensement national de 1970, ne coïncident pas toujours. B. LUCIEN-BRUN a dû travailler sur des résultats provisoires parfois et, il faut bien le dire, une certaine confusion règne encore au niveau de l'information disponible à la veille du recensement de 1981 (dépouillements inachevés du précédent recensement, toponymie et découpage administratif instables, cartographie insuffisante, etc.). Ces décalages du précédent recensement nous paraissent de toutes les façons sans importance,*

dans la mesure où ils sont minimes et où ils portent sur des données elles-mêmes imprécises très souvent.

Je tiens en présentant ici mon étude à remercier le personnel du Centre ORSTOM de Lomé qui m'a apporté son concours, en particulier MM. Yao AGBODGEE, Koyafei KPATCHA BESSEPOU, Segla DOGNON et Kokou KOUGBLENOU, ainsi que ma collègue Yveline DIALLO, qui a assuré avec patience la coordination entre les auteurs et le Comité des Editions de l'ORSTOM, et le professeur Gilles SAUTER, qui a accepté de faire une lecture critique du manuscrit.

Anne-Marie PILLET-SCHWARTZ



## PRINCIPAUX SIGLES UTILISÉS

ARAC	Animation rurale et action coopérative
BCEAO	Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BOAD	Banque ouest-africaine de développement
CNCA	Caisse nationale de crédit agricole
DRDR	Direction régionale du développement rural
GTZ	Gesellschaft für technische Zusammenarbeit
IRAT	Institut de recherches agronomiques tropicales et des cultures vivrières
OPAT	Office des produits agricoles du Togo
ORPV	Organisme régional de promotion et de production des cultures vivrières
RPT	Rassemblement du peuple togolais
SORAD	Société régionale d'aménagement et de développement
SOTEXMA	Société togolaise d'exploitation de matériel agricole
SOTOCO	Société togolaise du coton
SRCC	Société nationale pour la rénovation et le développement de la cacaoyère et la caféière togolaises
TOGOGRAIN	Office national des produits vivriers
ZAAP	Zone d'aménagement agricole planifié



## *introduction*

Lorsqu'en 1966 B. LUCIEN-BRUN entreprit son travail de terrain sur les migrations rurales des Kabyè et des Losso, la situation politique et économique du Togo était très différente de ce qu'elle est aujourd'hui. C'est en 1967 que l'armée prend le pouvoir, conduite par l'actuel président de la République, le général Gnassingbé Eyadéma, et c'est en 1969 qu'est fondé le Rassemblement du Peuple Togolais (RPT), parti unique, « creuset national » au sein duquel doit se faire l'unité du « Togo nouveau » et s'organiser, à l'image du New Deal, la « nouvelle marche » vers le développement. L'idéologie sous-jacente à cette politique prend racine dans l'antagonisme Nord-Sud, clivage géo-historique issu de l'époque coloniale et qui est considéré comme le principal obstacle à « l'édification de la nation togolaise », le « mal togolais », dit-on parfois. Etroit couloir de 600 km de long, le Togo est en effet traditionnellement coupé en deux, le Nord faisant inévitablement figure de parent pauvre. Avec l'accession au pouvoir du général Gnassingbé Eyadéma, Kabyè de Pya, l'équilibre interrégional, qui constituait déjà l'une des quatre grandes orientations du 1<sup>er</sup> Plan quinquennal (1966-1970), devient un véritable dogme. Certes, à l'aube du 4<sup>e</sup> Plan (1981-1985), le projet de planification régionale financé par le PNUD n'en est encore qu'à ses balbutiements, mais le Nord est sorti de son isolement. Ciment de l'unification, l'axe routier qui relie Lomé au Burkina est intégralement goudronné entre 1972 et 1980 : cinq heures de voiture suffisent désormais pour gagner Kara. Il est loin le temps qu'évoquent certains vieux, quand Kabyè ou Losso descendaient à pied vers le sud en agitant des clochettes pour chasser les animaux sauvages et les mauvais génies. La route de la main-d'œuvre (le tronçon Kanté-Blitta) est devenue la route de l'unité nationale. Région d'émigration, le Nord est devenu une région à part entière.

Grandi par son destin politique, le pays des Kabyè et des Losso est lui-même érigé en 1968 en une cinquième « région économique », la Région de la Kara. Le 2<sup>e</sup> Plan (1971-1975) souligne la précarité du revenu par tête dans cette région, dont l'indice n'est en 1970 que de 71, contre 105 pour la Région

Maritime, 116 pour la Région des Plateaux, 99 pour la Région Centrale et 79 pour la Région des Savanes. On y mettra donc un peu « les bouchées doubles ». Son essor sera particulièrement sensible sous le 3<sup>e</sup> Plan (1976-1980), lors de la mise en application de « la politique des grands travaux » : communications, assainissement, agriculture... beaucoup de « projets » y ont été réalisés ou amorcés au cours de cette période. En matière de communications, par exemple, le « pays » est définitivement désenclavé en 1976 grâce au nouveau tracé de la route Kara-Kanté ; il est en outre doté en 1980 d'un aéroport international, pour le moment, il est vrai, à usage principalement militaire, l'aéroport de Niamtougou. En matière d'assainissement, sa situation s'améliore également avec le barrage-réservoir de la Kozah que l'on construit entre Pya et Kouméa. Inauguré en janvier 1979, celui-ci a permis de doter de fontaines d'eau potable les cantons qui le séparent des chefs-lieux de préfecture, atout que sont loin d'avoir la plupart des autres régions de l'intérieur, nanties au mieux de simples puits. En matière d'agriculture enfin, c'est là, on le verra, que sont réalisées pour le moment les différentes expériences de développement intégré tentées par le Togo. Les raisons invoquées pour expliquer leur concentration dans ce secteur sont de deux ordres : démographiques (le surpeuplement) et topographiques (le relief, qui réduit le champ d'intervention des organismes de développement agricole, justifiant ainsi le surcroît de développement apporté à la zone périphérique, sous forme d'opérations ponctuelles).

Chef-lieu de la région, la ville de Kara, qui avec ses 2 800 habitants était encore en 1959 la plus petite des villes du Togo, accède au douzième rang de celles de l'intérieur en 1970 et au second en 1981. Dans l'optique des dirigeants, elle doit devenir le deuxième pôle de développement du Togo et, pour ce faire, avoir, comme Lomé, son domaine industriel. Celui-ci est créé en 1978. Une dizaine de petites entreprises s'y installent (bâtiment, ameublement, confection, agro-alimentation, matériel agricole) et une usine textile, TOGOTEX, d'une capacité de 1600 employés, est inaugurée en 1981. Elle fera

faillite, mais cela n'empêche pas Kara de devenir un centre régional important. Le secteur tertiaire s'y développe. Le complexe hospitalier est inauguré en 1973, la station émettrice de radio en 1975, l'hôtel de la Kara (le plus luxueux des hôtels de l'intérieur) en 1976, l'agence de la BCEAO (Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest) en 1981, etc.

Le pays d'origine des Kabyè et des Losso n'est donc plus celui que nous décrit B. LUCIEN-BRUN. Les autorités togolaises le veulent autrement. Il trouve là un second souffle, dont les effets commencent à être visibles par endroits — le premier souffle ayant été apporté, si l'on peut dire, par les Kabyè et les Losso de la diaspora, qui, depuis les années 1970 surtout, « inondent » montagnes et piémonts de toits de tôle ondulée... Ainsi, à l'instar des régions dont le développement est principalement impulsé de l'extérieur, que ce soit par ses fils émigrés ou par l'Etat — en l'occurrence ici par les deux —, le paysage évolue-t-il plus vite que le paysan, qui perçoit et travaille sa terre de façon apparemment toujours aussi pragmatique qu'autrefois. Cette situation, si elle est courante ailleurs — en Côte d'Ivoire par exemple —, est exceptionnelle au Togo, où, conformément à la doctrine du RPT (« une reconversion totale des mentalités en matière politique »), « l'éveil des consciences des masses et des élites » pallie pour le moment l'amélioration des conditions de vie. Les Kabyè et les Losso de la région de la Kara, bien qu'ils reçoivent comme les autres leur comptant d'animation, constituent sans aucun doute aujourd'hui l'un des groupes à la fois les plus conservateurs (phénomène renforcé par le vieillissement de la population) et les plus assistés du Togo.

Et pourtant ils continuent à émigrer. Leur descente vers le sud, que l'on pourra chiffrer avec précision après le recensement de 1981, n'a jamais cessé. Elle « éponge » de façon étrangement constante l'accroissement naturel au pays d'origine, dont les effectifs restent à peu près stables : 150 000 en 1960, 164 000 en 1970, autour de 160 000 encore aujourd'hui, estime-t-on en l'absence de statistique officielle (1). Elle densifie et agrandit par contre les régions d'immigration ; le taux d'accroissement global des Kabyè et des Losso y est nettement supérieur à celui de l'ensemble de la population rurale : 49 % contre 26 % pour cette dernière, entre 1960 et 1970. Ce taux, il est vrai, tient compte des 80 000 Togolais qui furent chassés du Ghana en 1969, parmi lesquels bon nombre de Kabyè et de Losso, qui se réinstallèrent dans la Région Centrale. Il aura sans doute été moins élevé pendant la décennie 1970 : de l'ordre de 30 %, estime-t-on néanmoins, ce qui porterait tout de même les effectifs de 213 000 en 1970 (2) à près

de 270 000 en 1980. Le nombre des Kabyè et des Losso émigrés, exception faite de ceux qui ont quitté le Togo et sur lesquels on ne dispose d'aucune donnée, devrait être d'ici peu, si ce n'est déjà fait, le double de ce qu'il est au pays d'origine.

Leur espace migratoire n'est plus cloisonné de façon simple, comme il y a dix ans. Le temps passant, les vides intercalaires s'estompent, les différents ensembles identifiés par B. LUCIEN-BRUN se fondent les uns aux autres et perdent une partie au moins de leur homogénéité.

B. LUCIEN-BRUN avait pu isoler facilement l'aire de colonisation à proprement parler, étroite bande de 30 km de large, qui, de Sokodé à Notsé, s'étire sur 250 km, entre l'Atakora et le Mono. C'est là qu'à la suite des villages « administratifs » se multiplièrent les villages de migration spontanée et que furent défrichées les « terres neuves », stricto sensu. A l'époque, ce noyau est limité de façon assez tranchée par de vastes *no man's lands* (Fazao, rive gauche du Mono, etc.) ou par des groupes ethniques suffisamment soudés pour endiguer le mouvement (koto-koli au nord, éwé au sud pour ne citer que les principaux), tandis que se détachent de part et d'autre deux pôles d'attraction de types encore différents : la zone de glissement au nord, les plateaux cacaoyers et caféiers au sud-ouest.

B. LUCIEN-BRUN a d'emblée éliminé de son étude ces deux zones marginales, « *cas limites du processus* » ; ni l'une ni l'autre n'offraient à l'exemple de la grande plaine centrale, que les Allemands trouvèrent déserte ou presque à leur arrivée, les conditions d'une véritable colonisation agricole ; ni l'une ni l'autre ne s'y rattachaient, terres d'accueil moins originales dans le contexte de l'Afrique de l'Ouest (migrations montagne-piémont dans le premier cas, savane-forêt dans le second, avec dans ce dernier cas le statut particulier que confère au migrant la présence relativement dense de planteurs autochtones de cacaoyers et de caféiers). Il n'a donc retenu que « l'authentique terrain de colonisation », espace de loin le plus significatif pour répondre aux impératifs d'une problématique qui, il y a dix ans, s'articulait encore sur la dualité *peuplement-colonisation des terres neuves*, ce qui ne l'a pas empêché cependant de faire de nombreuses références au pays d'origine et à sa zone de glissement, points de comparaison obligés.

Aujourd'hui le phénomène migratoire kabyè et losso se présente autrement. La vigueur démographique et la mobilité de ces populations, la mise en route d'une politique d'aménagement qui se veut tout entière orientée vers la recherche de l'unification nationale, ont modifié les données du problème. Les terres neuves n'existent plus guère que dans des

(1) Ces chiffres englobent les Lamba méridionaux, qui furent, on le verra, comptés comme Losso lors du recensement de 1959-1960. Les effectifs de la diaspora englobent par conséquent également les Lamba.

(2) 143 000 en 1960.

zones marginales souvent difficiles d'accès, et l'aire d'occupation des paysans kabyè et losso s'étire désormais sans interruption sur 350 km, du pays d'origine aux plateaux humides, vaste ensemble qui couvre près de la moitié du Togo. A l'étude historique et géographique du phénomène pionnier (peuplement-colonisation des terres neuves) doit donc se substituer une approche plus globale, qui mette en jeu les lignes de forces qui connectent les unes aux autres, d'une manière ou d'une autre, les quatre grandes unités définies par B. LUCIEN-BRUN — ou qui les connectent aux régions périphériques. La diversification des dynamismes internes (autochtones ou allochtones), l'apparition de dynamismes externes (locaux ou nationaux) donnent à notre problématique une dimension nouvelle, qui prend assise dorénavant sur l'articulation colonisation des terres neuves - développement.

Migrations et aménagement combinés ne sont bien sûr pas toujours synonymes d'unité et d'uniformité. L'œuvre de colonisation des Kabyè et des Losso et le développement volontariste — deux entreprises qui n'ont en commun que la composante ethnique — ne cessent de gagner du terrain et d'interférer, mais ne font pas pour autant l'homogénéité du territoire togolais. Certes, des régions éminemment complémentaires s'épanouissent et fusionnent, mais cela ne les empêche pas, tels autant de miroirs éclatés, de se fragmenter en une mosaïque d'espaces, dont les critères de différenciation se conjuguent de façon très variable (rapport des autochtones, des migrants et des responsables du développement avec le milieu naturel et entre eux, en fonction de leur importance numérique, de leur conception de la terre et de l'agriculture, etc.). B. LUCIEN-BRUN souligne déjà dans sa conclusion certains déséquilibres, non seulement entre les deux pôles (d'émigration et d'immigration), mais aussi au sein de chacun des deux milieux (d'origine et d'accueil) : « le pays d'origine, surtout le principal massif du Kabyè, est malade de l'émigration. » Anémie d'un côté, où le nombre des actifs n'est plus suffisant, engorgement de l'autre, où l'émigration n'a pas été assez soutenue, on retrouve le même antagonisme dans la zone d'immigration : « la colonisation agricole bute sur les terres neuves au lieu d'être attirée par elles », alors que certains terroirs de la région de Sotouboua approchent déjà à l'époque de la saturation. Le gradient démographique qui opposait pays d'origine et régions d'immigration (exception faite des plateaux humides) s'est petit à petit résorbé en une série d'effets contrastés, résultat de disparités qui tiennent autant de la sociologie que de la démographie (diversité des protagonistes, de leurs motivations et de leurs comportements). Comment, compte tenu de ces inégalités et du fait que la plupart des espaces en jeu sont loin d'avoir atteint leur profil définitif, peut être envisagé le développement intégré de ces régions ? Qui des migrants ou des instances dirigeantes imposera finalement son

modèle pour la maîtrise du paysage (qui de toutes les façons ne saurait être unilatérale) ? En d'autres termes, dans quelle mesure l'expansion des Kabyè et des Losso est-elle stimulée ou court-circuitée par les nouvelles technstructures et vice versa ?

Pour B. LUCIEN-BRUN — et c'est sur ce propos qu'il termine son étude en 1972 — « la colonisation agricole du Centre est à poursuivre comme une opération d'aménagement à l'échelle nationale ». Un seuil a été franchi, qui exige une planification, la modulation de certaines interactions, mais la spontanéité et la permanence du mouvement migratoire, l'organisation désinvolte de l'espace pratiquée par les pionniers et leurs descendants dans la plaine centrale, celle trop rigide par contre du réseau caféier et cacaoyer presque entièrement aux mains d'anciens manœuvres kabyè ou losso, aujourd'hui métayers, sont-elles récupérables ?

Bien qu'elle ait été à l'origine impulsée par l'administration coloniale, l'expansion des Kabyè et des Losso est considérée à juste titre comme une aventure typiquement paysanne. 90 % d'entre eux aujourd'hui n'ont pas connu le transfert autoritaire et le travail forcé : il s'agit bien là d'un courant spontané d'agriculteurs particulièrement entreprenants. A ce titre l'opération est un succès, un succès par sa durée, par son déploiement dans l'espace, par le nombre d'individus qui la vécurent et continuent à la vivre sans ambiguïté. Il est difficile de trouver l'équivalent dans l'ancienne AOF ou l'ancienne AEF, où les méthodes violentes et rigides employées pour la rentabilisation des espaces vierges eurent les effets négatifs que l'on connaît. Au Togo, l'échelle à laquelle ont voulu opérer les colonisateurs est telle que la maîtrise des terres neuves à proprement parler leur échappa immédiatement au profit des migrants, qui purent très vite en organiser la mise en valeur à leur gré. On est en droit de penser que c'est là l'origine de leur prolifération et de la perpétuation du mouvement, hypothèse renforcée par l'échec du seul « périmètre » encadré qui ait existé dans le pays jusqu'en 1975, le périmètre Est-Mono, promu par le FIDES en 1956. Les opérations de développement agricole qui fleurissent depuis 1975 ne viennent-elles pas alors à contre-courant d'un développement entièrement induit de l'intérieur ?

Ces « opérations » vont de pair avec la campagne de sensibilisation agricole orchestrée depuis quelques années par l'Etat togolais. Depuis 1975 surtout, « année du paysan » (marquée par la suppression de la taxe civique pour ces derniers), l'agriculture, « priorité des priorités », occupe une place de choix dans le discours politique. En mars 1977 est lancée la « révolution verte » à proprement parler, tandis que sont dissoutes les anciennes SORAD (Sociétés régionales d'aménagement et de développement), jugées inopérantes parce que trop lourdes (elles existaient depuis 1965). Elles sont remplacées par les ORPV (Organismes régionaux de promotion et de

production des cultures vivrières) ainsi que, l'année suivante, par les DRARAC (Directions régionales de l'animation rurale et de l'action coopérative). Ces deux établissements publics se partagent en principe sans équivoque production et animation, mais leurs attributions restent dans la pratique confuses et l'on recourt à nouveau à une structure unique en 1980 avec les DRDR (Directions régionales du développement rural), lesquelles ont pour tâche de coordonner sur le plan régional toutes les activités agricoles.

Ce retour à la centralisation ne touche guère cependant la masse rurale, dont les vrais partenaires sont précisément les représentants des sociétés d'Etat verticales (développement sectoriel) et des « projets » autonomes spécifiques (développement intégré) — en matière agricole du moins, car les organes locaux du RPT et l'administration territoriale l'encadrent aussi étroitement (elle représente toujours 90 % de la population de l'intérieur et 75 % de la population totale du Togo, qui, au recensement de 1981, dépasse 2 700 000 habitants).

Les sociétés de développement sectoriel auxquelles les paysans kabyè et losso ont à faire sont la SRCC (Société pour la rénovation et le développement de la cacaoyère et de la caféière togolaises), créée en 1971, et surtout la SOTOCO (Société togolaise du coton), créée en 1974. Les investissements réalisés par l'une et l'autre de ces sociétés sont considérables : 3 500 millions de francs CFA par la première entre 1971 et 1980, 7 000 millions supplémentaires de prévus à l'horizon 1985, 6 500 millions par la seconde entre 1977 et 1982 — les sources de financement en étant la Banque mondiale (prêts IDA), le FAC (sous forme de subventions), mais aussi le Budget d'investissement togolais. L'impact de la SRCC se limite à la Région des Plateaux, où elle encadre plus de 14 000 exploitants. La SOTOCO par contre intervient jusqu'à l'extrême-nord du pays : son rayonnement est grand — plus de la moitié des chefs d'exploitation coiffés par un quelconque organisme de développement agricole le sont par elle (40 000 sur les 72 500 chefs d'exploitation qui bénéficièrent d'un encadrement en 1980) ; elle évite évidemment les zones montagneuses, en l'occurrence le cœur du pays kabyè, mais elle n'est pas absente pour autant de la Région de la Kara, où près de 4 000 chefs d'exploitation sont plus ou moins sous sa tutelle, y compris dans les zones de piémont immédiat.

En quoi consiste actuellement l'action de ces deux sociétés d'Etat ? Ont-elles suffisamment d'efficacité pour fixer chacun là où il se trouve, notamment les paysans kabyè et losso, dont l'agriculture est traditionnellement vivrière et dont la mobilité dénote davantage un besoin d'espace et de temps (facteurs qui leur sont chichement comptés au « pays ») qu'une course à la spéculation ? Si l'encadrement de la

SRCC, qui vise à une rénovation rapide de la caféière et de la cacaoyère, est relativement dense et lourd, accompagné de prêts substantiels à celui qui réalise le contrat, en l'occurrence le métayer kabyè ou losso, celui de la SOTOCO s'avère jusqu'à présent plus classique, plus lâche, plus léger. Certes, un « projet de développement rural dans les régions cotonnières » a été étudié par la Banque mondiale dans le cadre du 3<sup>e</sup> Plan (1976-1980), projet de développement intégré qui devrait promouvoir non seulement le coton, mais aussi le maïs et le sorgho (les deux céréales du Kabyè et du Losso), ainsi que l'arachide. La SOTOCO néanmoins n'a pas le poids auprès des ruraux, pour le moment du moins, des projets de développement intégré, marqués positivement par leur petit nombre, leur caractère ponctuel, leur structure horizontale et par la présence sur le terrain des instances internationales qui ont participé à leur financement et qui entendent les mener à bien.

Tels sont, pour ne citer que les principaux actuellement en action, le projet Togo-Nord, relancé en 1975 après deux tentatives infructueuses en 1971 et 1973, le projet de culture attelée d'Agbassa, relancé en 1980 après deux tentatives, là aussi, peu concluantes en 1971 et 1974, le projet FED-Kara, lancé en 1974, enfin le projet vivrier de la Kara, lancé en 1979. Tous ces projets n'opèrent que dans la Région de la Kara (à l'exception du projet vivrier qui existe aussi dans la Région des Plateaux), comme pour pallier le caractère répulsif des massifs qui s'y trouvent. Ils y encadrent en 1980 pas loin de 3 000 exploitants et y interfèrent avec la SOTOCO, qu'ils neutralisent parfois, faisant de la « zone de glissement » une zone privilégiée entre toutes (du moins doublement assistée), contrepartie d'une montagne abandonnée au seul savoir-faire de ses autochtones — contraste unique au Togo.

Le projet Togo-Nord, le plus ancien, est aussi le plus important des quatre, tant par les investissements mis en œuvre (1 400 millions de francs CFA entre 1974 et 1981) (1) que par le nombre d'exploitants touchés (près de 1 300 en 1980). Le financement est assuré par le PNUD et la FAO d'une part (près de 800 millions de francs CFA), le Togo de l'autre (près de 600 millions). L'UNICEF et l'organisme allemand Misereor fournissent une aide en nature (pompes à eau, décortiqueuses, etc.). L'objectif en est l'autosuffisance alimentaire et l'amélioration des revenus agricoles en trois zones de la Région de la Kara : celle de Landa-Pozenda dans la circonscription de la Karā (aujourd'hui préfecture de la Kozah), celle de la Binah dans la circonscription de Pagouda (aujourd'hui préfecture de la Binah) et celle de Hélota dans la circonscription de Kanté (aujourd'hui préfecture de la Kéran). Les moyens préconisés pour

(1) 2 200 à l'horizon 1984.

y parvenir : la culture attelée, qui a progressivement remplacé la culture mécanisée pratiquée par le projet jusqu'en 1979, l'utilisation de semences sélectionnées, le recours à l'engrais, l'organisation des paysans en groupements précoopératifs, la constitution de blocs de culture, etc.

Le projet de culture attelée d'Agbassa, tout aussi ancien puisqu'il fut lancé également en 1971, est infiniment plus modeste et de nature très différente. Il fut relancé en 1979 — après avoir beaucoup végété malgré l'intervention du Peace Corps à partir de 1974 — grâce à l'aide de l'US.AID (Agence américaine pour le développement international), qui lui a octroyé une subvention de l'ordre de 200 millions de francs CFA. Il s'agit en fait non d'une structure d'encadrement destinée à aider les agriculteurs dans leur propre milieu mais d'un centre de dressage et de fourniture de bœufs, où le paysan intéressé par la culture attelée peut venir faire un stage. Il se trouve à Agbassa, dans la circonscription de Niamtougou (aujourd'hui préfecture de Doufelgou), ranch d'une centaine d'hectares, qui fut petit à petit encerclé par le périmètre FED-Kara, dont il est resté indépendant.

Le projet FED-Kara, le plus célèbre et le plus couvé, est d'un genre encore différent. Il s'agit de l'unique opération de peuplement réalisée au Togo depuis l'Indépendance. Les trois quarts de son financement (1 000 millions de francs CFA entre 1974 et 1981) (1) sont assurés par le FED, qui suit de près le déroulement de l'opération sur le terrain, le quart restant étant à la charge du Togo. La France de son côté lui apporte son concours à travers les Volontaires du Progrès, qui assurent la promotion d'activités marginales, telles que l'apiculture par exemple. Le but, « *décongestionner le massif Kabyè par la transplantation de 1 000 familles dans le bassin de la Kara* » à l'horizon 1981, n'était pas encore tout à fait atteint à l'échéance : 897 familles seulement avaient été installées. L'instrument numéro un du développement est, là encore, la culture attelée (qui devrait y être généralisée), un labour mécanique étant assuré l'année d'installation du paysan. La stratégie d'organisation de l'espace, quant à elle, repose essentiellement sur la formation de blocs de culture rassemblant une vingtaine de pionniers, qui disposent chacun de 5 ha (sur lesquels est construit l'habitat, de façon à ce que soient recréées les structures d'exploitation auxquelles ils sont habitués). Plus de 2 500 ha de cultures vivrières et cotonnières ont été plantés en 1981. Très autonome, ce périmètre, pour lequel l'Etat togolais a déjà réquisitionné pas moins de 30 000 ha entre l'Atakora et la Kara, devrait continuer à s'étendre, mordant cette fois sur la préfecture de Bassar. Il sert dans la conjoncture actuelle à la fois de test (pour la réforme agro-foncière notamment) et de symbole (n'a-t-on pas été jusqu'à y installer une pompe solaire ?).

Le projet vivrier de la Kara enfin, dernier-né des quatre (qui existe aussi dans la Région des Plateaux), s'apparente de par ses objectifs au projet Togo-Nord : autosuffisance alimentaire, augmentation des revenus agricoles. Deux différences cependant : d'une part il est beaucoup plus modeste (les investissements s'élèvent pour la période 1979-1982 à moins de 400 millions de francs CFA pour quelque 650 exploitants), d'autre part il prétend apporter plus qu'une assistance technique ; son but : amener les villageois à une prise de conscience au sein de conseils pour le développement, grâce auxquels la décision viendra non plus d'en haut mais d'en bas. Son financement est assuré essentiellement par l'US.AID.FE (Fonds d'entraide et de garantie des emprunts du Conseil de l'Entente) et secondairement par le Togo. Pour le moment, son action prend assise sur la mécanisation (qu'assure la SOTEXMA, Société d'exploitation de matériel agricole), mais il projette de promouvoir la culture attelée. 190 ha ont pu être labourés au tracteur en 1980 sur les 330 qui furentensemencés sous sa tutelle. La stratégie préconisée vise, là aussi, à la formation de blocs de culture, plus difficile à organiser sur un espace humanisé que sur un espace vierge. Les deux zones où il intervient sont en effet densément peuplées : la zone d'Atchangbadé dans la préfecture de la Kozah et celle de Sirka dans la préfecture de la Binah.

Le mouvement migratoire peut-il être endigué à plus ou moins brève échéance par ce rempart de bases logistiques, « périmètres », « blocs », ensembles en tout genre, au sein desquels les cultures vivrières trouvent en principe une place de choix ? Les émigrés et descendants d'émigrés peuvent-ils de leur côté être tentés par cette possibilité qui leur est apparemment offerte de moderniser leur système agricole tout en se rapprochant de leur pays d'origine ? La façon conformiste dont chacun investit là-bas, dans la concession paternelle, peut laisser supposer une telle évolution, suffisante peut-être pour rééquilibrer les effectifs kabyè et losso entre le pays d'origine et la diaspora et pour redonner au premier les dimensions qu'il aurait eues bien avant l'époque coloniale.

Il est certain que ces opérations de type intégré répondent mieux aux aspirations traditionnelles du paysan kabyè ou losso que celles destinées à promouvoir une culture spéculative. Cependant, elles impliquent également un retour à l'intensif, qui, lui, ne cadre guère avec le goût manifeste du colon kabyè ou losso pour l'extensif. Cette extensivité, dont bon nombre d'observateurs d'avant l'Indépendance (FROELICH, CORNEVIN, PAUVERT) ont dénoncé le caractère dévastateur et que B. LUCIEN-BRUN a réhabilitée (en démontrant comment, en travaillant trois fois moins qu'au pays, le paysan émigré obtenait des rendements supérieurs), va de pair en fait

(1) 2 400 à l'horizon 1986.

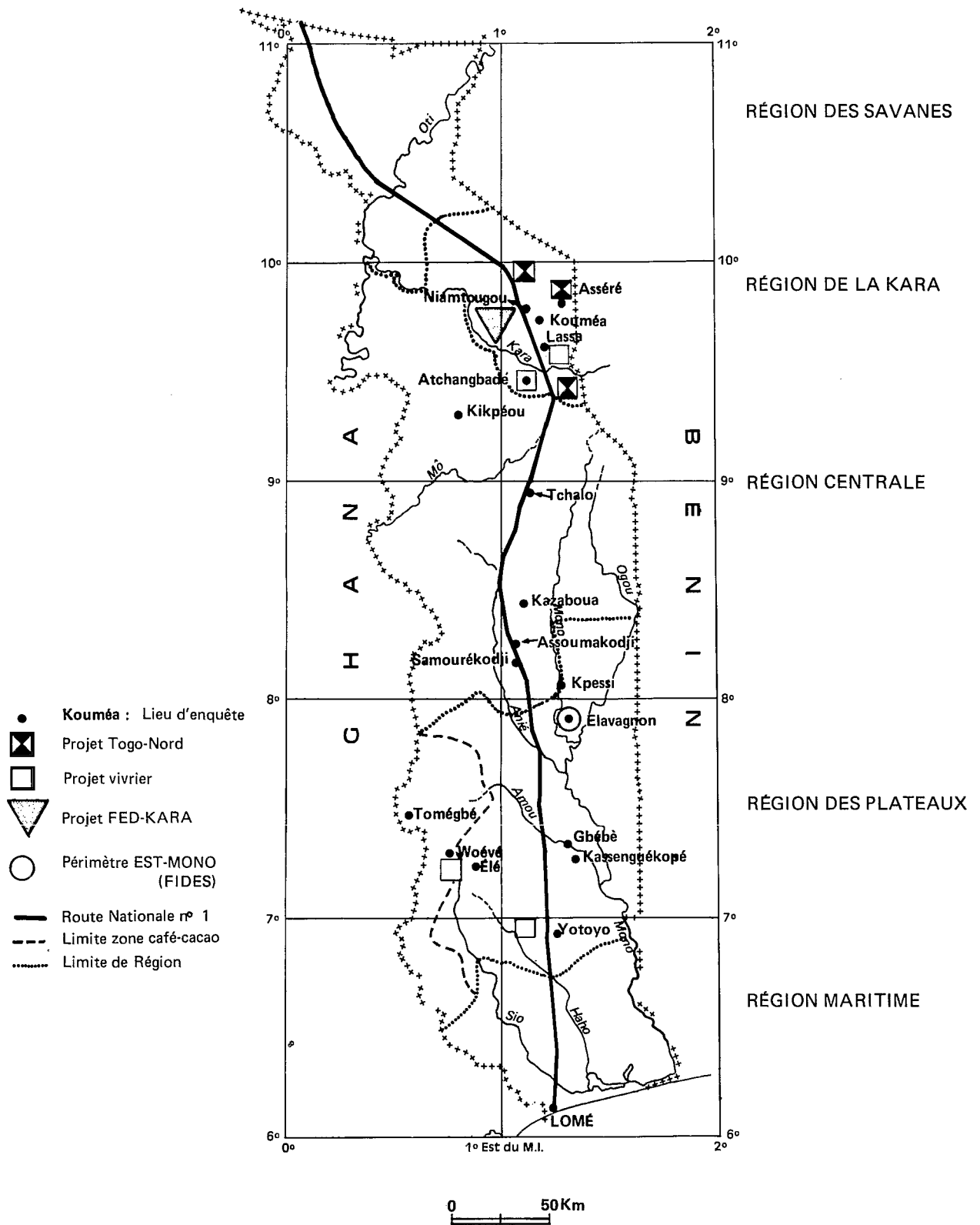


Figure 1. — Lieux d'enquête 1980



avec une tendance plus prononcée que chez d'autres à l'autosuffisance et à l'indépendance : on préfère travailler moins que gagner plus, vivre au jour le jour, avec comme seul gage de richesse l'espace vierge — ou presque — que l'on peut renouveler chaque année. Le système d'exploitation, quoique moins exigeant que celui pratiqué au « pays », reste le même, très proche du moins de celui que l'on peut observer dans les zones de « champs lointains » (*tare*). La différence fondamentale tient à la jachère, qui est en certains endroits (dans la région de Sotouboua par exemple) assez longue pour pallier sans problème l'absence de fumure et d'engrais et garantir, sur des sols pourtant médiocres, des rendements supérieurs à ceux obtenus au « pays ».

La pérennité de ce système, dont B. LUCIEN-BRUN signalait déjà le caractère vraisemblablement temporaire, devrait être de toutes les façons aujourd'hui mise en question sur deux fronts : de l'intérieur d'une part, avec l'accroissement des densités de population qui influe forcément sur les temps de jachère, de l'extérieur d'autre part, avec la réforme agrifoncière promulguée en 1974 et selon laquelle toute terre inculte ou laissée inculte depuis plus de cinq ans tombera dans le « domaine foncier national ». Il semble que les méthodes pionnières chères aux colonisateurs des terres neuves soient condamnées à plus ou moins long terme — même si de nouvelles terres neuves s'ouvrent encore — en faveur d'une agriculture plus intensive, acceptée sur place ou concomitante d'un retour vers le pays d'origine (dans les zones de développement intégré ou dans leurs alentours). Comment les intéressés vont-ils vivre ou vivent-ils déjà ce processus inévitable ? Comme une sorte de retour en arrière fatal (perte d'espace et de temps libres) ou comme une promotion (augmentation de la productivité de leur exploitation et de leur revenu annuel) ? Avec l'accroissement des besoins, lui-même lié à une plus grande ouverture sur l'extérieur, la reconversion devrait dans l'ensemble leur apparaître sous un jour positif, d'autant que la moitié des Kabyè et des Losso de la diaspora (ceux de la zone méridionale de l'aire migratoire traditionnelle étudiée par B. LUCIEN-BRUN et ceux des plateaux humides) n'ont jamais pu vraiment satisfaire leur besoin d'espace, du fait de la présence des autochtones, et sont donc habitués à se restreindre, du moins sur ce plan.

La véritable inconnue réside plutôt dans le rapport qui lie entre eux les organismes de développement et cette strate d'agriculteurs exceptionnellement mobiles. Ceux-ci, forts d'un esprit qui devrait tendre à être plus âpre au gain qu'autrefois, estiment-ils avoir besoin de soutien dans leur progression et sont-ils prêts pour cela à se glisser dans le moule d'une opération induite de l'extérieur, à plus forte raison lorsque celle-ci est de type sectoriel ? Les organismes de développement, de leur côté, compte tenu des contraintes qu'ils représentent pour eux, sont-ils en mesure de leur proposer des stratégies qui leur con-

viennent, qui puissent leur apporter des revenus suffisants ? C'est sur la base de cette double interrogation touchant, la première, à leur mode de vie, la seconde, à leur niveau de vie que s'organise tout naturellement cette nouvelle approche des paysans kabyè et losso : ainsi l'exigent les modifications récentes de la société et de l'économie togolaises.

B. LUCIEN-BRUN, dans le dernier paragraphe de son dernier chapitre, « Hypothèses préliminaires à une enquête budgétaire », pose des jalons pour cette phase ultime de l'investigation du phénomène migratoire kabyè et losso. Il y dénonce « la maladresse des immigrés dans le maniement de l'argent », le manque d'efficacité des épouses (comparées aux vendeuses kotokoli, éwé ou ana) pour l'écoulement des surplus vivriers, le fait qu'ils soient de piètres consommateurs et de piètres investisseurs. Selon lui, une promotion économique authentique n'est pas irréalisable, mais avec un encadrement approprié à la base et donc dans certains délais. Il fonde son argumentation sur les difficultés que rencontra la vulgarisation du coton Allen à la fin des années 1960 et au début des années 1970, faute d'un encadrement suffisant. Suite à ce diagnostic, sur lequel il laisse la porte ouverte avant de passer à sa conclusion générale, j'ai établi une sorte de nomenclature de la pratique agricole des Kabyè et des Losso. J'ai ainsi admis une dizaine de situations types, entre lesquelles je me suis proposée de faire des comparaisons qui mettent en relief les conditions (les conjugaisons de facteurs) les plus favorables à une amélioration de leur niveau de vie (figure 1). Je me suis abstenue cependant de plaquer sur ces modèles un découpage géographique, forcément arbitraire et aléatoire. Les espaces sur lesquels ils se projettent, et qui font la trame de l'aire d'occupation des Kabyè et des Losso, sont en effet difficiles à cerner en raison de leur caractère conjoncturel, de la complexité du champ de leur représentativité, enfin et par-dessus tout de l'instabilité du peuplement immigré.

L'aire d'occupation des Kabyè et des Losso n'a pas atteint son profil définitif : la poursuite du mouvement migratoire, son caractère encore parfois hésitant (migration temporaire, essai d'adaptation à différents milieux avant une installation définitive), l'ouverture encore possible de régions nouvelles, les tentations offertes à la génération scolarisée, ne sont pas les seuls en cause. Le jeu des solidarités, qui tend à devenir plus complexe au fur et à mesure que s'ameuise la cellule de base représentée par les traditionnelles *soukkala* (de *de* chez les Kabyè, maisonnées regroupant la famille patriarcale), contribue à entretenir un certain flou. La dispersion de leurs occupants tisse en effet un réseau de relations de plus en plus ramifié, de plus en plus dense et paradoxalement de plus en plus fluide, fluctuations qui devraient prendre fin d'ici une ou deux générations, lorsque seront constitués de nouveaux groupes familiaux — à con-

dition qu'ils n'essaient pas à leur tour, ce qui est plausible et pourrait être salutaire pour l'intégrité et la cohésion des deux groupes ethniques. Ce dynamisme, qui se manifeste à l'échelle nationale, est en effet une garantie contre le morcellement et finalement la mort du clan (du *tefo* chez les Kabyè), authentique unité de base dans ces sociétés acéphales, puisque partout où l'on retrouve celui avec lequel on devrait normalement partager l'espace vital, la « bande » de cultures ou les mânes (son père, son frère ou son fils), on est assuré de retrouver des membres du clan, dont l'éclatement n'est pas encore devenu grâce à cela synonyme de cloisonnement.

Cette instabilité, garante au moins provisoire de la personnalité ethnique, est cependant difficilement compatible avec les contraintes d'une promotion économique telle qu'elle semble devoir être envisagée (encadrement, culture commerciale, intensification du système agricole, etc.). On touche ici à un dernier aspect du problème, auquel ne manque pas non plus de faire allusion B. LUCIEN-BRUN au terme de son dernier chapitre : « *Comment éviter qu'une telle mutation ne s'opère finalement au détriment de la personnalité ethnique* » ? Les focalisations qu'elle implique et qui ne sont d'ailleurs pas forcément synonymes de stabilité (pôle d'attraction ou de répulsion, les opérations de développement sont, à un autre niveau, source de déstabilisation) devraient finir par bloquer le jeu des solidarités intrafamiliales et de ce fait la reproduction de l'organisation sociale. Dans un tel contexte social et économique, ma démarche privilégiée, sans équivoque possible, l'unité de résidence, l'exploitation familiale au sens large du terme, étant entendu qu'elle imbrique encore parfois, et de façon généralement confuse, plusieurs unités budgétaires, plusieurs générations (l'un et l'autre facteurs n'étant d'ailleurs pas forcément liés). C'est à travers elle en effet et notamment dans sa projection spatiale que l'on déchiffrera le plus aisément les signes du changement, d'autant mieux que, support principal de la permanence ethnique (en tant que fil conducteur entre l'espace social et l'espace de résidence désormais dissociés), elle constitue aussi en elle-même une entité foncière et agraire (chez les Kabyè et les Losso, l'organisation sociale et politique et l'organisation de la production ne coïncident pas, le terroir n'a pas la signification globale qu'il a dans la plupart des sociétés de l'Ouest africain).

Ma méthode se situe dans le prolongement direct de celle de B. LUCIEN-BRUN. Elle tient compte, certes, de l'évolution de la situation politique et économique du Togo et de ce fait elle la complète plus qu'elle ne la reprend, mais elle prend assise sur les mêmes bases, à savoir sur les principaux centres de peuplement choisis par lui, ainsi que sur une partie des familles qui lui servirent d'échantillon (cas d'une trentaine sur les 79 qui font la trame de mon étude). Comme lui mais moins que lui, j'ai étendu mes inves-

tigations aux principaux groupes ethniques concernés par les migrations rurales des Kabyè ou des Losso (cas de 13 familles sur les 79, dont 5 choisies par lui, des familles lamba, kotokoli, peul, éwé et ana). La continuité entre nos deux travaux a été grandement facilitée par l'identité de nos conditions de recherche : même cadre (l'ORSTOM), mêmes collaborateurs techniques, mêmes moyens matériels. On peut s'étonner que je n'aie pas fait coïncider davantage encore les deux réseaux de nos interlocuteurs. Comme je l'ai fait valoir, nos deux « terrains », en dépit de leur fond commun, diffèrent profondément tant d'un point de vue tactique que d'un point de vue spatial. Le mien, à la fois plus étendu, plus homogène et plus structuré, nécessite des enquêtes plus dispersées, en de nombreuses régions qui n'entraient pas dans son champ, mais aussi moins diffuses, en une dizaine de points clés sur lesquels s'articulent aujourd'hui les grandes lignes de cette agriculture pionnière déjà largement rodée (et largement dépeinte), des enquêtes enfin de caractère micro-géographique, sur la base de petits espaces définis selon les normes africaines — enquêtes verticales à grande échelle, qui fassent ressortir les interférences, à différents degrés, des deux courants qui structurent le terrain en question, l'un spontané, l'autre dirigé. Céder à « la tentation monographique », pour reprendre l'expression de B. LUCIEN-BRUN, n'est plus un luxe aujourd'hui.

Ma démarche est pourtant un compromis entre l'étude ponctuelle exhaustive et l'accumulation de données vécues à valeur statistique. Je pense qu'une troisième approche réalisée dans une dizaine d'années pourrait, elle, se suffire de quelques monographies bien choisies, à caractère d'observation du changement. Mon « terrain » est encore trop ondoyant pour des clichés qui soient vraiment nets. J'ai donc abordé 79 cas sur la base d'un questionnaire aussi qualitatif que quantitatif, touchant à tout ce qui entre en jeu dans la constitution, le fonctionnement et la rentabilisation d'une exploitation agricole familiale, enquêtes corroborées par des mesures qui permettent de connaître la superficie de chacune d'entre elles. Comme je l'ai annoncé, en raison de la conjoncture nouvelle, mes questions tendent à converger vers deux grands axes, le mode de vie (l'impact de l'exploitation sur la famille qui en vit, le système d'exploitation lui-même, l'organisation du travail, le recours aux organismes de développement, etc.) et le niveau de vie (les revenus, leur origine, leur utilisation, leurs transferts, etc.). Sous-jacente à cette double entité, une interrogation en fait sur la qualité de vie du migrant, si tant est que l'on puisse parler ici de qualité de vie, à savoir sur son système de relation avec autrui (au sein de son groupe ou d'un autre groupe ethnique), sur sa mobilité et, partant, son enracinement. Dans cette quête pour une identification globale ou polymorphe du migrant, chaque cas a toujours été considéré comme provisoire (investigations en amont et en aval) et

comme une facette d'un complexe humain lui-même en gestation.

Mon texte, compte tenu de tout cela, n'est ni tout à fait une synthèse, ni tout à fait une typologie, ni tout à fait une présentation de cas, mais la simple mise à jour, à la lumière de l'histoire toujours, des directions dans lesquelles a évolué le phénomène migratoire kabyè et losso au cours de la dernière décennie. B. LUCIEN-BRUN en a dégagé les potentialités, montrant bien notamment la grande habileté de ce type d'agriculteur à se dérober sans heurts à toute forme de coercition extérieure. Mon rôle est de montrer quelle tendance se dessine maintenant sous la chape d'une politique et d'une économie plus structurantes qu'autrefois, abstraction faite toujours des variables ethno-sociologiques, sinon politiques. Si la personnalité ethnique du groupe est, certes, une pièce maîtresse de notre analyse (en tant que garante d'une expansion rapide à l'époque de B. LUCIEN-BRUN, en tant qu'obstacle possible, comme on le soulignait ci-dessus, à la modernisation de l'agriculture aujourd'hui), celle-ci n'en demeure pas moins purement géographique, intéressée au premier chef par un dynamisme dont les ressorts se dévoileront de toutes les façons d'eux-mêmes, à travers ses dérives et ses aboutissements éventuels.

B. LUCIEN-BRUN a abordé le sujet ainsi conçu à la racine : les milieux d'émigration et d'immigration à travers leurs principales composantes écologiques tout d'abord ; la genèse du mouvement migratoire ensuite ; enfin la colonisation agricole du Centre-Togo à proprement parler. Il a réalisé le travail nécessaire de documentation de base, qui fait la trame de ses deux premières parties (études du milieu naturel, archives, recensements, photographies aériennes, etc.). Sa troisième partie, qui rend compte de son investigation sur le terrain et qui décrit dans toutes ses dimensions le processus de mise en valeur des terres neuves, sert tout naturellement de tremplin à mon travail. L'agriculture pionnière, telle qu'elle est pratiquée dans la région centrale, y apparaît comme la démonstration d'un dynamisme paysan exceptionnel, mais qui a ses blocages : abandon d'une partie de l'énergie déployée au pays d'origine, affaiblissement du dynamisme pionnier lui-même devant les zones difficiles d'accès..., complaisances qui risquent de poser rapidement des problèmes (le problème foncier mûrit, l'autosubsistance devient de plus en plus aléatoire au fur et à mesure que se densifient les régions pionnières). On voit difficilement, à partir de là, comment ce potentiel humain, dont le dynamisme tourne court à certains stades, pourra assumer un accroissement de sa charge de population. Par un sursaut d'esprit pionnier (c'est envisageable, si l'aménagement du territoire et les propositions des organismes de développement agricole deviennent réalité) ? Par un abandon définitif au contraire de celui-ci et par une sorte de retour aux conditions de vie du pays d'origine ?

Le pouvoir kabyè en vigueur actuellement au Togo enferme, il est vrai, pays d'origine et terres d'immigration dans une même sphère privilégiée : leur unité, culturelle au début, spatiale en un deuxième temps, devient franchement politique. L'unité du « Togo nouveau », ce pourrait être au moins l'unité de cette vaste ellipse que constitue dans son ensemble l'aire d'occupation des Kabyè et de leurs voisins losso. La conjoncture, évidemment, ne s'y manifeste pas de la même façon partout, mais il est certain que le postulant à la migration est confronté aujourd'hui à un choix plus difficile qu'autrefois. Avec le jalon que représente, en bout de parcours, le régime en place, le champ migratoire se dépouille, en effet, peu à peu de ses dernières zones d'ombre, alors que de son côté, revalorisé, le pays d'origine est devenu un pôle d'attraction prometteur. Qu'il parte ou qu'il reste, le paysan peut, s'il le veut, trouver des possibilités de changement, même si celles-ci reposent surtout sur une nouvelle confiance en son identité ethnique. Conforté dans ses rapports avec les populations autochtones dans le premier cas, avec le milieu naturel dans le second (au moins dans le cadre des « projets »), il devrait de toutes les façons cesser petit à petit de redouter la réprobation des autres groupes ou du sien, en affichant ouvertement son désir de s'élever dans la hiérarchie sociale — point de blocage qui, dans les limites qui lui sont fixées, recouvre encore tous les autres.

Une nouvelle dynamique du peuplement s'esquisse, dont la migration classique nord-sud n'est plus qu'une composante. Elle se traduit par un ensemble de mouvements de population secondaires, qui affectent aussi bien l'amont que l'aval du flux migratoire, lequel prend des inflexions de plus en plus hétéroclites. La descente vers le sud y apparaît en conséquence comme un acte plus libre en soi, dont les motivations seraient moins vitales et les finalités moins fatales. Imposée en un premier temps, spontanée en un second (cf. B. LUCIEN-BRUN), elle pourrait être qualifiée aujourd'hui de pondérée. L'archaïsme d'hier fait place à un ethnocentrisme de bon aloi, d'où l'agressivité reste exclue. On retrouve un peu cette innocence dans la façon de s'imposer chez les Baoulé de Côte d'Ivoire, qui sont également l'ethnie présidentielle, avec cette différence que chez les Baoulé la migration a un caractère moderne, foncièrement lucratif. Chez les Kabyè, elle reste dépouillée de ce trait, pour ne garder comme fin en soi que l'épanouissement du migrant, comportement qui ne laisse pas indemne non plus le milieu d'accueil d'ailleurs. Cette banalisation d'une mobilité désormais plus limitée dans le temps et dans l'espace (du fait de son caractère progressif, haché, et rarement définitif notamment), sa dédramatisation, pourrait-on dire, n'était-ce la sérénité habituelle du paysan migrateur, font que le phénomène migratoire tient plus aujourd'hui d'une métamorphose lente que d'une rupture d'un lieu à l'autre, d'un accomplissement que d'un changement. C'est en ce sens qu'une

actualisation des migrations rurales des Kabyè et des Losso implique avant tout l'étude globale du fond migratoire, fort en maints endroits de deux générations adultes. Le nouveau migrant y est de toutes les façons toujours minoritaire maintenant et son comportement ne saurait être aussi pragmatique que celui de ses aînés, au travers desquels il appréhende les réalités du « Togo nouveau ».

Comment se fait d'une région à l'autre cette appréhension, tant du côté des anciens que de celui des nouveaux ? Quel engagement de leur part dans l'entreprise des médias qui exaltent à longueur d'ondes un Togo plus viable ? Le fait de se trouver en un point ou un autre du pays (du plateau de Dayes surpeuplé au périmètre de peuplement FED-Kara, en passant par certains hameaux désolés de l'est du Mono, par exemple) signifie chez chacun une façon particulière d'assumer son quotidien, une volonté spécifique de miser sur l'espace et le temps présents — ou de s'en « distancier » au contraire, comme le font partout au monde les immigrés. La multiplicité des implantations laisse supposer différentes orientations dans la conduite d'une situation, qui ignore dans tous les cas la patine du temps, mais pas celle des contacts humains, surtout dans les régions de fort peuplement autochtone. Seules les terres neuves, stricto sensu, que nous fait découvrir B. LUCIEN-BRUN, ont

pu, pendant un temps au moins, permettre aux immigrés de donner leur pleine mesure. Le fait est qu'ils s'y sont affranchis d'un certain nombre de servitudes, mais — et c'est là la révélation de ce milieu très spécifique — sans y investir vraiment, sans oser aller plus loin, dans les deux sens du terme. L'accroissement de la pression démographique en fait, une seconde fois, un champ d'observation privilégié ; elle y implique une réadaptation du système agricole, un retour de l'extensif vers l'intensif, qu'elle n'implique pas ailleurs (où l'espace n'a jamais offert les mêmes possibilités de déploiement). Retour à l'intensif ? Retour à l'économie de survie du pays d'origine ? Retour à un système de valeurs dans lequel la répartition de la production compte davantage que la production elle-même ? Le décalage croissant entre l'échelle de la décision et celle de la production permet cependant d'envisager d'autres pronostics — d'autant que, dans le cas des Kabyè, l'une et l'autre ont, aujourd'hui du moins, le même dénominateur. Qu'en est-il précisément à la lumière de l'actuel pouvoir qui peut leur faire arborer l'avenir avec plus d'allant peut-être, mais dont l'action a eu surtout pour effet jusqu'à présent de réduire le fossé déjà peu profond entre le réservoir d'hommes et son exutoire, sans qu'apparaisse pour autant l'ébauche d'une nouvelle civilisation agraire ?

# chapitre 1

## L'appréhension globale de l'espace par les Kabyè et les Losso

### LEUR VIGUEUR DÉMOGRAPHIQUE EST-ELLE UN MYTHE ?

Les Kabyè continuent à former le deuxième groupe ethnique du Togo par le nombre, après les Ewé, le grand groupe du Sud. Le recensement de 1970 fait état de 260 000 Kabyè pour 422 000 Ewé et par ailleurs de 88 000 Losso — lesquels viennent alors en 7<sup>e</sup> position. On ne peut cependant accorder beaucoup de crédit à ce dernier chiffre, vu que les Losso étaient déjà 86 000 au recensement de 1959-1960. Il est impensable que leur taux d'accroissement général n'ait pas dépassé 1,2 % en une décennie. En revanche, selon les mêmes sources, le nombre de Lamba se serait accru pendant cette période de près de 100 %, passant de 32 000 à 61 000. Il est évident que dans l'un ou l'autre cas il y a eu confusion entre les deux ethnies, ce qui est chose courante, le groupe losso, peu homogène, comprenant à la fois les Lamba les plus méridionaux, certains groupes lama et les Naoudemba (cf. B. LUCIEN-BRUN). Il est d'autant plus difficile de s'y retrouver que, librement ou coercitivement, les Lamba ont également tendance à émigrer et sont désignés tantôt par les uns comme Losso, tantôt par les autres comme Lamba. De façon générale, seuls les Naoudemba (dont la langue n'est pas comprise des Kabyè, ce qui n'est pas le cas de celle des Lamba) sont invariablement appelés Losso. Cette absence de « frontière » entre les deux ethnies et de coordination entre les responsables des deux recensements précités nous a obligée à englober Lamba et Losso en un groupe unique pour l'étude de la croissance démographique de ces derniers.

Un fait frappe d'emblée à ce sujet : les Kabyè, autant que les Losso et les Lamba réunis, ont eu pendant la décennie 1960 un taux d'accroissement général inférieur à celui de la population togolaise.

Année de référence	Population togolaise	Kabyè	Losso + Lamba	Kabyè + Losso + Lamba
1960	1 440 000	200 000	118 000	318 000
1970	1 950 000	260 000	149 000	409 000
↗ en %	+ 35,4	+ 30,2	+ 25,8	+ 28,6

Leur capacité de reproduction, jugée exceptionnelle par tous les observateurs de l'époque coloniale, aurait-elle été surestimée ou a-t-elle connu un coup d'arrêt ? Sans doute un peu les deux. L'« Etude démographique du pays kabré » réalisée en 1957 avec le concours de l'INSEE rend compte d'un taux d'accroissement annuel voisin de 3 %, sur la base de taux de natalité et de mortalité particulièrement forts : 71 et 42 ‰. Même si ces chiffres sont incontestablement excessifs, ce que reconnaissent les responsables de l'étude, il paraît vraisemblable que le taux d'accroissement naturel de ces populations ait gardé encore à l'époque toute sa vigueur. C'est du moins ce à quoi aboutissent leurs conclusions, qui font abstraction à ce niveau du mouvement migratoire, prévoyant pour le « pays kabré » (le pays d'origine des Kabyè et des Losso à la fois) « un doublement des effectifs au cours d'une période de l'ordre de 30 à 40 ans » (1).

Mythique ou pas et quelle que soit l'imprécision des données, la vigueur démographique des populations kabyè et losso connaît très certainement une perte de vitesse dans les années 1960. On remarque que ce déclin est concomitant d'un nouvel équilibre entre les effectifs du pays d'origine et ceux de la diaspora. Désormais les seconds l'emportent sur les premiers. Le pays d'origine conserve certes ses densités, mais il cesse d'être le centre de gravité unique d'où rayonne et sur lequel se réfléchit l'émigration. Normalement pourtant, cela ne devrait pas affecter la progression globale de ces populations. L'énergie perdue d'un côté devrait se retrouver de l'autre. Dans la réalité, il semble que le vieillissement du « pays kabré » n'ait pas trouvé immédiatement sa contrepartie dans les régions d'immigration, au sein desquelles les populations autochtones auraient, pour un temps au moins, proliféré plus vite que les populations immigrées. L'hypothèse la plus plausible, face à ce coup d'arrêt, est celle d'une situation transitoire, caractérisée par l'assouplissement du noyau de peuplement initial, dont la population a changé de profil, et par l'immaturité du nouveau milieu, insuffisamment structuré pour que l'on y retrouve déjà la vitalité qui prévalait jusque-là au pays d'origine (mariage et procréation plus tardifs). D'où un ralentissement dans la croissance globale du groupe.

Il est permis cependant de penser que la décennie 1970 a été marquée par une reprise de cette vitalité dans les régions d'immigration. On ignore pour le moment quel fut le taux d'accroissement de la population kabyè et losso pendant cette période, mais on dispose par contre — ce qui n'était pas le cas pour la décennie précédente — de quelques données démographiques par circonscription (aujourd'hui préfecture) pour les années 1973-1974 (2) et par ethnie, au sein d'une région de forte immigration, la région du plateau de Dayes, pour les années 1976-1978 (3). C'est la circonscription de Sotouboua qui a connu en 1973 et 1974 le taux d'accroissement naturel le plus élevé : 4,5 et 3,9 % pour une moyenne nationale de 3,2 et 2,9 %. Or, cette circonscription est peuplée aux deux tiers de Kabyè et de Losso immigrés (63 % en 1970), ce qui est le record. C'est là un indice en faveur d'une reprise de la natalité parmi ces derniers — taux de natalité estimé dans la même circonscription à 51 et 45 ‰ en 1973 et 1974. Les résultats de l'enquête réalisée sur le plateau de Dayes viennent confirmer cette tendance : pendant la période 1976-1978, le taux annuel d'accroissement naturel des Kabyè y fut de 3,8 % (taux de natalité, 50,5 ‰), contre 2,5 et 2,6 % (taux de natalité, 33,2 et 34,7 ‰) pour les Ewé et les Ahlon (qui sont les autochtones de la région).

La vigueur démographique des Kabyè et des Losso reste donc un phénomène tangible, dont l'épicentre aurait pour un temps disparu avant de réapparaître plus loin. Mais ce glissement du nord vers le sud, ce ré-équilibre ne se font pas de façon aussi simple que le voudrait une certaine logique. Une circonscription du pays d'origine, celle de Pagouda, garde un taux d'accroissement naturel très élevé : 4 % en 1973 (seconde après Sotouboua) et 3,2 % en 1974, alors qu'une circonscription comme celle de Bassar, dans laquelle la proportion de Kabyè et Losso immigrés est relativement importante (36 % de la population en 1970), a un taux d'accroissement naturel extraordinairement bas : 1 % en 1973, 1,2 % en 1974. La population kabyè et losso se reproduit donc inégalement d'une région à l'autre, indépendamment, semble-t-il, de la vocation intrinsèque de chacune de ces régions (terres d'émigration ou d'immigration). C'est là un deuxième paradoxe, après le coup d'arrêt des années 1960. Mais alors que le premier ne peut s'expliquer que par le caractère transitoire de la situation (désorganisation momentanée de la société), le second semble être plutôt le fait de son étalement dans le temps et dans l'espace, de sa diversité. Il est en effet difficile de dire a priori si cet agencement désordonné de l'espace démographique kabyè et losso (alternance de populations jeunes et vieilles) est conjoncturel ou structurel, fonctionnel ou organique en quelque sorte ; il est la conséquence d'une dynamique migratoire elle-même hétérogène et, au-delà, de disparités régionales d'origines multiples. Il faut tenir compte évidemment de l'imprécision des statistiques, qui peut mettre en cause ces résultats, mais il n'y a pas que celles-ci qui comportent des « aberrations ». Les faits aussi ont leur part d'imprévu.

(1) République du Togo, Service de la statistique générale-Institut de recherche du Togo, Etude démographique du pays kabré, 1957 : 44.

(2) Annuaire statistique du Togo 1974, 1976 : 21 et 22. Les données sont celles enregistrées dans les centres d'état-civil.

(3) VIMARD (P.), 1980a : 12 et 13.

## LEUR RURALITÉ EST-ELLE MENACÉE ?

De même qu'elle est réputée pour sa vitalité, la population kabyè, losso et lamba est réputée pour son attachement à la terre. Elle a cessé cependant d'être réfractaire à la ville avec la mise en place de l'appareil d'Etat actuel dans les années 1960. Son taux d'accroissement urbain fut même pendant cette décennie supérieur au taux national (84 % contre 82 % selon les critères d'urbanisation explicités ci-après), alors que son taux d'accroissement rural fut, lui, par contre inférieur (23 % contre 26 %). L'importance du premier taux, la faiblesse du second ne manquent pas de surprendre venant de paysans aussi affirmés que ceux de la région de la Kara (tableau 1).

TABLEAU 1  
Croissance des populations kabyè, losso et lamba par rapport à la population togolaise  
en milieux urbain et rural de 1960 à 1981

Population	1960	1970	1981
Togolaise	1 439 800	1 950 646	2 702 945
	+ 35 %	+ 38 %	
Urbaine	238 756	435 613	743 923
	+ 82 %	+ 70 %	
Rurale	1 201 044	1 515 033	1 959 022
	+ 26 %	+ 29 %	
Kabyè + Losso + Lamba	318 000	409 000	
	+ 28 %		
Urbaine	28 900	53 200	
	+ 84 %		
Rurale	289 100	355 800	
	+ 23 %		

Il faut cependant nuancer cette première appréciation purement quantitative en fonction de la nature des centres dits urbains, de la répartition des Kabyè et des Losso entre ces centres (entre Lomé et les autres villes notamment) et des activités qu'ils y exercent. Que représente dans la réalité cette percée vers la ville alors que le mythe de leur ruralité reste encore intact ?

Pour l'étude de ces différents points, nous nous sommes référés aux travaux de géographie urbaine réalisés récemment (MARGUERAT (Y.), 1980, 1981a, 1981b ; MARGUERAT (Y.) et BOURAÏMA (N.), 1983) à partir des recensements de 1970, puis de 1981. Ont été retenues comme villes : les 21 chefs-lieux de circonscriptions (préfectures depuis 1981), parmi lesquels les 7 communes, dont Lomé (1), ainsi que 11 centres dont le critère de sélection est, non le nombre d'habitants, mais l'importance des secteurs secondaire et tertiaire par rapport au secteur primaire, à savoir un taux d'actifs ruraux inférieur à 50 % (tableau 2). Si bien que certains gros bourgs de forte représentation kabyè ou losso, tels Ayengré ou Wahala, par exemple, certains gros villages entièrement kabyè, tel Atchangbadé, n'ont pas été retenus, en dépit de leur taille, qui dépasse largement pourtant celle de centres tels Agbodrafo, Glidji, ou Agouadzépé. En revanche, 8 des 21 chefs-lieux de circonscriptions ne sont pas des villes au sens où nous l'entendons. Parmi eux, se trouvent Sotouboua, ville à dominante kabyè, rurale à 65 %, et surtout Niamtougou, la « capitale » des Losso, dont le cas mérite attention.

Cette ville vient d'être dotée d'un aéroport international et militaire, qui donne à la palmeraie où elle se trouve une nouvelle identité, un nouveau centre de gravité en quelque sorte. Pour une structuration de l'espace plus cohérente peut-être, les responsables du recensement de 1981 l'ont étendue à toute la palmeraie, lui

(1) Une huitième commune vient d'être créée : Kara, ex-Lama-Kara.

octroyant ainsi un surplus de 8 000 ruraux auparavant indépendants. Selon les statistiques officielles, elle serait donc passée de 4 000 habitants en 1970 à 12 500 en 1981. En fait, la population n'a guère augmenté. L'agglomération, telle qu'elle se présente aujourd'hui, comptait déjà quelque 12 200 habitants en 1970, ce qui la situe rétrospectivement au 6<sup>e</sup> rang des villes togolaises, avec toutefois un taux de ruralité de non plus 71 % mais 90 %. L'urbanisation des Losso est donc une notion très relative, difficilement comparable par ailleurs à celle des Kabyè, dont les fermes situées à la périphérie des villes n'ont en général pas été prises en ligne de compte.

L'urbanisation des Kabyè n'en est pas pour autant exempte d'équivoque. Outre le caractère rural confirmé d'une ville comme Sotouboua, il faut souligner le penchant indéniable des citoyens kabyè pour l'agriculture, aussi notoire que celui des Kotokoli pour le commerce traditionnel. Ils n'échappent vraiment à cette destinée que dans les deux pôles de portée nationale que sont Lomé et Kara — lesquels ont eu le taux de croissance le plus élevé au cours de ces dix dernières années.

TABLEAU 2  
Les Kabyè et les Losso dans les villes togolaises de l'intérieur en 1970

Villes	Population 1970	Kabyè 1970	%	Losso 1970	%	Population 1981
Anèho	10 900 (7)*	-	-	-	-	14 300 (8)
Tsévié	13 000 (5)	-	-	-	-	20 200 (5)
Atakpamé	17 800 (3)	783	4,4	355	2,0	24 400 (4)
Kpalimé	19 800 (2)	1 386	7,0	198	1,0	27 700 (3)
Sokodé	29 200 (1)	2 628	9,0	1 489	5,1	48 100 (1)
Bassar	16 000 (4)	-	-	-	-	17 800 (6)
Total 6 communes	106 700	4 797 4 800	4,5	2 042 2 100	1,9	152 500
Vogan	10 400 (9)	-	-	-	-	11 100
Tabligbo	4 300	-	-	-	-	8 600
Notsé	6 900	380	5,5	-	-	8 800
Amlamé	2 300	177	7,7	-	-	3 800
Badou	6 300	270	4,3	-	-	7 500
Sotouboua	6 900	3 926	56,9	310	4,5	10 600
Tchamba	10 500 (8)	-	-	-	-	12 900 (10)
Bafilo	8 300	182	2,2	-	-	12 100 (12)
Lama-Kara	9 400 (12)	5 060	53,8	640	6,1	28 500 (2)
Pagouda	2 500	1 585	63,4	-	-	4 200
Niamtougou	12 200 (6)	148	3,7**	11 679	86,8**	12 600 (11)
Kanté	5 100	165	3,4	-	-	6 000
Dapaong	10 100 (10)	-	-	-	-	17 500 (7)
Mango	9 900 (11)	-	-	-	-	13 100 (9)
Total 20 cir- conscriptions	211 800	16 525 16 600	7,8	14 671 14 700	6,9	309 800
Agoényivé	3 000	-	-	-	-	10 800
Togoville	4 200	-	-	-	-	5 600
Agbodrafo	3 600	-	-	-	-	3 600
Hahotoé	5 000	-	-	-	-	8 700
Glidji	2 300	-	-	-	-	2 100
Assahoun	4 500	760	17,0	-	-	5 000
Agouadzépé	2 100	-	-	-	-	2 800
Dadja	1 300	141	10,9	-	-	5 000
Agbonou	1 200	186	15,5	356	29,7	4 100
Anié	5 000	650	13,0	501	10,0	10 200
Kétao	5 200	3 321	64,0	-	-	6 200
Total 11 cen- tres urbains	37 400	5 058 5 100	13,6	857 900	2,4	64 100
Total	249 200	21 700	8,7	15 600	6,2	373 900

\* (7) : classement

\*\* Pourcentage calculé par rapport à la ville considérée dans ses limites de 1970 (4 200 habitants)

Sources : travaux en cours de Y. MARGUERAT.



### *Les Kabyè et les Losso à Lomé*

C'est à Lomé que les Kabyè et les Losso se sont multipliés le plus rapidement. Leur nombre y a plus que quadruplé entre 1960 et 1970, alors qu'il n'a crû que de quelque 60 % dans l'ensemble des autres centres urbains (tableau 3).

TABLEAU 3  
Les Kabyè et les Losso dans les différents types de villes togolaises en 1960 et 1970

1960	Kabyè	Losso	Kabyè + Losso	Population
Lomé	1 800	700	2 500	84 800
Autres communes	2 000	1 000	3 000	)
Autres chefs-lieux de circonscription	7 300	9 700	17 000	( ) 132 900
Autres centres urbains	2 600	300	2 900	( )
Total	13 700	11 700	25 400	238 800
1970	Kabyè	Losso	Kabyè + Losso	Population
Lomé	7 500	2 900	10 400	186 300
Autres communes	4 800	2 100	6 900	)
Autres chefs-lieux de circonscription	11 800	12 600	24 400	( ) 211 800
Autres centres urbains	5 100	900	6 000	( )
Total	29 200	18 500	47 700	435 600

Leur afflux vers la capitale lors de cette décennie est lié, comme nous le soulignons ci-dessus, à la conjoncture politique : 38 % des occupants du camp militaire, par exemple, sont en 1970 des Kabyè, 14 % des Losso, 10 % des Lamba (MARGUERAT (Y.), 1981b : 31) ; il devrait a priori avoir conservé son rythme lors de la décennie suivante. Néanmoins, s'ils sont actuellement bien représentés dans la fonction publique (dont la ventilation ethnique n'est pas connue), ils s'avèrent par contre encore peu nombreux dans les emplois du secteur moderne privé autant que du secteur informel. D'après une étude récente sur l'emploi (SCHWARTZ (A.), 1980 : 50 et 53), les natifs de la Région de la Kara (donc des Kabyè, des Losso et des Lamba essentiellement) ne représentent en 1979 que 6,3 % des travailleurs du secteur moderne privé et parapublic de la Région Maritime (concentré presque intégralement à Lomé) et 6,7 % des demandeurs d'emploi inscrits au Service national de la main-d'œuvre de Lomé. On peut prendre également en compte les natifs de la Région Centrale (4,4 % dans le premier cas, 6 % dans le second), parmi lesquels se trouvent vraisemblablement bon nombre de Kabyè et de Losso, il n'empêche que ces proportions restent faibles. Et elles le sont sans doute autant dans le secteur informel, sur lequel on ne dispose d'aucune donnée quantitative récente. Il suffit pour s'en assurer de faire un tour au Grand Marché de Lomé ou dans le quartier de Bè, où Ewé et Mina tiennent solidement en main commerce et artisanat.

La faible participation des Kabyè et des Losso à la vie économique de la capitale laisse supposer qu'ils y restent largement minoritaires. Ils constituent, certes, une minorité privilégiée et leur émergence spectaculaire dans le secteur public ne peut que s'être consolidée lors de la décennie 1970. Le recensement de 1981 sera néanmoins sans surprise. Alors qu'ils représentaient 2,9 % de la population loméenne en 1960 (les Kabyè 2,1 %, les Losso 0,8 %), 5,5 % en 1970 (les Kabyè 4 %, les Losso 1,5 %), ils ne peuvent guère dépasser aujourd'hui le score de 8 %, qui lui-même implique le maintien du taux d'accroissement qu'ils ont connu pendant la période 1960-1970 (taux de plus de 300 %) : hypothèse plausible, la ville de Lomé ayant elle-même conservé son propre taux d'une décennie à l'autre (autour de 100 %), mais sur laquelle il ne faut pas trop enchérir malgré tout. Il serait étonnant en effet qu'ils soient beaucoup plus de 30 000 dans le Lomé de 1981, qui atteint 370 000 habitants.

## *Les Kabyè et les Losso dans les villes de l'intérieur*

Moins prometteuse fut leur progression dans les villes de l'intérieur pendant la décennie 1960. En fait, elle fut à peine plus forte que celle des villes en question : 63 % pour 61 %. Leur importance relative y a donc peu changé : 10 % de la population urbaine (à l'exclusion donc de Lomé) en 1960, 11 % en 1970, proportion par ailleurs peu significative, puisque la moitié d'entre eux sont, on l'a vu, aujourd'hui encore, de faux citadins. Ceux qui échappent à leur ruralité se retrouvent, comme à Lomé, dans la fonction publique et, bien sûr, dans les établissements scolaires.

Il est tentant, à propos de la répartition des Kabyè et des Losso dans ces villes, de distinguer arbitrairement villes méridionales et villes septentrionales. Les premières seraient caractérisées par une représentation plus faible et plus récente de ceux-ci, mais par leur plus grande participation aux fonctions urbaines, et inversement.

Effectivement, les deux grandes villes du Sud, Atakpamé et Kpalimé, ne comptaient respectivement, en 1970, que quelque 7 et 8 % de Kabyè et Losso — d'installation récente, si l'on en juge d'après les taux de croissance qu'y connurent ceux-ci lors de la décennie 1960 : en gros respectivement 130 et 300 %. Néanmoins, bien que les taux de ruralité de ces villes soient relativement faibles (7 % pour la première, 18 % pour la seconde), on ne peut affirmer qu'il s'agit là d'authentiques citadins. Même chose pour les villes méridionales de moindre importance, qui ont en outre des taux de ruralité plus élevés (Anié 61 %, Badou 40 %, Amlamé 67 %, Assahoun 42 %, Notsé 38 %). Rien ne permet de préciser le profil des petites colonies kabyè et losso qui s'y trouvent ; leur faible représentation (23 % à Anié, 5 % à Badou, 8 % à Amlamé, 17 % à Assahoun, 6 % à Notsé) peut donner à penser qu'elles s'y perdent dans la masse rurale, en symbiose avec leurs semblables, nombreux dans les environs ; mais la conjoncture politique peut laisser supposer également qu'elles y occupent des postes clés de l'administration.

La situation est plus facile à cerner dans les villes du Nord et du Centre, dans lesquelles Kabyè et Losso sont évidemment mieux représentés. Ils constituent, pour en revenir aux chiffres de 1970, 60 % de la population de Kara, 91 % de celle de Niamtougou, 64 % de celle de Pagouda, 64 % de celle de Kétau et 62 % de celle de Sotouboua. Ils n'ont pas pu s'imposer par contre dans les villes kotokoli, qui servent de relais entre leur pays d'origine et la région Sotouboua-Blitta, leur fief le plus authentique ; ils ne sont que 15 % à Sokodé et 3 % à Bafilo. Implantation plus ancienne, rusticité moins discutable..., il faut cependant, là encore, nuancer. Le caractère urbain de villes comme Pagouda et même Kétau, dont le taux de ruralité était déjà descendu à 27 et 43 % en 1970, bouscule un peu le cliché et peut laisser croire à l'éclosion d'une citadinité qui n'aurait pas trouvé à s'exprimer aussi librement en milieu allochtone. Un exode rural véritable serait-il amorcé à l'échelle régionale ? Il est difficile de dire a priori quels pourraient en être ses points de chute privilégiés en dehors du « pays natal », abstraction faite de Lomé évidemment.

## *Le développement de la ville de Kara*

L'ascension d'une ville comme Kara, bien que totalement impulsée de l'extérieur, semble avoir répondu à un besoin. Certes, en 1970 déjà, elle ne comptait que 54 % de Kabyè (et 6 % de Losso). La faiblesse de son taux de ruralité (11 %, le plus bas après celui d'Atakpamé) laisse supposer cependant la présence de ceux-ci dans les secteurs secondaire et tertiaire. Ils ont bien montré ailleurs qu'ils ne dédaignaient pas le secteur secondaire lorsque celui-ci venait à eux. Ainsi l'usine textile ITT implantée à Dadja, à 15 km au sud d'Atakpamé, en pleine région d'immigration, comptait-elle en 1979 un tiers de Kabyè et Losso (soit près de 500) parmi ses salariés (1). L'usine TOGOTEX de Kara, si elle avait pu fonctionner, aurait du pouvoir trouver sur place les 1 600 employés qui lui étaient théoriquement nécessaires. La ville semble être suffisamment attrayante pour cela. L'urbanisation et la croissance de sa population se sont faites à un rythme exceptionnel au Togo (elle a quasiment décuplé entre 1960 et 1980), qui n'est pas sans rappeler d'ailleurs le phénomène de peuplement des plaines centrales : un spontanéisme débordant, greffé sur une politique volontariste... Douzième des villes de l'intérieur en 1970, elle accède donc au second rang en 1981 et devrait rejoindre, d'ici 1992, Sokodé à la première place, avec quelque 70 000 ou 75 000 habitants (BOURAÏMA (N.) et MARGUERAT (Y.), 1983 : 11). Certes, cette explosion repose en partie sur la présence d'allochtones, mais l'important, c'est qu'elle induit des réseaux de relations grâce auxquels un monde paysan qui fonctionnait jusque-là en circuit fermé est désormais branché sur l'extérieur. Elle contribue largement en effet à modifier la vocation de la Région de la Kara, la perception qu'en ont tous ceux qui y ont encore, d'une manière ou d'une autre, quelques racines ou intérêts, c'est-à-dire en fait à peu près tous les paysans kabyè et losso. Elle les familiarise malgré eux

(1) D'après travaux en cours de Y. MARGUERAT.

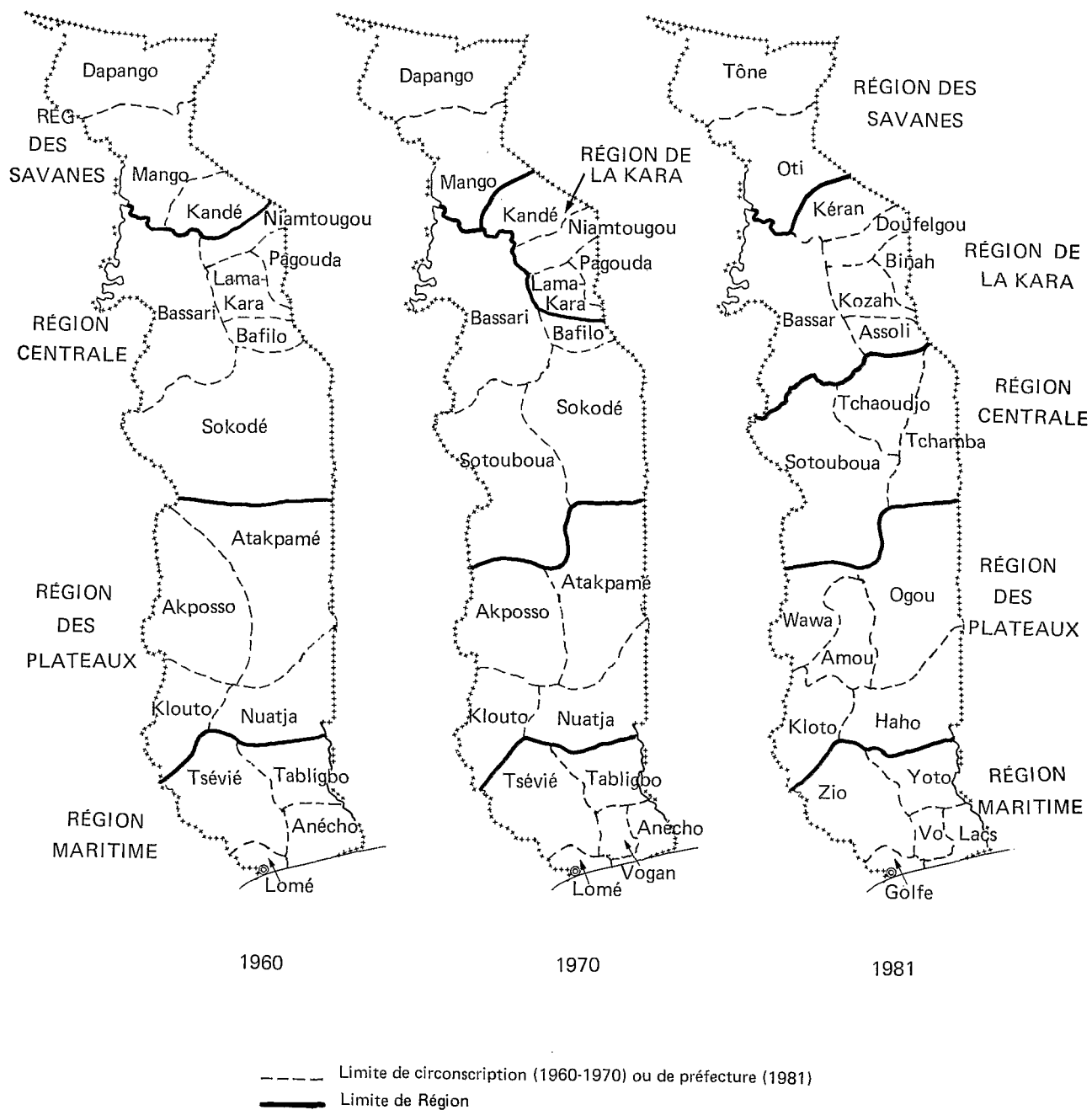


FIG.2 — Evolution du découpage administratif du Togo, du recensement de 1960 au recensement de 1981

avec le fait urbain qu'ils pouvaient facilement occulter jusque-là. Elle les déconnecte partiellement d'une terre qui avait leur exclusive. Tôt ou tard en effet, l'exploitant ou l'un des siens, qu'il descende des montagnes ou qu'il remonte du Sud, vient achopper là, dans ce qui doit être le deuxième pôle de développement du Togo.

Le phénomène Kara, sa formidable croissance (235 % entre 1959 et 1970 contre 61 % pour l'ensemble des villes de l'intérieur, 203 % entre 1970 et 1981 contre 50 %), est à relier à l'exceptionnelle concentration de chefs-lieux de circonscription (aujourd'hui de préfecture) qui existe dans la Région de la Kara et dont on ne retrouve d'équivalent que dans le triangle Tsévié-Anèho-Tabligbo. En dépit de leur petite taille et du rôle de relais et de satellites qu'ils sont appelés à jouer, ces centres, on l'a vu, n'ont pas forcément une vocation rurale. Mais ils ne peuvent nuire pour autant au rayonnement de leur capitale régionale, qui grâce à eux au contraire — et au village proche de Pya — tendrait à prendre un air de micro-métropole. La restructuration de l'espace originel des Kabyè et Losso est commencée. Son urbanisation volontariste, malgré son côté artificiel, comme à Niamtougou, va dans le sens d'un mouvement naturel déjà perceptible. L'ethnie kabyè ne constituait-elle pas déjà, à elle seule, en 1970 la 4<sup>e</sup> ethnie de Lomé (la 7<sup>e</sup> en 1960), la 3<sup>e</sup> des vingt autres chefs-lieux de circonscription et la 6<sup>e</sup> des six communes qu'ils englobent ? Elle pouvait déjà être à cette époque comparée, sinon aux deux grandes ethnies urbaines que sont les Ewé et les Mina, du moins à quatre autres groupes plus anciennement urbanisés qu'elle : les Ouatchi, les Ana, les Kotokoli et les Bassar.

Lomé		Chefs-lieux de circonscription de l'intérieur	Communes de l'intérieur	
1-Mina	44 300	1-Ewé	38 200	1-Kotokoli 24 400 (Sokodé)
2-Ewé	40 900	2-Kotokoli	27 600	2-Ewé 22 400 (Tsévié Kpalimé)
3-Ouatchi	7 900	3-Kabyè	16 600	3-Bassar 13 400 (Bassar)
4-Kabyè	7 500			4-Mina 10 600 (Anèho)
				5-Ana 5 500 (Atakpamé)
				6-Kabyè 4 800 (Sokodé Kpalimé)

Ainsi l'urbanisation des Kabyè n'est-elle pas tout à fait une utopie, même si elle n'est après tout que le fruit de leurs fortes densités, qui sont à l'origine du découpage administratif fin et serré de la Région de la Kara (figure 2) — lequel est antérieur, il faut le préciser, à l'avènement du pouvoir kabyè. Elle ne menace pas cependant leur ruralité dans son existence : il n'y a encore en 1970 que 13,7 % de leurs effectifs dans les villes togolaises (8,9 % en 1960), pourcentage nettement plus important dans les groupes ethniques évoqués ci-dessus — à savoir les groupes mina et bassar (près de la moitié), kotokoli (près du tiers), éwé (près de 20 %) et ana (près de 15 %). Mais peut-être, à travers le phénomène Kara, la menace-t-elle dans son essence ?

## LEURS DENSITÉS SONT-ELLES UNE FATALITÉ ?

### *L'émigration depuis la décennie 1960*

Les fortes densités d'occupation du sol des Kabyè et des Losso confèrent à leur établissement originel, comme l'a bien fait ressortir B. LUCIEN-BRUN, un caractère qui, sans être unique, n'en est pas moins exceptionnel. Plus remarquable encore est la permanence de ce phénomène à travers un demi-siècle d'émigration. Les quelque 150 000 Kabyè et Losso dénombrés en 1926 au pays d'origine sont encore 150 000 en 1960 et sont plus de 160 000 en 1970 — étant entendu que leur nombre englobe ici les Lamba méridionaux, qui sont localisés essentiellement dans la circonscription de Niamtougou (aujourd'hui préfecture de Doufelgou). L'émigration n'a pas assaini la situation, en ce sens qu'elle n'a pas allégé la charge de population d'un espace qui se trouvait à la limite de ses capacités. Mais elle en a modifié la répartition en même temps que les lignes de force.

Jusque dans les années 1960, le schéma est simple. La région la plus touchée par l'émigration est celle purement kabyè, où les densités sont traditionnellement les plus fortes, à savoir, d'un point de vue géographique,

Les migrations rurales des Kabyè et des Losso

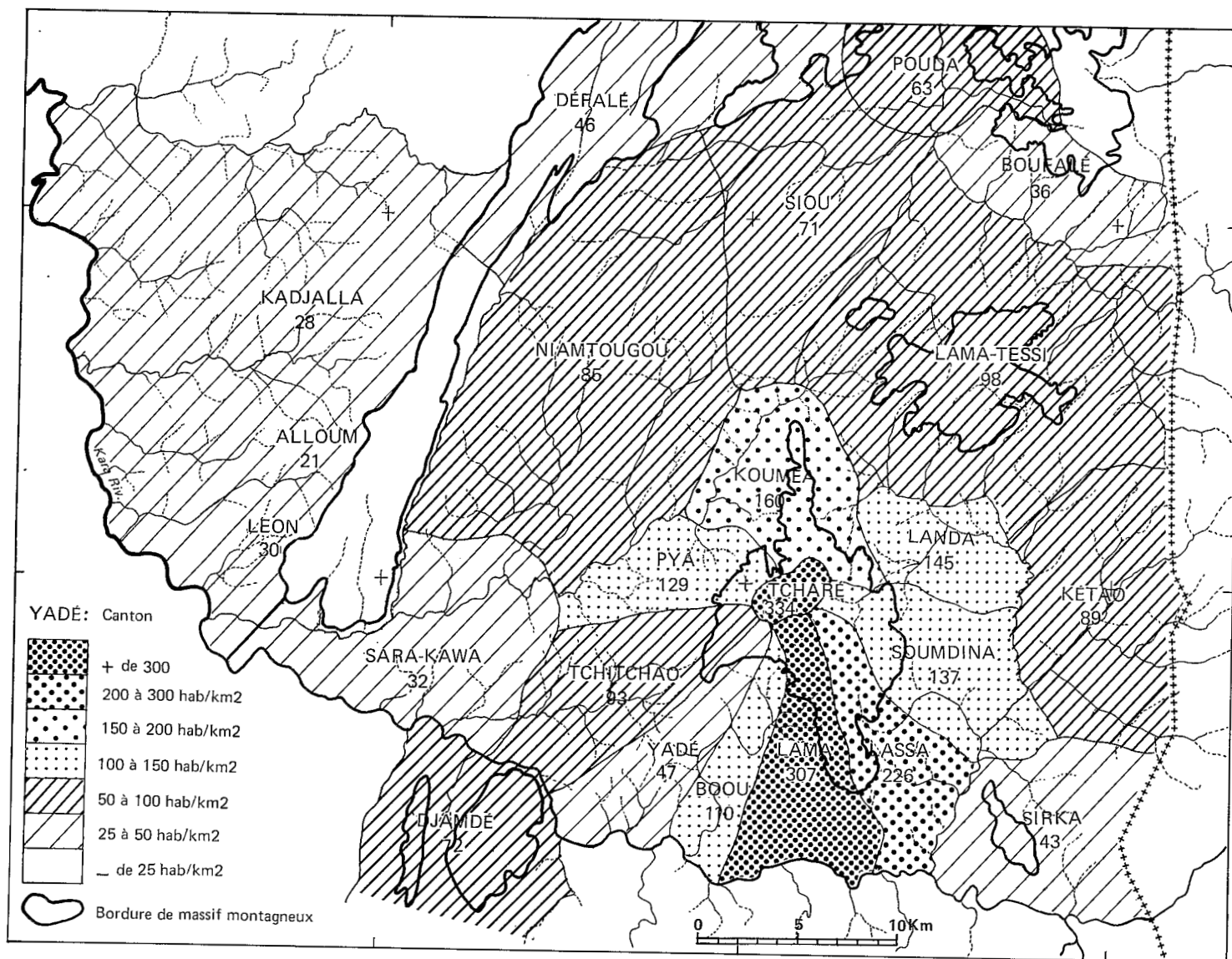


FIG. 3 — Densité de peuplement du pays d'origine par canton (1970)

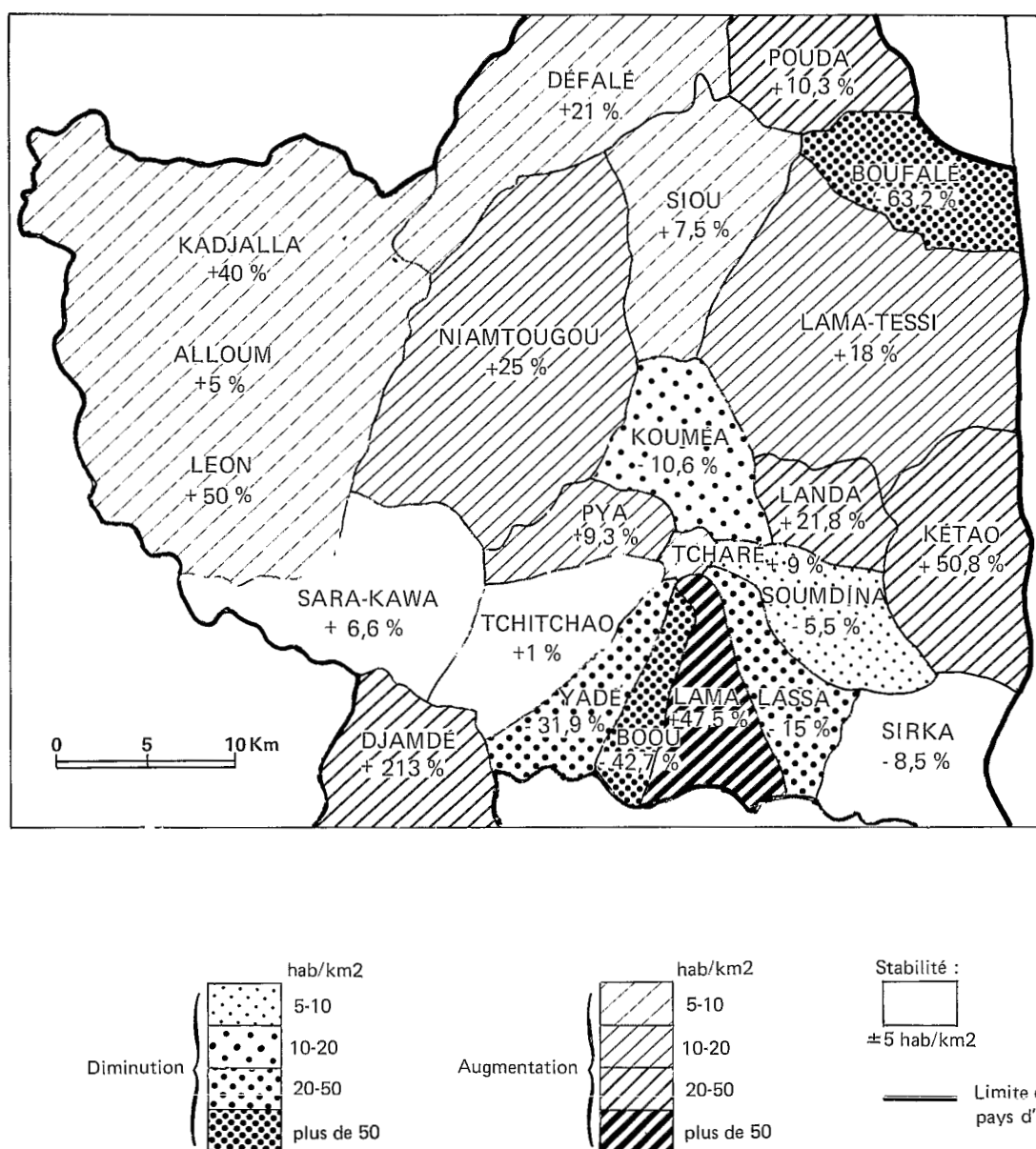


FIG.4 — Variation de la densité de peuplement du pays d'origine par canton (1960-1970)

N.B. : Les pourcentages indiquent pour chaque canton le taux d'accroissement ou de diminution de la population

en gros le massif de Tcharé et son piémont, d'un point de vue administratif, la circonscription de Lama-Kara (préfecture de la Kozah), au nord de la rivière Kara. Les régions périphériques, de densités moindres, restent relativement stables ou arborent même un bilan positif, soit que l'émigration y est insuffisante, comme dans les cantons montagneux de Boufalé et de Sirka, qui semblent n'être pas encore « dans la course » à l'époque, soit que, du fait d'une situation là aussi marginale, l'immigration l'y emporte sur l'émigration, comme dans le canton de Djamdé, au sud de la Kara, qui malgré son peuplement kabyè originel semble faire plus ou moins partie de la zone de glissement (cf. B. LUCIEN-BRUN).

Au début des années 1970, le phénomène Kara est déjà perceptible dans la distribution de l'espace entre pôles d'attraction, pôles de répulsion et zones neutres. Le canton de Lama voit ses densités remonter en flèche avec l'afflux d'allochtones autant que d'autochtones attirés par la ville. Dans son sillage, les cantons de Tcharé, Pya, Niamtougou et même Défalé, innervés désormais par la Nationale 1, retrouvent une dynamique positive. En revanche, tous les cantons en marge de cette zone forte, de Sarakawa à Bohou, en passant

par Tchitchao et Yadé, de Kouméa à Sirka, en passant par Soumdina et Lassa, végètent ou continuent à se dépeupler (figures 3 et 4). Les plus proches de Kara connaissent même, sinon une véritable décompression (cas des cantons de Bohou et de Lassa), du moins un sérieux coup d'arrêt (cas des cantons de Yadé et de Sirka). Les cantons situés à la périphérie de cette zone dépressive, quant à eux, étrangement se densifient à nouveau, comme si la sphère d'influence de Kara n'avait là qu'un rayon limité. Il semble bien, en effet, comme nous le suggérons précédemment, que les petits centres urbains de la Région de la Kara, qu'il s'agisse des chefs-lieux de circonscription comme Niamtougou ou Pagouda, ou d'une place commerciale comme Kétau, aient suffisamment de ressources pour, sinon drainer à eux les populations, du moins les stabiliser dans leur propre champ — dans la mesure où elles ne regardent pas au-delà de la Kara évidemment. Même chose pour le canton de Djamdé, qui semble avoir au moins suffisamment d'autonomie — sinon un renfort réel d'effectifs — pour échapper à la force d'attraction de Kara. Au nord-est de cette couronne démographiquement plus saine que les zones qui lui sont attenantes, en ce sens que la population y augmente : à nouveau un secteur dépressif, avec le canton de Boufalé, qui, après avoir eu le taux de croissance le plus élevé de la région pendant toute la période coloniale (cf. B. LUCIEN-BRUN), connaît, à l'inverse, le dépeuplement le plus rapide pendant la décennie 1960 (figures 3 et 4). Incontestablement le processus migratoire y est décalé, ce qui ne surprend guère s'agissant du massif kabyè le plus isolé de tous. Il semble l'être également dans le massif de Sirka, qui, quoique de façon moindre, se trouve quelque peu à l'écart, lui aussi.

Ainsi la décennie 1960, qui fut marquée d'un côté par l'émergence du pouvoir kabyè et de sa région d'origine, de l'autre, on a vu pourquoi, par un ralentissement de la croissance naturelle de l'ensemble du groupe kabyè-losso, aura-t-elle été une période transitoire dans l'histoire des migrations rurales de ces deux ethnies. Le mouvement dont les vecteurs d'induction se multiplient, tantôt puissants, tantôt faibles, connaît en effet à sa source un certain flottement. Jusque-là, l'émigration avait affecté principalement un noyau au sud du « pays », centré sur le massif de Tcharé ; l'attraction pour le sud diminuait au fur et à mesure que l'on s'en éloignait vers l'ouest, le nord ou l'est ; le processus était simple. A partir de là, il se complique. Les lignes de force se multiplient. L'émigration prend l'allure d'une lame de fond, qui touche les coins les plus reculés, mais qui s'essouffle parfois et qui revêt dans l'ensemble un caractère moins radical. Kara, de ce dernier point de vue, joue un rôle déterminant. Point de convergence à la sortie du « pays », la ville régularise le flux qui s'en échappe, en diversifie les origines et en détourne une partie à son profit. Son attrait est particulièrement fort sur les régions qui l'entourent.

La décennie 1970 voit son influence grandir encore. Sa population passe de 9 400 à 28 500 habitants, sans qu'il soit possible de dire pour le moment si ce sont les autochtones ou les allochtones qui contribuent le plus à sa croissance (1). En 1970, les Kabyè représentaient 54 % de ses effectifs, les Kotokoli 12 %, les Nigériens 7 %, les Losso 6 %, les Ewé 4 % (MARGUERAT (Y.), 1981a : 14)... ; il est probable qu'elle n'a rien perdu depuis de son caractère cosmopolite. Son rayon d'attraction à l'intérieur de la Région de la Kara — qu'il induise une migration urbaine qui vienne l'alimenter elle-même, ou une migration rurale orientée vers le sud — balaie cette fois l'ensemble des cantons. On ne retrouve pas en tous les cas en 1981 les paliers observés en 1970 — ce qui ne nous renseigne pas d'ailleurs sur l'importance et la nature du flux qui lui parvient des autres régions du Togo, mais cela est un autre sujet.

Les trois préfectures qui recouvrent le pays d'origine (Kozah, Binah et Doufelgou, ex-Lama-Kara, Pagouda et Niamtougou) voient en effet leur population stagner pendant cette dernière décennie. Le nombre des ruraux n'y augmente que de 10 %, passant de 167 000 à 184 000, alors qu'il augmente de 30 % dans l'ensemble du Togo — les ruraux englobant ici la population togolaise à l'exclusion de celle des 21 chefs-lieux de préfecture. Le taux d'accroissement des cantons n'est, certes, négatif que dans trois cas, mais il n'est franchement positif qu'exceptionnellement aussi. Les points faibles en sont, pour des raisons politiques s'il en est, les cantons de Kouméa et de Sarakawa, ainsi que celui de Djamdé, qui dans les limites qu'on lui a maintenant assignées ne joue plus le rôle de réceptacle qu'il semble avoir joué par le passé. Les points forts en sont par contre le canton de Pya, les cantons de Yadé et de Lama, auxquels a été incorporé celui de Kara, qui, de par l'origine de son peuplement, fait partie de la zone de glissement (secteur Atchangbadé-Awandjélo), enfin ceux de Kadjalla et d'Alloum, où a été aménagé le périmètre FED-Kara (carte hors-texte). On peut leur adjoindre également les cantons de Siou et de Kétau, dont l'accroissement, quoique succinct, est perceptible, accroissement qui ne concerne en fait que les deux centres régionaux que sont Siou et Kétau. Le peuplement des autres cantons, quant à lui, est donc resté à peu près inchangé.

Il est cependant difficile, d'un point de vue méthodologique, de faire — à propos de la Région de la Kara du moins — des comparaisons détaillées d'un recensement à l'autre. Bon nombre de cantons — et notamment presque tous ceux de la préfecture de la Kozah — n'ont plus, en 1981, la même identité spatiale qu'en 1970. Par ailleurs, les chefs-lieux de préfecture ont été cette fois-ci répertoriés en marge des cantons, ce qui

(1) Les résultats du recensement de 1981 montrent que ce sont les allochtones, notamment les Ewé et les Kotokoli.

nous permet une approche purement rurale du sujet, mais fausse également les comparaisons, puisque ceux-ci faisaient officiellement partie des cantons lors du recensement de 1970 et que c'est à cette échelle que nous travaillons (d'où la légère émergence à l'époque des cantons de Siou et de Kétau, dont les chefs-lieux sont les deux centres les plus importants de la région, après les chefs-lieux de préfecture). Notre étude sur l'évolution du peuplement rural kabyè, losso et lamba lors de la dernière décennie (carte hors-texte) est donc indépendante de celle que nous avons faite sur le pays d'origine pour la décennie 1960 (figures 3 et 4), les chiffres de 1970 ayant été réajustés dans son cas sur la base du découpage de 1981. Elle permet cependant de faire quelques observations sur l'évolution du flux migratoire à sa source, à coup sûr plus tempéré qu'il ne le fut avant 1960 et plus régulier qu'il ne le fut lors de la décennie 1960. Assagi, plus étale, il n'entrave plus nulle part — à trois cantons près — le renouvellement de la population, mais il continue à la délester de ses forces vives, comme le montre le bilan migratoire que nous avons réalisé par canton, sur la base du solde population effective/population théorique, cette dernière ayant été calculée à partir du taux de croissance global de la population rurale togolaise — qui fut donc, entre 1970 et 1981, de 30 % (carte hors-texte).

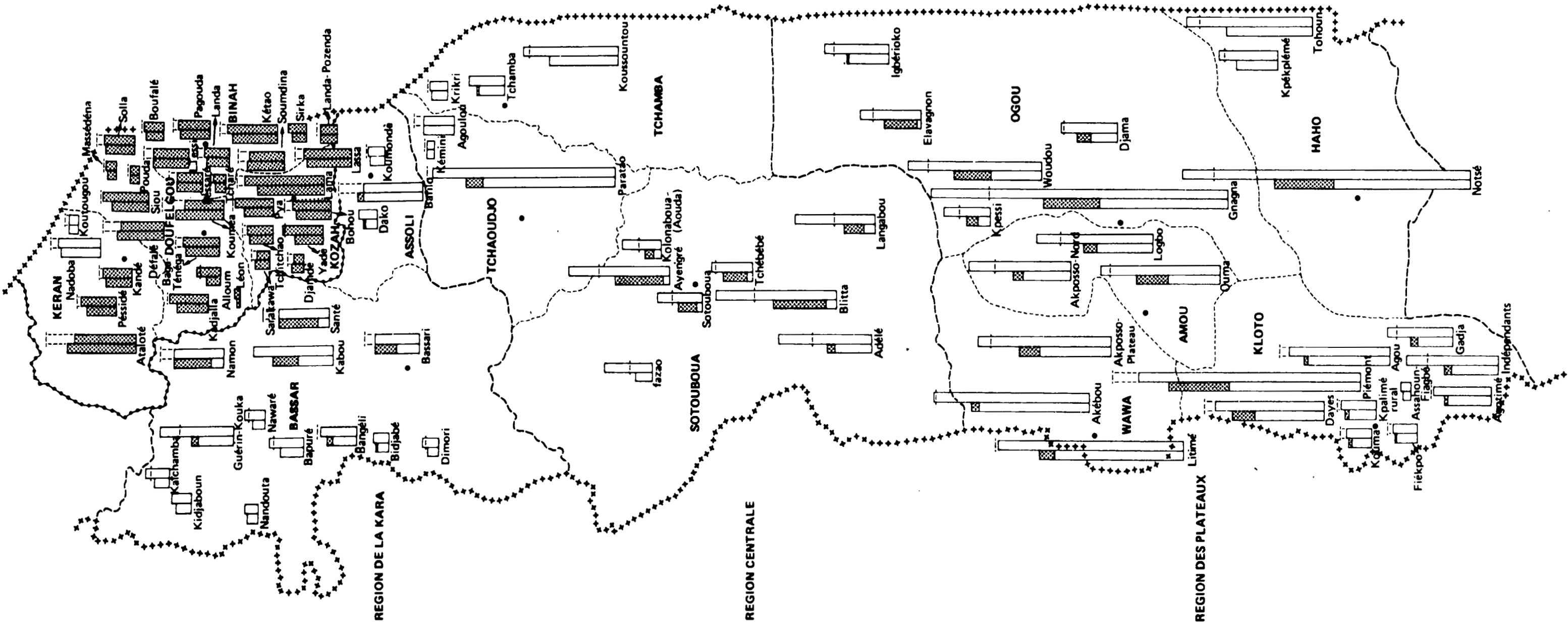
Aucun canton n'affiche un solde positif, si ce n'est celui de Yadé et celui d'Alloum, on a vu pourquoi dans l'un et l'autre cas : l'immigration, spontanée dans le premier cas, dirigée dans le second, y compense l'émigration, qu'elle n'exclut pas cependant. On peut le prouver dans le cas du canton d'Alloum, qui n'aurait gagné que 978 individus, alors que près de 4 000 se sont installés sur le périmètre FED-Kara (qui recouvre en outre les cantons de Kadjalla et de Léon, qui eux, de toutes les façons, en auraient perdu 258). Certains Lamba de cette région — alias Losso — semblent avoir fui devant l'aménageur. On peut faire deux remarques à ce propos. Les projets spécifiques de développement n'auraient pas réussi pour le moment à enrayer l'émigration, du moins le projet FED-Kara et le projet Togo-Nord, qui porte sur les cantons de Landa-Pozenda, Pessaré et Ataloté (carte hors-texte). Pour le projet vivrier, il est plus difficile d'émettre un jugement, vu que l'un des deux secteurs d'intervention se trouve dans la zone de glissement (dans le canton de Yadé). On observe cependant que le canton de Sirka, où se trouve l'autre secteur, a un solde nul. La seconde remarque, que l'on peut faire à propos de la désertion des Lamba de la préfecture de Doufelgou, concerne précisément l'émigration lamba. Celle-ci a toujours quelque peu existé, plus ou moins assimilée à l'émigration losso, mais elle concernait surtout jusque-là les Lamba méridionaux. Avec l'extension de la réserve de faune de la Kéran, le mouvement a pris de l'ampleur, la population de la préfecture de la Kéran (ancienne circonscription de Kanté), dans laquelle se trouvent les Lamba septentrionaux, ne s'étant accrue que de 4,5 % entre les deux recensements — taux de plus de moitié inférieur à celui du pays d'origine des Kabyè, Losso et Lamba méridionaux lui-même (tableau 4). Les Lamba, certes, ne constituent pas toute la population rurale de cette préfecture. Avec les Kabyè et les Losso (qui ne sont là que quelques centaines), ils n'en représentent en 1970 que 70 %, contre 94 % dans les trois préfectures voisines (Doufelgou, Binah et Kozah), mais il n'empêche qu'ils sont très certainement en train de faire une percée sans précédent de leur part dans le monde de la diaspora des gens du Nord.

### *L'immigration depuis la décennie 1960*

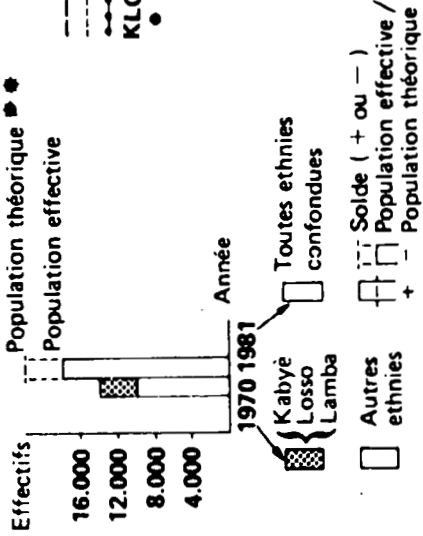
Comme l'histoire de l'émigration, l'histoire de l'immigration connaît depuis un quart de siècle différentes phases, qui voient telle ou telle région occuper le devant de la scène ou au contraire rester en arrière-plan. Mais alors que, pour le pays d'origine, nous avons dû en dégager les différents fils conducteurs à une échelle relativement grande, nous pouvons, en ce qui concerne la diaspora, suivre l'infléchissement du mouvement à une échelle beaucoup plus petite. Nous y sommes confrontés en effet au même milieu humain, mais en plus étendu, en plus dispersé, en moins pur. Alors qu'au pays d'origine les différences de comportement pouvaient être perceptibles d'un canton à l'autre, cela semble moins évident au niveau de la diaspora — encore que le canton, qui est loin d'être une entité homogène, y atteigne parfois une taille démesurée. La trame de l'espace, du fait de la présence des autochtones notamment, y est beaucoup moins fine que celle de l'espace originel. Nous n'avons pas voulu nous contenter cependant de travailler au niveau de la circonscription, alias préfecture, qui est la plus petite unité pour laquelle existe, depuis le recensement de 1959-1960, une ventilation ethnique. Puisqu'il n'était pas possible non plus d'observer le phénomène sur la base des chiffres globaux de population (sauf peut-être dans la partie septentrionale du Centre-Togo), comme on a pu le faire pour le pays d'origine, où Kabyè, Losso et Lamba représentent, on vient de le voir, une majorité écrasante, nous avons fait, à partir du recensement de 1970, le décompte des trois ethnies, village par village. La même opération n'est pas encore réalisable au niveau du recensement de 1981 (1), mais nous avons pu, à partir

(1) Elle sera d'ailleurs faite cette fois mécaniquement par les responsables du recensement.





● Limite de Région  
--- Limite de Préfecture  
--- Limite pays kabyle, losso, lamba  
● KLOTO Appellation de la Préfecture  
● Chef-lieu de Préfecture



● Dans la préfecture du Klotto, pour faciliter la représentation cartographique, ont été opérés les regroupements de cantons suivants :

Appellation de la carte	Cantons regroupés
Kpalimé rural	Agomé, Tové
Fiékpo	Gbalavé, Kpadapé
Agotimé	Agotimé-Nord, Agotimé-Sud
Dayes	Dayes-Atigba, Dayes-Kakpa, Ikpa, Bogo-Ahlon
Agou	Agou-Akpolo, Agou-Atigbé, Agou-Iboé, Agou-Kiébo, Agou-Nyogbo, Agou-Tavié
Piémont	Kpimé, Lanvié, Akata, Kpélé

● Population théorique = Population 1970 X taux de croissance moyen 1970 - 1981 de la population rurale togolaise, soit + 30 %

Sources : Recensement 1970  
Recensement 1981, résultats provisoires

des premiers résultats de celui-ci, établir le bilan migratoire auquel nous faisons allusion ci-dessus à propos du pays d'origine (rapport population effective/population théorique au niveau des cantons). Cela nous a permis, en dépit de bases précaires (pas de ventilation ethnique, pas de limite matérialisée pour les cantons de la Région Centrale et de la Région des Plateaux et, de surcroît, remaniements innombrables d'un recensement à l'autre dans la composition des centres de peuplement, des cantons et des préfectures), de suivre l'évolution de la diaspora depuis 1960 jusqu'à nos jours, et d'y reconnaître, comme au pays d'origine, le provisoire et le durable, le précoce et le tardif, le réversible et l'irréversible.

C'est pendant la décennie 1960 que les effectifs de la diaspora l'emportent définitivement sur ceux du pays d'origine, qui restent à peu près stables (tableau 4). Leur croissance assez remarquable (plus de 57 % pour les seuls Kabyè) nous incite évidemment à nous demander comment s'est faite leur répartition dans l'espace. L'aire d'immigration s'est-elle davantage étendue ou densifiée ?

TABLEAU 4  
Evolution du nombre de Kabyè, Losso et Lamba méridionaux au pays d'origine  
et en terre d'immigration pendant la décennie 1960

Population	1960	1970	1960-1970
Togolaise	1 439 800	1 950 600	+ 35,5 %
Kabyè, Losso et Lamba méridionaux	293 800	378 300	+ 28,7 %
dont pays d'origine	150 800	164 800	+ 9,3 %
dont diaspora	143 000	213 500	+ 49,3 %
Kabyè	199 600	259 300	+ 29,9 %
dont pays d'origine	105 600	111 000	+ 5,1 %
dont diaspora	94 000	148 300	+ 57,7 %
Losso et Lamba méridionaux	94 200	119 000	+ 26,3 %
dont pays d'origine	45 200	53 800	+ 19,0 %
dont diaspora	49 000	65 200	+ 33,0 %

Premier point, la distribution du peuplement kabyè, losso et lamba s'est faite pendant cette période non seulement au détriment du pays d'origine, mais aussi de la zone de glissement, où sa part relative a également régressé (tableau 5).

Deuxième point, la plaine du Centre-Togo, avec ses 100 000 immigrés, reste en 1970 la zone forte de la diaspora, mais non la plus dynamique. La zone des plateaux humides s'impose en effet à cette époque comme le pôle de croissance le plus actif. Le nombre des Kabyè y double largement et les effectifs des trois ethnies réunies y dépassent dorénavant ceux de la zone de glissement, ce qui était loin d'être le cas en 1960. De façon générale d'ailleurs, comme le montre encore mieux la ventilation entre les grandes unités de peuplement faite au sein de la seule diaspora, le peuplement immigré tend à dériver vers le sud. Le pays kotokoli reste plus que jamais exclu de son champ, tandis que se manifeste pour la première fois, comme on l'a vu à propos du rôle que pouvait jouer Lomé, l'attraction de la Région Maritime.

Diaspora kabyè, losso, lamba	1960	1970
Zone de glissement	26 %	19 %
Centre-Togo	53 %	49 %
Plateaux humides	18 %	24 %
Région Maritime	3 %	8 %
Total	100 %	100 %

TABLEAU 5  
Répartition des Kabyè, Losso et Lamba méridionaux entre le pays d'origine et les différentes régions d'immigration en 1960 et 1970

Unités de peuplement	KABYE		LOSSO + LAMBA méridionaux		ENSEMBLE	
	1960	1970	1960	1970	1960	1970
Pays d'origine	105 600 53 %	111 000 42 %	45 200 48 %	53 800 45 %	150 800 51 %	164 800 44 %
Zone de glissement	18 800 10 %	21 800 9 %	18 400 19 %	20 000 17 %	37 200 12 %	41 800 11 %
Centre-Togo	49 700 24 %	70 200 27 %	26 100 28 %	34 800 29 %	75 800 26 %	105 000 28 %
Plateaux humides	22 400 11 %	46 100 18 %	2 900 3 %	4 100 4 %	25 300 9 %	50 200 13 %
Région Maritime	3 100 2 %	10 200 4 %	1 600 2 %	6 300 5 %	4 700 2 %	16 500 4 %
Total	199 600 100 %	259 300 100 %	94 200 100 %	119 000 100 %	293 800 100 %	378 300 100 %

Il faut cependant faire à ce propos une distinction entre Kabyè et Losso-Lamba. Les premiers ont, en effet, pris solidement position dans la Région des Plateaux pendant cette période, alors que les seconds, qui ne sont pas des montagnards, ne doivent l'infléchissement de leur courbe de croissance vers le sud qu'à leur percée dans la région loménienne. Le renforcement de la diaspora kabyè dans sa partie sud est du reste perceptible à travers l'évolution de ses effectifs par rapport à ceux des autres populations (tableau 6).

TABLEAU 6  
Taux d'immigrés kabyè, losso et lamba par circonscription en 1960 et 1970

Circonscriptions	Kabyè		Losso + Lamba	
	1960	1970	1960	1970
Bassar	11,2 %	11,1 %	27,6 %	25,3 %
Bafilo	7,8 %	4,9 %	1,3 %	1,4 %
Sokodé-Sotouboua	28,7 %	26,4 %	3,4 %	17,5 %
Atakpamé	21,3 %	21,2 %	20,6 %	18,9 %
Akposso	11,5 %	15,8 %	1,1 %	1,3 %
Kloto	10,6 %	17,2 %	1,5 %	1,4 %
Notsé	9,5 %	12,8 %	6,6 %	5,3 %
Tsévié	0,8 %	1,2 %	0,3 %	1,0 %
Tabligbo	0,2 %	0,4 %	0	0

Ainsi, entre 1960 et 1970, leur part relative a-t-elle augmenté dans les circonscriptions les plus méridionales. Elle est par contre restée à peu près constante de Bassar à Atakpamé, diminuant même légèrement, d'une part, dans la circonscription de Bafilo, où le nombre des Kabyè lui-même a régressé de 1 700 à 1 500, comme si le pays kotokoli était encore en 1970 un territoire à contourner, d'autre part dans les circonscriptions de Sokodé et de Sotouboua (lesquelles n'en faisaient qu'une en 1960), où, en dépit du rattachement à la circonscription de Sotouboua de trois cantons de bonne représentation kabyè (Adélé, Agbandji et Bliita), les populations autochtones se sont multipliées légèrement plus vite que les Kabyè. Chez les Losso par contre, la modification des limites entre les circonscriptions d'Atakpamé et de Sotouboua (figure 2) a eu l'effet inverse. De façon artificielle, leur part relative par rapport à celle des autres populations a diminué dans celle d'Atakpamé et augmenté (avec l'apport notamment du canton de Bliita) dans l'ensemble Sokodé-Sotouboua. Par-tout ailleurs, celle-ci a à peu près stagné.

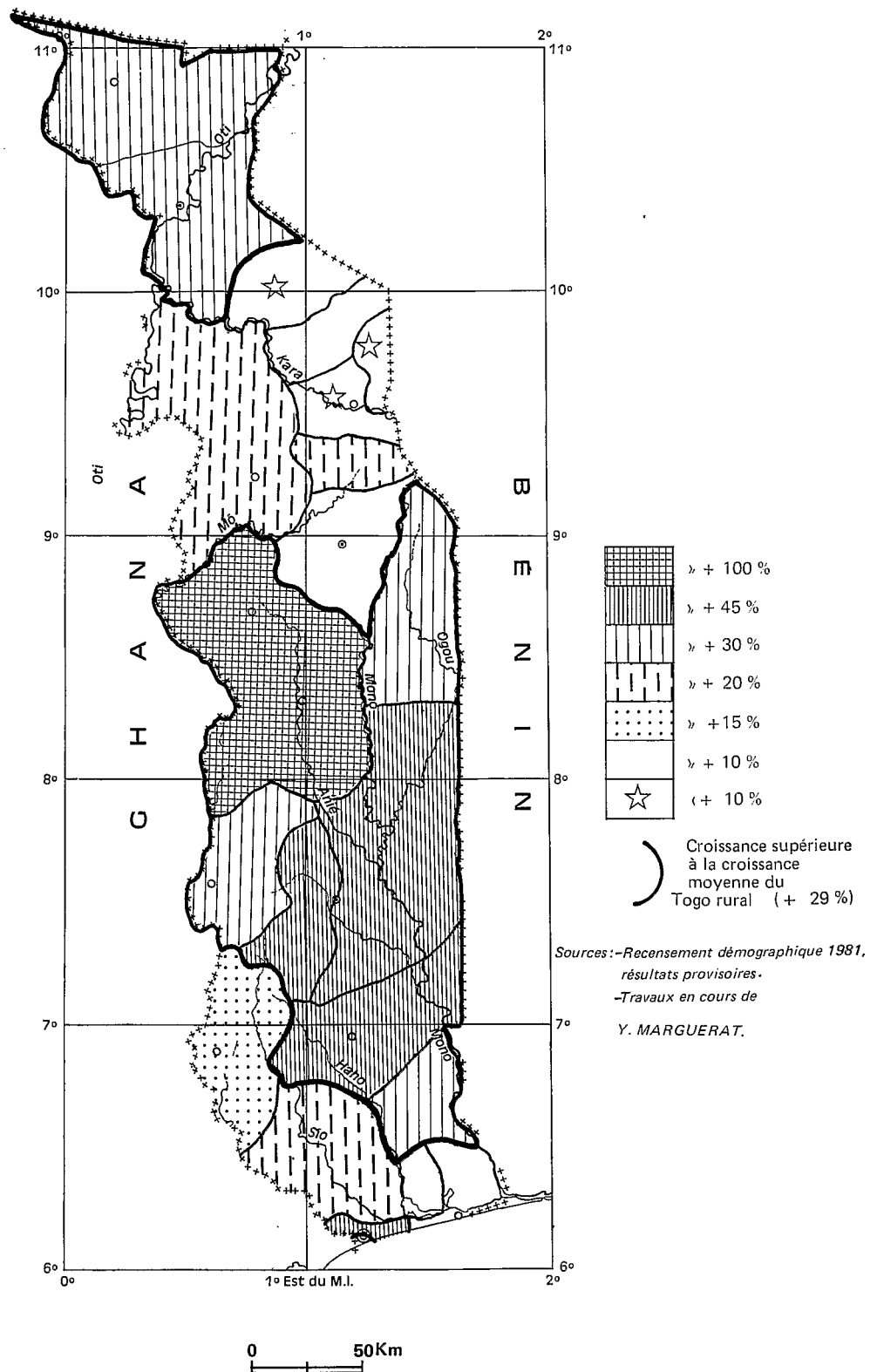


FIG. 5 — Variation de la population rurale du Togo (1970-1981)

L'engouement relatif des Kabyè pour les circonscriptions de l'Akposso, de Kloto et de Notsé pendant la décennie 1960 va de pair avec l'épanouissement des plantations de cacaoyers et de caféiers, dont l'expansion n'est alors pas encore pleinement achevée et dont les revenus ne commenceront à baisser qu'après 1965 (1). Un grand nombre d'entre eux s'y installent à demeure avec femmes et enfants, jusqu'à y provoquer parfois un accroissement critique de la pression démographique (sur le plateau de Dayes notamment). La diaspora des plateaux humides « rentre dans le rang », si l'on peut dire, à cette époque. Elle représente désormais un atout important dans la nouvelle distribution des cartes entre le pays d'origine et les différents secteurs de l'aire migratoire. Elle modifie le profil de celle-ci, et du même coup notre problématique et notre approche (dont elle ne peut plus être dissociée). Cette période transitoire, dont l'aspect négatif est la régression du taux d'accroissement naturel du groupe kabyè-losso-lamba momentanément désorganisé, a été incontestablement marquée par l'épanouissement de cette portion très spécifique de l'espace kabyè-losso-lamba qu'est la région des plateaux humides.

Unités de peuplement	Taux d'accroissement des Kabyè, Losso, Lamba 1960-1970
Pays d'origine	9,3 ‰
Zone de glissement	12,3 ‰
Centre-Togo	38,5 ‰
Plateaux humides	98,4 ‰

On n'y remarque aucun autre phénomène paroxystique équivalent, le seul autre fait spectaculaire étant, aux deux extrémités de la chaîne, le développement d'une part de la diaspora loméenne, de l'autre de la capitale régionale qu'est Kara.

La décennie 1970, caractérisée, on l'a vu, par une reprise du taux de croissance naturelle des Kabyè, Losso et Lamba, voit cependant « la vapeur se renverser » au profit de la plaine centrale et plus spécialement de la région de Sotouboua. Deux faits à l'appui de cette affirmation. D'une part, l'évolution démographique de la population togolaise (tableau 7) et plus particulièrement de la population rurale (figure 5). La préfecture de Sotouboua, qui comptait, en 1970, 65 % de Kabyè, Losso et Lamba, voit sa population s'accroître — cas unique au Togo — de près de 100 % entre les deux derniers recensements, sur la base d'un taux de croissance annuelle exceptionnel de 6 %. D'autre part, les régions caféières et cacaoyères entrent en 1970 dans une période de récession économique. Le vieillissement et le dépérissement d'une partie des plantations ainsi que la chute des cours entraînent le recul de l'immigration et, qui plus est, une émigration qui affectera aussi bien les Kabyè que les populations autochtones. Le cas du plateau de Dayes, situé au cœur de cette zone, est de ce point de vue significatif. Il connaîtra de 1970 à 1976 un déficit migratoire annuel de 1,6 % et finalement un taux de croissance annuel de 0,9 % seulement (VIMARD (P.), 1980a : 12, 13 et 15). Ces régions de plantations sont donc en décalage avec les autres régions d'immigration : leur phase de stagnation démographique débute au moment où l'ensemble du groupe kabyè-losso-lamba semble avoir retrouvé un taux de croissance naturelle supérieur à la moyenne nationale. Ce recul n'y entame pas néanmoins leurs effectifs. Il dure en gros jusqu'en 1976, époque d'entrée en action, sur le terrain, de la SRCC. Le plateau de Dayes, pour reprendre cet exemple, retrouve pour la période 1976-1978 un solde migratoire positif, 1,5 % par an, et un taux de croissance élevé, 4,4 % par an — 5,7 % pour les Kabyè (VIMARD (P.), *op. cit.*). Ceux-ci, partenaires directs de la SRCC, y prennent position, non plus seulement matériellement cette fois, mais aussi socialement. Un nouvel équilibre s'est apparemment instauré à l'intérieur de la diaspora à la fin de cette dernière décennie.

Celle-ci est pourtant loin de présenter un visage uniforme. Si la plaine centrale reste en 1980 la pièce maîtresse de l'édifice migratoire, si la circonscription de Sotouboua fait plus que jamais figure de clef de voûte, elle est loin en fait de supporter tout l'édifice en question, dont les points d'appui ne cessent de se multiplier et de se modifier. L'étude de la répartition par canton du peuplement kabyè, losso et lamba, tel qu'il apparaît à travers le recensement de 1970, permet précisément de voir quels sont ses points forts et ses points faibles au terme de la période transitoire qui vient d'être évoquée. Celle du bilan migratoire que nous avons réalisé parallèlement, à partir du recensement de 1981, sur la base du canton également, permet, quant à elle, de se faire une idée sur la stratégie d'occupation de l'espace de la diaspora pendant cette dernière décennie.

(1) Cette explication s'applique à la circonscription de Notsé aussi bien qu'aux deux autres, puisque c'est essentiellement, on le verra, dans la région du mont Haïto et de son piémont que s'y sont multipliés les Kabyè.

TABLEAU 7  
Taux d'accroissement de la population togolaise pour la période 1970-1981

Préfecture	1970	1981	Taux de croissance annuelle 1970-1981
	TOTAL	TOTAL	
ENSEMBLE DU TOGO	1 951 931	2 702 986	2,8
REGION MARITIME	708 083	1 029 088	3,3
LOME COMMUNE	188 876	369 926	5,9
GOLFE SANS LOME	41 779	71 633	4,7
LACS	120 574	137 162	1,1
VO	131 849	150 309	1,1
YOTO	71 803	100 387	2,9
ZIO	153 202	199 671	2,3
REGION DES PLATEAUX	471 548	647 992	2,8
HAHO	77 204	109 756	3,1
OGOUE	105 696	165 138	3,9
AMOU	49 735	78 585	4,0
WAWA	82 128	108 394	2,4
KLOTO	156 785	186 119	1,5
REGION CENTRALE	172 913	273 127	4,0
SOTOUBOUA	66 897	132 572	6,0
TCHAOUDJO	71 380	95 643	2,5
TCHAMBA	34 636	44 912	2,3
REGION DE LA KARA	359 880	423 674	1,4
ASSOLI	29 154	32 447	0,9
BASSAR	94 986	118 682	1,9
KOZAH	96 289	120 264	1,9
BINAH	44 683	50 077	1,0
DOUFELGOU	52 753	57 797	0,8
KERAN	42 015	44 607	0,5
REGION DES SAVANES	239 507	328 905	2,8
OTI	58 983	77 862	2,4
TONE	180 524	251 043	2,9

N.B. Les chiffres de 1970 ont été ici réajustés en fonction du nouveau découpage des préfectures réalisé en 1981.

Source : Recensement 1981, résultats provisoires.

et d'émettre des hypothèses sur son devenir (carte hors-texte). Là où il y avait beaucoup de Kabyè, de Losso ou de Lamba en 1970 et où il y a eu une forte immigration par la suite, il y a tout lieu de supposer en effet que celle-ci est de même nature que celle qui amena les vagues précédentes de pionniers. En l'absence de fond migratoire par contre, il devient difficile d'interpréter tel ou tel bilan positif. Seule l'étude de la répartition de la diaspora dans l'espace que nous avons réalisée sur le terrain en 1980, et dont nous rendrons compte plus loin, permettra de confirmer ou d'infirmer nos hypothèses. A noter que, contrairement à ce que nous avons fait pour le « pays d'origine », nous avons conservé aux cantons de 1970 leur structure de l'époque, faute de quoi nous ne pouvions présenter le quota des immigrés kabyè, losso et lamba dans le contexte d'où nous l'avons extrait. Les réajustements qui ont été faits d'un recensement à l'autre, moins nombreux et moins importants en général dans ce cas que dans celui de la Région de la Kara, ont été de toutes les façons pris en considération pour le calcul du taux d'accroissement lorsqu'ils risquaient de fausser les résultats. En outre, ce que nous voulons montrer ici, c'est, non pas comment a évolué l'ensemble de la population des cantons entre 1970 et 1981 (ce que nous avons fait pour le pays d'origine), mais comment se présente l'aire d'immigration en 1970 et, partant de là, comment elle a pu se transformer par la suite, se densifier ou s'étendre.

L'espace qu'occupe la diaspora au début de la décennie 1970 possède en gros les mêmes limites que celui qu'elle occupait en 1960 (carte hors-texte). Les immigrés continuent à être absents des régions frontalières

res, à l'exception des plateaux humides, où ils se sont installés en force à l'époque, on l'a vu. Ils restent regroupés par contre dans les cantons situés à proximité des grands axes de communication. La densification de ceux-ci cependant n'atteint pas encore un seuil critique en 1970, si ce n'est en quelques points de la zone de glissement et de la plaine centrale — notamment dans les cantons de Santé, d'Ayengré et de Gnagna, où l'on enregistre des pointes de 80 habitants/km<sup>2</sup> —, phénomène qui n'a d'équivalent que dans les régions caféières et cacaoyères (1). Les densités de population qu'ils trouvèrent dans ces dernières étaient déjà comparables, il est vrai, à celles de leur pays d'origine, ce qui ne les a pas arrêtés, au contraire, tant que les plantations de caféiers et de cacaoyers ont pu prospérer normalement (leur insertion est restée faible par contre dans les cantons du triangle Kouma-Agou-Agotimé, où celles-ci se font plus rares). Pour la diaspora de l'époque, il ne s'agit donc pas tant de pousser toujours plus avant vers le sud, comme peuvent le donner à penser les chiffres évoqués précédemment, que de consolider, semble-t-il, ses positions là où elles existent, c'est-à-dire en gros tout le long de l'axe Namon-Notsé, qui s'élargit aux deux extrémités, au nord avec le pays d'origine, au sud avec précisément les plateaux caféiers et cacaoyers, et dont le point faible se situerait au niveau du pays kotokoli, en dépit de la percée notable qu'ont faite Kabyè et Losso dans le canton de Paratao entre 1960 et 1970 (leur nombre y étant passé de 1 200 à 5 700). La jonction qui restait à faire est amorcée, orientée semble-t-il d'ailleurs en direction plutôt de Bassar que de Bafilo. Ainsi, les fortes densités de l'aire migratoire qu'évoquait déjà B. LUCIEN-BRUN restent en 1970 un phénomène ponctuel, ou alors impossible à isoler. Elles n'ont pas échappé pourtant aux autorités, qui procédèrent à la création de nouvelles unités administratives. C'est ainsi que furent créés entre 1966 et 1970, le canton de Santé (ou Sanda), peuplé à 77 % de Kabyè et de Losso, la circonscription de Sotouboua, peuplée à 63 % de Kabyè et de Losso, enfin les cantons d'Ayengré, de Kolonaboua et de Tchébébé, peuplés à 75 % de Kabyè et de Losso. Initiatives qui, avec l'érection, en 1968, de la Région de la Kara en région économique confèrent à l'espace kabyè et losso une identité juridique qu'il n'avait pas jusque-là.

La diaspora, forte de cette évolution d'ensemble, devrait avoir modifié sa stratégie d'occupation de l'espace. Il semble qu'elle ait en tous les cas au début de la décennie 1970 suffisamment d'assise pour se propulser vers des régions nouvelles. L'essai de bilan migratoire que nous avons réalisé à partir du recensement de 1981 ne plaide pourtant guère en faveur de sa décompression (carte hors-texte). Elle semble plus que jamais avoir privilégié à cette époque l'aire migratoire traditionnelle, à savoir la plaine entre Sokodé et Notsé qu'étudia B. LUCIEN-BRUN, et dans laquelle tous les cantons, sans exception, affichent un solde largement positif. Il faudrait évidemment pouvoir faire la part du taux de croissance naturelle. On sait qu'il est souvent plus élevé chez les populations immigrées que chez les populations autochtones, et qu'après l'éclipse de la décennie 1960 il a très certainement connu une reprise chez les Kabyè et les Losso. Il ne saurait néanmoins justifier à lui seul les taux de croissance élevés de cette région. Rien de comparable par contre n'apparaît dans les deux régions marginales de la diaspora. La zone de glissement a partout un taux de croissance inférieur ou éventuellement égal à la moyenne nationale, que ce soit dans la circonscription de Bassar ou dans celle de Bafilo. Des cantons comme ceux de Namon, Kabou, Santé semblent être en effet complètement saturés, abandonnés souvent par les fils d'immigrés qui préfèrent descendre vers le sud (vers Anié ou Notsé par exemple) que de se déplacer vers l'ouest, où la place pourtant ne manquerait pas ; si des cantons comme ceux de Katchamba, Guérin-Kouka, Nawaré et Bapuré ont un solde légèrement positif, ce serait plutôt sous l'effet de l'immigration des Lamba septentrionaux. Quant à la circonscription de Bafilo, devenue préfecture d'Assoli, elle tend à s'affirmer, dans le prolongement du pays d'origine, comme une région d'émigration. La mobilité des Kotokoli, phénomène d'un genre différent, n'est pas un mythe. C'est sans doute pour cela également que le canton de Paratao, qui commençait à faire figure, lors de la décennie précédente, de région d'immigration, a néanmoins un solde négatif. L'autre région taxée par B. LUCIEN-BRUN de marginale voit également l'afflux de ses immigrés, sinon se tarir, du moins ralentir (car il faut compter, là aussi, avec l'émigration autochtone — éwé en l'occurrence). Les soldes ne restent positifs que sur l'Akposso, l'Akébou et l'Adélé où la pression démographique est moins forte que sur les massifs voisins (ce qui prouve que le café et le cacao, malgré la crise qu'ils traversent dans cette région à l'époque, gardent un relatif impact). Partout ailleurs ils sont négatifs, celui de la préfecture de Kloto étant même le plus bas du Togo après celui de la préfecture de la Kozah.

Les populations kabyè et losso en fin de compte, si elles préfèrent s'agglutiner les unes aux autres — ou à d'autres populations — plutôt que de s'étaler dans l'espace, savent arrêter leur progression lorsque celle-ci atteint un certain seuil. Or, la saturation ne peut être qu'effective aujourd'hui dans les secteurs de la grande plaine centrale où le nombre d'habitants au km<sup>2</sup> avoisinait déjà 80 en 1970, saturation toujours ponctuelle il est vrai, comme en témoignent en 1981 les densités rurales nettes des préfectures (tableau 8 et figure 6), mais qui appelle néanmoins des solutions. On devrait observer, de nos jours, autour du centre opaque

(1) Cf. A. AUGER, Carte des densités pondérées de population rurale, Togo, 1970.

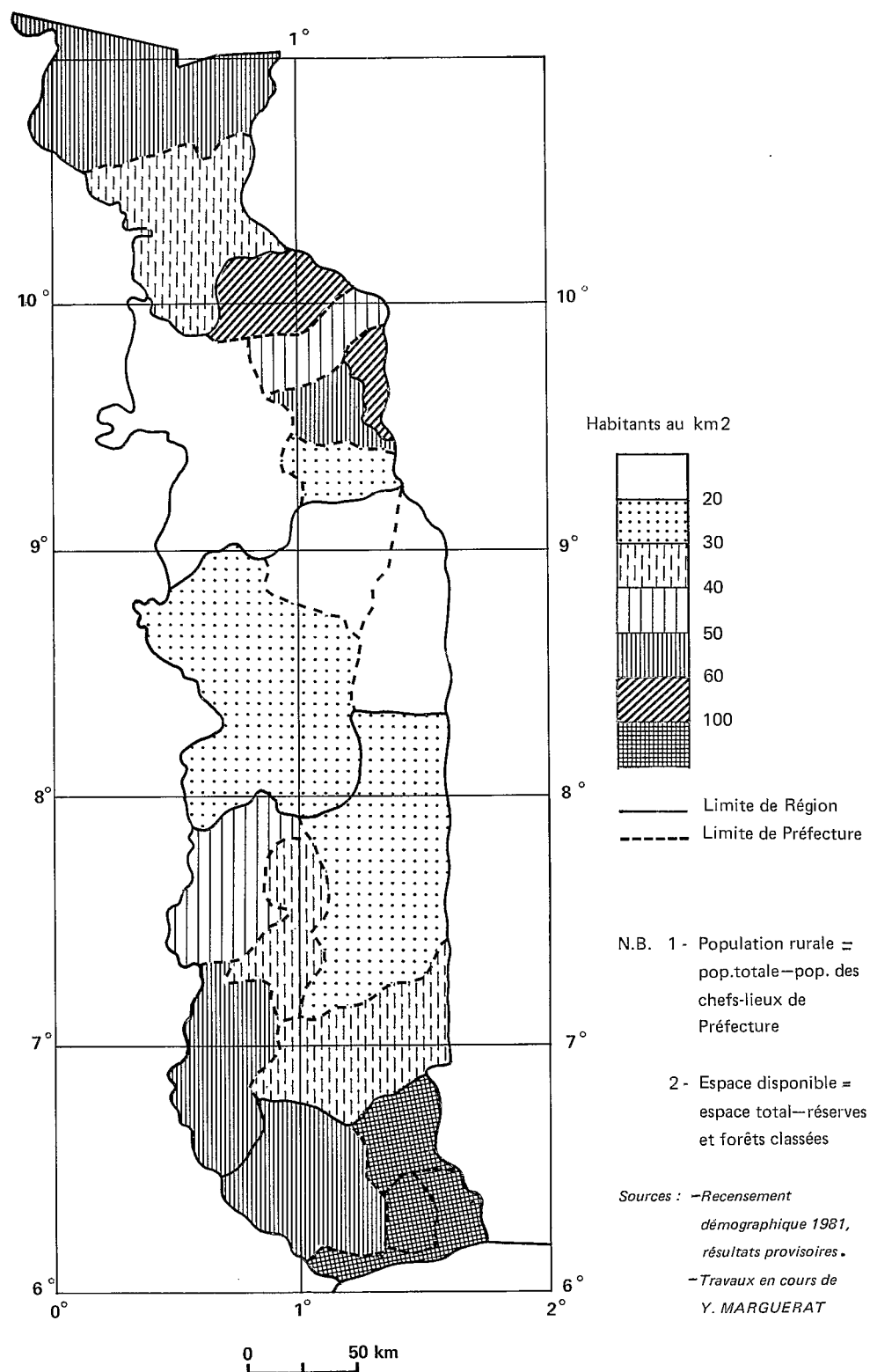


FIG. 6 — Densités rurales nettes au Togo, en 1981 (rapport population rurale/espace disponible)



TABLEAU 8  
Densités rurales nettes au Togo, en novembre 1981 (rapport population rurale/espace disponible)

Région et Préfecture	Espace disponible (en km <sup>2</sup> )	Population rurale	Densité au km <sup>2</sup>
<b>R. MARITIME</b>	<b>6 245</b>	<b>604 939</b>	<b>97</b>
Golfe	345	71 633	208
Lacs	712	122 890	173
Vo	750	139 222	186
Yoto	1 100	91 770	83
Zio	3 338	179 424	54
<b>R. PLATEAUX</b>	<b>16 490</b>	<b>575 776</b>	<b>35</b>
Haho	3 156	100 899	32
Ogou	6 083	140 761	23
Amou	2 003	74 806	37
Wawa	2 471	100 858	41
Kloto	2 777	158 450	57
<b>R. CENTRALE</b>	<b>11 245</b>	<b>201 534</b>	<b>18</b>
Sotouboua	5 958	121 994	20
Tchaoudjo	2 446	47 545	19
Tchamba	2 841	31 995	11
<b>R. KARA</b>	<b>10 867</b>	<b>342 631</b>	<b>32</b>
Assoli	938	20 326	22
Bassar	6 120	100 918	16
Kozah	1 692	91 784	54
Binah	465	45 604	98
Doufelgou	1 120	45 321	40
Kéran	532	38 566	72
<b>R. SAVANES</b>	<b>5 920</b>	<b>298 340</b>	<b>50</b>
Oti	1 904	64 773	34
Tône	4 016	233 567	58
<b>TOTAL TOGO</b>	<b>50 767</b>	<b>2 023 220</b>	<b>40</b>

Source : Résultats provisoires du recensement national de 1981

N.B. — Espace disponible = espace total — réserves et forêts classées.

que constitue l'aire migratoire traditionnelle, une périphérie clairsemée, dont le front pourrait sans problème se détacher de l'arrière. Le bilan migratoire réalisé au niveau du canton ne laisse pas entrevoir cependant de poussée notoire vers l'est ou vers l'ouest. Certes, les cinq cantons mitoyens du Bénin, ceux de Tchamba, Koussountou, Igbériokro, Kpékplémé et Tohou, ont un solde quelque peu positif. Dans le cas des deux plus méridionaux (Kpékplémé et Tohou), il s'agit en fait d'une immigration de Béninois, des Ehoué, attirés par la culture du coton. Dans le cas des trois autres, le surplus pourrait être effectivement le résultat d'une infiltration de Kabyè, de Losso ou de Lamba, prémices peut-être d'une évolution de leur stratégie d'occupation de l'espace et, ce faisant, d'une nouvelle phase pionnière. Les installations récentes d'immigrés que nous avons repérées sur le terrain sont restées cependant limitées et sporadiques. La diaspora n'a encore rien de tentaculaire pour le moment. Les décompressions, lorsqu'elles deviennent nécessaires, se font à l'intérieur de l'espace kabyè, losso et lamba lui-même, on verra comment par la suite. Il est établi que 6 % de la population rurale togolaise a changé de préfecture au cours des douze dernières années (1), ce qui est déjà beaucoup.

(1) D'après travaux en cours de Y. MARGUERAT.

Dans la réalité, les migrations rurales ont certainement touché un quota encore plus important, si l'on en juge au nombre — impossible à préciser d'ailleurs — de hameaux ou autres centres de peuplement créés à partir des villages d'immigration eux-mêmes, pratique récente, solution intermédiaire pour un paysan qui répugne à s'éloigner d'une terre humanisée par les siens, sur laquelle il y a toujours de la place pour lui, même quand il semble que non. La profondeur qu'il a l'habitude de donner à l'espace agraire fait qu'il place encore très haut la barre des densités humaines inacceptables.



## chapitre 2

### L'occupation de l'espace par les Kabyè et les Losso

#### POTENTIALITÉS ET LIMITES DE L'ESPACE AMÉNAGÉ DANS LE « TOGO NOUVEAU »

Devant la forte propension de la diaspora à rester ramassée sur elle-même, au sein d'une aire dont aucun point n'est jamais très éloigné des grands axes de communication, on en vient tout naturellement à se demander s'il n'y aurait pas là un problème d'infrastructure. Certes, les premiers migrants, il y a un demi-siècle, n'ont pas été arrêtés par des conditions de déplacement et d'installation pour le moins difficiles, mais, autres temps, autres mœurs... Il est possible en revanche qu'une infrastructure trop sophistiquée soit un frein pour des populations qui ont fait la preuve de leurs qualités de pionniers et de leur faible inclination pour une assistance trop poussée (échec de l'opération Est-Mono lancée par le FIDES en 1956). Dans la mesure où l'on considère que leur approche de la nature et des hommes a quelque chose de précapitaliste, toute manifestation du progrès apparaît, en effet, comme un obstacle susceptible de la bloquer ou de la transformer.

La politique togolaise d'aménagement de l'espace menée pendant la décennie 1970 a-t-elle influé d'une manière ou d'une autre sur le mouvement migratoire d'une part, sur le comportement de la diaspora de l'autre ? Dans quelle mesure est-il possible aujourd'hui, à l'exemple de ce qui s'est fait à l'époque coloniale, d'agir sur un groupe aussi important pour l'amener à s'installer en tel ou tel endroit ? Dans quelle mesure d'ailleurs est-ce souhaité par les autorités, à l'heure où se développe la Région de la Kara ? Pistes, puits et... réserves de faune sont réalisés dans des régions déjà fortement humanisées. Il ne semble pas que soit menée en contrepartie, du moins à court terme, une politique d'ouverture des secteurs les plus enclavés et les plus fermés — exception faite toutefois de la lutte contre l'onchocercose, qui devrait rendre possible d'ici peu l'occupation de certaines vallées du Nord. Les efforts ont en effet surtout porté jusqu'à présent sur les échanges interrégionaux et la desserte des secteurs les plus intéressants sur le plan économique. Mais il faut distinguer différents niveaux et différentes structures d'intervention. En marge des « grands travaux », ont été réalisées un certain nombre d'opérations ponctuelles, qui ne sont certainement pas sans effet sur un milieu purement rural qui n'a pas fini de se densifier.

#### *La construction de voies de communication*

Dans le domaine des voies de communication, les « grands travaux » ont, pendant cette décennie, porté essentiellement sur le bitumage de l'axe Sud-Nord et de cinq axes secondaires, les axes Aného-Tsévié via Tabligbo, Lomé-Atakpamé via Kpalimé, Atakpamé-Badou, Sokodé-Bassar et plus récemment Langabou-Yégué. Ceux-ci, le passé le montre, sont loin d'être indispensables à la migration elle-même, mais ils la facilitent, la canalisent et font qu'elle ressemble de moins en moins à cette conquête lente et laborieuse qu'elle était à l'époque des « terres neuves ». En outre, ils favorisent les déplacements de caractère provisoire pré- et post-migratoires, qui ne représentent plus le même investissement en énergie et en temps qu'autrefois. En se multipliant, ceux-ci ravalent quelque peu la migration au rang d'une démarche parmi d'autres et le migrant au rang du fils qui s'affranchit de ses pères.

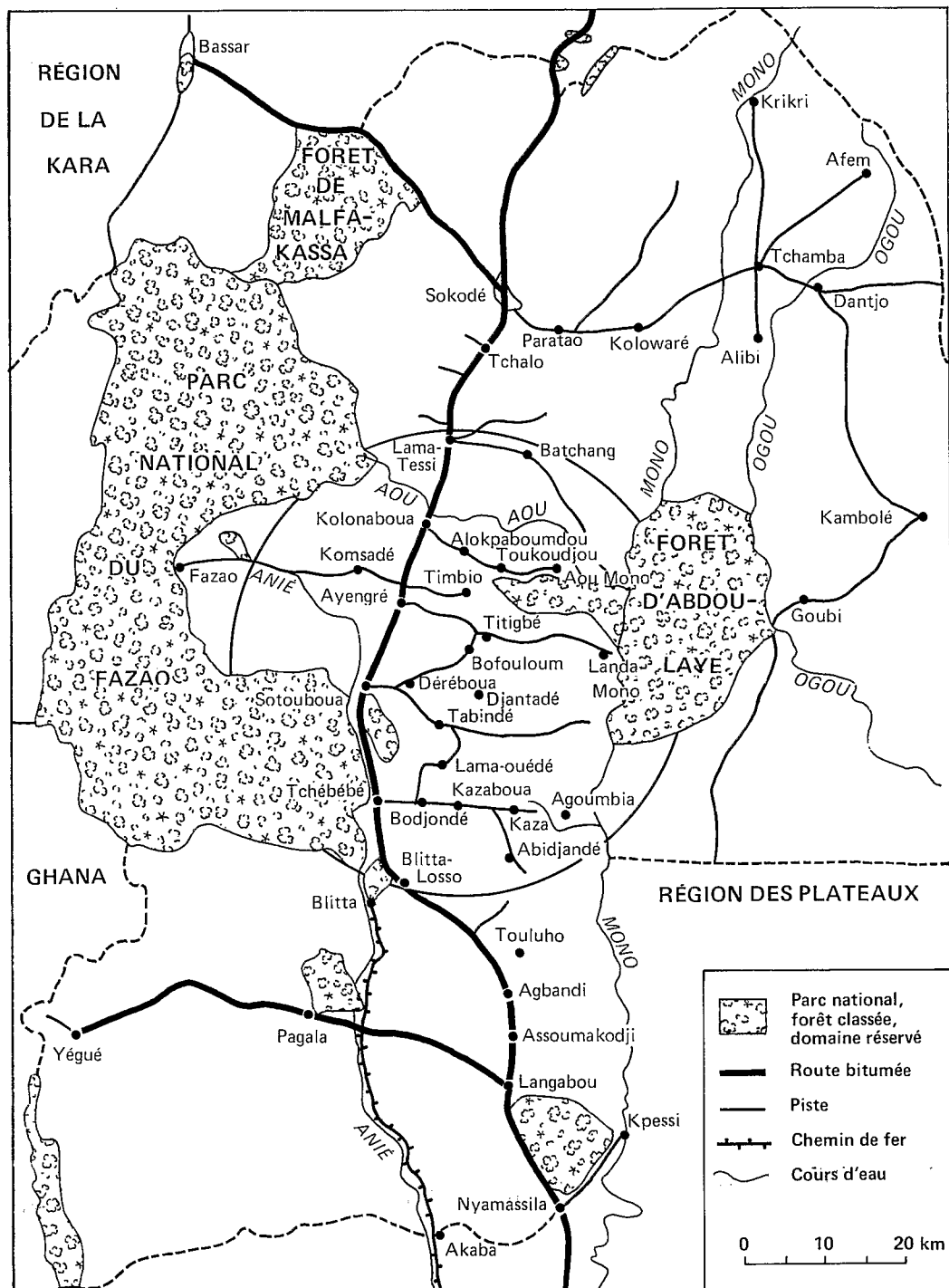


FIG. 7 — Région Centrale, le « grenier du Togo ». Carte de situation 1983

Le programme appelé « pistes rurales » joue un peu le même rôle. Il ne redonne pas vraiment à la migration son caractère primitif d'entreprise pionnière, en ce sens qu'il porte plutôt sur l'amélioration du réseau des pistes les plus importantes que sur la promotion ou la création de voies secondaires. En fait, il faut distinguer plusieurs étapes ; le programme à proprement parler (financé par la Banque mondiale) ne débuta qu'en 1979 et fut précédé d'opérations de moindre envergure (dont beaucoup furent financées par le Fonds européen de développement). En l'absence, à l'époque (en gros entre 1970 et 1979), d'un schéma bien défini, elles furent réalisées de façon quelque peu pragmatique, sur simple demande des ruraux parfois, pour la promotion d'une culture d'autres fois. Elles restent de mise aujourd'hui, parfois confiées aux Volontaires du Progrès.

Ces réalisations sont sans aucun doute celles qui ont touché le plus directement les immigrés kabyè et losso. Faites, soit par les SORAD, soit par la SRCC, soit par d'autres responsables du développement agricole, elles consistent le plus souvent à raccorder aux axes principaux les secteurs agricoles les plus actifs — dans la mesure où ceux-ci n'en sont pas trop éloignés. C'est ainsi que furent ralliées, dans la Région Centrale, certaines nébuleuses kabyè ou kotokoli dépendant des villages à la fois les plus gros et les mieux situés (villages de l'ordre d'un millier d'habitants se trouvant en général sur la Nationale 1). En 1974, par exemple, furent ouverts trois kilomètres à l'ouest de Lama-Tèssi, trois autres à l'ouest de Tchalo. Certaines fermes plus éloignées du « goudron » furent également désenclavées, dans la mesure où elles se trouvaient dans l'orbite d'un axe et d'un centre importants : Abidjandé (au sud de Kazaboua), par exemple, né des fermes de Tabindé, fut relié dès 1972 à la transversale Tchébébé-Kazaboua-Kaza, voie créée à l'époque coloniale dans la foulée des immigrés kabyè. D'autres pistes encore furent ouvertes récemment dans ce secteur : par exemple, en 1978, pour le projet sucrier SUCRAL (qui a depuis avorté d'ailleurs), celle qui relie Lama-Tèssi et Batchang au Mono. D'autres encore vont être refaites : par exemple, celle qui relie Ayengré à Landa-Mono et celle qui relie Sotouboua à Titigbé... Autant de réalisations qui visent à faire des « terres neuves » un grenier facile d'accès (figure 7). Les responsables, qu'il s'agisse de ceux des SORAD autrefois ou de ceux des DRDR aujourd'hui, procèdent en somme selon une éthique nationale, ne transformant le sentier en piste que dans la mesure où il renforce l'unité des noyaux de peuplement les plus denses et les mieux situés (dans le prolongement des axes à grande circulation), susceptibles d'une rentabilisation agricole correcte (cultures vivrière et cotonnière). Cependant, leurs actions restent sporadiques et limitées, très locales pourrait-on dire. C'est dans le même esprit qu'à la même époque la SRCC a lancé son programme routier, mais son œuvre s'est avérée dès le départ plus cohérente et son impact plus grand. Pour drainer la production de café et de cacao, elle a refait ou ouvert, entre 1974 et 1980, 195 km de pistes, opérant essentiellement en un premier temps dans le Kloto et sur le plateau de Dayes. Les métayers kabyè, qui habitent à proximité des plantations, en furent les principaux bénéficiaires. Ainsi certaines fermes du plateau de Dayes, autrefois très isolées, sont-elles aujourd'hui bien desservies (celles de Woéwé, par exemple, à 15 km de Dayes-Dafo dont elles dépendent). En 1978, elle a commencé à s'occuper du réseau de l'Akposso et de l'Akébou (région restée relativement « fermée » jusque-là). Elle prévoit pour la période 1980-1985 d'ouvrir encore 300 km, en priorité dans le Litimé. Son programme va de pair aujourd'hui avec le programme « pistes rurales », par lequel elle est mise à contribution d'ailleurs.

Le programme « pistes rurales » en question, qui porte sur l'amélioration de quelque 1 000 km de pistes de premier intérêt, a été confié au ministère de l'aménagement rural, qui bénéficie de la collaboration des Travaux Publics (400 km), de la SRCC et de la SOTOCO. Certaines pistes programmées n'ont pas, il est vrai, un intérêt purement rural, celles précisément où interviennent les Travaux Publics : tel est le cas, par exemple, des pistes périurbaines au nord de Lomé, des pistes touristiques comme celles de la réserve de Fazao, ou d'axes à vocation interrégionale, notamment le grand axe longitudinal Kri-Kri-Tchamba-Kpessi-Nyamassila. Les autres pistes sont plus conformes à l'esprit du programme. Elles innervent des régions agricoles qui manquaient jusque-là d'unité. Tel est le cas notamment des régions frontalières, Dapaong-Mango, Katchamba-Bassar, Akparé-Tohoun, qui tendent à devenir des régions cotonnières de premier plan. Celles-ci restent dorénavant branchées sur l'extérieur en saison des pluies, homogénéisées par un circuit qui leur permet d'être plus qu'une série d'enclaves au flanc de la grande dorsale Nord-Sud. Cela peut-il suffire cependant à y attirer la dispora kabyè et losso, qui, on l'a vu, ne s'y est guère aventurée jusque-là ? La SOTOCO a largement contribué à leur aménagement, comme à celui de maints autres secteurs d'ailleurs. Au mois de juillet 1982, elle avait déjà promu 498 km de pistes, dont 223 dans la Région des Plateaux, 83 dans la Région Centrale, 132 dans celle de la Kara et 60 dans celle des Savanes. Sa participation au programme « pistes rurales » n'a d'égal que l'incidence de celui-ci sur l'écoulement de la production cotonnière, premier impératif évidemment de la réussite de l'opération. Nous ne revenons pas sur celle de la SRCC, qui connaît — à l'échelle régionale — les mêmes contraintes et qui n'a pas attendu, on l'a vu, le « programme » pour agir. Il y a interférence étroite entre ces différents maîtres d'œuvre, ce qui permet une progression rapide du « programme ». Instrument de la croissance agricole, celui-ci quadrille donc l'ensemble du pays, mais de façon assez lâche, contournant de vastes plages de circulation malaisée, laissées au bon vouloir des instances régionales.

C'est précisément au cœur de ces espaces interstitiels, dont le réseau périphérique seul en définitive est rationnellement pris en charge, qu'est dispersé l'essentiel du peuplement immigré. Dans la plaine entre Blitta et Sokodé, ils sont, on l'a vu, relativement bien drainés grâce aux opérations ponctuelles réalisées pour l'acheminement de la production vivrière — opérations facilitées par l'existence de grosses unités de peuplement. Entre Blitta et Notsé par contre, où l'habitat est beaucoup plus dispersé et les ressources moins importantes, les voies de communication restent souvent précaires. Ainsi, par exemple, à l'intérieur du trapèze Atakpamé-Notsé-Tohoun-Kpékplémé, les pistes sont-elles fréquemment coupées en saison des pluies, y compris à proximité de la Nationale 1. Celle qui relie Gléi aux villages ana et losso de l'interfluve Amou-Kra notamment pose parfois des problèmes dès Gléi même : ponceaux défectueux, ravinements, etc. La même impression de bout du monde se retrouve un peu partout dans la Région des Plateaux dès que l'on s'engage sur les pistes secondaires (dont les distances ne se calculent plus en kilomètres, mais en heures), qui viennent buter sur le Mono à l'est, ou sur l'Atakora à l'ouest.

Qu'il s'agisse d'opérations ponctuelles en un premier temps, d'un programme d'ensemble en un second, les responsables de l'Aménagement rural ont en gros toujours privilégié les pistes clés, à vocation inter-régionale, soit du fait de leur rôle dans les communications, soit du fait de leur rôle dans la production nationale (pistes des SORAD jadis, de la SRCC et de la SOTOCO aujourd'hui). On consolide en somme, ce qui est logique, le réseau de base, avant de s'intéresser à ses ramifications secondaires, tout en s'autorisant des détours, des enclaves, en fonction des besoins de l'économie nationale. Ainsi des espaces fortement humanisés restent-ils mal desservis ; les ruraux qui y vivent, immigrés ou pas, en ont forcément une perception et une approche limitées, y sont souvent par la force des choses plus enracinés qu'ailleurs. C'est à ce niveau que le programme « pistes rurales » pourrait avoir quelque incidence sur le phénomène migratoire. En libérant ce genre d'espaces, en en réduisant le nombre d'impasses, on enlève en effet à la migration son caractère irréversible, on la dénature. En la laissant tel quel par contre, on empêche celle-ci d'y évoluer, de s'y mettre en somme « au goût du jour ». En aucun cas toutefois l'absence d'infrastructure routière n'arrête le mouvement migratoire à proprement parler — pas plus que l'amélioration des voies de communication ne le relance vraiment d'ailleurs. On constate en outre que celle-ci ne modifie guère non plus en surface le mode de vie des immigrés, y compris de ceux dont les villages se trouvent sur les grandes pistes, l'habitat y étant souvent dispersé dans un rayon de quatre ou cinq kilomètres. Mais elle permet par contre à leur dynamisme, qui a déjà tendance à transgresser spontanément le village ou la région, de s'exprimer pleinement à l'échelle nationale, même lorsque leurs fermes se trouvent très loin des sentiers battus de l'automobile, puisque le migrant le plus isolé est toujours l'aboutissement d'une longue chaîne. Il est un facteur par contre qui influe directement sur le mode de vie des ruraux : l'eau.

### *Les réalisations dans le domaine de l'hydraulique*

Malgré une position partiellement subéquatoriale, le Togo appartient davantage, de par son climat et sa végétation, à l'Afrique soudanienne : l'humanisation de l'espace y dépend plus de l'eau que des pistes. A l'époque de la grande sécheresse sahélienne (1972), dont les effets se firent sentir jusque dans la Région Centrale, sa situation côtière — pourtant limitée — lui porta quelque peu préjudice : ses besoins apparurent moins urgents aux instances internationales que ceux des pays de latitude plus septentrionale. Et pourtant le pays souffrait — et souffre toujours — d'un grave déficit en points d'eau. Il lui en faudrait actuellement 4 000, d'un débit minimal de 800 litres/heure, pour répondre aux besoins de la population rurale, laquelle est évaluée à quelque 1 860 000 individus. L'objectif est loin d'être atteint, en raison notamment de conditions hydrogéologiques médiocres. Le pays est constitué en effet à 90 % de terrains cristallins, qui rendent difficiles et onéreux sondages et forages.

Le 3<sup>e</sup> Plan quinquennal (1976-1980) avait pourtant fait de la maîtrise de l'eau la « priorité numéro un », autour de laquelle devaient graviter tous les programmes de développement sous peine d'être voués à l'échec. En fait, 509 ouvrages seulement ont été réalisés pendant cette période, dont 400 par le FED, simples puits en un premier temps, forages équipés de pompes par la suite.

Financement Région	3 <sup>e</sup> FED (puits)	DHE* (puits)	A.C.D.I. (forages)	4 <sup>e</sup> FED (forages)	Total pour le 3 <sup>e</sup> Plan
Maritime	0	20	9	50	79
Plateaux et Centrale	35	40	0	180	255
Kara et Savanes	85	40	0	50	175
Total	120	100	9	280	509

\* Direction de l'Hydraulique et de l'Energie

On peut leur adjoindre les fontaines offertes par l'hydraulique urbaine aux villages situés entre le barrage de la Kozah et les villes de Kara, Niamtougou et Pagouda (celles-ci seraient l'équivalent de 530 puits). On reste néanmoins loin du compte.

Le 4<sup>e</sup> Plan (1981-1985), qui s'est ouvert avec la décennie mondiale de l'eau, prévoit la réalisation de 1 500 ouvrages supplémentaires, objectif qui ne couvrira que la moitié des besoins.

Financement Région	5ème FED	BOAD	USAID- FAC-FED	JICA	A recher- cher
Maritime	0	150	0	60	A déter- miner
Plateaux (+ Adélé)	0	0	250	0	
Centrale	0	0	0	0	
Kara	250	0	0	0	
Savanes	0	0	150	0	
Total	250	150	400	60	640

Ce n'est qu'à la fin de la décennie 1980 que la majorité des ruraux (en gros 90 %) devraient avoir leur minimum de 20 litres/jour et que devraient être à peu près résorbées les disparités régionales — prévision qui paraît optimiste.

Pour le moment, en effet, de larges espaces restent dépourvus d'installations hydrauliques, ainsi qu'au sein des secteurs les premiers servis la plupart des centres de peuplement. Ils connaissent, outre des problèmes d'hygiène permanents, de graves problèmes d'approvisionnement en eau en fin de saison sèche. Pour des raisons très empiriques (lourdeur du matériel), puits et forages s'égrènent en général le long des pistes carrossables ; les secteurs les plus mal nantis sont précisément ceux évoqués précédemment, où l'on accède le plus difficilement, ce qui n'empêche pas que certains tronçons de voies à grande circulation soient également encore en manque. Priorité a été accordée aux régions les plus densément peuplées. La carte des puits et forages des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> FED suit de très près celle des densités rurales de 1970. Les régions les premières servies furent les régions les plus peuplées : les régions de Dapaong, de Kanté-Niamtougou-Kara, de Sotouboua, de Badou-Atakpamé-Tohoun, de Kpalimé, de Tabligbo-Vogan-Aného, pour citer les principales. Les autres réalisations vont un peu dans le même sens : celles du 5<sup>e</sup> FED privilégient la Région de la Kara, celles de l'ACDI (Agence canadienne pour le développement international), de la BOAD (Banque ouest-africaine de développement) et de la JICA (organisme japonais) la Région Maritime, celles de l'USAID-FAC et FED associés la Région des Savanes et la Région des Plateaux. Certes, l'accent a été mis parfois sur des régions marginales, notamment dans le cas de la convention USAID-FAC-FED, sur les massifs montagneux de la Région des Plateaux, négligés jusque-là, en raison d'une situation hydrologique moins malsaine qu'ailleurs peut-être. De même, la Direction de l'Hydraulique villageoise a fait preuve d'un certain souci d'équité dans la répartition de ses puits, portant une partie de ses efforts notamment sur la Région Centrale, qui eut à souffrir peut-être de l'attraction exercée par la Région de la Kara sur les aménageurs, mais aussi d'un contexte géologique plus difficile qu'ailleurs (37 puits y furent réalisés par ses soins au cours de ces dix dernières années). Actuellement, les services de l'Hydraulique ne s'occupent plus que de la Structure d'Entretien des Pompes (SEP), créée en mai 1980. La généralisation, depuis le début de l'année 1979, des forages avec pompes à pied rend indispensable l'existence d'un tel service. Dans l'ensemble, bien que plus sophistiquées que les puits, les nouvelles unités fonctionnent correctement. Sans être opérationnelles à 100 % — pas plus que les puits classiques dont certains sont insuffisamment alimentés —, elles constituent un apport, qui, bien qu'insuffisant, améliore tout de même légèrement la qualité de la vie des ruraux qui en bénéficient.

Les ruraux en question sont donc ceux des régions les plus densément et les plus anciennement peuplées. C'est dans ces régions-là que le paysan en quête d'un point de chute s'arrête en un premier temps, avant de s'enfoncer plus loin dans la brousse s'il n'y a vraiment pas de place pour lui. Pas plus que la route, le forage ne lui est indispensable, mais celui-ci exerce un magnétisme certainement plus grand, du fait qu'il influe directement sur son mode de vie. Le puits est en tous les cas actuellement le premier vœu de tout villageois. Le programme hydraulique pourrait peut-être entraîner une décompression de l'espace migratoire, s'il se déportait vers les régions les plus déshéritées, les moins humanisées. En l'état actuel de la situation, il ne peut au contraire que renforcer sa charge de population, en le rendant plus attractif d'une part et en y faisant régresser la mortalité d'autre part. Il s'avère susceptible également d'endiguer le mouvement à son



origine, la Région de la Kara étant particulièrement privilégiée dans ce domaine. Il est donc d'un bout à l'autre de l'espace kabyè-losso-lamba facteur de densification, à l'inverse d'une autre forme d'assainissement du milieu rural qui, elle, pourrait aider au contraire à sa décompression, celle qui concerne le traitement des rivières contre l'onchocercose.

### *La lutte contre l'onchocercose*

La lutte contre l'onchocercose, qui fut lancée en Afrique de l'Ouest par l'OMS (Organisation mondiale de la santé) en 1974, débuta au Togo en 1977. Le traitement des rivières, qui sont quasiment toutes infestées, se fait progressivement du Nord au Sud. Pour le moment, seule la région de Dapaong est entièrement assainie, mais la maladie a considérablement régressé dans toute la moitié nord du pays (les enfants nés depuis 1977 ne sont en général pas atteints). Au sud de Sokodé par contre, on en est encore au stade expérimental. Théoriquement, le traitement, qui est fait par hélicoptère, s'étale sur vingt ans (durée de vie des filaires sur l'homme), car une réapparition de simulies (le vecteur) est toujours possible ; dans la réalité, il peut durer moins longtemps. Les contraintes de tous ordres, inhérentes au rythme hebdomadaire du traitement notamment, font qu'une région bien « nettoyée » peut être simplement mise sous surveillance, à l'image de ce qui se fait en de nombreux points du Burkina. D'ores et déjà, l'unité qui s'occupe du repeuplement des zones traitées a assuré aux responsables du ministère du développement rural et aux experts de la FAO qu'ils pouvaient se lancer dans des projets de peuplement de vallées, du type projet FED-Kara — que les organisateurs réalisèrent d'ailleurs malgré l'existence de l'endémie. Pour le moment cependant, il n'existe aucun exemple d'opération de mise en valeur d'une vallée qui soit consécutive à son assainissement. On n'observe pas davantage de mouvements spontanés de populations — tout au plus quelques déplacements de familles par-ci, par-là. Il est encore un peu tôt. Au Burkina, où le programme démarra en 1974, le repeuplement par contre est sensible, qu'il se fasse spontanément ou sous la tutelle de l'AVV (Autorité pour l'aménagement des vallées des Volta). On peut donc supposer que, d'ici cinq années, la situation aura également évolué au Togo. Encore qu'il faille émettre des réserves. Toutes les vallées ne sont pas désertes, et celles qui le sont ne le sont pas forcément à cause de la « cécité des rivières ». La vallée de l'Anié, par exemple, en raison de la présence du chemin de fer, est un foyer intense de peuplement kabyè et losso, tandis que celle du Mono, moins bien desservie, reste en grande partie déserte. Les populations de la Région Centrale qui se rapprochent actuellement de celle-ci le font plutôt en raison des facilités de circulation liées à l'ouverture de pistes nouvelles que parce qu'elles ont entendu parler du programme OMS. Il n'y a donc pas de raison a priori pour que l'éradication de la maladie modifie de façon brutale la répartition du peuplement au Togo. L'insalubrité ne suffit pas à expliquer le vide de certaines régions, l'assainissement ne saurait suffire à y attirer les foules... L'intérêt de la lutte contre l'onchocercose ne peut certes échapper aux migrants, mais un petit coup de pouce des autorités serait nécessaire pour que celle-ci influe véritablement sur leur choix. L'association d'opérations concertées souples (routes et puits assurés simplement), formule intermédiaire entre le laisser-faire et les opérations de développement rural sophistiquées, serait peut-être la solution pour amener les populations à venir profiter de cette opération plus vite qu'elles ne semblent disposées à le faire — notamment celles qui sont chassées pour l'établissement de réserves de faune, par exemple.

### *La réquisition de terres pour la faune*

La politique d'aménagement actuellement pratiquée au Togo n'implique pas de grands déplacements de populations, du type de ceux qu'entraînent la construction d'un grand barrage ou la création d'un complexe agro-industriel, comme on a pu l'observer, par exemple, dans des pays voisins (Ghana, Côte-d'Ivoire). Cependant, la promotion au cours de ces dernières années de réserves de faune a provoqué quelques mouvements de portée régionale. Celle qui a le plus d'impact et le plus d'ancienneté, la réserve de la Kéran, n'interfère que peu avec l'aire d'occupation kabyè-losso. Les quelques milliers de villageois déplacés sont essentiellement des Lamba et des Ngam-Ngam. Ils réoccupent, mais dans un rayon assez large, l'espace périphérique de la réserve, notamment le sud, depuis le périmètre FED-Kara jusqu'à la forêt de Sadji. La préfecture de Bassar en a ainsi accueilli les trois quarts, que ce soit en pays konkomba ou en pays lamba lui-même. Ils y rejoignent la population immigrée losso, à laquelle ils sont assimilés comme les Lamba méridionaux. Les Konkomba les appellent tous Losso. Le phénomène renforce en somme l'unité du groupe culturel kabyè-losso-lamba, en donnant notamment aux Lamba l'occasion d'affirmer leurs qualités pionnières.

Les deux autres réserves, celles de Fazao et de Togodo, ne touchent pas à l'espace kabyè-losso non plus, sauf, cas exceptionnel, à leurs confins. Par contre, deux futures réserves (dites domaines réservés) sont devenues des espaces interdits au sein de régions d'immigration anciennes : les domaines de Kpessi et d'Akaba. Il s'agit de deux zones giboyeuses, situées à peu près à la même latitude (8° Nord), la première, de quelque 10 000 ha, entre la Nationale 1 et le Mono, à la hauteur de Langabou, la seconde, qui est un petit massif

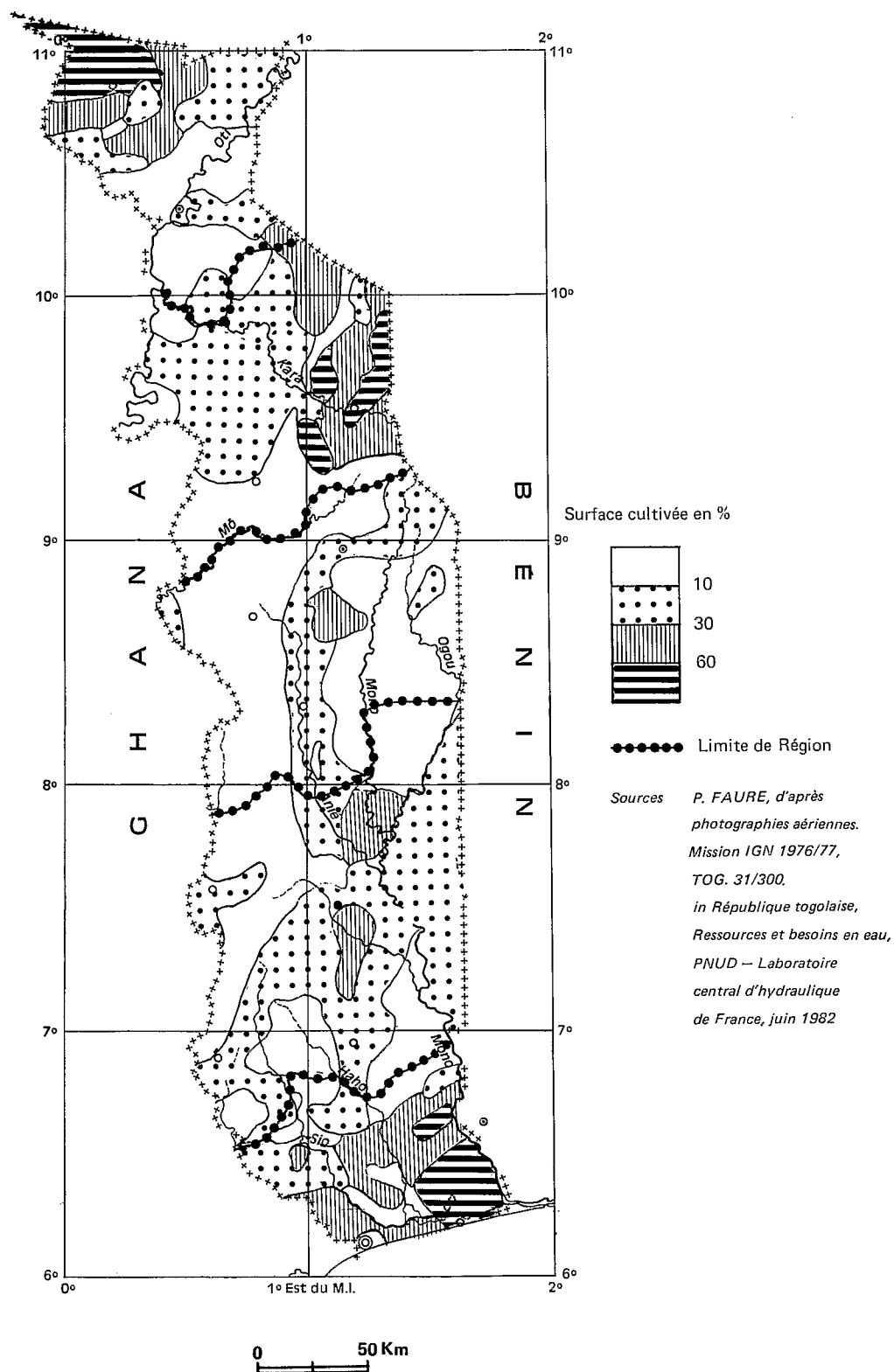


FIG. 8 — Occupation du sol au Togo en 1976-1977

montagneux, à l'ouest de l'Anié, à la hauteur d'Akaba. La première aurait plutôt une vocation touristique, la seconde, plus difficilement pénétrable, une vocation cynégétique. Quelque 1 000 villageois ont été déplacés, non sans résistance, en 1980. Kabyè et Losso, à un village kpressi près, établis en hameaux d'une centaine d'habitants dans le premier cas, d'une vingtaine dans le second, ils étaient tous, à la fois, cultivateurs et chasseurs vivant à l'aise sur des exploitations relativement grandes. Ils se sont en général réinstallés à la périphérie de l'espace réquisitionné, sans espoir bien sûr de retrouver leurs terrains de chasse. Ceux d'Akaba se voient en contrepartie dotés d'un pont moderne sur l'Anié, qui les aidera à sortir définitivement du circuit quelque peu autarcique qu'ils s'étaient organisé au fil de deux générations. En même temps que la chasse disparaît définitivement le pionnier, archétype des premières migrations.

La politique d'aménagement de l'espace actuellement pratiquée au Togo renforce la tendance des migrants à converger vers les artères vitales, vers les points les plus fortement humanisés et modernisés. Elle insuffle à la diaspora une force centripète qui n'est pas faite pour l'inciter à sortir des limites au sein desquelles elle se multiplie et se répartit tant bien que mal. Celle-ci a certes gagné du terrain au cours de ces dernières années — il faut bien que les villages inévitablement saturés de la Région Centrale et de la Région des Plateaux se desserrent —, mais tout donne à penser, tant dans la dynamique du peuplement que dans celle des structures de base du développement (réseaux routier et hydraulique surtout), que cela s'est fait de façon interne, sans détente véritable d'un espace pourtant flexible par nature. Bien qu'elle n'ait jamais été indispensable à l'immigration, la simplification des opérations élémentaires de la vie quotidienne (des déplacements surtout, que ce soit pour l'eau ou autre chose), constitue en effet un facteur non négligeable pour des paysans qui se sont intéressés davantage jusque-là au temps qu'ils pouvaient gagner qu'à l'argent (cf. B. LUCIEN-BRUN). Même s'ils n'en profitent pas directement, ils y sont attentifs, et il n'est pas étonnant dans ce cas qu'ils tournent le dos aux régions sous-peuplées, sinon vides, de l'Est et de l'Ouest. Mais leur répartition dans l'espace ne porte-t-elle pas en elle les germes d'une nouvelle phase de colonisation ? Il faut voir cela à grande échelle, puisqu'il est évident que, si leur sélection du milieu est dans les grandes lignes proche de celle des aménageurs, elle ne l'est pas dans le détail.

## LEUR RÉPARTITION DANS L'ESPACE NATIONAL

Il est courant d'entendre dire au Togo que les Kabyè sont partout. C'est à la fois faux et vrai. Faux, parce qu'ils sont très sélectifs dans leur façon d'occuper l'espace ; ils commencent toujours, en un premier temps, on l'a vu, par se serrer dans les lieux les plus accessibles. Vrai, parce qu'ils font montre également d'une propension à s'infiltrer partout ; aucun obstacle en soi ne peut les arrêter ; leur sobriété et leur endurance de paysans-nés font qu'ils peuvent s'adapter à n'importe quel milieu, même malsain ou enclavé. L'aire migratoire traditionnelle serait donc susceptible de gagner sans cesse non seulement en densité, mais aussi en étendue. En fait, elle semble avoir gagné surtout en opacité pour le moment, et c'est cet aspect qu'il faut approfondir pour se faire une idée non seulement du devenir de l'immigration, mais aussi de celui du migrant.

Considérée à l'échelle nationale, la situation ne semble poser de problème ni dans la Région Centrale ni dans la Région des Plateaux (figure 6). Le taux d'occupation du sol, s'il reste très élevé pour les Kabyè, les Losso et les Lamba de la Région de la Kara, est loin d'être critique pour la plupart de ceux de la diaspora. Une étude faite d'après les photographies aériennes du Togo de 1976-1977 (figure 8) plaide en ce sens. Elle divise le territoire togolais en quatre classes de densité de sols soumis à façons culturales (présentant des indices de mise en culture actuelle ou peu ancienne) : taux inférieur à 10 %, entre 10 et 30 %, entre 30 et 60 % et supérieur à 60 %. La Région Centrale (dans ses limites d'avant 1981, c'est-à-dire englobant la circonscription de Bassar) et la Région des Plateaux ne présentent que trois enclaves (déjà évoquées à propos des densités de population) ayant un taux relativement élevé, c'est-à-dire compris entre 30 et 60 %. L'une se situe autour de l'axe Sotouboua-Ayengré, l'autre à l'est de l'axe Anié-Nyamassila, englobant l'Est-Mono, la troisième enfin autour de l'axe Atakpamé-Wahala (ex-Kra). Partout ailleurs, ce taux n'excède pas 30 %, y compris dans la zone des plateaux humides, où les densités de population se sont pourtant avérées supérieures à celles de ces trois secteurs au recensement de 1970 (1). Il descend même en dessous de 10 % dans une grande partie de la Région Centrale et au nord de la Région des Plateaux. Il ne faut cependant pas en déduire trop vite que ces secteurs, dans lesquels l'occupation du sol est nulle ou insignifiante, représentent autant de terres à prendre pour le migrant en mal d'installation. Toute la partie correspondant à l'Atakora

(1) AUGER (A.), Carte des densités pondérées de la population rurale du Togo, 1970.

(à l'ouest et au nord du couloir occupé par les Kabyè et Losso entre Sotouboua et Anié) est laissée à elle-même en raison de la faible potentialité agricole des sols. Même chose pour les deux plages claires qui apparaissent au sud de la Région des Plateaux (qui correspondent aux bassins du Sio, du Haho et du Bas Mono). Une bonne part d'ailleurs a été instituée en réserve de faune (Fazao, Togodo). Le bassin supérieur du Mono et de l'Ogou par contre (toute la zone à l'est de l'axe Sotouboua-Anié) n'a pas les mêmes raisons d'être vide ; les sols y sont corrects et les réserves moins importantes (forêt classée d'Abdoulaye, domaine de Kpessi). Cette région représente donc le potentiel numéro un de terres à mettre en valeur pour la diaspora, encore que des poussées vers l'est ne soient pas impossibles non plus du côté de l'Adélé et de l'Akébou notamment.

Les populations concernées doivent cependant compter avec la Réforme agro-foncière, promulguée par décret du 6 février 1974, qui prévoit la constitution d'un domaine foncier national en marge des terres détenues par les collectivités coutumières et les individus et de celles des domaines public et privé de l'Etat et des collectivités locales. En effet, selon cette réforme, qui pour le moment n'est pas appliquée, toute terre inculte depuis plus de dix ans au moment de la procédure d'inventaire et de constatation, en 1979, doit tomber dans le domaine foncier national. 328 000 ha de terres furent ainsi déclarés récupérables cette année-là, dont 110 000 dans la Région Centrale et 42 000 dans la Région des Plateaux (KOFFIGOH (K.), 1982 : 246). Cette ordonnance constitue évidemment de prime abord une menace pour les ruraux, qui risquent de voir disparaître non seulement le potentiel de terres qu'ils ont dédaignées jusqu'à présent, mais aussi leurs terres en jachère. Selon l'article 6 du chapitre II, en effet, n'échappent à la loi que les jachères « *égales aux superficies actuellement exploitées et adjacentes à ces dernières et si l'étendue de la zone où elles sont situées et les conditions qui y prévalent le permettent* », article qui laisse la porte ouverte, semble-t-il, aux controverses (*Ibid.* : 243, 244 et 248). Certes, l'un des buts est d'inciter le paysan à travailler plus, mais comment ? L'agriculture extensive n'a pas sa place dans ce cadre, qui appelle en un premier temps une réforme purement agraire. Il y a bien « *le désir exprimé dans les dossiers gouvernementaux de procéder à une meilleure répartition démographique en soulageant les zones surpeuplées grâce à des opérations de colonisation rurale* » (*Ibid.* : 246) mais, là encore, on ne voit pas pour le moment comment va s'opérer la mutation — l'exemple du périmètre FED-Kara étant assez particulier du fait de sa localisation dans la Région de la Kara. L'application de cette réforme, il est vrai, ne semble pas être pour tout de suite, malgré le décret du 17 mai 1978 portant création des ZAAP (Zones d'aménagement agricole planifié), qui seront le premier maillon de sa réalisation concrète. Celles-ci posent l'éternel problème des périmètres d'aménagement : le paysan y viendra-t-il ? S'y adaptera-t-il ? La façon dont les immigrés kabyè, losso et lamba se répartissent dans l'espace national — tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif — devrait apporter des éléments de réponse à cette question et ce faisant, puisque, de toutes les façons, il n'est pas certain que cette réforme soit appliquée, nous renseigner sur leurs propres intentions.

### *Extension de l'aire migratoire traditionnelle*

L'immigration et la croissance naturelle conjuguées tendent, les chiffres le confirment, à souder entre eux les différents ensembles de l'espace kabyè-losso-lamba, en dépit de certains points faibles, particulièrement au niveau du secteur Sokodé-Bafilo (tableau 9). Ceux-ci cependant sont encore loin de former un bloc compact, comme en témoigne la distribution du même peuplement ramenée au niveau des cantons (tableaux 10 et 11). Les gradients démographiques qui existent entre ces derniers restent en effet à peu près inchangés entre 1960 et 1970. La réduction des contrastes, le « remplissage des vides » se font à l'intérieur de leurs limites, lesquelles peuvent être d'ailleurs très étendues si l'on en juge à la taille d'un canton comme celui de Notsé, qui atteint en 1981 70 000 habitants (dont 9 000 pour la ville de Notsé). Il s'agit donc maintenant de passer à une échelle plus grande, ce qui permettra du même coup de déceler les colonies installées en dehors de l'espace migratoire, trop peu nombreuses pour apparaître à l'échelle cantonale. Le listing par village que nous avons établi pour les Kabyè, les Losso et les Lamba à partir du recensement de 1970 est difficilement exploitable à cet effet, en raison du flou extrême du concept de centre de peuplement — qui fait que tel hameau sera une fois compté avec tel village, une autre fois seul — et de la richesse et de l'instabilité de la toponymie togolaise. Le comparer avec les listes officielles de Kabyè, de Losso et de Lamba du recensement de 1960 n'apporte guère d'éléments, de nombreuses unités ayant disparu et étant apparues en 1970 sans qu'il s'avère possible de les repérer sur une carte ou sur le terrain — où les habitants ont souvent en outre leurs toponymes à eux. Le recensement de 1981 (pour lequel, il faut le rappeler, il n'existe pas encore de ventilation ethnique) pose pour le moment le même genre d'interrogations ; celles-ci devraient toutefois trouver bientôt leur réponse, le retour à l'authenticité des noms devant entraîner normalement leur stabilisation et être suivi d'une mise au point cartographique définitive. Nous avons donc procédé à ce niveau de notre étude par enquêtes sur le terrain, ce qui nous a permis de faire le point sur les installations de colons les plus récentes et de dégager ainsi au mieux les directions — au sens figuré, comme au sens propre — dans lesquelles évolue la diaspora, d'autant mieux que la décennie 1970 fut pour les trois ethnies celle de la vitalité retrouvée.

TABLEAU 9  
Distribution du peuplement kabyè, losso et lamba entre le pays d'origine et les régions d'immigration  
(communes comprises) en 1960 et 1970

Circonscriptions	Kabyè		Losso + Lamba		Ensemble	
	1960	1970	1960	1970	1960	1970
PAYS D'ORIGINE						
Niamtougou	900	1 800	41 000	48 700	41 900	50 500
Pagouda	32 600	35 400	600	600	33 200	36 000
Lama-Kara (sauf cantons Kara et Landa-Pozenda)	72 100	73 800	3 600	4 500	75 700	78 300
Total	105 600	111 000	45 200	53 800	150 800	164 800
ZONE DE GLISSEMENT						
Lama-Kara (cantons Kara et Landa- Pozenda)	9 700	11 000	300	600	10 000	11 600
Bassari	7 400	9 300	17 800	19 000	25 200	28 200
Bafilo	1 700	1 500	300	400	2 000	1 900
Total	18 800	21 800	18 400	20 000	37 200	41 800
CENTRE-TOGO						
Sokodé	} 25 000	8 100	3 600	4 100	28 600	12 200
Sotouboua		32 700		9 900		42 600
Atakpamé*	19 600	19 600	18 900	16 700	38 500	36 300
Notssé	5 100	9 800	3 600	4 100	8 700	13 900
Total	49 700	70 200	26 100	34 800	75 800	105 000
PLATEAUX						
Akposso	11 100	20 500	1 100	1 900	12 200	22 400
Klouto	11 300	25 600	1 800	2 200	13 100	27 800
Total	22 400	46 100	2 900	4 100	25 300	50 200
MARITIME						
Tsévié	900	1 700	500	1 700	1 400	3 400
Tabligbo	100	300	0	0	100	300
Aného	200	200	100	200	300	400
Lomé	1 900	8 000	1 000	4 400	2 900	12 400
Total	3 100	10 200	1 600	6 300	4 700	16 500
TOTAL TOGO	199 600	259 300	94 200	119 000	293 800	378 300

\* A perdu en superficie entre 1960 et 1970 au profit de Sotouboua.

C'est ainsi que l'on a pu mettre en évidence à l'entour de l'espace kabyè-losso-lamba l'existence de colonies, qui pèsent peu par leur nombre face à la diaspora enfermée dans son fief traditionnel, mais qui, point important, semblent animées du même esprit pionnier que les migrants d'autrefois (figure 9). Ainsi, par exemple, les Losso qui avaient largement essaimé dans toute la partie est de la préfecture de Bassar, mais sans guère se risquer à l'ouest de l'axe Katchamba-Kabou, atteignent-ils maintenant Nandouta, sur la frontière du Ghana. Leurs homologues lamba, chassés de chez eux pour l'agrandissement de la réserve de la Kéran, ont fait également une percée dans cette zone vers la forêt classée de Sadji, qui devrait leur être octroyée. Jusque-là ils s'étaient plutôt cantonnés à l'intérieur ou en marge de leur région d'immigration traditionnelle (le canton de Namon), notamment dans le secteur Napimbo-Nampoak-Guérin-Kouka. Ce regain d'esprit pionnier est plus sensible encore dans la région de Tchamba, région plus ouverte peut-être grâce au tourisme — à moins que ce ne soit grâce à la léproserie de Kolowaré sur la route Sokodé-Tchamba ; créée en 1934, elle a donné naissance à un gros bourg de près de 2 000 habitants, où vivent, auprès des Kotokoli, Kabyè, Losso et Lamba — qui représentent en 1980 le tiers des 540 malades en traitement ; son rayonnement dépasse largement les limites de la région. Cette dernière, quoi qu'il en soit, a accueilli plusieurs communautés kabyè et losso depuis 1970 — phénomène moins frappant, par exemple, dans la région de Soudou, à

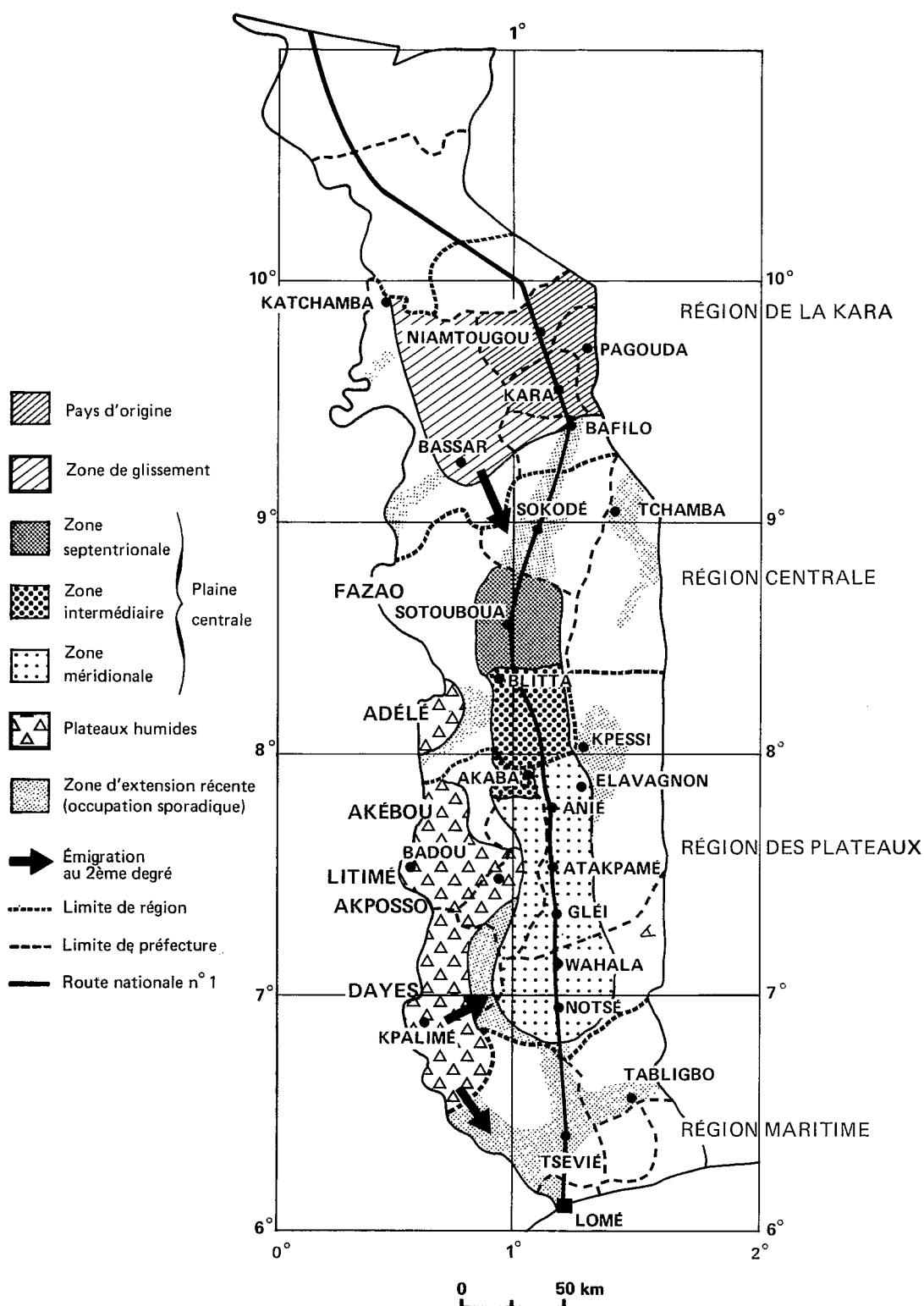


FIG. 9 — Zones d'implantation des Kaby  , Losso et Lamba en 1980

TABLEAU 10(1)  
Distribution du peuplement kabyè, losso et lamba entre les cantons (communes exclues) en 1960

Cantons	Population totale	Kabyè		Losso		Lamba	
CIRCONSCRIPTION DE BASSAR							
Bassari	7 900	2 000	25,3 %	1 500	18,9 %	800	10,1 %
Kabou	17 800	5 200	29,2 %	2 900	16,2 %	3 300	18,5 %
Bangéli	4 600	-		800	17,4 %	-	
Bitjabé	2 200	-		200	9,1 %	-	
Dimori	2 400	-		100	4,1 %	-	
Guérin-Kouka	7 000	-		500	7,8 %	-	
Namon	8 800	-		6 500	73,8 %	100	
Nawaré	4 500	-		1 100	24,4 %	-	
Total	64 300	7 200	11,2 %	13 600	21,1 %	4 200	6,5 %
CIRCONSCRIPTION DE BAFILO							
Bafilo	17 700	1 500	8,5 %	300	1,7 %	-	
Dacko	1 900	200	10,5 %	-		-	
Total	21 600	1 700	7,8 %	300	1,3 %	-	
CIRCONSCRIPTION DE SOKODE							
Fazao	4 400	100	2,3 %	-		-	
Kemini	2 500	300	12 %	-		-	
Koussountou	9 800	100	1 %	-		-	
Kri-Kri	2 200	100	4,5 %	-		-	
Paratao	19 600	1 100	5,6 %	100		-	
Sotouboua	29 600	21 800	73,6 %	1 700	5,7 %	-	
Tchamba	9 500	300	3,1 %	-		-	
Total	82 900	23 800	28,7 %	2 800	3,4 %	-	
CIRCONSCRIPTION D'ATAKAME							
Adélé	5 000	500	10 %	100	2 %	-	
Blitta	16 000	4 700	29,3 %	7 600	47,5 %	-	
Djama	10 400	3 200	30,7 %	1 600	15,9 %	-	
Gnagna	28 900	3 200	11,1 %	3 500	12,1 %	-	
Igbériokro	6 800	100	1,5 %	-		-	
Kpessi	9 400	2 800	30 %	2 400	25,5 %	-	
Woudou	13 900	4 800	34,5 %	2 900	20,8 %	-	
Total	90 400	19 300	21,3 %	18 100	20 %	600	0,6 %

l'est de Bafilo, les nouveaux immigrés ne dépassant guère dans ce secteur la hauteur de Gandé. Jusqu'en 1970 donc, la région de Tchamba ne comptait, à part trois ou quatre familles isolées à Tchamba même, Alibi I et dans les environs, qu'une seule vraie communauté kabyè, celle d'Afem, au nord-est de Tchamba, installée là depuis approximativement 1965. Outre le fait que celle-ci est passée de 200 à plus de 500 personnes depuis 1970, bon nombre de fermes et de hameaux kabyè et losso ont fait leur apparition depuis 1975. Ainsi se sont installés en 1977 quelque 200 Kabyè — et secondairement Losso — à Dantjo, une centaine à Alibi I, une centaine encore à Goudou-Goudou, près de Kri-Kri. En 1979, une trentaine ont fondé un hameau au bord du Mono, à 50 mètres de la piste Sokodé-Tchamba, et près d'une centaine le village de Solimbia, près de Kambolé, plus au sud. Tous en principe sont venus directement du « pays », de Soumdina, Lassa, Pagouda, etc. Dans la région de Kambolé toutefois, se sont installés aussi en 1981 des Kabyè chassés de la forêt classée d'Abdoulaye, et qui ont préféré les terres neuves proches de l'axe Goubi-Kambolé aux terres des environs d'Ayengré, depuis longtemps occupées par les leurs. On trouve encore des colonies analogues dans les régions frontalières de l'Adélé (à Assoukoko, par exemple, près de Yégué, où les Losso sont venus se joindre aux Kabyè), phénomène, il est vrai, plus proche dans ce cas de celui que l'on peut observer dans les régions caféières et cacaoyères, tout au long de la frontière, où Ghanéens et Togolais ont pu vivre en symbiose étroite jusqu'en 1982. Dans l'ensemble néanmoins, toutes ces colonies restent des cas relativement isolés. La progression d'ensemble du front, si l'on peut dire — encore qu'il s'agisse là plus souvent de bastions avancés —, reste lente et sporadique.

Les migrations rurales des Kabyè et des Losso

TABLEAU 10(2)

Cantons	Population totale	Kabyè	Losso		Lamba		
CIRCONSCRIPTION DE L'AKPOSSO							
Akébou	17 300	400	2,3 %	~		-	
Akposso-Nord	10 300	900	8,7 %	400	3,9 %	-	
Akposso-plaine	29 100	6 500	22,3 %	300	1 %	-	
Akposso-plateau	12 900	1 400	10,8 %	100		-	
Litimé	26 600	1 900	7,1 %	100		-	
Total	96 200	11 100	11,5 %	900	0,9 %	200	0,2 %
CIRCONSCRIPTION DE KLOUTO							
Kpélé	21 400	6 200	29 %	200		-	
Agomé	4 100	200	4,8 %	-		-	
Agotimé-Nord	3 000	300	10 %	-		-	
Agotimé-Sud	2 700	100	3,7 %	-		-	
Agou-Akplolo	1 700	100	5,9 %	-		-	
Agou-Atigbé	1 400	100	7,1 %	-		-	
Agou-Iboé	3 200	200	6,2 %	-		-	
Agou-Nyogbo	1 900	-		100		-	
Agou-Tavié	4 500	-		100		-	
Akata	2 500	300	12 %	-		-	
Assahoun-Fiagbé	1 200	100	8,3 %	-		-	
Bogo-Ahlon	2 800	400	14,3 %	-		-	
Dayes-Atigba	6 400	700	10,9 %	-		-	
Dayes-Kakpa	5 800	400	6,9 %	-		-	
Gadja	6 900	200	2,9 %	700	10,1 %	-	
Gbalavé	1 900	200	10,5 %	-		-	
Kpimé	1 800	200	11,1 %	-		-	
Kouma	4 000	200	5 %	-		-	
Lanvié	2 400	100	4,1 %	-		-	
Tové	4 600	300	6,5 %	-		-	
Indépendants	11 500	700	6,1 %	200	1,7 %	-	
Total	104 300	11 100	10,6 %	1 600	1,5 %	-	
CIRCONSCRIPTION DE NOTSE							
Notsé	33 500	5 100	15,2 %	3 300	9,8 %	-	
Total	53 500	5 100	9,5 %	3 300	6,1 %	300	0,5 %

### *Densification de l'aire migratoire traditionnelle*

A l'intérieur de l'aire migratoire traditionnelle, les fronts villageois, eux aussi, cheminent lentement, mais plus sûrement, en procédant également, toutes proportions gardées, par sauts de puce, l'extension du type tache d'huile étant la plupart du temps impossible à cause des villages voisins, autochtones ou « frères ». Le phénomène est devenu très perceptible dans la zone des terres neuves, et plus précisément dans le quadrilatère limité à l'ouest par l'axe Lama-Tèssi-Blitta, à l'est par le Mono et la forêt d'Abdoulaye. L'avancée indéniable vers le Mono, qui est atteint maintenant en maints endroits, est facilitée, il est vrai, par les nombreux axes est-ouest ouverts récemment — ou moins récemment — à la hauteur de tous les grands centres de la Nationale 1, Lama-Tèssi, Kolonaboua, Ayengré, Sotouboua, Tchébébé (figure 7). La piste SUCRAL, par exemple, qui part de Lama-Tèssi, n'a pas été créée tout à fait pour rien, puisqu'elle permet aux fermes kabyè établies en direction du Mono d'être plus que des « fermes », le terme désignant dans ce cas souvent un établissement, sinon temporaire, du moins précaire et isolé. Plus au sud, les habitants de Kolonaboua ont pu créer successivement, en direction du Mono, d'abord Alokpaboumdou (alias Boukidjan) à quelque 8 km, puis, en 1974, Toukoudjou à quelque 16 km, et Aou-Mono à quelque 24 km. Des Kotokoli, en provenance de Bafilo ou du Ghana, suivent le mouvement. Encore un peu plus au sud, le secteur de Timbio par contre est moins actif — limité par la forêt classée de l'Aou-Mono —, mais il n'est pas stabilisé pour autant, les fermes continuent à y « pousser ». L'axe Ayengré-Landa-Mono, quant à lui, « cordon nourricier de la Région Centrale », ne cesse de s'humaniser. Les centres de peuplement qui s'y échelonnent sur une vingtaine de kilomètres sont passés



TABLEAU 11(1)  
Distribution du peuplement kabyè, losso et lamba entre les cantons (communes exclues) en 1970

Cantons	Population totale	Kabyè		Losso		Lamba	
CIRCONSCRIPTION DE BASSAR → PREFECTURE DE BASSAR							
Bangéli	6 341	33		1 025	16,1%	14	
Bapuré	4 855	2		14		1	
Bassari	9 026	1 626	18 %	2 902	30,1%	2	
Bidjabé	2 689	6		232	8,6%	-	
Dimori	2 211	6		102	4,6%	-	
Guérin-Kouka	9 037	46		1 437	15,9%	24	
Kabou	12 858	613	4,8%	4 532	35,3%	14	
Katchamba	3 115	3		1		6	
Kidjaboun	3 074	1		-		2	
Namon	10 504	11		4 125	39,3%	3 878	36,9%
Nandouta	2 278	0		-		-	
Nawaré	2 715	0		23		-	
Santé	10 786	6 459	59,9%	1 861	17,3%	-	
Total	79 489	8 806	11,1%	16 254	20,4%	3 941	4,9%
CIRCONSCRIPTION DE BAFILO → PREFECTURE D'ASSOLI							
Bafilo	22 943	1 095	4,7%	357	1,5%	1	
Dako	3 125	342	10,8%	54	1,7%	-	
Koumondè	3 096	6		3		-	
Total	29 164	1 443	4,9%	414	1,4%	1	0,0%
CIRCONSCRIPTION DE SOKODE → PREFECTURE DE TCHAUOUDJO							
Agoulou	6 802	31		3		2	
Kémini	1 472	0		0		-	
Koussountou	14 794	104		17		-	
Kri-Kri	3 417	138	4 %	0		-	
Paratao	33 893	3 983	11,8%	1 691	5 %	67	
Tchamba	16 414	309	1,9%	23		-	
Total	76 792	4 565	5,9%	1 734	2,2%	69	0,09%
CIRCONSCRIPTION DE SOTOUBOUA → PREFECTURE DE SOTOUBOUA							
Adélé	9 701	1 555	16 %	85		20	
Ayengré	11 555	9 571	82,8%	868	7,5%	-	
Blitta-Langabou	14 918	5 151	34,5%	7 010	47 %	119	
Fazao	3 649	10		16		-	
Kolonaboua	3 528	2 139	60,6%	12		1	
Sotouboua	11 757	8 887	75,6%	23	2,5%	-	
Tchébébé	6 227	4 324	69,4%	848	13,6%	-	
Agbandji	5 947	1 857	31,2%	1 188	20 %	135	2,3%
Total	67 282	33 494	49,8%	10 050	14,9%	275	0,4%

entre 1970 et 1981 de 4 500 habitants à 8 500. Sa réfection en cours devrait encore accélérer le processus et permettre aux populations d'atteindre le Mono. Elles préfèrent pour le moment glisser vers le sud parallèlement au fleuve (à la hauteur de Djantadé notamment). Ce comportement est quasi général dans toute cette zone. Ainsi, au niveau de l'axe de Bodjondé-Kazaboua-Kaza, les Kabyè de Kazaboua ont créé en 1972 le hameau d'Agoumbia entre Kaza et le Mono, mais l'extension s'est ensuite poursuivie vers le sud ; ceux de Tabindé ont fondé la même année Abidjandé, au sud-ouest de Kaza, où viennent depuis 1975 ceux de Bodjondé et de Kazaboua. A la même époque un groupe a glissé encore plus au sud, où il fonda Toulouho, sur les terres d'Agbandi, à la rencontre des Anyagan. Ces opérations de desserrement provoquées par l'afflux d'immigrés sont elles-mêmes facteur d'attraction pour les gens du Nord. Ainsi la création d'Abidjandé attira-t-elle un groupe de Kouméa même, les habitants de Bodjondé, Kazaboua, Kaza, Tabindé étant, il est vrai, originaires de ce canton. Elles n'ont donc pas fini de s'enchaîner et le franchissement du Mono semble inéluctable.

TABLEAU 11(2)

Cantons	Population totale	Kabyè		Losso		Lamba	
CIRCONSCRIPTION D'ATAKPAME → PREFECTURE DE L'OGOU							
Djama	8 790	2 324	26,4%	865	9,8%	139	1,6%
Elavagnon	7 783	4 547	60,3%	2 333	30,9%	32	
Gnagna	39 147	5 616	14,3%	5 658	14,6%	792	2 %
Agbériokro	9 207	112	1,2%	186	2 %	12	
Kpessi	5 318	1 110	20,1%	732	13,7%	361	6,8%
Woudou	18 664	5 161	27,6%	4 417	23,6%	1 312	7 %
Total	88 909	18 870	21,2%	14 191	15,9%	2 648	3 %
CIRCONSCRIPTION D'AKPOSSO → PREFECTURES D'AMOU ET WAWA							
Akébou	25 181	1 196	4,7%	412	1,6%	13	
Akposso-Nord	12 385	1 421	11,5%	461	3,7%	25	
Akposso-plateau	19 561	4 200	21,5%	148		11	
Litimé	37 386	3 674	9,8%	125		1	
Logbo	14 932	2 256	15,1%	331	2,2%	62	
Ouma	22 418	8 096	36,1%	201		56	
Total	131 863	20 843	15,8%	1 678	1,3%	168	0,1%
CIRCONSCRIPTION DE KLOUTO → PREFECTURE DE KLOTO							
Agomé	5 034	424	8,4%	16			
Agotimé-Nord	4 854	381	7,9%	19			
Agotimé-Sud	4 736	178	3,8%	92	1,9%		
Akplolo	2 023	210	10,3%	31	1,7%		
Agou-Atigbé	1 628	66	4 %	0			
Agou-Iboé	3 533	97	2,7%	170	4,8%		
Agou-Klébo	3 039	3		0			
Agou-Nyogbo	2 444	116	4,7%	81	3,3%		
Agou-Tavié	5 580	94	1,7%	111	2 %	1	
Akata	3 663	976	27 %	93	2,6%		
Assahoun-Fiagbé	1 420	110	7,8%	39	2,8%		
Bogo-Ahlon	4 082	1 066	26,1%	7			
Dayes-Atigba	9 615	1 862	19,4%	10		44	
Dayes-Kakpa	8 990	1 689	19,6%	19			
Gadja	9 091	1 086	12 %	593	6,5%	3	
Gbalavé	1 928	257	13,3%	5			
Hanyigba	2 378	76	3,2%				
Ikpa	1 104	250	22,6%				
Kouma	5 184	711	13,7%				
Kpadépé	3 063	274	8,9%	20			
Kpélé	28 467	8 949	31 %	231		20	
Kpimé	3 468	1 176	34,6%				
Lanvié	4 666	1 487	31,9%	18			
Tové	5 239	505	9,6%	63	1,2%		
Indépendants	11 780	1 494	12,7%	270	2,3%	4	
Total	137 009	23 537	17,2%	1 888	1,4%	72	0,05%
CIRCONSCRIPTION DE NOTSE → PREFECTURE DU HAHO							
Kpéklémé	8 631	9		7			
Notsé	49 655	9 821	19,8%	3 776	7,6%	370	
Tohoun	18 326	24		14			
Total	76 612	9 854	12,8%	3 797	4,9%	370	0,4%

La réserve des Kabyè à cette hauteur pour la rive gauche du Mono et son arrière-pays peut s'expliquer par la présence là-bas des Kotokoli, et par le fait qu'en franchissant le fleuve on change de préfecture. Elle se prolonge toutefois au sud, dans le canton d'Agbériokro, jusqu'à la hauteur de Kpessi. Et encore, jusqu'en 1980, année de la création du « domaine réservé » de Kpessi, Kabyè et Losso, mis à part quelques familles isolées (à Agorika notamment), ne dépassaient-ils pas à l'est le village de Kpessi lui-même (pour des raisons essentiellement démographiques ici, si l'on se réfère à B. LUCIEN-BRUN). Quelques Kabyè et Losso essaient donc aujourd'hui du côté de Morétan, mais leur progression vers l'est reste tout de même limitée. En fait, la traversée du Mono — ou de l'Ogou pour le populations de l'Est-Mono — garde dans presque tous les cas un caractère d'exception pour le migrant kabyè ou losso, même au sud du 8<sup>e</sup> parallèle. Ce n'est pas une entreprise insurmontable et, si cela lui paraît nécessaire, il y va, mais force est de constater que jusqu'à

présent le besoin, dans l'ensemble, ne s'en est pas fait impérieusement sentir. On note ça et là, entre le 8<sup>e</sup> et le 7<sup>e</sup> parallèle, des cas d'installation au cours de la dernière décennie (par exemple, à Atchinedji, à la hauteur d'Atakpamé), mais, même ici, la progression vers l'est est moins nette que dans la région de Tchamba, les cantons de Kpékplémé et Tohoun accusant, il est vrai, des densités autochtones déjà relativement fortes.

La situation se présente un peu différemment du côté de l'ouest, où l'horizon est barré non plus par le fleuve, mais par la montagne, pôle de répulsion au nord de Blitta, pôle d'attraction au sud. Les immigrés ne s'éloignent guère en effet de la Nationale 1 au nord. On ne trouve dans l'enclave drainée par l'axe de Fazao qu'un seul village kabyè, Komsadé, créé il y a une vingtaine d'années entre Kedjéboua et Kélouda. La réfection de la piste pour les besoins de la réserve de faune n'a pas incité les gens à venir. Il est vrai que nous sommes encore là en terrain kotokoli. A partir de Blitta, le contexte change. La charge de population des terres entre la Nationale 1 et le chemin de fer continue à s'accroître sous l'effet d'un afflux qui, bien que se faisant par petites vagues de deux ou trois exploitants souvent, ne s'est jamais relâché. La progression à l'ouest du chemin de fer cependant reste limitée, si l'on excepte l'émigration « au deuxième degré » vers l'Adélé. La construction en cours de ponts à Blitta et Akaba devrait toutefois précipiter une évolution qui semble souhaitée, notamment en direction de l'Akébou, Kamina devant être relié un jour à Akaba. L'immigration en effet ne semble pas prête de se tarir dans cette zone névralgique qui, de Blitta à Anié, doit faire face à des arrivées constantes, non seulement du « pays », mais aussi de différentes régions de la diaspora, entre autres de celles de Bassar et de Kpalimé, d'autant qu'aux Kabyè et aux Losso se joignent de plus en plus les Lamba de Défalé et de Kanté (qui s'installent du côté d'Assoumakodji, par exemple). Ce n'est qu'au sud d'Atakpamé cependant que l'immigration peut, pour le moment, s'infléchir franchement vers l'ouest, à la rencontre de celle qui suit le couloir Atakpamé-Kpalimé, avant de bifurquer vers l'est. Le « remplissage » se fait ici avec moins de retenue que de l'autre côté de la Nationale 1 (à l'est de l'axe Atakpamé-Notsé), du fait précisément, semble-t-il, de la présence au bout du parcours de la diaspora des plateaux de Dayes et de l'Akposso et de leur piémont. Les immigrés kabyè, losso et lamba aiment incontestablement évoluer au cœur d'un horizon familier. Ils progressent moins aisément lorsque l'espace n'est pas limité d'une façon ou d'une autre (peu importe à quelle distance) par un repaire qu'ils puissent reconnaître. D'où leur propension à se serrer à l'intérieur de l'espace qu'ils ont fait leur depuis l'époque allemande, à en combler les vides, plutôt que de partir à la conquête de l'espace périphérique.

Un fait s'impose en définitive : l'espace kabyè-losso-lamba continue à gagner en longueur plutôt qu'en largeur, à s'étirer vers le sud plutôt que vers l'est ou vers l'ouest. Mais alors que jusqu'en 1970 la poussée avait porté essentiellement sur le Sud-Ouest (d'Amlamé à Assahoun), elle se manifeste également aujourd'hui dans la région Tsévié-Tabligbo, sous l'impulsion entre autres du développement de Tabligbo autour de la CIMA O (Ciments de l'Afrique de l'Ouest). Il semble cependant qu'elle ait atteint là son point méridional extrême, la région du Sud-Est, surpeuplée, n'offrant aucune possibilité d'accueil. Elle ne peut progresser encore vers le sud que dans le goulot Tsévié-Lomé, pour une migration urbaine cette fois. Cette densification de l'espace kabyè-losso-lamba en modifie évidemment la structure élémentaire, les communautés les plus homogènes étant astreintes, le temps passant, à certaines compromissions.

### *Mutation de l'aire migratoire traditionnelle*

Un indice est de ce point de vue significatif : la cohabitation kabyè-losso au niveau du village, que paradoxalement les uns et les autres évitaient davantage que celle avec les autochtones, devient plus fréquente. En 1960 encore, 77 % des centres de peuplement immigré de la grande plaine centrale ignoraient la mixité. En 1970, ils ne sont plus que 60 % (tableau 12).

Il faut voir là le signe d'une certaine maturité du processus migratoire. Quand l'immigré accepte de cohabiter avec des immigrés d'origine différente de la sienne, c'est qu'il commence à se détacher de la matrice originelle, en d'autres termes, qu'il se sent suffisamment chez lui pour renouer avec les lois de l'hospitalité, qui caractérisent tous ceux qui ont un peu de place à céder dans cette partie du continent africain. Il ne faut cependant pas donner à ce signe de détente plus de signification qu'il n'en a. Coexistence ne veut pas dire ici intégration. Il ne s'agit que d'un acte collectif spontané, qui n'implique pas forcément qu'il y ait relations sociales, économiques, politiques ou a fortiori religieuses entre les deux ethnies en présence. Cette tendance apparaît d'ailleurs moins marquée si l'on prend en considération l'ensemble de la diaspora (tableau 13). Cela tient au fait, il est vrai, que les deux régions marginales, la zone de glissement et les plateaux humides, sont le fief, la première des Losso, la seconde des Kabyè. Ce qui n'empêche pas les immigrés losso de se mêler aux immigrés lamba, dans le premier cas, et les immigrés kabyè de cohabiter avec les Losso peu nombreux qui sont là, dans le second.

L'avenir semble être malgré tout à la diversification ethnique des centres de peuplement, microcosmes en puissance du pays d'origine, au partage du sol plutôt qu'à sa conquête (figure 10).

Un fait ressort en effet de cette approche de la répartition des deux ethnies dans l'espace : leur modération dans leur conquête du sol. Les observateurs de l'époque coloniale les ont accusés de le gaspiller. Appa-

TABLEAU 12  
Cohabitation kabyè-losso dans les principaux cantons d'immigration en 1970

Cantons	Villages migration	Villages avec Kabyè ou Losso		Villages mixtes	
		Kabyè	Losso	Majorité > 3/4	Majorité > 3/4
Ayengré-Kolonoboua-Sotouboua-Tchébébé-Paratao-sud	33	25	0	7	1
Blitta-Agbandi	52	10	23	7	12
Kpessi-Elavagnon	32	9	5	8	10
Woudou	54	16	12	12	14
Djama	35	16	8	2	9
Gnagna	110	46	25	17	22
Notsé	32	14	0	9	9
Total villages	348	136	73	62	77
	100 %	60 %		17,8%	22,2%

TABLEAU 13  
Cohabitation kabyè-losso dans les principales circonscriptions d'immigration en 1970

Circonscriptions	Villages migration	Villages avec Kabyè ou Losso		Villages mixtes	
		Kabyè	Losso	Majorité > 3/4	Majorité < 3/4
Bassar	79	14	47	9	9
Bafilo	12	7	1	0	4
Sokodé	30	19	0	4	7
Sotouboua	94	45	23	12	14
Atakpamé	235	90	51	39	55
Akposso	133	99	0	21	13
Kloto	137	101	6	21	9
Notsé	32	14	0	9	9
Total villages	752	389	128	115	120
	100 %	51,7%	17,0%	15,3%	16 %

remment leur goût pour l'extensif n'avait rien d'expansionniste. D'immigrés, beaucoup sont devenus des pourvoyeurs de terres libérés de la crainte de perdre leur identité ethnique. Des pourvoyeurs de terres, mais aussi des pourvoyeurs d'hommes, puisque leurs fils à leur tour vont demander ailleurs de quoi cultiver ou travailler... Cet apparent désintérêt pour l'espace, tant chez celui qui accueille que chez celui qui arrive, peut être interprété de deux manières : refus du droit moderne, transfert du droit coutumier d'une part, avec tous les prolongements socio-religieux que cela implique, refus d'une installation réelle de l'autre, même si elle est durable, laquelle implique par contre reconnaissance d'un droit universel, qui exclut toute forme d'enracinement individuel ou collectif et place l'immigré dans la situation d'un apatride, chez lui partout et nulle part. L'évolution de la densité, de l'étendue et de la structure élémentaire de la diaspora laisse entrevoir la façon dont celle-ci assujettit le spatial au social. Qu'en est-il de sa stabilité et, au-delà, de sa perception de l'espace ?

## LEUR MOBILITÉ À TRAVERS L'ESPACE NATIONAL

### *Itinéraire des pères*

Rares sont les chefs d'exploitation kabyè ou losso que nous avons rencontrés qui n'ont jamais connu une autre vie ailleurs. Sur notre échantillon de 66, cinq seulement sont dans ce cas. Tous les autres ont un jour ou l'autre pris la route, faisant fi de leur routine, ne serait-ce que pour une saison. Parmi eux, 14 seulement sont venus directement de leur lieu de naissance à leur lieu de résidence définitive et 10 n'en ont plus bougé. 51 ont donc connu au moins un point de chute provisoire, souvent plusieurs, motivés dans neuf cas sur dix par la recherche de l'argent (tableau 14).

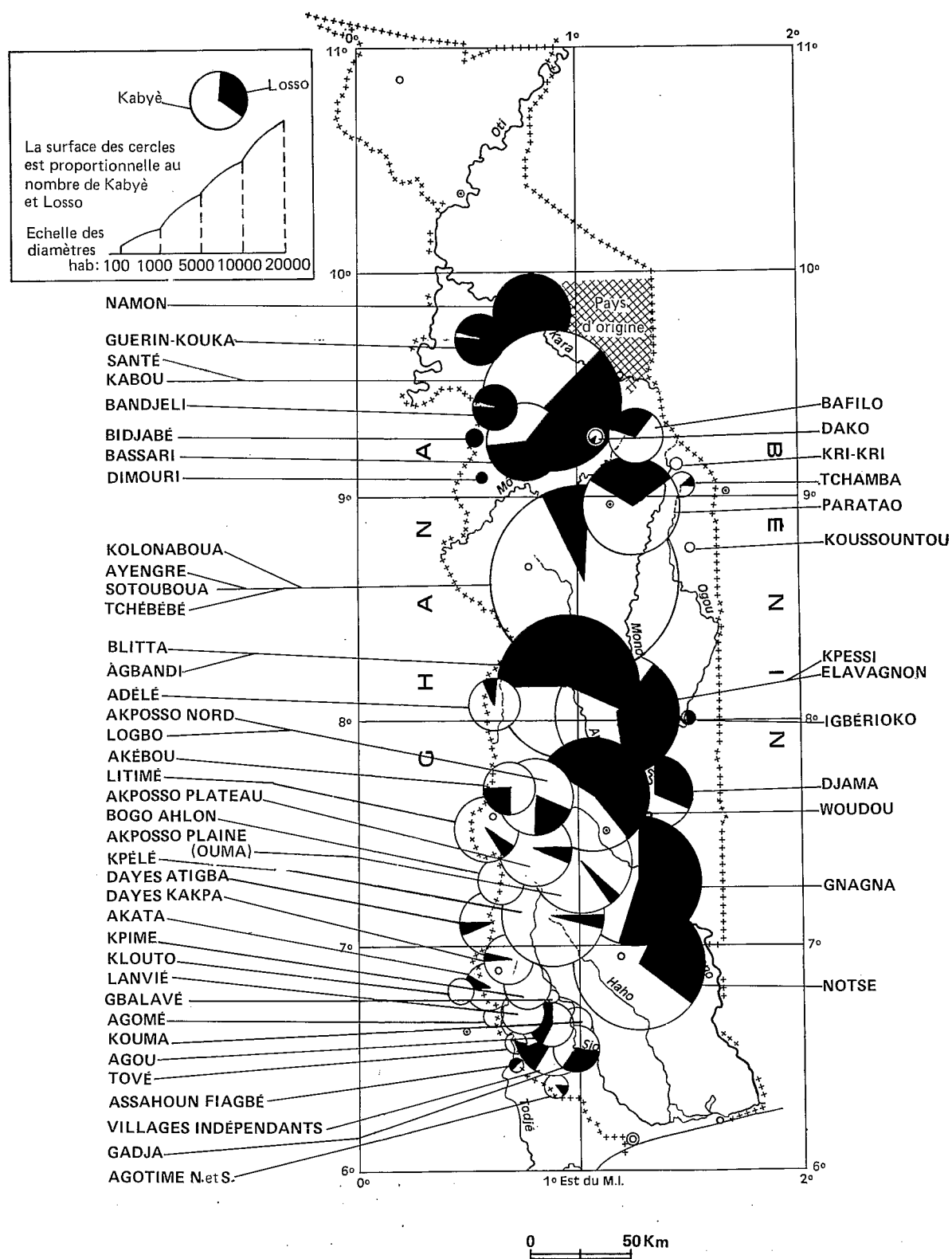


FIG. 10 — Proportion kabyè/losso en pays d'immigration par canton (Région Centrale et Région des Plateaux) en 1970

Les migrations rurales des Kabyè et des Losso

TABLEAU 14  
Destinée et destination du 1<sup>er</sup> déplacement des chefs d'exploitation kabyè et losso étudiés

Destinée du 1er dé- placement	Destination			Age moyen au 1er dé- placement
	Lieu provisoire	Résidence actuelle		
		Installation définitive	Voyages ultérieurs	
Ecolier, ap- prenti	5			21
Salarié agri- cole	29			23
Cultivateur	1 + 4	8	4	27
Métayer	7	2		31
Armée	1			27
Total	47	14		26

Ainsi cette mobilité à but immédiatement lucratif touche-t-elle, une fois au moins, plus des trois quarts des candidats au départ, tant losso que kabyè, ici en l'occurrence 49 chefs d'exploitation sur 61 — les 12 autres (ci-dessus encadrés) n'ayant pas connu autre chose que la condition de simple cultivateur. Le pays d'origine lui-même n'échappe pas au phénomène. Notre échantillon englobe 16 exploitants qui y résident encore : 2 seulement n'ont jamais bougé. Parmi les 14 autres, 11 ont eu, un jour ou l'autre, quelque velléité de « salaire » (tableau 15). Le moyen le plus couramment employé pour y arriver est traditionnellement de s'embaucher comme manœuvre agricole, éventuellement comme métayer, du type *abusa* ou *nkotokuano*, ou même de tâter d'une activité non agricole — cas de 11 exploitants de l'ensemble de notre échantillon, lesquels n'ont d'ailleurs pas toujours su ou pu en récolter les fruits. Certains essaient plusieurs situations avant de se fixer (ici plus d'un tiers, 22 sur 61), de façon concomitante ou pas, en un même lieu ou pas.

Il faut noter que ce type de déplacement n'est pas spécifique aux Kabyè et aux Losso. Il a été pratiqué, par exemple, par 8 des 13 chefs d'exploitation d'autres ethnies que nous avons étudiés à titre de comparaison (tableau 15). Phénomène de société qui dépasse largement les frontières du pays, il précède en général chez les Kabyè et les Losso la migration définitive, qu'il dédramatise, sinon encourage. Sans aller jusqu'à présenter celle-ci comme son aboutissement, on remarque qu'elle débute presque toujours par une phase transitoire, pendant laquelle le nouvel arrivant est l'obligé d'un patron — souvent un parent — taillable et corvéable à merci. Cette dépendance est d'autant mieux acceptée qu'elle vient dans le prolongement d'une situation analogue. L'expérience du salariat agricole amortit la transition entre le berceau familial et le milieu sur lequel le migrant a jeté son dévolu.

Il y a une relation étroite entre l'âge et le statut du nouvel arrivant. Lorsque le premier départ intervient avant l'âge de 24 ans, il est en général motivé par la nécessité de gagner rapidement un peu d'argent — argent traditionnellement réservé aux cérémonies d'initiation ou à la dot. La plupart des salariés agricoles se recrutent dans la tranche d'âge des 20-24 ans. Lorsqu'il approche de la trentaine, l'immigré, par contre, répugne à se mettre sous la dépendance, même temporaire, d'un étranger. Il préfère celle non rémunérée d'un parent ou d'un proche, qui représente un pas de plus vers l'accession à l'indépendance, ou mieux encore le statut de métayer, qui peut constituer un statut intermédiaire entre celui d'homme de peine et celui de chef d'exploitation à part entière. L'âge hiérarchise de façon presque naturelle la diaspora kabyè et losso ; plus l'émigré est jeune, plus il a des chances d'avoir un itinéraire long et compliqué ; il ne peut de toutes les façons prétendre à une certaine autonomie qu'autour de 35-40 ans. Ainsi y a-t-il un hiatus d'une dizaine d'années entre l'âge moyen de la première émigration, qui est de 26 ans (tableau 14), et celui de l'immigration définitive, qui est de 36 ans (tableau 16), laquelle implique rarement d'ailleurs une autonomie immédiate.

Il semblerait d'autre part que le choix d'un point de chute par le migrant en veine d'installation soit, comme le « choix » de son statut, plus ou moins fonction de son âge. Ainsi les abords du pays natal seraient-ils le lieu de prédilection des plus de 40 ans, tandis qu'à l'opposé les plateaux humides, écologiquement si différents, seraient plutôt l'apanage des moins de 30 ans, en principe plus audacieux. Si le périmètre FED-Kara, par exemple, a fait autant d'adeptes d'âge mûr, en dépit de son programme d'avant-garde, ce n'est pas seulement parce que la population kabyè et losso de la Région de la Kara que l'on a conviée à venir n'a cessé de vieillir et que les jeunes manquent à l'appel, mais aussi parce que le pionnier y est près de chez lui, point important pour celui qui se sent déjà trop vieux pour un exil lointain, mais encore assez jeune pour

TABLEAU 15

Types d'activités pratiquées par les chefs d'exploitation étudiés, en dehors de leur lieu de résidence actuel

Localisation actuelle du CE	Jamais bougé	Manoeuvre agricole	Métayer	Cultivateur dépendant ou indépendant	Mixte		Ecolier ou Apprenti	Artisan, employé non agricole ou chômeur	Total
					Agricole pur	Autre			
Pays d'origine	2	6	1	3	2	1		1	16
Kouméa		2		1	1			1	5
Lassa		3				1			4
Niantougou	1			2	1				4
Asséré (Projet Togo-Nord)	1	1	1						3
Zone de glissement		5	1	2	4	1	1		14
Périmètre FED-Kara		4	1	2	2	1	1		11
Atchangbadé (Projet vivrier)					2				2
Kikpéou		1							1
Plaine centrale	3	3		4	9	1		1	21
Kazaboua		2			3	1			6
Assoumakodji	1				1				1
Kpessi					3				1
Elavagnon				1	3			1	5
Kassenguékopé	1			3	2				6
Yotoho	1	1							2
Plateaux humides		2	1	3	4	3	1	1	15
Tomegbé		1				2			3
Woévé		1	1	3	3		1	1	10
Kpélé-Elé					1	1			2
Total Kabyè et Losso	5	16	3	12	19	6	2	3	66
Périmètre FED-Kara (Lamba)		4			1				5
Atchangbadé (Peul)				1					1
Tchalo (Kotokoli)	1								1
Samourékodji (Ewé)								1	1
Elavagnon Gbeybey (Ana)	2		1	1	1				1
Total autres ethnies	3	4	1	2	2	0	0	1	13

aspirer à changer. Le Nord et le Sud de la diaspora s'opposeraient davantage aujourd'hui par la maturité que par le statut socio-économique des immigrés qui s'y trouvent. Jusque dans les années 1960, en effet, c'était un peu l'inverse. Le Sud apparaissait surtout comme le siège d'une immigration temporaire, à l'image du Ghana, réputation justifiée d'ailleurs, comme en témoignent nos résultats, mais sans aucun doute un peu partielle ; la plaine au nord d'Atakpamé faisait figure par contre de « Far West » à conquérir. Sur les 98 points de chute provisoires qui furent occupés par les exploitants de notre échantillon (51 Kabyè et Losso, 8 d'autres ethnies), 83 se trouvent effectivement au sud d'Atakpamé, dont 57 dans les régions caféières et cacaoyères (tableau 17).

La situation, quoi qu'il en soit, s'est modifiée dès le début des années 1960, avec l'épanouissement des plantations de cacao et de caféiers, qui a précipité l'immigration et stabilisé les immigrés dans les circonscriptions de Kloto, d'Akposso et de Notsé. Les plateaux humides sont devenus alors région à part entière

TABLEAU 16  
Age moyen des chefs d'exploitation kabyè et losso de la diaspora étudiés, lors de leur installation dans leur lieu de résidence actuel

Lieu de résidence actuelle	Age moyen 1980	Nés sur place	Immigrés	Age moyen immigration résidence actuelle
Zone de glissement	55 ans	1	13	45 ans
Périmètre FED-Kara	54 "		11	49 "
Atchangbadé (Projet vivrier)	53 "	1	1	18 "
Kikpéou	75 "		1	31 "
Plaine centrale	55 "	5	16	36 "
Kazaboua	52 "	1	5	29 "
Assoumakodji	35 "	1		
Kpessi	70 "		1	69 "
Elavagnon	51 "		5	34 "
Kassenguékopé	58 "	2	4	39 "
Yotoho	52 "	1	1	30 "
Plateaux humides	47 "	2	13	27 "
Tomegbé	48 "		3	30 "
Woévé	42 "	2	8	25 "
Kpélé-Elé	68 "		2	33 "
Total	52 "	8	42	36 "

TABLEAU 17  
Lieux de résidence occupés antérieurement par les chefs d'exploitation étudiés ayant vécu ailleurs

Lieux de résidence du CE	Pays d'origine	Zone de glissement		Plaine centrale		Plateaux humides
		Kabyè-Losso	Autres	Kabyè-Losso	Autres	
Pays d'origine Piémont massifs kabyè				1		1
Bassar		1				
Sokodé-Sotouboua		1			1	1
Anié-Est-Mono	3	2	3	1		
Atakpamé-Kra-Notsé	6	4		6	1	
Lomé-Tsévié	4	1	1	1	1	
Bénin		1				
Agou-Kloto-Kpalimé-Dayes	7	4		10	1	3
Akposso-Litimé	1	4		1		3
Ghana	3	7	3	4	1	5
Total	24	25	7	24	5	13

au sein de la diaspora, mais ils ont gardé un certain profil et continuent à capter une population qui reste jeune, même si elle a en général d'autres ambitions aujourd'hui que celle du « manœuvre ».



## *Itinéraire des fils*

Signe des temps, les fils des actuels chefs d'exploitation ont dans l'ensemble une approche de la vie active plus ambitieuse et plus diversifiée que celle de leurs pères. La scolarisation fait son œuvre, comme par tout ; avec elle régresse l'acceptation des filières traditionnelles trop contraignantes, qui préparent et conduisent, malgré leur dispersion et leur discontinuité, à la direction d'une exploitation agricole. Le schéma classique qui vient d'être évoqué, s'il s'applique parfaitement à la génération des actuels chefs d'exploitation, fatalement d'âge mûr, est déjà quelque peu bousculé par la génération montante. Celle-ci n'est pourtant pas tellement plus précoce dans son souci d'évasion, mais sa quête d'une autre vie ne comporte pas les mêmes zones d'ombre. Hier encore, on savait toujours pourquoi le jeune illettré partait, sinon, fait secondaire par rapport au premier, pour quelle destination. Dans le contexte culturel et politique dans lequel baigne le jeune d'aujourd'hui, c'est l'inverse. Sa démarche a quelque chose de plus abrupt, de plus cassant, bien que dans l'ensemble l'entourage soit familiarisé avec ce genre d'épreuve et les distances abolies — les communications étant plus faciles et le candidat au départ, fils d'immigré, étant déjà « sur place », si l'on peut dire.

Les fils, dont certains sont déjà presque quadragénaires, sont donc à peu près tous passés par l'école, ce qui est loin d'être le cas de leurs parents : 14 seulement parmi leurs pères (qui sont au nombre de 62) arrivent à comprendre le français, dont neuf — parmi les plus jeunes — pour avoir fréquenté un peu l'école primaire. L'école, outre le fait qu'elle détourne les jeunes de la terre, est en soi un facteur d'émigration non négligeable. Sous la pression des enfants, ou de leur propre chef, les parents n'hésitent guère à se séparer de l'écolier, qui sert ainsi de lien entre les membres des familles dispersées. Les uns remontent au Nord « fréquenter » sous la tutelle de l'oncle maternel, les autres descendent au Sud rejoindre le grand frère qui supportera les frais d'« écolage » ; plus prosaïquement, d'autres changent de village, de canton ou de préfecture, non pas qu'il n'y ait pas toujours de CEG sur place ou qu'ils veuillent rejoindre une quelconque parentèle, mais parce que tout simplement ils ont envie d'être indépendants. Les parents obtempèrent. Comme beaucoup de paysans togolais, ils rêvent de voir leurs fils devenir fonctionnaires ; de surcroît, le départ de ceux-ci, sans être rituel, leur apparaît comme tout à fait normal, quelle qu'en soit la cause. Ainsi sur 7,6 enfants qu'ils ont en moyenne, à charge ou pas, petits ou grands, mariés ou célibataires, ici ou ailleurs, nos chefs d'exploitation, dont l'âge moyen est de 55 ans, en ont-ils 5,9 dont l'éducation n'est pas encore achevée (petite enfance, scolarité, apprentissage), et parmi ceux-ci 1,1 au loin, le quota étant plus élevé au « pays » et dans la zone de glissement, moins élevé par contre dans la plaine centrale et sur les plateaux humides, où les chefs d'exploitation et leurs progénitures sont dans l'ensemble d'un âge moins avancé (tableau 18).

Naturellement l'école, sans être toujours une cause directe d'émigration, ne manque pas de délester dans tous les cas l'exploitation familiale d'une partie de sa force de travail. Chaque chef d'exploitation entretient sur place en moyenne 4,7 enfants improductifs, dont bon nombre de scolaires déjà adultes. Ce n'est que pendant les périodes de vacances que ceux-ci peuvent aider leurs parents aux travaux des champs ou s'embaucher comme manœuvres — ce qu'ils préfèrent encore, « manœuvrage » et « écolage » étant, pour des raisons financières, éminemment complémentaires. Cette prolongation intempestive de la durée des études fait que le nombre d'enfants de plus de 15 ans qui participent pleinement au fonctionnement de l'exploitation est, par comparaison, des plus restreints : 0,5 en moyenne. Quasiment nul dans les zones d'immigration marginales (zone de glissement, plateaux humides), il atteint presque l'unité au pays d'origine et dans la plaine centrale (tableau 18). Au pays d'origine, le chef d'exploitation, souvent âgé et privé de sa ou ses conjointes, réussit en effet presque toujours à « s'aliéner » au moins un fils ou une fille adultes — bien que dans certains cas il doive se suffire des services forcément limités d'une fillette ; dans la plaine centrale, le contexte est différent : une plus grande prolificité compense la scolarisation à outrance et les départs, ce qui fait que, sur une moyenne de 8,4 enfants vivants par exploitation, il y en a en général au moins un ou deux, souvent aidé(s) d'une ou plusieurs épouses, qui y travaillent à temps complet. Mais c'est là le maximum. Les grandes familles d'antan vivant dans une même enceinte, sous la tutelle de leur patriarche, deviennent rares. C'est encore dans la région des « terres neuves » qu'on en retrouve le plus facilement. L'école arrache les enfants à leurs parents au moins moralement quand ce n'est pas physiquement.

Conséquence de ce phénomène : la fuite vers de nouveaux horizons. L'ancien écolier, même s'il a grandi dans son milieu, secoue au moins le joug familial, sinon celui de la terre. Pour cela, partir de la concession paternelle ne suffit pas à vingt ans. C'est le village ou le hameau lui-même qu'il faut quitter. Cela explique pourquoi le nombre de cultivateurs indépendants établis à proximité de leur père est si faible : en moyenne 0,3 sur 7,6 enfants — dont 1,7 actifs. Il s'agit d'ailleurs, la plupart du temps, de filles qui se sont mariées, dans la bonne tradition, avec des garçons du même *teto*. Les enfants autonomes qui se sont établis ailleurs, que ce soit à partir du « pays » ou à partir des régions d'immigration, sont déjà relativement nombreux : en moyenne à peu près un par famille, sauf sur les plateaux humides où les jeunes en âge de faire un choix ne sont, on l'a vu, encore guère nombreux pour le moment. La moitié de ces émigrés (dont les deux tiers, issus de la diaspora, le sont au deuxième degré, si l'on peut dire) est restée attachée à la terre, mais l'autre moitié a sans équivoque quitté l'agriculture. Ils n'ont pas rompu avec les leurs pour autant. La preuve en est

TABLEAU 18  
Résidence et occupation des enfants des chefs d'exploitation kabyè et losso étudiés

Résidence et occupation enfants des CE	Dans la concession du CE		Dans le village où vit le CE			Ailleurs		
	Enfant, écolier	Cultivateur (+ 15 ans)	Enfant, écolier	Cultivateur	Autre travailleur (ou épouse)	Enfant, écolier, apprenti	Cultivateur	Autre travailleur (ou épouse)
Kouméa	16	4		6		9	1	4
Lassa	4	5		1		1	6	2
Niamtougou	14	2		1			3	2
Asséré (Projet Togo-Nord)	13	3	3			2		
Pays d'origine	47	14	3	8		12	10	8
Nombre d'enfants/CE (6,5)	3,0	0,9	0,2	0,5		0,8	0,6	0,5
	3,9		0,7			1,9		
Périmètre FED-Kara	36	1				17	3	2
Atchangbadé (Projet vivrier Kikpéou)	39	1		2		6	2	2
							4	1
Zone de glissement	75	2		2		23	9	5
Nombre d'enfants/CE (7,8)	5,4	0,1		0,1		1,6	0,6	0,3
	5,5		0,1			2,2		
Kazaboua	35	3		4		6	2	3
Assoumakodji	5							
Kpessi	1	1					2	
Elavagnon	45	5		1	1	5	3	2
Kassenguékopé	21	2		2		7	2	4
Yotoho	5	3				1	1	2
Plaine centrale	112	14		7	1	19	10	11
Nombre d'enfants/CE (8,4)	5,3	0,8		0,3	0,0	0,9	0,5	0,6
	6,1		0,3			2		
Tomegbé	14		1	1		5	1	
Woévé	51	1	1	1	1	6		
Kpélé-Elé	14	1				4	1	2
Plateaux humides	79	2	2	2	1	15	2	2
Nombre d'enfants/CE (6,8)	5,3	0,1	0,1	0,1	0,0	1	0,1	0,1
	5,4		0,2			1,2		
Total	313	32	5	19	2	69	31	26
Nombre d'enfants/CE (7,6)	4,7	0,5	0,1	0,3	0,0	1,1	0,5	0,4
	5,2		0,4			2,0		

que, bon gré mal gré, ils assument souvent la responsabilité des cadets prématurément partis. Avec ceux-ci et en partie grâce à eux, ils sont un moyen précieux d'ouverture pour les villageois qu'ils ont laissés derrière eux. Plus que n'importe quel organisme d'animation ou de développement, ils créent autour d'eux des sphères d'influence, dont il est tenu d'autant plus compte qu'ils représentent tout de même — jeunes et adultes — plus du quart de leur génération : en moyenne 2 enfants sur 7,6 que « possède » chaque exploitant (tableau 18).

Ces sphères ont en général deux profondeurs. Les écoliers et les cultivateurs sont installés la plupart du temps dans un rayon de quelques dizaines de kilomètres (dans des zones humanisées toujours en ce qui concerne ces derniers), les autres se trouvent plutôt aux deux antipodes que sont le pays d'origine et Lomé (d'où certains, peu nombreux, partent au loin). Plus rares sont ceux qui évoluent dans des eaux intermédiaires. La nouvelle génération d'Elavagnon, par exemple, a jeté des ponts sur Anié bien sûr, mais aussi sur Kpessi, Nyamassila, Palakoko, celle de Kazaboua essaime de Sokodé à Pagala; le long de la Nationale 1 et de la voie ferrée (figure 11)... ; dans presque tous les cas, le jeune qui veut prendre ses distances pour étudier ou cultiver choisit toujours un centre au moins d'égale importance à celui qu'il laisse. Le fils du paysan immi-

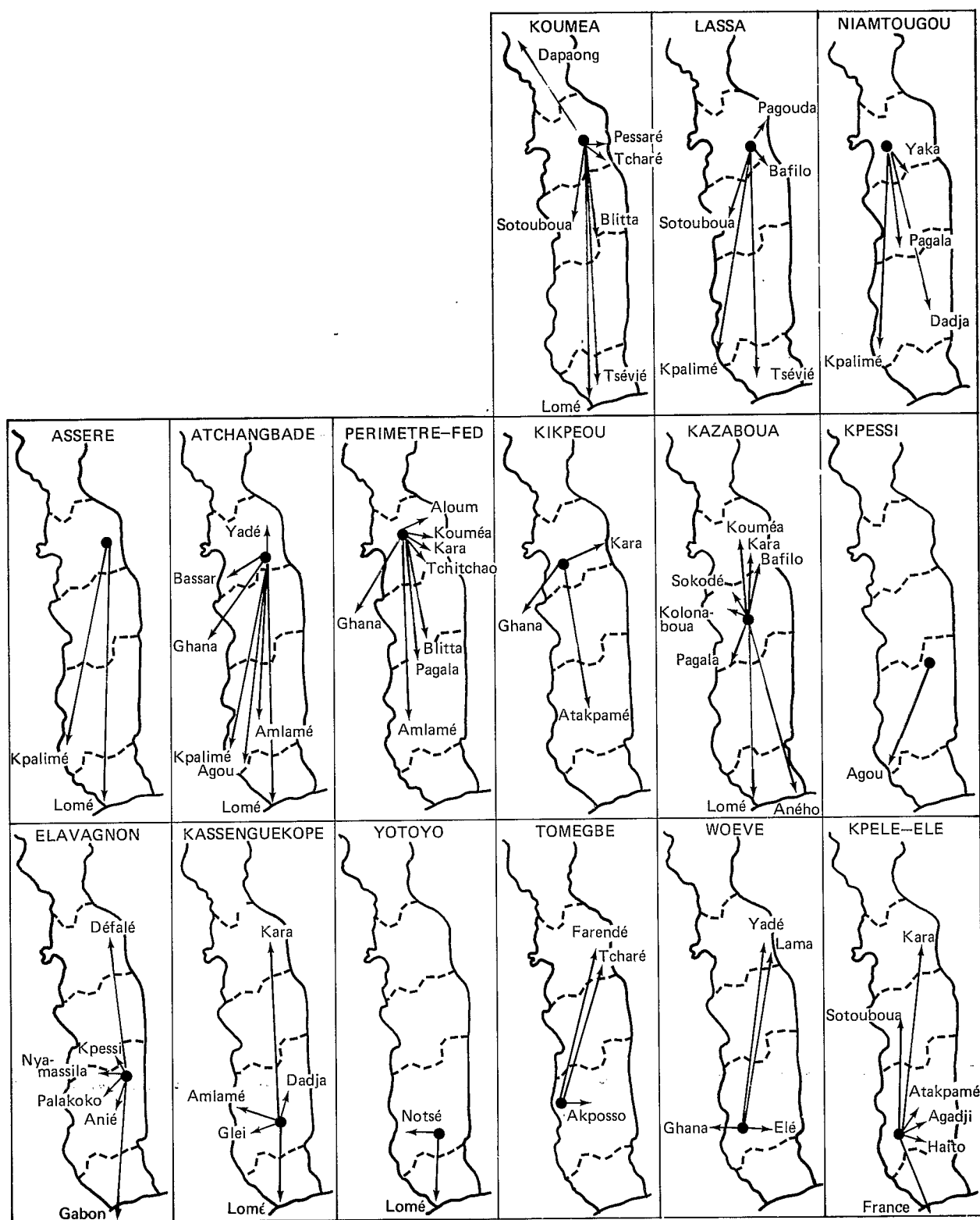


FIG. 11 — Lieux de résidence des enfants non résidents des chefs d'exploitation kabyè et losso étudiés (1980)

gré, à défaut d'une promotion socio-économique, recherche une promotion géographique : les grands axes et les grands centres de peuplement l'attirent plus que les terres neuves. L'esprit pionnier de ses parents est passé de mode.

### *Déplacements postmigratoires*

Ainsi, d'une génération à l'autre, les mentalités ont-elles évolué, et avec elles la dynamique de l'espace kabyè et losso, qui a perdu de sa force centrifuge, mais s'est en quelque sorte affinée et diversifiée. La dispersion et la circulation d'une partie de la jeunesse dans un rayon relativement restreint autour des centres de peuplement d'où elle est issue contribuent à l'émergence de petites unités régionales plus homogènes et plus vivantes, dans lesquelles finissent par se fondre les hameaux et les fermes les plus isolés et les plus rétrogrades. Certes, le chef d'exploitation en principe ne se dérange pas pour visiter le fils qui s'est établi à distance, mais les va-et-vient de celui-ci ou d'intermédiaires suffisent à faire passer un courant à coup sûr plus puissant que celui qu'il entretient lui-même par ses propres déplacements.

Tout immigré, quels que soient son âge et son attachement à sa nouvelle terre, conserve en effet une certaine mobilité. Celle-ci puise son origine dans les liens sacrés qui le rattachent à la terre de ses ancêtres, qui l'y ramènent régulièrement et qui finissent par lui donner l'habitude du voyage. Certes, ceux-ci se distendent parfois avec le temps, et l'on remarque par ailleurs que les chefs d'exploitation nés sur place ou récemment immigrés sont souvent moins prompts à aller accomplir les « cérémonies » et visiter les anciens. Néanmoins, le pouvoir d'attraction de la matrice originelle reste fort et confère à la diaspora traditionnelle une dynamique qui, même si elle est retour aux sources, n'en constitue pas moins une ouverture sur l'extérieur (tableau 19).

TABLEAU 19  
Rythme de visites au « pays » des chefs d'exploitation kabyè et losso de la diaspora étudiés,  
en fonction de leur année d'arrivée

Année d'installation du CE dans son lieu de résidence	visites au pays Nombre de CE	3 X/an et +	2 X/an	1 X/an	1 X ts les 2 à 5 ans	1 X ts les 5 à 10 ans	Jamais ou exceptionnellement
1930-39	3			1	1	1	
1940-49	3	2	1				
1950-59	13	1	4	3	1	2	2
1960-69	6	1	1	1	2	1	
1970-79	17	2	3	8	1		3
Né sur place	8			1	3	1	3
Total	50	6	9	14	8	5	8

Sur le chemin du retour, le chef d'exploitation qui a accompli ses devoirs, en compagnie dans un tiers des cas d'une de ses épouses, s'arrête souvent dans le chef-lieu de préfecture ou le chef-lieu de canton le plus proche de son lieu de résidence. Il y tisse d'un voyage à l'autre un réseau de relations à but plus ou moins utilitaire, qui repose souvent sur la présence permanente de gens de sa famille ou de son village ou de son *teto*, et qui finalement le ramène là pour les besoins de la vie quotidienne qui ne peuvent être réglés à demeure — ce qui ne l'empêche pas de pousser plus loin dans certains cas, notamment jusqu'à Lomé, selon ses accointances. Sa sobriété notoire fait cependant qu'il ne va en moyenne guère plus de deux ou trois fois par an au chef-lieu de préfecture et rarement plus d'une fois par mois au chef-lieu de canton. Cela dépend bien sûr des événements, des responsabilités qu'il assume dans son village et des possibilités offertes par celui-ci. Les causes les plus fréquentes de ce type de déplacement sont, en dépit — ou plutôt en raison, devrait-on dire — de leur but utilitaire, les relations sociales. Dans un cas sur deux, en effet, c'est là l'objectif immédiat de la démarche :

- relations sociales 50 %, dont visites familiales : 30 %  
visites amicales : 10 %  
événements socio-religieux : 10 %

- courses : 21 %
- affaires politiques et administratives : 12 %
- santé : 10 %
- constructions et plantations : 4 %
- affaires judiciaires : 3 %

Lorsque cependant les besoins élémentaires de l'exploitation familiale peuvent être satisfaits sur place (marché, dispensaire, matériel agricole) et que de surcroît la distance qui le sépare de la terre ancestrale est faible, alors disparaît la nécessité de tels pôles et avec elle, aux dires des exploitants eux-mêmes, l'envie de bouger. C'est ce que l'on observe, par exemple, sur le périmètre FED-Kara, où la mobilité du pionnier est inférieure à ce qu'elle est ailleurs. Il est vrai qu'un autre facteur y intervient, celui de l'encadrement, qui régleme notamment les temps de travaux et limite les possibilités de se disperser. Seuls restent intacts dans ce cas les retours périodiques au « pays ».

Les autres membres de la famille n'ont pas la liberté de mouvement de leur patriarche. 60 % des épouses tout de même accomplissent plus ou moins régulièrement le voyage au « Nord », tantôt sous la tutelle du mari lui-même, tantôt seule, cas un peu plus fréquent. A part cela, leur unique motif de déplacement est le marché hebdomadaire pour celles qui n'en ont pas sur place (cas d'une femme sur deux de notre échantillon). Les autres ne bougent quasiment pas, si ce n'est exceptionnellement pour rencontrer leurs frères et sœurs — ce qui peut se faire la plupart du temps au « pays » lui-même. Quelques-unes avaient l'habitude de se déplacer saisonnièrement pour vendre leurs surplus vivriers (par exemple d'Elevagnon, dans l'Est-Mono, à Anié). Depuis que sont appliquées les mesures prises par TOGOGRAIN en 1981, cela est devenu plus aléatoire, parce que théoriquement interdit. Quant aux jeunes agriculteurs en âge de circuler seuls et qui continuent à vivre chez leur père, ils n'ont généralement guère les moyens de se payer le taxi de brousse. Les « cérémonies », notamment celles qui ramènent la jeunesse kabyè en juillet au pays pour les traditionnelles luttes, ainsi que les visites à leurs oncles, sont quasiment leurs seules occasions d'élargir leurs horizons. Leur situation est, de ce point de vue, moins avantageuse que celle des scolaires évoqués précédemment, que non seulement l'école mais aussi le « manœuvrage » rendent très mobiles — ce dernier n'étant accessible au jeune agriculteur qu'en saison sèche, et encore à condition que son père ne pratique pas la culture du coton, dont la récolte peut durer jusqu'en février.

Deux forces donc animent de l'intérieur la diaspora kabyè et losso. L'une émane des jeunes, émancipés ou en voie de l'être par le biais de l'école ou du travail, l'autre des chefs d'exploitation eux-mêmes, qui à la façon des premiers, mais selon des circuits évidemment plus traditionnels, se sont créés également une double zone d'influence. Bien que leurs déplacements soient beaucoup plus épisodiques, ceux-ci s'inscrivent, comme eux, dans un espace précis, que la plupart limitent en général au centre « urbain » qu'ils estiment digne de ce nom le plus proche de leur lieu de résidence. Quelques-uns cependant se situent dans un espace plus large, dont le front peut atteindre sans problème Lomé ou le Ghana. C'est le cas d'un quart des chefs d'exploitation de notre échantillon (figure 12). Régional ou national (ou « international » avec le Ghana), le réseau dans lequel chacun évolue n'a en définitive rien de pragmatique. Il évite, sauf exception, les villages des voisins — qu'ils soient allochtones ou autochtones — et, de façon générale, les endroits qui n'apportent pas « un petit quelque chose en plus ». Il ne faut cependant pas généraliser. Le pater familias, s'il ne s'abaisse pas à certains déplacements, sait d'une part remplir ses devoirs envers ses pairs (en cas de deuil notamment), d'autre part se tenir au courant de ce qui se passe dans sa région grâce à ses intermédiaires. En arrière-plan de l'espace utile qu'il s'est forgé, enfin, se profile le « Nord », espace hérité, qui garde pour l'adulte confirmé qu'il est en général un caractère unique. Cette perception le différencie de son fils, pour lequel le « Nord » constitue plutôt, comme on le soulignait précédemment, un secteur parmi d'autres de la sphère maximale dans laquelle il fait plus que se mouvoir.

Chaque génération perçoit évidemment l'espace global qui lui est imparti à sa manière, mais sa façon de l'organiser et de le pratiquer ne diffère guère actuellement de celle de l'autre, régie dans les deux cas par l'attraction d'une part de la place d'échange, symbole de modernité, d'autre part du « Nord », symbole de tradition. On observe à ce propos des analogies dans les comportements de l'une et de l'autre, qui visiblement n'ont pas leur répondant au niveau conceptuel. Certains chefs d'exploitation, par exemple, affichent une attitude frès détachée vis-à-vis de la terre de leurs ancêtres, qu'ils visitent de moins en moins, alors qu'ils ont un mode de vie des plus traditionnels. On les trouve dans des villages de colonisation ancienne, tels que Kazaboua ou Kassenguékopé, plutôt que dans des coins moins achevés — sur le plateau de Dayes ou sur le périmètre FED-Kara, par exemple — d'où l'immigré, moins enraciné, est paradoxalement plus prompt à retourner aux sources accomplir ses « cérémonies ». Processus inverse : bon nombre de jeunes acculturés ne manquent pas d'aller se faire « initier » et d'emprunter les mêmes dédales que leurs pères. L'étape contraignante du « manœuvrage » notamment subsiste, même si celui-ci change d'objet (cultures vivrière et cotonnière plutôt que caféière et cacaoyère), d'époque (vacances scolaires plutôt que saison sèche) et de finalité (scolarité et transistor plutôt que mariage et cérémonies).



FIG. 12 — Déplacements habituels des chefs d'exploitation kabyè et losso étudiés

Par-delà leur perception classiquement différente de l'espace, l'ancienne et la nouvelle générations kabyè et losso font montre en fin de compte d'une relative complicité dans leur politique d'ouverture sur l'extérieur, politique qui semble tendre vers une banalisation de l'espace qu'ils ont fait leur depuis l'époque des premières migrations. Leur mobilité, toujours aussi vivace qu'autrefois, les fait converger vers les points les plus fortement humanisés, plutôt que de les disperser vers les terres neuves. Ils se retranchent de plus en plus dans un cercle utile, immédiatement accessible — dont le champ peut être d'ailleurs fort étendu —, allant même parfois jusqu'à se détourner de la terre sacrée dont ils sont issus. Et tant pis pour les compromissions que cela implique au niveau de l'occupation de l'espace : ils s'accommodent de sa densification et de sa diversification ethnique. Cette évolution est bien sûr conjoncturelle. Pratiques, les paysans kabyè et losso suivent de loin, sans précipitation, le progrès là où il se trouve. Cela ne devrait mettre en cause ni leur adaptabilité, ni leur ruralité, comme pourrait le faire croire leur façon de buter contre les terres neuves — hypothèse qui reste néanmoins à confirmer, à travers notamment leur organisation de l'espace, et avant tout leurs dispositions en ce domaine, lesquelles sont étroitement liées aux relations qu'ils gardent avec leur milieu d'origine, leur espace perdu.

## chapitre 3

### L'organisation de l'espace par les Kabyè et les Losso

#### LEUR ESPACE PERDU

Les Kabyè et les Losso auraient-ils gardé de leur entassement séculaire une prédisposition à la promiscuité et au confinement ? C'est en tous les cas l'impression qu'ils donnent encore aujourd'hui tant dans leur façon de se répartir dans l'espace que dans leur façon de s'y mouvoir. En dépit de la perception différente qu'ils en ont — à chacun selon son époque —, aînés et cadets, pères et fils font preuve d'une relative continuité dans le choix de leurs lieux et milieux de rencontres, lesquels confirment leur goût pour un environnement qui soit à la fois fortement humanisé et sans prise sur leur individualisme. Chaque paysan immigré prend donc ainsi position dans l'espace national, sans chercher ni à se singulariser ni à s'imposer. Mais sa démarche, dans sa neutralité, ne suffit pas à l'y situer.

L'immigré kabyè continue à vivre en fait, sauf exception, au milieu de gens de son *teto*, qui ne peuvent pas ne pas le conditionner dans sa façon de penser et d'agir, même s'ils ne représentent, par exemple, qu'un quartier de son nouveau village. Cette tendance au regroupement selon l'origine clanique, qui fut largement soutenue par la colonisation française, demeure en effet un des principes de base de l'immigration, tant pour les intéressés eux-mêmes que pour les aménageurs du périmètre FED-Kara ou des Mutuelles de l'Est-Mono. Elle peut connaître, certes, des compromis, notamment chez les ruraux des centres dits « urbains », mais dans l'ensemble les choses n'ont guère changé. Le cloisonnement entre *teto* reste fort. Kabyè et même Losso refusent la plupart du temps la demi-mesure : il leur faut à la fois la pureté clanique de leur environnement immédiat et l'effervescence de régions densément peuplées — peu importe dans ce deuxième cas l'origine ethnique des habitants, puisque les contacts restent informels. Selon l'échelle, leur approche de l'espace sociologique revêt deux aspects tout à fait différents.

Elle ne conditionne pas totalement cependant, malgré son ambivalence — esprit de masse sans engagement, esprit de clan sans partage —, leur façon de faire l'espace géographique. L'éclatement du *teto*, en plusieurs dizaines de points d'immigration souvent, renvoie l'immigré du cocon qu'est son village, son quartier ou son hameau à un ordre composite, qui le confronte en général à d'autres modes de vie rurale que le sien. Dans la réalité, cette projection peut rester purement morale — ce qui ne veut pas forcément dire anodine —, mais elle peut revêtir aussi un caractère d'échanges, différemment assumés selon leurs objets et leurs acteurs. Cela dépend avant tout de l'homogénéité du *teto* en question. Le terme *teto*, qui signifie terre ou territoire en kabyè, désigne pour les observateurs étrangers, mais pas pour les Kabyè, un groupe résidentiel de 2 000 à 10 000 habitants, réunissant tous les lignages majeurs (*dje-djeyure* ou *dode*) issus d'un même homme (SAUVAGET (C.), 1981 : 19) — légendaire selon B. LUCIEN-BRUN. Certains observateurs lui préfèrent actuellement le terme de cité (*ecade*), qui introduit une connotation politico-juridique (VERDIER (R.), 1982). Quant aux Kabyè eux-mêmes, ils se contentent souvent de reprendre le terme de canton, puisque l'administration coloniale a dans leur cas, à quelques exceptions près, plaqué les limites du canton sur celles du *teto*. L'étendue et la qualité des liens qui soudent entre eux ses membres — et notamment le niveau de leurs interactions, lignages majeurs, lignages mineurs (*dyasu kurum ya* ou *lide*) ou groupements familiaux (*cacayo*) regroupant plusieurs maisonnées (*dea*) — réduisent ou accentuent les effets de leur dispersion et leur référence aux valeurs traditionnelles ; elles influent finalement autant que leur itinéraire personnel sur leur façon d'organiser l'espace.



L'importance du *teto* — alias cité —, authentique unité de base de la société kabyè, a été synthétisée par R. VERDIER de la façon suivante (VERDIER (R.), 1982 : 127) :

	Dedans	Dehors
1 Parenté et alliance	Parents claniques Mariage dotal	Etrangers (adversaire, ennemi) Mariage par rapt
2 Rites et cultes	Initiation Sacrifice	Capture de l'esclave - Guerre Meurtre
3 Territoire et ordre social	Paroles des ancêtres et normes ancestrales Médiation des Esprits et Anciens : pardon et réparation	Force brutale et représailles Exil et bannissement

Cette opposition très marquée entre ce qu'il appelle l'espace intracivique et l'espace extracivique peut-elle résister à l'émigration dans la conjoncture actuelle ?

### *Le mariage contre la disparition du teto*

Un des traits de la vie sociale les plus significatifs à cet égard est le mariage, qui consacre l'alliance entre deux groupements familiaux. Le père choisit traditionnellement une épouse pour son fils au sein du *teto*, de préférence dans son lignage (dans son « village » ou « quartier » traduira alors l'interprète) et peu d'hommes en ont jusqu'à présent transgressé les limites. 80 % des épouses des 64 chefs d'exploitation kabyè et losso de notre échantillon (66 en réalité, mais deux sont de sexe féminin) appartiennent en effet à leur *teto* (tableau 20) et plus de 60 % à leur lignage. Les 20 % restantes, quant à elles, sont toutes de l'ethnie de leur époux, sauf une qui est éwé. Elles sont en général mariées aux hommes les plus jeunes (ainsi à Woévé, par exemple, où l'âge moyen du chef d'exploitation est de 42 ans, alors qu'il est globalement de 55 ans) ou aux hommes les plus « modernes », comme il s'en trouve sur les « projets » de développement (à Atchangbadé, par exemple, ou sur le périmètre FED-Kara, ou encore dans certaines régions caféières). Le mariage interethnique par ailleurs reste, on le voit, une exception ; il revêt souvent d'ailleurs une valeur symbolique. Ainsi Kassengué, qui avait fondé en 1933 Kassenguékopé, hameau losso du village ana de Gbeybey, avait-il pris comme cinquième épouse une femme ana, exemple qui ne pouvait être suivi dans son entourage (à moins de vivre dans le village ana lui-même), lui seul ayant suffisamment de pouvoir pour se permettre un tel acte. Pour être sûr de trouver une épouse de son clan, ou mieux de son lignage, le mieux est évidemment de la cueillir à la source. Les trois quarts des épouses des chefs d'exploitation de la diaspora viennent en effet directement du Nord, mais un quart d'entre elles tout de même ont été choisies et épousées sur place. Cette solution caractérise les régions dans lesquelles les immigrés sont implantés solidement et massivement (ainsi au nord de la plaine centrale, à Kazaboua ou à Assoumakodji, ou dans la zone de glissement, à Kikpéou) ; les épouses y sont en général du lignage de leur mari. Le mariage clanique résiste bien à l'émigration.

Le plus étonnant, c'est que la génération suivante continue à appliquer la coutume, en dépit du recul quasi général des fiançailles coercitives et de la dot. Sur 48 enfants mariés que totalisent les 66 chefs d'exploitation, 39 le sont à l'intérieur de leur *teto*, 4 avec un membre d'un autre *teto* et 5 seulement avec quelqu'un d'une autre ethnie, l'émancipation touchant aussi bien dans ce cas les enfants du « pays » que ceux de la diaspora, mais davantage peut-être ceux dont le père exerce sur leur entourage, d'une façon ou d'une autre, un certain ascendant : la fille du président des Mutuelles de l'Est-Mono, par exemple, a épousé un Éwé, pompiste à Elavagnon, celle du doyen de Kouméa, un Nago, étudiant, celle du frère de Kassengué, à Kassenguékopé, un Fon, et le fils et la fille de l'un des plus gros exploitants d'Atchangbadé, des Éwé, le gendre étant en l'occurrence un tractoriste du Projet vivrier. Dans les cinq cas, il ne s'agit pas d'autochtones, mais de jeunes déjà déracinés géographiquement et socialement ; il ne s'agit pas d'une alliance, mais bien d'une émancipation, caractéristique d'un certain rang social. Le phénomène reste rare. Ce n'est pourtant pas sous la pression des parents que les enfants font preuve de ce conformisme. 41 sur 66 chefs d'exploitation, quel que soit leur lieu de résidence, affirment qu'il leur importe peu que leurs gendres ou brus soient d'une autre ethnie, même

TABLEAU 20  
Les épouses des chefs d'exploitation kabyè et losso étudiés : âge, origine, lieu de résidence

Lieu de résidence du CE	Age moyen du CE	Age moyen des épouses	Epouses présentes		Epouses absentes			Nombre moyen épouses/CE en 1980
			teto = celui du CE	teto ≠ celui du CE	vivant ailleurs	divorcée	décédée	
Kouméa	73 ans	46 ans	9		1	3	5	2,0
Lassa	73 ans	43 ans	2			2	17	0,5
Niamtougou (femmes CE)	62 ans	42 ans	2		1		1	1,0
Asséré (projet Togo-Nord)	58 ans							0,5
	49 ans	31 ans	5					1,6
Pays d'origine	66 ans	41 ans	18		2	5	24	1,4
Périmètre FED-Kara	54 ans	38 ans	13	2	2	3	2	1,5
Atchangbadé (projet vivrier)	53 ans	37 ans	6	5				5,5
Kikpéou	75 ans	55 ans		1			1	1,0
Zone de glissement	55 ans	38 ans	19	8	2	3	3	2,0
Kazaboua	52 ans	40 ans	11	1 (Ewé)		2	1	2,0
Assoumakodji	35 ans	26 ans	1					1,0
Kpessi	70 ans	50 ans	1					1,0
Elavagnon	51 ans	34 ans	12	1			2	2,6
Kassengué-kopé	58 ans	33 ans	6			2	4	1,0
Yotoho	52 ans	40 ans	4	1				2,5
Plaine centrale	55 ans	37 ans	35	3		4	7	1,7
Tomegbé	48 ans	34 ans	3	1				1,3
Woévé	42 ans	32 ans	10	6		1	1	1,6
Kpélé-Elé	68 ans	53 ans	2					1,0
Plateaux humides	47 ans	34 ans	15	7		1	1	1,5
Ensemble	55 ans	38 ans	87	18	4	13	35	1,7

« blancs » précisent certains, 10 n'ont pas d'opinion, 15 seulement sont contre. Et encore le sont-ils surtout pour leurs filles, puisque, selon le principe de résidence virilocale, celle qui épouse un étranger est perdue pour les siens — alors que si son frère prend la même liberté, ce sera au contraire tout bénéfice pour la famille. Cette dernière précision montre bien que l'important pour ceux qui émettent des réserves sur l'exogamie clanique est la pérennité du clan et non la crainte de l'étranger. On ne peut par ailleurs leur imputer un désir de profit personnel, puisque la dot intervient de moins en moins. Le mariage clanique résiste en lui-même, du fait de la seule force du clan, indépendamment, semble-t-il, de la volonté des intéressés, qui ne font preuve ni d'ethnocentrisme ni de fanatisme d'aucune sorte en ce domaine. Jeunes et vieux se laissent porter passivement (plus qu'autrefois peut-être) par le courant de la tradition, quitte à divorcer si à la pratique le mariage s'avère négatif (1 chef d'exploitation sur 5 a divorcé une fois) ; la polygamie (bigamie la plupart du temps) est là pour rétablir les équilibres (tableau 20).

### *Les relations intrafamiliales contre le cloisonnement du teto*

Si le clan et les lignages ont pu résister à deux générations de migrants, il n'en va pas de même de la famille patriarcale. C'est forcément la famille au sens de la maisonnée (*dea*), qui pâtit la première des départs. L'éclatement des lignages en plusieurs unités de peuplement largement dispersées va de pair en fait —

mais c'est justement là l'une des clefs de leur pérennité — avec l'éclatement des *dea*, lesquelles englobent traditionnellement trois générations : le grand-père, une partie de ses fils, ses petits-enfants. Certes, au pays déjà, en raison notamment des problèmes de place, les fils mariés avaient coutume de créer leur propre *dea* aux alentours de celle du père. Cela n'est point nouveau. Ce qui l'est par contre, c'est leur dispersion tous azimuts, qui semble, sinon répondre à un besoin, du moins ne pas les gêner. Ainsi disparaissent avec l'émigration, non seulement les grandes *dea*, mais aussi les *cacayo*, groupements familiaux rassemblant en un même lieu plusieurs *dea* issues en ligne paternelle d'un même ancêtre de la 4<sup>e</sup> ou 5<sup>e</sup> génération. Ces unités se sont effritées avec la première génération de migrants. En témoigne la dispersion des frères et sœurs des 66 chefs d'exploitation kabyè et losso de notre échantillon, dont l'âge moyen est, rappelons-le, de 55 ans. Chacun en a encore, en 1980, en moyenne 3,9 vivants. Mis à part 7 qui n'en ont plus, les 59 autres vivent la plupart du temps loin d'eux. Dans 3 familles seulement ils sont regroupés en un même centre de peuplement. Dans 26 ils se répartissent entre deux centres, dans 21 entre trois ou quatre, dans 9 enfin entre cinq ou six. Pris globalement, les frères et sœurs en question, au nombre de 257, essaient à travers le Togo, de façon assez représentative de ce que l'on peut observer à l'échelle nationale (tableau 21). 8 %, par exemple, sortis du rang, transgressent l'espace kabyè et losso à proprement parler, pour Lomé, l'étranger ou certaines préfectures du Nord, tandis que les autres dominent au pays d'origine et dans la plaine centrale. Il apparaît cependant que leur répartition et leur mobilité dans l'espace répondent à quelques principes.

TABLEAU 21  
Dispersion des frères et sœurs des chefs d'exploitation kabyè et losso étudiés

Lieu de résidence CE / Lieu de résidence frères et sœurs du CE	Sur place	Pays d'origine	Zone de glissement	Plaine centrale	Plateaux humides (Togo-Ghana)	Hors espace kabyè et losso (Nord, Lomé, étranger)	Total et moyenne	
Kouméa	5		1	5	1		12	2,4
Lassa			1	2	1		4	1,0
Niamtougou	2			5	1		8	2,0
Asséré (projet Togo-Nord)	4		2		9	1	16	5,3
Pays d'origine	11		4	12	12	1	40	2,5
Périmètre FED-Kara		10		8	10	4	32	2,9
Atchangbadé (projet vivrier)	8	3		1	9	1	22	11,0
Kikpéou	3				1		4	4,0
Zone de glissement	11	13		9	20	5	58	4,1
Kazaboua	13	6		3		3	25	4,1
Assoumakodji	5	1		1			7	7,0
Kpessi		1					1	1,0
Elavagnon		4		11	2	3	20	4,0
Kassenguékopé	11	11	1	6		4	33	5,5
Yotoho				3		3	6	3,0
Plaine centrale	29	23	1	24	2	13	92	4,4
Tomegbé		2			2		4	1,3
Woévé	20	24		2	2	4	52	5,2
Kpélé-Elé		4		3	3	1	9	4,5
Plateaux humides	20	30		5	7	5,1	67	4,3
Total	71	66	5	50	41	24	257	3,9
	28 %	26 %	2 %	20 %	16 %	8 %		100 %

Leur dispersion, tout d'abord, est une question de maturité. Ainsi est-elle peu perceptible à partir des plateaux humides, où les chefs d'exploitation que nous avons rencontrés ont 10 à 15 ans de moins que leurs homologues des autres régions. C'est aussi, par ailleurs, une question de mentalité. Il y a, par exemple, grâce aux identités de vue de frères et sœurs sensibles à la modernité, une correspondance étroite entre les périmètres des grands projets de développement de la Région de la Kara et les zones de rénovation caféière et cacaoyère du Sud-Ouest. La symbiose, par contre, n'est guère probante à ce niveau entre plaine centrale et plateaux humides, deux régions d'immigration qui requièrent des options fondamentalement différentes. La plaine centrale, dans laquelle l'immigré retrouve un statut de paysan relativement proche de celui qu'il a au Nord, constitue d'ailleurs un milieu sensiblement plus propice à la cohésion familiale, d'autant plus propice que jusqu'à présent la place ne manquait pas. La dispersion des frères et sœurs y revêt un caractère plutôt régional que national (tableau 21). Le phénomène est le même dans la zone de glissement traditionnelle, qui, de ce point de vue, reste tournée davantage vers le Nord que vers le Sud.

Quels que soient ses amplitudes et ses infléchissements, l'éclatement de la famille patriarcale est chez les Kabyè et les Losso une réalité, dont les prolongements et les conséquences restent à mesurer. On connaît déjà toute l'importance chez eux de la relation entre frères et sœurs, qui contribue à garantir l'unité du clan ou du lignage. Elle renforce en effet les incidences du mariage, qui scelle traditionnellement l'alliance entre deux cacayo. La jeune épousée, même non dotée, garde un rôle clé. Elle est à la fois l'épouse virtuelle de tous les frères cadets de son mari, qui se chargent d'elle si celui-ci vient à disparaître, et la sœur soumise, surveillée par son grand frère, auquel elle laisse droit de regard sur ses enfants, sur son aîné en particulier. Le contact entre frères et sœurs est donc nécessaire à la reproduction du *teto*. Sans lui le mariage clanique n'a pas le même impact. L'un articule ce que l'autre soude. Qu'en est-il exactement dans le contexte actuel, alors que chaque chef d'exploitation vit coupé de près des trois quarts de ses frères et sœurs (tableau 21) ? La force du clan est certes, là encore, suffisante pour que continue à passer le courant. Les visites aux frères et sœurs occupent en tant que telles une place relativement importantes dans les voyages des chefs d'exploitation de notre échantillon. Elles motivent en moyenne 17,4 % de leurs déplacements vers le « Nord » et, proportion curieusement semblable, 17,8 % de leurs déplacements ailleurs. Mais elles ne suffisent pas en elles-mêmes à nous renseigner sur leur attachement à leur *teto*, bien sûr.

### *Les cérémonies religieuses contre la désintégration du teto*

En fait celui-ci se mesure surtout à la place qu'occupe dans leur vie leur pays d'origine, leur *teto* en tant que terre autant que clan, cette fois-ci. Les frères et sœurs de toutes les façons, même s'ils ne résident pas là-bas (un quart tout de même y réside), ou même si ce n'est pas spécialement pour eux que l'on vient, y sont toujours implicitement présents, points de tangence obligés à bien des égards et dont chacun reconnaît l'importance en venant dormir dans la concession paternelle. On l'a vu, 60 % des chefs d'exploitation de la diaspora se rendraient au moins une fois par an dans leur pays, 15 % seulement auraient renoncé à y aller. Les causes du voyage sont souvent multiples et interdépendantes, mais les deux raisons les plus fréquemment invoquées sont les cérémonies religieuses (dans 57 % des cas) et les visites familiales (dans 32 % des cas). Les intéressés font plus rarement allusion aux contingences matérielles pourtant souvent sous-jacentes, tels la construction ou la réfection de cases, les soins médicaux ou des démarches administratives.

Les cérémonies religieuses que reviennent pratiquer régulièrement les émigrés sont de deux ordres ; d'une part les funérailles, entre janvier et mars, d'autre part les initiations et leurs préludes, en juillet et août. Les chefs de famille eux-mêmes viennent plutôt pendant la saison sèche, pour les funérailles de leurs défunts, mais certains (en gros un sur cinq) se font un devoir et un plaisir d'accompagner leurs fils aux cérémonies d'initiation, les *whaa*, qui ont lieu tous les cinq ans et dont la dernière a eu lieu en 1980.

Celles-ci sont entrecoupées de grands rassemblements, chaque été, pendant lesquels les futurs *kondona* se soumettent aux préludes de leur initiation, entre autres aux luttes rituelles qui vont marquer pendant quelques années leur adolescence. On donne à ces fêtes annuelles le nom d'*efala*, terme qui désigne précisément ces adolescents qui, âgés de 18 ou 20 ans, quittent ainsi définitivement l'enfance pour devenir *kondona*, jeunes adultes, lors des *whaa* qui suivent. Dans la conjoncture actuelle, les *efala* sont devenues très populaires ; présidées par le chef de l'Etat dans son village natal, elles tendent à prendre un caractère laïque et attirent de plus en plus de curieux. Mais la grande initiation quinquennale semble n'avoir rien perdu de son caractère sacré. N'étant pas contraignante comme elle peut l'être ailleurs, elle reste pratiquée avec un sérieux et un enthousiasme qui peuvent laisser sceptique. Le fils d'émigré, né au loin, joue-t-il le jeu parce qu'il voit là une occasion d'évasion et de rencontres attrayantes ou par conviction réelle ? Il ne faut pas oublier que l'initiation est une affaire de clan, destinée à sortir le jeune du cadre étroit de sa famille patriarcale pour en faire, par

le biais de la classe d'âge, un membre à part entière de son *teto*, solidaire de ses compagnons des autres lignages — et qui aura droit le moment venu au statut d'ancêtre. L'adolescent, en veine d'émancipation, dispose certes de voies plus directes pour s'affranchir de la tutelle paternelle. Aussi ambigus que soient les mobiles de sa participation, l'affluence qui a marqué la grande initiation de 1980 est de toutes les façons le signe de la vitalité du *teto*, seule structure capable de résister encore à la dispersion générale, en raison de sa cohérence socio-religieuse qui n'a d'équivalent ni au-delà (au niveau de l'ethnie) ni en deçà (au niveau de la famille patriarcale). Comme le souligne R. VERDIER à ce propos : « *Initiation et parenté forment ainsi la trame et la chaîne de l'espace civique ; en s'interpénétrant, elles tissent en quelque sorte la communauté et font de chaque individu un citoyen appelé à défendre le territoire, et à participer à l'ordre des lois de la Cité... Au dehors la Cité est l'espace protégé par la classe d'âge de ses guerriers défenseurs, au dedans elle est l'espace soumis à l'arbitrage des Anciens, aux rites religieux, et à la justice des Dieux* » (VERDIER (R.), 1982 : 72). Le *teto*, la Cité, clef de voûte d'une société peu hiérarchisée, reste la vraie patrie du paysan kabyè, réalité spatiale autant que sociale, terre nourricière à laquelle il se sent rattaché, s'il n'a pas abdiqué ses croyances religieuses, par le biais des ancêtres fondateurs qui y reposent.

A peu près tous les Kabyè et Losso croient au pouvoir intercesseur et protecteur de leurs ancêtres, même ceux qui sont chrétiens (14 sur 66) ou musulmans (il s'en trouve notamment dans le Litimé). C'est au début de l'année qu'ont lieu les grandes funérailles, qui durent de quatre à cinq semaines selon le sexe du défunt honoré, mais chacun en fait accomplit ses devoirs à sa façon, selon ses moyens et son éloignement, depuis celui qui, de son lointain exil, envoie chaque année de l'argent pour sacrifier un bœuf, sans toutefois se déranger lui-même, jusqu'à celui qui veut bien aller là-bas de temps à autre, mais préfère accomplir les sacrifices dans son village d'immigration, « *car cela revient moins cher* ». En général, chacun possède avec lui ses mânes, même celui qui n'a pas émigré plus loin que le piémont, mais il est bien évident que certains grands fétiches, certains lieux sacrés sont immuables. De là, la force et le pouvoir d'attraction de la terre ancestrale « *réceptacle des puissances surnaturelles dispensatrices de la vie* » (VERDIER (R.), 1982 : 39) et dont le grand prêtre responsable n'a pas le droit de s'éloigner. De là l'intérêt, même purement moral, que la plupart lui portent, intérêt qui se manifeste dans la vie courante à l'échelle de la *dea*, l'accès à la terre étant traditionnellement une affaire qui se règle entre le père et ses fils ou entre les fils eux-mêmes, éventuellement entre ceux-ci et leurs oncles paternels. Les relations intrafamiliales assurent la continuité du *teto*, en tant qu'entité sociale et spatiale tout à la fois. La façon dont l'émigré continue à assumer avec ses frères ses droits et ses devoirs en ce deuxième domaine est riche d'enseignements, révélatrice plus que tout autre attitude de la façon dont il s'investit personnellement dans son *teto*, pris ici au sens le plus concret, le plus matériel du terme et, partant, de sa disponibilité vis-à-vis du nouvel espace sur lequel il a jeté son dévolu.

C'est en ce sens que la nature des contacts qu'il garde avec son pays d'origine, dont la porte d'entrée est la concession paternelle, mais dont le cœur est le *teto*, terre, clan et cité tout à la fois, constitue l'une des pièces maîtresses de notre problématique migratoire, qui s'articule, on l'a vu, sur la dualité colonisation des terres neuves (pour reprendre l'expression de B. LUCIEN-BRUN) - développement, laquelle prend elle-même assise sur le face-à-face entre l'ancien et le nouvel espace, le premier se posant d'emblée, vu de l'extérieur, comme le domaine du spirituel, de la communion, de la prodigalité, le second au contraire comme celui du matériel de l'individualisme et du profit — schéma qui ne traduit pas toute la réalité dans sa complexité évidemment.

## LEUR ESPACE VÉCU

Il y a pour certains Kabyè et Losso de la diaspora un espace pour vivre et un espace pour mourir. C'est le cas par exemple de 29 % des chefs d'exploitation de notre échantillon, nombreux surtout dans les régions où les terres qu'ils cultivent ont un statut foncier particulier : sur le plateau de Dayes ou sur le périmètre FED-Kara notamment. Les autres veulent bien être enterrés sur place, mais 16 % émettent des réserves : si la maladie vient, si le frère ou le cousin responsables du patrimoine familial meurent avant eux, si les pluies viennent à manquer, si l'Etat leur prend leurs terres..., alors ils retourneront finir leurs jours là-bas. En dépit de son aura mystique, la terre ancestrale est cependant davantage, pour la plupart des émigrés, que l'espace privilégié d'une seconde vie. Les deux tiers des chefs d'exploitation y ont déjà fait construire une case personnelle, parfois deux ou plus, un tiers l'ont couronnée de tôle étincelante. Le tiers restant, quant à lui, entretient la maison paternelle ou exprime son intention de faire construire à côté. Exceptionnels sont ceux que cette question n'intéresse pas : on en trouve dans la zone de glissement, par exemple, ou parmi la jeune génération établie dans les villages de la plaine centrale. Certes, pas plus qu'autrefois, ce type de maison, que l'on construit en général au flanc ou à l'emplacement de la concession paternelle, n'est conçu comme une résidence secondaire — exception faite évidemment de quelques villas du piémont construites par de jeunes urbains. Opération de prestige avant tout, elle est là surtout pour attester tout à la fois de l'importance de son propriétaire en même temps que de sa dépendance vis-à-vis des siens, dualité qu'il ne vit pas comme

une contradiction d'ailleurs : peu lui importe qu'elle soit vide ou habitée. Tout autre est la signification de la maison qu'un exploitant d'Atchangbadé a fait construire à Kara et dont il loue une partie. Elle traduit son attachement à sa région en pleine ascendance plutôt qu'à son *teto*, dont on peut se demander, malgré tout ce que l'on vient d'en dire, s'il n'est pas, lui, par contre, en sursis. L'emplacement que choisit le paysan pour bâtir en dit plus long sur lui que celui de ses champs, l'engage beaucoup plus. Ainsi au Sud, par exemple, le vrai patron éwé, « *c'est celui qui possède le terrain sur lequel on habite* » et non celui qui vous a montré où cultiver.

Dire que l'on possède des champs quelque part est pourtant aussi une façon de prendre position dans l'espace, de s'y ménager des droits. On observe à ce propos que c'est dans les régions de la diaspora les plus marginales que les paysans sont les plus affirmatifs, les plus précis au sujet des terres de culture qu'ils possèdent au « pays ». Sur le plateau de Dayes comme sur le périmètre FED-Kara, régions dans lesquelles ils sont effectivement, comme on l'a déjà signalé, moins enracinés qu'ailleurs, les immigrants spontanément indiquent qu'ils ont une, deux, trois, quatre parcelles là-bas. Le nombre peut aller jusqu'à dix. Il est de six en moyenne. Dans les autres lieux d'enquête par contre, ils restent vagues, à deux ou trois exceptions près. La plupart néanmoins affirment y avoir encore de la terre puisqu'ils y ont de la famille proche. Tant qu'il leur reste un père, un oncle, un frère, un cousin, le problème ne se pose pas : l'accès à la terre leur reste ouvert, ils existent toujours pour ceux qui la gardent et qui font corps avec elle. Il va de soi que, d'ici deux générations, être ici et là-bas en même temps ne sera plus chose aussi courante. C'est là le privilège de la diaspora d'aujourd'hui, dont l'existence ne remonte guère à plus d'un demi-siècle — encore qu'une petite partie ait déjà décroché (10 à 15 %, semble-t-il), non pas qu'elle n'ait plus d'attache là-bas en général, mais parce que, prémices peut-être d'une certaine évolution, elle dissocie parfois terre et clan. Cette attitude cependant reste rare. En revanche, certains émigrés, qui n'ont plus de proche parent valide sur place, s'accrochent tout de même à leur terre en la cédant à des « amis », gens du *teto* en principe, qui leur fournissent à l'occasion sorgho, bière de mil ou noix de palme. C'est le cas aussi de certains chefs d'exploitation âgés, installés dans la zone de piémont, à Lassa par exemple, et qui mettent ainsi en gage leur patrimoine. Dans l'ensemble donc, le pays d'origine reste perçu de loin non pas tant comme un espace pour mourir et revivre que comme un espace pour naître (cf. l'initiation et le mariage) et si besoin survivre.

### *Diversité du problème foncier*

Les nouvelles racines de l'émigré en sont un peu amoindries, le pouvoir de fixation de son nouvel espace en est un peu diminué. La relation de l'un à l'autre par contre en est simplifiée, exempte d'emblée de toutes contraintes socio-religieuses, propice en principe à l'appropriation et à l'efficacité. Mais le nouvel espace kabyè et losso est vaste et varié et le nouveau venu s'y heurte à d'autres contraintes humaines, traditionnelles ou modernes, contraintes externes cette fois-ci, ce qui les rend peut-être plus faciles à contourner, mais bien concrètes, ce qui les rend plus impératives. Il doit compter, selon l'endroit où il se trouve, avec tantôt, comme autrefois, les populations autochtones, tantôt, fait nouveau, les organismes de développement agricole, avec souvent les deux d'ailleurs. Son accession à la terre est rarement rapide, en dépit de l'intercession, passée dans les mœurs, de ses frères kabyè ou losso déjà en place, qui eux aussi du reste se posent souvent en obstacle aujourd'hui sous la pression de leur nombre. L'espace vécu du migrant tend à ressembler de ce point de vue à son espace perdu. Il faut se garder cependant d'y voir une fatalité. Le problème foncier se pose tout à fait différemment dans l'un et l'autre cas et d'une région à l'autre de la diaspora. Son processus d'évolution ne saurait être le même partout, en dépit de la politique d'unification régionale. En témoignent avant tout les inégalités entre les superficies cultivées par les uns et les autres, qui restent en 1980 de l'ordre de ce qu'elles étaient dans les années 1960 (cf. tableau 22 et B. LUCIEN-BRUN).

La superficie moyenne des exploitations agricoles reste en effet inférieure à 1 ha en pays kabyè, de l'ordre de 1,2 ha en pays losso, de l'ordre de 3 ha chez les Kabyè et les Losso de la grande plaine centrale, de l'ordre de 1,5 ha chez les autochtones qu'ils côtoient. On verra ultérieurement comment elle a tendance à évoluer dans le détail et à quoi correspondent ces chiffres dans la conjoncture actuelle — conjoncture dans laquelle il faut d'ores et déjà tenir compte d'un fait nouveau, la mise en route des grands « projets » de la Région de la Kara. Situation particulière en effet que celle qui prévaut sur ces « projets ». Les Kabyè et les Losso, qu'ils y soient chez eux ou pas, y mettent en valeur des superficies comparables à celles qu'ils mettent en valeur dans la Région centrale et dans la Région des Plateaux, des superficies comparables également à celles des populations qui y partagent leur sort. Sans entrer, là non plus, dans le détail pour le moment, on observe que l'intervention d'une structure d'encadrement favorise plus d'équité entre les groupes ethniques, du moins pour ce qui est de l'occupation de l'espace. Les autochtones, les Lamba du périmètre FED-Kara, par exemple, y ont en effet des exploitations agricoles au moins aussi vastes, sinon plus, que celles des allochtones. Il faut cependant, à ce propos, traiter à part les régions caféières et cacaoyères, où les différentes modalités d'accès à la terre des allochtones, l'imbrication étroite qui existe entre leurs propres exploi-

TABLEAU 22  
Superficie moyenne de l'exploitation agricole dans les différents lieux d'enquête

Lieux d'enquête	Exploitations kabyè	Exploitations losso	Superficie moyenne (ha)	Autres exploitations	Superficie moyenne (ha)	Exploitations enquêtées par B.L.B
Kouméa	5		1,01			3
Lassa	4		0,68			2
Niamtougou		4	1,17			4
Asséré (projet Togo-Nord)	3		2,77			
Atchangbadé (projet vuvrier)	2		8,95	peul 1	5,12	
Périmètre FED-Kara	10	1	2,51	lamba 5	4,40	
Kikpéou	1		1,69			1
Tchalo Kazaboua	6		4,00	kotokoli 1	1,91	4
Assoumakodji		1	3,95			1
Samourékodji				éwé 1	1,85	1
Kpessi	1		0,80			
Elavagnon (projet Est-Mono)	1*	4	4,05	ana 1	1,00	3
Gbeybey				ana 4	1,38	4
Kassenguékopé		6	2,61			6
Yotoyo	2		2,39			1
Tomegbé	3		4,69			
Woévé	10		3,48			
Kpélé-Elé	2		4,12			
Total	50	16	2,88	13	2,80	30

\* Cas spécial d'une exploitation de 22 ha, non incluse dans le calcul des superficies moyennes.

tations agricoles et celles des autochtones brouillent quelque peu, on le verra, le jeu de la SRCC. Les superficies relativement élevées qu'y cultivent les Kabyè — de l'ordre de 3,5 ha en moyenne — sont en fait difficilement comparables à ce qu'elles sont ailleurs.

Les trois quarts des Kabyè et des Losso de la diaspora vivent au contact de populations autochtones : Lamba, Bassar et Kotokoli au nord de Sokodé, Ewé, Ana et Akposso au sud de Blitta, pour ne citer que les principales. Cette cohabitation revêt, avec la variété du milieu, de multiples aspects. Elle repose traditionnellement cependant sur deux grandes formes de consensus : la relation avec les détenteurs de la terre est assumée soit au niveau du groupe (du lignage en général), soit individuellement. Le premier cas concerne la zone de glissement et surtout les zones intermédiaire et méridionale de l'aire migratoire traditionnelle, régions où dominent les cultures annuelles, le second les plateaux humides, où dominent les cultures pérennes.

### *Les relations avec les autochtones : les « terroirs intercalaires »*

B. LUCIEN-BRUN parle à propos des premières de « terroirs intercalaires », expression qui paraît encore plus appropriée aujourd'hui qu'il y a dix ans, l'espace assigné aux immigrés ayant perdu de son flou. Les

Les migrations rurales des Kabyè et des Losso

groupes en présence ont été en effet obligés, le temps passant, de préciser leurs limites, et leurs rapports, dans un même mouvement, se sont un peu figés. Certes, les rencontres inévitables entre les chefs et les notables des différentes communautés restent courtoises, mais plus conventionnelles que jamais dans bien des cas, les autochtones, qui servaient autrefois d'intermédiaires entre l'administration coloniale et leurs protégés, n'ayant plus de moyen tangible pour affirmer leur suprématie.

L'exemple du village ana de Gbeybey et des cinq hameaux losso qui vinrent s'établir spontanément sur son territoire dans les années 1930 (cf. B. LUCIEN-BRUN, carte hors-texte) est à cet égard significatif. Ils se trouvent dans le canton de Gnagna, à quelque dix kilomètres de Gléi, le chef-lieu de canton. Ana et Losso signalèrent incidemment deux affaires qui montrent bien le raidissement des positions des uns et des autres. L'actuel chef de Gbeybey eut notamment, au début de la décennie 1970, maille à partir avec le chef de canton, qui était depuis peu, ainsi que le signale B. LUCIEN-BRUN, un ressortissant du « Nord », en raison de la forte proportion de Kabyè, Losso et Lamba parmi ses administrés (31 % en 1970). Il n'accepta pas en effet que ses subordonnés losso ne dépendent plus de lui pour l'impôt et autres formalités administratives, comme le leur proposait ce dernier, alors que, jusque-là, seuls ceux de Karata, le hameau le plus éloigné de son village, avaient réussi à se soustraire à sa tutelle. Cette insubordination à son chef de canton le conduisit jusqu'en prison, mais les Ana marquèrent néanmoins un point : le chef de canton en question fut remplacé par un des leurs. La collecte de l'impôt était devenue en effet pour les chefs autochtones de ces régions le symbole ultime de leur autorité sur les allochtones. Sa disparition en 1975 les a privés d'un moyen de pression dont ils n'ont pas retrouvé l'équivalent depuis. Certes, ils restent, tant que subsistent des représentants de la première vague pionnière, les hôtes auxquels on doit tout et qui de ce fait n'admettent pas qu'on leur manque de respect, et aucun immigré ne s'y risquerait d'ailleurs, de crainte peut-être de s'attirer quelque mauvais sort. Mais leur empire ne va guère au-delà. Il y a longtemps que, dans un village comme celui de Gbeybey, ils ne sont plus les pourvoyeurs de terres, et, fait nouveau, qu'ils n'en sont plus les garants non plus. Lorsqu'en 1977-1978 les habitants des hameaux de Kassenguékopé et de Karata s'affrontèrent pour un problème de limites, ils ne firent appel ni au chef de Gbeybey, ni au chef de canton de Gléi, préférant traiter l'affaire à la gendarmerie de la circonscription, Atakpamé. Les Ana ne cherchèrent pas à intervenir d'ailleurs. A chacun son domaine. Leur territoire est maintenant bien cloisonné, ils ne reviennent plus sur ce point.

Cette balkanisation et cette neutralité sont aujourd'hui la règle dans la zone des « terroirs intercalaires ». Les groupes humains en présence ont trouvé un *modus vivendi* qui, sauf exception, exclut autant l'institutionnalisation des rapports d'obédience que leur personnalisation. Les relations de voisinage seront peut-être plus vivantes lorsqu'auront disparu ceux qui, de part et d'autre, vécurent la première phase du processus migratoire et que sera inscrit une fois pour toutes dans l'espace le schéma d'occupation du sol — question de principe surtout, car en fait ces « terroirs intercalaires » souvent se stabilisent sans que la terre n'ait jamais été vraiment un enjeu, sans que les autochtones ne fassent apparemment quoi que ce soit pour en exploiter au moins autant sinon davantage que les allochtones. Là n'est pas leur problème, dans la majeure partie des cas. Si l'immixtion des pouvoirs publics dans l'organisation et la distribution de l'espace, quand elle existe, tend à uniformiser les mises des uns et des autres et à simplifier du même coup les rapports interethniques, ce n'est pas parce qu'elle répond à une attente, mais parce qu'elle a pour effet de maintenir en un même milieu artificiel des paysans de toutes origines également motivés — les autres ne viennent pas ou s'en vont. Ainsi les Ana des Mutuelles de l'Est-Mono et les Lamba du périmètre FED-Kara sont-ils aussi dynamiques en matière d'occupation de l'espace que les Kabyè et les Losso qu'ils côtoient. L'intervention d'un organisme extérieur, chargé de standardiser l'exploitation du sol, décrispe en un premier temps une situation par définition peu engageante pour les deux parties — de même que la présence de l'administration coloniale facilita d'une certaine manière la cohabitation de gens très différents. Cela ne se confirme toutefois pour le moment que dans la mesure où l'accès à la terre lui-même est pris en charge par l'organisme en question.

### *Les relations avec les responsables du développement : la SRCC*

Or, la plupart du temps les sociétés de développement agricole, qu'elles soient de type intégré ou sectoriel, laissent aux intéressés le soin de résoudre eux-mêmes leurs problèmes fonciers, ce qui ne veut pas dire qu'elles ne soient pas obligées parfois d'en tenir compte dans la mise au point de leurs stratégies. La SRCC, par exemple, chargée depuis 1974 de rénover les plantations de caféiers et de cacaoyers du Togo, peut difficilement occulter l'existence du métayage, qui, à peu près partout sur son fief, lie entre eux, individuellement, autochtones et allochtones. Avec l'économie de plantation, se sont développées, chez les premiers, la propriété privée, chez les seconds, une approche du milieu beaucoup plus individualisée qu'ailleurs, à l'image de ce qui se passe dans l'Est-Ghana. Le regroupement par feto, qui prévaut dans toute la diaspora kabyè, est ici peu prononcé et les « terroirs intercalaires » aux mains de groupes homogènes y sont inexistantes. Chacun joue son jeu avec plus ou moins d'heur, depuis ce Kabyè de Kpélé-Elé qui a réussi à se constituer une exploitation motorisée de 22 ha jusqu'à ce « métayer à la charge » de Tomegbé qui ne dispose même pas



intégralement de sa récolte vivrière. En fait, la région des plateaux humides n'offre pas partout les mêmes conditions au paysan immigré. Le principal facteur de différenciation tient aux cultures commerciales elles-mêmes. Café et cacao ne sont ni également accessibles ni également attirants. Les relations autochtones-allochtones ne sont pas vécues de la même façon dans la plaine cacaoyère du Litimé et sur les plateaux caféiers de Dayes, de l'Akposso et de l'Akébou. Elles diffèrent encore dans le piémont, à l'est et au sud du plateau de Dayes où ces deux cultures sont en concurrence non seulement l'une avec l'autre, mais aussi avec la troisième grande culture commerciale du pays, le coton.

### *Métayage et rénovation cacaoyère*

C'est dans le Litimé que les maîtres de la terre sont, si l'on peut dire, les plus coriaces. Ils ne résident pas tous sur place, loin de là. Beaucoup se trouvent sur l'Akposso (ANTHEAUME (B.), 1982a) ou, plus loin encore, dans la zone de piémont opposée, mais cela ne les empêche pas de perpétuer les contrats de métayage ghanéens les plus austères, notamment, au bas de l'échelle, le *nkotokuano*, terme d'origine *twi* qui signifie « prix à la charge » (GASTELLU (J.-M.), 1982 : 234 à 238). Un métayer à la charge touche, en 1980, au Togo, 1/7<sup>e</sup> seulement de sa récolte (1 000 francs CFA pour 1 sac de cacao de 32 kg vendu 7 200 francs CFA). Il aura beau multiplier plantations ou « patrons », si les circonstances — du fait de son manque d'ancienneté souvent — ne lui permettent pas de prétendre à des formes de contrat plus avantageuses, il restera un « manœuvre ». N'appelle-t-on pas tous les métayers « manœuvres » dans le Litimé ? L'*abusa*, qui implique le même travail (nettoyage, récolte, fermentation, séchage) mais une rémunération au tiers, ne lui ouvre en effet guère plus d'horizons (il est consenti par le propriétaire lorsqu'une partie de la cacaoyère a besoin d'être replantée ou lorsque le métayer s'occupe également de ses cultures vivrières). De même l'*abunu*, qui lui assure la moitié de la récolte, à charge pour lui de réaliser la plantation. Cette dernière formule est en fait dans presque tous les cas assortie d'une promesse de partage du terrain : c'est le *dibi-ma-dibi*, auquel aspirent la plupart des immigrés, mais qui, dans le cas précis du Litimé, a connu sa période d'apogée il y a déjà une trentaine d'années. Devant la raréfaction de la terre en effet, les propriétaires le proposent de moins en moins, de même qu'ils diffèrent de plus en plus le partage, qui avait déjà tendance à traîner en longueur — jusqu'à quinze, vingt ans ou plus, souvent (ANTHEAUME (B.), 1982a : 59). Cette petite plaine de 450 km<sup>2</sup> a donc cessé d'être l'eldorado qu'elle fut un temps, avec toutes les difficultés et tous les espoirs que cela implique, tant pour les étrangers — des Ghanéens, des Nigériens, des Béninois, des Nigériens — que pour les nationaux — des Akposso (façon pour les autochtones de préserver la terre), des Ewé (notamment ceux de la région de Tsévié, familiers du coin dès la première moitié du siècle), des Kotokoli (dont l'influence sur les Kabyè se manifeste à travers plusieurs dizaines de conversions à l'Islam) et bien sûr des Kabyè (10 % de la population du canton en 1970).

Ceux-ci, qui n'ont jamais hésité à s'installer dans des fermes isolées sur les hauteurs qui dominent la plaine, réussissent encore à obtenir de nouveaux terrains, mais à condition qu'ils se limitent aux cultures vivrières, dont ils partagent alors la récolte avec leur patron. Cette évolution, bien qu'elle exclue toute perspective d'appropriation, répond aux aspirations de beaucoup, pour lesquels le cacao et, surtout, le café (qui pousse un peu plus haut sur le plateau) n'étaient qu'un prétexte pour pouvoir faire des cultures vivrières, du maïs et de l'igname (ANTHEAUME (B.), 1982b : 121). Deux mesures cependant devraient contrer ce retour bien assumé au droit coutumier et à la production vivrière : l'intervention depuis 1981 de TOGOGRAIN d'une part, société d'Etat qui voudrait s'arroger le monopole de la commercialisation de celle-ci, l'opération SRCC de l'autre, si toutefois elle arrive à capter l'intérêt des uns et des autres pour le renouvellement des cacaoyers, ce qui pour le moment est encore son principal problème.

Le fait que la SRCC ait négligé jusqu'en 1980 d'inclure une clause concernant le partage du terrain dans le contrat de métayage qu'elle propose aux deux parties et qu'elle ait réservé en outre au propriétaire la prime d'abattage (qui atteint maintenant 60 000 francs CFA à l'hectare) a largement contribué à freiner l'enthousiasme du métayer. Il ne faut pas perdre de vue par ailleurs que celui-ci est en général engagé auprès de plusieurs « patrons » à la fois, selon divers contrats, dont un au moins, s'il n'est déjà propriétaire, lui laisse l'espoir de l'être bientôt. Sa participation risque alors de rompre l'équilibre précaire de son emploi du temps et de son budget et de mettre en cause le but vers lequel il chemine patiemment. Peu lui importe d'ailleurs à ce propos l'échéance. L'importance des prestations qu'il doit verser au moment du partage (10 à 15 000 francs CFA, deux à quatre bouteilles de schnaps, un gros mouton et un pot de vin de palme) l'aide à accepter les temporisations souvent excessives du propriétaire. La promesse faite par ce dernier à travers le *dibi-ma-dibi* constitue de toutes les façons en elle-même le point d'ancrage qu'il recherche et que les autres formes de contrat, y compris jusqu'à présent celui de la SRCC, ne lui offrent pas.

Bien sûr, pour le métayer qui n'a pas réalisé lui-même la ou les plantations de cacaoyers qu'il entretient (*nkotokuano* ou *abusa*, pour reprendre les termes ghanéens), le contrat SRCC peut constituer une promotion — non sans contrainte d'ailleurs, mais qu'il accepte volontiers comme une formule pas plus mauvaise qu'une

autre, si l'un de ses « patrons » le désire. D'autant que c'est lui qui encaissera le prêt consenti par l'UCP (Unité de crédit du projet), qui assure la liaison entre l'exploitant et la CNCA (Caisse nationale de crédit agricole) pour la réalisation des différentes phases de l'opération — prêt dont le montant est maintenant de 80 000 francs CFA à l'hectare. Il se verra en outre intégré à un « groupement » de métayers, obligation qui lui fournira peut-être l'occasion de raffermir ses positions vis-à-vis de son propriétaire et des autochtones en général. Enfin et surtout, il sera convaincu du bien-fondé de l'affaire si jamais on lui propose le nouveau contrat de métayage, qui inclut, lui, une clause concernant le partage du terrain, formule toute récente et qui ne semble pas d'ailleurs avoir fait beaucoup d'adeptes parmi les propriétaires du secteur SRCC de Tomegbé, où nous avons enquêté. Cinq seulement sur environ 300 l'ont cosigné avec leurs métayers en 1980. Il est vrai que le contrat classique n'y eut guère plus de succès (vingt seulement sur les 300). Les causes dans son cas sont plus difficiles à démêler. Pour les propriétaires, il est restrictif, du fait qu'il place les métayers qui se trouvent au bas de l'échelle sociale (ceux qui n'ont pas droit au *dibi-ma-dibi*) en position de force. Ils préfèrent évidemment les conserver tels quels, celui qui n'a pas planté étant par définition plus malléable et aussi, évidemment, moins coûteux. Ce n'est pas seulement leurs terres, on le voit, qu'ils défendent aujourd'hui. Et sans doute est-ce pour cela que, bien qu'ils ne soient guère plus enclins à la spéculation foncière que ceux de la plaine centrale, les Kabyè, comme tous leurs homologues d'ailleurs, leur font l'effet d'un courant partiellement désamorcé, que la SRCC voudrait rétablir.

### *Métayage et rénovation caféière*

La situation diffère sur le plateau de Dayes, où en dépit de densités de population encore plus élevées que dans le Litimé, les métayers ignorent la rémunération « à la charge » et bénéficient par ailleurs de contrats *dibi-ma-dibi* plus avantageux — qui leur rapportent, jusqu'au partage du terrain, non pas la moitié, mais les deux tiers de la récolte. Celle-ci est en gros systématiquement divisée en trois parts. Le métayer en touche une s'il n'a pas planté lui-même les caféiers (c'est le système *abusa*) et deux le cas échéant — à moins qu'il n'ait à son tour sous-traité avec un autre métayer auquel il donne alors une part, ce qui ne l'empêchera pas, le moment venu, de devenir propriétaire. Cependant, là aussi, le système *dibi-ma-dibi* a connu son heure de gloire. Officiellement, si l'on en croit les chefs de village, il a disparu. Les partages de terrains en suspens ne sont pas mis en cause, mais le contrat lui-même ferait partie des coutumes révolues. En fait, il existe encore : sur les 21 plantations de café réalisées entre 1975 et 1980 par les dix métayers kabyè de notre échantillon de Woévé, six le sont encore sur cette base. Les autres par contre l'ont été sous l'égide de la SRCC. En dépit d'une évolution indéniable, autochtones et allochtones conservent une approche commune du terroir, dans laquelle le *dibi-ma-dibi* trouve encore sa place, manifestation parmi d'autres d'une interethnicité moins classique, moins antagonique que dans le Litimé, qui n'exclut pas pour autant les tensions d'ailleurs.

Est-ce la spécificité de l'économie caféière ou celle du plateau de Dayes qui fait que les rapports entre Ewé et Kabyè sont de la sorte empreints d'une certaine indéfectibilité ? Il est certain que la culture du caféier requiert plus de soins et d'attention que celle du cacaoyer. Par ailleurs, la pression démographique sur le plateau a d'une certaine manière favorisé la venue des immigrés kabyè. A l'époque du développement de la caféière (dont 75 % furent plantés entre 1941 et 1960), ils furent un atout précieux pour leurs patrons éwé engagés dans « la course à la forêt » et ils restent souvent aujourd'hui, en l'absence des jeunes Ewé installés en ville, leur moyen le plus sûr de parer les coups dans les litiges fonciers qui les opposent les uns aux autres. Dire que le métayer profite d'une situation dans laquelle il a su, par son travail, se rendre indispensable serait exagéré, mais il est certain que sa relation à ses patrons éwé — il est rare qu'il n'en ait qu'un seul, de même qu'un propriétaire a souvent deux ou trois métayers — a plus d'assiette, si l'on peut dire, plus d'équilibre que dans le cas évoqué précédemment. Il s'agit, il est vrai, à la différence de ce qui se passe dans le Litimé, d'une relation quasi dualiste, qui exclut d'éventuels chantages de la part des autochtones : les Ewé représentent, en 1978, 68 % de la population du plateau de Dayes et les Kabyè 23 % (VIMARD (P.), 1980 : 20) — les Losso, « plus belliqueux », auraient été, aux dires de certains Ewé, éconduits ; en fait, eux-mêmes préférèrent, au pied du plateau, la plaine couverte de savanes qui ceint le Mont Haïto. C'est surtout lors du partage des fruits de la récolte que les Kabyè manifestent leur assurance et, au-delà, leur ambition. Les conflits à ce sujet ne sont pas rares et sont parfois portés jusque devant le chef de poste d'Apéyémé. Ils apparaissent surtout lorsqu'il y a contestation sur la propriété du terrain, soit entre Ewé, soit entre Ewé et Akposso, au contact des deux groupes, situation dont le métayer peut évidemment essayer de tirer parti lorsqu'il s'agit de remettre son dû. Quelquefois cependant, son seul argument sera que la terre togolaise est à tout Togolais qui la cultive — sans qu'il ait pour autant des prétentions sur la terre elle-même d'ailleurs. Il faut voir dans son audace l'effet d'une conjoncture qui, dans l'immédiat, peut lui apporter suffisamment pour qu'il n'ait pas envie d'en précipiter l'évolution, notamment en spéculant sur le foncier. La SRCC a rencontré ici, il faut dire, un terrain plus favorable que dans le Litimé et ses propositions ont donc eu davantage d'échos, tant du côté des Ewé que du côté des Kabyè.

Les Kabyè ont l'habitude d'y employer des manœuvres — cas de huit sur dix à Woévé — et de plus en plus des manœuvres éwé, de Tsévié ou d'ailleurs (ce qui psychologiquement les place en position de force) ; ils se montrèrent donc dès le début à même de faire face au surcroît de travail qu'apportait la rénovation caféière. Celle-ci a permis par ailleurs à des jeunes, que leur âge empêchait d'accéder au *dibi-ma-dibi* classique, de se glisser dans le réseau (la SRCC faisant en somme un peu figure de caution pour eux). L'opération a aussi renforcé l'autonomie du métayer vis-à-vis de son propriétaire avec la promotion en 1978 de « groupements », conçus ici plus spécialement pour la vente et dans lesquels ce dernier n'a en principe rien à faire. C'est le métayer en effet qui, en tant qu'exploitant, encaisse le prêt de 90 000 francs CFA consenti par l'UCP, c'est lui l'élément intéressant du contrat — à suivre de près donc lors de l'écoulement de la récolte, que lui paie un collecteur agréé par la CNCA agissant pour le compte d'un acheteur agréé par l'OPAT (Office des produits agricoles du Togo, qui s'occupe de la commercialisation des cultures de rente). Les propriétaires voient évidemment leur pouvoir de contrôle diminuer à travers l'écran de ces groupements de gens solidaires, surtout lorsque le collecteur lui-même est du « Nord » — pouvoir de contrôle déjà difficile en lui-même du fait de leur éloignement. Les distances sont en effet souvent grandes entre les villages éwé et leurs « fermes » ; dans la région en principe aucun Kabyè n'habite à proximité de ses patrons éwé. Il n'y en a pas un seul, par exemple, à Dafo, le village de tutelle des métayers de Woévé. Une douzaine de kilomètres séparent les uns et les autres. Frustrés par un rôle de plus en plus passif, les propriétaires en viennent donc de plus en plus souvent à demander le partage des plantations mises en gage sous *dibi-ma-dibi*. Mais, autre paradoxe, les métayers sont de moins en moins d'accord... Ils préfèrent aujourd'hui une récolte plus importante à un titre quelconque de propriété. C'est là leur différence avec les Ewé, pressés de voir au contraire leur exploitation bien délimitée — et du même coup leur production plus accessible. Le phénomène est très perceptible, vu de Dzogbégan ou encore de Dafo, où les Ewé, après avoir réglé leurs rivalités internes par deux éclatements successifs, en 1956 et 1967 (d'où l'existence des trois villages frères, Kpéto, Dafo et Hiéatro), semblent désireux maintenant de clarifier leur situation avec leurs métayers de Woévé.

C'est en ce sens qu'ils ont fait plutôt bon accueil, eux aussi, au contrat SRCC — à tel point qu'il n'y a pas eu besoin de leur verser une prime d'abatage comme dans les régions cacaoyères. Celui-ci, outre le fait qu'il leur permet de réaffirmer noir sur blanc leurs prérogatives, leur apporte l'espoir de profiter davantage des fruits de leurs plantations (de la moitié de la récolte au lieu d'un tiers et moins) et de récupérer l'intégralité du terrain au bout de douze années — encore que le partage de celui-ci soit, là aussi, depuis 1980, une option possible et que l'échéance soit en passe d'être prolongée de six années. De toutes les façons, ce qui intéresse le propriétaire, c'est de maîtriser au mieux la situation, sans pour autant s'aliéner les métayers, qui lui sont indispensables. Lorsqu'il demande le partage d'une plantation, ce n'est pas tant en général pour se débarrasser d'un subordonné envahissant que pour prendre possession une fois pour toutes de son lopin de terre, qu'il n'hésitera pas la plupart du temps à confier... au même métayer. Quelques chiffres concernant l'impact de la SRCC sur le complexe Dafo-Woévé font ressortir cette dépendance : sur le terroir de Dafo même, 8 planteurs seulement — tous évidemment éwé — ont en 1980 participé — personnellement — à l'opération SRCC. Dans leurs « fermes », en revanche, ils sont 63 à s'y être engagés de façon directe ou indirecte, alors que les métayers vivant là-bas ne sont que 58, répartis dans 46 concessions, dont 39 à Woévé même et 7 dans deux quartiers annexes, Evimégbé et Gbaladjé. Bon nombre de ces 63 planteurs sont de Dafo et de ses deux villages frères, mais certains sont d'autres centres du plateau ou même du piémont, à 500 mètres en contrebas, ou encore de Lomé. Ils ne peuvent évidemment se passer des métayers qui sont sur place. Ceux-ci font d'ailleurs partie également, à titre personnel, des 63 planteurs en question, les Kabyè aussi bien que les Ewé (car si 29 métayers sont kabyè, 24 sont éwé et 5 d'une autre ethnie). Les Ewé n'ont donc pas le monopole de la propriété, de même que les Kabyè n'ont pas celui du métayage. Une différence cependant : il y a en général un hiatus entre propriétaires et métayers éwé (origine, lieu de résidence) qui n'existe pas chez les Kabyè (où le propriétaire est toujours aussi métayer). La propriété, on l'a vu, n'est pas primordiale pour ces derniers — on enregistre à Woévé 9 achats de terrain en vingt ans et 14 partages en trente ans, ce qui est relativement peu. Ailleurs est leur pouvoir et leurs patrons l'ont bien compris, qui ne les ont pas laissés s'immiscer dans le projet vivrier qui a démarré sur le plateau en 1979 — du moins la première année, car déjà la seconde cinq Kabyè de Woévé ont obtenu d'un propriétaire de Dafo 2 ha pour participer à l'opération, moyennant promesse d'une part de la récolte rizicole, exemple isolé sur le plateau, mais que d'autres Kabyè entendent imiter.

### *Cultures annuelles contre cultures pérennes*

Les cultures vivrières ne sont-elles pas leur spécialité ? Les cultures annuelles devrait-on dire. Il suffit, partant de Woévé, de descendre par le sentier pédestre au pied du plateau, pour retrouver une répartition de l'espace agraire entre autochtones et allochtones plus conforme au schéma habituel, les Kabyè et les Losso ayant notamment la possibilité de cultiver dans la savane maïs, sorgho et coton. Kpélé-Elé, notre village d'en-

quête — qui est en outre le marché favori des gens de Woévé —, se trouve pourtant encore sur le fief de la SRCC, mais il se trouve aussi sur celui de la SOTOCO, et il semble que les maîtres des lieux et leurs immigrés se soient d'emblée partagé le terrain : aux premiers la maîtrise du café et du cacao, proches de leur habitat, aux seconds celle du coton, proche du leur. Le schéma foncier n'est cependant pas aussi simple. En dépit de la mixité du milieu naturel et du système agricole, il a été forgé sur des bases propres aux régions de cultures pérennes pures, c'est-à-dire sur un réseau de relations individuelles qui exclut, là encore, la formation de « terroirs intercalaires ». On dit à Kpélé-Elé : « à chaque Ewé son Kabyè. » Les rapports entre autochtones et allochtones y sont en effet plus personnalisés que sur le plateau de Dayes ou ailleurs, du fait de la configuration de l'espace géographique, qui les oblige à une confrontation quasi permanente. Les premiers ont en effet leurs champs de cultures vivrières dans la savane, là où habitent les seconds ; comme ceux-ci se trouvent parfois à deux heures de marche et plus, il n'est pas rare qu'ils aient également là-bas une résidence secondaire, dans laquelle ils ont installé leur protégé, ce qui ne les empêche pas de l'occuper eux-mêmes en période de pointé. Les seconds, qui ne les aident pas en principe pour leurs cultures vivrières (laisant ce soin à des manœuvres saisonniers), assument par contre leur statut originel de métayer, ce qui les oblige à accomplir le trajet en sens inverse, jusqu'au village mère, à proximité duquel poussent caféiers et cacaoyers. Il est alors fréquent qu'ils dorment là-bas, chez celui qu'ils considèrent comme leur « patron ». Les contacts sont incontestablement plus naturels qu'ils ne le sont 500 mètres au-dessus, sur le plateau. Une vingtaine de métayers habitent même à Kpélé-Elé en permanence sans problème, mode de coexistence qui annonce déjà les pratiques en vigueur dans la plaine plus loin à l'est. Le village de Gbeybey a, par exemple, son contingent d'immigrés sur place, outre ceux qui sont dispersés dans les hameaux.

Ce bon voisinage tient en partie à une situation foncière relativement calme, qui a pu évoluer sans heurt grâce à la dualité du milieu et au choix qu'ont fait petit à petit les immigrés en faveur des cultures vivrières. Leur préférence a quelque chose de rassurant en effet pour les autochtones, soucieux avant tout de garder chacun leurs pleines prérogatives sur la terre. Pour eux, un Kabyè ou un Losso ne devient jamais propriétaire. Le partage réalisé au terme d'un contrat *dibi-ma-dibi* ne concerne que la plantation, jamais la terre. Les relations individuelles, aussi personnalisées soient-elles, ne lui donnent aucun droit sur celle-ci ; il n'est, dans la plupart des cas, rien de plus qu'un usufruitier. Il faut voir dans cet état d'esprit, là encore, la spécificité d'une zone de contact, dans laquelle viennent se superposer deux approches de l'espace diamétralement opposées. L'adaptation des immigrés à cette situation pose cependant progressivement un problème à leurs « patrons » : celui de leur rentabilisation. Ils leur échappent en effet quelque peu, non seulement physiquement, en se déportant vers l'est à la recherche de terres nouvelles, mais aussi et surtout moralement, si l'on peut dire, en se détournant du métayage ou en abandonnant certaines prestations auxquelles ils se soumettaient volontiers dans le temps.

Tout au long de l'axe Adéta-Sodo (premier village akposso, au nord de Kpélé-Elé), le glissement des immigrés vers l'est fut facilité au départ par la présence, à quelque 15-20 km, du Mont Haïto, ultime bastion des cultures pérennes, pôle d'attraction et de ralliement tout à la fois pour des populations habituées aux montagnes. Appelées à pratiquer le métayage là-bas, elles y ont petit à petit pris racine au fur et à mesure que la sécurité y grandissait (disparition dans les années 1950 des bêtes sauvages ou des agresseurs éventuels), jouxtant leurs semblables, venus de Kra (aujourd'hui Wahala). Le temps passant, le mouvement a pris du champ ; certains paysans kabyè d'Adéta vont chercher des terres pour le coton jusque vers la forêt d'Amakpavé au sud de Notsé. Cela n'empêche pas, on l'a vu, le quota d'immigrés de rester élevé dans la zone de piémont immédiat ; l'axe Kpalimé-Atakpamé, qui passe là, est un pôle d'attraction toujours puissant. Ce qui prêche davantage à conséquence pour les autochtones, c'est que les immigrés se détournent du métayage. Le fait qu'ils aient à peu près cessé de leur remettre une partie de leur récolte vivrière pour la leur vendre est plutôt dans l'ordre des choses. Mais le fait qu'ils veuillent de moins en moins s'occuper des plantations de cacaoyers et de caféiers, surtout depuis l'entrée en scène de la SOTOCO en 1976, gêne les Ewé, qui sont parfois obligés d'accepter des compromis : ainsi ces deux « frères » propriétaires, qui depuis 1974 ne bénéficient plus que d'un tiers de leurs récoltes de café au lieu de la moitié, leur métayer commun ayant, en raison de l'éloignement des plantations situées sur le Mont Haïto, sous-traité avec un homologue installé là-bas. L'opération SRCC a provoqué tout de même un certain regain. Sur 162 plantations de café rénovées dans la zone de Elé entre 1975 et 1980 (en gros 92 hectares), 5 seulement ne l'ont pas été avec contrat de métayage. Par contre, quand il s'agit de créer de nouvelles unités, le « client » devient difficile à trouver. Ainsi les dix plantations de cacaoyers qui furent créées à Kpélé-Elé en 1976 (en gros 8 ha) le furent-elles avec l'aide de la SRCC, mais sans celle des métayers kabyè. Trois ou quatre d'entre elles seulement auraient réussi (ce qui n'a pas l'air d'empêcher d'ailleurs la SRCC d'y lancer également la rénovation cacaoyère).

### *Cultures annuelles, traditions foncières et enracinement du migrant*

Cette région transitoire est donc riche d'enseignements. Elle met en relief la prédilection des Kabyè et des Losso pour les cultures annuelles (y compris celles à finalité purement commerciale comme le cotonnier)

et du même coup leur faible propension à la spéculation foncière. Ce dernier trait cependant n'exclut pas un besoin profond d'enracinement — le même que l'on retrouve dans toute la plaine centrale, et plus particulièrement au nord de Blitta où il peut le mieux s'exprimer. Ces velléités, relativement inconnues, on l'a vu, dans les régions purement cacaoyères ou caféières, opposent depuis peu certains Kabyè du piémont à leurs hôtes. Jusqu'à là, les conflits autour d'une parcelle n'y concernaient que les Ewé entre eux. C'est chose possible aujourd'hui qu'un « jugement » opposant des représentants des deux communautés soit porté jusqu'à Lomé. L'enjeu n'est donc pas tant en général la plantation de cacaoyers ou de caféiers, symbole de la pure spéculation foncière, que l'éphémère champ de cotonniers, symbole d'une spéculation plus subtile. Les autochtones résistent autant, sinon plus, dans ce dernier cas que dans le premier. Pour eux qui vivent en symbiose beaucoup plus étroite avec leurs « étrangers » que leurs homologues de la plaine centrale (où la formule des « terroirs intercalaires » simplifie la relation autochtones-allochtones), une telle revendication a (en dépit de son côté mercantile) une dimension spirituelle qui la rend plus frustrante que celle d'un titre de propriété. Il leur faut sans cesse veiller à ce que l'espace vécu par l'immigré ne devienne pas davantage qu'un espace vital s'ils veulent garder leurs prérogatives. Il est significatif à cet égard que dans cette région où la première raison d'être des Kabyè et des Losso fut la culture de rente, ceux-ci n'aient pas réussi jusqu'à présent — en dépit de leur dérive vers la production vivrière — à s'enraciner autant qu'ils l'ont fait dans toute la plaine centrale. Cela apparaît à travers le processus de transmission des terres cultivées. Comme partout sur les plateaux humides, l'héritage paternel fait partie des coutumes désuètes, alors que dans les autres régions d'immigration il reste ce qu'il a toujours été au « pays », un support de la reproduction sociale.

Dans toutes les autres régions d'immigration, en effet, où pourtant, indépendamment de la présence ou de l'absence d'autochtones, les rapports fonciers ont une dimension communautaire qu'ils n'ont pas là-bas (occupation globale d'un territoire par un lignage ou un segment de lignage, microcosme du *teto*), l'héritage paternel est toujours de mise, presque aussi systématique qu'au pays d'origine (tableau 23). À défaut de paternels immédiats toutefois (père, frère, oncle, cousin), un jeune exploitant s'adresse à des membres de son *teto* — ou d'un autre *teto* —, qui l'accueillent d'autant plus volontiers qu'eux-mêmes, souvent, manquent et de main-d'œuvre et de successeur. On s'arrange pour que l'héritage reste dans la lignée paternelle, mais, la scolarité aidant, les réajustements en faveur d'étrangers sont nombreux. La désignation de parcelles à cultiver se passe de plus en plus de protocole. De toutes les façons on ne fait quasiment plus appel au chef de la communauté, auquel on ne présente même plus les nouveaux venus (il n'intervient qu'en cas de conflit), certains parmi ces derniers (pas des inconnus tout de même) allant même jusqu'à faire fi de tout agrément dans leur choix — surtout si le coin qu'ils visent est éloigné de l'aire principale de culture. Tous ces accommodements, auxquels personne ne trouve rien à redire en général, contribuent paradoxalement à maintenir le mode de transmission patrilinéaire. Du pays d'origine à Notsé, et pas seulement dans les régions dites des « terres neuves », où l'absence d'autochtones leur permet de donner libre cours à leurs coutumes (entre Sokodé et Blitta essentiellement), les Kabyè appliquent donc sensiblement le même schéma qu'autrefois : maison au benjamin, terres et biens mobiliers à l'aîné, qui éventuellement se chargera d'en faire profiter les autres, y compris, au moins symboliquement, les filles — à moins que l'aîné ou le benjamin travaillant ailleurs aient abandonné leur droit à celui, frère ou cousin, qui accepte de prendre la relève. Il s'en trouve encore, on l'a vu, pour rester au bercail.

Les 66 exploitants kabyè et losso qui illustrent cette étude peuvent donc se diviser en trois groupes : outre ceux qui ont opéré de la façon traditionnelle qui vient d'être décrite pour accéder à la terre, existent, on l'a vu, deux sortes de marginaux, dont les racines, quand ils en ont, ne sont pas d'origine sociale mais économique ; tel est bien le cas des immigrés des plateaux humides, auxquels la terre a été remise par des « patrons » autochtones, et celui des assistés du périmètre FED-Kara ou des Mutuelles d'Elavagnon, auxquels elle le fut par les services de l'« Agriculture » (tableau 23). L'absence de diachronie ne semble pas modifier en profondeur cependant le comportement de ces derniers vis-à-vis de leur descendance. On a vu leur attachement à leur pays d'origine, à leur *teto*, à leurs ancêtres. Sur place, ils s'adaptent mais ils ne manquent pas de compenser certains manques à la tradition : l'aîné, par exemple, héritera de l'habitat à la place du benjamin lorsque le patrimoine n'englobe aucune terre transmissible susceptible de lui revenir. Le cas échéant, on respectera même à outrance la hiérarchie, bien davantage peut-être que dans des régions de fort enracinement comme celle de Sotouboua, où, on l'a vu, on n'est pas trop regardant. Même s'il se trouve... en Roumanie, par exemple (cas observé sur le plateau de Dayes), l'héritier présumé sera informé de ce à quoi il a droit. Jamais par ailleurs un propriétaire kabyè ne frustrera les siens en vendant ou en louant sa terre : les gens du « Nord » ont cette réputation. Toutefois ce principe ne les empêche pas d'en acheter éventuellement — les exemples, bien que leur nombre ait régressé au fur et à mesure que la terre se raréfiait, ne manquent pas sur les plateaux, notamment dans le Litimé et l'Akposso. On peut y voir une manière de conforter la tradition autant qu'une rupture. De toutes les façons, les tractations douces cadrent mieux avec l'approche universaliste qu'ils ont de la terre (même dépouillée de sa signification religieuse) : je te « prête », en échange d'une parcelle, une autre parcelle, ou une partie de ma récolte (cela se fait très couramment chez les Losso), ou mes enfants pour des travaux champêtres, ou simplement ma bonne volonté, et ainsi, « frère » ou étranger, tu t'intégreras

dans ma vie sans la déranger. On rejoint là la philosophie de toute la diaspora : des contacts, des échanges oui, mais pas sans un individualisme tenace, contradiction qui requiert sans aucun doute une maîtrise de l'espace à l'image de celle qui a rendu célèbre leur « pays » d'origine.

TABLEAU 23  
Origine des parcelles cultivées par les chefs d'exploitation kabyè et losso étudiés

Origine des parcelles Localisation des parcelles	Famille paternelle (père, oncle, frère, cousin)	Famille maternelle (oncle)	Autorité publique (organisme de développement, etc)	Chef de même ethnie	"Patron" autochtone	"Patron" de même ethnie	Occupation sans demande	Total parcelles
Kouméa	23					6		29
Lassa	20					1		21
Niamtougou	16					3		19
Asséré (projet Togo-Nord)	19	1	1					21
Périmètre FED-Kara			53					53
Atchangbadé (projet vivrier)	17					1		18
Kikpéou					5			5
Kazaboua	8		1	2		4	5	20
Assoumakodji							4	4
Kpessi						1		1
Elavagnon	8		14			3		25
Kassenguékopé	18	7				5		30
Yotoyo						7		7
Tomegbé					15			15
Woévé	4				43	3		50
Kpélélé-Elé					14			14
Total parcelles	133	8	69	2	77	34	9	332

## LEUR MAÎTRISE DE L'ESPACE

C'est le relâchement des structures agraires qui a fait le succès de la colonisation des terres neuves. Il serait étrange que l'on assiste aujourd'hui à un resserrement de ces mêmes structures. Pourtant, tout dans l'analyse démographique et sociologique qui vient d'être faite donne à penser que les intéressés devront — du moins pour certains — compter de plus en plus avec la saturation d'un espace qu'ils n'ont pas fini d'organiser.

### *La charge de population*

Qu'il se trouve dans son pays d'origine ou dans la grande plaine centrale, le paysan « traditionnel » kabyè ou losso n'exploite a priori ni plus ni moins d'espace de nos jours qu'il y a une quinzaine d'années. La taille de son exploitation agricole et de l'unité budgétaire dont il est le chef a évidemment changé, mais sans qu'en soient modifiées pour autant les superficies cultivées par habitant. Il est même étonnant que nos mesures donnent à ce sujet des résultats quasiment identiques à ceux de B. LUCIEN-BRUN (tableau 24).

TABLEAU 24  
Evolution des superficies cultivées/individu chez les Kabyè et les Losso  
étudiés dans leur pays d'origine et dans la plaine centrale

	Pays d'origine		Plaine centrale	
	1966	1980	1966	1980
Taille moyenne de l'exploitation agricole (ha)	1,09	0,95	2,96	3,08
Taille moyenne de l'unité budgétaire (individus présents)	9,5	8,2	7,3	8,1
Superficie cultivée/individu présent (ha)	0,11	0,11	0,40	0,38

Nos chiffres (ceux de 1980) portent, pour le pays d'origine, sur nos échantillons de Kouméa, Lassa et Niamtougou (13 exploitations dont 9 étudiées en 1966) et, pour la plaine centrale, sur ceux de Kazaboua, Assoumakodji, Kpessi, Kassenguékopé et Yotoyo (16 exploitations dont 12 ici étudiées en 1966). Sans chercher à extrapoler plus que ne le permet l'importance de nos effectifs (108 individus au pays d'origine et 137 dans la plaine centrale), on peut dire que cette stabilité imprévisible de la charge de population en exploitation traditionnelle nous place d'emblée au cœur du débat.

Le fait qu'elle n'ait guère changé d'un côté comme de l'autre, alors que l'unité budgétaire a, comme on pouvait s'y attendre, diminué au pays d'origine et augmenté dans la plaine centrale, nous amène tout naturellement à nous interroger sur les deux variables qui interviennent dans le processus de maîtrise de l'espace : la force de travail, en amont, l'espace agraire, en aval — étant entendu que la charge de population est prise ici au sens le plus restreint du terme, à savoir par rapport à l'espace productif seul et non par rapport à l'espace agraire dans sa totalité. Le nombre d'actifs et la superficie disponible par individu sont-ils restés les mêmes dans l'un et l'autre cas ? Question qui en appelle une autre, qui touche, elle, à l'exploitation de l'espace à proprement parler : les temps de travaux et les temps de jachère sont-ils restés identiques à eux-mêmes également dans les deux cas ? On entrevoit ici comment la permanence d'une donnée aussi peu maîtrisable que la charge de population peut heurter la logique d'une démarche, qui, partant d'un fait démographique, se voudrait déductive d'un bout à l'autre. Si la charge de population s'était alourdie au « pays » et allégée côté diaspora — ou l'inverse —, on aurait pu d'emblée incriminer le phénomène migratoire, qui déplace les forces vives du nord au sud ou, effet contraire, libère la terre au nord pour la charger au sud. Mais il n'en est rien et l'on peut se demander si cette permanence est consécutive à une bonne maîtrise de l'espace ou plus simplement conjoncturelle.

On l'a vu, Kabyè et Losso essaient de reproduire au mieux une situation foncière qui allie depuis toujours une sociabilité presque machinale, si l'on peut dire, et un individualisme viscéral, lequel s'accommode très bien de fortes densités humaines. Il est évident cependant qu'ils ne peuvent répondre de façon homogène aux disparités ethnographiques et démographiques qu'ils rencontrent, ainsi qu'à l'arbitraire des interventions extérieures. Leurs possibilités d'accès à la terre, les modes de faire-valoir qu'ils peuvent appliquer ne sont pas les mêmes partout, loin de là. De quelle manière ces différences s'impriment-elles dans l'espace ? Nous abordons là un niveau d'analyse plus empirique et plus fin. A l'étude du réseau de relations sociales, qui conditionne leur rapport à la terre, fait suite celle des structures familiales, qui entrent en jeu pour la maîtrise de l'espace à proprement parler — approche de caractère microgéographique qui exclut tout autant d'ailleurs un découpage régional, puisque dans le détail, comme dans les grandes lignes, l'aire migratoire n'a pas encore atteint son profil définitif.

### *Les structures familiales*

L'unité budgétaire, on vient de le voir, a tendance à diminuer au pays kabyè et losso et, comme par un phénomène de vases communicants, à augmenter dans la plaine centrale, mais il faut nuancer. Bien qu'elle regroupe actuellement dans les deux cas en moyenne quelque huit individus, elle présente une fourchette plus ouverte dans le second. Il n'est pas exceptionnel en effet, chose qui devient rare au pays, de voir dans la plaine centrale une maisonnée (dea) abriter jusqu'à vingt personnes. On en trouve surtout dans sa partie septentrionale, au nord de Blitta (à Kazaboua, par exemple), où l'habitat a gardé sa structure originelle. Plus

au sud, par contre, dans sa partie intermédiaire et méridionale (à Assoumakodji, Kpessi, Kassenguékopé), la moyenne descend en-dessous de sept (tableau 25) et les soukkalas dispersées en d'immenses nébuleuses font place à de simples cases quadrangulaires regroupées en hameaux. S'il est facile d'imaginer quelles peuvent être au « pays » les conséquences de l'amenuisement des familles au niveau de l'espace agraire, il est plus difficile en revanche d'interpréter leur évolution dans un milieu aussi hétérogène que celui de la diaspora. Est-ce la disponibilité — dans tous les sens du mot — des terres cultivables qui fait l'importance numérique de l'unité budgétaire ? Est-ce l'importance numérique de l'unité budgétaire qui fait la grande exploitation ? Est-ce la grande exploitation qui fait progresser les structures agraires ?... Il est tentant, étant donné que l'unité budgétaire a tendance à s'accroître avec le temps et qu'elle atteint ses maxima là où le cadre de vie a été le plus fidèlement reconstitué, de faire de sa croissance l'indice d'une certaine maturité, d'une certaine maîtrise...

A l'époque des premières migrations, une grande famille est avant tout un capital. « Dans les nouveaux villages, chacun connaît la source de la richesse : les paysans les plus aisés sont ceux qui possèdent de nombreux enfants et engagent beaucoup de manœuvres » (LUCIEN-BRUN (B.), 1974 : 237). On y voit davantage une force de travail que des bouches à nourrir — mentalité forgée au « pays », où la survie dépendait moins de la terre que de l'énergie que l'on pouvait y investir. Qu'en est-il aujourd'hui, alors que les enfants ont été scolarisés en masse ? Quel palliatif a-t-on trouvé à leur dispersion ? La composition de l'unité budgétaire est sans aucun doute le premier facteur à prendre en considération lorsque l'on veut sonder l'efficacité d'une pratique agricole.

C'est dans la plaine centrale que l'unité budgétaire est la moins complexe. Le taux des collatéraux n'y est que de 1,1 sur 10, alors qu'il est de 3,4 au « pays ». Et encore, ce taux concerne-t-il essentiellement le nord de la plaine, les terres neuves stricto sensu. Au sud de Blitta il devient quasiment nul. On a l'impression que la parentèle qui gravite habituellement autour du ménage s'élimine d'elle-même devant la pression autochtone ou toute autre forme de contrôle. Tel est le cas, par exemple, dans les régions cacaoyères et caféières où, on l'a vu, les immigrés doivent faire front à la fois aux autochtones et à la SRCC, ou encore sur le périmètre FED-Kara, où la maîtrise de l'espace leur échappe totalement (tableau 25). En revanche, ils sont là, un peu comme une génération spontanée, partout où un renfort, réel ou moral, se fait sentir, que ce soit au « pays » ou dans sa zone de glissement (à Kikpéou, par exemple) pour pallier l'émigration, sur les « projets » de développement intégré pour répondre aux impératifs de l'intensification de l'agriculture (sur les projets Togo-Nord et vivrier, par exemple, ou même dans l'Est-Mono), ou, de façon moindre, comme on le soulignait plus haut, dans la partie septentrionale de l'aire migratoire traditionnelle pour occuper l'espace (à Kazabouva, par exemple). Certes, leurs motivations profondes ne sont pas partout les mêmes (devoir dans le premier cas, espoir dans les autres), mais, quelles qu'elles soient, elles répondent toujours à une situation qui laisse aux immigrés la possibilité d'exercer sur la terre leurs droits coutumiers et d'y recréer, dans un même esprit, leur cadre de vie traditionnel.

Qui sont ces personnes attachées aux ménages, indice parmi d'autres, sinon de leur enracinement, du moins de leur fidélité aux valeurs du passé ? 109 furent recensées parmi les 66 familles kabyè et losso de notre échantillon, 109 dont 50 adultes ou adolescents de 15 ans et plus et 59 enfants. Toutes ont des liens de parenté étroits avec le chef d'exploitation (tableau 26). Aucune n'en a avec son ou ses épouses. L'immigré de ce point de vue ne fait pas de concession, pas plus qu'il n'en fait pour l'« étranger », qui peut habiter sans problème dans sa *dea*, surtout s'il est du même *teto* que le sien, mais qui n'émargera pas pour autant à son budget. L'adoption n'est pas passée dans les mœurs.

Ce sont essentiellement les frères et sœurs du chef d'exploitation et leurs enfants, ainsi que ses brus et ses petits-enfants, qui, de par leur présence, contribuent à faire de lui le patriarche entouré et considéré qu'il était toujours jadis (91 sur 109). Les premiers sont nombreux sur les projets de développement intégré (Togo-Nord, vivrier, Est-Mono), comme s'ils se regroupaient pour faire face au surcroît de travail, les seconds le sont au « pays » lui-même, où souvent en effet le fils qui est « au sud » laisse femme et enfants à son père, pour lui prêter main-forte. Il ne faut néanmoins pas surestimer leur potentiel d'activité. Les enfants sont légion et parmi les adultes se trouvent quelques vieillards et handicapés peu aptes au travail.

Il est à souligner que l'on retrouve les mêmes caractéristiques parmi les populations autochtones de la plaine centrale (kotokoli, éwé, ana), qui, en l'absence de toute intervention extérieure, présentent des structures familiales au moins aussi diversifiées que celles des Kabyè et des Losso dans leur propre pays. L'importance numérique de l'unité budgétaire — qui est du reste de taille équivalente à celle de ces derniers, qu'ils soient « chez eux » ou dans la plaine centrale (tableau 27) — repose pour un quart ou un tiers sur la présence de collatéraux, ascendants et descendants directs bien sûr, mais aussi oncles ou tantes maternels, neveux ou nièces cognatiques, etc. On observe également des similitudes entre Kabyè et Losso d'un côté, ressortissants d'autres ethnies de l'autre, sur un projet de développement tel que le projet vivrier, où les ménages peul, par exemple, sont renforcés également de proches parents. Analogies encore sur le périmètre FED-Kara, où les Lamba, bien qu'à proximité de chez eux, ont mis quelque peu en veilleuse leurs velléités d'ouverture familiale, encore que le taux d'extérieurs au ménage y soit tout de même de 1,2 pour 10.



**TABLEAU 25**  
Composition des unités budgétaires kabyè et losso étudiées et superficies cultivées par individu

Lieux d'enquête	Superficie moyenne de l'exploitation (ha)	Composition de l'unité budgétaire et résidentielle					Superficie moyenne par individu (ha)
		C. E.	Epouses présentes	Enfants présents	Autres personnes présentes	Total	
Kouméa	1,01	1	1,8	4	1,8	8,6	0,12
Lassa	0,68	1	0,5	2,2	4	7,7	0,09
Niamtougou	1,17	1	0,5	4	3	8,5	0,13
Pays d'origine	0,95	1	1	3,4	2,8	8,2	0,11
Asséré (projet logo-Nord)	2,77	1	1,7	5,3	2	10	0,27
Atchangbadé (projet vi-vrier)	8,95	1	5,5	19,5	7,5	33,5	0,26
Périmètre FED-Kara	2,51	1	1,4	3,3	0,1	5,8	0,43
Projets spécifiques de la Kara	3,37	1	2,1	5,7	1,5	10,3	0,33
Kikpéou Zone de glissement	1,69	1	1	1	3	6	0,28
Kazaboua	4,00	1	2	6,3	1,7	11	0,36
Assoumakodji	3,95	1	1	5	0	7	0,56
Kpessi	0,80	1	1	2	0	4	0,20
Kassenguékopé	2,61	1	0,8	3,8	0,8	6,4	0,40
Yotoyo	2,39	1	2,5	4	0	7,5	0,32
Plaine centrale	3,08	1	1,5	4,7	0,9	8,1	0,38
Elavagnon Projet Est-Mono*	4,05	1	2,5	9,5	3,7	16,7	0,24
Iomegbé	4,69	1	1,3	4,7	1	8	0,58
Woévé	3,48	1	1,5	5,2	1	8,7	0,40
Kpélé-Elé.	4,12	1	1	7,5	0	9,5	0,43
Régions S R C C	3,80	1	1,4	5,4	0,9	8,7	0,44

\* L'exploitation de 22 ha n'est pas prise en ligne de compte ici.

**TABLEAU 26**  
Les collatéraux vivant dans les familles kabyè et losso étudiées

Parenté au C E	Oncles maternels (dont 1 con-joint)	Mères	Epou- ses du père	Frères et soeurs (dont 4 con-joints)		Cousins et cousines parallèles matri- latéraux (dont 1 conjoint)	Co-épou- ses (CE femme)	Brues	Neveux et niè- ces agnati- ques		En- fants de 1'è- pouse	Pe- lits- en- fants	Total
				M	F				F	S			
Adultes	2	2	5	4	11	3	1	9	4	6	2	1	50
Enfants	-	-	-	-	1	-	-	-	20	7	3	28	59
Total	2	2	5	4	12	3	1	9	24	13	5	29	109

TABLEAU 27

Composition des unités budgétaires lamba, peul, kotokoli, éwé et ana étudiées et superficies cultivées par individu

Lieux d'enquête	Superficie moyenne de l'exploitation (ha)	Composition de l'unité budgétaire					Superficie moyenne par individu (ha)
		C	E	Epouses présentes	Enfants présents	Autres personnes présentes	
Atchangbadé	5,12	1		3	5	4	0,39
Périmètre FED-Kara	4,40	1		1,8	6	1,2	0,44
Projets spécifiques de la Kara	4,52	1		2	5,8	1,6	0,43
Ichalo	1,91	1		2	7	5	0,13
Samourékodji	1,85	1		1	2	6	0,18
Gbeybey	1,38	1		0,7	3,5	1,5	0,20
Plaine centrale	1,55	1		1	3,8	3,2	0,17
Elavagnon Projet Est-Mono	1,00	1		1	3	3	0,12

La réduction de la famille étendue au simple ménage apparaît à travers tous ces exemples comme un phénomène indépendant de l'appartenance ethnique, spécifiquement lié par contre à l'émigration vers des milieux déjà aliénés, que ce soit par d'autres populations ou par des structures d'encadrement. Elle répond davantage à des contraintes sociales qu'à des contraintes spatiales, à un manque de latitude dans la maîtrise de l'espace plutôt qu'au manque d'espace lui-même. Certes, l'un et l'autre vont souvent de pair et l'unité budgétaire, dépouillée de ses collatéraux, est souvent, par la force des choses, de taille inférieure à ce qu'elle est ailleurs, comme on peut l'observer au sud de la plaine centrale ou sur le périmètre FED-Kara, par exemple. Mais elle peut aussi, dans des milieux où l'accès à la terre est fortement contrôlé, garder une certaine importance du fait de la seule présence des enfants, soit que la terre elle-même ne manque pas, soit que les autochtones trouvent avantage à se montrer moins parcimonieux que ne pourrait le laisser supposer l'exercice de leur tutelle. C'est ce que l'on observe sur les plateaux caféiers et cacaoyers, où les métayers kabyè, pièce maîtresse du mode de faire-valoir indirect cher aux Ewé ou aux Akposso, s'entourent d'une plus grande progéniture que leurs homologues qui se trouvent un peu plus à l'est, dans la plaine. Le fait qu'ils soient sensiblement plus jeunes que les immigrés des autres régions et que leurs enfants ne soient pas toujours en âge de voler de leurs propres ailes ne suffit pas à expliquer le phénomène. On peut arguer en effet qu'ils n'ont pas fini de procréer et que la taille de l'unité budgétaire n'est encore dans leur cas que provisoire. « L'un dans l'autre », leur situation reste comparable à celle du reste de la diaspora.

L'émigration a donc tendance à simplifier l'unité budgétaire plutôt qu'à la réduire. Celle-ci, même lorsque le milieu d'accueil offre des conditions favorables à son développement, conditions naturelles (terres neuves) ou conditions humaines (demande des autochtones), ne reproduit que rarement le schéma complexe des grandes familles d'antan, et généralement de façon atténuée. Ainsi à Kazaboua, pour reprendre cet exemple (tableau 25), l'absence d'autochtones n'empêche-t-elle pas l'amorce d'un repli vers la famille nucléaire. Les structures familiales ne peuvent vraiment subsister que sur un terrain qui garantisse, dans toutes ses dimensions (diachroniques notamment), la pleine souveraineté foncière à ses occupants. Le meilleur exemple en est encore celui du pays kabyè et losso lui-même (Kouméa, Lassa, Niamtougou, Asséré, et même Atchangbadé), où l'exiguïté de l'espace n'empêche pas que l'unité budgétaire garde, par le subterfuge d'une parentèle fidèle aux traditions, une importance numérique qu'elle n'a pas toujours, on vient de le voir, du côté de la diaspora.

Face à cette adaptation plus qualitative que quantitative de l'unité budgétaire kabyè ou losso à son milieu d'accueil, face à sa simplification plus ou moins poussée et plus ou moins spontanée, la permanence de la charge de population, charge plus lourde en toute logique au « pays » que dans la plaine centrale, perd son côté aléatoire. Ne serait-elle pas l'indice en effet que l'on s'accroche de part et d'autre à un minimum, différemment évalué selon le lieu (quelque 0,10 ha par individu « au départ », quelque 0,40 « à l'arrivée ») ? La zone tampon elle-même, qu'il s'agisse du piémont immédiat (Asséré) ou de la zone de glissement (Atchangbadé, Kikpéou), présente un score intermédiaire (quelque 0,20 ha par individu), qui donne à penser, en schématisant évidemment, à une gradation Nord-Sud qui ne serait pas tout à fait le fruit du hasard — observation que vient encore corroborer le score relatif à la zone des plateaux humides, située en bout de parcours, si l'on peut dire (un peu plus de 0,40 ha par individu). Sur quoi repose cette régulation à la fois spatiale, temporelle et conjoncturelle des superficies cultivées, ordonnance déroutante venant d'une population immigrée, dont la dynamique est limitée de l'extérieur, comme le montre l'appauvrissement des structures familiales, et sans cesse relancée de l'intérieur, comme le montre la croissance de l'unité budgétaire, par-delà les ajustements qu'elle subit ?

### *Les actifs permanents*

Les « actifs », puisque c'est d'eux qu'il s'agit à ce niveau, n'assument pas partout la même charge (tableau 28). De la même façon que les superficies cultivées/individu, les superficies cultivées/actif grandissent du « Nord » au « Sud ». En schématisant, on peut dire qu'un actif met en valeur un quart d'hectare au « pays », un demi dans la zone de glissement, un peu moins d'un dans la « plaine centrale » et d'un à deux sur les plateaux humides. En fait, la réalité est beaucoup plus complexe.

Il faut distinguer tout d'abord exploitation kabyè et exploitation losso. Il apparaît qu'un actif met en valeur beaucoup plus d'hectares dans le deuxième cas que dans le premier, différence qui peut s'expliquer par l'inégale participation des femmes aux travaux champêtres. Chez les Kabyè, un interdit relègue celles-ci aux semailles et aux récoltes essentiellement, coutume que l'on ne retrouve pas chez les Losso, où l'épouse peut manier la houe et retourner toute la terre qu'elle veut. L'enquête montre à ce sujet d'énormes différences entre l'une et l'autre communautés : 0,43 ha/actif à Niamtougou contre 0,21 et 0,20 à Kouméa et Lassa, pour ce qui est du pays d'origine, 1,97 et 1 ha dans les centres losso d'Assoumakodji et de Kassenguékopé, contre 0,83 à Kazaboua (et moins encore ailleurs), pour ce qui est de la plaine centrale. Bien qu'ils n'aient pas de valeur statistique, ces chiffres reflètent bien la réalité. Ils ne tiennent pas compte en outre des petits champs personnels que font parfois les femmes losso, surtout celles qui ont de grandes filles pour les aider, à l'instar des femmes éwé, le long de l'axe Anié-Blitta par exemple (une ou deux parcelles de 0,10 ha en moyenne, ce qui n'est pas complètement négligeable). Les épouses losso ont incontestablement plus de poids que les épouses kabyè dans l'exploitation agricole.

Un deuxième point est à souligner : l'impact des projets de développement intégré sur la productivité des actifs. Estimée en superficies cultivées, celle-ci se révèle être presque trois fois supérieure dans des villages tels Asséré et Achangbadé, coiffés par les « projets » Togo-Nord et vivrier, à ce qu'elle est à Kouméa ou Lassa, à quelques kilomètres de là (tableau 28). Ce décalage peut s'expliquer par la mécanisation ou la vulgarisation de la culture attelée, explication renforcée du fait qu'il s'accroît encore lorsque l'on aborde le périmètre FED-Kara voisin, où la prise en charge du cultivateur est encore plus poussée, puisque table rase a été faite de son cadre de vie traditionnel. Ainsi, de quelque 0,20 ha/actif en milieu kabyè purement traditionnel, passerait-on à quelque 0,60 ha en un milieu traditionnel identique, mais « encadré », à environ 1 ha en un milieu entièrement créé par les agents du développement, dans le même secteur. Il semble que ce soit là l'un des principes de base des projets spécifiques de la Kara : permettre aux intéressés de maîtriser toujours plus d'espace. On verra ultérieurement quelle signification donner à cette gradation. Ce fait n'apparaît pas dans la plaine centrale, où les Losso de l'Est-Mono que nous avons étudiés réalisent, en dépit de leurs possibilités d'accès à la mécanisation, un score inférieur à celui des autres centres de peuplement de la région dans lesquels nous avons enquêté (tableau 28). On y reviendra également.

Troisième point enfin : l'importance exceptionnne des superficies cultivées/actif en régions caféières et cacaoyères. Elles n'y descendent quasiment jamais en dessous de 1 ha et peuvent facilement y dépasser 2 ha. Là encore, on peut avancer une explication. Elle tient à la fois à la nature des cultures caféières et cacaoyères et à la façon dont les immigrés les « pratiquent » : cultures pérennes, celles-ci, lorsqu'elles vieillissent, sont facilement négligées au profit des cultures annuelles, ce qui fait que les actifs ne fournissent pas le travail correspondant au nombre d'hectares qu'ils sont chargés de mettre en valeur ; métayers, les immigrés ne gardent qu'une partie de ce qu'ils récoltent, ce qui fait qu'ils sont obligés d'exploiter plus d'hectares que ne le nécessitent leurs besoins. L'importance des superficies cultivées/actif n'a donc pas ici son répondant au niveau de l'énergie investie et du gain, encore que l'opération SRCC, en apportant un surcroît de travail et des fonds (primes et prêts), modifie quelque peu les données du problème. Il se pourrait que cette catégorie d'actifs

TABLEAU 28

Actifs permanents et superficie moyenne mise en valeur par chacun dans les exploitations kabyè et losso étudiées

Lieux d'enquête	Superficie moyenne de l'exploitation (ha)	C E + épouses	Enfants de 15 ans et + non scolaires	Conjointes des fils	Autres actifs (15 ans et +)	total actifs	Superficie moyenne par actif (ha)
Kouméa	1,01	2,8	0,8	0,2	1	4,8	0,21
Lassa	0,68	1,5	1,2	0,5	0,2	3,4	0,20
Niamtougou	1,17	1,5	0,5	0,5	0,2	2,7	0,43
Pays d'origine	0,95	2	0,8	0,4	0,5	3,7	0,26
Asséré (projet Iogo-Nord)	2,77	2,7	1	0,3	0,6	4,6	0,60
Atchangbadé (projet vivrier)	8,95	6,5	0	0	4	10,5	0,85
Périmètre FED-Kara	2,51	2,4	0,1	0	0	2,5	1,00
Projets spécifiques de la Kara	3,37	3,1	0,2	0,1	0,6	4	0,84
Kikpéou zone de glissement	1,69	2	1	0	1	4	0,42
Kazaboua	4,00	3	0,5	0,3	1	4,8	0,83
Assoumakodji	3,95	2	0	0	0	2	1,97
Kpessi	0,80	2	1	0	0	3	0,27
Kassenguékopé	2,61	1,8	0,3	0	0,5	2,6	1,00
Yotoyo	2,39	3,5	1,5	0	0	5	0,48
Plaine centrale	3,08	2,5	0,6	0,1	0,6	3,8	0,81
Elavagnon projet Est-Mono*	4,05	3,5	1,2	0,2	1,2	6,1	0,66
Iomegbé	4,69	2,3	0	0	0	2,3	2,03
Woévé	3,48	2,5	0,1	0	0,5	3,1	1,12
Kpélé-Elé	4,12	2	0,5	0	0	2,5	1,64
Régions SRCC	3,80	2,4	0,1	0	0,3	2,8	1,35

\* L'exploitation de 22 ha n'est pas prise en ligne de compte ici.

soit effectivement plus productive que les autres. La question est ouverte : sur les 48 plantations de caféiers et de cacaoyers aux mains des 15 Kabyè de notre échantillon, 31 sont des plantations traditionnelles ayant parfois jusqu'à trente ans d'âge, mais 17 ont été récemment plantées sous l'égide de la SRCC.

Ce dernier point fait progresser le débat, en ce sens qu'il laisse entrevoir le caractère aléatoire de la notion de superficie cultivée/actif et la nécessité d'en dégager la signification exacte pour apprécier à leur juste valeur les différentes façons dont les Kabyè et les Losso rentabilisent l'espace. Avant d'aborder ce chapitre toutefois, il s'agit de voir à quoi correspond sur le terrain cette inégale mobilisation des actifs pour la maîtrise de l'espace. Et d'abord, comment celle-ci s'articule-t-elle sur les disparités de la charge de population, puisque c'est là en principe le point de départ de leur dynamique ?

La responsabilité théorique des actifs au sein de leur unité budgétaire (le nombre de personnes qu'ils ont à charge de façon permanente) ne constitue pas une donnée homogène non plus. Il est même impossible de dire a priori ce qui la détermine, ce qui fait sa force ou sa faiblesse (tableau 29). Le nombre d'individus supportés, en principe, par chacun oscille entre 1,50 et 3,80, mais ces variations assez considérables ne correspondent ni à celles de la taille de la famille (même si, passé un certain seuil de croissance, on observe que la force de travail « suit » difficilement, comme à Atchangbadé, par exemple), ni à celles de la taille de

l'exploitation agricole (même si, là encore, on observe que la « grande » exploitation a plutôt tendance à creuser l'écart entre le nombre de personnes qui en vivent et le nombre d'actifs qui la font tourner, comme à Atchangbadé, toujours, ou encore à Assoumakodji ou Tomegbé).

TABLEAU 29  
La responsabilité des actifs permanents dans les exploitations kabyè et losso étudiées

Lieux d'enquête	Superficie moyenne de l'exploitation (ha)	Nombre d'individus/exploitation	Nombre d'actifs/exploitation	Superficie moyenne/individu (ha)	Superficie moyenne/actif (ha)	Nombre d'individu/actif (1)
Kouméa	1,01	8,6	4,8	0,12	0,21	1,79
Lassa	0,68	7,7	3,4	0,09	0,20	2,26
Niamtougou	1,17	8,5	2,7	0,13	0,43	3,14
Pays d'origine	0,95	8,2	3,7	0,11	0,26	2,21
Asséré (projet Togo-Nord)	2,77	10	4,6	0,27	0,60	2,17
Atchangbadé (projet vivrier)	8,95	33,5	10,5	0,26	0,85	3,19
Périmètre FED-Kara	2,51	5,8	2,5	0,43	1,00	2,32
Projets spécifiques de la Kara	3,37	10,5	4	0,33	0,84	2,57
Kikpéou zone de glissement	1,69	6	4	0,28	0,42	1,50
Kazaboua	4,00	11	4,8	0,36	0,83	2,29
Assoumakodji	3,95	7	2	0,56	1,97	3,50
Kpessi	0,80	4	3	0,20	0,27	1,33
Kassenguékopé	2,61	6,4	2,6	0,40	1,00	2,46
Yotoyo	2,39	7,5	5	0,32	0,48	1,50
Plaine centrale	3,08	8,1	3,8	0,38	0,81	2,13
Elavagnon projet Est-Mono (2)	4,05	16,7	6,1	0,24	0,66	2,73
Tomegbé	4,69	8	2,3	0,58	2,03	3,47
Woévé	3,48	8,7	3,1	0,40	1,12	2,80
Kpélélé-Elé	4,12	9,5	2,5	0,43	1,64	3,80
Régions SRCC	3,80	8,7	2,8	0,44	1,35	3,10

(1) Ce rapport ne coïncide pas toujours exactement avec le rapport superficie/actif - superficie/individu, du fait que les chiffres ne vont pas au-delà de deux décimales.

(2) L'exploitation de 22 ha n'est pas prise en ligne de compte ici.

En fait, si l'on met en parallèle le nombre d'hectares et le nombre de personnes que supporte chaque actif (tableau 29), on constate qu'il n'y a pas de relation constante entre les deux d'une part, et surtout, d'autre part, que le premier n'est pas déterminé par le second, entendons par là que le développement des superficies cultivées/actif (qui, en schématisant, a tendance, on l'a vu, à être de plus en plus poussé au fur et à mesure que l'on évolue du pays kabyè ou losso vers le sud) n'est pas une réponse aux besoins que peut représenter dans certains secteurs le nombre de bouches à nourrir/actif. La preuve en est que c'est dans les zones où ce quotient dépasse un hectare que les superficies cultivées/individu sont, elles-mêmes, les plus vastes. Ainsi dans les centres de peuplement losso de la plaine centrale, par exemple (Assoumakodji et Kassenguékopé),

ou encore sur le périmètre FED-Kara, ou encore dans les régions caféières et cacaoyères (tableau 29). La mise en valeur de l'espace, aussi importante soit-elle, n'a rien à voir dans ces cas-là avec une stratégie de survie. La taille de l'unité budgétaire y est conforme ou même inférieure à la moyenne (6,5 membres dans les centres losso de la plaine centrale, 5,8 sur le périmètre FED-Kara, 8,7 dans les régions caféières et cacaoyères). Le nombre des actifs y est simplement plus bas qu'ailleurs, souvent limité au chef d'exploitation et à son ou ses épouses (en moyenne de l'ordre de 2,5), plus bas, mais à coup sûr plus performant, du moins pour ce qui est de l'occupation de l'espace.

Ces observations font ressortir un fait primordial : l'extension de l'exploitation agricole en région d'immigration n'est pas faite pour assurer un minimum vital à des familles dont l'importance numérique s'est accrue au cours de ces dernières années. Elle est fonction de conditions favorables, internes ou externes, qui permettent à l'agriculteur d'avoir un champ d'activités plus grand et à sa famille d'en bénéficier plus ou moins. Le problème cependant demeure entier : pourquoi la charge de population a-t-elle tendance à rester constante en ces deux points clés que sont le pays kabyè et losso d'une part, la plaine centrale de l'autre, puisqu'il apparaît clairement que les actifs peuvent avoir un rayonnement qui peut embrasser jusqu'à deux hectares (tableau 29) ? Ce sont là, il est vrai, des données brutes qu'il convient de replacer dans la réalité. A quoi correspond ici en effet la notion d'actif ?

Le profil d'ensemble des actifs permanents dans les différentes exploitations que nous avons étudiées devrait refléter le profil d'ensemble des unités budgétaires correspondantes (tableaux 25 et 28). Ce n'est pourtant pas exactement le cas, du fait de l'inégale représentation, selon les régions, des différentes tranches d'âge (ont été considérés comme actifs permanents les chefs d'exploitation et leurs épouses, leurs enfants directs non scolarisés de 15 ans et plus, les conjoints des fils, ainsi que toute personne de 15 ans et plus travaillant en permanence sur l'exploitation sans être rémunérée). Ainsi, par exemple, les collatéraux, si l'on excepte ceux qui peuvent être considérés comme faisant partie de la lignée directe du chef d'exploitation (conjoints des fils), n'ont pas, au pays kabyè et losso, tout le poids que l'on serait tenté de leur attribuer. Leur taux n'y est que de 0,5 sur 3,7 actifs, contre, là aussi, 1 sur 4 dans la zone de glissement et 0,6 sur 3,8 dans la plaine centrale. Mais, ce qui est plus remarquable encore, à première vue, c'est que la part relative des propres enfants du chef d'exploitation y soit également aussi importante, sinon plus, que dans ces deux régions : 0,8 sur 3,7 contre, là aussi, 1 sur 4 dans la zone de glissement et 0,6 sur 3,8 dans la plaine centrale (tableau 28). Les enfants y sont pourtant nettement moins nombreux qu'ailleurs, moins nombreux, mais plus âgés, et les fils, de surcroît, y sont souvent secondés par une conjointe, qui éventuellement, eux partis, peut être l'expression, on l'a vu, de leur loyalisme. Le taux de représentation de celles-ci y est de 0,4 sur 3,7, alors qu'il est pratiquement nul en terre d'immigration, sauf sur les terres neuves toutefois : à Kazaboua, par exemple village type du nord de la plaine centrale, où, on l'a vu, les structures familiales reconstituées par les immigrés sont aussi authentiques qu'elles peuvent l'être. Ce n'est qu'en ce type de lieux que l'exploitation agricole peut faire vivre deux générations adultes à la fois, ainsi que, de façon moindre, dans l'Est-Mono, où prévalaient au départ des conditions analogues à celles de la région de Kazaboua (l'appel des grands espaces). Ailleurs, lorsque celles-ci coexistent, comme à Kassenguékopé, elles se juxtaposent, mais elles ne fusionnent pas en une même unité budgétaire, en une même enceinte.

### *La force de travail complémentaire*

C'est finalement sur la famille restreinte que repose un peu partout l'exploitation agricole kabyè ou losso. Le rôle des collatéraux, qui englobent, on l'a vu, plus de 50 % de moins de 15 ans, est très secondaire, et la solidarité des générations elle-même, que l'on peut observer dans certains coins du « pays », de la zone de glissement ou des anciennes terres neuves, tend à disparaître, en dépit du renfort que constituent les fiancées ou les épouses des fils. Le noyau des actifs permanents qui font tourner l'exploitation est donc volontiers limité au simple ménage, souvent polygynique il est vrai (25 sur 66 chefs d'exploitation kabyè et losso sont polygames et la plupart l'ont été ou souhaitent l'être). Mais cet isolement relatif ne l'empêche pas de constituer une cellule apparemment plus dynamique que toute autre. Est-ce là seulement une question de motivation, une question d'âge ? Ont été considérés comme des actifs permanents tous les membres de la famille de 15 ans et plus, occupés exclusivement aux travaux domestiques et champêtres. Aucune limite supérieure n'a été fixée, car les « vieux » participent à la bonne marche de l'exploitation le plus longtemps possible, ne serait-ce que pour capter l'aide des sociétés d'entraide, et il est évident qu'ils ne représentent pas le même potentiel d'énergie que les chefs d'exploitation plus jeunes, tels ceux que l'on rencontre dans les régions caféières et cacaoyères, par exemple, qui sont précisément ceux qui se passent le mieux d'une famille élargie. Il faut voir en fait s'il n'y a pas nivellement à la base de la force de travail, grâce à une main-d'œuvre d'appoint, de type traditionnel ou moderne.

Indépendamment de l'énergie animale ou mécanique dispensée dans le cadre des « projets » de développement, toute exploitation agricole kabyè ou losso bénéficie effectivement soit du soutien des sociétés d'entraide, qui sont un des piliers des sociétés kabyè et losso, soit de celui, lucratif ou pas, de travailleurs venus

de l'extérieur, apparentés ou non au chef d'exploitation. Le cas de l'unité familiale réduite à une approche solitaire de l'espace est pour le moment rare et généralement peu durable. Un seul exemple dans notre échantillon : celui d'un septuagénaire, qui, malgré son âge, a quitté Agou pour s'installer à Kpessi. Cette force de travail complémentaire, qui semble être nécessaire aussi bien au « pays » qu'en n'importe quel autre point de la diaspora, se présente évidemment différemment selon les régions. A première vue, son importance est fonction des superficies cultivées/actif (tableau 30). Là où les actifs permanents assument plus de 1 ha, il est fait largement appel aussi bien aux sociétés d'entraide traditionnelles qu'aux manœuvres salariés, prestations qui tendent à disparaître là où ils se cantonnent en dessous de 0,50 ha.

TABLEAU 30

Actifs permanents et aide extérieure, traditionnelle ou moderne, dans les exploitations kabyè et losso étudiées

Lieux d'enquête	Superficie moyenne de l'exploitation (ha)	Nombre d'actifs/ exploitation	Superficie moyenne/ actif (ha)	eqbaré, kpatrou	hara, kpabi	Aide non ou peu rémunérée (-de 2 500 F.CFA par an)	Salariat (+ de 2 500 F.CFA par an)
				Indice d'utilisation pour 1 exploitation			
Kouméa	1,01	4,8	0,21	0,60	0,80	0,40	
Lassa	0,68	3,4	0,20	0,25	1	0,50	
Niamtougou	1,17	2,7	0,43	0,75	0,50	0,25	
Pays d'origine	0,95	3,7	0,26	0,54	0,77	0,38	
Asséré (projet Togo-Nord)	2,77	4,6	0,60	0,66	1	0,66	0,33
Atchangbadé (projet vi-vrier)	8,95	10,5	0,85				1
Périmètre FED-Kara	2,51	2,5	1,00	0,82	1		
Projets spécifiques de la Kara	3,37	4	0,84	0,69	0,87	0,12	0,19
Kikpéou zone de glissement	1,69	4	0,42	1	1	1	1
Kazaboua	4,00	4,8	0,83	0,83	0,83	0,83	0,33
Assoumakodji	3,95	2	1,97		1	1	1
Kpessi	0,80	3	0,27				
Kassenguékopé	2,61	2,6	1,00	1	1	0,33	
Yotoyo	2,39	5	0,48	1	1	1	1
Plaine centrale	3,08	3,8	0,81	0,81	0,87	0,62	0,31
Elavagnon projet Est-Mono*	4,05	6,1	0,66	0,25	1	0,25	0,75
Tomegbé	4,69	2,3	2,03	0,66	1	1	0,33
Woévé	3,48	3,1	1,12	0,90	1	0,10	0,80
Kpélé-Elé	4,12	2,5	1,64	0,50	1	1	0,50
Régions SRCC	3,80	2,8	1,35	0,80	1	0,40	0,66

\* L'exploitation de 22 ha n'est pas prise en ligne de compte ici.

C'est ainsi que paradoxalement les sociétés d'entraide traditionnelles sont plus utilisées chez les immigrants qu'au « pays ». Leur régression à la source s'explique aisément, soit que les chefs d'exploitation vieillissant en soient totalement coupés, soit que leurs fils soient trop dispersés pour les perpétuer, notamment celles

appelées le plus couramment *egbare* chez les Kabyè et *kpatrou* chez les Losso-Naoudemba et qui réunissent quotidiennement sur les champs de l'un ou l'autre de trois à cinq cultivateurs, selon des critères de voisinage, d'affinité et d'âge. Celles qu'ils appellent *hara* et *kpabi* et qui regroupent pour des travaux exceptionnels les ressortissants d'un ou plusieurs quartiers (une ou plusieurs dizaines de membres selon le cas) ont moins de mal à y subsister. Autre paradoxe, l'aide informelle du parent qui se sent l'obligé du chef d'exploitation (gendre, frère ou sœur cadets, neveu ou nièce) est elle-même plus courante chez les immigrés que chez les autres, ce qui s'explique là encore aisément par le rôle médiateur que jouent les anciens auprès des nouveaux chez les premiers, et par le vieillissement de la population chez les seconds. Les « bonnes traditions » sont récupérées par la diaspora pour sa conquête de l'espace.

Mais le recours à de la main-d'œuvre salariée n'intimide pas des cultivateurs qui ont presque tous été eux-mêmes manœuvres agricoles un jour ou l'autre. S'il reste difficilement concevable au « pays », en raison de sa vocation première de réservoir d'hommes, il est par contre prisé par les immigrés, qui y voient peut-être un « juste retour des choses », surtout quand cette main-d'œuvre appartient à l'ethnie autochtone, comme cela peut arriver sur le plateau de Dayes, par exemple. Ce salariat, on le verra, est loin de former une institution homogène, tant par ses modalités que par son coût. De l'écolier à la *hara* qui loue ses services, il y a maintes possibilités de traiter avec ceux qui vivent sur place, tout comme il y a plusieurs façons de traiter ceux qui viennent du Nord ou d'autres régions de la diaspora. Ce que l'on peut dire d'ores et déjà, c'est que le manœuvre fixe, nourri, logé, est rare. On le trouve uniquement dans deux cas : lorsque l'exploitation agricole atteint une taille démesurée par rapport aux normes, par exemple celle de 22 ha que l'on a étudiée à Elavagnon dans l'Est-Mono (qui appartient du reste à un chef coutumier kabyè), ou bien lorsqu'elle est trop dispersée, comme on peut l'observer dans les régions caféières et cacaoyères, notamment à Kpélé-Elé, où les plantations du Mont Haïto, situées à quelque 15 ou 20 km du village, nécessitent l'installation de travailleurs sur place. Mis à part ces cas extrêmes, le manœuvre est généralement, comme partout au Togo, temporaire, payé à la tâche — une affaire de nécessité plutôt que de prestige. On le trouve surtout dans les régions où l'agriculture est stimulée de l'extérieur : sur le projet vivrier, dans l'Est-Mono, dans les régions SRCC. Mais il s'impose aussi petit à petit dans les régions d'immigration traditionnelles, dans lesquelles l'exploitant a gardé une relative autonomie spatiale et sociale : du côté de Bassar (Kikpéou), de Blitta (Assoumakodji) ou de Notsé (Yotoyo), par exemple. Il est essentiellement destiné à faire l'appoint pour l'occupation de l'espace. On ne l'utilise pas là où celle-ci est limitée d'une manière ou d'une autre (extension, dispersion...), par exemple au « pays » ou dans certains coins de forte pression autochtone, tel Kassenguékopé.

### *Diversité des stratégies pour la maîtrise de l'espace*

On peut s'étonner à propos du « pays » de ne pas découvrir au moins l'amorce d'un mouvement de récupération des terres que les immigrés ont laissées derrière eux. Leur abandon commence à être visible par endroit pour le profane et, à côté de cela, la charge de population, ramenée au niveau de l'espace cultivé, reste, on l'a vu, très lourde (0,11 ha/individu seulement). Or, non seulement les superficies cultivées/actif y restent beaucoup plus faibles que chez les Kabyè et les Losso de la diaspora (tableau 30), mais encore le recours au salariat n'y est pas passé dans les mœurs. Il est évident qu'il y a interférence à ce niveau entre des explications d'ordre démographique, d'ordre économique et d'ordre social. Il semble cependant qu'il faille privilégier ces dernières. Le vieillissement de la population, qui fait que les chefs d'exploitation sont forcément moins actifs que leurs homologues plus jeunes, est en effet une donnée à manier avec précaution. Il y a compensation, on l'a vu, grâce à la seconde génération, beaucoup mieux représentée qu'ailleurs parmi les actifs (tableau 28). L'absence de numéraire, par ailleurs, qui éloigne autant les bonnes volontés familiales que les manœuvres en quête de salaire, ne constitue pas non plus en soi une explication suffisante, en raison des liens étroits qui unissent, on l'a vu là aussi, les différents pôles de l'aire kabyè et losso et dont les retombées économiques commencent à être visibles également pour le profane, surtout lorsque le soleil fait briller les toits de tôle ondulée. Le blocage, qui recouvre en fait tous les autres, est plutôt du domaine du foncier. Pour les générations présentes de la diaspora en effet, la terre ancestrale fait encore partie du « vécu » et, même si on la prête volontiers à un « frère » établi là-bas, il n'est pas question pour le moment qu'il y ait un remaniement en profondeur de la tenure du sol. Cela viendra peut-être plus tard.

Les populations autochtones des régions d'accueil des Kabyè, des Losso et des Lamba ont comparativement une approche de l'espace moins contenue. Des densités démographiques moindres, un parcellaire foncier moins rigide permettent à chaque exploitant de s'octroyer, en l'absence de toute intervention extérieure, sensiblement plus d'hectares, à chaque actif d'en cultiver davantage, à chaque individu d'être un peu mieux nanti sur ce plan (tableau 31). Approche moins contenue, approche plus libérale aussi, puisque les actifs, qu'ils soient kotokoli, éwé ou ana, ont unanimement recours à de la main-d'œuvre salariée, alors qu'ils bénéficient déjà du concours de sociétés d'entraide (aussi bien instituées chez les Kotokoli ou les Ana que chez les Kabyè ou les Losso) et qu'ils supportent dans tous les cas moins de 0,50 ha, comme on peut l'observer.



ver à Tchalo, Samourékodji ou Gbeybey. Cette force de travail extérieure leur permet en fait d'avoir un champ d'activité un peu plus étendu que les actifs du pays kabyè ou losso, sans être vraisemblablement plus productifs pour autant.

Beaucoup plus grand est le hiatus qui les différencie des Kabyè et des Losso de la diaspora. On peut comparer, par exemple, le comportement des Kotokoli de Tchalo à celui des Kabyè de Kazaboua, celui des Ewé de Samourékodji à celui des Losso d'Assoumakodji, celui des Ana de Gbeybey à celui des Losso de Kassenguékopé (figure 2 et tableau 32).

TABLEAU 31  
La responsabilité des actifs permanents dans les exploitations lamba, peul, kotokoli, éwé et ana étudiées

Lieux d'enquête	Superficie moyenne de l'exploitation (ha)	Nombre d'individus/ exploitation	Nombre d'actifs/ exploitation	Superficie moyenne/ individu (ha)	Superficie moyenne/ actif (ha)	Nombre d'individus/actif
Alchangbadé	5,12	13	7	0,39	0,73	1,8
Périmètre FCD-Kara	4,40	10	4,4	0,44	1,00	2,2
Projets spécifiques de la Kara	4,52	10,4	4,8	0,43	0,94	2,1
Tchalo	1,91	15	4	0,13	0,48	3,7
Samourékodji	1,85	10	5	0,18	0,37	2
Gbeybey	1,38	6,7	3,7	0,20	0,37	1,8
Plaine centrale	1,55	9	4	0,17	0,38	2,2
Clavagnon projet Est-Mono	1,00	8	3	0,12	0,33	2,6

TABLEAU 32  
Comparaison des exploitations autochtones et allochtones étudiées dans la plaine centrale

	Exploitation moyenne (ha)	Importance numérique	Ha/individu	Ha/actif	Salariat
Tchalo	1,91	15	0,13	0,48	oui
Kazaboua	4,00	11	0,36	0,83	2 sur 6
Samourékodji	1,85	10	0,18	0,37	oui
Assoumakodji	3,95	7	0,56	1,97	oui
Gbeybey	1,38	6,7	0,20	0,37	oui
Kassenguékopé	2,61	6,4	0,40	1,00	non

A l'instar de ce que montrent ces exemples, l'exploitation autochtone est souvent deux fois moins étendue que l'exploitation allochtone, alors que le nombre de personnes qui en vivent y est généralement supérieur, un actif y supporte deux fois, trois fois, jusqu'à cinq fois moins d'hectares, alors que le salariat y est beaucoup plus utilisé..., paradoxes pour lesquels on a déjà une explication au niveau du foncier, puisque

l'immigré, on l'a vu, continue à se partager entre deux terres, ne donnant guère plus qu'une dimension économique à celle qu'il a conquise — attitude qui le place évidemment en position de force par rapport aux autochtones. Enfermés dans leur microcosme, ceux-ci sont freinés non seulement par toutes les contraintes religieuses qui souvent « gèlent » davantage la terre ancestrale qu'elles ne la fécondent, mais aussi par les obligations sociales que représente une famille étendue (tableau 27), dont, on l'a vu, la plupart des immigrés se passent. Reste à voir quel sens donner à ce décalage qui oppose les uns et les autres, au niveau de l'exploitation de l'espace à proprement parler.

En attendant d'aborder ce point, on constate d'ores et déjà que, placés dans une situation égalitaire, autochtones et allochtones font montre des mêmes besoins et maîtrisent autant d'espace les uns que les autres. Le périmètre FED-Kara en offre un bon exemple. Lamba d'un côté, Kabyè et Losso de l'autre y occupent et y travaillent des superficies équivalentes (0,44 et 0,43 ha/individu, 1 ha/actif de part et d'autre). Seule différence, les autochtones lamba, qui ont à faire face à des familles de 10 personnes en moyenne (contre 5,6 chez les autres), compensent ce surcroît de responsabilité en étendant leur exploitation dans les interstices laissés par les aménageurs entre les blocs culturels. Dans tous les cas, on se passe de main-d'œuvre salariée, mais non des sociétés d'entraide traditionnelles, dont les plus grandes (*harkpem* chez les Lamba, *hara* chez les Kabyè, *kpabi* chez les Losso) ont la particularité d'accueillir parfois des membres qui ne sont pas de l'ethnie dominante. Le rôle régulateur de la société de développement, qui tendrait à uniformiser les comportements des communautés en présence, apparaît encore à travers l'exemple du projet vivrier, et plus précisément à Atchangbadé où les superficies que peuvent mettre en valeur les Peul leur permettent de rivaliser avec les Kabyè (0,73 ha/actif, contre 0,57, avec, dans les deux cas, un fort recours au salariat). Ils n'y sont toutefois pas davantage chez eux que les Kabyè. En fait, les deux groupes sont au départ dans une situation analogue, du fait qu'ils ne sont installés là que depuis une ou deux générations. Les Peul sont arrivés de l'est, via Awandjélo sur la Nationale 1, les Kabyè, du nord, de Yadé au pied du massif de Tcharé. Ce sont cependant ces derniers qui font figure d'autochtones, tant par la proximité de leur lieu d'origine que par leur nombre et, pourrait-on dire, suite à toutes les considérations qui viennent d'être faites, par leur taux d'occupation de la terre (0,18 ha/individu contre 0,39 pour les Peul). Atchangbadé est l'exemple même du milieu intermédiaire, un milieu dans lequel les Kabyè font montre d'une approche de l'espace à mi-chemin entre ce qu'elle est dans leur pays et ce qu'elle est dans les véritables régions d'immigration, entre ce qu'elle est dans les plus traditionnelles de celles-ci et ce qu'elle est sur un périmètre totalement pris en charge par une technostucture comme le FED.

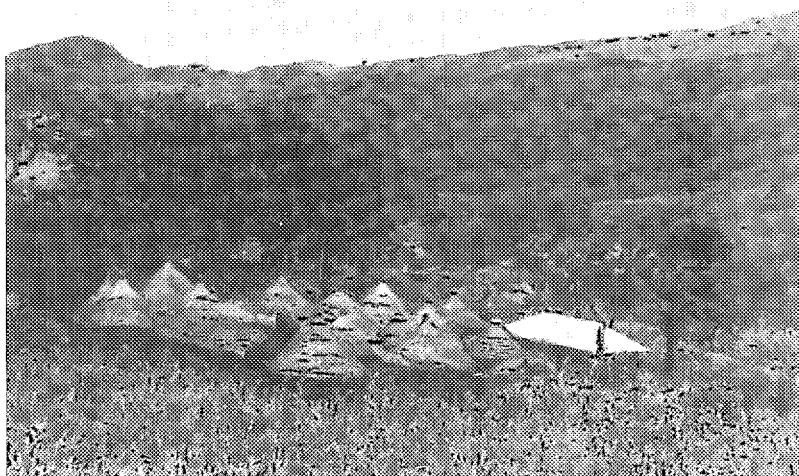
Par l'étendue de l'espace qu'il maîtrise et par l'importance de la force de travail qu'il mobilise pour cela, le paysan kabyè ou losso hiérarchise en effet les différents types de secteurs qu'il occupe et qui sont déjà en eux-mêmes fortement contrastés. Il fait preuve par là-même de volontarisme autant que d'empirisme, se posant en situation de force dans certains cas, faisant preuve d'une mesure excessive dans d'autres. Son approche de l'espace n'est pourtant jamais entièrement déterminée par les conditions écologiques du milieu où il se trouve. Sa stratégie n'est jamais une stratégie de survie, même au pays où le déclin de l'unité budgétaire, modeste il est vrai, n'entraîne pas la réaction en chaîne qu'il devrait normalement provoquer : maintien de la superficie moyenne de l'exploitation agricole, accroissement des superficies cultivées/actif (qui sont tellement inférieures à ce qu'elles sont en régions d'immigration), accroissement des superficies cultivées/individu. Car s'il est bien vrai que l'espace libéré par le voisin ne peut être facilement récupéré, il est étonnant par contre que celui que met en valeur une famille, avec des taux d'occupation et une productivité/actif aussi faibles, ne continue pas à être exploité intégralement lorsque la taille de cette famille par chance diminue quelque peu. On assure en effet à chacun le même minimum vital qu'il y a quinze ans, sans chercher à profiter des possibilités qu'offre l'allègement de la charge de population par rapport à l'espace cultivable, celle-ci étant maintenue égale à elle-même par rapport à l'espace cultivé.

Même processus, mais inversé, dans la plaine centrale, où l'accroissement de l'unité budgétaire va de pair avec celui de l'exploitation agricole et n'a donc guère plus de conséquences au niveau des superficies cultivées/individu. Les actifs savent trouver dans l'espace de quoi assurer à chacun à peu près le même quota qu'il y a quinze ans et exploitent pour cela des unités infiniment supérieures à celles qu'exploitent leurs homologues au « pays ». C'est là un point fondamental : plus les superficies cultivées/actif sont grandes, plus les superficies cultivées/individu le sont. Il ne s'agit pas ici, contrairement à ce qui se passe au pays, d'assurer à chacun un minimum vital. C'est un autre seuil que l'on recherche et, de par sa nature, un seuil à dépasser. Seul un ajustement continu de la taille de la famille sur celle de l'exploitation (ou vice versa selon les diverses pressions qui peuvent s'exercer sur les immigrés, démographiques, sociales, économiques, politiques) permet de ne pas rester en deçà. Cette quête permanente se joue dans tous les cas au niveau de l'exploitation agricole familiale, puisqu'elle vise à l'intégrité du rapport de l'homme à l'espace cultivé et que c'est sur cette base, on l'a vu lors de l'étude foncière, que celui-ci est remis annuellement en question — alors que l'espace cultivable reste, lui, par contre, le plus souvent, du domaine des communautés « villageoises ». Comment le recul de ce dernier qu'implique cette façon quelque peu pragmatique de maîtriser l'espace agraire est-il répercuté au niveau de l'exploitation du sol à proprement parler ?



PLANCHE I  
Le pays kabyè en 1980 (Koumèa)

1 – Concession traditionnelle



2 – Aménagement en terrasses pour la culture du sorgho



3 – Concession moderne

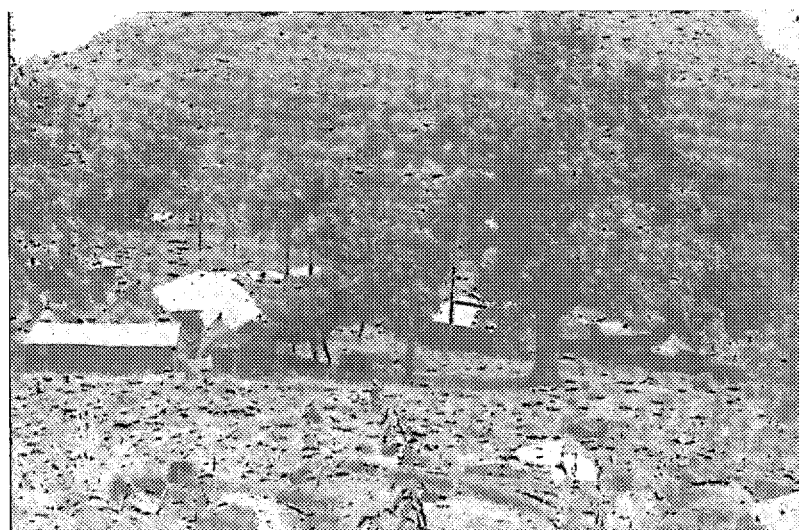
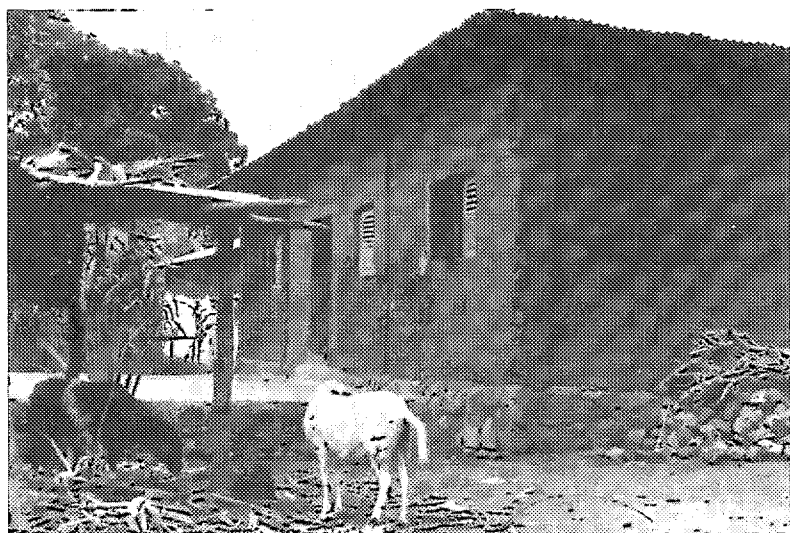


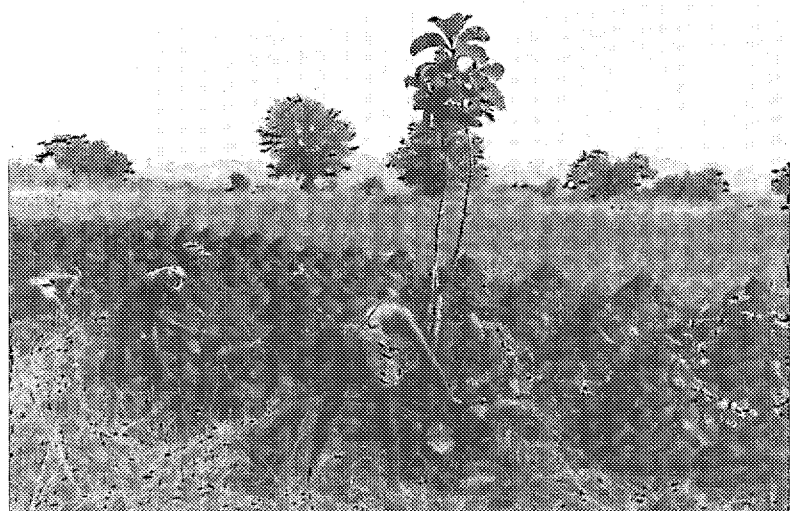
PLANCHE II  
Le pays kabyè en 1980 (piémont des  
massifs de Lama et du Lama-Dissi)



4 — En descendant les pentes  
du massif de Lama



5 — Case du piémont  
construite dans les années 1960



6 — Champ du piémont : *egbare*  
confectionnant les buttes d'igname

PLANCHE III  
Le pays losso en 1980  
(Niamtougou)

7 – Concession traditionnelle



8 — Champ d'igname dans la palmeraie



9 – Case moderne en pierres sèches du « pays »

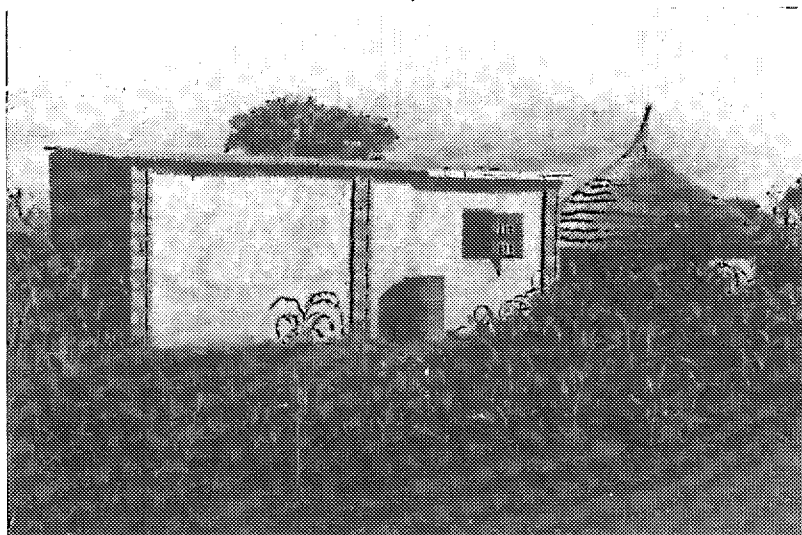




PLANCHE IV  
Le périmètre FED-Kara  
en 1980



10 — Bloc de culture



11 — Case-type conçue par le FED

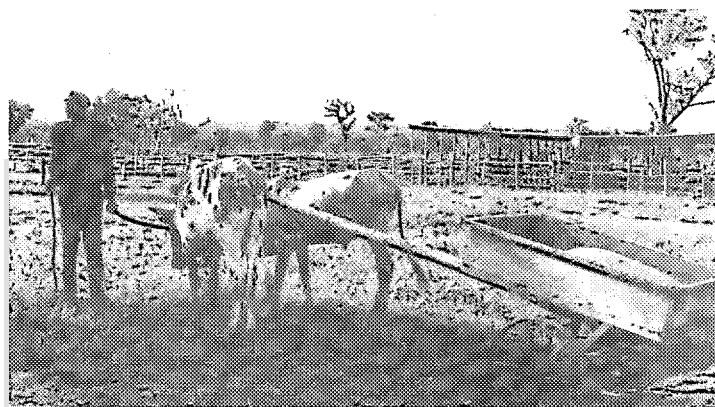


12 — Grenier et abri pour animaux  
conçus par les immigrés

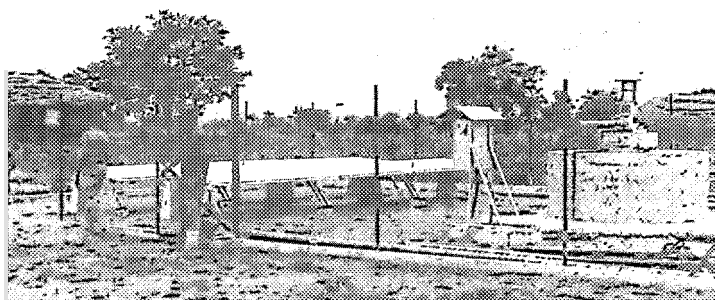
13 — Concession lamba traditionnelle  
englobée dans le périmètre

PLANCHE V  
Le périmètre FED-Kara  
en 1980

14 — Bouvier devant le ranch



15 — Pompe solaire



16 — Initiation à la culture attelée sur fond d'Atakora

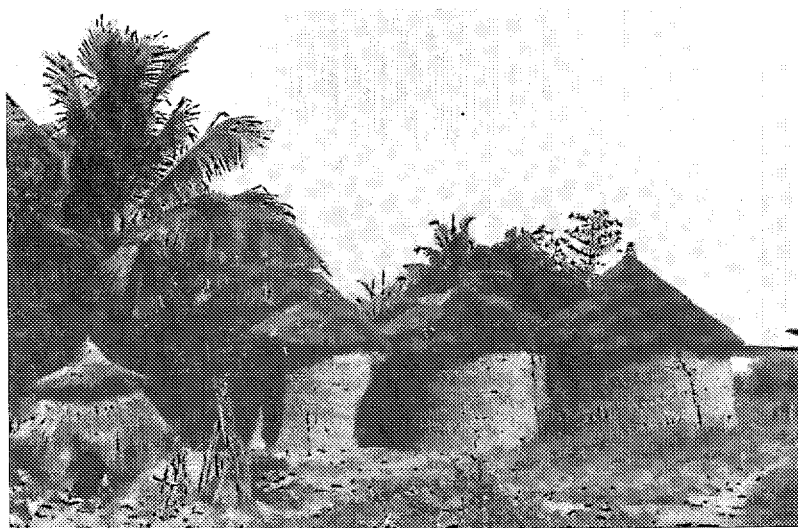


17 — Premiers essais





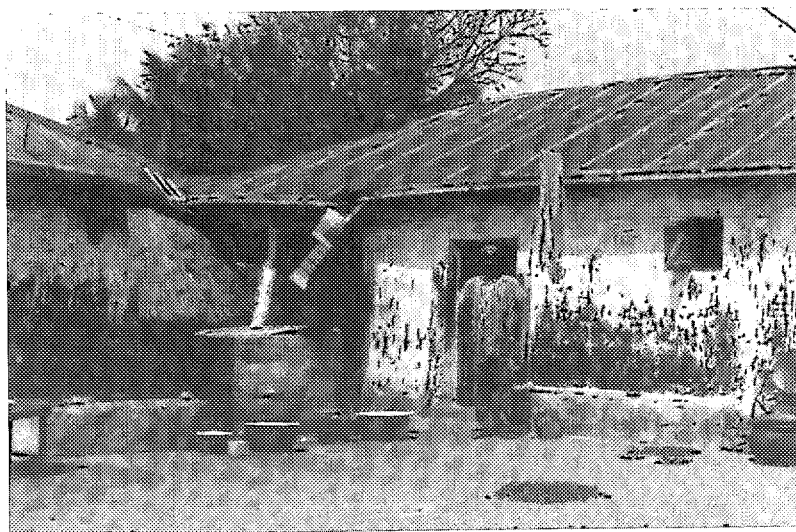
PLANCHE VI  
Les « terres neuves » :  
l'habitat en 1980 (Kazaboua)



18 — Concession traditionnelle  
fidèlement reconstituée



19 — Concession semi-traditionnelle



20 — Concession moderne

PLANCHE VII  
 Les « terres neuves » :  
 aspects de l'environnement en 1980  
 (Kazaboua)

21 — Culture du tabac  
 aux abords d'une concession



22 — Disparition du jardin de case



23 — Substitut du trou à fumier



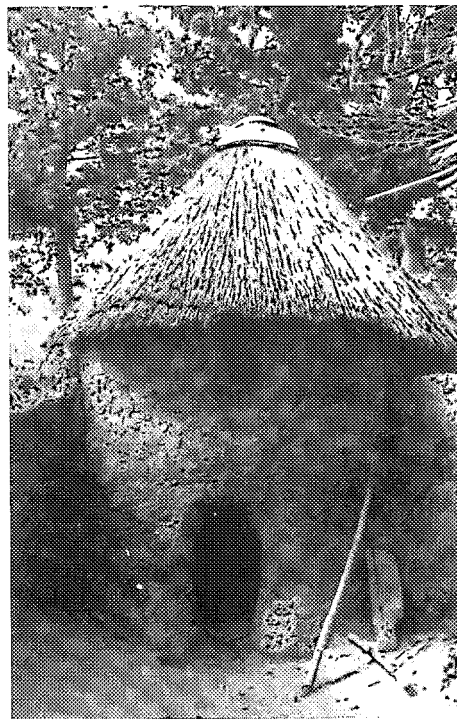


PLANCHE VIII  
Les « terres neuves » ;  
types de greniers en 1980  
(Kazaboua)

24 — Greniers légers et précaires



25 — Greniers avec abris pour animaux

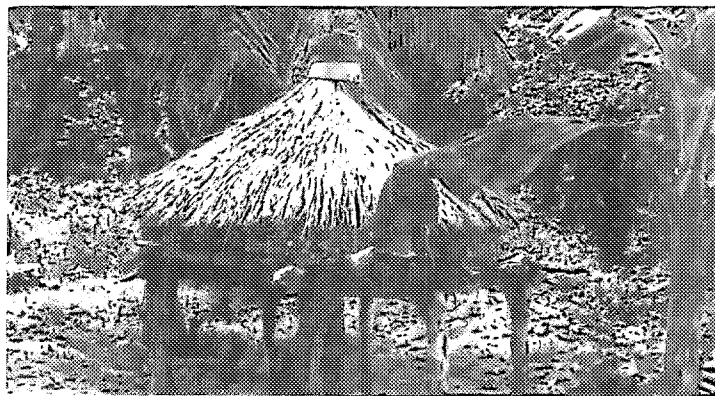


26 — Grenier avec abri pour animaux  
intégré dans l'enceinte de la concession

27 — Greniers à plusieurs compartiments

PLANCHE IX  
La région des « terroirs intercalaires »  
en 1980  
(Kassenguékopé)

28 — Grenier à maïs typique du sud de la  
plaine centrale



29 — Habitat type



30 — Grenier traditionnel



31 — Disparition de l'enceinte

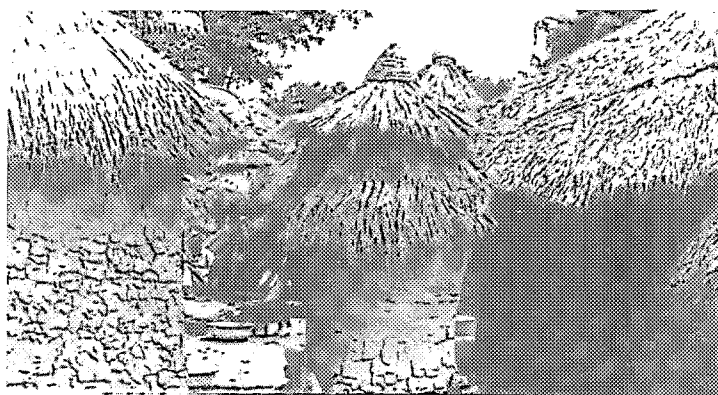
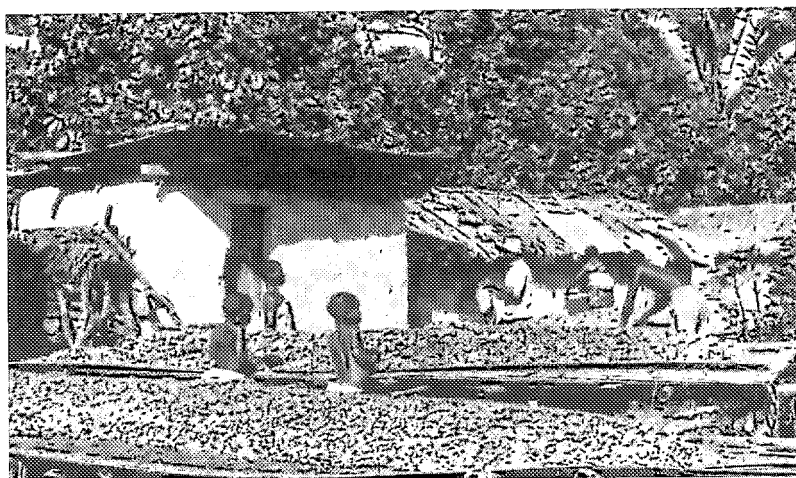
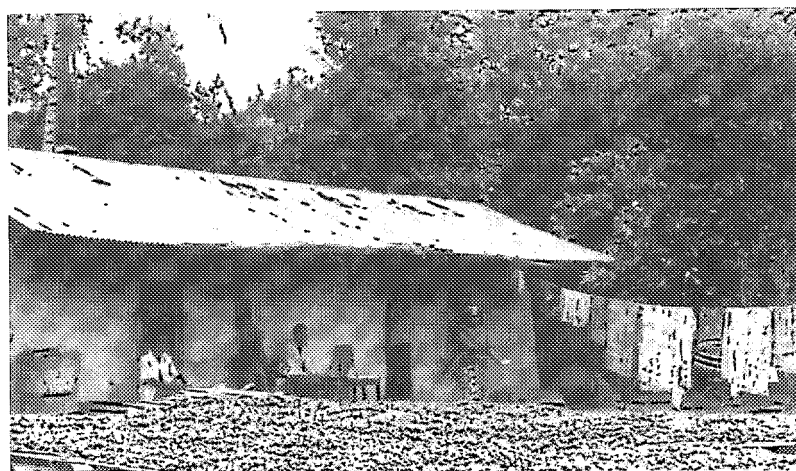




PLANCHE X  
Les régions cacaoyères  
en 1980  
(Tomegbé)



32 — Séchage des fèves de cacao  
au sein d'une concession



33 — Case moderne type



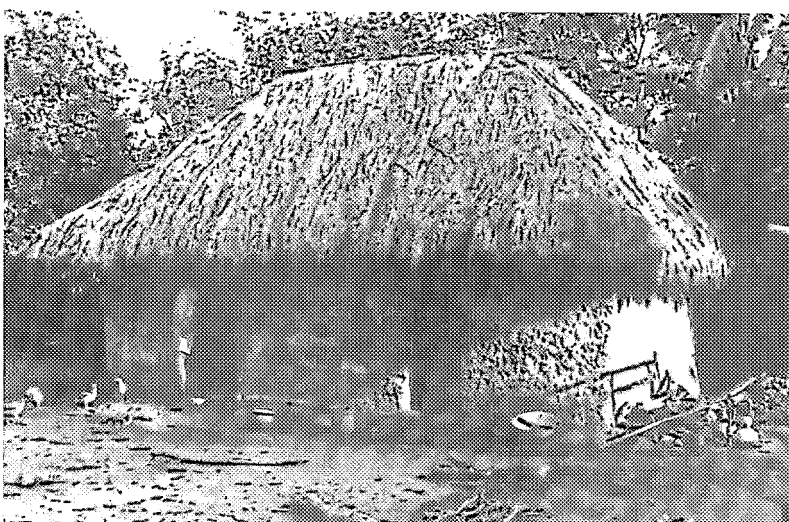
34 — Case traditionnelle  
avec toit en feuilles de cacaoyers

PLANCHE XI  
Les régions caféières  
en 1980  
(Woévé)

35 — Maintien de la basse-cour



36 — Case type dépourvue d'annexes



37 — Cour type ouverte à tout vent





## chapitre 4

### La rentabilisation de l'espace par les Kabyè et les Losso

#### DE L'EXTENSIF A L'INTENSIF ?

« Les Kabrè sont passés sans transition d'une économie de terroir limité, à haute densité humaine, à une économie de zone cultivable illimitée et à faible occupation. » C'est J.C. FROELICH qui parle ainsi au terme de son ouvrage sur « Les montagnards paléonigritiques » (FROELICH (J.C.), 1968 : 245). Le cliché est très largement dépassé aujourd'hui. Si les zones cultivables illimitées ont, certes, existé, et peuvent encore faire illusion aux franges de l'aire migratoire traditionnelle, les fronts de colonisation villageoise se sont la plupart du temps, on l'a vu, stabilisés à la rencontre des terroirs voisins. Or, on a vu également la propension des Kabyè ou des Losso à se serrer dans des zones privilégiées et les limites de leur esprit pionnier. Comment les systèmes d'exploitation extensifs, qui ont fait le succès de leurs migrations, évoluent-ils sous la pression de densités de population qui ne peuvent que s'accroître avec le temps ? La question prend toute son acuité face à ce trait spécifique de leur dynamique spatiale que constitue leur volonté de préserver, en certains points au moins, la charge de population de l'espace cultivé, à défaut de pouvoir le faire pour celle de l'espace cultivable. La maîtrise dont ils font preuve à cet effet peut s'expliquer de diverses manières : ou la densification de l'espace villageois n'est pas encore suffisante pour justifier le recul des superficies cultivées par individu, ou elle est déjà assez avancée pour entraîner la dégradation de systèmes d'exploitation fondés avant tout sur de longues jachères, mais les exploitants passent outre, ou alors c'est parce que précisément ils ont déjà opéré une reconversion en faveur de systèmes plus intensifs qu'ils peuvent se permettre de négliger ainsi leurs terres en réserve — que les nouveaux immigrés préfèrent, on l'a vu, aux espaces vierges.

Nous avons essayé de décrypter à travers la morphologie des exploitations agricoles que nous avons étudiées les signes d'une dégradation ou au contraire d'une progression des systèmes culturels. La taille des parcelles, leur situation par rapport à l'habitat, leur dispersion, leur stabilité sont autant d'éléments à prendre en considération pour évaluer l'intensité des rapports que l'homme entretient avec l'espace global qui lui est imparti. C'est là un préalable indispensable à l'étude de leur efficacité, qui fera suite à celle-ci. Il va de soi qu'un parcellaire dépend étroitement des conditions écologiques du milieu dans lequel il s'insère et que, de leur pays jusqu'à la Région Maritime, Kabyè et Losso ne peuvent s'investir autant les uns que les autres dans leurs décors respectifs. Il n'est qu'à regarder la variété de leur cadre de vie pour deviner que leur projection dans l'espace peut revêtir mille formes, avoir un tracé plus ou moins harmonieux, plus ou moins cohérent, plus ou moins ferme (avec tout ce que cela implique évidemment au niveau de l'exploitation de la terre), l'exemple le plus significatif étant encore celui du parcellaire qu'ils ont élaboré chez eux et dont tant d'observateurs ont admiré la minutie.

#### *Au « pays » : morcellement et déstabilisation de l'exploitation agricole*

L'image de l'exploitation d'un seul tenant, dans laquelle espace de résidence et espace de subsistance sont intimement mêlés, s'impose toujours au promeneur qui arpente les massifs kabyè ou s'enfonce dans cette oasis qu'est la palmeraie losso. Pourtant, même au « pays », elle est aujourd'hui un peu surannée. Dans certaines localités du piémont, sans même parler de celles qui se trouvent dans l'orbite directe du complexe



Kara-Pya, l'habitat suffit à lui seul à dénoncer, tant par sa trame que par sa forme, l'évolution des rapports de voisinage, moins personnalisés qu'autrefois peut-être, mais aussi moins suspicieux, et par là même l'évolution des rapports de l'homme et de la terre, à coup sûr moins rigides. L'heure n'est plus d'évoquer le côté défensif de ce paysage agraire, dégagé depuis plusieurs décennies du carcan que faisait peser sur lui la crainte des agressions extérieures, mais il est temps peut-être d'y reconnaître les prémices d'un nouvel ordre, dans lequel l'individualisme notoire de ces populations ne trouve plus à s'exprimer de la même manière qu'autrefois. « L'habitat dispersé à fermes isolées », tel qu'on le voit toujours dès que l'on s'écarte des principaux axes de communication, est en effet riche de signification, non seulement sur le plan relationnel, mais aussi au niveau de la structuration de l'espace à proprement parler et, partant, de son exploitation. Il est en l'occurrence le meilleur garant d'une agriculture intensive à base de travail (concentration de la main-d'œuvre et des animaux susceptibles d'engraisser le sol) et sa mutation, son regroupement notamment, d'emblée en dit long sur le devenir des structures agraires et des systèmes afférents. Est-ce à dire que son intégrité, puisqu'elle est encore visible, va de pair avec leur immutabilité ? Il semble que pour interpréter l'espace forgé par la diaspora, dans toute sa diversité, il faille d'abord faire le point sur celui que continuent à exploiter ceux grâce auxquels les régions d'émigration ont conservé jusqu'à présent les effectifs qu'elles avaient au début du siècle.

Un fait frappe aujourd'hui là-bas : le morcellement des exploitations agricoles, surtout en pays kabyè. Certes, la pression démographique et l'ouverture vers l'extérieur conjuguées font que le paysage agraire y est depuis longtemps dédoublé. A la zone que les Kabyè appellent *desida*, « dans les maisons », s'oppose celle qu'ils appellent *tare*, « au loin » et que C. SAUVAGET décrit ainsi : « *L'autre paysage ne se trouve que dans la plaine. C'est celui des espaces inhabités, où le sol est occupé par un damier irrégulier de champs et de jachères, au couvert arboré souvent clairsemé, et relié aux habitations par un faisceau de longues pistes* » (SAUVAGET (C.), 1981 : 20). Traditionnellement, c'est là que chacun a son champ d'ignames, la montagne étant réservée au sorgho, mais dans la pratique, du moins actuellement, ce partage n'est guère perceptible. Le terroir de Boua, étudié par C. SAUVAGET, fait bien ressortir l'enchevêtrement des différentes parcelles de culture, localisées indifféremment sur un substrat ou sur l'autre (1). Il est vrai qu'en maints endroits, depuis 1963 surtout, le piémont est devenu le point de convergence des paysans du « Sud » autant que de ceux des montagnes. Ce sont les militaires « rendus » par la France au moment de l'Indépendance qui souvent donnèrent l'exemple au départ. Dès que les troubles qui affectèrent la région à cette époque eurent cessé, chacun voulut avoir son point de chute au pied des massifs et la zone des cultures lointaines, la zone des champs de brousse, où l'on ne s'aventurerait pas seul autrefois, n'est en maints endroits qu'un long chapelet d'habitations, alternativement groupées ou clairsemées, modernes ou traditionnelles. Les parcelles de ceux d'en haut n'y sont plus qu'une petite composante du paysage, un paysage qui, avec l'essor de la ville de Kara, n'a pas fini de s'humaniser. Il est révolu le temps du *teto* partagé sans ambiguïté entre les grandes *dea*, même si celles-ci, dès que l'on s'élève un peu au-dessus de la plaine, donnent encore cette illusion.

En fait, l'exploitation agricole de montagne n'est pas moins morcelée qu'une autre, malgré son semblant d'unité. Elle ne l'est pas davantage non plus d'ailleurs, bien qu'elle embrasse les deux milieux à la fois, montagne et plaine, et que le second soit maintenant aussi aliéné que le premier. C'est du moins ce que laissent apparaître les exemples que nous avons étudiés à Kouméa et à Lassa (entre 4 et 5 blocs de culture, recouvrant entre 5 et 6 parcelles de culture). Par contre, la taille de la parcelle, comme celle de l'exploitation, a tendance à y être nettement plus petite que dans les plaines adjacentes. Nos exemples donnent une moyenne de 0,08 ha, contre 0,17, dans l'ensemble, à Kouméa et 0,13 à Lassa (tableau 33). Cette miniaturisation va de pair avec une dispersion plutôt moindre qu'ailleurs (dans un rayon de moins de 500 m autour de l'habitat en général, alors que dans le cas des exploitations ancrées dans la plaine celui-ci peut atteindre jusqu'à 2 km). On remarque qu'elle va de pair également avec la stabilité des parcelles et de ce fait avec l'absence totale de jachère. Le milieu montagnard kabyè est incontestablement marqué encore de nos jours par la compacité et par la stabilité de son élément de base, l'exploitation agricole, et ce en dépit de l'éclatement inévitable de celle-ci. Il n'est pas évident toutefois que cette retenue soit encore le fait de systèmes d'exploitation d'une intensité exceptionnelle.

Beaucoup plus « dégagé » semble être le parcellaire dans les plaines qui entourent les massifs, impression que corroborent nos mesures, surtout lorsque l'on aborde le pays losso (tableau 33). Le parcellaire y est en effet plus déployé, certains champs du canton de Niamtougou pouvant être situés jusqu'à 4 km de l'habitat, mais il est du même coup moins morcelé (entre 3 et 4 blocs de culture et 4 et 5 parcelles de culture par exploitation), la parcelle, tout comme l'exploitation, étant évidemment de taille déjà plus conséquente (0,25 ha). Néanmoins celle-ci, là encore, est caractérisée par une grande stabilité, encore que l'on y ait recours quelquefois à la jachère, jachère de courte durée (deux ou trois ans maximum), portant plutôt sur les champs « empruntés » que sur ceux hérités directement du père, sur les champs lointains que sur ceux qui se trouvent

(1) SAUVAGET (C.), 1981 : cartes hors-texte 13 et 14.

dans l'orbite directe de l'habitat. On décèle là des structures de transition entre celles des massifs surpeuplés, où la tradition veut que l'homme soit apparu, et celle de la grande plaine centrale, où l'histoire veut qu'il soit resté absent jusqu'à un passé très récent — jusqu'à ce qu'arrivent en fait les migrants kabyè ou losso dans bien des cas. L'émigration au cours de ces quinze dernières années ne les a pas modifiées en profondeur. Tout au plus a-t-elle accentué comme sur les montagnes la miniaturisation du parcellaire (cf. B. LUCIEN-BRUN).

TABLEAU 33  
Morphologie du parcellaire dans les exploitations kabyè et losso étudiées

Lieux d'enquête	Superficie moyenne de l'exploitation (ha)	Superficie moyenne/actif (ha)	Nombre de blocs de culture	Nombre de parcelles de culture	Taille moyenne d'une parcelle de culture (ha)	Distance maximum des parcelles par rapport à l'habitat (km)
Kouméa	1,01	0,21	4,6	5,8	0,17	2
Lassa	0,68	0,20	4,7	5,2	0,13	0,5
Niamtougou	1,17	0,43	3,7	4,7	0,25	4
Pays d'origine	0,95	0,26	4,3	5,3	0,18	
Asséré (projet Togo-Nord)	2,77	0,60	6	7	0,40	7,5
Atchangbadé (projet vivrier)	8,95	0,85	4	9	0,99	14
Périmètre FED-Kara	2,51	1,00	1	4,8	0,52	0
Projets spécifiques de la Kara	3,37	0,84	2,4	5,7	0,59	
Kikpéou zone de glissement	1,69	0,42	3	5	0,34	3
Kazaboua	4,00	0,83	1,6	3,3	1,2	20
Assoumakodji	3,95	1,97	1	4	0,99	3,5
Kpessi	0,80	0,27	1	1	0,80	0
Kassenguékopé	2,61	1,00	2,1	5	0,87	7,5
Yotoyo	2,39	0,48	1	3,5	0,68	1,5
Plaine centrale	3,08	0,81	1,7	3,9	0,79	
Elavagnon (projet Est-Mono*)	4,05	0,66	1,2	4,7	0,86	6
Tomegbé	4,69	2,03	4,3	5	0,94	14
Woévé	3,48	1,12	3,8	5	0,69	6
Kpélé-Elé	4,12	1,64	3,5	7	0,59	17
Régions SRCC	3,80	1,35	3,8	5,3	0,71	

\* L'exploitation de 22 ha n'est pas prise en ligne de compte ici.

### *Dans la plaine centrale : croissance et dispersion des « trains de culture »*

C'est un tout autre schéma que l'on découvre en effet dans la grande plaine centrale (tableau 33). L'exploitation d'un seul tenant — à la rigueur scindée en deux blocs — continue à être la formule privilégiée des Kabyè et des Losso, mais elle est cette fois totalement dissociée de l'habitat, quel qu'il soit, qu'il rappelle les vastes nébuleuses du « Nord », comme à Kazaboua, ou les hameaux denses du « Sud », comme à

Kassenguékopé. C'est cette dissociation d'ailleurs qui lui permet de résister à l'éclatement et au morcellement. Le nombre des parcelles de culture y est inférieur à ce qu'il est partout ailleurs (3,9 contre plus de 5 au « pays », sur les « projets » spécifiques de la Kara ou encore dans les régions caféières et cacaoyères). Celles-ci en revanche y sont plus vastes, allant jusqu'à dépasser un hectare, ce qui est exceptionnel, tant chez les Losso que chez les Kabyè. La base de cette sobriété, si l'on peut dire, est le découpage du terroir en « lanières » — lequel est aussi caractéristique, en principe, d'une agriculture extensive que le microparcellaire des massifs de Lama (Tcharé) ou du Lama-Dissi (Farendé) l'est d'une agriculture intensive. On pourrait dire aussi qu'il est le propre des immigrés face aux populations qu'ils côtoient. En fait, les autochtones de la plaine centrale ont tendance également à regrouper leurs parcelles, mais le phénomène repose dans leur cas sur une façon de « consommer » l'espace fondamentalement différente de celle des allochtones (tableau 34).

TABLEAU 34  
Morphologie du parcellaire dans les exploitations kotokoli, éwé et ana étudiées

Lieux d'enquête	Superficie moyenne de l'exploitation (ha)	Superficie moyenne/actif (ha)	Nombre de blocs de culture	Nombre de parcelles de culture	Taille moyenne d'une parcelle de culture (ha)	Distance maximum des parcelles par rapport à l'habitat (km)
Tchalo (Kotokoli)	1,91	0,48	3	4	0,47	1
Samourékodji (Ewé)	1,85	0,37	3	5	0,37	1
Gbeybey (Ana)	1,38	0,37	1,2	3,7	0,37	1,5
Plaine centrale	1,55	0,38	1,8	4	0,39	

Outre le fait qu'ils préfèrent au terroir décomposé en lanières le terroir classique, dans lequel les droits coutumiers sont du ressort, non de la famille restreinte, mais de la communauté (du lignage au moins), Kotokoli, Ewé ou Ana marquent une nette préférence pour la petite exploitation (comme on l'a déjà vu), la petite parcelle, les petites distances. Aux Kabyè et aux Losso par contre, les grandes exploitations, les grandes parcelles, mais aussi les distances démesurées. Sur quoi repose cette divergence — qui devient partage quand la promiscuité l'exige ?

C'est dans la partie méridionale et intermédiaire de la plaine centrale surtout qu'autochtones et allochtones peuvent être confrontés à des problèmes de partage de l'espace et l'on peut se demander qui des uns ou des autres impose en fin de compte son schéma. Y a-t-il libre choix des deux côtés ou domination d'un groupe par l'autre ? On se souvient d'avoir vu à propos des rapports entre les Ana de Gbeybey et les Losso de Kassenguékopé (dans la région de Gléi) que la terre n'était pas vraiment un enjeu entre les deux communautés. On ne saurait dire a priori laquelle subit le plus la pression de l'autre. Les Ana se plaignent, certes, d'être trop serrés et les Losso d'avoir trop à marcher (ils doivent faire entre 4 et 7,5 km pour gagner leurs champs, alors que les Ana n'ont pas plus de 1,5 km à faire). Ni les uns, ni les autres cependant n'ont fait montre d'une réelle volonté de changement au cours de ces quinze dernières années (tableau ci-après).

Superficie moyenne de l'exploitation (ha)	Gbeybey (Ana)	1966	1980
		1,05	1,38
	Kassenguékopé (Losso)	1966	1980
		2,44	2,61
Superficie moyenne de la parcelle de culture (ha)	Gbeybey (Ana)	1966	1980
		0,40	0,37
	Kassenguékopé (Losso)	1966	1980
		0,76	0,87

La taille moyenne de l'exploitation agricole s'est accrue de part et d'autre, celle de la parcelle de culture a un peu diminué à Gbeybey et un peu augmenté à Kassenguékopé, mais insuffisamment pour que cela soit significatif à ce niveau, les distances n'ont pas changé et, qui plus est, les temps de jachère apparemment non plus, du moins chez les Losso où ils oscillent toujours entre six et sept ans, tandis que les Ana, situation géographique oblige, se suffisent de cinq ou six ans (cf. B. LUCIEN-BRUN). La stabilité générale et la similitude des temps de jachère des uns et des autres donnent à penser que les contraintes spatiales assumées par chaque groupe (faibles superficies d'un côté, grandes distances de l'autre) sont plutôt d'origine socio-historique que d'origine géographique. B. LUCIEN-BRUN estimait que la durée théorique de la jachère pouvait être dans ce coin d'une quinzaine d'années. Sans doute l'espace utile a-t-il bien diminué depuis, mais insuffisamment encore pour que les structures agraires en soient seulement ébranlées. Autochtones et allochtones peuvent encore les reproduire telles quelles chaque année, ce qu'ils font, sans avoir ni besoin (par manque d'espace) ni envie (mais pour quelles raisons ?) d'entrer en compétition entre eux. On verra ultérieurement ce qu'apporte à chacun cette stratégie de l'espace, apparemment peu ambitieuse, et lequel des deux groupes est susceptible de l'emporter le jour où leur interférence dans ce même espace aura des causes, non plus seulement humaines, mais naturelles.

La diaspora de la partie septentrionale de la plaine centrale ne connaît pas les mêmes problèmes. L'occupation de l'espace agricole ne se joue plus au niveau de petites communautés résidentielles (lignagères souvent), mais au niveau familial. On partage sa « bande » de terre avec ses fils ou ses frères ; ce couloir, qui peut atteindre encore aujourd'hui 1 à 2 km de long et dont les limites échappent en général au profane, constitue à lui seul une unité. C'est à son échelle que se produisent les « frottements » inévitables et non à celle de la communauté, comme dans la zone des « terroirs intercalaires ». La compétition éventuelle reste donc une affaire de gens du même *teto*, ce qui n'est pas fait en principe pour simplifier l'assimilation de nouveaux exploitants — qui sont en général évidemment du même *teto* aussi. Quand on sait par ailleurs que la « bande » de terre en question n'est pas un patrimoine acquis une fois pour toutes, comme peut l'être le terrain qui ceint les soukkalas au « pays », on se dit que l'accroissement de la population dans toutes ces grandes nébuleuses ne peut pas ne pas poser de problèmes (ne serait-ce que faute de structures nettes pour la canaliser sur l'espace cultivable).

Certes, les communautés villageoises de la région de Sotouboua procèdent spontanément en quelque sorte à une régulation de leur taux de croissance. C'est ainsi, par exemple, que les centres de peuplement — tous kabyè — qui se succèdent le long de l'axe ouest-est, qui part de Tchébébé sur la Nationale 1, ont grandi d'autant plus vite pendant la décennie 1970 qu'ils sont plus éloignés de Tchébébé (figure 7) : Bodjondé, à 5 km, de 16 %, Kazaboua, à 10 km, de 28 % et Kaza, à 16 km, de 70 % (1). Les nouveaux venus, d'eux-mêmes ou sous la pression des premiers occupants, s'orientent vers les terres vacantes, qui sont évidemment de plus en plus nombreuses au fur et à mesure que l'on se rapproche du Mono. Il semble que ce soit actuellement la règle dans toute la zone située à l'est de l'axe Lama-Tèssi-Blitta. Cette « soupape de sûreté » fonctionne-t-elle lorsque le seuil de tolérance admis par les villageois est considéré comme dépassé ou de manière préventive ? En d'autres termes, comment « manipulent »-ils leur terroir dans les cas où ce processus de décompression est engagé ?

Le village de Kazaboua, qui est passé, entre 1970 et 1981, de 1 452 à 1 866 habitants et dont le taux de croissance a donc été quasiment le même que celui de la population rurale togolaise (qui fut de 29 %), est un exemple de centre en état de défense (on a vu comment il essaimait au-delà de Kaza, dans la boucle que forme la rivière du même nom avec le Mono), mais qui n'a pas encore atteint le stade de la récession. Quelle stratégie appliquent actuellement les habitants dans leur approche perpétuellement renouvelée de l'espace agricole ? A la différence de ce qui se passe à Kassenguékopé en fait, où, on vient de le voir, les exploitants ont de ce point de vue un comportement très homogène et très mesuré, aucune ligne directrice ne se dégage vraiment de leur stratégie. Sans parler d'anarchie, on peut dire qu'ils font preuve de beaucoup d'individualisme dans ce domaine, faisant sauter leur « train » de cultures d'une « bande » à l'autre — une parcelle chaque année — sur la base de critères variables, mais dont le plus fréquent est, non l'éloignement (sauf pour les « vieux »), mais la fertilité. Les distances n'effraient personne à Kazaboua. Même les anciens n'hésitent pas à aller ouvrir de nouvelles « bandes », au-delà de Kaza, jusqu'à 20 km de chez eux parfois. On s'arrange toujours néanmoins dans ce cas pour avoir au moins un ou deux champs à une distance raisonnable de l'habitat (à 500 m ou 1 km, par exemple) : un de maïs-sorgho de préférence et un de coton, s'il y a lieu, puisque de toutes les façons il est exclu de faire le coton, on verra pourquoi, en des lieux difficiles d'accès. Les densités croissantes cependant n'incitent pas les familles à mettre en valeur l'espace qui entoure leur habitat. Tout au plus y plante-t-on le tabac pour le fumer ou le troquer ; il est rare, sauf situation exceptionnelle, que l'on fasse un champ de case.

(1) D'après les deux derniers recensements nationaux, 1970 et 1981.

C'est là un point important : la densification de la population et la densification du terroir ne sont pas au même diapason à Kazaboua. L'accroissement du nombre d'habitants exerce plutôt une action centrifuge sur l'espace agraire, dont le tracé ne tend ni à la concentration ni à la stabilisation. L'espace habité par contre a tendance, lui, à se densifier. On s'intercale plus facilement entre les dea en l'absence de champs autour. Celles-ci sont incontestablement moins clairsemées que celles du « pays », tout en gardant en général les principes architecturaux, et notamment l'enceinte. Quelques-unes fusionnent déjà en un noyau central, qui s'étire de part et d'autre de la piste et qui n'est pas sans rappeler certaines plaques tournantes du piémont des massifs kabyè. C'est donc à ce niveau essentiellement qu'apparaissent les effets de la pression démographique. Le terroir, quant à lui, garde toute son extensibilité par-delà les terroirs voisins. L'exploitation agricole également (la parcelle de culture aurait même tendance à s'accroître, 1,2 ha en moyenne contre 1,07 en 1966). Seule restriction peut-être, la réduction des temps de jachère, ça et là, à cinq ans, six ans, sept ans..., contraste certain avec les jachères de 15 ou 20 ans que l'on applique en d'autres points du terroir, mais dont la signification n'est pas d'emblée évidente, même si l'on remarque que ce sont plutôt les jeunes chefs d'exploitation qui s'y soumettent. Cette dernière donnée d'ailleurs est à mettre en parallèle avec les temps de jachère relevés chez les populations autochtones de la partie septentrionale et intermédiaire de la plaine centrale : trois ou quatre ans maximum chez les Kotokoli de Tchalo ou chez les Ewé de Samourékodji, par exemple, ce qui tend à prouver que les terroirs kabyè des « terres neuves » ne sont pas encore saturés — et cela précisément parce que leurs occupants se refusent à réinventer leur façon de maîtriser l'espace. La dispersion des terres, que les anciens assument autant que les nouveaux venus, permet au flux migratoire d'arriver encore à Kazaboua, sans qu'en soient modifiées pour autant les structures agraires — jusqu'au jour où peut-être celui-ci se détournera spontanément vers les « fermes » que l'on créera sur les champs les plus éloignés. Tant qu'il y aura des espaces vides à combler entre les localités ou près du Mono, la cote d'alarme ne peut être atteinte, mais ce hiatus profond entre la stratégie globale d'occupation de l'espace des populations kabyè et losso et leurs stratégies individuelles (tendance à la concentration excessive d'un côté, à la dilution non moins excessive de l'autre) ne porte-t-il pas en lui-même ses limites ?

### *Sur les « projets » : la restructuration du parcellaire, principale variable*

N'est-ce pas justement le but des « projets » de développement intégrés de la Kara ou des Mutuelles d'Elavagnon que d'éliminer ce syndrome ? Le périmètre FED-Kara en offre l'exemple le plus accompli. Là, recréés de toutes pièces, espace de résidence et espace de subsistance sont à nouveau confondus. Le périmètre est divisé en cinq secteurs (figure 13), eux-mêmes subdivisés en 36 blocs, que mettent en valeur des groupes d'environ 10 à 40 paysans ayant reçu chacun à leur arrivée un lot de 5 ha. Théoriquement, l'habitat aussi y est standardisé. Un modèle de case quadrangulaire très simple, sans annexe, mais couvert de tôle, a été conçu par les organisateurs. Intégralement fournie par le FED les deux premières années (en 1974 et 1975), celle-ci doit être ensuite partiellement réalisée par les colons eux-mêmes, puis devient en 1979 un moyen de pression dans la politique de vulgarisation de la culture attelée, qui rencontre alors des difficultés. Si bien qu'en 1980, sur 836 familles installées sur le périmètre, 186 seulement sont logées dans la fameuse case en question, les autres s'étant aménagé des logements de fortune en attendant mieux. Ce détail mis à part, le périmètre FED est un exemple typique d'espace agraire uniformisé, stabilisé, sans échappatoire possible, si l'on peut dire, encore que les Lamba qui représentaient, en 1980, 37,5 % des effectifs (contre 52,5 % pour les Kabyè et 10 % pour les Losso) en aient bien trouvé quelques-unes, étant chez eux, entre les blocs de culture officiels. Il sera intéressant de voir ce que ce cas extrême, entièrement téléguidé de l'extérieur par le biais d'un personnel très nombreux (près de 200 agents en 1980), donne au niveau de l'exploitation et de la rentabilisation de l'espace. Mais avant tout, comment réagit le paysan kabyè ou losso lorsqu'il bénéficie d'une structure d'encadrement équivalente sans que l'espace lui-même soit pris en charge ?

Il ne s'agit plus seulement ici d'évaluer l'effet de l'accroissement de la population en lui-même comme à Kazaboua, mais de voir si éventuellement la tutelle d'un organisme de développement intégré peut empêcher l'éclatement ou la dispersion de l'exploitation agricole d'une part, ses déplacements perpétuels de l'autre. Les régions dans lesquelles opèrent les projets spécifiques de la Kara ne sont pas, il est vrai, les « terres neuves ». Zones de piémont, zones de glissement, elles présentent un paysage agraire plus « ramassé » sur lui-même. Le paysan kabyè traditionnel a su y préserver en général ses deux zones de cultures, « dans les maisons » et « au loin », *desida* et *tare*. De l'habitat au champ, la reproduction du modèle originel est fidèle jusque dans les régions de Bassar et de Bafilo — en moins étrié en général, encore que, le temps passant, le parcellaire ait tendance à se morceler. L'exemple que nous avons étudié à Kikpéou, à 13 km de Bassar, est typique de la zone de glissement (tableau 33) : une exploitation de moins de 2 ha, scindée en trois blocs, dont un contigu à l'habitat, un autre à 2,5 km, le troisième à 3 km, cinq parcelles de culture de 0,34 ha en moyenne, pas de jachère pour le champ de case, cinq ans maximum pour les autres. L'exploitant, qui est originaire de Tchitchao, mais qui n'y a jamais vécu, son grand-père ayant déjà émigré à Santé-Bas, à mi-

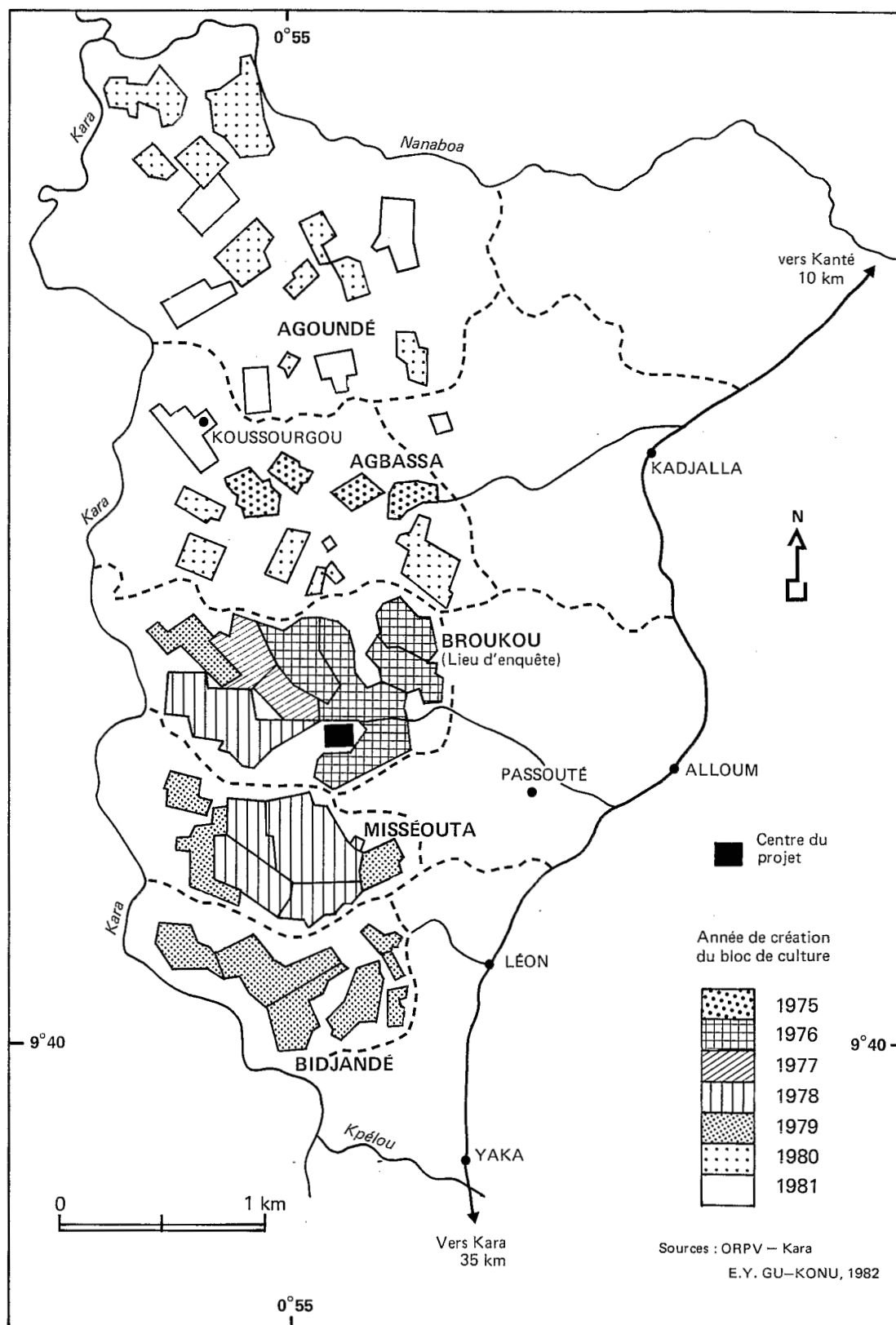


FIG. 13 — Le périmètre FED-Kara. Evolution de la mise en valeur de 1975 à 1981

chemin, s'est constitué un véritable territoire, exactement « comme au pays », sans n'avoir jamais eu à faire de cadeau à son « patron » bassar, qui comme tous les patrons des Kabyè de ce coin (pas des Losso) vit à Bassar même. Il est vrai qu'il fut l'un des trois premiers à s'installer ici dans les années quarante. Ce n'était pas tout à fait les « terres neuves », car les « citadins » y avaient déjà des champs, mais la place ne manquait pas. C'est dans des conditions analogues (du point de vue de l'homogénéité et de la saturation de l'espace socio-démographique notamment) qu'opèrent des « projets » comme les projets Togo-Nord et vivrier.

Les deux points où nous avons enquêté sont en fait aussi proches qu'ils peuvent l'être des massifs kabyè : dans la zone de la Binah, à Asséré (alias Assiré), au pied de la montagne du même nom (massif du Lama-Dissi) pour ce qui est du projet Togo-Nord, dans la zone d'Atchangbadé, entre le massif de Djamdé et la Nationale 1 (au sud de la Kara), à Atchangbadé même, pour ce qui est du projet vivrier. En 1980, 529 paysans sont encadrés dans la première (1 294 pour l'ensemble du projet) et 283 dans la seconde (651 pour l'ensemble du projet). Le principe est un peu le même dans les deux cas : amener ces paysans à améliorer leur production vivrière avec des techniques plus modernes que les leurs sur la base de blocs de culture — ce qui peut être une solution au morcellement du parcellaire agraire, mais non à celui du parcellaire foncier. S'ils permettent en effet d'avoir globalement un terroir plus homogène et donc en principe plus rentable, il n'y a aucune raison par contre pour qu'ils simplifient la structure de l'exploitation agricole ; au contraire, le paysan qui cultive son arachide ou son riz en bloc avec d'autres est souvent amené à en accentuer encore la dispersion tous azimuts. C'est une approche communautaire de l'espace, radicalement opposée à l'approche individualiste qu'en ont les Kabyè ou les Losso, qui est proposée dans le cadre de ces projets. Elle ne peut être réalisée qu'au sein de groupements coopératifs (précoopératifs pour le moment), ce qui nécessite a priori de leur part un effort d'adaptation plus grand que ne le nécessiterait, par exemple, un remembrement. Le projet du FED évoqué précédemment, de ce point de vue, est moins exigeant.

Mais la théorie est loin d'être appliquée à outrance, tant dans son extension que dans ses modalités. Du moins la restructuration de l'espace donne-t-elle l'impression de démarrer de façon ponctuelle, souple et lente. Ainsi, dans la zone de la Binah, les 529 exploitants pris en charge en 1980 par les encadreurs du projet Togo-Nord ne plantèrent-ils sous l'égide du projet que 0,34 ha en moyenne chacun (du riz essentiellement). Et encore ne le firent-ils pas tous en blocs. Le bloc est parfois perçu, tant par les encadreurs que par les intéressés, comme un obstacle à contourner, dans cette zone adossée à la montagne. Et comme les deux parties ont hâte de voir des résultats, il est loin d'être systématisé. On se passe très bien de ce support pour constituer des groupements à des fins multiples (location de tracteur, location ou achat d'attelage, élevage d'ovins, etc.), lesquels ne heurtent pas dans ce cas l'individualisme purement terrien des Kabyè. La situation est plus complexe dans la zone d'Atchangbadé ; les responsables du projet vivrier, qui disposent de moyens plus modestes, ont des ambitions plus ambiguës. Pour eux, il ne s'agit pas uniquement d'aller droit au but (d'améliorer la production), mais de modifier précisément les mentalités, de faire en sorte que leur projet devienne l'exemple type d'une opération de développement dynamisée à la base, esprit qui était déjà celui des « frères des campagnes » installés à Atchangbadé depuis 1969. D'où la mise en place de « conseils pour le développement » dans les villages et d'animateurs choisis par les exploitants eux-mêmes en plus des encadreurs nommés au sommet. Il est difficile de dire s'il y a un rapport de cause à effet, mais la culture en blocs semble trouver plus de répondant dans ce milieu que dans le précédent (milieu d'immigrés, il est vrai, bénéficiant d'une situation géographique plus « ouverte » et de densités de population moindres). Dès 1980, alors que le projet n'avait débuté qu'en 1979, les 283 exploitants encadrés mirent en valeur sous la direction de leurs responsables en moyenne 0,62 ha chacun (d'arachide essentiellement), soit près du double de ce qui fut réalisé par ceux de la zone de la Binah sous l'égide du projet Togo-Nord. Il est vrai que les 60 blocs constitués à cet effet furent labourés à 80 % par les tracteurs de la SOTEXMA — qui ne purent d'ailleurs faire tout le travail que les paysans auraient souhaité (140 ha seulement sur 275 prévus). Cette assistance est évidemment peu conforme à l'esprit du projet, mais elle a « lancé » le bloc de culture, qui, à travers cet exemple, peut être considéré comme l'indice d'un dynamisme paysan plus extraverti qu'il ne l'est ailleurs. Il reste à voir s'il peut en être le support.

Il est certain que le terroir d'Atchangbadé est moins saturé que celui d'Asséré : exploitations plus vastes, parcelles de culture pouvant atteindre facilement 1 ha et pouvant être « transportées » non moins facilement à 14 km de l'habitat sur des terres plus fertiles, temps de jachère pouvant aller jusqu'à huit ans, alors qu'ils ne dépassent guère trois ans à Asséré (tableau 33). A part cela, le parcellaire est fondamentalement le même dans les deux cas, l'exploitation est tout aussi morcelée et dispersée, le champ de case tout aussi important... Si les possibilités de modernisation de l'agriculture apparaissent plus grandes à Atchangbadé qu'à Asséré, c'est donc uniquement du fait d'une décontraction du parcellaire — et de ses occupants... : même les femmes, pourtant kabyè, y font leurs petits champs personnels — qui n'a pas son équivalent à Asséré. Ce n'est pas une question de différence au niveau de la structure élémentaire de l'espace agraire, laquelle garde dans les deux cas la texture du « pays ».

Que l'on se trouve en pays kabyè ou losso ou dans l'un ou l'autre milieu façonné par la diaspora, on ne décèle nulle part finalement de processus de restructuration du parcellaire qui pourrait donner à penser à une volonté réelle d'intensification de l'agriculture. Partout, l'unité de base qu'est l'exploitation agricole tend à la décompression d'une manière ou d'une autre : par le morcellement, l'éclatement et la déstabilisation au « pays », par la croissance des parcelles de culture et leur dispersion extrême sur les « terres neuves », par les deux phénomènes conjugués dans la zone de glissement... Il peut arriver évidemment, comme dans la zone des « terroirs intercalaires », par exemple, que l'exploitation en question soit entravée à la fois par la position enclavée du terroir et par la façon dont les villageois y font face (par une grande homogénéité de l'espace cultivé, qui ne laisse guère de possibilités à l'initiative personnelle). Mais, même dans ce cas, l'exploitant maintient encore fermement ses positions en figeant en quelque sorte tout ce qui fait précisément la trame de son exploitation, que ce soit dans l'espace (taille et localisation des parcelles) ou dans le temps (jachères). Il est un coin cependant où la structure de l'exploitation des Kabyè et des Losso — autant que celle des autochtones ana d'ailleurs — recouvre un peu toutes les formes que nous venons de passer en revue, du moins du côté de la diaspora, c'est le Secteur de modernisation agricole de l'Est-Mono.

C'est là, dans la boucle que forme l'Ogou avec le Mono, que fut promu à l'instigation du FIDES en 1955 un périmètre de peuplement de 20 000 ha, que l'on appelle aujourd'hui la « zone A ». Considérée comme un échec pour ce qui est, non du peuplement, mais du développement, l'opération fut relancée dans les années 1960 par la création de dix mutuelles, dont deux disparurent par la suite. Elle fut en 1980 « récupérée » par la SOTOCO, qui prit en main la totalité de l'encadrement des 80 mutualistes, parmi lesquels 37 Losso et Kabyè et 32 Ana. Chaque mutuelle, qui regroupe dix exploitants, a son bloc de culture, sur lequel chaque mutualiste a reçu une « bande » de 10 ha (de 100 m sur 1 km en principe), stratégie déjà appliquée du temps des pionniers, les « colons », qui recevaient, eux, des « bandes » de 20 ha. Normalement la progression des trains de culture doit se faire de façon homogène, mais les cultivateurs n'arrivent pas à « avancer » au même rythme. Nous avons là un schéma qui fait effectivement la synthèse à bien des égards des différentes formes d'occupation de l'espace de la diaspora kabyè et losso. Celle de la région de Sotouboua tout d'abord, avec la fameuse « bande » de culture caractéristique des « terres neuves », laquelle peut être située ici également à plusieurs kilomètres de l'habitat. Celle du sud de la plaine centrale, avec l'habitat en hameaux d'où l'enceinte et la case ronde disparaissent. Celle de la zone de glissement, avec des temps de jachère limités d'entrée de jeu à moins de cinq ans (trois ans en moyenne). Celle du périmètre FED-Kara, avec le bloc de culture qui met côte à côte, non pas simplement des parcelles de culture, mais des exploitations d'un seul tenant. Celle des autres projets spécifiques de la Kara, puisque la prise en charge de l'exploitant n'y est pas totale comme sur le périmètre FED-Kara, l'espace de résidence notamment n'étant pas contrôlé et l'encadrement étant beaucoup plus léger (deux agents seulement pour les huit blocs). Enfin, pourquoi pas, celle des régions caféières et cacaoyères également, puisque l'encadrement y est maintenant assuré, comme là-bas, par une société de développement sectoriel, la SOTOCO.

Il faut voir si ce modèle, qui marie entre elles les tendances les plus opposées que l'on puisse trouver dans l'organisation de l'espace agraire des Kabyè et des Losso (périmètre FED-« terres neuves », par exemple) et qui de ce fait évite les extrêmes, réussit à concilier tradition et modernité, engagement personnel et encadrement, intensification et rentabilisation de l'agriculture (puisque traditionnellement « l'intensif nourrit, l'extensif rapporte », selon une formule désormais classique de P. PÉLISSIER). L'intervention nouvelle de la SOTOCO, qui vise à promouvoir une culture purement commerciale, mais capable de s'intégrer dans les systèmes d'exploitation les plus traditionnels, pourrait constituer à cet effet un adjuvant efficace, ce qui est moins probant pour son homologue, la SRCC. Si nous n'avons pas traité ici des régions placées sous l'égide de la SRCC, précisément, c'est parce que la modernisation de l'agriculture y concerne en priorité des cultures pérennes et ne nécessite pas par conséquent une restructuration globale de l'exploitation agricole. Partout ailleurs au contraire, que ce soit avec ou sans le concours d'une technostucture, ce sont des cultures annuelles étroitement combinées entre elles dans l'espace et dans le temps qui sont concernées, ce qui explique que l'amélioration de leur système d'exploitation exige avant tout que soit prise en considération l'exploitation elle-même : l'intensification de l'agriculture, même et surtout si elle a d'autres ambitions que la simple subsistance, ne peut être induite qu'à la base, dans les deux sens du terme.

## LEUR EXPLOITATION DE L'ESPACE

La structure de l'exploitation agricole des immigrés ou de leurs descendants, sa dynamique montrent bien qu'aujourd'hui encore ce qui compte le plus pour beaucoup d'entre eux c'est une façon de se situer dans l'espace plutôt que l'espace lui-même, un système d'exploitation plutôt que l'exploitation elle-même. Pour les premiers pionniers, la production elle-même importait moins que le système de production. Leur peu d'âpreté



au gain a été maintes fois dénoncé, notamment par l'administration française, qui avait fait d'eux leur atout principal pour le développement de la culture cotonnière dans la plaine centrale. La diaspora d'aujourd'hui a-t-elle gardé également cet état d'esprit ? Les besoins de la famille, avec la scolarité par exemple, ne sont plus les mêmes qu'il y a quinze ans, tandis que parallèlement s'offrent au paysan des moyens d'exploitation qui n'existaient pas alors. Sont-ils suffisamment performants pour le séduire ? C'est là le fond de notre problématique : comment s'articule le phénomène migratoire que nous venons de décrire tout au long de ces pages avec ce que l'on appelle au Togo la « révolution verte » ?

Dans les trois régions administratives où se trouvent les Kabyè, les Losso et les Lamba (Kara, Centrale et Plateaux), la « révolution verte » en question se manifeste essentiellement, on l'a vu, à travers deux opérations de développement sectoriel, l'opération SOTOCO et l'opération SRCC, à travers les projets de développement intégré de la Kara, dont l'un, le projet vivrier, intervient également dans la Région des Plateaux, à travers le Secteur de développement agricole de l'Est-Mono, ainsi qu'à travers des réalisations plus ponctuelles prises en charge par les antennes régionales des services de l'Agriculture, les DRDR(1). Ces dernières bénéficient tantôt d'une aide bilatérale, par exemple de celle de la coopération allemande, qui opère à travers l'organisme d'intervention GTZ(2), chargé du projet de développement agricole de la Région Centrale, tantôt du concours d'ONG(3), telles les Maisons familiales rurales, les Volontaires du progrès, le Peace Corps, etc. Tout le monde ne peut profiter également de ces structures, bien sûr, notamment des projets de la Kara ou des petits périmètres hydro-agricoles réalisés dans la Région Centrale par GTZ, qui ont un impact purement régional. Les centres de formation, telles les Maisons familiales rurales ou tel le centre pilote d'Ayengré, au nord de Sotouboua, qui, malgré sa notoriété, n'accueille que des stagiaires de la Région Centrale, ont également un champ d'action très restreint. De même les centres de démonstration, tels les centres dits « polyvalents », lancés en 1970 par les SORAD (« ancêtres » des DRDR) pour la vulgarisation de la culture attelée. Il n'y a guère que la SOTOCO et la SRCC qui aient une action diffuse et qui soient en principe à la portée de tous. Il est de toutes les façons trop tôt pour déterminer le pouvoir d'attraction de toutes ces entreprises et notamment leur influence sur le flux migratoire. Par contre, il faut voir ce qu'elles peuvent apporter, chacune à leur échelle, à des paysans en quête d'une amélioration de leur condition d'exploitants (ce que nous venons de démontrer) et éventuellement de leur condition de ruraux (ce qu'il nous reste à démontrer).

Les possibilités d'accès au « Développement » sont donc aujourd'hui le principal facteur discriminant avec lequel il faille compter, si l'on veut hiérarchiser tant soit peu les différentes situations dans lesquelles ont pu se mettre les populations kabyè et losso, depuis le début de leurs migrations jusqu'à nos jours. « A l'autre bout de la chaîne » cependant, tout à fait en amont, est un autre facteur discriminant dont il faut tenir compte également du fait de son immutabilité : le climat. Le Togo subit en effet deux régimes climatiques, qui déterminent deux grands types d'agriculture : le climat subéquatorial ou guinéen à deux saisons des pluies — mars-juillet et septembre-octobre — au sud du 8° parallèle, et le climat soudanien à une saison des pluies — mars-octobre ou avril-octobre — au nord. Parmi les trois régions administratives où se trouvent les Kabyè et les Losso, la Région des Plateaux subit le premier, qui permet deux saisons agricoles, la Région Centrale et la Région de la Kara, le second, qui n'en permet évidemment qu'une seule. Selon qu'ils préfèrent retrouver les conditions climatiques qui prévalent « chez eux » ou bénéficier de deux saisons agricoles, les immigrés choisissent donc entre l'une ou l'autre région, comme l'ont fait ceux qui les ont précédés. Par leur choix ils prennent une option pour tel ou tel système d'exploitation, pour tel ou tel système de production. Il va de soi qu'ils ne peuvent pratiquer indifféremment telle ou telle culture, au nord ou au sud. Les conditions écologiques alliées aux conditions historiques ont déterminé en fait trois grandes aires culturelles au Togo, l'aire du maïs au sud, l'aire de l'igname au centre, l'aire du mil au nord (figure 14). Ce sont là les cultures dominantes des populations autochtones. Comment les immigrés s'y sont-ils adaptés ?

### *Sur les montagnes kabyè*

Dans l'aire du mil, les Kabyè des massifs pratiquent une agriculture montagnarde d'autosubsistance qui ne laisse pas de place en principe aux cultures de rente — la même que l'on retrouve, sous ces latitudes, dans toutes les sociétés que les observateurs de l'époque coloniale qualifièrent de « paléonigritiques » (selon l'expression consacrée par les Allemands). Ceux du piémont et de la zone de glissement par contre, tout comme les Losso et les Lamba, relèvent d'une civilisation agraire soudanienne classique, qui offre plus de prise au changement.

(1) Directions régionales du développement rural, créées, on l'a vu, en 1980.

(2) Gesellschaft für technische Zusammenarbeit.

(3) Organisations non gouvernementales.

Le paysan montagnard, on vient de le voir, a gardé malgré le départ de ses congénères, qu'il s'agisse des siens ou de ses voisins, une approche de l'espace faite tout entière de circonspection et de retenue. Il ne tire pas davantage parti des possibilités qu'offrent la réduction numérique de la plupart des unités budgétaires (pour étendre, par exemple, la surface cultivée/individu ou pour mettre la terre en jachère) que de celles que lui offrent les trouées que laisse dans le paysage agraire la disparition de certaines familles (ce qui dans ce deuxième cas est plus compréhensible, on l'a vu). B. LUCIEN-BRUN dénonçait déjà, il y a quinze ans, ce blocage, cette incapacité à profiter d'une situation qui permettait déjà à l'époque une distribution de l'espace moins asphyxiante : « ...cette récession aurait pu aboutir à une utilisation rationnelle des diverses parties du terroir, notamment pour les parcelles situées à proximité des agglomérations, à un soulagement, un « délestage », que la diminution de l'engrais disponible rend très souhaitable [...] En fait on assiste à un repli des cultures vers les lieux d'habitation... ». Ainsi le « dégel » consécutif à l'émigration n'a-t-il pas apporté au paysage agraire la détente que l'on pouvait attendre, au contraire, puisque les champs que l'exploitant s'estime obligé d'abandonner restent en priorité ceux qui se trouvent au loin (*tare*), abandons que la valorisation du piémont risque de rendre définitifs dans bien des cas. La montagne déverrouillée sous l'effet des remous de l'émigration n'est-elle pas déjà effectivement, faute d'avoir été restructurée au bon moment, prise au piège, assiégée par ceux qui ont misé sur la Région de la Kara ? La situation évolue comme si le paysan craignait de modifier des structures qui ont fait leurs preuves, comme s'il se refusait à assurer aux siens un peu plus que le minimum vital, mais on voit mal quel parti il entend tirer de cette fidélité aux normes du passé. Est-ce à dire qu'il a conservé un système agricole d'une intensité telle qu'il ne peut les transgresser ? N'est-ce pas plutôt parce qu'il n'était pas en mesure de le faire évoluer jusqu'à présent, et parce qu'il est prisonnier maintenant des limites dans lesquelles il s'est enfermé, qu'il joue ainsi la carte de l'immobilisme ?

Si son approche de l'espace est restée la même dans les grandes lignes, son approche de la terre également. Le travail n'a rien perdu de son côté artisanal (outillage, emploi du temps) et la répartition des tâches repose toujours sur les mêmes principes. Aux femmes les semailles, les récoltes et la fumure, aux hommes le reste, avec l'aide, deux ou trois fois par an, de la *hara* pour la réalisation des buttes, et parfois des billons, et avec celle, quasi quotidienne, de leur *egbare*. Même si les vieux, dont le taux de participation est évidemment inférieur à celui des jeunes, quand il n'est pas nul, n'arrivent plus toujours à profiter de ces institutions, même si l'on se trouve parfois en nombre insuffisant pour les perpétuer sans concession, celles-ci n'en subsistent pas moins. Cette continuité va de pair avec celle d'un système de production fait pour la subsistance. Les cultures dominantes restent de même nature : igname d'un côté, sorgho et petit mil associés de l'autre (la variété hâtive de petit mil, celle que l'on récolte en juillet-août, pour la soudure, avant de semer le haricot, autant que la variété tardive). Il semble qu'elles continuent à assurer à la population le minimum vital, bien que les femmes soient obligées d'acheter au moins une partie du sorgho nécessaire à la fabrication de la bière (le *tchoukoutou*). Les cultures secondaires par contre régressent sans équivoque possible, qu'il s'agisse de celles qui se trouvent dans le « jardin », tout contre la case, tels les piments, les tomates, les Calebasses, le tabac, qui ont quasiment disparu souvent, ou de celles qui se trouvent dans les champs, tels les pois de terre, par exemple. Les seules qui se maintiennent sont le gombo et le haricot, que l'on associe aussi bien à l'igname qu'aux céréales, ainsi que l'arachide qui, au pied des massifs surtout, peut faire figure aujourd'hui de culture dominante au côté du petit mil et du sorgho — non pas tant comme culture de rente d'ailleurs, sauf exception, que comme culture régénératrice du sol.

Les exemples étudiés à Kouméa et à Lassa (tableau 35) montrent cette tendance à la simplification, laquelle semble être d'autant plus poussée que l'on s'éloigne du cœur des massifs. A Lassa, par exemple, l'exploitation adossée à la montagne est souvent limitée à deux unités de production, l'igname d'un côté, assorti de cultures secondaires en quantité minime, la trilogie arachide-petit mil-sorgho de l'autre, que l'exploitant reproduit dans l'espace deux ou trois fois selon ses besoins et selon l'agencement de ses parcelles. Comment interpréter la simplification d'un tel système de culture en l'absence de données quantitatives relatives à la production ? On a vu que l'énergie qui lui était apportée restait la même que par le passé, tant par rapport aux superficies cultivées que de par sa nature (même force de travail, même outillage). Les méthodes employées pour la fertilisation et la régénération du sol restent-elles également les mêmes, propres à perpétuer le caractère intensif de ce système, en dépit de son appauvrissement ?

A priori, là encore, rien n'a bougé. Aucun des 9 exploitants étudiés à Kouméa et à Lassa, par exemple, ne pratique la jachère (sauf s'il est malade...), ce qui n'empêche pas que tous détiennent plusieurs terrains en friche. La plupart en revanche utilisent toujours la fumure animale, encore qu'ils aient dans l'ensemble moins de bêtes qu'autrefois, selon eux (en moyenne trois ou quatre caprins, autant d'ovins et une dizaine de volailles chacun). Un, tout de même, achète de l'engrais chimique, qu'il met aussi bien sur l'igname que sur les céréales et les légumineuses, mais son cas fait encore figure d'exception dans ces régions. Les rotations de culture y restent en fait la seule méthode qui fasse autorité, puisque la fumure de toutes les façons n'a qu'un impact très réduit. Le principe est presque toujours le même : on plante l'igname la première année

avec, entre les buttes, quelques céréales ou légumineuses, puis le sorgho et le petit mil, les deux ou trois années suivantes, associés ou non au haricot ou à l'arachide, l'arachide étant souvent privilégiée en fin de cycle, avant le retour à l'igname, en raison de ses vertus fertilisantes. Il arrive aussi fréquemment que l'on abandonne à ce stade le sorgho, pour ne garder sur la parcelle où l'on fera les buttes en novembre ou décembre que le seul petit mil. C'est là le schéma le plus courant, mais il connaît des nuances et il n'est pas appliqué systématiquement. La répétition à outrance de l'association petit mil-sorgho-arachide (ou haricot), ou de l'association sorgho-mais sur une même parcelle, est loin de constituer l'exception et n'est pas l'apanage des champs de case par ailleurs. Le système de production du montagnard kabyè, s'il a perdu en complexité et en technicité (recul de certaines cultures, du petit élevage et de la fumure), n'a rien perdu en fin de compte de son intensité, tant du point de vue de l'énergie investie que du point de vue des méthodes d'exploitation du sol. Mais il n'a rien gagné non plus.

TABLEAU 35

Superficie moyenne des parcelles de culture dans les exploitations non encadrées étudiées en pays kabyè

Cultures et associations de cultures principales	Igname (+ petit mil, sorgho, haricot, gombo, riz, arachide)	Petit mil sorgho	Arachide petit mil sorgho (+ haricot, riz)	Sorgho mais (+ gombo)	Sorgho (+ gombo, riz)	Autre (manioc, haricot)
KOUMEA						
Superficie moyenne/exploitation (ha)	0,24	0,27	0,15	0,08	0,15	
Nombre de parcelles pour 5 exploitations	8	9	4	6	2	
LASSA						
Superficie moyenne/exploitation (ha)	0,15	0,05	0,14	0,05		0,02
Nombre de parcelles pour 4 exploitations	5	2	12	1		1

### *Dans les plaines de la Région de la Kara*

Lorsque l'on s'éloigne des montagnes, le puzzle se défait, si l'on peut se permettre l'image, et il y a tout lieu de penser que l'exploitant a dans ce cas un jeu plus décontracté. Son système de production en est-il modifié pour autant et dans quel sens ? Chez les Losso du canton de Niamtougou, par exemple, les facteurs de production restent tout aussi traditionnels que chez les montagnards kabyè, avec leurs propres caractéristiques évidemment. Les sociétés d'entraide y ont moins d'importance que chez ces derniers, d'une part parce que les femmes, comme cela a déjà été souligné, participent davantage aux travaux des champs (notamment pour le sarclage et le binage), d'autre part parce que l'igname y tient moins de place, ce qui dispense de rassembler la *hara* pour la confection des buttes (ici l'appellation est la même que chez les Kabyè, car les Losso n'y sont pas des Naoudemba). Si l'on glisse davantage vers le sud, chez les Losso et les Kabyè de la région de Bassar, par exemple, qui sont, eux, des immigrés, la force de travail par contre, spontanément évolue. D'abord on fait appel sans complexe à de la main-d'œuvre salariée et cela indépendamment de la nature des cultures (que celles-ci soient de subsistance ou de rente). Ensuite on réduit facilement, sans complexe non plus, sa semaine de travaux agricoles de six à cinq jours. Dans des conditions écologiques identiques, l'attitude du paysan kabyè ou losso n'est donc pas tout à fait la même selon qu'il est « chez lui » ou pas. Il s'agit là d'une tendance à ne pas prendre « au pied de la lettre », mais qui s'explique aisément du fait que la modification des facteurs de production a une dimension sociologique qui fait qu'elle est plus facile et plus courante chez les immigrés qu'en milieu purement traditionnel. La modification de la production elle-même par contre n'a pas forcément une telle dimension et peut donc se manifester dans les milieux autochtones les plus fermés.

C'est ainsi que certains Losso du Canton de Niamtougou, tout en faisant preuve de conservatisme dans l'organisation de leur travail, ont incorporé le coton Bou (1) préconisé par la SOTOCO à leur système de production, sans que cela porte autant à conséquence que s'ils avaient « chamboulé » en un premier temps tout ce sur quoi repose ce système. Celui-ci y a donc gagné (ou perdu) sur deux plans : avec l'introduction d'une culture de rente d'une part, puisque l'arachide, là non plus, n'est pas utilisée comme telle, et avec celle du champ monoculturel de l'autre, pratique d'ailleurs déjà quelque peu usitée chez eux, comme le montrent nos exemples.

TABLEAU 36  
Superficie moyenne des parcelles de culture dans les exploitations étudiées en pays losso

NIAMTOUGOU							
Cultures et associations de cultures principales	Coton	Arachide sorgho (+ haricot)	Fonio sorgho	Arachide (+ haricot)	Sorgho (+ palmier)	Fonio (+ palmier)	Maïs (+ haricot arachide, sorgho)
Superficie moyenne/exploitation (ha)	0,42	0,23	0,50	0,31	0,27	0,09	0,05
Nombre de parcelles pour 4 exploitations	1	7	2	1	2	3	2

Les associations de cultures y tiennent en effet moins de place que chez les Kabyè, notamment l'association sorgho-petit mil, que C. SAUVAGET interprète comme une façon de parer les aléas du climat et dont les Losso ne semblent guère avoir besoin (SAUVAGET (C.), 1981 : 46). Ils ont, il est vrai, pour compenser, la culture du fonio. La seule association qu'ils aient tant soit peu retenue finalement est celle du sorgho et de l'arachide, les autres étant rares ou alors peu poussées (avec le palmier notamment). Toutes ces cultures vivrières tant par leur nature (céréales et arachide essentiellement) que par leur répartition dans l'espace (leurs associations) n'ont pas le même caractère de complémentarité que celles qui « se bousculent » sur les massifs kabyè (tableau 36). Faut-il en déduire qu'il s'agit là d'un système de production moins intensif ?

Les méthodes utilisées pour la fertilisation et la régénération du sol plaident pourtant, là encore, pour le contraire. Elles sont en effet, comme chez les Kabyè, à la fois naturelles et intensives, en ce sens qu'elles font appel à la fumure animale et aux rotations de cultures tout en excluant presque tout autant la jachère. Certes, en l'absence d'igname, les rotations sont peut-être plus succinctes, mais malgré cela, malgré certaines jachères, malgré l'incursion de la SOTOCO, on décèle dans la façon dont ce système de production est assumé autant de retenue qu'à Kouméa ou à Lassa, pour reprendre nos exemples, ce qui n'empêche pas que ce système lui-même soit, à l'image des structures qui le sous-tendent, plus ouvert, plus aéré, capable d'intégrer une culture de rente encadrée, par exemple, ou encore de faire place à un type d'élevage, plus envahissant que celui qui est pratiqué là-bas (sur les montagnes en effet on a souvent renoncé aux porcs, « qui font trop de dégâts », faute de place en fait là où l'on voudrait les mettre). Il faut voir dans cette différence la conséquence d'une situation géographique plus ouverte, tant du point de vue des conditions naturelles (Niamtougou est dans la plaine) que des conditions humaines (aéroport international, base militaire) — une situation suffisamment débridée peut-être pour permettre le passage d'« un intensif » traditionnel à « un intensif » moderne (par le biais, par exemple, des méthodes et des intrants de la SOTOCO), mais trop entière encore pour donner à craindre que l'on aille se perdre dans les dédales de « l'extensif ». Il est intéressant d'observer à ce propos l'inversion du phénomène dans la région de Bassar. A Kikpéou, pour reprendre là encore notre exemple, le système de production des Kabyè reste le même qu'au « pays », à peine moins étriqué, fondé sur la rotation igname-sorgho et petit mil (ou sorgho simple) échelonnée sur deux années ; c'est la façon de l'assumer qui change, conséquence d'une situation géographique moins favorable que celle de Niamtougou,

(1) Variété de coton mise au point à Bouaké (Côte d'Ivoire) et introduite au Togo en 1975 pour être substituée au coton Allen.

mais dans laquelle la population immigrée se sent plus libre (utilisation de main-d'œuvre salariée, recours à la jachère et même à l'engrais chimique en remplacement de la fumure animale). Le problème se pose ainsi tout naturellement : l'accroissement de la production à l'échelle de l'exploitation familiale repose-t-il sur l'évolution du système de production, comme à Niamtougou, ou sur celle du système d'exploitation, comme à Kikpéou, sur celle des cultures ou sur celle des méthodes, ou sur les deux à la fois, puisque nos exemples de toutes les façons ne répondent pas ?

L'étude des projets spécifiques de la Kara devrait apporter sur ce point des éléments de réponse. Leur but n'est-il pas précisément de proposer aux populations de cette Région les moyens d'accéder le plus directement possible à une agriculture intensive de type moderne ? Les trois exemples que nous avons étudiés mettent en jeu le paysan kabyè dans trois situations différentes : chez lui, à Asséré, où intervient le projet Togo-Nord, dans la « zone de glissement », à Atchangbadé, où intervient le projet vivrier, enfin sur le périmètre FED-Kara, où il est doublement déraciné, puisqu'il y est non seulement immigré, mais, qui plus est, enfermé dans un cadre entièrement artificiel. C'est en principe dans son propre milieu que ses rapports avec la société de développement risquent d'être les plus antagoniques. Comme on vient de le voir, il est d'autant plus réservé dans son approche de l'espace et de la terre qu'il se trouve isolé, que ce soit sur sa montagne ou à l'écart des grands axes de circulation.

### *Sur le « projet » Togo-Nord*

Asséré est justement un centre de peuplement quelque peu isolé au nord des deux principaux massifs kabyè ; à mi-chemin entre Pagouda et Siou, il se situe en quelque sorte aux « antipodes » du complexe Kara-Pya. De surcroît, il bénéficie — ou pâtit — d'une situation mixte, montagne-piémont, qui en fait un lieu d'observation prioritaire. Il est d'autant plus intéressant de voir comment y réagit l'exploitant que le projet Togo-Nord est justement celui des trois qui laisse le plus de latitude à ses « clients ». Ne s'adressant qu'à des volontaires, il règle tous ses rapports avec eux sur la base de contrats multiples. On passe contrat aussi bien pour acheter ou louer un attelage de bœufs ou une charrette, que pour faire de l'élevage d'ovins ou pour apprendre un métier d'artisan. La décomposition des services, l'absence d'une stratégie globale se manifestent à tous les niveaux. Au niveau de l'encadrement tout d'abord, qui peut être dense ou diffus, modulé en fait en fonction de l'importance de la main-d'œuvre familiale. Au niveau des intrants (semences sélectionnées, engrais), qui sont vendus sans condition particulière, à charge simplement pour l'acheteur de les rembourser lors de la récolte, qui est du reste partiellement achetée par le projet. Au niveau enfin de la production, que le projet cherche à améliorer et qui est très sectorialisée.

Dans l'ensemble de la Zone de la Binah, où se trouve Asséré, par exemple, l'accent a été mis sur la riziculture (95 % de la surface totale encadrée en 1979), en faveur de laquelle les responsables ont vulgarisé plusieurs variétés à haut rendement, éliminant celles qui « n'offraient pas les caractéristiques commerciales satisfaisantes ». Les autres cultures vivrières n'ont été prises en considération qu'à titre expérimental ou alors de façon très ponctuelle, comme l'arachide. Le projet de ce point de vue nous est apparu davantage comme une opération de développement agricole sectorielle (doublée d'un programme d'amélioration des conditions d'existence, pistes, pont, puits, moulin à céréales, projet de centre médico-social, projet de promotion de la femme, de l'artisanat, etc.) que comme une opération de développement véritablement intégré. Cela est sensible également à travers ses rapports avec la SOTOCO, qui intervient aussi à Asséré depuis 1976, lesquels sont caractérisés, sinon par la rivalité, du moins par un manque de coordination. Ainsi, en 1980, 72 exploitants d'Asséré ont pris rang auprès du représentant de la SOTOCO pour obtenir semences et engrais pour planter du coton, 26 seulement sont passés à exécution. Le représentant explique ces défections par le fait que 1980 fut l'année de la grande initiation quinquennale (*whaa*). Cependant, 42 des 72 inscrits ont réalisé du riz et 8 de l'arachide sous l'égide du projet. On ne peut tout faire à la fois. Sur 179 paysans encadrés à Asséré, cette même année toujours, 161 le furent par le projet et 26 par la SOTOCO. Huit seulement donc travaillèrent avec les deux organismes en même temps.

Quel peut être l'impact d'une prise en charge aussi pragmatique et limitée dans une localité qui, au recensement de 1981, n'affiche pas moins de 2 039 habitants ? Même en admettant que les participants servent de modèles et de catalyseurs à leurs congénères, qu'ont-ils à leur apporter ? En quoi des actes aussi spécifiques que l'adoption du riz A 14, C 74 ou IR 20, ou encore du coton Bou, peuvent-ils améliorer leur propre système de production ? On observe qu'ils fournissent avant tout un surcroît de travail que la culture attelée ne s'avère pas d'emblée capable de résorber. Il est vrai qu'elle n'a été introduite sur le projet qu'à partir de 1978, après deux années d'une mécanisation intensive et qu'elle ne peut être déjà en 1980 d'une grande efficacité. C'est même l'effet inverse qui se produit, puisque apprendre à conduire un attelage requiert du temps. Le fait donc que plus de 50 % de la superficie encadrée dans la zone de la Binah ait été labourée grâce à la traction animale dès 1979, n'empêche pas que l'on y sente la pression d'un emploi du temps chargé. On y travaille le dimanche, par exemple, on fait sarcler les champs de riz par les femmes, on convoque la

*hara* jusqu'à cinq fois par an... Même pendant le mois de janvier, le mois des funérailles, on n'arrête pas : il faut « faire le délimitage, le dessouchage, le défrichement, le labour... » Ces entorses à la tradition ne concernent toutefois que les cultures encadrées et permettent au paysan d'être tout de même fidèle à lui-même de temps en temps. Il continue, par exemple, à faire une pause chez lui à midi, comme il en a l'habitude. Il ne se coupe pas vraiment de sa communauté d'insertion, même s'il est moins disponible. Cette effervescence d'ailleurs (qui devrait s'apaiser après une période de rodage) ne porte que sur une partie infime de son exploitation (20 % environ) : la superficie plantée en riz sous l'égide du projet ne dépasse pas en général celle que l'on a plantée en sorgho (tableau 37) et le champ de coton, même s'il tend à dévorer davantage d'hectares, garde des proportions raisonnables (en moyenne 0,57 ha à Asséré, en 1980). L'exploitant, là encore, ne se marginalise pas réellement. Mais l'important ne se situe-t-il pas à un autre niveau ? Quelle insertion trouvent ces deux produits dans les rotations de cultures traditionnelles ?

Le « projet » dans ce domaine tâtonnait encore en 1980. Il n'avait pas cherché vraiment à imposer une rotation précise. Du moins n'a-t-on pas rencontré d'exemple de celle qu'il préconise et qui est un peu l'inverse de la rotation traditionnelle : 1<sup>re</sup> année, arachide, 2<sup>e</sup>, maïs, 3<sup>e</sup>, sorgho, 4<sup>e</sup>, igname, 5<sup>e</sup>, jachère. Par contre, plusieurs exploitants avaient intercalé le riz pluvial entre l'igname, la 1<sup>re</sup> année, et le sorgho, repoussé dans ce cas à la 3<sup>e</sup> année ; d'autres l'avaient combiné simplement avec l'igname, à la suite de laquelle il peut alors être replanté jusqu'à trois ou quatre années d'affilée... La rotation préconisée par la SOTOCO nous a donné l'impression d'avoir un peu plus d'échos, sans doute parce qu'elle introduit une variante séduisante en proposant de planter le sorgho après le coton, ce qui lui permet de profiter de l'arrière-effet de l'engrais : 1<sup>re</sup> année, coton, 2<sup>e</sup>, sorgho (ou arachide), 3<sup>e</sup>, igname, 4<sup>e</sup>, arachide, 5<sup>e</sup>, voandzou, 6<sup>e</sup>, jachère. Néanmoins, là encore, on prend et on laisse...

Peut-il se dégager une dynamique villageoise cohérente et durable d'un contexte aussi peu homogène, mais qui a l'avantage de laisser la place au choix et à l'initiative ? Certes, il n'y a pas autant de rotations de cultures que de champs, autant de systèmes de production que d'exploitations (il y aurait encore à dire d'ailleurs à ce sujet ; nous n'avons pas parlé entre autres de l'expérience de maraîchage faite avec quelques montagnards), néanmoins le projet au bout de quatre années d'existence apportait encore à Asséré un développement à la carte. Souplesse ou incohérence ? Quoi qu'en dise l'avenir, il fait de l'accès au Développement une démarche individuelle et sectorielle, malgré la couverture des groupements précoopératifs et du programme social, ce qui après tout cadre bien avec la conception qu'ont les Kabyè de leur condition d'exploitant et leur permet de laisser intact leur système de production traditionnel, mais ce qui les rend en même temps entièrement dépendants dans leur quête du Développement.

### *Sur le « projet » vivrier*

Les rapports entre les paysans et leurs encadreurs bénéficient à Atchangbadé, on l'a vu, d'une situation géographique plus favorable aux échanges, laquelle se répercute notamment au niveau des superficies cultivées, qu'elles soient ou non encadrées (tableaux 22 et 37). Ils prennent assise par ailleurs sur un discours plus démagogique et, partant, sur des structures d'encadrement plus complexes et plus hiérarchisées. Néanmoins, la politique de développement du projet vivrier est, elle aussi, de prime abord, sectorielle et productiviste. Sectorielle, elle l'est peut-être un peu moins que celle du projet Togo-Nord, en ce sens qu'elle a dès la première année passé accord avec la SOTOCO pour un encadrement unique, cette dernière s'étant engagée à lui confier ses agents. Cependant, même si elle concerne globalement, comme celle du projet Togo-Nord, les principales cultures vivrières de la région, l'arachide, le riz, le maïs et le sorgho (une place importante étant même réservée au sorgho, culture de base dans l'alimentation), elle n'assure pas équitablement le développement de chacune à l'échelle locale. Ainsi dans le village d'Atchangbadé (à ne pas confondre avec la Zone du même nom qui englobe six villages, d'Awandjélo jusqu'à Djamdé), les 63 exploitants encadrés par le projet firent-ils tous en 1980 de l'arachide sous sa tutelle, alors que 8 seulement firent du sorgho et 7 du maïs. Productiviste, cette politique l'est par contre peut-être davantage que celle du projet Togo-Nord. Elle préconise en effet le labour mécanique des parcelles encadrées, qui est réalisé par la SOTEXMA, tactique peu pédagogique qui dès la première année s'est révélée avoir des conséquences négatives, tant sur le plan matériel que sur le plan psychologique (trop de demandes de la part d'exploitants eux-mêmes trop assistés).

Malgré cela, ceux qui ont eu la chance d'avoir leur champ labouré à temps se sont vus confrontés à un surcroît de travail, qui les a obligés à faire, plus encore que leurs homologues d'Asséré, quelques concessions à leurs habitudes. C'est ainsi que là aussi on travaille le dimanche, on travaille même sept jours sur sept souvent, on fait participer les femmes à des travaux qu'elles ne font pas en milieu kabyè purement traditionnel (elles doivent sarcler et « dégousser » l'arachide notamment), et surtout, on loue les services de la *hara*, faute d'avoir le temps d'y apporter sa contribution sous forme de travail, on remplace même son *egbare* par un contingent de manœuvres... : l'organisation traditionnelle du travail est incontestablement perturbée, sans

parler des migrations saisonnières vers le sud. La vulgarisation de la culture attelée, que les « frères des campagnes », qui étaient sur place avant le projet, ont essayé de réaliser (mais il n'y avait plus qu'un seul exploitant à la pratiquer en 1980), peut-elle être une solution au risque de surenchère que fait courir une mécanisation trop poussée ? C'est du moins ce qu'espèrent les responsables. Mais elle ne redonnera pas vie à l'organisation traditionnelle du travail.

TABLEAU 37  
Superficie moyenne des parcelles de culture dans les exploitations étudiées  
sur les projets spécifiques de la Région de la Kara

Cultures principales	Coton	Igname	Sorgho	Arachide	Riz	Maïs	Autres
ASSERE (PROJET TOGO-NORD)							
<u>KABYE</u> Superficie moyenne/ exploitation (ha)	<u>SOTOCO</u>  1,41	+ sorgho, riz, maïs, gombo, voandzou, haricot 0,20	+ maïs haricot 0,41	+ sorgho 0,26	<u>PROJET TOGO-NORD</u>  0,49		
Parcelles pour 3 exploitations	1	7	8	1	4		
ATCHANGBADE (PROJET VIVRIER)							
<u>KABYE</u> Superficie moyenne/ exploitation (ha)		+ sorgho, riz, gombo, haricot 0,52	+ petit mil, haricot, arachide <u>PROJET VIVRIER</u> 1,77	<u>PROJET VIVRIER</u>  1,36	0,26	<u>PROJET VIVRIER</u>  0,75	Voandzou 0,14 manioc 0,19
Parcelles pour 2 exploitations		3	6	3	1	1	3 - 1
<u>PEUL</u> Superficie moyenne/ exploitation (ha)		+ riz, gom- bo, haricot 0,53	+ maïs, haricot, arachide, <u>PROJET VIVRIER</u> 1,18		<u>PROJET VIVRIER</u>  0,18		Manioc 0,15
Parcelles pour 1 exploitation		2	3		2		1
SECTEUR DE BROUKOU (PERIMETRE FED-KARA)							
<u>KABYE-LOSSO</u> Superficie moyenne/ exploitation (ha)	0,44	0,39	0,92	0,32	0,56	0,40	Voandzou 0,25 Haricot 0,25
Parcelles pour 11 exploitations	4	10	12	11	4	10	1 - 1
<u>LAMBA</u> Superficie moyenne/ exploitation (ha)	0,33	0,37 0,43*	1,43 1,12*	0,35 0,50*	0,37 0,50*	0,37	Fonio 0,75
Parcelles pour 5 exploitations	3	2 - 4	4 - 4	5 - 1	2 - 4	4	2

\* Champs de brousse

Quelles conséquences cette évolution des facteurs de production peut-elle avoir au niveau du système de production à proprement parler ? On a vu qu'à Asséré ni ceux-ci ni celui-ci n'avaient changé en profondeur. A Atchangbadé, les participants sont apparemment entraînés dans un circuit qui les engage davantage, mais il n'est pas évident que cela soit simplement le fait de la philosophie du projet, qui, concrètement, sur le plan purement agricole, propose approximativement les mêmes prestations : semences sélectionnées,

engrais, conseils pour le stockage des récoltes, etc. N'est-ce pas plutôt parce qu'ils ont à faire face à des exploitations plus vastes (que le miracle du labour mécanique est venu agrandir encore) ? Celles-ci pourtant, on l'a vu, gardent des structures proches de celles que l'on peut observer au piémont, à quelque vingt ou trente kilomètres de là. Le système de production lui-même, aussi bien chez les Peul que chez les Kabyè d'ailleurs, reste basé sur la rotation classique igname-sorgho (rarement accompagné du petit mil ici, car on n'a plus les mêmes craintes de manquer qu'au « pays »)-arachide-jachère, tout en présentant bien sûr de nombreuses variantes — qui laissent toujours cependant la part la plus importante au sorgho. Le projet est venu précisément perturber quelque peu cet équilibre en faisant de l'arachide la culture de pointe. Certes, là encore, rien n'est imposé, ni la participation, ni les superficies, ni le système de rotation mis au point par l'IRAT(1), qui, à l'inverse du système traditionnel, fait succéder les légumineuses, l'arachide notamment, à l'igname, et qui par ailleurs fait la part de l'élevage bovin, encore inexistant la plupart du temps (sauf chez les Peul), puisqu'il intègre le stylosanthes pour l'affenage : 1<sup>re</sup> année donc, igname, 2<sup>e</sup>, arachide (ou haricot ou soja), 3<sup>e</sup>, sorgho (ou petit mil ou éventuellement coton), 4<sup>e</sup>, maïs (ou sorgho ou petit mil), 5<sup>e</sup>, stylosanthes. Pas d'avantage qu'à Asséré, les exploitants ne nous ont fourni d'exemple de cette rotation. Ils tiennent à la succession tubercule-céréales et intègrent souvent l'arachide dans des cycles qui excluent l'igname mais peuvent en revanche réitérer le sorgho plusieurs années de suite : par exemple, 1<sup>re</sup> année, arachide, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup>, sorgho et maïs, 4<sup>e</sup>, à nouveau arachide. Le système de production traditionnel est encore loin d'être désintégré à Atchangbadé, mais le projet est venu lui donner l'impulsion qui lui manquait encore pour qu'il évolue vers une formule plus proche de celle qui a été mise au point sur les « terres neuves », un peu plus au sud, et qui est caractérisée par l'extensivité, que de celle, notoirement intensive, que l'on a toujours pratiquée sur la terre ancestrale. Les responsables semblent avoir bien perçu ce dérapage ; dès 1980, ils ont organisé pour les paysans de leurs deux zones une visite du périmètre FED-Kara (qui se trouve pour ceux d'Atchangbadé à quelque 70 km), dans le but de leur faire découvrir la culture attelée. Leur objectif profond n'était-il pas cependant de ressaisir une situation susceptible de leur échapper, de la même façon que la mise en valeur des terres neuves échappa à l'administration française ?

### *Sur le périmètre FED-Kara*

Ce genre de risque semble être écarté sur le périmètre FED-Kara. Les rapports entre la société de développement et les paysans encadrés s'y posent en d'autres termes. L'exploitant qui accepte de jouer le jeu n'y a certes pas d'échappatoire, mais comme, sauf exception, il est toujours attaché d'une manière ou d'une autre à son milieu d'origine, d'autant plus attaché qu'il est venu en général avec une famille réduite au minimum, il lui est facile de partir. C'est ainsi que, lors de la campagne 1979-1980, une centaine de paysans, librement ou coercitivement, abandonnèrent le périmètre. Les départs n'avaient pourtant pas été nombreux les premières années (en gros 5 % entre 1974 et 1977). Ils ont commencé à prendre de l'importance avec l'intensification de la culture attelée, surtout à partir de décembre 1979, lorsque, s'étant rendu compte que les cinq hectares dévolus à chacun ne pouvaient être mis en valeur comme ils le voulaient sans un attelage, les responsables décidèrent de la rendre officiellement obligatoire. Elle fait partie, depuis, du contrat d'installation du paysan (rétroactif pour les anciens), qui comporte deux clauses essentielles pour ce dernier : suivre les conseils des encadreurs d'une part (entre autres utiliser les variétés sélectionnées et les fortes doses d'engrais préconisées, respecter le calendrier agricole et l'assolement), de l'autre acquérir une paire de bœufs dès la deuxième année d'installation, ce qui peut être fait par groupes de deux ou trois.

Ce sont incontestablement les Lamba qui s'adaptent le plus rapidement à la culture attelée. A la différence des Kabyè et des Losso, ils sont restés familiers en effet de l'élevage bovin, sans doute parce qu'ils étaient mieux situés qu'eux pour surveiller les Peul qui, sur l'Atakora, gardent traditionnellement le troupeau ou le bœuf de chacun. Les Kabyè par contre, sauf exception, ont renoncé depuis plusieurs décennies déjà à une capitalisation aussi aléatoire. Ils préfèrent acheter un bœuf quand ils en ont besoin pour un sacrifice. Ils furent donc non seulement, et de loin, les plus nombreux à quitter le périmètre pour retourner chez eux, mais encore les moins nombreux parmi ceux qui vinrent prendre la relève. Ainsi, sur 199 familles nouvellement installées pendant cette même campagne, 15 seulement étaient d'origine kabyè, les autres étant d'origine losso et surtout lamba. Si bien que depuis 1981 l'équilibre, Kabyè d'un côté, Losso et Lamba de l'autre, s'est inversé, ces derniers représentant désormais plus de 50 % de la population encadrée là par le FED.

C'est donc sur la culture attelée, on le voit, que repose la réussite du projet et c'est pourquoi les responsables, qui n'ont pris conscience de ce fait que petit à petit, ont peu à peu renforcé leur pression en ce domaine, jusqu'à devenir intransigeants. Ils ne tolèrent de refus que pour inaptitude physique (vieillesse, infirmité ou

(1) Institut de recherches agronomiques tropicales et des cultures vivrières.



maladie, par exemple). En 1981 néanmoins, sur 897 exploitants installés, 297 seulement utilisaient cette technique, dont 81 de façon individuelle, 210 groupés deux par deux et 6 groupés trois par trois. Cela ne représentait encore qu'un effectif de 188 attelages opérationnels (376 bœufs donc, plus 189 stockés au parc qui attendaient d'être vendus et dressés) — petit décalage entre la théorie et la pratique, qui s'explique par le fait que, si les premiers attelages ont été livrés en 1977, la vulgarisation elle-même n'a vraiment commencé qu'en 1979, vulgarisation qui pose en outre un certain nombre de problèmes, les bouviers-dresseurs n'étant pas toujours faciles à trouver ou à former, les paysans ayant peur des bêtes, etc. De surcroît, ces premiers attelages ne se sont pas avérés très performants, puisque, selon les estimations des encadreurs, 357 ha seulement sur quelque 3 000 auraient été « grattés, labourés, billonnés et hersés » avec. Ils ont donc accordé priorité à la correction de leur utilisation plutôt qu'à l'augmentation de leur nombre. Il est vrai que le manque de formation n'est pas toujours le seul en cause. Ainsi l'efficacité des bœufs a-t-elle été sérieusement entravée pendant le deuxième semestre 1981 par une épidémie de cécité due à des microfilaires (*Telezia*), contre laquelle le paysan n'aurait pas été en mesure de lutter seul (les responsables espèrent qu'il ne s'agit pas là d'une endémie).

D'après les estimations du FED, chaque exploitant avait mis en valeur en 1981 en moyenne 3,1 ha (2,6 en 1980), répartis comme suit entre les différentes cultures : sorgho 1,1, maïs 0,5, arachide 0,5, coton 0,4, riz 0,2 et divers 0,4. Le système de culture que les encadreurs ont pour mission de faire adopter tend à réduire la part relative qu'occupent l'igname et le sorgho dans une exploitation traditionnelle et à imposer en revanche le coton. Leur but est autant d'accroître la production commerciale que de préserver à long terme la fertilité des sols. Là encore cependant, théorie et pratique ne se superposent pas d'emblée. En 1980, les exploitants que nous avons étudiés accordent encore à l'igname une place équivalente à celle du maïs, de l'arachide, du coton et du riz (que seuls ceux qui ont des bas-fonds pratiquent), en gros 0,40 ha (tableau 37). Quant au sorgho, qui a tant d'importance dans l'alimentation quotidienne des trois groupes ethniques en présence (« pâte » et bière), il semble que l'on ne puisse en réduire beaucoup la surface sans mettre en cause toute leur tradition alimentaire. Les responsables ont l'air d'ailleurs de vouloir en tenir compte. Ils ont mis au point plusieurs types d'assolement correspondant à l'ancienneté de l'exploitant : cinq soles de 0,50 ha chacune pour celui qui débute et pour lequel on défriche mécaniquement 2,50 ha (1, coton, 2, sorgho, 3, maïs ou riz pluvial, 4, sorgho, 5, arachide), six soles à réaliser dès la deuxième année (1 et 2, coton et sorgho toujours, décalés par rapport à l'année précédente, 3, haricot, voandzou, maïs ou sorgho, 4, pois d'angole, 5, arachide, 6, sorgho)... Ces proportions accordent, on le voit, une place double au sorgho. Elles tiennent compte par ailleurs de la nécessité de nourrir le bétail, en intégrant le pois d'angole, parfois le stylosanthes, plutôt que des jachères. La pâture des bovins est en effet l'une des préoccupations majeures des responsables, qui ne peuvent la résoudre d'ailleurs entièrement de cette manière, même si, les 5 ha de chacun étant mis en valeur, plusieurs soles sont réservées à cet effet. Qu'il s'agisse de la structuration de l'espace ou du système de production, le schéma qu'essaient d'appliquer les organisateurs s'avère en fin de compte relativement ferme et cohérent, mais non dépourvu de failles.

Le but premier de l'opération, canaliser les migrants kabyè sur ce périmètre, est en effet au moins un demi-échec. La cause en est-elle seulement l'obligation d'adopter la culture attelée ? Il semble que, par-delà cette contrainte, c'est tout un système que certains d'entre eux refusent, une logique implacable qui leur enlève la liberté de l'espace et de l'initiative à laquelle ils aspirent en quittant leurs pays. Si le côté anesthésiant d'une telle prise en charge peut sécuriser et séduire, le côté étouffant par contre « passe » moins facilement. Les Lamba l'ont moins ressenti, qui sont là chez eux, comme le sont les Kabyè à Asséré ou à Atchangbadé. Ils ont en effet trouvé des palliatifs, comme on a déjà eu l'occasion de le signaler, en créant des « champs de brousse » entre les blocs. D'où le dédoublement de bon nombre de leurs parcelles de culture, qui leur permet non seulement de bénéficier d'exploitations plus vastes, mais encore de conserver leur libre arbitre en quelque sorte (tableau 37). En outre, leur situation leur confère une identité confortable de pourvoyeurs de terre, puisque le personnel qui contribue à faire tourner le périmètre s'adresse à eux pour obtenir la parcelle nécessaire à sa subsistance, y compris les encadreurs. Les exploitants kabyè ou losso par contre n'ont encore guère osé leur demander de la terre, ce qui pourrait être pour eux un moyen de « se retrouver » quelque peu. Pour le moment, on peut dire qu'ils n'ont conservé de leur système d'exploitation traditionnel que l'*egbare*, souvent réduite à trois membres, et la *hara*, qui, point important, ne rassemble pas forcément des exploitants d'un même bloc, qui sont pourtant en général originaires d'un même *teto*. A part cela, finie la pause de la mi-journée, fini le tabou de la terre pour les femmes, qui sarclent comme les hommes, mais on ne peut pour autant embaucher de la main-d'œuvre salariée... Les organisateurs n'ont-ils pas fait un pari impossible en faisant de la culture attelée la condition sine qua non de la réussite de leur opération de peuplement et surtout en misant sur une population qui, même si elle a l'habitude de vivre à l'étroit et de pratiquer une agriculture intensive, a eu le temps de révéler ce qui la poussait à émigrer ? Tout dépend évidemment de ce qu'elle a à gagner en acceptant la reconversion.

*Sur les « terres neuves »*

C'est bien sûr dans la plaine centrale, et plus particulièrement sur les terres neuves, que Kabyè et Losso devraient montrer le mieux en quoi ils tiennent à améliorer leur condition d'exploitant. Dans la région de Sotouboua, c'est avant tout un style de vie que l'on cultive : à l'image des structures agraires, qui, on l'a vu, y connaissent un relâchement indubitable, l'organisation du travail y est avant tout caractérisée par l'absence de règles rigoureuses. On ne s'accroche pas plus à la tradition que l'on ne rompt avec elle, les uns s'entourent d'une aide informelle importante, en vivant en compagnie ou à proximité de leurs fils mariés, de leurs frères, de leurs cousins, de leurs sœurs ou simplement de ceux qu'ils appellent leurs « étrangers », les autres restent isolés, préférant mettre leurs épouses au sarclage plutôt que d'avoir à faire face quotidiennement au travail communautaire de l'egbare. A Kazaboua, toutes les formes de travail peuvent intervenir, depuis les sociétés d'entraide traditionnelles, dont le besoin se fait toujours sentir, la *hara* se voyant même assignée une fonction nouvelle en sus des buttes et des billons, le défrichement, jusqu'aux écoliers que l'on emploie comme manœuvres, en général pour sarcler. La Maison familiale rurale, qui se trouve là depuis le début de la décennie 1970 et qui rayonne en principe jusqu'à Bodjondé, Lama-Ouédé et Kaza (figure 7) a favorisé d'une certaine manière, par sa stratégie de la transmission en chaîne, cet esprit de libre entreprise. Théoriquement, elle est là pour amorcer un processus d'intensification de l'agriculture, mais dans la réalité elle n'a qu'un impact très ponctuel, puisqu'elle n'assure la formation et le soutien (avance par exemple pour un attelage de bœufs) que de quelques élus et volontaires susceptibles de répercuter eux-mêmes, en tant que leaders ou modèles, le Développement. Un exploitant de Kazaboua a ainsi tenté l'aventure de la culture attelée, dont il compte profiter pleinement en louant son attelage à d'autres exploitants. Trois ans de stage, à raison en principe de trois jours toutes les deux semaines, ont développé autant son sens des affaires que ses qualités d'agriculteur.

De la dynamique hétérogène propre à cette zone se dégage malgré tout une ligne directrice, une certaine assurance qui permet non seulement de prendre hardiment position dans l'espace, mais encore d'entretenir avec autrui des rapports suffisamment décontractés pour pouvoir bénéficier sinon d'une aide, du moins d'une concorde relativement stimulante (a-t-on assez parlé du frein que peuvent représenter les suspicions et jalousies intra-ou interfamiliales ?). Certes, les distances sont une contrainte non négligeable sur un terroir aussi dispersé. Elles obligent, par exemple, à faire la journée continue. Néanmoins, on sait se reposer un week-end entier à l'occasion et on n'a pas encore perdu le sens de la notion de « saison morte » (la saison sèche reste moins fatigante que les autres).

Le système de production correspondant revêt également un caractère de simplicité et d'aisance (tableau 38). Les parcelles de culture sont plus vastes et plus tranchées que dans l'aire du mil, les associations de cultures moins complexes et moins fréquentes, leurs rotations moins tâtonnantes et moins anarchiques. Nous y voyons le reflet d'un certain état d'esprit, lui-même au moins partiellement lié à la spécificité d'une région : le migrant aborde là en effet l'aire de l'igname, tout en sachant qu'il ne peut compter que sur une seule saison de culture, mais qu'il peut maîtriser en contrepartie tout l'espace qu'il veut (ou presque), ce qui, on y reviendra, est l'inverse dans les régions qui se trouvent au sud du 8° parallèle et qui bénéficient du climat guinéen (figure 14).

TABLEAU 38  
Superficie moyenne des parcelles de culture dans les exploitations étudiées sur les « terres neuves »

KAZABOUA						
Cultures principales	Igname (+ gombo, riz, sésame, haricot)	Maïs sorgho	Sorgho arachide	Sorgho	Riz	Coton
Superficie moyenne/exploita- tion (ha)	1,15	1,66	1,50	1,00	0,50	0,25
Nombre de par- celles pour 6 exploitations	7	6	4	1	1	2
Soles	1ère	2ème	3ème	4ème		

C'est une sorte d'assolement moins sophistiqué, mais non moins rationnel que celui qui est proposé sur le périmètre FED-Kara, que les exploitants kabyè de Kazaboua ont mis au point. La succession igname - maïs et sorgho - sorgho et arachide fait quasiment l'unanimité, souvent prolongée d'une 4<sup>e</sup> sole de sorgho,

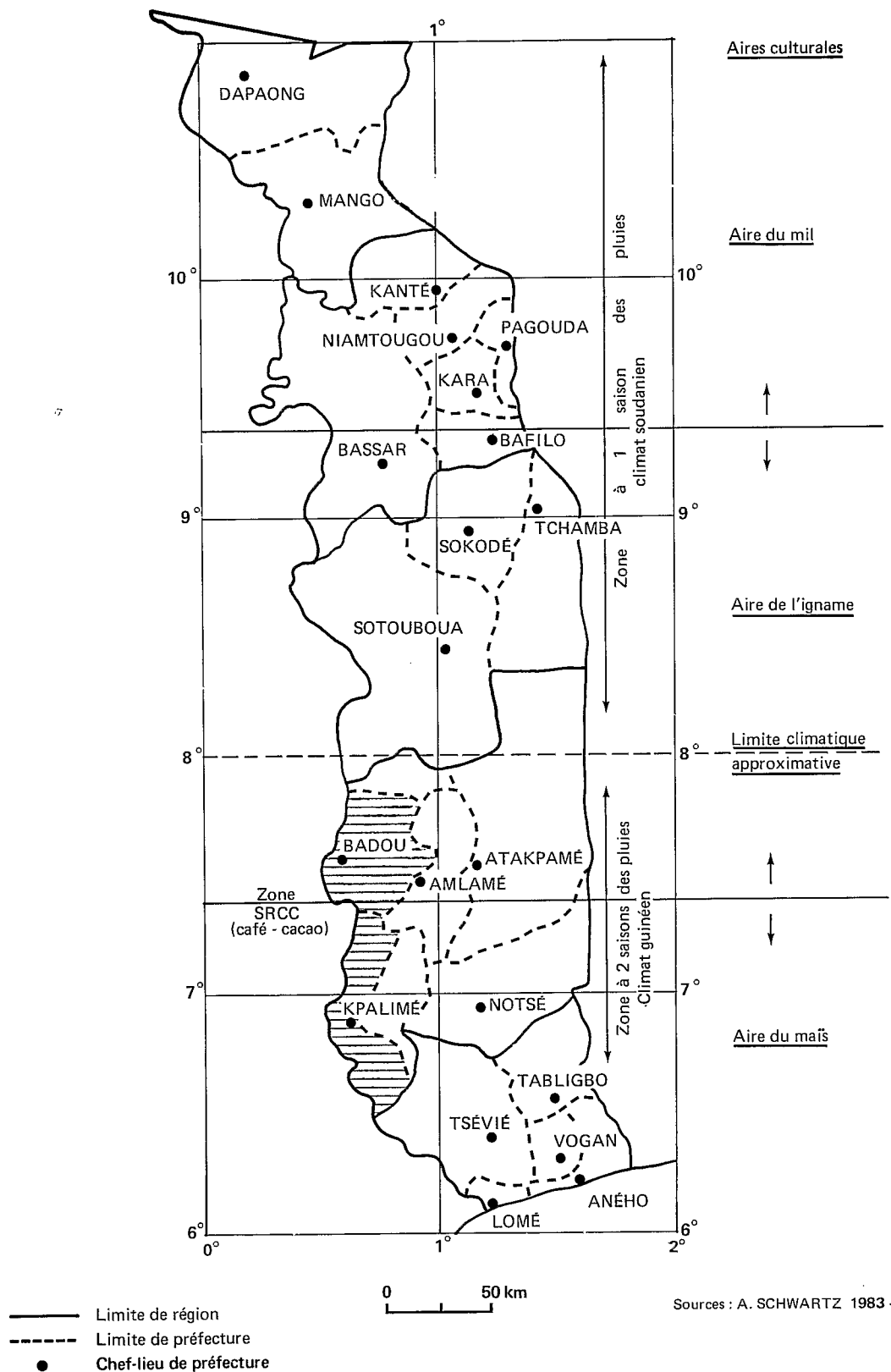


FIG. 14 — Zones climatiques et grandes aires culturelles du Togo

Les migrations rurales des Kabyè et des Losso

non complanté dans ce cas. On transgresse peu ce schéma, si ce n'est lorsque les aléas du terrain vous obligent à démanteler votre « train » de cultures, ou dans le cas d'une conjoncture exceptionnelle (maladie ou autre) évidemment. Par contre on l'étaye volontiers de champs complémentaires, qui souvent sont un relais entre l'habitat et la lointaine « bande » de culture : on aménage, par exemple, 0,50 ha de riz dans un bas-fond, ou l'on fait un champ de coton, sur lequel on mettra le sorgho la deuxième ou la troisième année. La SOTOCO, qui oblige les paysans à faire leur champ de coton dans un rayon de 1 ou 2 km autour du centre du village, pour faciliter les sept traitements successifs des cotonniers, leur fournit une bonne occasion de maintenir leurs prérogatives dans une zone qui, même si elle n'est pas dans les maisons (*desida*), fait tout de même contrepoids à la zone des champs lointains. Elle n'a pas rencontré néanmoins le succès qu'elle escomptait à Kazaboua : 27 exploitants seulement, ayant planté en moyenne 0,35 ha chacun, l'ont suivie lors de la campagne 1980-1981. Il semble qu'elle en ait rencontré davantage dans les localités situées à proximité de la Nationale 1, autour de l'axe Sotouboua-Ayengré notamment, où l'espace pourtant n'offre pas les mêmes possibilités de décompression qu'à Kazaboua.

Ce paradoxe montre qu'il y a maintenant deux types d'immigrés dans la partie septentrionale de la plaine centrale, la seule région, s'il en fut une, où il y eût jamais des « terres neuves » : d'une part ceux que la densification de l'espace a rendus sensibles aux formes nouvelles de son utilisation, c'est le cas de ceux qui se sont établis le long de la Nationale 1 entre Tchébébé et Lama-Tèssi ; d'autre part ceux qui ont encore la possibilité d'avoir les ambitions des premiers pionniers, qui durent tant l'administration française quand elle voulut se servir d'eux pour promouvoir la culture du coton, c'est le cas de ceux de Kazaboua et, de façon générale, de tous ceux qui se trouvent à l'écart de la Nationale 1 et qui ont encore le droit, surtout à proximité du Mono, d'avoir des velléités d'« extensif » sauvage. C'est sans doute là la seule région de l'aire d'occupation kabyè et losso où les immigrés peuvent encore donner vraiment libre cours à ce penchant, et ils refusent assez nettement, pour le moment, de virer de bord. Pour eux, comme pour leurs pères, le système de production compte davantage que la production. Cette situation est-elle condamnée à plus ou moins long terme ou peut-elle trouver en elle de quoi évoluer positivement ?

### *Dans la « zone intermédiaire »*

Les immigrés qui ne jouissent pas d'une situation semblable sont-ils systématiquement disposés à accueillir toutes les formes nouvelles d'utilisation de l'espace ? Au fur et à mesure que l'on s'enfonce vers le sud, à l'intérieur de la grande plaine centrale, l'étau que constitue l'espace occupé par les autochtones, Ewé et Ana principalement, se resserre. Dans la zone que B. LUCIEN-BRUN qualifie d'intermédiaire et qui appartient encore à l'aire soudanienne, les Losso, au contact des Ewé, ont réussi à maintenir un système de production extensif proche de celui des Kabyè des « terres neuves » : assolement analogue, dans lequel cependant on sent l'influence du Sud, la part de l'arachide régressant au profit de celle du maïs. Ainsi à Assoumakodji, entre Blitta et Langabou, le « train » de cultures est-il organisé fréquemment comme suit : 1 igname (+ haricot, gombo, pois de terre, riz...), 2 et 3 maïs-sorgho (+ sésame, riz...), 4 maïs-sorgho-manioc. L'arachide n'apparaît plus qu'en bordure de la parcelle. Aux Ewé, les Losso n'ont emprunté finalement que le manioc. En échange, ils leur ont apporté le sorgho et même depuis peu leur recette du tchoukoutou, que ceux-ci apprécient davantage que la leur. Le système de production ewé toutefois a su garder également sa spécificité, comme on peut l'observer à Samourékodji. Chez eux pas d'assolement, mais un système de rotations relativement simple : 1<sup>re</sup> année, igname (+ haricot, manioc, sorgho, maïs, gombo...), 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et même 4<sup>e</sup> années, sorgho - manioc - haricot, puis jachère. Laquelle des deux communautés offre-t-elle le plus de prise au Développement ? Les Losso d'Assoumakodji ont-ils le même état d'esprit que les Kabyè de Kazaboua ?

On remarque dans leur façon de s'organiser une décontraction analogue : par exemple, on chasse (au casse-tête) pendant la saison sèche, on se repose au moins un jour par semaine, on se fait aider par de la famille (frères ou sœurs) qui vit sur place, ou par les « étrangers » qui viennent du Nord fêter Noël au Sud (Losso, mais aussi Lamba et Kabyè), on ne fume plus les champs, etc. Néanmoins, on relève aussi les indices d'une fébrilité qui ne se manifeste pas à Kazaboua : par exemple les hommes font la journée continue bien qu'ils n'aient pas les problèmes de distance que l'on a là-bas, les femmes la font aussi, tout en s'arrogeant tout de même des horaires un peu moins lourds en général (8 heures - 16 heures au lieu de 6 heures - 17 heures), on utilise des manœuvres comme les Ewé, on prend la peine par ailleurs de faire un jardin de case, dans lequel on plante non seulement le sorgho et le tabac, mais aussi des bananiers et tous les arbres fruitiers possibles... Il est difficile de dire s'il s'agit là des effets d'une tension créée par le manque d'espace ou plus simplement d'une façon propre aux Losso d'assumer leur système de production (notamment en ce qui concerne la participation des femmes qui, on l'a vu, est importante chez eux). Il est un point encore qui donne à penser que l'on est confronté dans cette zone intermédiaire à un système de production proche de celui des terres neuves : les Losso semblent être plus réservés que les Ewé à l'égard de la SOTOCO et de l'ARAC (aujourd'hui

DRDR) qui les encadre pour la riziculture. Mais là encore l'interprétation est à double tranchant : refus de rentrer dans le rang ou manque d'espace pour de telles cultures ? L'importance des superficies cultivées/individu et/actif (tableau 29) nous ferait plutôt pencher pour la première explication.

### *Dans la zone des « terroirs intercalaires »*

Lorsqu'il « descend » encore plus au sud, dans la plaine, l'immigré se trouve confronté à une situation plus exigeante à bien des égards. Les Losso de Kassenguékopé, pour reprendre notre exemple, subissent plus fortement que ceux d'Assoumakodji la pression de la présence autochtone, non pas tant qu'ils manquent davantage d'espace, mais plutôt du fait de leur dépendance vis-à-vis des Ana, laquelle ne les empêche pas d'ailleurs de garder toute leur autonomie au sein de leur terroir, comme on l'a vu. Cette forme de pression, qui très tôt les a amenés à s'organiser en petits centres de peuplement qui tiennent plus du hameau que du village — sur la base d'un ou plusieurs segments de lignage très souvent —, les a obligés à mettre en veilleuse leur individualisme. La morphologie d'une petite localité comme Kassenguékopé n'a plus rien à voir en effet avec celle des quartiers, qui, au pays, regroupent un ensemble de concessions dont les occupants appartiennent au même lignage ou segment de lignage. Distances et enceintes y ont été abolies et, même si parfois on découvre çà et là un embryon de mur ou une clôture, la promiscuité y est totale. Le hameau est devenu l'unité de base du groupe et cela dut représenter au départ un effort d'adaptation non négligeable. Mais les contraintes ne sont pas uniquement sociales dans cette région. Les conditions climatiques de leur côté contribuent à créer une situation tout à fait nouvelle pour les immigrants. Nous sommes là au sud de l'aire de l'igname, à la limite de l'aire du maïs, et le paysan qui a fait l'effort de faire un si long trajet (à moins que ce ne soit son père) entend y profiter des deux saisons de culture. Nous ne voyons pas ce qui, à part cela, peut retenir une population aussi mobile dans un coin aussi peu attrayant que Kassenguékopé, infesté par l'onchocercose et le ver de Guinée, coupé de la Nationale 1 en saison des pluies, dépourvu d'infrastructure socio-médicale, etc. Il semble que, de toutes les façons, s'ils veulent rester dans la région, les habitants n'aient pas tellement le choix. Kassengué et Karbo, les fondateurs du hameau, passèrent une dizaine d'années à Amoutchou, sur la rivière du même nom, à quelque 10 km au nord à vol d'oiseau, mais en 1933 les Ana les sommèrent de gagner cet endroit moins densément occupé, ce qu'ils firent. Et comme ils forment maintenant une communauté très homogène, il leur est quasiment impossible d'envisager une nouvelle migration. La nouvelle génération elle-même ne cherche pas à faire scission, du moins pas pour d'autres migrations rurales, comme elle le fait dans la partie septentrionale de la plaine centrale ou dans la zone de glissement.

Le système de production qu'ils ont adopté ici emprunte en effet beaucoup à celui des Ana. Ils ont, certes, transporté jusque-là leurs champs de sorgho (que l'on ne retrouve guère chez les Ana d'ailleurs), mais dans l'ensemble ils se sont pliés aux normes des autochtones de façon beaucoup plus poussée que dans les régions où ils ne bénéficient que d'une seule saison de culture (tableau 39). Leurs motivations sont de ce fait moins ambiguës, à rechercher plutôt du côté du système de production lui-même que du côté du mode d'existence. Ils ont évidemment apporté leur griffe au système des Ana, qu'ils ont repris en accordant une place plus importante que ceux-ci ne le font aux céréales (maïs et sorgho, mais aussi riz), les Ana ayant tendance au contraire à mettre l'accent sur les tubercules (igname et manioc), leurs parcelles de culture étant davantage équilibrées entre elles dans l'ensemble.

Ce qui frappe lorsque l'on compare les parcellaires de culture des uns et des autres, c'est la vigueur de celui des Losso par rapport à celui des Ana. Il n'y a que pour le manioc que les superficies plantées par les Ana soient supérieures. Sinon, le principe est à peu près le même de part et d'autre. En dépit du découpage en lanières de leur terroir, les Losso n'ont pas davantage que les Ana élaboré un véritable assolement. Certes, leurs exploitations reproduisent souvent au moins l'ébauche d'un « train » de cultures, mais on ne peut parler de soles comme à Kazaboua. En revanche, ils appliquent bien sûr un système de rotation qu'ils ventilent sur cinq années avant le retour à la jachère : 1<sup>re</sup> année, igname, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup>, maïs-manioc en première saison, haricot en seconde, 4<sup>e</sup> année, manioc, 5<sup>e</sup>, sorgho. Celui des Ana est à peu près identique pour les deux premières années, mais dès la troisième ceux-ci passent au manioc et dès la quatrième à la jachère (à moins qu'ils ne replantent du manioc une seconde fois). Ils ont apparemment des besoins inférieurs à ceux des Losso.

Pourtant ils emploient des moyens plus onéreux et plus modernes pour mettre en valeur leur exploitation. Si l'organisation du travail est fondée également chez eux sur le recours quasi général aux sociétés d'entraide traditionnelles, l'owe pour les travaux exceptionnels (*kpabi* chez les Losso) et l'*adjirou* pour les travaux quotidiens (*kpatrou* chez les Losso), elle s'appuie par ailleurs sur l'utilisation d'une main-d'œuvre salariée, puisée dans la communauté des Losso qui vivent à Gbeybey même. En fait, il s'agit là d'une symbiose, puisque ces mêmes Losso emploieraient également à l'occasion des manœuvres... ana (du village). Les uns et les autres se retrouvent même parfois au sein de l'owe. Ce sont là des pratiques caractéristiques de deux groupes ethniques unis par la communauté de résidence. Les Losso qui vivent indépendants dans leur hameau, comme ceux de Kassenguékopé, n'emploient pas, eux, de manœuvres. L'aide de leurs épouses leur suffit,

d'autant que celles-ci ont elles-mêmes leurs *kpatrou*. Les Ana auraient-ils un système agricole plus intensif ? On observe qu'ils ont intégré l'engrais chimique à leurs techniques de production, ce que n'ont pas fait les Losso, qui n'emploient pas davantage pour autant la fumure animale, bien qu'ils aient, à la différence des Ana, encore quelques caprins et ovins (la fumure animale est décidément bien abandonnée par la diaspora de la plaine centrale). En fait, les Ana ont plus facilement des contacts avec les agents du Développement (SOTOCO et DRDR, alias ARAC). Ceux-ci, quand ils viennent à Gbeybey, ne se rendent pas dans les hameaux qui en dépendent. Ce sont éventuellement les chefs losso qui, informés par les chefs ana, viennent les voir. On comprend que dans ces conditions le Développement « passe » mal. En 1979, tous les exploitants de Kassenguékopé ont essayé de « faire du coton ». Tous ont échoué. Le chef, seul, a réessayé l'année suivante, mais sans plus de succès. Ils estiment que l'on ne s'occupe que des Ana, mais il est à noter que les exploitants de Gbeybey, qui avaient tenté avant eux l'expérience, n'ont rien produit non plus. Problème d'encadrement ou de milieu ? Il ne nous appartient pas de trancher, mais ce que l'on remarque, qui nous intéresse, c'est que de toutes les façons les Losso de Kassenguékopé ne semblent pas avoir prévu dans leurs temps de travaux un créneau pour le coton. Ils ne travaillent en effet que quatre jours sur sept (en journée continue, il est vrai) : « le mardi, c'est le jour du marché, le mercredi, c'est le jour de repos, et le dimanche, c'est jour férié... » Il leur faudrait incontestablement puiser dans leur temps social pour élargir vraiment leur système. Ils restent de ce point de vue très proches des Kabyè de Kazaboua et de tous ceux qui, du moins dans la plaine du Mono, se trouvent à l'écart du couloir de la Nationale 1.

TABLEAU 39  
Superficie moyenne des parcelles de culture dans les exploitations  
étudiées dans la région des « terroirs intercalaires »

Cultures principales	Igname	Maïs manioc	Haricot	Manioc	Sorgho	Riz	Arachide
GBEYBEY (Ana)							
Superficie moyenne/exploitation (ha)	+ haricot, riz, gombo, sorgho 0,33	: : + sorgho : 0,52	: : 0,52	+ haricot, gombo 0,39	+ haricot 0,07	+ sorgho 0,11	
Nombre de parcelles pour 4 exploitations	4	6 1ère : 2ème saison : saison		2	1	2	
KASSENGUEKOPE (Losso)							
Superficie moyenne/exploitation (ha)	+ haricot, riz, gombo, manioc 0,38	+ sésame, : pois de : terre : 0,84 : :	+ maïs 0,78	0,36	+ maïs 0,70	+ maïs 0,27	+ haricot 0,24
Nombre de parcelles pour 6 exploitations	6	8 → (7) 1ère : 2ème saison : :	2	3	→ (1) 2ème saison	4	5

Il est certain que, au fur et à mesure qu'il s'en rapproche, le paysan immigré fait preuve de plus de fébrilité. Ainsi, par exemple les Kabyè de Yotoyo, aux environs de Notsé, qui, bien qu'ils se trouvent dans l'aire du maïs, bénéficient de conditions écologiques analogues à celles des Losso de Kassenguékopé, ont-ils un comportement plus nerveux. Ils travaillent six jours/semaine au lieu de quatre (s'arrêtent le jeudi « comme les Ewé », mais pas le dimanche), embauchent des manœuvres, font venir des membres de la famille, du Nord, au moment des récoltes, utilisent de l'engrais chimique, bref, ils ont davantage un comportement d'*homo economicus*. Pourtant, leur système de production est des plus extensifs qui soient. Ils peuvent cultiver deux ans une parcelle et l'abandonner pour vingt ans sans problème, se contentant de faire succéder à l'igname (auquel ils associent quelques cultures secondaires) le maïs, puis le sorgho au moment de sa récolte. Leur déploiement d'énergie ne trouve donc pas forcément sa justification dans le manque d'espace, pas plus d'ailleurs que dans la pratique de la culture cotonnière. Elle est vraiment le fait d'un état d'esprit différent, qui, situation oblige, implique certainement une disponibilité au travail et une réceptivité au changement plus grandes. Quels résultats peut-on escompter d'un encadrement intensif de cette diaspora de la plaine centrale, compte tenu de sa sensibilité à l'environnement humain ?

*Dans le Secteur de modernisation agricole de l'Est-Mono*

Les cas d'encadrement intensif que nous avons passés en revue ne concernent que la Région de la Kara, c'est-à-dire les Kabyè et les Losso « chez eux » ou dans la zone de glissement. En fait, ils n'ont guère d'équivalent dans les deux autres régions administratives où se trouvent ceux-ci. Nous avons jugé comparable l'exemple du Secteur de développement agricole de l'Est-Mono, mais il représente une opération de plus modeste envergure (80 « mutualistes » seulement en 1980). Nous tenions à voir en effet comment réagissent des immigrés étroitement encadrés lorsqu'ils se trouvent dans un milieu naturel à l'origine aussi largement « ouvert » que celui des « terres neuves ». La société de développement, lorsque son action est permanente, joue-t-elle le rôle que peut jouer la proximité de la grande voie de passage, du chef-lieu de canton ou de préfecture ou de n'importe quel autre facteur économique dont la pression socio-démographique induit une diaspora plus active sinon plus efficace ? L'opération Est-Mono a un impact plus grand que ne pourrait le laisser croire la faiblesse du nombre de ses encadrés. En effet, autour des « mutualistes » gravitent ceux que les services de l'Agriculture ont baptisés les « colons » et qui bénéficient d'un semi-encadrement, de la possibilité notamment de profiter du labour mécanique, ainsi que d'une stratégie de l'espace analogue à celle des Mutuelles. Les « colons » sont en fait issus de l'opération FIDES, qui a elle-même promu le schéma d'occupation de l'espace qui caractérise la « zone A » (découpage en lanières) et que les organisateurs des Mutuelles n'ont fait finalement que reprendre. Nous avons vu qu'ils l'avaient adapté d'une manière qui fait un peu la synthèse de toutes les situations, spontanées ou dirigées, dans lesquelles ont pu se mettre les paysans kabyè ou losso.

Les paysans kabyè ou losso qui sont venus dans l'Est-Mono ne sont venus ni pour retrouver les conditions climatiques de leur pays, ni pour découvrir une double saison agricole. Cette région est une région de transition, à la limite des deux grands types climatiques du Togo et, que ce soit à l'époque du FIDES ou à celle des Mutuelles, son attrait a toujours été le même : l'immigré y apprécie de voir son installation prise en charge, au sein d'une zone au départ peu peuplée et qui garde aujourd'hui, même si elle est plus densément occupée qu'il y a 25 ans, de vastes débouchés sur des espaces libres, en dépit de la création de la réserve de Kpessi au nord. En échange de ce service, on lui demande évidemment de se soumettre à un programme, qui a vite avorté à l'époque du FIDES, qui a végété depuis la création des Mutuelles et dont on ne sait encore quel sera son avenir, maintenant que la SOTOCO l'a pris en charge. Devenir mutualiste implique dès le départ un engagement réfléchi, puisqu'il doit être concrétisé par une caution de 2 000 francs CFA, à compléter d'autant à la première récolte de coton. C'est là un facteur de sélection qui a son poids en milieu rural et qui dans ce cas n'est pas inutile, car le mutualiste doit être capable avant tout de gérer un budget. Il est confronté de façon permanente à toute une série de dépenses : labour, pulvérisage, engrais, manœuvres, transport, etc., pour lesquels il n'y a pas de forfait. Au début, on lui consentait des prêts, par le biais de la CNCA, que l'on a décidé de réduire, car l'on s'est vite rendu compte que les recettes ne couvraient pas les dettes (d'autant que des emprunts exceptionnels, à fins non agricoles, étaient également tolérés). Les encadreurs, d'eux-mêmes, ont estimé qu'ils fabriquaient des « fonctionnaires » plutôt que des exploitants responsables et modernes.

Et le fait est qu'en 1980, lorsqu'il fut décidé que la SOTOCO redresserait la barre, aucun système de production n'avait vraiment été imposé. L'assolement proposé aux mutualistes, 1, igname, 2, coton, 3, maïs et sorgho, 4, riz, puis jachère, avait été largement revu et corrigé par les uns et les autres, les variantes les plus fréquemment introduites étant l'inversion de la succession coton-céréales d'une part, celles-ci étant placées à la suite de l'igname, sans que l'on cherche à profiter de l'arrière-effet de l'engrais mis sur les cotonniers, comme à Asséré, et le remplacement du riz par des légumineuses, arachide, pois de terre et surtout haricot d'autre part (tableau 40). On observe peu de différences finalement entre les options des mutualistes et celles des colons, les « surveillants de cultures » qui s'occupent des seconds calquant leur attitude sur celle des encadreurs de la SOTOCO, et les protagonistes ayant les mêmes aspirations. L'apport majeur, côté responsables, est évidemment le coton (avec lequel les « colons » tout de même complantent d'autres cultures, igname et riz, par exemple, ce que ne font pas les mutualistes) et, côté paysan, le sorgho et, de façon générale, les céréales. Ils font volontiers encore un champ de case, de maïs et sorgho, comme au « pays », bien que cela ait été interdit en 1979 par mesure d'hygiène. Le rempart de maïs et sorgho attire en effet les moustiques, mais il protège en revanche la case des feux de brousse.

Cet hyperencadrement dont bénéficient les mutualistes n'a donc pas promu un type d'exploitant plus original et plus performant que ceux qu'ils côtoient. Les responsables le reconnaissent : en 1980, ni leurs superficies ni leurs rendements ne sont supérieurs à ceux des colons. Par contre, il a promu un type de paysan plus calculateur, et peut-être un peu plus discipliné que les autres, mais qui ne travaille ni plus ni moins : il fait la journée continue, s'arrête le samedi à 14 heures pour reprendre le lundi, fait appel aux sociétés d'entraide, qui ne coïncident pas, là non plus, avec les mutuelles... Il faut voir quelles peuvent être les retombées de ce petit côté « homme d'affaires » que cette réalisation a pu développer dans la région et, surtout, quelle est sa portée réelle, puisque les responsables, estimant avoir fait fausse route, entendent modifier leur stratégie (au plan pécuniaire en particulier). Auront-ils encore prise sur une mentalité spécifique à Elavagnon et à sa région — où un leader kabyè est capable de faire marcher correctement son exploitation de 22 ha sans l'aide

des Mutuelles, ni même celle des tracteurs de la SOTEXMA, et où la ferme présidentielle, créée là en 1976, est peut-être en elle-même un exemple suffisant pour promouvoir un certain esprit d'entreprise ?

TABLEAU 40  
Superficie moyenne des parcelles de culture dans les exploitations étudiées dans l'Est-Mono

ELAVAGNON (SECTEUR EST-MONO)							
Cultures principales	Igname + haricot, riz, gombo	Coton	Maïs sorgho + arachide	Maïs	Sorgho	Arachide	Pois de terre
Superficie moyenne/exploitation (ha)	0,57	1,00	1,08	1,00	1,00		0,40
Nombre de parcelles pour 4 exploitations losso	4	4	6	2	1		2
Superficie moyenne/exploitation (ha)	5,00	2,00	+ haricot 6,00		+ haricot 5,00	+ sorgho 1,00	3,00
Nombre de parcelles pour 1 exploitation kabyè	1	1	1		1	1	1

L'exemple du Secteur de développement agricole de l'Est-Mono est suffisamment typé pour faire ressortir le décalage qu'il peut y avoir entre la pratique du Développement, si l'on peut dire, et la pratique agricole elle-même. La première est dans ce cas précis entièrement induite du sommet (vente ou location des moyens de production, du travail, des intrants, etc.), la seconde de la base, qui a ici la particularité de n'avoir aucune démarche à faire dans son approche du Développement — moins encore que sur les projets de la Région de la Kara où le paysan est obligé de faire certains efforts d'adaptation, qu'ils soient tactiques (intégration du Développement à son exploitation traditionnelle) ou plus simplement techniques (adoption de la culture attelée notamment). L'ampleur de sa prise en charge à Elavagnon ne suffit cependant pas à expliquer ce hiatus. Rien n'empêche en effet le mutualiste d'adhérer totalement aux exigences de la société de développement et d'être l'instrument qui sert à promouvoir une agriculture intensive de type moderne. Si sa participation, son acceptation du programme n'a pas donné de résultats en ce sens pour le moment, ce ne peut être en fait que parce qu'il a gardé un arrière-goût de cette ivresse de l'espace qu'ont encore ceux qui vivent hors des sentiers battus du Développement (base de tout système un peu extensif) et parce qu'il ne lui est fourni aucun moyen de s'en défaire dans la situation passive où il se trouve. C'est à cet égard qu'il est intéressant de voir quel système de production ont adopté ou adapté les immigrés des régions caféières et cacaoyères, eux qui sont venus spontanément vers la culture de rente, qui n'ont pas attendu la SRCC pour se mesurer au Développement.

### *Dans les régions cacaoyères et caféières*

La diaspora des plateaux humides est dans une situation particulière par rapport à l'ensemble de la population kabyè et losso. Le climat et l'économie de plantation qui lui est liée, la nature des rapports autochtones-allochtones qui en découlent, ont souvent placé le paysan immigré à la tête d'une vaste exploitation, pour les besoins de laquelle le nombre d'actifs permanents qui le secondent est nettement inférieur à ce qu'il est ailleurs (tableau 28). Néanmoins, il ne néglige pas pour autant les cultures vivrières, comme le montrent les exemples que nous avons étudiés dans le Litimé, sur le plateau de Dayes et au piémont de celui-ci (tableau 41). Il arrive même à profiter des deux saisons de culture dans les deux premiers cas et à « faire du coton » dans le troisième. Il ne se contente pas pour autant de copier les différents systèmes de production que les populations akposso ou éwé ont élaborés au fil des générations. C'est incontestablement là qu'il innove le plus. Comment cette dynamique se manifeste-t-elle dans l'espace et dans le temps, par rapport aux populations autochtones bien sûr, mais aussi par rapport aux Kabyè et aux Losso des autres régions ? Porte-t-elle en elle les germes d'une stratégie du Développement qui serait enfin pleinement volontariste ?



TABLEAU 41

Superficie moyenne des parcelles de culture dans les exploitations étudiées dans les régions cacaoyères et caféières

TOMEGBE							
Cultures principales	Cacao traditionnel	Cacao Café traditionnels	Café traditionnel	Cacao SRCC	Maïs Manioc (+ palmier, banane, taro)	Riz	
						(+ cacao de 1ère année)	
Superficie moyenne/exploitation (ha)	1,05	4,00	0,04	2,29	0,19	0,49	0,49
Nombre de parcelles pour 3 exploitations	6	1	1	1	3	1	2
						1ère : 2ème saison	
WOEVE							
Cultures principales	Café traditionnel	Café SRCC	Riz PROJET VIVRIER	Maïs : Riz (+ manioc, taro, gombo)	Maïs (+ manioc, taro, igname, banane)	Autre vivrier (igname, haricot, pois de terre)	
				(+ café de 1 <sup>re</sup> année sur 2 parcelles)	(+ café de 1 <sup>re</sup> année sur 4 parcelles)		
Superficie moyenne/exploitation (ha)	0,91	0,77	0,40	0,72	0,72	0,63	0,31
Nombre de parcelles pour 10 exploitations	15	15	2	9	1	6	3
				1ère : 2ème saison			
LLE							
Cultures principales	Café traditionnel	Café SRCC	Coton	Igname (+ manioc, haricot, gombo, piment)	Maïs sorgho	Manioc	
Superficie moyenne/exploitation (ha)	1,00	0,63	0,86	0,24	0,83	0,22	
Nombre de parcelles pour 2 exploitations	2	1	3	4	2	2	

L'économie de plantation, surtout depuis l'entrée en action de la SRCC, a bouleversé quelque peu les systèmes locaux de production vivrière, mais les métayers kabyè et losso qu'elle a attirés ont apporté les leurs, et sont devenus dans la plupart des cas les principaux pourvoyeurs de denrées alimentaires de la région. C'est surtout en forêt que les cultures vivrières régressent. Les Akposso et les Akébou notamment y abandonnent de plus en plus la banane et certains tubercules, tels l'igname ou le taro, et les métayers kabyè ne prennent pas exactement le relais évidemment. En schématisant à l'extrême, on peut dire que la culture vivrière qu'ils ont développée, d'un piémont à l'autre et d'un massif à l'autre, est par excellence le maïs, alors que les autochtones mettent plutôt l'accent sur la riziculture. Question d'alimentation avant tout, car en fait ces deux cultures sont souvent semées à la suite l'une de l'autre sur la même parcelle, tant par les uns que par les autres (le riz venant en deuxième saison, au moment de la récolte du maïs en juin-juillet). Cette double production s'insère évidemment dans des systèmes qui diffèrent sensiblement non seulement selon les groupes ethniques, mais aussi selon leur localisation. Une distinction majeure est celle qui oppose les régions mixtes, à la fois cacaoyères, caféières et cotonnières, aux régions purement cacaoyères et caféières.

Dans le Littimé, région typiquement forestière s'il en est au Togo, le système de production des immigrés est entièrement conditionné par la forêt et le cacao. Ceux-ci appliquent les méthodes que l'on retrouve dans maintes régions cacaoyères d'Afrique : le champ de polyculture vivrière complanté avec de jeunes plants de cacaoyers. Mais comme évidemment ils ne peuvent créer indéfiniment de nouvelles plantations (bien que leur statut de métayers toujours prêts à répondre à la demande d'un patron rendent les tentations nombreuses), ils « promènent » le champ en question, dans lequel on retrouve toujours le maïs et le manioc, souvent l'igname

(sans buttes) et la banane plantain, quelquefois le riz, d'un bout de forêt à l'autre, d'une friche à l'autre, du piémont aux « montagnes », sans crainte de la dispersion, parfois énorme, de leur exploitation. La SRCC, qui ne tolère en principe que la banane en association avec le cacao de première année, devrait accentuer cette dichotomie entre les deux types de cultures. On a là un schéma qui est beaucoup moins éloigné dans son principe qu'il ne paraît à première vue du système agricole extensif de la région de Kazaboua. Les exploitants de Tomegbé, qui peuvent assumer individuellement jusqu'à deux hectares, ont d'ailleurs recours aux moyens traditionnels de préférence aux moyens modernes pour y faire face. Ils préfèrent l'aide de la *hara*, préposée ici au nettoyage des cacaoyères, de l'*egbare*, moins stable qu'au pays, mais tout de même active, de la famille, des voisins, à celle d'une main-d'œuvre salariée, qui n'apparaît que dans les exploitations de plus de 5 ha. Ils préfèrent aussi la fumure animale à l'engrais chimique. Le Litimé, de ce point de vue, est bien le seul endroit, hors de la Région de la Kara, où nous ayons rencontré des exploitants kabyè ou losso qui emploient encore cette technique — non seulement à proximité de la maison, où l'on plante volontiers quelques ignames et arbres fruitiers, mais aussi dans le champ de cultures vivrières. La SRCC, avec ses exigences, va-t-elle modifier ce schéma ? Cela n'est pas évident. Les immigrés qui vivent au contact des Akposso ne sont pas chiches de leur temps : ni les hectares, ni les kilomètres ne les rebutent et, comme l'a bien montré B. ANTHEAUME, fidèles à leur vocation première, ils ne relâchent pas leur intérêt pour les cultures vivrières (ANTHEAUME (B.), 1982 b).

Leur goût pour les cultures vivrières se manifeste encore davantage sur le plateau caféier de Dayes. Si le nombre de parcelles qu'elles représentent y est le même que dans le Litimé, en moyenne deux par exploitation (contre trois pour les cultures de rente), leur étendue par contre y est plus importante. Dans l'exploitation agricole du métayer kabyè de Woévé, par exemple, existe en général un relatif équilibre entre les champs de maïs et de riz d'une part, les plantations de caféiers de l'autre. Elle a en outre une structure beaucoup moins éclatée que dans les cas que nous avons observés à Tomegbé, les parcelles de cultures vivrières notamment étant rarement situées au-delà d'un rayon de deux ou trois kilomètres autour de l'habitat, ce qui est déjà beaucoup d'ailleurs. Néanmoins, là encore, en dépit de leur emprise sur l'espace incontestablement plus forte (superficies, concentration), en dépit des densités de population élevées, les exploitants kabyè ont une dynamique spatiale qui tient de la prodigalité. Ils cultivent pendant une année leur champ de maïs (en première saison) et de riz (en deuxième saison), auxquels ils associent, en tant que cultures secondaires, manioc, taro, igname, bananiers, gombo, etc., et ils l'abandonnent dès l'année suivante. Ils ne suivent pas l'exemple des Ewé, qui, pour leur part, ne manquent pas d'exploiter deux années de suite leurs parcelles de cultures vivrières, sur lesquelles dominent le manioc et le riz, bases de leur alimentation, ainsi que l'igname la première année (ils en exploitent toujours deux à la fois, celle de seconde année ne recevant donc plus l'igname). Cette différence entre les systèmes de production des deux groupes en présence a retenu notre attention en ce sens qu'elle contredit quelque peu le stéréotype de l'immigré kabyè, toujours prompt à dominer la situation en matière de production vivrière. Constatation que vient corroborer la première expérience du projet vivrier, qui intervient aussi depuis 1979, comme on l'a signalé, dans la Région des Plateaux, notamment sur le plateau de Dayes, et qui applique la même stratégie que dans la Région de la Kara. Ce sont en effet presque uniquement les Ewé qui y participent (les cinq exploitants kabyè de Woévé sont une exception), ce qui peut s'expliquer par le fait qu'étant chez eux ils ont pu facilement s'octroyer la priorité et par le fait que leur dynamique spatiale répond mieux que celle des Kabyè aux normes du projet, mais ce qui ne manque pas de surprendre malgré tout (le projet, pour son lancement, portait sur 278 ha de riz, maïs, arachide et niébé).

En fait, le comportement de la diaspora kabyè du plateau de Dayes fait ressortir un point, c'est que la prédilection des immigrés kabyè pour la production vivrière est indissociable d'une certaine manière d'appréhender l'espace, extensive et extensible, même lorsque celui-ci est limité. Pour eux, la stabilité, l'engrais, le travail, c'est pour les caféiers. Ils travaillent beaucoup plus en saison sèche (récolte et défrichage) qu'en saison des pluies, à la différence de ce qui se passe partout ailleurs. Cette conception, alliée à un certain affairisme (comparable à celui des mutualistes d'Elavagnon dans l'Est-Mono), fait que, bien que la SRCC soit beaucoup plus avancée chez eux qu'en région cacaoyère, ils assument la situation de façon relativement détendue, employant de la main-d'œuvre salariée pour pallier l'absence de main-d'œuvre familiale et renforcer l'action des sociétés d'entraide, ce qui leur permet de ne travailler que cinq jours sur sept. La diaspora kabyè du plateau de Dayes marie mieux que toute autre le moderne et le traditionnel, l'intensif et l'extensif.

Cette confusion entre production vivrière et production extensive trouve un terrain encore plus favorable au pied du plateau de Dayes, à la jonction d'une zone de forêt densément peuplée et d'une zone de savane restée longtemps sous-peuplée. L'exemple de Woévé, par un effet de contraste, fait bien ressortir le syndrome, mais c'est à Kpélé-Elé (au pied du plateau) qu'il se manifeste avec le plus de force, en dépit de la présence de la SRCC et de la SOTOCO. Là, les Kabyè retrouvent en fait la plaine centrale, les grandes étendues, le sorgho... Leur système de production y tranche nettement plus sur celui des autochtones qu'il ne le fait sur les hauteurs qui dominent ou dans la plaine du Litimé. Il s'appuie à nouveau sur un système de rotation, lequel fait classiquement succéder à l'igname le maïs et le sorgho associés, pendant trois ou quatre années (tableau 41). Aux Ewé, les Kabyè ont emprunté une fois de plus le manioc, qu'ils associent

à l'igname avec d'autres cultures secondaires, tels le haricot, le gombo, le piment... Ceux-ci par contre n'ont pas réservé le même accueil au sorgho, dont ils plantent à la rigueur quelques pieds avec le maïs. Leurs deux cultures principales sont ici l'igname, et surtout le riz, dont les Kabyè du coup se désintéressent puisqu'ils peuvent faire du sorgho. Il est à noter que celui-ci ne vient pas exactement en deuxième saison, comme le riz ; il est planté en général en mai ou juin. Le cotonnier, quant à lui, ne s'insère pas davantage qu'ailleurs dans la rotation des cultures vivrières, la cause première en étant, là encore, la dispersion trop grande des champs, notamment par rapport aux centres de peuplement et par rapport aux axes de circulation. On note tout de même des cas d'alternance coton Bou-maïs et sorgho. Les Kabyè étaient encore quasiment les seuls en 1980 à pratiquer cette culture à Kpélé-Elé. Leur système de production diffère de celui des Ewé, non seulement par sa nature, mais aussi par sa complexité, et la question que l'on se pose tout naturellement est la suivante : comment avec la rénovation de la caféière en sus arrivent-ils à faire face ?

Lorsqu'il peut avoir recours aux sociétés d'entraide et que son épouse accepte de faire des travaux dont elle n'a pas l'habitude (sarclage, récolte du coton, etc.) et de passer presque autant de temps que lui dans les champs, le métayer (puisque'il l'est toujours au moins à travers l'une de ses plantations) préfère ici se passer des moyens modernes de travail, et avant tout de la main-d'œuvre salariée. Mais ce n'est pas toujours le cas. Quand l'exploitant n'a plus d'egbare, quand aucun fils n'est là pour l'aider, alors il engage de grosses dépenses de main-d'œuvre, ce qui ne l'empêche pas de conserver dans tous les cas son week-end de repos. Le processus est le même que sur le plateau de Dayes, mais l'ambiguïté semble y être condamnée à plus court terme. Le tout est de savoir quelle tendance l'emportera, de celle qui le pousse vers la production vivrière ou de celle qui le pousse vers les cultures de rente, avec tout ce que cela implique dans les deux cas au niveau du système d'exploitation (extensivité d'un côté, intensivité de l'autre). Cela dépend évidemment de part et d'autre du rapport qualité-prix, qualité à propos de sa condition d'exploitant, de son mode de vie, prix à propos de sa condition de rural, de son niveau de vie.

## LEUR NIVEAU DE VIE

Traditionnellement, comme dans beaucoup de sociétés africaines, la richesse du paysan kabyè ou losso se reconnaît au nombre de greniers qu'il possède et à son cheptel. Dans le Togo de la « nouvelle marche », les normes ne sont plus tout à fait les mêmes. La case quadrangulaire et le toit de tôle ondulée, qui avaient encore un caractère suspect « en brousse » à l'Indépendance (d'où la destruction de certaines d'entre elles à cette époque, notamment au pied des massifs kabyè), sont devenus indispensables à qui veut s'imposer. Greniers et animaux ont perdu leur pouvoir de suggestion, mais les premiers, comme toute construction, impressionnent encore l'entourage lorsqu'ils se multiplient. L'habitat agrandi et modernisé est cependant davantage le symbole de la débrouillardise que celui d'une richesse véritable. Il ne peut suffire à étalonner le niveau de vie. Il peut être par contre l'indice d'une amélioration du mode de vie. Or, on l'a vu, le paysan qui émigre est à la recherche d'une façon d'être, davantage que d'une façon de posséder. Cette tendance se traduit, sur le plan agricole, par un goût affirmé pour les systèmes de production extensifs, toujours manifeste aujourd'hui, malgré la pression des organismes de développement ou plus simplement des densités de population. Quels sont ses effets sur le cadre de vie ?

### *L'habitat*

De prime abord, la diaspora préfère investir au « pays » plutôt que dans le lieu où elle réside. Cela apparaît à travers la répartition des toits de tôle ondulée, beaucoup plus nombreux chez les exploitants que nous avons étudiés dans la Région de la Kara que chez les autres (tableau 42). Ceux de Kouméa et de Lassa ont pourtant de petites exploitations (de moins d'un hectare en moyenne), mais il s'est presque toujours trouvé un fils ou un parent pour prendre à sa charge la modernisation de leur concession. Ceux qui se trouvent sur les grands projets ont évidemment plus de chances d'avoir les moyens d'investir eux-mêmes, mais en réalité ceux d'Asséré, et même ceux d'Atchangbadé, bénéficient aussi, de par leur situation, des largesses de la diaspora du Sud. Le phénomène n'a pas la même ampleur dans les régions d'immigration. Il n'est vraiment comparable que dans la partie septentrionale de la plaine centrale (Kazaboua), où, on l'a vu, se manifeste avec vigueur ce goût des immigrés pour les grands espaces et une agriculture extensive. Est-ce parce qu'il a plus de moyens ou parce qu'il se sent plus enraciné que l'immigré des « terres neuves » consacre ainsi sur place son ascension sociale ? On verra ce qu'il en est ultérieurement. D'ores et déjà, ce contraste Nord-Sud donne à penser que la diaspora, surtout dans la plaine centrale, vit sobrement. Le toit de tôle toutefois

n'est qu'une parade. Il abrite souvent des pièces nues et il est possible que celui qui s'en passe ait en revanche le sens d'un certain confort, le sens d'un mieux-être.

TABLEAU 42

Principales composantes de l'habitat des unités budgétaires kabyè et losso étudiées (fréquence par exploitant)

Lieux d'enquête	Toits de tôle	Cases rectangulaires	Cases carrées	Cases rondes	Cases à animaux	Greniers	Douchières
Kouméa	1,2	1,8	2	2,8	2,2	3,6	0,4
Lassa	1,5	1,5	1,5	4,2	4	3,7	1
Niamtougou	0,2	1,7	1	2,7	2	5,2	1
Pays d'origine	1	1,7	1,5	3,2	2,7	4,1	0,8
Asséré (projet Togo-Nord)	1,3	1,7	1	1	1	2	0
Atchangbadé (projet vivrier)	4	5	0	0	1	3	0,5
Périmètre FED-Kara	0,6	1,6 + 0,5*	0,7	0,4	1,8	0,8	0,6
Projets spécifiques de la Kara	1,2	2,4	0,7	0,5	1,6	1,3	0,5
Kikpéou Zone de glissement	0	0	3	5	3	6	1
Kazaboua	1,3	2	2,5	1,8	0,5	3,3	0,6
Assoumakodji	0	0	4	1	1	4	1
Kpessi	0	0	2	1	0	1	0
Kassenguékopé	0	1,8	4,3	1	0,5	3,6	0,1
Yotoyo	0	0	4,5	0	0	1,5	0,5
Plaine centrale	0,5	1,4	3,5	1,2	0,4	3,1	0,4
Elavagnon (secteur Est-Mono)	0,8	1,6	5,4	0	0,4	3	1
Tomegbé	0,6	1,7	0,3	0	0	0	1
Woévé	0,1	2,3	0	0	0,1	0,8	0,6
Kpélé-Elé	0,5	2	0,5	0	0	0,5	1
Régions SRCC	0,3	2,1	0,1	0	0	0,7	0,8

\* Cases modèle FED

Ce n'est évidemment ni la structure ni l'architecture des concessions qui peuvent nous permettre d'évaluer celui-ci. Cependant, certains détails donnent à penser qu'il est des zones où l'on soigne tout à la fois le cadre de l'homme, celui du bétail et celui des récoltes et d'autres où cela a moins d'importance. La zone dans laquelle l'habitat est le plus sophistiqué reste le pays d'origine (tableau 42). Viennent ensuite la zone de glissement (Kikpéou) et la partie septentrionale et intermédiaire de la plaine centrale (Kazaboua, Assoumakodji), où la plupart des *dea* sont encore ceintes d'un mur et bien damées, mais où la tôle, sauf sur les terres neuves, se fait plus rare et où l'on ne prend déjà plus la peine de construire des abris pour les animaux. Hors de ces trois types de régions, le relâchement est évident, mais parfois équivoque. Il se manifeste avant tout avec la disparition quasi générale de l'enceinte et des cases rondes, lesquelles sont remplacées souvent par des cases carrées aussi précaires, mais moins finies. En fait, il faut distinguer, là encore, trois types de régions. Dans la partie méridionale de la plaine centrale, en gros au sud du 8<sup>e</sup> parallèle (Kpessi, Elavagnon, Kassenguékopé, Yotoyo), la concession familiale, en dépit de son éclatement, garde un nombre de constructions comparable à celui des *dea* traditionnelles que nous venons d'évoquer (en gros six à huit unités d'habitation, trois ou quatre greniers). L'architecture en est évidemment tout à fait différente et les constructions se mêlent parfois à celles du voisin, quand elles ne s'imbriquent pas totalement avec celles du père

ou du frère, néanmoins le principe reste le même. Il est par contre deux autres types de régions où il diffère nettement : sur les projets spécifiques de la Kara et sur les plateaux humides, fief de la SRCC. Dans l'un et l'autre cas, le nombre et la variété des constructions diminuent considérablement, lesquelles sont réduites souvent à deux ou trois cases rectangulaires. Dans le premier cas cependant, greniers, poulaillers et autres abris existent encore, Région de la Kara oblige, alors que dans le second ils occupent une place insignifiante (tableau 42). Si l'influence de l'économie de plantation est évidente dans ce dernier cas, celle des projets de développement l'est moins dans le premier. Certes, le projet FED a promu un type d'habitat particulier, que les habitants personnalisent et complètent à leur façon, réservant notamment une place presque aussi importante qu'au pays aux cases des animaux. A Asséré et à Atchangbadé par contre, c'est l'inverse qui se produit : les projets auraient plutôt une incidence sur tout ce qui est annexes et accessoires (des greniers aux toits de tôle) que sur les bâtiments principaux, déjà construits pour la plupart avant leur entrée en action. Il est à noter à ce sujet que la région d'Atchangbadé, en raison d'une situation exceptionnelle, a promu un type d'exploitant particulièrement entreprenant : c'est le pays kabyè sans l'être tout à fait, c'est-à-dire sans les inconvénients du relief et du surpeuplement, c'est une région d'immigration sans l'être tout à fait, là non plus, les paysans kabyè y ont les racines de l'autochtone, mais la vitalité de l'immigré confronté aux grands espaces. C'est là que nous avons rencontré le plus d'habitations qui soient à la fois modernisées et relativement fidèles aux annexes traditionnelles, qui font d'elles véritablement des fermes.

Nous ne voulons pas établir une typologie de l'habitat du paysan kabyè ou losso. Nous avons retrouvé ce genre de fermes en bien d'autres endroits, du pays d'origine jusqu'à la région de Kpélé-Elé, et il est impossible, là encore, de faire un découpage régional. Tout au plus peut-on souligner le contraste entre les deux cas extrêmes que sont la soukkala très figolée des montagnes kabyè (qui n'a pas encore disparu), d'un côté, la case unique, exposée à tous vents, du métayer des plateaux humides, de l'autre. A chacune correspond un style de vie particulier (famille étendue dans le premier cas, famille nucléaire dans le second). Est-il possible d'établir une échelle de valeurs permettant de dire laquelle est le mieux à même de répondre au désir supposé de promotion du paysan ? Nous avons pour cela essayé de voir comment on vivait à l'intérieur de chacune et dans tous les types d'habitat intermédiaires, en nous basant sur tout ce qui fait la trame de la vie quotidienne : immobilier (cuisines, douchières, latrines, puits, réservoirs), mobilier (lits, tables, chaises), articles utilitaires (machines à coudre, fusils, véhicules à deux roues) et enfin articles de luxe (transistors, montres). C'est là la liste quasi exhaustive des objets modernes qui peuvent de nos jours faciliter ou agrémenter la vie d'une famille de paysans kabyè ou losso.

Les aménagements nécessaires à une hygiène de vie correcte restent extrêmement précaires, quand ils ne sont pas totalement inexistant. Curieusement, c'est aux deux extrémités de la chaîne que nous évoquions précédemment, au « pays » et sur les plateaux humides, que les paysans font le plus d'efforts en ce domaine. Si cela s'explique aisément dans le cas des soukkalas traditionnelles, qui comprennent toujours une douchière intérieure et parfois des latrines extérieures, cela est plus inattendu venant des métayers des plateaux humides, dont l'habitat est très simplifié, comme on l'a vu, mais néanmoins complété en général non seulement d'une « douchière », mais aussi de latrines, ce qui ne se fait quasiment pas dans les autres régions d'immigration. Ainsi, des cases aussi sommaires que celles que l'on voit dans le Litimé, couvertes d'un léger toit de feuilles de cacaoyer, ont-elles des commodités que n'ont pas celles, plus cossues, du nord de la plaine centrale par exemple. Certes, ces aménagements sont peu de chose, mais ils vont de pair, semble-t-il, avec une volonté de changement plus affirmée qu'ailleurs (c'est sur le plateau de Dayes, notamment, que nous avons remarqué le plus de projets individuels d'agrandissement et de modernisation). Le cadre de vie des immigrants des régions cacaoyères et caféières est certainement celui qui est appelé à évoluer le plus vite dans un proche avenir. C'est pour le moment le moins élaboré de tous ceux que nous avons pu observer, mais c'est en même temps celui qui offre le plus de prise à la nouveauté (en témoignent, par-ci, par-là, certains détails, tels ce grenier aménagé sous le toit de tôle d'une case, à Elé, ou ce puits creusé par un métayer de Tomegbé). On trouve également, il est vrai, des signes de progrès dans le nord de la plaine centrale, là où précisément le toit de tôle occupe une place qu'il n'occupe pas dans les autres régions d'immigration (puits, citerne pour recueillir l'eau de pluie, peinture sur les murs, comme il y en a des exemples à Kazaboua), mais nous y voyons plus l'indice d'une installation déjà ancienne (le paysan est plus enraciné et peut-être plus aisé qu'ailleurs) que d'une évolution de la mentalité, comme sur les plateaux humides. Du même ordre semble être la construction de petits apatams pour la cuisine dans la partie intermédiaire et méridionale de la plaine centrale (Elavagnon, Kassenguékopé), — qui reflètent en l'occurrence davantage l'enracinement que l'enrichissement.

### *Le train de vie*

Le mobilier que l'on découvre dans ces habitations demeure, quant à lui, des plus réduits, à tel point qu'il n'est guère possible d'extrapoler à partir des quelques nuances que l'on peut établir d'un point à l'autre, comme on vient de le faire à propos des conditions d'hygiène dans lesquelles vivent les paysans kabyè

et losso (tableau 43). Ceux-ci n'utilisent que trois sortes de meubles : le lit, dont on ne trouve même pas un exemplaire par unité budgétaire, le chef de famille, auquel il revient de droit, se contentant souvent d'une banquette en banco ou en ciment maçonnée contre un mur de la maison ; la table ou la tablette qui, elle, par contre, occupe sensiblement plus de place du côté de la diaspora qu'au « pays », ce qui tient au fait qu'elle s'incorpore mieux à un habitat éclaté et quadrangulaire qu'à un habitat tout en finesse et en courbes, et au fait que les scolaires y sont plus nombreux ; la chaise enfin, qui est également plus répandue chez les immigrants, mais dont la famille ne possède jamais que quelques unités. Qu'il y en ait un peu plus ou un peu moins, il s'agit toujours de toutes les façons de meubles très rustiques, de fabrication locale. L'immigration n'a strictement rien apporté dans ce domaine. Le paysan fait preuve, du nord au sud, d'une grande sobriété. Peut-être préfère-t-il s'offrir des objets plus utilitaires ou au contraire plus superflus ?

TABLEAU 43  
Éléments du train de vie des unités budgétaires kabyè et losso étudiées (fréquence par U.B.)

Lieux d'enquête	Lits	Tables et tablettes	Chaises	Transistors	Montres	Machines à coudre	Fusils	Véhicules à deux roues
Kouméa	1,8	1	1,4	0,6	0,4	0	0	0,6
Lassa	0,2	0,5	0,5	0,2	0,2	0	0	0
Niamtougou	0,5	0,5	0,2	0,2	0,2	0	0	0,2
Pays d'origine	0,9	0,7	0,8	0,4	0,3	0	0	0,3
Asséré (projet Togo-Nord)	0,6	0,6	1	0,6	0,3	0	0	0,6
Atchangbadé (projet vivrier)	2,5	2,5	8	1	1	1	0,5	1
Périmètre FED-Kara	0,4	0,6	1,2	0,8	0,1	0	0,1	0,3
Projets spécifiques de la Kara	0,7	0,9	2	0,8	0,2	0,1	0,1	0,4
Kikpéou Zone de glissement	1	2	5	1	0	0	1	1
Kazaboua	1	1,5	3,5	0,7	0,3	0	0,7	1
Assoumakodji	1	2	2	1	1	0	1	1
Kpessi	0	0	0	0	0	0	0	0
Kassenguékopé	0,6	1	3,1	0,3	0,2	0,2	0,3	0,5
Yotoyo	1	1,5	2,5	1	1	0	0,5	1
Plaine centrale	0,8	1,2	2,9	0,6	0,4	0,06	0,5	0,7
Elavagnon (Secteur Est-Mono)	1,4	2	5	1,4	0,8	0,4	1	1
Tomegbé	0,6	1	1,6	0,3	0	0	0,3	0
Woévé	0,5	1,3	2	0,6	0,4	0,1	0,1	0
Kpéilé-Elé	0	1	1	0,5	0	0	0	0
Régions SRCC	0,5	1,2	1,8	0,5	0,3	0,07	0,1	0

Il n'est en fait qu'un seul objet utilitaire, parmi ceux qu'il peut s'offrir, qui semble l'intéresser, c'est, comme il y a quinze ans, le véhicule à deux roues. Avec ou sans moteur, celui-ci a fait depuis lors une percée remarquable en milieu rural et les immigrants, plus prompts à l'acquérir que leurs « frères » du Nord (cf. B. LUCIEN-BRUN), en ont fait un auxiliaire de travail précieux, la solution inespérée dans certains cas aux problèmes de déplacement que ne manque pas de poser une agriculture de par trop extensive. D'Atchangbadé à Kikpéou, de Kazaboua à Elavagnon (tableau 43), dans toutes les régions où l'exploitant peut donner libre

cours à son goût pour les grands espaces, la bicyclette fait désormais partie intégrante du décor. On l'amortit au maximum, l'utilisant pour le transport de l'igname ou de n'importe quoi, le jour où elle ne peut plus servir à autre chose. L'accroissement récent de son coût risque toutefois de la faire régresser quelque peu, mais il est difficile de dire si cela peut influencer sur la répartition dans l'espace des parcelles de culture et sur leur mobilité, en bref si sa raréfaction pourrait contribuer tant soit peu à l'amorce d'une intensification de l'agriculture. Ce qui est certain, c'est que ce moyen de transport est devenu un facteur de production à part entière, là où les distances justifient son usage. La preuve en est que ceux qui l'utilisent le font sans réticence, alors que, dans la plupart des cas, ils ont gardé cette réserve typiquement paysanne vis-à-vis de tout ce qui peut susciter la jalousie du voisin.

Est-ce cette pression sociale qui fait que, pas plus que les autres ruraux, les Kabyè et les Losso de la diaspora ne cherchent à améliorer la trame de leur vie quotidienne ? De même qu'ils ne font rien pour aménager l'intérieur de leurs cases, de même ne font-ils rien pour se faciliter l'existence et a fortiori pour l'enjoliver. Tout au plus concèdent-ils transistors ou montres à leurs fils, comme ils leur concèdent de beaux vêtements pour l'école, puisque cela se fait, mais leur effort ne va guère au-delà. Il ne transparaît d'ailleurs que dans les régions les plus dynamiques de notre champ d'étude, régions dans lesquelles les jeunes ont le plus d'impact évidemment, dans la zone de glissement, dans le nord de la plaine centrale, dans l'Est-Mono ; il est à peine perceptible dans les autres, simple émanation dans tous les cas de l'évolution générale du milieu rural (tableau 43). Des gadgets pour les jeunes, oui, lesquels une fois sur deux tombent rapidement en panne, des articles pour plus d'hygiène et d'efficacité dans les opérations de la vie courante (cuisine, ménage, toilette, etc.), il n'en est pas question pour le moment. La conquête du migrant reste encore intégralement aujourd'hui une conquête du temps, dans laquelle l'être prime l'avoir. Elle ne tend pas davantage qu'hier vers un mieux-être, du moins au sens « occidental » du terme : si mieux-être il y a, ce n'est pas à travers une forme ou une autre de matérialisme qu'il faut le rechercher, mais dans le système d'exploitation de la terre et, par voie de conséquence, dans l'utilisation du temps libre, dans la vie sociale.

Le mode de vie de la diaspora kabyè et losso n'est donc guère différent de ce qu'il serait au « pays ». Celle-ci n'y gagne, par rapport à son mode de vie traditionnel, que par plus d'aisance au plan relationnel, du moins dans les régions où l'espace le permet. Travail moins fastidieux, disponibilité plus grande et, de ce fait, qualité de vie légèrement supérieure, si tant est que l'on puisse parler dans ce contexte de qualité de vie, tel est finalement le principal apport de l'immigration, qui n'améliore en aucun cas les conditions d'existence du paysan, son niveau de vie personnel. Est-ce à dire qu'elle n'améliore pas ses revenus ? Nous évoquions précédemment le rôle limitatif des sociétés africaines traditionnelles en matière d'acquisition de biens. Deux possibilités ici : ou bien l'immigré ne gagne pas effectivement de quoi vivre mieux, ou bien il investit ailleurs. Et, là encore, deux possibilités : autrui ou son exploitation agricole, le social ou l'économique, le traditionnel ou le moderne. Ou bien il est encore suffisamment dépendant des siens, ou bien il est déjà sensible aux propositions de la « révolution verte », pour que dans l'un et l'autre cas cela absorbe tous ses bénéfices. C'est ce qu'il nous reste à voir maintenant. L'immigration implique-t-elle partage et ostentation ou au contraire affranchissement et entreprise, puisque de toutes les façons elle n'apporte pas le confort ?

### *Les revenus agricoles*

Rien n'est plus difficile à connaître que le budget d'un paysan, rien n'est plus imprévisible, rien n'est plus aléatoire. Les résultats que nous présentons ci-après (tableaux 44 et 45) le sont à titre d'exemples. Ils ont moins que tout autre une valeur statistique. Leur regroupement par région n'est pas fait pour leur donner une assertion écologique. Il montrerait plutôt leur caractère pragmatique et les difficultés que l'on peut rencontrer à vouloir les interpréter au ras du sol. Une seule certitude en effet, le revenu annuel du paysan togolais moyen, que celui-ci soit immigré ou non, encadré ou non, reste très largement inférieur à 100 000 francs CFA, souvent même à 50 000. C'est dans cette limite qu'il faut de toutes les façons situer le débat. Si l'immigration est ici génératrice de revenus, elle l'est à petite échelle. La question n'est pas tant de savoir combien elle apporte en plus, finalement, que comment et pourquoi.

En fait, le revenu agricole du paysan immigré reste, au seuil des années 1980, plutôt inférieur à celui du paysan à proximité duquel il vit — du moins dans la plaine centrale. C'est là un point important. Bien qu'il ait une exploitation plus vaste que le second, le premier gagne moins. Son appétit d'espace n'est guère plus qu'autrefois motivé par l'argent. Du moins n'est-il pas source d'« enrichissement ». Cela pourrait expliquer le laisser-faire des autochtones en ce domaine, leur relative indifférence. Certes, l'écart est énorme entre le revenu quasiment nul que le paysan kabyè tire de ses montagnes et celui qu'il parvient à se faire en certains points privilégiés, tels Asséré sur le projet Togo-Nord, Kazaboua au nord de la plaine centrale, Elavagnon dans l'Est-Mono ou Tomégbé dans le Litimé, par exemple (tableau 44). 40 000 francs CFA en une année avec les seuls produits de la terre, c'est peu, mais cela représente tout de même une somme non négligeable en regard des quelque 1 000 francs CFA que l'on gagne péniblement au « pays », avec l'igname, l'arachide ou,

pour ceux qui vivent en plaine, avec le coton. 40 000 francs CFA, le summum pour l'immigré moyen, la norme pour l'autochtone des régions dans lesquelles il a élu domicile (tableau 45). Qu'il soit kotokoli, éwé ou ana, le paysan de la plaine centrale fait montre en effet d'un sens du commerce qui, toutes proportions gardées, reste plus affirmé que celui de son voisin kabyè ou losso. Non seulement ses besoins en numéraire sont plus grands, mais encore sa façon de rentabiliser la terre est-elle incontestablement plus poussée. Il obtient aisément un revenu à l'hectare de l'ordre de 25 000 ou 35 000 francs CFA, alors que ce dernier reste en général en deçà de 10 000, souvent même de 5 000 francs CFA (tableaux 44 et 45).

TABLEAU 44  
Revenus des exploitations agricoles kabyè et losso étudiées (1980)

Lieux d'enquête	Café, cacao	Coton	Tubercules	Céréales	Légumineuses	Autres	Revenu brut (f.CFA)	Frais d'exploitation	Revenu net (f.CFA)	Revenu net/ha
Asséré (projet Togo-Nord)		14 700	200	24 900			39 800	1 200	38 600	13 900
Atchangbadé (projet vivrier)				27 500	40 000		67 500	58 200	9 300	1 000
Périmètre FED-Kara		5 400	1 000	8 500	4 300		19 200		19 200	7 600
Projets spécifiques de la Kara		6 600	700	13 800	8 000		29 100	7 500	21 600	6 400
Kikpéou Zone de glissement			2 000	8 000	1 000	6 000	17 000	4 000	13 000	7 700
Kazaboua		2 400	17 700	23 800	1 000		44 900	4 100	40 800	10 200
Assoumakodji		1 200	4 000	16 000		5 000	26 200	5 000	21 200	5 400
Kpessi										
Kassenguékopé		800	1 700	300	7 300	400	10 500	1 000	9 500	3 600
Yotoyo			12 500				12 500	3 400	9 100	3 800
Plaine centrale		1 300	9 100	10 100	3 000	500	24 000	2 600	21 400	6 900
Elavagnon (projet Est-Mono)*		9 300	7 500	25 000	14 200		56 000	6 100	49 900	12 300
Tomegbé	52 900					1 900	54 800	6 000	48 800	10 400
Woévé	28 900		1 300	2 000		100	32 300	22 300	10 000	2 900
Kpélé-Elé	6 700	3 500		6 500	300		17 000	20 000	-3 000	- 700
Région SRCC	30 700	500	900	2 200	<100	500	34 800	18 800	16 000	4 200

TABLEAU 45  
Revenus des exploitations agricoles lamba, peul, kotokoli, éwé et ana étudiées (1980)

Lieux d'enquête	Coton	Tubercules	Céréales	Légumineuses	Autres	Revenu brut (f.CFA)	Frais d'exploitation	Revenu net (f.CFA)	Revenu net/ha
Atchangbadé (projet vivrier)		15 000	3 000	5 000	25 000	48 000	74 000	-26 000	-5 100
Périmètre FED-Kara	3 800		8 600	3 400		15 800		15 800	3 600
Projets spécifiques de la Kara	3 200	2 500	7 600	3 700	4 100	21 100	12 300	8 800	1 900
Tchalo	15 000		30 000	17 000		62 000	15 000	47 000	24 600
Samourékodji	15 000	3 000	46 000	9 000		73 000	7 500	65 500	35 400
Gbeybey	1 800	22 500		24 200		48 500	10 200	38 300	24 500
Plaine centrale	6 200	15 500	12 700	20 500		54 800	10 600	44 200	28 500

\* L'exploitation de 22 ha étant exclue.



On reconnaît là les effets nettement tranchés de deux systèmes de production différents, différents par l'importance du rendement et la finalité du produit plutôt que par le choix qui est fait de la production elle-même. La part de l'un et l'autre facteurs serait évidemment à déterminer. La commercialisation des cultures est-elle fonction de l'abondance de la récolte (laquelle, dans le cas des autochtones de la plaine centrale, dénoterait une agriculture plus intensive que celle des Kabyè et des Losso) ou plus simplement de l'état d'esprit de l'exploitant ? Dans l'ignorance compréhensible des quantités consommées et, a fortiori, produites, par les uns et les autres (un bilan nutritionnel serait pourtant révélateur de leur niveau de vie), on peut toujours tenter de supputer le sort réservé aux récoltes qui ne sont pas destinées à l'alimentation de l'unité budgétaire. Cela apportera au moins des éclaircissements sur l'évolution des comportements socio-économiques des immigrants et permettra de considérer leur niveau de vie sous un angle tant soit peu prospectif.

Il est incontestable que le comportement économique de ces derniers a évolué, puisqu'ils vendent maintenant une partie de leur production agricole. Certes, celle-ci, malgré l'apparition du coton ou de certaines cultures vivrières, tel le haricot, n'a pas tellement changé depuis l'époque des premières migrations, et les quantités monnayées sont, on vient de le voir, de modeste importance. Il n'empêche que c'est tout un équilibre qui est ici mis en cause, l'agriculture extensive, qui a fait le succès de la colonisation des terres « neuves » (des terres humanisées aussi d'ailleurs), n'étant pas considérée comme devant favoriser la constitution de surplus. L'écoulement sur le marché des produits de consommation courante, tels le sorgho, le maïs, l'igname ou l'arachide, ne nuit-il pas effectivement à la subsistance de la famille, du moins ne va-t-il pas à l'encontre des prestations sociales en nature auxquelles le paysan kabyè ou losso a l'habitude de se soumettre ? En d'autres termes, les circuits de consommation et de distribution de ces produits n'en sont-ils pas modifiés d'une manière ou d'une autre ? Il faut voir à ce sujet quels sont les flux monétaires que maîtrise aujourd'hui le paysan kabyè, à son profit ou à celui d'autrui.

Il est des secteurs dans lesquels la commercialisation des produits agricoles (puisque c'est d'elle qu'il s'agit au départ) semble avoir pris définitivement le pas sur les dons ou les échanges qui caractérisent habituellement ceux-ci. Tel est le cas en maints endroits de la partie septentrionale de la plaine centrale par exemple, laquelle est considérée de plus en plus comme le grenier du Togo, ou encore sur les plateaux humides, où le café et le cacao font pencher sans équivoque la balance. Partout ailleurs cependant, y compris sur les « grands projets », le choix reste en général mal tranché, soit que les immigrants vivent presque en circuit fermé, comme dans certains coins reculés du sud de la plaine centrale, soit qu'ils réussissent à faire face sur deux fronts, comme sur les « projets ». Il est évidemment difficile, là encore, de distinguer différents types de régions, de les hiérarchiser en fonction de leur degré de participation à la production nationale, ou inversement en fonction du rôle qu'y joue encore la solidarité familiale. Si les comportements peuvent être relativement homogènes à l'échelle villageoise, il n'en va pas vraiment de même à l'échelle régionale, et nous nous contenterons donc de dégager quelques cas de figures pour les définir dans le temps, sinon dans l'espace.

### *Les budgets au « pays »*

L'exploitation originelle du paysan kabyè ou losso est caractérisée par l'autarcie. Ce trait a évidemment disparu, mais on retrouve au « pays » bon nombre d'exploitants qui vivent dans des conditions relativement proches de celles de leurs ancêtres. Ils peuvent nous servir de point de référence. Ils pratiquent une agriculture de subsistance encore presque intacte, ne vendant qu'occasionnellement et de préférence sous forme de préparations diverses (tchoukoutou, beignets d'arachide ou de haricot, etc.) des reliquats de leurs récoltes. Ils n'engagent aucuns frais d'exploitation. Lorsque quelqu'un vient leur prêter main-forte, notamment leurs sœurs, leurs grandes filles mariées ou leurs brus, au moment des récoltes, c'est toujours en nature — par quelques cuvettes de sorgho ou autre — qu'ils les rétribuent. Lorsque le besoin d'argent se fait trop pressant, en cas de deuil ou de maladie, par exemple, ils vendent un poulet ou alors — et c'est là essentiellement ce qui les différencie de leurs ancêtres — ils font appel à leurs enfants ou à leurs frères et sœurs émigrés, qui ne leur refusent jamais quelques billets de mille francs CFA, ainsi que, bien sûr, des vivres, lesquels apparemment ne sont pas superflus.

Peu nombreux sont ceux qui réussissent à s'assurer un revenu régulier, si minime soit-il. Parmi les treize exploitants de notre échantillon (à Kouméa, Lassa et Niamtougou), deux seulement ont l'habitude de vendre une partie de leur production, deux autres pratiquent, ou plutôt font pratiquer par les leurs, l'une de ces formes d'artisanat séculaire appelées à disparaître dans un proche avenir (poterie et vannerie), l'un chasse pour le compte d'un autre, trois seulement ont des sources de revenus que l'on pourrait qualifier de modernes, ce qui est relatif, puisqu'elles proviennent en l'occurrence d'activités commerciales. À la façon des femmes kotokoli, une épouse s'est en effet improvisée revendeuse de sorgho, qu'elle va acheter à Sotouboua pour l'écouler à Kouméa, et deux fils, par ailleurs, se sont lancés dans les transactions de bétail, l'un à grande échelle, ce qui lui confère une semi-indépendance par rapport à l'unité budgétaire, l'autre sur place, à Niam-

tougou, ce qui lui permet de profiter du développement de la base aérienne pour gagner également de l'argent. Si nous avons renoncé à établir les comptes d'exploitation de ces treize unités, nous n'avons pas renoncé par contre à tenter d'estimer leurs budgets, ce qui donne les résultats suivants (tableau 46) : quelque 800 francs CFA de ressources monétaires par individu et par an sur les montagnes kabyè, le triple ou le quadruple dans la plaine de Niamtougou, plus ouverte, revenus auxquels s'ajoutent, il est vrai, les apports en nature du Sud, vivres, animaux pour les sacrifices et constructions. Devant une précarité aussi peu discutable, même si elle n'est pas générale, il est évident que la migration trouve sa pleine justification.

TABLEAU 46  
Ressources monétaires (en francs CFA) des unités budgétaires kabyè et losso étudiées (1980)

Lieux d'enquête	Revenus nets		Transferts de fonds		Ressources pour l'année	
	exploit- ation agricole	autres	entrées	sorties	par U.B.	par individu
Kouméa	- 200	6 800	1 000	-	7 600	880
Lassa	1 100	600	4 500	-	6 200	800
Niamtougou	600	21 000	1 500	-	23 100	2 720
Pays d'origine	500	9 200	2 200	-	11 900	1 450
Asséré (projet Togo-Nord)	38 600	4 900	500	-	44 000	4 400
Atchangbadé (projet vivrier)	9 300	66 200	-	5 500	70 000	2 090
Périmètre FED-Kara	19 200	12 400	200	500	31 300	5 400
Projets spécifi- ques de la Kara	21 600	17 700	200	1 000	38 500	3 700
Kikpéou Zone de glissement	13 000	2 400	1 000	-	16 400	2 730
Kazaboua	40 800	12 100	2 200	3 300	51 800	4 710
Assoumakodji	21 200	26 000	2 000	10 000	39 200	5 600
Kpessi	-	-	2 000	-	2 000	500
Kassenguékopé	9 500	1 000	800	4 000	7 300	1 140
Yotoyo	9 100	24 000	3 000	1 000	35 100	4 680
Plaine centrale	21 400	9 600	1 700	3 500	29 200	3 600
Elavagnon (projet Est-Mono)*	50 500	12 700	10 500	2 900	70 800	4 240
Tomegbé	48 800	8 500	1 300	13 500	45 100	5 640
Woévé	10 000	11 800	300	5 600	16 500	1 900
Kpélé-Elé	-3 000	9 600	1 000	2 500	5 100	540
Région SRCC	16 000	10 800	600	6 800	20 600	2 370

\* L'exploitation de 22 ha étant exclue.

### *Les budgets dans les régions d'immigration traditionnelles*

Tout dans notre étude pourtant montre que la diaspora kabyè ou losso n'est pas davantage qu'autrefois à la recherche d'un enrichissement réel. Si elle commence, ça et là, à vendre sa production, c'est, soit parce qu'elle ne peut plus se passer, dans la conjoncture actuelle, d'un minimum d'argent, soit parce qu'il lui faut répondre à une demande à laquelle il lui est difficile de se dérober. Dans l'un et l'autre cas, de toutes les façons, la motivation du producteur reste très limitée, si l'on en juge d'après les revenus qu'il obtient à l'hectare (par comparaison notamment avec ceux qu'obtiennent les populations autochtones), insuffisante en tous les cas pour que la migration y trouve sa justification. Les revenus glanés en marge de l'exploitation appa-

raissent, eux-mêmes, peu ambitieux, moins en tous les cas que ceux des autochtones, sauf peut-être sur le périmètre FED-Kara (tableau 47). Et ce ne sont pas les entrées d'argent sous forme de dons, tout aussi possibles chez les uns que chez les autres et généralement inférieures aux sorties chez les immigrés kabyè et losso, qui peuvent compenser ce décalage, comme le montrent, là encore, nos résultats.

TABLEAU 47  
Ressources monétaires (en francs CFA) des unités budgétaires  
peul, lamba, kotokoli, éwé et ana étudiées (1980)

Lieux d'enquête	Revenus nets		Transferts de fonds		Ressources pour l'année	
	exploit- ation agricole	autres	entrées	sorties	par U.B.	par individu
Atchangbadé (projet vivrier)	-26 000	142 500	-	50 000	66 500	5 100
Périmètre FED- Kara	15 800	4 200	1 800	-	21 800	2 100
Projets spécifi- ques de la Kara	8 800	27 300	1 500	8 300	29 300	2 800
Tchalo	47 000	24 000	10 000	-	81 000	5 400
Samourékodji	65 500	32 000	-	3 000	94 500	9 400
Gbeybey	38 300	3 000	2 000	1 100	42 200	6 300
Plaine centrale	44 200	11 300	3 000	1 200	57 300	6 400

L'état d'immigré permet ici d'entrer activement dans le circuit monétaire, mais ce n'est pas là son but premier. Les régions caféières et cacaoyères elles-mêmes n'ont pas initié un type d'homme nouveau, marginalisé par l'argent. La culture de rente fut, bien sûr, à l'origine de migrations saisonnières, qui apparaissent, avec le recul du temps, comme une préfiguration du mouvement de colonisation qui suivit, mais elle ne peut avoir joué un rôle déterminant en ce qui concerne l'installation définitive des migrants à partir des années 1960. A moins qu'elle n'ait pas été à même de répondre à leur attente. Nous préférons croire que tous ceux qui sont venus ou qui viennent encore s'installer sur les plateaux humides n'ont jamais été dupes. Manger mieux en travaillant moins peut-il suffire cependant à expliquer leur afflux dans des régions aussi fortement humanisées ?

Ceux qui ont choisi de s'installer loin des zones névralgiques que sont les régions caféières et cacaoyères, ou encore les « projets » de développement, ou encore les abords de la Nationale 1, notamment dans la Région centrale, ceux-là ont un comportement moins ambigu. Ils ne vendent qu'une part infime de leur production agricole, n'engagent que peu de frais d'exploitation, n'exercent guère d'activités en dehors de celles de la terre, ou alors des activités de caractère franchement para-agricole (commerce du bois ou du tchoukoutou, par exemple) et ils ne se sentent guère tenus d'envoyer de l'argent vers le Nord ou vers d'autres horizons — ni même des vivres d'ailleurs, qu'ils distribuent plus volontiers sur place, à leurs vieux ou aux femmes qui les aident lors des récoltes. Ils vivent une vie dans le prolongement direct de celle qu'ils auraient au « pays », mais en un peu plus « large », en un peu plus ouverte.

Dans la zone de glissement, du côté de Bassar notamment (Kikpéou, dans notre échantillon), l'accroissement des densités de population a même fini par placer la diaspora kabyè et losso dans la situation de sa communauté d'origine. Après avoir fait l'objet d'une forte immigration, des cantons comme ceux de Namon, Santé, Bassar sont devenus, on l'a vu, de véritables réservoirs d'hommes, et méritent de ce point de vue d'être rattachés à la Région de la Kara. Les jeunes (et les moins jeunes) émigrent vers le sud, vivres et argent y affluent beaucoup plus facilement qu'ils n'en sortent. L'organisation de l'espace elle-même y reste, on l'a vu également, proche de celle qui prévaut au « pays », en dépit de la décompression que connaît celui-ci. De même en va-t-il de la production, en dépit des efforts apportés à la modernisation des moyens d'exploitation. Une petite partie des cultures vivrières est néanmoins écoulée sur les marchés, sorgho avant tout, mais aussi maïs, igname et même, point important, condiments, lesquels sont, on l'a vu, en voie de disparition au « pays » (par exemple, le gombo à Kikpéou, que l'on cultive parfois hors du jardin de case). L'exploitant incontestablement cherche à se dégager d'une agriculture de subsistance pure, mais la modestie de son revenu agricole, amoindri de surcroît par l'utilisation d'une main-d'œuvre salariée qui va presque de soi dès lors qu'il

met le doigt dans l'engrenage de la commercialisation, témoigne de la faiblesse de la mutation en cours. Celle-ci est cependant encore plus insignifiante dans certains secteurs de la plaine centrale, où l'immigration reste pourtant plus soutenue et où les structures agraires ont connu un relâchement nettement plus prononcé.

Dans bon nombre de centres de peuplement un peu excentrés de la partie méridionale de la plaine centrale, en effet, les structures agraires ont évolué, mais sans que suive l'esprit d'entreprise, même à l'état embryonnaire comme dans la zone de glissement que l'on vient d'évoquer. L'intensif traditionnel y fait place à un extensif qui nourrit, mais ne rapporte quasiment pas. Les revenus à l'hectare que l'on a relevés à Kassenguékopé ou à Yotoyo restent inférieurs à 4 000 francs CFA, alors qu'ils atteignent tout de même près de 8 000 francs CFA à Kikpéou (tableau 44). L'exploitation y est en effet plus vaste qu'elle ne l'est là-bas (2,50 ha en moyenne contre 1,70) et la part des récoltes destinée à la vente moins importante. L'immigré s'y contente de quelque 10 000 francs CFA par an d'ignames ou de haricots, ce qui ne l'empêche pas d'engager parfois des frais d'exploitation (de main-d'œuvre, mais aussi d'engrais) disproportionnés par rapport à son revenu brut. Il a le comportement type de celui qui n'est là que pour moins de labeur. La visite à domicile des vendeuses éwé de Notsé ou de Lomé s'avère, elle-même, insuffisante pour stimuler sa production, qui ne couvre, on s'en doute, que l'indispensable. La région contribue, certes, à renforcer le courant qui alimente Lomé, mais les Losso le font plutôt sous forme de dons ou de trocs intrafamiliaux (maïs, cossettes de manioc et même sorgho, contre boisson ou savon, par exemple), laissant l'apanage des ventes aux Ana, lesquels se retrouvent avec des revenus agricoles qui peuvent être quatre fois supérieurs aux leurs (tableau 45). Elle n'approvisionne guère le « Nord » en revanche. A la rigueur les intéressés y envoient-ils de l'argent, plus efficace que du maïs, pour retenir l'esprit de l'épouse qui s'y trouve encore ou pour y honorer les mânes. C'est là en fait ce qui motive le plus souvent les quelques ventes que ceux de Kassenguékopé ou des hameaux environnants vont faire au marché de Gléi. Il ne faut cependant pas généraliser. Dans des secteurs moins enclavés, à proximité de Notsé par exemple, l'intérêt des immigrés pour la culture du coton ou pour des activités para-agricoles montre qu'ils ont tout de même envie de sortir du circuit de production autarcique qu'ils ont amené avec eux et qu'ils n'ont pas réussi à modifier vraiment à ce jour, en dépit des changements qu'ils ont apportés dans l'organisation et dans l'exploitation de l'espace.

C'est plutôt dans la partie intermédiaire ou septentrionale de la plaine centrale que les comportements sociaux et économiques ont évolué en même temps que les structures agraires et les systèmes de production. Là, le paysan immigré est capable d'allier extensivité et rentabilité ; dans une certaine mesure, l'extensif peut lui rapporter. Il faut dire qu'il a dans ces régions de « terres neuves » plus d'espace et de liberté qu'ailleurs, comme on l'a déjà vu. Le processus de l'offre et de la demande y a pris tout naturellement de l'ampleur, sans que l'on sache très bien aujourd'hui lequel des deux facteurs est à l'origine de l'autre. Dans la région de Sotouboua notamment, l'ouverture ou la réfection de pistes a donné aux ventes de cultures vivrières une impulsion telle que les rapports de solidarité en pâtissent. Ainsi l'exprime de façon un peu laconique un habitant de Kazaboua : « *autrefois on cultivait pour manger et secourir les autres ; depuis l'année du paysan, on cultive pour vendre.* » On vend avant tout l'igname et le sorgho, lesquels, à titre indicatif, représentent en gros 40 et 30 % du revenu agricole brut des paysans de notre échantillon de Kazaboua (tableau 44). Il s'agit bien là des deux produits les plus couramment consommés au nord du 8<sup>e</sup> parallèle. Mais on vend également en quantité notable le maïs et le riz (celui-ci pouvant prendre ici une relative importance, à l'instigation d'organismes de développement tels que les Maisons familiales), ainsi que des denrées secondaires, tel le sésame, que l'on développe parfois à outrance dans un but lucratif, de la même manière que le gombo à Kikpéou. Les cultures purement commerciales par contre occupent une place encore relativement modeste dans les budgets. Le tabac, qui ceint très souvent l'habitat, reste destiné à la consommation familiale, et le coton, qui rencontre certes plus de succès auprès des paysans kabyè ou losso de la plaine centrale qu'auprès des paysans autochtones, reste de toutes les façons « une culture en plus », que l'on ne développe qu'après avoir pourvu à la subsistance des siens (SCHWARTZ (A.), 1983). Reste à savoir si le surplus de cultures vivrières destiné à la vente paraît suffisamment rentable aux producteurs pour continuer à passer, lui aussi, avant le coton.

La région de Sotouboua est considérée aujourd'hui comme le grenier du Togo, mais est-ce bien là la volonté de ses habitants ? Le comportement de ceux de Kazaboua plaide en ce sens. Outre le fait qu'ils ont répondu moins promptement qu'ailleurs à l'appel de la SOTOCO (16 exploitants seulement en 1979-1980, mais 102, il est vrai, à Déréboua, village voisin de taille équivalente, « mieux » situé peut-être), ils consacrent une partie de leur temps à la transformation et à la vente de leur production vivrière. Il n'est pas une famille qui ne fabrique au moins des beignets ou des galettes d'arachide ou de maïs, du savon avec les tiges de sorgho ou, mieux, le tchoukoutou, qui valorise de façon appréciable la récolte de sorgho et pour lequel les clients ne manquent jamais. Mieux encore, bon nombre de femmes kabyè se sont instituées vendeuses. Elles achètent à domicile l'igname, le sorgho ou le riz, qu'elles vont revendre à Sokodé, Kara et même Lomé, non sans les avoir dans certains cas, là encore, transformés (décorticage du paddy, par exemple, etc.). Toutes ces initiatives représentent quelque 20 % du revenu annuel du paysan moyen de Kazaboua (tableau 46),

lequel ne cherche pas à s'enrichir d'une autre manière. Il ne gagne guère plus de 50 000 francs CFA par an, mais, contrairement à ce qui se passe dans d'autres secteurs, il en dispose effectivement. Comme les transferts de vivres, les transferts de fonds qu'il consent restent modérés, en général contrebalancés par des apports d'argent équivalents. Tout ce qui touche à son budget relève finalement de la mesure et du juste milieu, plutôt que du calcul et du va-tout : les quantités vendues (revenu à l'hectare de 10 000 francs CFA environ), les frais d'exploitation (1/10<sup>e</sup> du revenu brut), le choix des sources de revenus complémentaires (à partir de la production agricole), enfin la prise en compte des besoins d'autrui (il subvient essentiellement à ceux des « vieux »)...

En somme, le paysan des « terres neuves », tel qu'il est perçu à Kazaboua, évolue dans le même sens que son homologue des terres moins « neuves » du sud de la plaine centrale, mais de façon plus dynamique, plus rentable et un peu moins solidaire. Il assure une progression sans heurt, sans hiatus, entre l'organisation, l'exploitation et la rentabilisation de l'espace qui caractérisent celui-ci et les siennes. Ce dernier ne fait lui-même que reprendre, on l'a vu, à Kassenguékopé, les façons du « pays ». Des montagnes surpeuplées aux « terres neuves », de l'intensif traditionnel harassant à l'extensif le plus débridé, de l'immersion totale dans le *teto* à la sélection des rapports familiaux, de l'autarcie à l'économie monétaire, la mutation paraît couler de source à qui s'attache aux régions d'immigration les plus intactes et aux immigrés les plus conformistes. Mais le processus d'évolution n'est pas toujours aussi schématique. Il se complexifie partout où interviennent des agents du Développement ou n'importe quel autre agent extérieur, sources, sinon de revenus, du moins de sollicitations multiples (des acheteurs aux simples demandeurs). Ainsi en va-t-il dans la Région de la Kara avec les « projets », dans celle des plateaux humides avec la SRCC, mais aussi au cœur même de la plaine centrale sous l'influence de la SOTOCO ou d'autres stimuli — la proximité d'un centre urbain ou d'un grand marché, par exemple, ou encore la présence d'une mission religieuse, celle d'une station de recherche, en bref celle de tout ce qui peut jouer, à quelque échelle que ce soit, le rôle de pôle d'attraction ou de plaque tournante. L'immigré y perd plus fréquemment qu'ailleurs le fil de son passé et avec lui le confort d'une vie, agricole et sociale, qu'il n'a pas à réinventer dans les milieux plus fermés que l'on vient d'évoquer.

### *Les budgets sur les « projets » de développement intégré*

Si l'on considère les revenus agricoles des paysans kabyè et losso qui se trouvent sur les « projets spécifiques » de la Kara, on est frappé par deux faits. D'une part, ceux-ci ne gagnent pas plus, une fois leurs frais d'exploitation déduits, que ceux qui ont immigré dans la grande plaine centrale et leurs revenus sont tout aussi hétérogènes (tableau 44). D'autre part, leurs façons de rentabiliser leurs exploitations sont elles-mêmes très hétérogènes. Les uns misent sur une ou deux cultures seulement, les autres sur beaucoup plus ; les uns engagent d'énormes frais d'exploitation, les autres n'en ont aucun, etc. Si l'on compare, par ailleurs, leurs revenus agricoles avec ceux des autres groupes ethniques présents sur les mêmes projets et dans les mêmes centres de peuplement, on constate qu'ils leur sont supérieurs (notamment en ce qui concerne les revenus à l'hectare), alors que dans la plaine centrale on observe le phénomène inverse. Les autochtones y ont des revenus à l'hectare supérieurs à ceux des Kabyè et des Losso, comme on l'a déjà souligné (tableau 45). Certes, il ne faut pas perdre de vue que ce ne sont là que des exemples parmi d'autres, et que les comptes d'exploitation établis par les responsables des projets sont souvent différents, généralement plus positifs que ceux-là. Il paraît néanmoins souhaitable — et précisément peut-être à cause de ce dernier trait — de voir de près quel peut être le retentissement de ces fameux projets sur les niveaux de vie, puisque leur but est autant de retenir les populations de la Région de la Kara que de dégager un surplus vivrier difficile à trouver au Togo, si l'on excepte le nord de la plaine centrale. Est-il des cas qui peuvent laisser présumer d'un tel accomplissement ?

Les projets spécifiques de la Kara sont encore suffisamment récents et leurs responsables encore suffisamment motivés pour que, on l'a vu, les bonnes volontés ne fassent pas défaut, surtout lorsqu'il s'agit de les « cueillir » sur place. Les choses se compliquent un peu lorsqu'il s'agit de les faire venir, comme cela est le cas pour le périmètre FED ; dans l'ensemble néanmoins on atteint à peu près partout, chaque année, le quota d'agriculteurs nécessaire à la bonne marche des opérations. On ne peut dire que ceux qui acceptent de jouer le jeu « fassent des affaires » pour le moment, mais sans doute espèrent-ils en faire. C'est à Asséré, sur le projet Togo-Nord, que leur pari semble être le plus raisonnable. Ils y sont chez eux et l'encadrement, on l'a vu également, ne pèse pas trop lourd sur les rouages traditionnels de leur exploitation. Deux cultures seulement y sont prises en charge et, qui plus est, par deux sociétés de développement différentes, le riz par le projet et le coton par la SOTOCO. Cette restriction et cette sectorialisation sont a priori plus payantes que la diversification et l'intégration à outrance qui caractérisent l'action du projet FED, les revenus nets que nous y avons calculés y étant deux fois plus élevés (tableau 44) : les exploitants du périmètre FED ont à faire, il est vrai, un effort d'adaptation que n'ont pas à faire ceux d'Asséré et, de façon générale, ceux du projet Togo-Nord : adaptation à un nouveau milieu naturel et humain, à une « agriculture stabilisée » (selon l'expression des technocrates), à la culture attelée, etc. L'on peut donc espérer que leurs résultats ne sont que provisoires.

L'écart est cependant encore plus grand si l'on compare les statistiques officielles des deux projets. Dans les deux cas, les responsables ont cherché à faire une estimation de la production globale de l'exploitant. L'enquête réalisée en 1980 par la FAO, pour le compte du projet Togo-Nord, fait état pour la zone de la Binah (celle des trois qui englobe Asséré) d'une production annuelle d'une valeur de 670 000 francs CFA environ, pour une exploitation moyenne de quelque 3 hectares (1). Les responsables du projet-FED présentent des résultats plus modestes : 96 000 francs CFA en 1979 pour une exploitation moyenne de quelque 2 ha (2). Même ramené au même indice, ces chiffres sont, on le voit, sans commune mesure. En fait, ceux du projet Togo-Nord sont « gonflés » par la place accordée à l'igname qui, pour l'ensemble des trois « zones », représenterait quelque 68 % de la valeur productive des exploitations encadrées, contre 16 % seulement sur le périmètre FED. Une bonne partie de la différence est là. A partir de 1981, le FED exclut même carrément l'igname de ses statistiques, estimant qu'il est impossible d'obtenir des données fiables sur cette culture, qui n'est commercialisée qu'exceptionnellement et en dehors de ses services (il souhaite du reste en réduire la place dans l'exploitation, on l'a vu). Nous laissons ouvert le débat qu'appellent inmanquablement ces estimations, nous contentant de comparer ce qui est comparable, à savoir nos résultats avec ceux du FED. Selon le rapport évoqué précédemment, une exploitation moyenne aurait une valeur productive de 96 000 francs CFA, à laquelle correspondrait un revenu annuel net de 35 000 francs CFA environ, les frais d'exploitation, que l'on prélève systématiquement lors de l'achat des récoltes, étant de l'ordre de 5 000 francs CFA. Certes, ce gain représente presque le double de celui des onze exploitants de notre échantillon, mais le décalage est admissible. Reste à savoir ce qu'il sera en 1985 si la valeur productive des exploitations atteint, comme cela est officiellement prévu, 317 000 francs CFA (3). Pour le moment, on ne peut que s'interroger sur l'impact que peut avoir l'espace qui sert de toile de fond à un projet de développement quant à la réussite de ce projet. Nos observations nous incitent à penser en effet qu'une mise en valeur intensive, même des plus traditionnelles, peut avoir un effet positif, dans la mesure où elle n'est pas anéantie d'un coup de bulldozer évidemment. La superposition de l'intensif traditionnel et de l'intensif moderne ne constitue-t-elle pas précisément la « chance » du projet Togo-Nord, à Asséré ? Il n'est pas dit cependant qu'un terroir « table rase », comme celui qu'a créé le FED, présente moins de possibilités qu'un terroir comme celui d'Asséré. Il est de toutes les façons trop tôt pour trancher et pour définir dans l'un et l'autre cas le possible.

Loin de l'antinomie que constituent ces deux projets (milieu ancien et nouveau, encadrement léger et lourd, résultats plus ou moins positifs, etc.), une troisième voie, qui peut faire figure d'intermédiaire, mais qui en réalité se situe en marge des deux autres : celle que représente le projet vivrier. Là, la situation revêt un caractère plus problématique, si l'on en juge d'après l'exemple d'Atchangbadé. Le projet permet à ses adeptes d'obtenir un revenu brut sensiblement plus élevé qu'ailleurs, à partir d'une ou deux cultures seulement (arachide et riz essentiellement), là aussi, mais celui-ci est en contrepartie lourdement grevé par des frais d'exploitation, qui l'annihilent presque entièrement dans certains cas (tableau 44). Et encore, ces frais doivent-ils être majorés des dettes contractées par les exploitants pour le labour et le pulvérisage au tracteur (en moyenne 22 000 francs CFA), ce qui fait que ceux-ci devraient avoir en fait un solde négatif de quelque 12 000 francs CFA. Pourquoi de telles dépenses ? C'est l'emploi de main-d'œuvre salariée, et plus précisément la location de *hara*, qui pèse le plus sur les budgets (en moyenne 40 000 francs CFA), mais il faut tenir compte également de la consommation d'engrais, plus importante ici qu'ailleurs.

Ainsi la mécanisation, qui oblige l'exploitant à faire face à des superficies plus étendues que celles dont il a l'habitude, est-elle à l'origine d'un enchaînement de faits dont l'aboutissement est la prolifération de petites initiatives plus ou moins prenantes et plus ou moins rentables : petit commerce de « produits d'importation » de première nécessité achetés à Kara, meunerie de sorgho, maïs et arachide, location d'une machine à coudre ou d'une maison citadine, métairie dans le Litimé, etc. (tableau 46). On vend aussi à l'occasion son fusil ou même ses bœufs, comme l'a fait un tel qui avait adopté la culture attelée à l'instigation des « frères des campagnes ». On s'intéresse moins par contre aux moyens plus traditionnels de gagner de l'argent, qui ne nécessitent pas ou que peu d'investissements, mais prennent du temps (fabrication de tchoukoutou ou de beignets, par exemple). C'est là toute la différence avec ce que l'on observe sur les projets Togo-Nord et FED, où l'exploitant donne au temps la même densité qu'à l'espace, soit parce qu'il y est encore chez lui, soit parce qu'on l'y oblige. Cette manière d'harmoniser espace et temps est synonyme de stabilité à tous les niveaux, notamment au niveau des revenus. Elle exclut en effet le recours à des activités complémentaires et, ce faisant, au salariat, ce qui limite les surprises. A Atchangbadé, par contre, les revenus connaissent la même instabilité que l'espace agricole.

(1) Données socio-économiques essentielles sur les exploitations agricoles dans les zones d'action du projet Nord-Togo, FAO, 1981, 10 p. *multigr.*

(2) Ministère du Développement rural, ORPV Kara, Opération de mise en valeur agricole dans la vallée de la Kara. Rapport semestriel du 1/7/79 au 31/12/79, Agroprogess Gmb H., 1980, 22 p. *multigr.*

(3) Estimation de la capacité de remboursement des paysans installés dans le cadre de l'opération de mise en valeur agricole de la vallée de la Kara, note interne au FED, s.d., 4 p. *multigr.*

L'immigré kabyè y fait preuve d'un esprit de libre entreprise a priori plus audacieux et plus payant que l'esprit besogneux du paysan « traditionnel », mais ce dynamisme, qui n'est qu'une facette en fait de l'effervescence propre à ce milieu, porte en lui ses limites. La prolifération des familles, qui, à l'image des exploitations, ont tendance à s'agrandir et à s'étendre, en est une. C'est ainsi que les ressources annuelles d'un individu y sont de moitié inférieures à ce qu'elles sont sur le projet Togo-Nord et surtout sur le périmètre FED (où l'unité budgétaire englobe moins de six personnes). Elles sont amoindries de surcroît par les exigences d'une parentèle qui, d'une part n'est jamais très éloignée (Yadé, le « pays » d'origine, n'est qu'à quelque 20 km), d'autre part ne craint pas de pénétrer dans un milieu aussi ouvert (tableau 46). Comme nous l'avons déjà souligné, l'exploitant d'Atchangbadé connaît les avantages, mais aussi les inconvénients des deux situations : celle de l'immigré facile à toucher, celle de l'autochtone très entouré, ambiguïté qu'ignorent l'exploitant du périmètre FED ou celui d'Asséré. Le premier est aussi peu sollicité de l'extérieur que de l'intérieur. Le milieu artificiel conçu par l'aménageur ne s'y prête pas (unité budgétaire restreinte, accueil plus difficile des parents et des alliés, qui s'y sentent moins à l'aise que dans un milieu spontané). De même en va-t-il du second, qui, bien que chez lui, bénéficie d'une relative indépendance. Nous sommes là en pleine région d'émigration. L'espace manque, les hommes aussi : que l'on prenne l'hectare ou même l'individu comme unité de référence, les revenus dépassent largement ceux des exploitants d'Atchangbadé.

Ainsi les possibilités qu'offre le milieu naturel et humain à Atchangbadé rendent-elles l'exploitant vulnérable vis-à-vis des siens. Ceci n'est cependant pas une question d'origine ou d'appartenance ethnique. Les Peul qui se trouvent là et qui, le projet vivrier aidant, font preuve d'au moins autant d'« appétit » que les Kabyè (développement « en grand » de cultures peu courantes tel le gombo, frais d'exploitation encore plus élevés, etc.) ont presque autant d'obligations familiales qu'eux, tout en étant beaucoup moins intégrés à la communauté villageoise que ces derniers. Ils ne s'en sortent, eux aussi, que grâce à divers « métiers » : commerçant, vannier, guérisseur, activités qui leur permettent de combler le déficit de leur exploitation et d'avoir un minimum de ressources, lesquelles peuvent toujours être complétées, si besoin est, par la vente d'un bœuf. Leur fonction d'éleveur leur permet de faire face.

Les Lamba du périmètre-FED par ailleurs, qui sont là-bas chez eux, connaissent le même genre de problèmes que les habitants d'Atchangbadé, dans la mesure où la maîtrise de l'espace laissé pour compte leur appartient et où celui-ci présente — du moins présentait — un peu les mêmes caractéristiques que le terroir d'Atchangbadé. Ils n'ont toutefois pas les mêmes possibilités de dérives (si ce n'est celle de faire embaucher leurs fils comme manœuvres pour les besoins du projet), en raison des limites bien concrètes qui leur sont maintenant imposées. Bien qu'ils cultivent des champs en sus de ceux qui leur ont été octroyés par les responsables du projet, ils ont tendance à vendre des quantités inférieures à celles que vendent les Kabyè ou les Losso, obligés qu'ils sont de nourrir des familles bien plus « étendues » que les leurs. Un hectare leur rapporte moitié moins qu'à ces derniers, leurs femmes ou leurs enfants disposent de moitié moins de ressources... Incontestablement le projet n'a pas le même effet d'« épuration » sur les familles autochtones que sur les familles allochtones. Les Lamba sont, peut-on dire, si l'on tient compte de tous les facteurs qui entrent en jeu, les moins heureux de tous les bénéficiaires des projets de la Kara que nous avons pu observer. Les Kabyè du périmètre peuvent trouver avantage à leur prise en charge, dans la mesure où elle est absolue, tandis qu'à l'autre bout de la chaîne ceux d'Atchangbadé gardent au moins une porte ouverte, en dépit de la pression sociale et familiale, grâce aux latitudes qu'ils trouvent dans l'espace et que leur laisse le projet vivrier.

On entrevoit là tout le poids du jeu que jouent entre eux, pour la maîtrise de l'espace, développeurs et développés. Le niveau de vie de ces derniers dépend étroitement, en effet, de la façon dont les protagonistes dosent leur pouvoir en ce domaine, de la façon dont chacun l'ajuste sur celui de l'autre, compte tenu du contexte géographique et historique. Les trois milieux que nous venons d'évoquer montrent bien toutes les nuances que peut présenter la situation financière du paysan confronté à une opération de développement, et l'importance à ce sujet des corrélations entre les différents facteurs qui entrent en jeu — l'espace, les hommes et la technostruture. Pour schématiser, disons qu'une forte structuration de l'espace, que ce soit par la société de développement (cas du périmètre FED) ou par les populations (cas du projet Togo-Nord), peut assurer un revenu agricole sans parade ni surprise (dans la mesure où les conditions climatiques sont favorables évidemment). Une approche de l'espace plus débridée, comme on peut l'observer à Atchangbadé, où bon nombre de facteurs se conjuguent en ce sens (géographiques, sociologiques, économiques), rend plus fantaisiste et plus aléatoire la quête des revenus, mais semble porter en elle, en revanche, plus de ferment. C'est pourquoi nous évoquerons, une fois encore, ici, le cas des exploitants de l'Est-Mono, auxquels on a fait, en matière de mécanisation, des propositions au moins aussi alléchantes qu'à ceux d'Atchangbadé, tout en essayant de contrôler davantage leur espace agricole.

C'est la SOTOCO, on l'a vu, qui a pris en main le sort de ceux que l'on appelle les mutualistes. L'encaissement concerne donc essentiellement la culture du coton, et l'on peut d'ores et déjà s'étonner que celle-ci ne représente que le cinquième des revenus nets de nos exploitants (tableau 46), alors que sur les projets Togo-Nord et vivrier, par exemple, les cultures que l'on cherche à développer (riz et arachide dans les cas que l'on a vus) en constituent la quasi-totalité. En fait, l'Est-Mono, région desservie par le grand marché d'Anié,

fait un peu figure aussi de grenier du Togo, à la façon de la région de Sotouboua. Il n'est donc pas étonnant que les cultures vivrières occupent une place importante dans les budgets. Par ailleurs, notre échantillon englobe un exploitant dont le solde vis-à-vis de la SOTOCO est carrément négatif. X, paysan losso, auquel la CNCA a consenti en 1980 un prêt de 54 520 francs CFA, sous couvert de la SOTOCO, n'a en effet récolté cette année-là que 165 kg de coton, équivalents (au taux de 69 francs CFA/kg) à la somme de 7 935 francs CFA. Or, il doit rembourser également à la SOTOCO : 11 810 francs CFA pour le labour mécanique + 9 120 pour le pulvérisage + 3 550 pour l'engrais + 6 847 pour les frais généraux (pour des réparations, par exemple), ce qui fait qu'il se retrouve en fin de campagne avec une dette de 78 082 francs CFA envers cet organisme. Il a gagné en revanche 35 000 francs CFA en vendant sorgho et maïs et touché douze mensualités de 3 000 francs CFA d'un frère qui lui a confié ses enfants. Son budget reste donc dans les normes, mais alimenté de manière telle que nos résultats s'en ressentent au niveau de la ventilation du revenu agricole moyen (tableau 44). Nous prendrons par conséquent l'exemple d'un mutualiste unique, mais dont les résultats sont représentatifs, pour appréhender la réalité des Mutuelles.

Y, paysan losso également, a gagné, la même année que X, 169 119 francs CFA avec sa récolte de coton. Il n'a touché pourtant de la SOTOCO que 2 443 francs CFA, ayant eu à rembourser les dépenses suivantes : 64 310 francs CFA pour le prêt de la CNCA + 37 000 d'avance exceptionnelle (pour un problème familial de santé) + 23 954 de labour + 18 513 de pulvérisage + 6 000 d'engrais + 13 899 de frais généraux + 3 000 de transport, soit un total de 166 676 francs CFA. Il a au moins l'avantage de n'avoir pas de dettes, mais, a priori, là encore, c'est plutôt la commercialisation de produits vivriers (haricot et arachide) qui le fait vivre. Ceux-ci lui ont rapporté, cette même année, 45 000 francs CFA, auxquels viennent s'ajouter 10 000 francs CFA que lui vaut sa connaissance du métier de forgeron, sans compter les bénéfices que font ses épouses en vendant le tchoukoutou. Il faut voir toutefois de quelle manière il a utilisé le prêt qui lui a été consenti par la CNCA. Cette avance est prévue en principe pour que le mutualiste engage des manœuvres et ait ainsi tous les atouts pour rentabiliser au maximum ses cotonniers. Elle est donc à mettre au compte des frais d'exploitation. Or, Y n'a dépensé en réalité que 7 000 francs CFA de main-d'œuvre en 1980, ses six épouses et deux de ses 23 enfants étant à même de le seconder. Déduction faite de cette somme, le prêt a donc été tout bénéfique pour lui — une manière en quelque sorte pour la SOTOCO de placer la charrue avant les bœufs. Il est à mettre du coup au compte, non de son passif, mais de son actif. Le coton a contribué finalement à accroître son revenu.

Que dire de cette stratégie de développement ? Rappelons qu'elle n'a pas été jugée positive, et que le prêt a, depuis, été supprimé. Il est certain que la façon dont l'exploitant perçoit l'avance qui lui est faite (comme la rémunération de sa production future) n'est guère stimulante. Il n'est dès lors pas étonnant que l'on ait enregistré des cas de soldes nuls ou négatifs. Les résultats auraient-ils été plus positifs si ce versement avait été perçu comme une possibilité d'investissement ? Les responsables des Mutuelles n'ont en tous les cas pas réussi à fabriquer des « farmers » à l'américaine, c'est-à-dire, toutes proportions gardées, de bons gestionnaires. Au contraire, cette tactique a contribué à relancer certains courants de solidarité, quelque peu perturbés par la commercialisation des produits vivriers. L'argent y remplace les vivres. N'est-il pas normal, quand il a l'air d'être ainsi tombé des nues, qu'il soit voué, sinon au gaspillage, du moins au partage ? Les responsables ont donc fait marche arrière, sans abandonner pour autant l'idée de faire de cette zone une zone pilote (les champs de coton des mutualistes servent, par exemple, de champs semenciers à la SOTOCO). Mais leur ambition est-elle encore justifiée, maintenant qu'ils ont retiré aux participants l'atout dont ils n'ont pas su se servir, le plus important de tous : l'argent qui devait leur permettre de s'enrichir avec le coton, sans être obligés pour autant de renoncer à la part de leur production vivrière destinée à la vente ? Il ne reste plus à ceux-ci qu'à battre le rappel de leurs proches (la région capte aussi bien les fonds, sinon mieux, qu'elle les draine vers l'extérieur, tableau 46) ou qu'à redonner vie aux activités marginales (para-agricoles, commerciales ou artisanales), qu'ils n'ont jamais tout à fait abandonnées, s'ils veulent garder une « avance ».

De la zone de glissement au sud de la plaine centrale, la diaspora kabyè a un comportement économique finalement assez homogène ; elle est plus prompte à véhiculer un changement de type horizontal (en diversifiant ses activités et ses sources de revenus) qu'à concentrer ses efforts sur des réalisations de type vertical (en essayant de rentabiliser au maximum son exploitation agricole). Il n'y a guère qu'en certains points, comme sur les projets Togo-Nord et FED-Kara, qu'elle considère l'agriculture dans une perspective dynamique, qu'elle mise sur elle dans le but d'en tirer quelque chose. Ailleurs, y compris dans les secteurs isolés de vocation purement agricole, celle-ci lui apparaît plutôt comme une assise, un état qu'il s'agit d'améliorer en lui-même plutôt que de rentabiliser. D'où la dispersion des exploitations, des activités, des revenus... L'état d'esprit n'est-il pas différent cependant dans les régions caféières et cacaoyères ? Les immigrés qui ont choisi les cultures pérennes n'ont-ils pas une vision plus cohérente de leur exploitation, à défaut d'avoir des visées précises, du moins à court terme, sur ce qu'elle peut leur rapporter ?



### *Budgets et développement sectoriel*

Les revenus agricoles y sont du même ordre qu'ailleurs, tout aussi disparates et tout aussi limités à la fois, bien que conçus différemment (tableau 44). Ils restent, en dépit du goût affirmé des immigrés pour les cultures vivrières, très dépendants des deux cultures de rente, le cacao et le café. C'est du moins ce que l'on a pu observer à Tomegbé et à Woévé. Ils sont par contre plus diversifiés lorsque le milieu naturel offre un éventail de possibilités plus large, comme c'est le cas du côté de Kpélé-Elé par exemple. Dans cette région de piémont, où se rencontrent forêt et savane, l'immigré essaie de tirer parti non seulement du café et du coton en même temps, mais aussi, à l'image de la diaspora de la grande plaine centrale, du sorgho. Cette diversification génère, comme on a pu l'observer dans d'autres types de régions, des revenus moins consistants que ne le fait une sectorialisation à outrance. Ainsi les revenus bruts de nos échantillons varient-ils du simple au double de Kpélé-Elé à Woévé, où ils reposent à 85 % sur le café, et du simple au triple de Kpélé-Elé à Tomegbé, où ils reposent à 90 % sur le cacao (tableau 44). Les résultats finaux cependant sont largement modifiés par l'importance des frais engagés par l'exploitant pour la rentabilisation de « ses » plantations. L'écart se creuse entre les uns et les autres si l'on ne considère que leurs revenus nets. Les métayers qui exploitent les cacaoyères du Litimé n'emploient que peu de main-d'œuvre salariée, préférant sous-traiter éventuellement avec d'autres métayers, alors que ceux qui exploitent les caféières du plateau de Dayes (et qui n'ont pas la possibilité de sous-traiter de façon aussi avantageuse) en emploient davantage. De même ceux qui, comme à Kpélé-Elé, bénéficient de la mixité du milieu naturel et des cultures de rente et que la nécessité d'embaucher des manœuvres place parfois dans une situation déficitaire (tableau 44).

Dans les trois cas cependant, que l'on gagne 50 000 francs CFA ou moins, on s'active pour compléter son gain. Par des voies différentes, bien que les besoins soient évidemment plus grands dans les secteurs où l'exploitation rapporte le moins, les trois types de métayers réussissent à rassembler à peu près la même somme, en moyenne quelque 10 000 francs CFA par an (tableau 46). C'est à Woévé que l'on emploie le plus souvent des moyens modernes pour y arriver. N'est-ce pas là, comme nous le notions précédemment, que les immigrés affichent la volonté la plus affirmée d'améliorer leur cadre de vie ? Maçonnerie et menuiserie justement y représentent les sources de revenus les plus intéressantes, mais non les seules. Des activités aussi diverses que la couture, la collecte du café, l'administration de la justice traditionnelle et bien sûr la fabrication de l'éternel tchoukoutou, pour lequel on achète le sorgho, permettent également de gagner de l'argent. A Kpélé-Elé, par contre, l'exploitant semble avoir moins le temps et l'envie de se disperser, lui dont le système de production est le moins homogène de tous ceux que nous avons pu observer. Il préfère s'en tenir aux sources de revenus traditionnelles qui ne mettent pas en cause son calendrier habituel, para-agricoles ou judiciaires coutumières notamment. A Tomegbé enfin, il a un comportement intermédiaire : la proximité d'un centre régional comme Badou fait qu'il a plus de mal qu'à Woévé à s'imposer dans des branches comme la menuiserie, mais il peut s'adonner plus facilement à des activités commerciales de type moderne, tel celui-ci dont l'épouse revend à Badou et même à Béné, sur l'Akposso, de la vaisselle en émail achetée à Lomé. Cela ne lui rapporte pas plus cependant que le tchoukoutou et l'huile de palme, pour la fabrication desquels les femmes achètent le sorgho, là aussi, et les graines de palme. Le Litimé, à ce propos, est un des rares endroits où les Kabyè vendent de l'huile de palme. Ils gardent dans cette région une attitude paysanne très empirique (certains font aussi de la vannerie en saison des pluies), qui tient au fait qu'ils vivent en symbiose étroite avec les autochtones, lesquels ont tendance à accaparer les fonctions qui sortent du domaine agricole.

Il est finalement difficile aux immigrés des régions caféières et cacaoyères de multiplier leur champ d'action, soit parce qu'ils sont trop isolés (cas de Woévé), soit parce qu'ils doivent céder le pas aux populations d'accueil (cas de Tomegbé), soit parce qu'ils sont trop occupés (cas de Kpélé-Elé). Cela peut expliquer pourquoi ils font preuve d'une relative modération dans la recherche de sources de revenus complémentaires, y compris à Kpélé-Elé, où celles-ci s'avèrent encore plus indispensables qu'ailleurs peut-être. Il n'est de toutes les façons pas toujours avantageux pour eux de s'activer pour en trouver. Etant dans des régions vouées aux cultures de rente, ils peuvent difficilement se dérober en effet, passé un certain seuil de revenus, aux sollicitations des leurs. On remarque à ce propos (tableau 46) que l'importance des fonds versés gracieusement à autrui y suit de très près celle des revenus, de façon plus rigoureuse qu'ailleurs incontestablement, et que ces prestations ont moins qu'ailleurs caractère de réciprocité. Si l'exploitant de ces régions donne l'impression d'être happé par son exploitation, ce n'est, tout compte fait, pas uniquement à cause de la contrainte, réelle, que peuvent représenter des plantations de caféiers et de cacaoyers qui ne lui appartiennent pas et qu'il est de surcroît obligé de rénover. C'est également parce que l'immigration propre à ces régions était, jusque dans les années 1960, une immigration pour l'argent, et non pour l'espace ou pour le temps, et que cette image est restée. L'immigré offrirait plus de prise à une demande, qui est là incontestablement plus pressante qu'ailleurs, en diversifiant trop ses sources de revenus. C'est ce qui explique d'ailleurs que la diaspora kabyè et losso préfère dans bon nombre de cas vendre ses produits vivriers plutôt que des cultures purement commerciales, quelles que soient les possibilités offertes par le milieu naturel.

Il faut tenir compte, dans l'interprétation des revenus de cette diaspora, du rôle régulateur de la solidarité familiale, qui peut influencer non seulement sur les budgets qu'elle réduit, mais aussi sur l'initiative qu'elle freine parfois. Les ressources annuelles/individu sont finalement assez homogènes au sein de la communauté rurale kabyè et losso (tableau 46). De la zone de glissement aux régions caféières et cacaoyères, la hiérarchisation en ce domaine est vite faite. Nous distinguons deux types de régions, celles où l'individu dispose en gros de 5 000 à 10 000 francs CFA par an et celles où cette somme est réduite à moins de 5 000 francs CFA. Les premières englobent essentiellement la partie septentrionale et intermédiaire de la plaine centrale, l'Est-Mono, ainsi que les secteurs sur lesquels sont réalisés les projets de la Kara, les secondes englobent plutôt la partie méridionale de la plaine centrale, les plateaux humides et la zone de glissement. Il faut cependant nuancer. En certains points clés du sud de la plaine centrale ou des régions caféières et cacaoyères, les ressources annuelles/individu sont aussi de l'ordre de 5 000 francs CFA (Notsé, Tomegbé), tandis qu'à l'inverse, les projets de la Kara peuvent très bien promouvoir un type de ruraux aux ressources plus précaires (Atchangbadé). Quoi qu'il en soit, les niveaux de vie de cette strate paysanne tiennent dans une fourchette très étroite. Leur nivellement par la base, que l'on a pu détecter tout au long de cette étude, aurait tendance à s'accroître pour le moment plutôt qu'à diminuer, en dépit de l'émergence de certains exploitants dans les régions de cultures de rente ou dans celles qui font figure de greniers. C'est évidemment le pays d'origine qui est le principal bénéficiaire de cette dynamique, encore que les ressources paysannes à proprement parler n'en soient que très lentement modifiées (Niamtougou). Il reste difficile de dire quelles seraient au plan économique les conséquences de la disparition de ces transferts de fonds, tant est insignifiante finalement l'échelle à laquelle ils s'opèrent. On peut entrevoir, par contre, ce qu'elles seraient au plan social, dans la mesure où ceux-ci contribuent à entretenir la cohésion de chacun des deux groupes ethniques. Disons que plus d'autonomie apporterait aux donneurs quelque 1 000 francs CFA de plus par an, des ressources équivalentes en somme à celles des autres groupes ethniques de la plaine centrale (tableau 47), mais ce n'est pas cela qui changerait les niveaux de vie. L'argent rassemblé tant bien que mal, par les moyens que l'on a vus, ne sert de toutes les façons qu'à scolariser les enfants (inscription, vêtements, logement). Il ne servirait pas davantage à autre chose. Il est souvent difficile en effet au paysan kabyè ou losso de dégager des surplus pour se soigner, remplir ses devoirs religieux ou entretenir son habitat. Il en est réduit à vendre ses volailles en cas de besoin. C'est là maintenant la principale utilité du petit élevage. C'est là aussi la seule façon d'économiser en quelque sorte. Mettre de l'argent de côté est évidemment chose impossible, sauf toutefois dans les régions caféières et cacaoyères ou certains immigrés nous ont signalé une amorce de thésaurisation. Ces régions, de par leur vocation première de pourvoyeuses de fonds (et non de vivres comme les autres), constituent, en cette phase ultime de notre étude, un poste d'observation privilégié, alors qu'au départ, comme nous le signalions en introduction, cet honneur revenait plutôt aux terres neuves. Les premières sont censées nous montrer comment l'immigré pourrait passer d'une économie de partage à une économie de profit, tout comme les secondes étaient censées nous montrer comment il pourrait passer d'une agriculture extensive à une agriculture intensive.



## conclusion

Les populations kabyè et losso ont fait couler beaucoup d'encre depuis le début de l'ère coloniale. Leur vigueur démographique, leur mobilité, leur faculté d'adaptation au milieu naturel et, depuis 1967, leur pratique du pouvoir n'ont pas manqué d'attirer l'attention. Ce dynamisme cependant n'a pas encore eu, on vient de le voir, d'effets positifs sur le niveau de vie de la plupart d'entre elles. Rurales à 80 %, elles vivent encore souvent dans un dénuement proche de celui d'autrefois, à l'image de la plupart des sociétés paysannes d'Afrique. Les investissements réalisés par leur élite urbaine (dans le domaine de l'habitat notamment) peuvent faire illusion, mais d'une part ils ne modifient pas en profondeur la situation des ruraux qui seraient censés en profiter, de l'autre ils ne constituent qu'un apport très limité, plus moral qu'autre chose, le nombre des citadins kabyè et losso étant lui-même relativement restreint. Notre démarche en a tenu compte, mais elle a abordé, on l'a vu, le problème par l'autre bout, à sa base en fait, partant de la forme la plus élémentaire de ce dynamisme, la vigueur démographique, pour mettre en évidence donc, au terme d'un enchaînement de déductions relatives à la façon dont ces populations appréhendent, occupent, organisent et rentabilisent l'espace, ses effets. Nous nous proposons de reprendre un par un les différents points de cette démarche, avant d'épiloguer sur le phénomène migratoire qui fait l'originalité de ces populations et plus précisément sur la façon dont ces migrations, expression la plus tangible de leur dynamisme, s'articulent sur le développement du milieu rural.

La vigueur démographique des Kabyè et des Losso n'est pas un mythe, bien qu'elle ait pu être surestimée à certains moments, notamment à l'époque coloniale. Elle n'est pas un mythe, mais il semble qu'elle soit très dépendante du milieu et des circonstances et qu'il ne faille pas en faire une particularité ethnique. Les premiers observateurs étrangers se sont plu à souligner, exagérément souvent, le caractère à la fois prolifique et « primitif » d'une société dont l'entassement et l'isolement ne pouvaient qu'intriguer (ce fut le cas de toutes les sociétés dites paléonigritiques). Or, le désenclavement du pays d'ori-

gine, la multiplication des points de chute des migrants et, avec elle, l'éclatement des familles ont perturbé à certains moments le système de reproduction de cette société, au plan démographique comme au plan social. Le taux de croissance des ethnies kabyè, losso et lamba réunies n'a été, par exemple, que de 28 % pendant la décennie 1960, alors qu'il fut de 35 % pour l'ensemble de la population togolaise, ce qui montre combien il faut être prudent et nuancé quand on parle de cette vitalité, qui trouve cependant des justifications dans la réalité, comme en témoignent nos observations relatives à la décennie 1970.

Sans doute la ruralité des Kabyè et des Losso est-elle appelée à perdre, elle aussi, son caractère absolu, mais ce n'est pas encore pour tout de suite. Ceux-ci n'ont pas encore fait une percée importante en milieu urbain, d'autant qu'ils sont souvent restés d'authentiques paysans dans les villes de l'intérieur dans lesquelles ils se sont installés, et nous nous contenterons de rappeler ici le rôle important que jouent aujourd'hui pour eux ces deux pôles de leur univers que sont Kara et Lomé. Lomé où ils ne peuvent que s'être affirmés dans le secteur public, à défaut d'avoir pu le faire dans le secteur privé (le commerce et l'artisanat étant presque entièrement aux mains des Ewé et des Mina) et Kara, leur ville, la ville qui a eu, et de loin, le taux de croissance le plus élevé au cours de ces vingt dernières années, ses effectifs ayant pratiquement décuplé. Kara est devenue leur plaque tournante, leur relais obligé entre la terre ancestrale et le monde de la diaspora. Tôt ou tard, en effet, qu'ils descendent des montagnes ou qu'ils remontent du sud, il viennent atterrir là, dans ce qui doit être le deuxième pôle de développement du pays. Kara les déconnecte partiellement de la terre et remet ainsi en question leur ruralité, qu'elle menace non dans son existence, bien sûr, mais dans son essence. A travers leur relation à la terre, c'est, en effet, leur relation à ce que les Kabyè appellent leur *teto* qui est touchée, encore qu'il soit trop tôt pour faire le rapport entre l'impact régional de cette ville et son impact sur les sociétés qui lui sont directement confrontées. Celles-ci sont encore loin d'être démantelées, on l'a vu. Leur force tient avant

tout aux densités élevées de population qui les caractérisent.

Ces densités ne sont pas une fatalité, elles apparaissent en effet plutôt comme une nécessité, si l'on en juge d'après le comportement global des Kabyè et des Losso. Plus que leur vitalité, il semble que ce soit elles qui permettent de donner la pleine mesure de leur dynamisme. Au pays d'origine lui-même, elles n'ont guère changé depuis l'époque des premiers départs. L'émigration éponge l'accroissement naturel sans alléger la charge de population globale, en dépit des variations que l'on enregistre à l'échelle des cantons en fonction notamment de l'aménagement de l'espace. Dans les régions d'immigration, par contre, les densités n'ont pas encore atteint en général leur seuil critique, sauf en quelques points, par exemple dans les cantons de Santé, d'Ayengré, de Gnagna ou encore dans la préfecture du Kloto. Elles continuent donc à s'accroître, les immigrés préférant faire le plein d'un côté, si l'on peut dire, avant de se tourner vers l'autre, quitte à compenser ensuite par une émigration au deuxième degré, si le seuil du tolérable vient à être dépassé (cas du plateau de Dayes pendant la décennie 1970). Cette stratégie d'occupation de l'espace fait plus que jamais, bien sûr, de la grande plaine centrale la pièce maîtresse de l'édifice migratoire, situation qui n'a pas échappé aux autorités administratives, qui créèrent entre 1966 et 1970 la circonscription de Sotouboua (65 % de Kabyè et Losso) et, à l'intérieur, les cantons d'Ayengré, Kolonaboua et Tchébébé (75 %). Cette tendance, ainsi consacrée, au regroupement et à la concentration, prend assise en fait sur des contingences qui peuvent être aussi bien d'ordre matériel que d'ordre spirituel.

Nous nous sommes penchée à ce sujet sur les potentialités et les limites de l'espace aménagé dans le « Togo nouveau », et nous avons constaté que la densification de l'espace occupé par les immigrés pouvait être effectivement influencée par l'existence d'une infrastructure routière ou hydraulique. C'est le cercle vicieux, car la politique togolaise d'aménagement privilégie elle-même les régions les plus peuplées, qui sont évidemment en principe les plus productives. Les immigrés pourtant ont de tout temps montré qu'ils ne craignaient pas l'enclavement et l'insalubrité, mais pourquoi rechercher la difficulté quand on place aussi haut la barre des densités humaines inacceptables et que l'on a la possibilité d'enlever à la migration son caractère d'exil ? Le mouvement migratoire est en somme endigué dans ses limites traditionnelles, mais il ne l'est pas à la source, en dépit de tout ce qui a été fait pour la Région de la Kara, comme il ressort de notre étude sur l'évolution du peuplement pendant la décennie 1970 (carte hors texte). La dynamique kabyè-losso se résume en une double entité : densités et migrations, dualité qui cadre mal évidemment avec

l'éventualité d'une redistribution du peuplement vers les régions marginales que ceux-ci ont ignorées jusqu'à présent, régions frontalières dans lesquelles la place ne manque pas en général.

Une étude détaillée de la répartition des Kabyè et des Losso dans l'espace révèle pourtant l'existence de petites colonies isolées, bastions avancés à l'écart des franges pionnières du fief principal. Dans la région de Tchamba, dans celle de Bassar, par exemple, se sont constitués des petits groupes de quelques dizaines ou de quelques centaines de personnes, qui pèsent peu par leur nombre, mais qui semblent être animées de l'esprit pionnier des migrants d'autrefois — prélude peut-être à une décompression future. Les régions d'immigration n'ont rien de tentaculaire pour le moment, mais il est certain que la situation est appelée à évoluer et que les ajustements nécessaires ne pourront pas toujours se faire dans les limites que s'est assignées la diaspora, laquelle, forte de quelque 300 000 individus, représente maintenant les deux tiers de l'ensemble de la population kabyè et losso. A l'heure actuelle déjà, ces limites bougent. Leur élasticité joue en direction du Mono, de l'Adélé ou encore de Lomé, par exemple, phénomène qui n'est qu'une réponse à la pression démographique et qu'il ne faut surtout pas interpréter comme un désir de conquête spatiale. Les immigrés ici ne cherchent pas à s'imposer de cette manière. On les a accusés de gaspiller l'espace, cela serait plutôt le fait de leur désintéressement que de l'avidité que l'on a pu leur attribuer parfois.

Cet état d'esprit se traduit par une mobilité qui touche toutes les générations. La migration durable est précédée de migrations provisoires, à but plus ou moins lucratif, et suivie de déplacements qui sont, eux, plutôt sources de dépenses. En général l'immigré et ses fils évoluent dans deux sphères. La première correspond à l'« espace utile » qu'ils se sont forgé dans un rayon de quelques dizaines de kilomètres autour de leur lieu de résidence. La seconde correspond à leur pays d'origine, qui n'a rien perdu de son aura mystique. Chaque génération perçoit évidemment l'une et l'autre à sa manière, mais toutes deux font preuve d'une relative complicité dans leur politique d'ouverture sur l'extérieur, même si les ambitions des jeunes ont changé (partir pendant les vacances scolaires plutôt qu'en saison sèche, s'embaucher sur les plantations de cultures annuelles plutôt que de cultures pérennes et gagner de l'argent pour la scolarité ou le transistor plutôt que pour la dot et les cérémonies rituelles). Leur attitude homogène a une double conséquence. Elle contribue à l'émergence de petites unités régionales, dans lesquelles finissent par se fondre les hameaux et les fermes les plus isolés et les plus rétrogrades. Elle entretient la cohésion du groupe ethnique en tant que tel à l'échelle nationale.

Les liens qui unissent la diaspora à son pays d'origine jouent un rôle primordial dans la dynamique

d'ensemble des Kabyè et des Losso. L'attachement de l'immigré kabyè, par exemple, au pays de ses ancêtres traduit son attachement à son *teto*, clan et terre tout à la fois, authentique unité de base dans sa société acéphale. Le *teto* résiste bien, pour le moment, à l'émigration, et cela sur plusieurs bases. Tout d'abord, parce que son éclatement en plusieurs unités de peuplement largement dispersées sur le territoire national va de pair avec l'éclatement de la famille patriarcale, dont les membres continuent à avoir des contacts, lesquels permettent d'éviter le cloisonnement entre les unités dispersées. Ensuite, parce que le mariage clanique qui scelle l'alliance entre les familles est toujours pratiqué par les jeunes. Enfin et surtout, parce que le *teto* reste une entité complète, spatiale autant que sociale, comme en témoigne l'assiduité avec laquelle les immigrants viennent accomplir leurs cérémonies religieuses au « pays ». Celles-ci sont de deux ordres, d'une part les funérailles, de l'autre les initiations. Tant qu'elles persisteront, la relation du paysan immigré à son nouvel espace, qui est celui de l'individualisme et du profit, par opposition à celui de la communion et de la prodigalité, ne pourra être que superficielle. La terre ancestrale est plus qu'un espace pour mourir et revivre, c'est l'espace social, dissocié désormais de l'espace économique.

Libre de toute contrainte socio-religieuse du fait de cette dichotomie, l'espace vécu des immigrants devrait se prêter mieux qu'un autre à l'efficacité, à la modernité, en bref au Développement. Cette simplicité, ce dépouillement n'excluent pas pourtant les contraintes extérieures, traditionnelles ou modernes, et les problèmes d'ordre foncier. Ceux-ci se posent en termes différents selon les régions (selon les disparités ethnographiques et démographiques notamment), et la diaspora est loin d'avoir une attitude homogène en ce domaine. Elle règle en gros ses relations avec les détenteurs de la terre selon deux grands types de consensus diamétralement opposés : sur la base de relations collectives en régions de cultures annuelles, sur la base de relations individuelles en régions de cultures pérennes. Un quart seulement de cette diaspora échappe à la confrontation avec les autochtones (dans la Région Centrale). Les autres toutefois assument dans l'ensemble la situation sans heurt, en raison de leur peu de goût pour la spéculation foncière. Une neutralité de bon aloi s'est instaurée un peu partout. Les tensions peuvent surgir malgré tout face à un troisième protagoniste, tel un organisme de développement par exemple. C'est ce que l'on a pu observer dans les régions caféières et cacaoyères, où la complexité des modalités d'accès à la terre proposées aux immigrants entrave l'action de la SRCC, tandis que celle-ci remet en cause de son côté les multiples principes d'un métayage tâtonnant, qui s'accommodait fort bien de son flou. C'est là, il faut le souligner, le seul endroit où les rapports autochtones-allochtones se manifestent

de façon effervescente. La société de développement en elle-même est rarement source de tension quand elle s'adresse à une communauté à peu près homogène ou quand elle prend entièrement en main le contrôle de l'espace (cas de certains projets de la Kara). Encore une fois, il faut le rappeler, cela tient au peu d'intérêt de l'immigré pour une terre qui n'a qu'une dimension économique, ou, s'il est « chez lui » (cas du projet Togo-Nord), à sa sérénité en ce domaine. Les tractations douces cadrent parfaitement avec un individualisme comme le sien, qui n'est pas ambition, mais, dans le cas de la diaspora, décontraction, et qui de ce fait s'accommode mal de la solitude.

Cette sociabilité est-elle compatible à long terme avec le goût des immigrants pour les systèmes de culture extensifs, lesquels requièrent une relative souplesse à tous les niveaux : au niveau des structures agraires autant qu'à celui des « structures » foncières ? A l'étude du réseau des relations sociales qui conditionnent leurs rapports à la terre, fait suite celle des structures familiales, qui entrent en jeu pour ce qui est de leur maîtrise de l'espace. Un fait nous a frappé à ce sujet : au « pays » comme dans la plaine centrale, la charge de population de l'espace cultivé est restée la même qu'il y a quinze ans. La taille de l'exploitation agricole a diminué avec celle de l'unité budgétaire dans le premier cas et, inversement, augmenté dans le second cas. Cela nous a amené à nous interroger sur les deux variables qui interviennent dans le processus de maîtrise de l'espace : la force de travail en amont, l'espace cultivable en aval. Au « pays », le nombre d'hectares cultivés par actif reste faible, tandis qu'augmente l'étendue des superficies cultivables, mais d'une part ces actifs ne sont pas secondés comme ils l'étaient autrefois et comme le sont ceux de la diaspora, d'autre part un remaniement en profondeur de la tenure du sol reste exclu tant que les immigrants continueront à vivre en symbiose avec leur *teto*, tant qu'ils considéreront qu'ils ont toujours accès à la terre là-bas. En région d'immigration par contre, les actifs sont davantage secondés, que ce soit par les sociétés d'entraide traditionnelles ou par de la main-d'œuvre salariée. Ils peuvent, en dépit de la simplification des structures familiales, continuer à maintenir égales à elles-mêmes les superficies cultivées/individu. Le problème est de savoir comment ils peuvent pallier la réduction des superficies cultivables alors qu'ils ont montré un penchant aussi affirmé pour l'agriculture extensive.

Ils sont passés avec empressement d'un système agricole intensif de type traditionnel à des systèmes moins intensifs, sinon franchement extensifs. Sont-ils à même aujourd'hui d'opérer la reconversion en faveur d'un système intensif, de type moderne cette fois ? Nous avons essayé de décrypter à travers la morphologie des exploitations agricoles des uns et des autres les signes d'une évolution dans un sens

ou dans l'autre. L'étude de différents types de parcellaires (taille, situation, dispersion et stabilité des parcelles), ne nous a pas permis cependant de déceler l'amorce d'un processus de restructuration de l'espace qui pourrait donner à penser à une volonté réelle d'intensification de l'agriculture. Elle montre que partout l'exploitation agricole tend à la décompression d'une manière ou d'une autre : par le morcellement et la déstabilisation au « pays », par la croissance des parcelles et la dispersion des « trains de culture » sur les « terres neuves », par les deux phénomènes conjugués dans la zone de glissement. Dans la zone des « terroirs intercalaires » elle-même, la position enclavée des terroirs n'empêche pas les villageois de faire front. Figeant, on l'a vu, tout ce qui fait la trame de leur exploitation, que ce soit dans l'espace (taille et localisation des parcelles) ou dans le temps (jachères), ils évitent au moins le repli à défaut d'un déploiement dans l'espace agraire. Il n'y a guère que sur le périmètre FED finalement que l'on puisse envisager la généralisation d'une agriculture intensive de type moderne. Sur les autres projets de la Région de la Kara, par contre, il semble que ce soit plus difficile. On veut amener les paysans à améliorer leur production sur la base de blocs de culture, qui ne sont pas en faveur d'une homogénéisation de leur exploitation agricole, bien au contraire. Cette complexification du parcellaire foncier, consécutive à la simplification du parcellaire agraire, ne peut qu'être un frein, en effet, à l'intensification de l'agriculture. Celle-ci, comme dans tous les cas de systèmes de production fondés sur la combinaison dans l'espace et dans le temps de cultures annuelles, exige avant tout que soit prise en considération l'unité de base qu'est l'exploitation agricole.

Pour les immigrés, c'est donc une façon de se situer dans l'espace plutôt que l'espace lui-même qui compte, un système d'exploitation plutôt que l'exploitation elle-même, une façon d'être en somme. Leur peu d'âpreté au gain a été maintes fois dénoncé, et l'on constate effectivement que quand ils sont libres de toute contrainte, comme ils peuvent l'être sur les anciennes terres neuves par exemple, ils ont une approche relativement détendue de leur exploitation (travail, méthodes...), attitude à l'image de celle qui leur permet de prendre position dans l'espace de la façon la plus débridée qui soit. Leur système de production lui-même revêt un caractère de simplicité et d'aisance, que l'on retrouve un peu partout d'ailleurs dans la plaine centrale, en dépit de la pression des terroirs autochtones dans sa partie intermédiaire et méridionale. On ne peut y satisfaire partout, bien sûr, son goût pour l'extensif sauvage, surtout à proximité de la Nationale 1, néanmoins l'état d'esprit des premiers pionniers transparaît encore souvent dans l'organisation du temps et dans le choix des facteurs de production. C'est de là d'ailleurs, à notre avis, que viennent les problèmes des mutualistes du Secteur de développe-

ment agricole de l'Est-Mono, pour lesquels le côté « fonctionnaire » qui leur a été inculqué est peu compatible avec l'appel des grands espaces qui s'offrent encore à eux. Dès que l'on quitte la plaine centrale, par contre, l'esprit change. On investit beaucoup plus en temps et, si possible, en argent pour faire marcher son exploitation, que ce soit au « pays » lui-même ou en marge de celui-ci, sur les projets de développement notamment, ou encore dans les régions caféières et cacaoyères. On y remarque partout une plus grande fébrilité, due à la pression d'un emploi du temps plus chargé (on peut travailler sept jours sur sept sur les projets, et la saison sèche ressemble de moins en moins à la saison morte, celle des funérailles). L'énergie dispensée, qui souvent va de pair avec le manque d'espace (et donc l'absence de jachère), permet d'y considérer encore la plupart des systèmes de production comme des systèmes intensifs, modernisés ou pas. Il arrive cependant que la densité du temps (dictée par le développeur, par exemple) n'ait pas son répondant au niveau de la densité de l'espace agraire, qui, lorsque la charge de population est moins lourde, peut avoir une structure plus lâche, proche de celles que l'on remarque sur les terres neuves (cas observé sur le projet vivrier). Ce dernier point nous amène à souligner une fois encore le penchant des paysans kabyè et losso pour l'agriculture extensive, penchant qu'ils manifestent chaque fois que l'espace le permet tant soit peu, même lorsque leur temps est organisé de façon intensive. Toute opération d'intensification de l'agriculture a finalement peu de chance ici d'aboutir sans une homogénéisation préalable de l'espace. La prise en compte du temps et des facteurs de production ne suffit pas. Seul le périmètre FED, pour le moment, répond à ce principe. Le tout est de savoir si le système proposé aux participants est suffisamment rentable pour qu'ils acceptent les limites totalement inextensibles qu'on a définies pour eux dans ce cas précis.

Nous atteignons là le fond du problème. Le comportement des immigrés dans leur approche de l'espace est influencé avant tout par le rapport qualité-prix de ce qui leur est proposé : qualité à propos de leur condition d'exploitant, de leur mode de vie, prix à propos de leur condition de ruraux, de leur niveau de vie. Il faut évidemment que leurs revenus soient suffisants pour qu'ils acceptent de renoncer à tout ce que peut leur apporter un système agricole extensif (travail moins fastidieux, disponibilité plus grande, vie sociale plus intense). Les hésitations des métayers des régions caféières et cacaoyères entre les cultures vivrières, synonymes d'extensif, et les cultures de rente, synonymes d'intensif, illustrent bien ce dilemme. Or, qu'en est-il des revenus de tous ces immigrés ? Assez peu de chose, à vrai dire, pour que leur conquête reste encore intégralement une conquête du temps, dans laquelle l'être prime l'avoir — aspiration si prononcée chez eux qu'ils restent

même en deçà du peu auquel ils pourraient prétendre, comme le montrent des comparaisons entre leurs revenus et ceux des populations autochtones des régions dans lesquelles ils se sont installés. En fait, ce n'est pas tout. Le choix pour l'agriculture extensive et la production vivrière est aussi un choix pour une certaine indépendance. La culture de rente en effet appelle souvent, encore de nos jours, l'ostentation (les régions caféières et cacaoyères, là encore, le montrent bien), ce qui n'est évidemment guère stimulant pour les hésitants, ceux-ci préférant, par tradition, avoir à donner une part de leurs récoltes plutôt qu'une part de leur gain. La préférence des exploitants kabyè et losso pour les cultures vivrières n'exclut pas cependant le rôle régulateur de la solidarité familiale, qui réduit les budgets et freine les initiatives. Cette société paysanne reste incontestablement nivelée à la base, en dépit de quelques exceptions, comme le montre l'homogénéité des ressources annuelles par individu, qui tranche avec la grande diversité du milieu qu'elle occupe.

L'articulation migration-développement reste à faire. La diaspora kabyè, losso et lamba, profondément attachée à son univers traditionnel, territorial et familial, et de ce fait à une certaine façon d'être qui favorise la vie sociale, ne met pas souvent en balance son conformisme. Le développement auquel

elle peut prétendre aujourd'hui ne lui paraît pas à même, la plupart du temps, de compenser tout ce à quoi elle renoncerait en virant de bord. Mais le phénomène migratoire que nous venons d'étudier n'est pas achevé, d'une part parce que les migrations elles-mêmes se poursuivent, en dépit des transformations récentes de la Région de la Kara (extension, développement...), d'autre part parce que les migrants de la deuxième génération sont maintenant majoritaires. L'affaire reste à suivre, compte tenu de deux facteurs, l'un quantitatif, l'accroissement des densités de population, l'autre qualitatif, la scolarisation massive de la génération montante. L'un et l'autre sont susceptibles de bouleverser un jour la dynamique spatiale et sociale de l'ensemble de la société kabyè, losso et lamba, ce qui ne signifie pas forcément d'ailleurs que ce soit en faveur d'un développement rural à l'image de celui qui est proposé actuellement dans le cadre des projets. Nous pensons notamment à la scolarisation des jeunes, qui appelle inmanquablement de nouvelles formules (plus payantes entre autres), si l'on veut que leur promotion se fasse en milieu rural. La période que nous venons d'évoquer apparaît donc comme une période transitoire, au cours de laquelle ni les migrants ni les responsables du développement n'ont eu l'attitude qu'il fallait pour que leurs intérêts convergent.





## *bibliographie*

en rapport avec les migrations rurales des Kabyè,  
Losso et Lamba depuis 1970 (1).

- ABELA (M.C.), 1979. — Intégration des femmes dans le développement rural (Projet Nord-Togo). FAO, 54 p. *multigr.*
- AHIANYO-AKAKPO (A.), 1972. — L'impact de la migration sur la société villageoise : approche sociologique (exemple Togo-Ghana), in S. Amin éd., Les migrations contemporaines en Afrique de l'Ouest, Londres, IAI.
- ANTHEAUME (B.), 1976. — Un projet d'élevage et son impact sur la vie d'un terroir mixte d'agriculteurs et de planteurs. *Cah. ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, vol. XIII, n° 1 : 91-98.
- ANTHEAUME (B.), 1982a. — Des hommes à la rencontre des arbres. Le cacaoyer et les Akposso dans le Centre-Ouest du Togo. *Cah. ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, vol. XVIII, n° 1 : 47-62.
- ANTHEAUME (B.), 1982b. — Ne dites pas à mon patron que je vends des produits vivriers, il me croit planteur de café. *Economie rurale*, n° 147-148 : 120-122.
- AUGER (A.), 1974. — Notice explicative aux cartes des densités de la population au Togo en 1970. Paris, ORSTOM, 54 p. *multigr.*
- AUGER (A.), 1975. — Carte des densités brutes de la population totale du Togo en 1970, au 1/500 000. Paris, ORSTOM.
- AUGER (A.), 1975. — Carte des densités pondérées de la population rurale du Togo en 1970, au 1/500 000. Paris, ORSTOM.
- Banque Mondiale, 1977. — Evaluation d'un projet de développement rural dans la régions cotonnières. Togo, 30 p. *multigr.* + annexes.
- Banque Mondiale, 1979. — Republic of Togo, Second cocoa-coffee development project. Project file working papers, report n° 2408-TO.
- BCEAO, 1973. — La région de Lama-Kara et de Niamtougou, Alimentation en eau, Paris, BCEOM.
- BOURAÏMA (N.) et MARGUERAT (Y.), 1983. — Recensement général de la population et de l'habitat du Togo (2-22 nov. 1981), première analyse des résultats provisoires. Lomé, Direction de la Statistique, 44 p. *multigr.*
- CHAUVEAU (J.P.) et GU-KONU (E.Y.), 1979. — Deux notes sur l'économie de plantation dans le Sud-Ouest du Togo. Centre ORSTOM de Lomé-Université du Bénin, 35 p. *multigr.*
- DJIMINGAR (N.M.), 1984. — Un terroir kabyè : Mandéla (Nord-Togo). Mémoire de maîtrise (géographie), Université du Bénin, 1984, 167 p. *multigr.*
- Europe-Outremer, 1978. — Togo, décennie de la révolution économique et sociale, n° 578-579, mars-avril, 56 p.
- FOLI (M.), 1982. — La réforme agro-foncière et le droit coutumier foncier au Togo, in Enjeux fonciers en Afrique Noire. Paris, Karthala : 253-263.
- FAURE (P.), 1982. — Carte de végétation et d'occupation des sols, in République togolaise, Ressources et besoins en eau. PNUD-Laboratoire d'hydraulique de France.
- GASTELLU (J.M.), 1981-1982. — Les plantations de cacao au Ghana. *Cah. ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, vol. XVIII, n° 2 : 225-254.
- GBÉNYANAWO (P.F.), 1982. — Kpélé-Elé ou l'évolution d'un terroir togolais et de son économie (contribution à la connaissance de la région caféière et cacaoyère du Togo). Thèse de 3<sup>e</sup> cycle (géographie), Paris VIII, 235 p. *multigr.*

---

(1) Pour les références antérieures à 1970, se reporter à la bibliographie de B. LUCIEN-BRUN.

- GTZ, 1978. — Projet de développement agricole de la Région Centrale, Propositions pour les années 1979 et 1980, 20 p. *multigr.*
- GTZ, 1982. — La continuation du Projet de développement agricole de la Région Centrale du Togo en tant que projet de développement agricole intégré, 44 p. *multigr.*
- GU-KONU (E.Y.), 1978. — L'excursion de décembre 1976 : la Région Maritime, la Région des Plateaux et la « Volta Region ». *Annales de l'Université du Bénin*, V : 83-113.
- GU-KONU (E.Y.), 1979. — Plantations paysannes et stratégies de l'espace dans le Sud-Ouest du Togo, in *Maîtrise de l'espace agraire et développement en Afrique tropicale. Logique paysanne et rationalité technique*, Actes du Colloque de Ouagadougou (4-8 déc. 1978), ORSTOM-CNRST : 93-103.
- GU-KONU (E.Y.), 1983. — Tradition et Modernité. La modernisation agricole face à la mutation rurale en Afrique Noire. L'exemple du Togo. Thèse de doctorat d'Etat ès-lettres (géographie), Paris I, 1 225 p. *multigr.*
- GU-KONU (E.Y.) et CHAUVÉAU (J.P.) : voir CHAUVÉAU.
- KENKOU (G.K.), 1983. — Assistance au programme d'aménagement et de développement du Nord-Togo (Tranche de la Kara, phase n° 3 de consolidation), évaluation du projet. Rapport de mission, 30 p. *multigr.*
- KOFFIGOH (K.), 1982. — La réforme agro-foncière au Togo, in *Enjeux fonciers en Afrique Noire*. Paris, Karthala, 240-252, avec en annexe le texte de l'ordonnance de 1974.
- LOUIS BERGER INTERNATIONAL, Inc., 1977. — Développement de la production dans les zones d'Atchangbadé et Sirka. East Orange, New-Jersey.
- MANGEART (R.), 1974. — Des puits, des pistes, des bœufs..., Atchangbadé, Frères missionnaires des campagnes, 11 p., *multigr.*
- MANGEART (R.), 1979. — Avec la collaboration de BINDA (L.) et MOUKPÈ (T.). Au pays kabyè (Togo) : quelle agriculture ? Atchangbadé, frères missionnaires des campagnes, 12 p. *multigr.*
- MANGEART (R.), 1984. — Paysans africains. Des Africains s'unissent pour améliorer leur village au Togo. Paris, L'Harmattan, 301 p.
- MARGUERAT (Y.), 1980. — La population des villes moyennes du Togo méridional selon le recensement de 1970. Centre ORSTOM de Lomé, 20 p. *multigr.*
- MARGUERAT (Y.), 1981a. — La population des villes du Centre et du Nord du Togo selon le recensement de 1970. Centre ORSTOM de Lomé, 20 p. *multigr.*
- MARGUERAT (Y.), 1981b. — La population des villes du Togo selon le recensement de 1970, Lomé et ses quartiers. Centre ORSTOM de Lomé, 53 p. *multigr.*
- MARGUERAT (Y.) et BOURAÏMA (N.) : voir BOURAÏMA.
- Ministère de l'économie rurale, 1973. — Monographie de la Région de la Kara. FAO-PNUD-SEDES, 133 p. *multigr.*
- Ministère de l'économie rurale, 1973. — Monographie de la Région Centrale. FAO-PNUD-SEDES, 180 p. *multigr.*
- Ministère de l'économie rurale, 1975. — Projet complémentaire de développement intégré dans la Région de la Kara. FAO-SEDES.
- Ministère de l'aménagement rural, 1982. — Direction du génie rural : Projet routes de desserte, deuxième rapport économique intermédiaire, 103 p. *multigr.*
- Ministère du développement rural, 1976. — Direction des enquêtes et statistiques agricoles : Enquête agricole Togo, campagnes 1972-1973 et 1973-1974, résultats de l'enquête sur la structure des exploitations agricoles de type traditionnel (ensemble du Togo), 258 p. *multigr.*
- Ministère du développement rural, ARAC de la Région des Plateaux, Secteur Est-Mono. — Rapports annuels 1976, 1977-1978, 25 p. et 14 p. *multigr.*
- Ministère du développement rural, ORPV-ARAC de la Région des Plateaux. — Rapports annuels 1978, 1979, 72 p. et 53 p. *multigr.*
- Ministère du développement rural, ORPV-ARAC de la Région Centrale. — Rapport annuel 1979.
- Ministère du développement rural, ARAC de la Région Centrale. — Centre de formation agricole d'Adjengré, rapport annuel 1979, 11 p. *multigr.*
- Ministère du développement rural, ORPV-ARAC de la Région de la Kara. — Rapport annuel campagne 1979-1980, 57 p. *multigr.*

- Ministère du développement rural, ARAC de la Région de la Kara : Projet vivrier de la Kara, rapport d'activités du 2<sup>e</sup> semestre 1979, 25 p. *multigr.*
- Ministère du développement rural, ORPV de la Région de la Kara : Projet FED-Kara, rapport annuel 1979, 20 p. *multigr.*
- Ministère du développement rural, ORPV de la Région de la Kara : Plan de campagne agricole 1980, avril 1980, 26 p. *multigr.*
- Ministère du développement rural, 1980. — Situation de l'agriculture et perspectives d'avenir, 45 p. *multigr.*
- Ministère du développement rural, DRDR de la Région des Plateaux. — Rapport annuel 1980, 86 p. *multigr.*
- Ministère du développement rural, DRDR de la Région Centrale. — Rapport annuel campagne agricole 1981-1982, 118 p. *multigr.*
- Ministère du développement rural, DRDR de la Région de la Kara. — Rapport annuel campagne agricole 1981-1982, 104 p. *multigr.*
- Ministère du plan, Direction générale du plan et du développement. — Plans de développement économique et social 1971-1975 (2<sup>e</sup> plan), 1976-1980 (3<sup>e</sup> plan), 1981-1985 (4<sup>e</sup> plan).
- Ministère du plan, Service de la planification rurale, 1976. — Rapport sur la planification rurale dans la Région de la Kara, SEDES.
- Ministère du plan, Service de la planification rurale, 1979. — Projet de développement rural de la circonscription de Bassar, SEDES, 343 p. *multigr.*
- Ministère du plan, Direction de la statistique. — Recensement général de la population et de l'habitat 1970, résultats parus en 4 volumes de 1973 à 1977.
- Ministère du plan, Direction de la statistique, 1983. — Recensement général de la population et de l'habitat 1981, résultats provisoires, 378 p. *multigr.*, annexes.
- Ministère du plan et de la réforme administrative, Programme d'aménagement du Nord-Togo. — Rapports semestriels d'activité 1978, 1979, 1980.
- Ministère des travaux publics, des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques, comité national de l'eau, 1981. — Rapport n° 1, Assainissement et eau potable en milieu rural, Premier atelier national, 30 mars-4 avril, 11 p. *multigr.*, annexes.
- MIRIVEL (J.), 1975. — Projet de développement de la riziculture dans la Région de la Kara, SEDES.
- NYASSOGBO (G.K.), 1975. — Contribution à l'étude des relations villes-campagnes dans la Région des Plateaux, thèse de 3<sup>e</sup> cycle (géographie), Université de Toulouse, 292 p. *multigr.*
- OLADOKOUN (W.), 1982. — Le projet FED-KARA, approche géographique, mémoire de maîtrise (géographie), Université du Bénin, 296 p. *multigr.*
- OTHILY (A.), 1974. — Avec la collaboration de SOSSAH (I.) et KENKOU (G.). Etude sociologique dans la Région de la Kara entreprise dans le cadre de la préparation du projet « Nord-Togo ». Lomé, ORSTOM-PNUD, 47 p. *multigr.*, annexes.
- PALI (K.P.), 1979. — Handicaps et perspectives d'avenir du programme d'aménagement et de développement intégré dans la Région de la Kara, mémoire de maîtrise (sciences économiques). Université du Bénin, 159 p. *multigr.*, annexes.
- PILLET-SCHWARTZ (A.M.), 1984. — Le foncier, obstacle aux formes nouvelles d'utilisation de l'espace en Afrique. L'exemple de la rénovation de la caféière et de la cacaoyère togolaises, communication au 25<sup>e</sup> Congrès international de géographie. Paris, 15 p. *multigr.*
- QUESNEL (A.) et VIMARD (P.), 1979. — Dynamique de population en économie de plantation. Le Plateau de Dayes, Togo. Structures et mouvements de populations. Centre ORSTOM de Lomé, 83 p. *multigr.*, annexes.
- QUESNEL (A.) et VIMARD (P.), 1981. — Structures sociales et structures d'activité : expressions de reproductions sociales en économie de plantation. Le cas du Plateau de Dayes (Sud-Ouest Togo). Paris, ORSTOM, 21 p. *multigr.*
- ROUILLÉ d'ORFEUIL (H.), 1983. — Evaluation des Maisons familiales rurales au Togo, in *Les Maisons familiales rurales : 20 ans d'Afrique*. Paris, GRET, 8 p. *multigr.*
- SAUVAGET (C.), 1981. — Boua, village de Koudé, un terroir kabyè (Togo septentrional), *Atlas des structures agraires au sud du Sahara* 16. Paris, ORSTOM, 78 p., photos et cartes hors texte.
- SCHWARTZ (A.), 1981. — Eléments pour une étude de l'emploi au Togo à l'horizon du 4<sup>e</sup> Plan quinquennal (1981-1985). Ministère du plan-Centre ORSTOM de Lomé, 106 p. *multigr.*
- SCHWARTZ (A.), 1983. — Le paysan et la culture du coton au Togo : approche sociologique. Centre ORSTOM de Lomé, 95 p. *multigr.*
- SCHWARZ (R.), 1980. — Projet de la production vivrière dans la zone d'Atchangbadé et de Sirka, Région de la Kara (Togo), rapport n° 1 du sociologue. Washington, Development Alternatives Inc., 80 p. *multigr.*

- SEGBOR (P.K.G.), 1975. — Contribution à l'étude de la géographie régionale au Togo : la région de Sokodé. Thèse de 3<sup>e</sup> cycle, Université de Toulouse-Le Mirail, 292 p. *multigr.*
- SEGBOR (J.M.), 1979. — Les institutions régionales de développement au Togo. Lomé, Direction générale du plan. Projet de planification régionale du PNUD, 79 p. *multigr.*
- SEGBOR (J.M.), 1980. — Planification régionale au Togo, situation et perspectives. Lomé, Direction générale du plan. Projet de planification régionale du PNUD, 110 p. *multigr.*
- SEGBOR (J.M.), 1981. — Note sur les projets de développement rural de la Région Centrale. Lomé, Direction générale du plan. Projet de planification régionale du PNUD, 4 p. *multigr.*
- SOSSAH (K.), 1980. — Migration provoquée à Bassar. Lomé, INRS-SOTED, 54 p. *multigr.*
- SOSSAH (K.), 1984. — Sociologie du développement à Atchangbadé et Sirka. Lomé, INRS, 92 p. *multigr.*
- SOTOCO, Région Centrale. — Rapport annuel campagne 1979-1980, 64 p. *multigr.*
- SOTOCO, Région des Plateaux. — Rapport annuel campagne 1970-1980, 51 p. *multigr.*
- SOTOCO, Région de la Kara. — Rapport annuel campagne 1979-1980, 40 p. *multigr.*
- SOTOCO, Direction Générale. — Rapport du directeur technique, campagne 1979-1980.
- SRCC. — Rapports annuels 1978, 1979, 1980.
- SRCC, 1979. — Rapport d'évaluation du projet en cours. Préparation du second projet 1980-85, 2 vol.
- TCHA-TOKEY (J.B.), 1978. — Migration et transformations socio-économiques dans la société kabyè du Togo, IEDES, 211 p. *multigr.*
- TECHNOSYNESIS s.p.a., s.d. (1979). — Plan d'aménagement des Régions des Plateaux, Centrale, de la Kara et des Savanes, rapport préliminaire, Rome, 127 p. *multigr.*
- TONINI BOSSI (M.), 1981. — Données socio-économiques essentielles sur les exploitations agricoles dans les zones d'action du projet Nord-Togo. FAO, 10 p. *multigr.*
- VERDIER (R.), 1982. — Le pays kabyè, cité des dieux, cité des hommes, Paris. Karthala, 215 p.
- VIMARD (P.), 1980a. — Enquêtes démographiques sur la Région des Plateaux (1978-1979). Premiers résultats. Centre ORSTOM de Lomé, 50 p. *multigr.*, annexes.
- VIMARD (P.), 1980b. — Nuptialité et fécondité sur le Plateau de Dayes (Sud-Ouest Togo). Principaux résultats. Centre ORSTOM de Lomé, 35 p. *multigr.*
- VIMARD (P.), 1981. — Attitudes et comportements en matière de fécondité d'une ethnie immigrée en économie de plantation. Les Kabyè du Plateau de Dayes (Sud-Ouest Togo), communication au 1<sup>er</sup> colloque de l'Association des démographes de langue française. Université de Liège, 21-23 sept., 11 p. *multigr.*
- VIMARD (P.) et QUESNEL (A.). — Voir QUESNEL.
- YAGLA (W.S.O.), 1978. — L'édification de la nation togolaise. Paris, L'Harmattan, 215 p.

# *table des illustrations*

## LISTE DES FIGURES

	Page
1 — Lieux d'enquête 1980 .....	234
2 — Evolution du découpage administratif du Togo, du recensement de 1960 au recensement de 1981 ..	245
3 — Densité de peuplement du pays d'origine par canton (1970) .....	247
4 — Variation de la densité de peuplement du pays d'origine par canton (1960-1970) .....	248
5 — Variation de la population rurale du Togo (1970-1981) .....	253
6 — Densités rurales nettes au Togo en 1981 (rapport population rurale/espace disponible) .....	257
7 — Région Centrale, le « grenier » du Togo. Carte de situation 1983 .....	262
8 — Occupation du sol au Togo en 1976-1977 .....	267
9 — Zones d'implantation des Kabyè, Losso et Lamba en 1980 .....	271
10 — Proportion Kabyè/Losso en pays d'immigration par canton (Région Centrale et Région des Plateaux) en 1970 .....	278
11 — Lieux de résidence des enfants non résidents des chefs d'exploitation kabyè et losso étudiés (1980) .	284
12 — Déplacements habituels des chefs d'exploitation kabyè et losso étudiés .....	287
13 — Le périmètre FED-Kara. Evolution de la mise en valeur de 1975 à 1981 .....	335
14 — Zones climatiques et grandes aires culturelles du Togo .....	348
Carte hors-texte — Evolution du peuplement rural de 1970 à 1981 par canton. Régions des Plateaux, Centrale et de la Kara.	

## LISTE DES TABLEAUX

	Page
1 — Croissance des populations kabyè, losso et lamba par rapport à la population togolaise en milieux urbain et rural de 1960 à 1981 .....	241
2 — Les Kabyè et les Losso dans les villes togolaises de l'intérieur en 1970 .....	242

	Page
3 — Les Kabyè et les Losso dans les différents types de villes togolaises en 1960 et 1970 .....	243
4 — Evolution du nombre de Kabyè, Losso et Lamba méridionaux au pays d'origine et en terre d'immigration pendant la décennie 1960 .....	251
5 — Répartition des Kabyè, Losso et Lamba méridionaux entre le pays d'origine et les différentes régions d'immigration en 1960 et 1970 .....	252
6 — Taux d'immigrés kabyè, losso et lamba par circonscription en 1960 et 1970 .....	252
7 — Taux d'accroissement de la population togolaise pour la période 1970-1981 .....	255
8 — Densités rurales nettes au Togo en novembre 1981 (rapport population rurale/espace disponible)...	258
9 — Distribution du peuplement kabyè, losso et lamba entre le pays d'origine et les régions d'immigration (communes comprises) en 1960 et 1970 .....	270
10 — Distribution du peuplement kabyè, losso et lamba entre les cantons (communes exclues) en 1960 ...	272-273
11 — Distribution du peuplement kabyè, losso et lamba entre les cantons (communes exclues) en 1970 ...	274-275
12 — Cohabitation kabyè-losso dans les principaux cantons d'immigration en 1970 .....	277
13 — Cohabitation kabyè-losso dans les principales circonscriptions d'immigration en 1970 .....	277
14 — Destinée et destination du 1 <sup>er</sup> déplacement des chefs d'exploitation kabyè et losso étudiés .....	279
15 — Types d'activités pratiquées par les chefs d'exploitation étudiés, en dehors de leur lieu de résidence actuel	280
16 — Age moyen des chefs d'exploitation kabyè et losso de la diaspora étudiés, lors de leur installation dans leur lieu de résidence actuel.....	281
17 — Lieux de résidence occupés antérieurement par les chefs d'exploitation étudiés ayant vécu ailleurs ..	281
18 — Résidence et occupation des enfants des chefs d'exploitation kabyè et losso étudiés. ....	283
19 — Rythme de visites au « pays » des chefs d'exploitation kabyè et losso de la diaspora étudiés, en fonction de leur année d'arrivée .....	285
20 — Les épouses des chefs d'exploitation kabyè et losso étudiés : âge, origine, lieu de résidence .....	291
21 — Dispersion des frères et sœurs des chefs d'exploitation kabyè et losso étudiés .....	292
22 — Superficie moyenne de l'exploitation agricole dans les différents lieux d'enquête .....	296
23 — Origine des parcelles cultivées par les chefs d'exploitation kabyè et losso étudiés .....	303
24 — Evolution des superficies cultivées/individu chez les Kabyè et les Losso étudiés dans leur pays d'origine et dans la plaine centrale .....	304
25 — Composition des unités budgétaires kabyè et losso étudiées et superficies cultivées par individu ....	306
26 — Les collatéraux vivant dans les familles kabyè et losso étudiées .....	306
27 — Composition des unités budgétaires lamba, peul, kotokoli, éwé et ana étudiées et superficies cultivées par individu .....	307
28 — Actifs permanents et superficie moyenne mise en valeur par chacun dans les exploitations kabyè et losso étudiées .....	309
29 — La responsabilité des actifs permanents dans les exploitations kabyè et losso étudiées .....	310
30 — Actifs permanents et aide extérieure, traditionnelle ou moderne, dans les exploitations kabyè et losso étudiées .....	312
31 — La responsabilité des actifs permanents dans les exploitations lamba, peul, kotokoli, éwé et ana étudiées	314
32 — Comparaison des exploitations autochtones et allochtones étudiées dans la plaine centrale .....	314
33 — Morphologie du parcellaire dans les exploitations kabyè et losso étudiées .....	331
34 — Morphologie du parcellaire dans les exploitations kotokoli, éwé et ana étudiées .....	332
35 — Superficie moyenne des parcelles de culture dans les exploitations non encadrées étudiées en pays kabyè	340
36 — Superficie moyenne des parcelles de culture dans les exploitations étudiées en pays losso .....	341
37 — Superficie moyenne des parcelles de culture dans les exploitations étudiées sur les projets spécifiques de la Région de la Kara .....	344
38 — Superficie moyenne des parcelles de culture dans les exploitations étudiées sur les « terres neuves » .	347
39 — Superficie moyenne des parcelles de culture dans les exploitations étudiées dans la région des « terroirs intercalaires » .....	351
40 — Superficie moyenne des parcelles de culture dans les exploitations étudiées dans l'Est-Mono .....	353

	Page
41 — Superficie moyenne des parcelles de culture dans les exploitations étudiées dans les régions cacaoyères et caféières. ....	354
42 — Principales composantes de l'habitat des unités budgétaires kabyè et losso étudiées (fréquence par exploitant) ....	357
43 — Eléments du train de vie des unités budgétaires kabyè et losso étudiées (fréquence par U.B.) ....	359
44 — Revenus des exploitations agricoles kabyè et losso étudiées (1980) ....	361
45 — Revenus des exploitations agricoles lamba, peul, kotokoli, éwé et ana étudiées (1980) ....	361
46 — Ressources monétaires (en francs CFA) des unités budgétaires kabyè et losso étudiées (1980) ....	363
47 — Ressources monétaires (en francs CFA) des unités budgétaires peul, lamba, kotokoli, éwé et ana étudiées (1980) ....	364

## LISTE DES PHOTOS

	Page
PLANCHE I : Le pays kabyè en 1980 (Kouméa) ....	317
1 - Concession traditionnelle	
2 - Aménagement en terrasses pour la culture du sorgho	
3 - Concession moderne	
PLANCHE II : Le pays kabyè en 1980 (piémont des massifs de Lama et du Lama-Dissi) ....	318
4 - En descendant les pentes du massif de Lama	
5 - Case du piémont construite dans les années 1960	
6 - Champ du piémont : egbare confectionnant les buttes d'igname	
PLANCHE III : Le pays losso en 1980 (Niamtougou) ....	319
7 - Concession traditionnelle	
8 - Champ d'igname dans la palmeraie	
9 - Case moderne en pierres sèches du « pays »	
PLANCHE IV : Le périmètre FED-Kara en 1980 ....	320
10 - Bloc de culture	
11 - Case type conçue par le FED	
12 - Grenier et abri pour animaux conçus par les immigrés	
13 - Concession lamba traditionnelle englobée dans le périmètre	
PLANCHE V : Le périmètre FED-Kara en 1980 ....	321
14 - Bouvier devant le ranch	
15 - Pompe solaire	
16 - Initiation à la culture attelée sur fond d'Atakora	
17 - Premiers essais	
PLANCHE VI : Les « terres neuves » : l'habitat en 1980 (Kazaboua) ....	322
18 - Concession traditionnelle fidèlement reconstituée	
19 - Concession semi-traditionnelle	
20 - Concession moderne	
PLANCHE VII : Les « terres neuves » : aspects de l'environnement en 1980 (Kazaboua) ....	323
21 - Culture du tabac aux abords d'une concession	
22 - Disparition du jardin de case	
23 - Substitut du trou à fumier	



PLANCHE VIII : Les « terres neuves » : types de greniers en 1980 (Kazaboua) .....	324
24 - Greniers légers et précaires	
25 - Greniers avec abris pour animaux	
26 - Grenier avec abri pour animaux intégré dans l'enceinte de la concession	
27 - Greniers à plusieurs compartiments	
PLANCHE IX : La région des « terroirs intercalaires » en 1980 (Kassenguékopé) .....	325
28 - Grenier à maïs typique du sud de la plaine centrale	
29 - Habitat type	
30 - Grenier traditionnel	
31 - Disparition de l'enceinte	
PLANCHE X : Les régions cacaoyères en 1980 (Tomegbé) .....	326
32 - Séchage des fèves de cacao au sein d'une concession	
33 - Case moderne type	
34 - Case traditionnelle avec toit en feuilles de cacaoyers	
PLANCHE XI : Les régions caféières en 1980 (Woévé) .....	327
35 - Maintien de la basse-cour	
36 - Case type dépourvue d'annexes	
37 - Cour type ouverte à tout vent	

# table des matières

## I MIGRATION ET COLONISATION DES TERRES NEUVES B. LUCIEN-BRUN

	Page
Introduction .....	7
<i>Première partie : présentation de la colonisation agricole Kabyè-Losso, ou les régions d'immigration vues du pays d'origine.....</i>	11
Chapitre 1 : les données préalables : un contexte physique et humain propre à un rééquilibrage du peuplement .....	13
Les contrastes des milieux naturels .....	13
Le pays d'origine : un aspect particulier de la chaîne togolaise .....	13
Le terrain de la colonisation agricole : la grande plaine du Mono .....	14
Un ensemble couvert par le climat soudanien humide .....	16
L'accès à la savane arborée des Terres Neuves .....	19
Le gradient démographique .....	20
Le « réduit » kabyè .....	20
Les fortes densités du Nord .....	23
Les Terres Neuves : essai de définition historique .....	25
Chapitre 2 : l'immigration établie : l'autre moitié du peuplement Kabyè-Losso .....	31
Les comptes démographiques de la « diaspora » en 1960 .....	31
L'importance des effectifs .....	31
Distribution générale du peuplement dans la plaine centrale .....	32
La répartition entre Kabyè et Losso : une juxtaposition sans cohabitation .....	34
L'habitat : l'influence progressive du « Sud » .....	35
Gros villages et hameaux .....	35
La réduction progressive de la population villageoise .....	36

De l'habitat clairsemé à l'habitat groupé .....	38
Les types d'habitations familiales .....	40
L'attitude ambiguë à l'égard de la route .....	43
Chapitre 3 : la mise en valeur des terres neuves.....	47
Les terroirs .....	47
Le « déferlement » des cultures dans la zone septentrionale.....	47
Les types variés d'utilisation du sol dans la zone intermédiaire .....	52
Les terroirs de colonisation intercalaire dans la zone méridionale .....	53
Les champs .....	56
Les systèmes agricoles .....	60
Les denrées cultivées .....	60
Les combinaisons de cultures .....	63
Les opérations culturales .....	64
La conservation de la fertilité .....	68
<i>Deuxième partie : la « descente » des Kabyè et des Losso .....</i>	<i>73</i>
Chapitre 1 : les mobiles de l'émigration.....	75
Au cours de la période précoloniale et coloniale .....	75
Evolution des conditions de subsistance dans le pays d'origine au début du siècle .....	75
L'intervention de l'Administration .....	78
Bilan démographique de l'émigration .....	80
Sources .....	80
Evolution globale .....	81
Variations régionales .....	81
L'insuffisance de la population active .....	82
Les causes actuelles de départ .....	84
Dégradation de l'agriculture traditionnelle .....	84
- le recul des cultures .....	84
- la baisse des rendements .....	84
- une ration alimentaire à peine suffisante .....	86
La pénurie de numéraire .....	87
- le budget du chef de famille .....	88
- la situation de l'épouse .....	88
Le jeune adulte et les contraintes familiales .....	89
- la sujétion économique .....	89
- l'indisponibilité de la jeune épouse .....	89
Le déclin d'une civilisation rurale .....	40
Chapitre 2 : modalités de départ et d'installation .....	93
Le « glissement » sur la rive gauche de la Kara .....	93
La « colonisation Cabraise » .....	95
Les trois phases de l'émigration administrative 1925-1956 .....	95
Le soutien apporté par l'Administration .....	98
Le refus des Kabyé-Losso .....	99
Les principes d'organisation et leur application .....	100
Le mouvement spontané vers le Centre-Togo .....	103
Premiers contacts par l'émigration saisonnière .....	103
Processus d'implantation .....	104
L'accueil par les autochtones .....	105
Les migrations rurales des Kabyé et des Losso .....	

Rapport entre les deux types de colonisation au Centre-Togo .....	106
Annexes .....	109
<i>Troisième partie : les potentialités de la colonisation agricole au Centre-Togo ....</i>	<i>121</i>
Chapitre 1 : permanence de la personnalité ethnique .....	123
La règle du groupement suivant le lieu d'origine .....	123
Le maintien des relations avec le Nord .....	127
L'attitude vis-à-vis des autochtones .....	129
Peu d'interprétation culturelle .....	129
Les rapports d'obédience .....	132
- des droits fonciers encore incertains .....	132
- l'évolution des relations : une émancipation calculée .....	134
Chapitre 2 : dynamique de la colonisation agricole .....	139
Mécanismes structuraux de la progression des cultures .....	139
Au nord de Blitta .....	139
- l'exploitation familiale : un long terrain chèrement acquis .....	139
- l'expansion à l'échelle du village : une stratégie d'ensemble .....	143
Au sud de Blitta .....	144
- la constitution du « grand bloc de culture » .....	144
- un espace agricole villageois encore peu distinct .....	146
- les villages mixtes (autochtones-immigrés) engendrent des terroirs mixtes .....	148
Principes fondamentaux de l'occupation du sol .....	149
- l'itinéraire de culture sans souci d'adaptation aux sols .....	149
- le groupement des cultures .....	150
- les conditions de l'appropriation foncière .....	151
Facteurs de l'expansion pionnière .....	153
L'évolution du potentiel agricole des Terres Neuves .....	153
La démographie. Données de mouvement .....	158
- la population Kabyè-Losso en augmentation au Centre- Togo .....	158
- l'instabilité du peuplement immigré .....	161
L'expansion pionnière à l'échelle régionale .....	164
Dans la zone septentrionale : de réelles possibilités mais peu d'initiatives .....	164
Dans la zone intermédiaire : la multiplication des « écarts » .....	167
Dans la zone méridionale : l'arrêt du rush .....	168
Un affaiblissement du dynamisme pionnier .....	169
Chapitre 3 : les nouvelles données économiques .....	171
L'accroissement de la production familiale .....	172
Des surfaces cultivées trois fois plus importantes .....	172
Des rendements équivalents .....	173
L'augmentation correspondante du profit .....	174
Le travail agricole .....	175
Le rythme du travail reste à peu près inchangé .....	175
- l'homme adulte, indicateur de base .....	175
- les autres participations .....	177
Le passage à une agriculture extensive : éléments quantitatifs d'analyse .....	180
- la réduction de la dépense en travail/ha .....	180

- le rendement du travail s'accroît d'autant .....	181
- ce qui a été modifié dans les opérations culturelles .....	182
Hypothèses préliminaires à une enquête budgétaire .....	184
Une commercialisation active des produits agricoles .....	184
La maladresse des immigrés dans le maniement de l'argent .....	185
- un apparent désintéressement pour leur rôle de consommateurs .....	185
- un comportements de type traditionnel et paysan .....	186
- comment dépenser ? .....	187
- peu de disposition pour de nouveaux modes de gain .....	188
<i>Annexe : tableaux I à XXII</i> .....	191
<i>Conclusion</i> .....	205
<i>Sources bibliographiques</i> .....	213
<i>Table des illustrations</i> .....	217

## II

## MIGRATION ET MUTATION DE L'ESPACE COLONISÉ

A.M. PILLET-SCHWARTZ

Note liminaire .....	225
Principaux sigles utilisés .....	227
<i>Introduction</i> .....	229
Chapitre 1 : l'appréhension globale de l'espace par les Kabyè et les Losso .....	239
Leur vigueur démographique est-elle un mythe ? .....	239
Leur ruralité est-elle menacée .....	241
Les Kabyè et les Losso à Lomé .....	243
Les Kabyè et les Losso dans les villes de l'intérieur .....	244
Le développement de la ville de Kara .....	244
Leurs densités sont-elles une fatalité ? .....	246
L'émigration depuis la décennie 1960 .....	246
L'immigration depuis la décennie 1960 .....	250
Chapitre 2 : l'occupation de l'espace par les Kabyè et les Losso .....	261
Potentialités et limites de l'espace aménagé dans le « Togo nouveau » .....	261
La construction de voies de communication .....	261
Les réalisations dans le domaine de l'hydraulique .....	264
La lutte contre l'onchocercose .....	266
La réquisition de terres pour la faune .....	266

Leur répartition dans l'espace national .....	268
Extension de l'aire migratoire traditionnelle .....	269
Densification de l'aire migratoire traditionnelle .....	273
Mutation de l'aire migratoire traditionnelle .....	276
Leur mobilité à travers l'espace national .....	277
Itinéraire des pères .....	277
Itinéraire des fils .....	282
Déplacements post migratoires .....	285
Chapitre 3 : l'organisation de l'espace par les Kabyè et les Losso .....	289
Leur espace perdu .....	289
Le mariage contre la disparition du <i>teto</i> .....	290
Les relations intrafamiliales contre le cloisonnement du <i>teto</i> .....	291
Les cérémonies religieuses contre la désintégration du <i>teto</i> .....	293
Leur espace vécu .....	294
Diversité du problème foncier .....	295
Les relations avec les autochtones : les « terroirs intercalaires » .....	296
Les relations avec les responsables du développement : la SRCC .....	297
Métayage et rénovation cacoyère .....	298
Métayage et rénovation caféière .....	299
Cultures annuelles contre cultures pérennes .....	300
Cultures annuelles, traditions foncières et enracinement du migrant .....	301
Leur maîtrise de l'espace .....	303
La charge de population .....	303
Les structures familiales .....	304
Les actifs permanents .....	308
La force de travail complémentaire .....	311
Diversité des stratégies pour la maîtrise de l'espace .....	313
Chapitre 4 : la rentabilisation de l'espace par les Kabyè et les Losso .....	329
De l'extensif à l'intensif ? .....	329
Au « pays » : morcellement et déstabilisation de l'exploitation agricole .....	329
Dans la plaine centrale : croissance et dispersion des « trains de culture » .....	331
Sur les « projets » : la restructuration du parcellaire, principale variable .....	334
Leur exploitation de l'espace .....	337
Sur les montagnes kabyè .....	338
Dans les plaines de la Région de la Kara .....	340
Sur le « projet » Togo-Nord .....	342
Sur le « projet » vivrier .....	343
Sur le périmètre FED-Kara .....	345
Sur les « terres neuves » .....	347
Dans la « zone intermédiaire » .....	349
Dans la zone des « terroirs intercalaires » .....	350
Dans le Secteur de modernisation agricole de l'Est-Mono .....	352
Dans les régions cacaoyères et caféières .....	353
Leur niveau de vie .....	356
L'habitat .....	356
Le train de vie .....	358
Les revenus agricoles .....	360
Les budgets au « pays » .....	362
Les budgets dans les régions d'immigration traditionnelles .....	363
Les budgets sur les « projets » de développement intégré .....	366
Budgets et développement sectoriel .....	370
Conclusion .....	373
Bibliographie .....	379
Table des illustrations .....	383
Table des matières .....	387

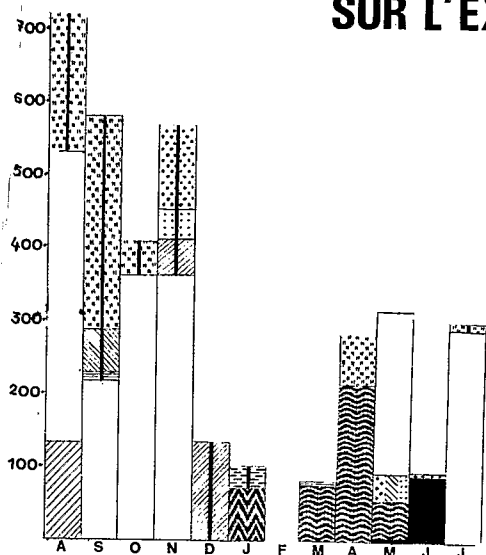
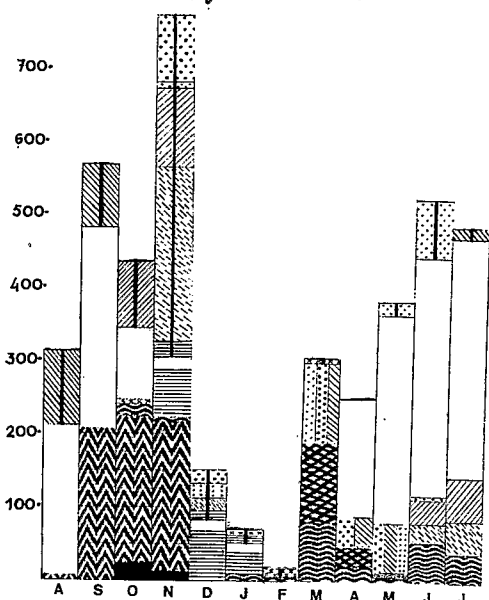
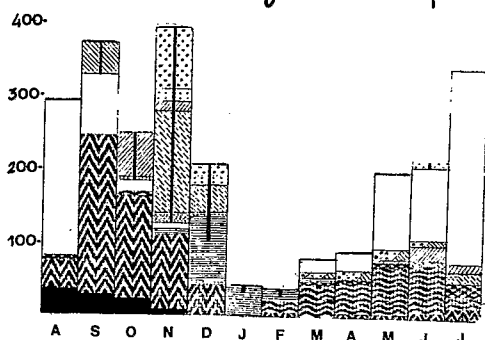
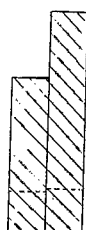
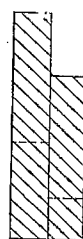
Achévé d'imprimer  
sur les presses de Copédith  
Décembre 1987  
Dépôt légal : 665

# REPARTITION MENSUELLE DU TRAVAIL ANNUEL

## SUR L'EXPLOITATION FAMILIALE

par B. Lucien-Brun

Pays d'origine


à Yaka pays Iossou, moyenne densité  
1 famille enquêtée

à Kouméa pays Kabré, forte densité  
3 familles enquêtées (moyenne)

à Pagouda pays Kabré, moyenne densité  
4 familles enquêtées (moyenne)


### Légende pour a, b et c

Mesure en heures de travail, en 1966-1967.

Il a été pris en compte le travail effectué sur l'exploitation par les personnes appartenant ou non à la famille. Le temps de travail des enfants est affecté d'un coefficient réducteur (cf p. )

#### - Préparation du sol

- défrichement
- arrachage des pieds de coton (de tabac)
- confection des buttes d'ignames
- " " " de coton
- " " billons
- épandage du fumier

#### - Semis ou plantation

- d'ignames
- de manioc
- de maïs
- de sorgho
- de mil précoce
- de mil tardif
- de fonio
- de haricot
- d'arachide
- de pois de terre
- de coton
- de riz
- divers (gombo, tabac, piment, kaké...)

#### - Sarclages et binages

- toutes cultures

#### - Récolte

- signe superposé au symbole semis ou plantation pour chaque culture

#### - Appréciation comparative de la quantité de travail fourni

(à droite du diagramme annuel)

membres de la famille

aides extérieurs

Temps de travail mensuel moyen fourni en moyenne sur les exploitations d'enquête\*, calculé pour le même effectif.

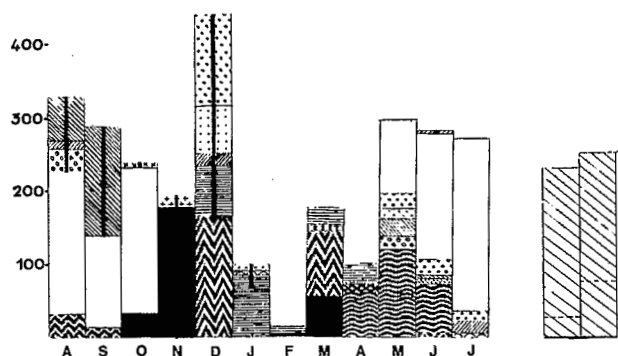
Temps de travail mensuel moyen fourni sur l'exploitation

\* Deux ensembles de comparaison :

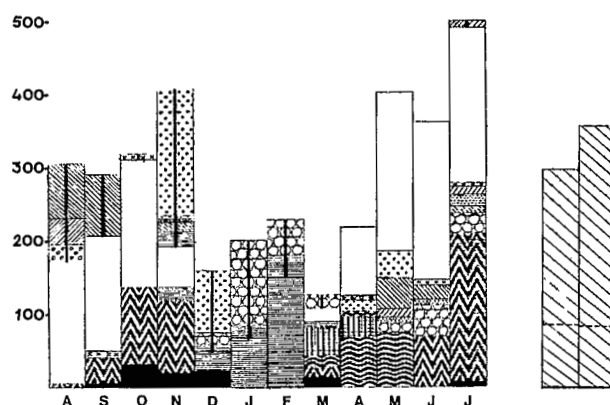
- pour I, toutes exploitations du pays d'origine
- pour II et III, toutes exploitations du pays d'immigration



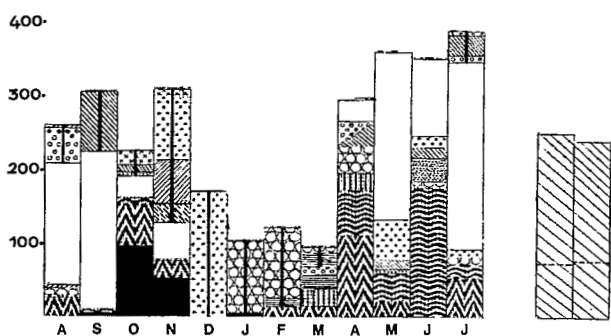
## Pays d'immigration . Zone Septentrionale



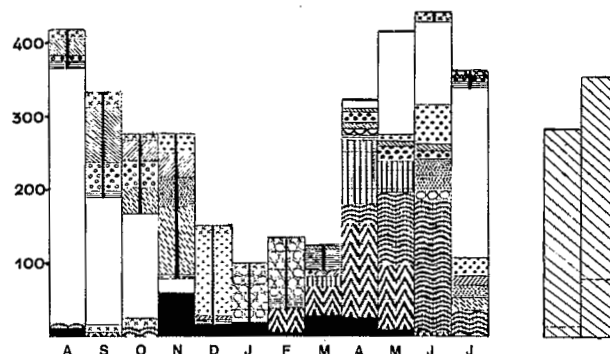
à Santé-Bas prolongement de la "zone de glissement" en pays bassari  
1 famille kabré enquêtée



à Kolonaboua, village créé pour la colonisation administrative  
2 familles kabré enquêtées (moyenne)

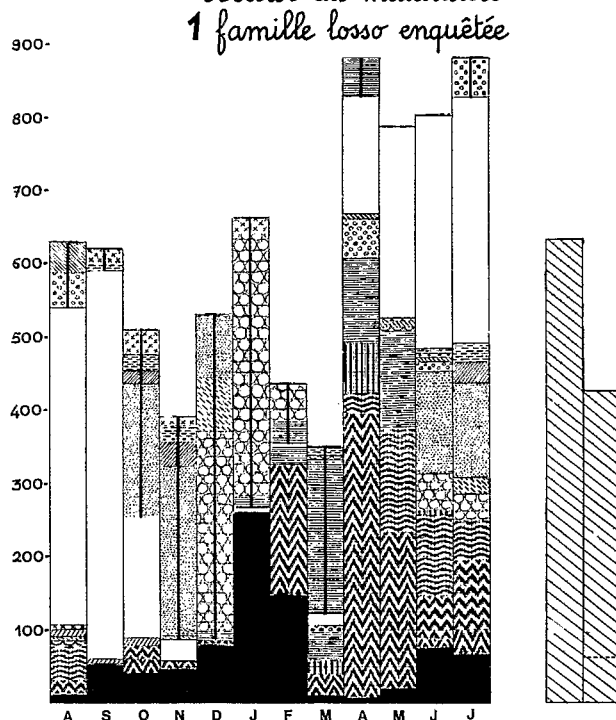
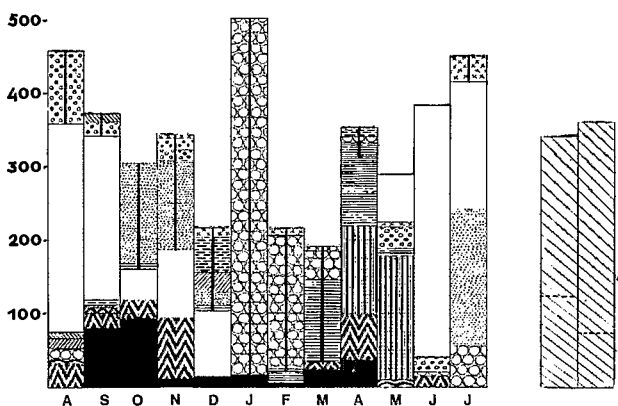
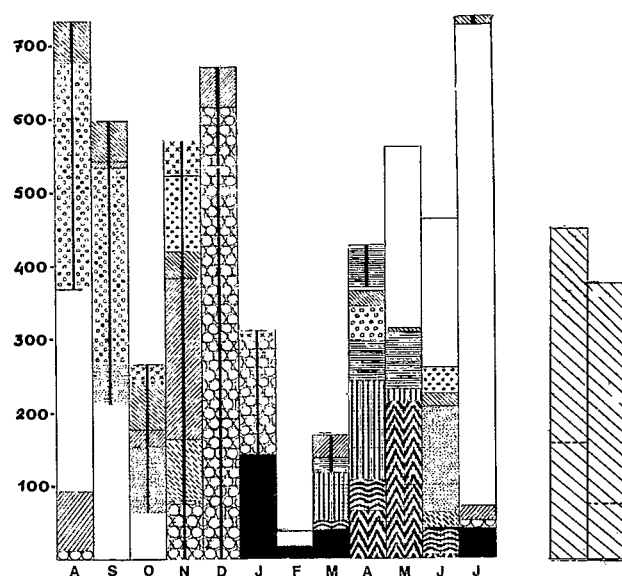
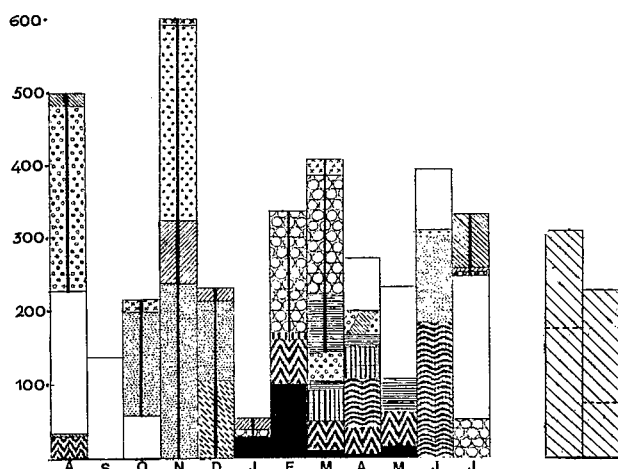


à Kazaboua, village créé pour la colonisation administrative  
2 familles kabré enquêtées (moyenne)



à Blitta-Losso, village créé pour la colonisation administrative  
2 familles losso enquêtées (moyenne)

# Pays d'immigration. Zone Méridionale



**Bernard LUCIEN-BRUN** — Né à Neuilly en 1934. Après des études de géographie à la Sorbonne, il s'est familiarisé avec l'Afrique comme enseignant en Coopération au Tchad puis au Sénégal. Chargé de recherches à l'ORSTOM de 1965 à 1970, il s'est consacré au Togo à l'étude d'un cas type de migration rurale dans le cadre de l'un des principaux thèmes de travail de l'Office, la « Colonisation Agricole des terres neuves ».

« A vrai dire la rencontre d'un terroir relativement fertile d'une population agricole de qualité est assez exceptionnelle en Afrique Noire » notait en 1955 H. ENJALBERT à propos des paysans Kabyè du Nord-Togo.

Mais dès les années vingt la situation particulièrement favorable de ces Kabyè et de leurs voisins Losso, une fois disparu l'effet des guerres interclaniques, allait engendrer une surcharge humaine lorsque l'Administration Coloniale entreprit d'organiser un mouvement d'exode rural.

Ce courant, tôt renforcé par celui des départs spontanés, aboutit au peuplement agricole systématique de la Plaine Centrale du Togo, autrefois presque vide d'hommes. Aventure éprouvante pour des populations paléonigritiques fixées depuis des siècles sur ou autour de leurs montagnes du Nord-Togo, mais pari tenu si l'on en croit les nouveaux paysans eux-mêmes, satisfaits de leur reconversion et de leur réussite économique au regard de la situation difficile de leurs frères restés au pays.

Tel est le constat général de B. LUCIEN-BRUN en 1965-1968, à l'époque de sa recherche sur le terrain. Néanmoins le déplacement et l'établissement de plus de 100.000 personnes et la poursuite de ce courant migratoire posent des questions préoccupantes : les effets sur les sols, l'évolution des relations avec les autochtones dont le rôle d'accueil est souvent capital, les mutations des émigrés eux-mêmes, enfin les répercussions sur le pays d'origine.

Au total une expérience indiscutablement positive dans le domaine opérationnel où le géographe est plus souvent appelé pour dresser des constats d'échec.

**Anne-Marie PILLET-SCHWARTZ**, géographe au CNRS (Laboratoire de Sociologie et Géographie Africaines), travaille actuellement sur la Côte d'Ivoire et le Togo. Après avoir passé en 1970 une maîtrise de géographie urbaine sur Douala, au Cameroun, elle s'est orientée vers la géographie rurale et les problèmes de développement. Sur la base du thème « Stratégies gouvernementales en matière agricole et dynamismes locaux », elle suit l'évolution de la plupart des grandes opérations de développement agricole destinées à promouvoir tout à la fois cultures de rente et sociétés paysannes en Côte d'Ivoire forestière. Elle a soutenu en 1973 une thèse de doctorat de 3<sup>e</sup> cycle sur l'impact de la Société pour le développement et l'exploitation du palmier à huile dans une région de basse Côte d'Ivoire et a publié, dans le prolongement de cette recherche, « Aghien, un terroir ébrié. Quinze ans de technostrucuture en Côte d'Ivoire » (ORSTOM-EHESS, Atlas des structures agraires au sud du Sahara n° 17).

Un aspect de la dynamique paysanne auquel elle s'est particulièrement intéressée, la migration rurale (baoulé en Côte d'Ivoire, kabyè au Togo), l'a amenée à la réalisation de la présente étude, qui fait suite à celle de Bernard LUCIEN-BRUN. L'époque dont elle traite, et qui débute en gros avec l'avènement du régime Eyadéma (fin de la décennie 1960), oblige à poser la problématique en termes nouveaux : la migration, qui était essentiellement une fuite vers les terres neuves, synonymes d'extensif libérateur, est aujourd'hui en concurrence avec les « projets » de développement initiés par l'Etat (dont plusieurs à la périphérie du pays kabyè), qui tendent à imposer des systèmes intensifs, synonymes de modernisation, mais aussi d'une aliénation qui n'est pas sans rappeler aux paysans kabyè celle qu'ils connaissaient jadis sur leurs massifs surpeuplés.

ISSN : 0371-6023

ISBN : 2-7099-0822-0

Editions-Diffusion, ORSTOM, 70, route d'Aulnay, 93140 Bondy.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
**ORSTOM**  
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

**DENSITÉS DE  
POPULATION RURALE**  
au recensement général  
de 1958-1960

par B. Lucien-Brun

CETTE CARTE REPRÉSENTE  
LES VALEURS DE  
DENSITÉ PONDÉRÉE

La densité pondérée est obtenue en faisant pour chaque carré la moyenne des valeurs de densité brute du carré considéré et de celle des carrés contigus, affectés des coefficients de proximité suivants :

1	2	1
2	4	2
1	2	1

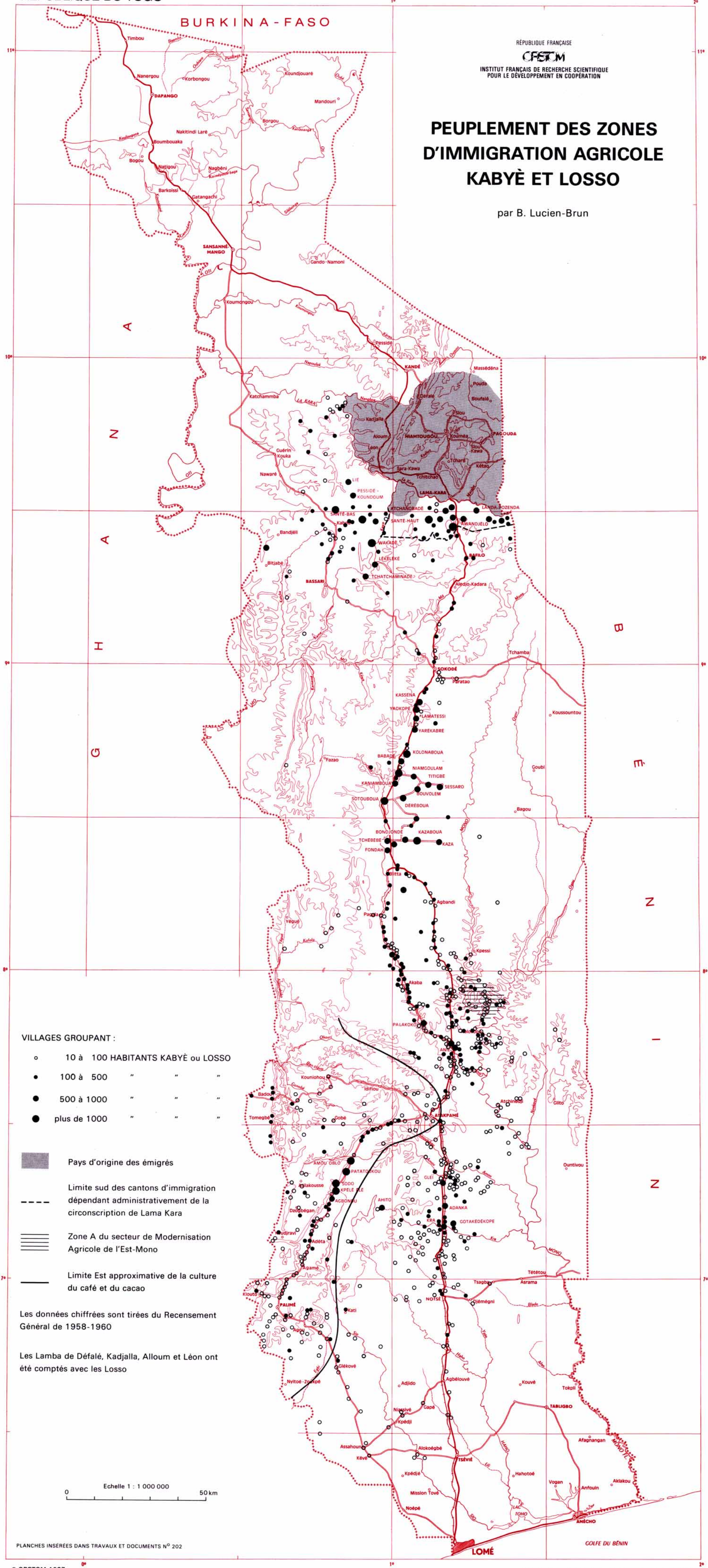
Ce calcul permet d'atténuer les contrastes locaux artificiellement créés par le choix d'un carroyage.

1 carré représente 5 kilomètres de côté

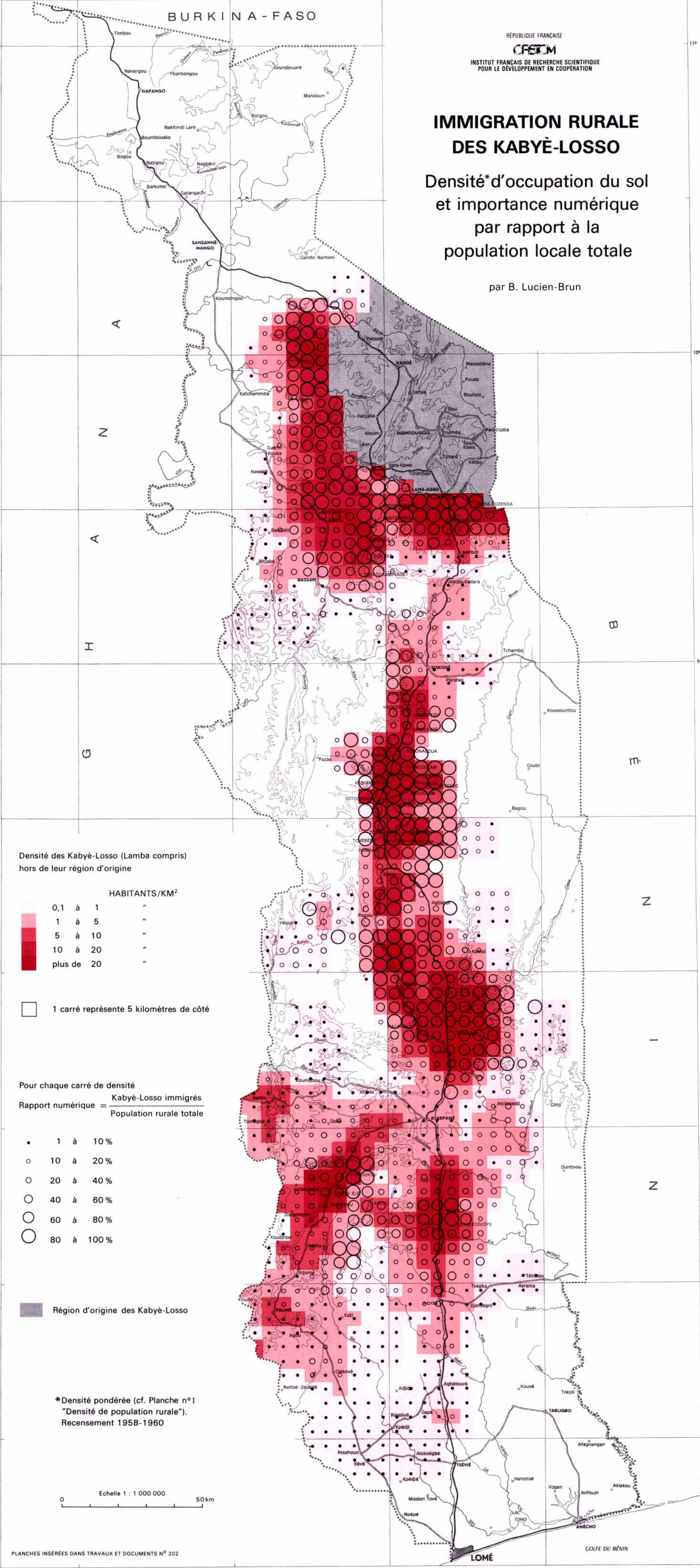
- plus de 150 HABITANTS/KM<sup>2</sup>
- de 100 à 150 "
- de 80 à 100 "
- de 60 à 80 "
- de 40 à 60 "
- de 30 à 40 "
- de 20 à 30 "
- de 10 à 20 "
- de 5 à 10 "
- de 3 à 5 "
- de 1 à 3 "
- de 0,1 à 1 "

Echelle 1 : 1 000 000  
0 50 km

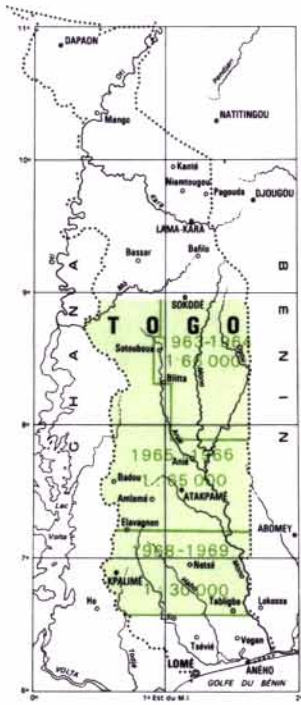








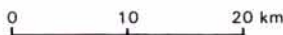




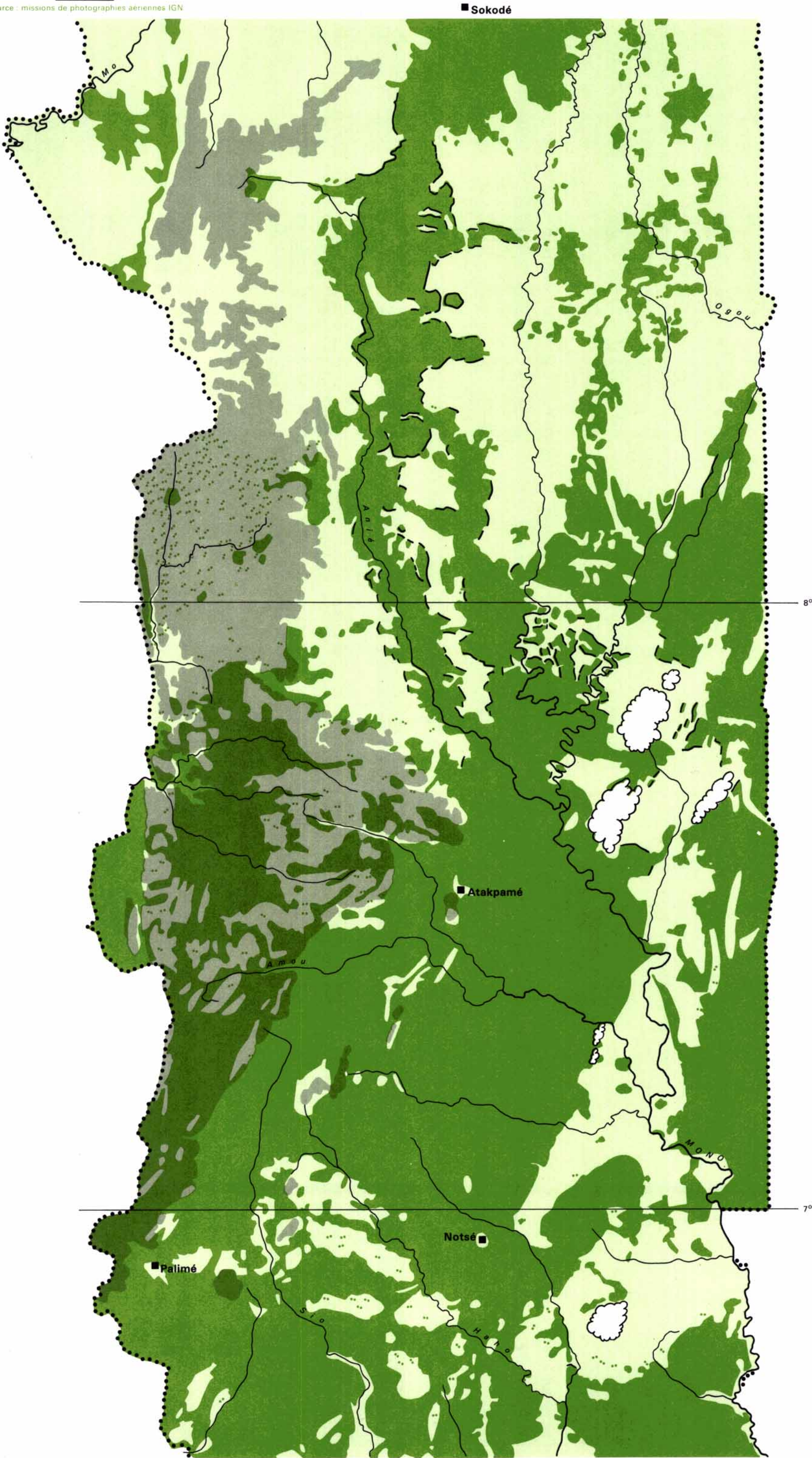
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
**ORSTOM**  
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

# TERRES CULTIVÉES DU CENTRE-TOGO

par B. Lucien-Brun



Source : missions de photographies aériennes IGN



- |   |   |
|---|---|
| Terres ne portant aucune trace de culture                           | Front pionnier actif  |
| Terres mises en culture ou portant des traces de cultures anciennes | Fumée de feu de brousse masquant le sol   |
| Groupe de champs isolés ou cultures très disséminées                | Zone de relief accusé (altitude supérieure à 400 m au sud de 8°15', à 500 m au nord de 8°15') |



RÉPUBLIQUE DU TOGO

Planche n° V

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CRSTM

INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

Colonisation agricole administrative (Kabyè)

Zone Septentrionale

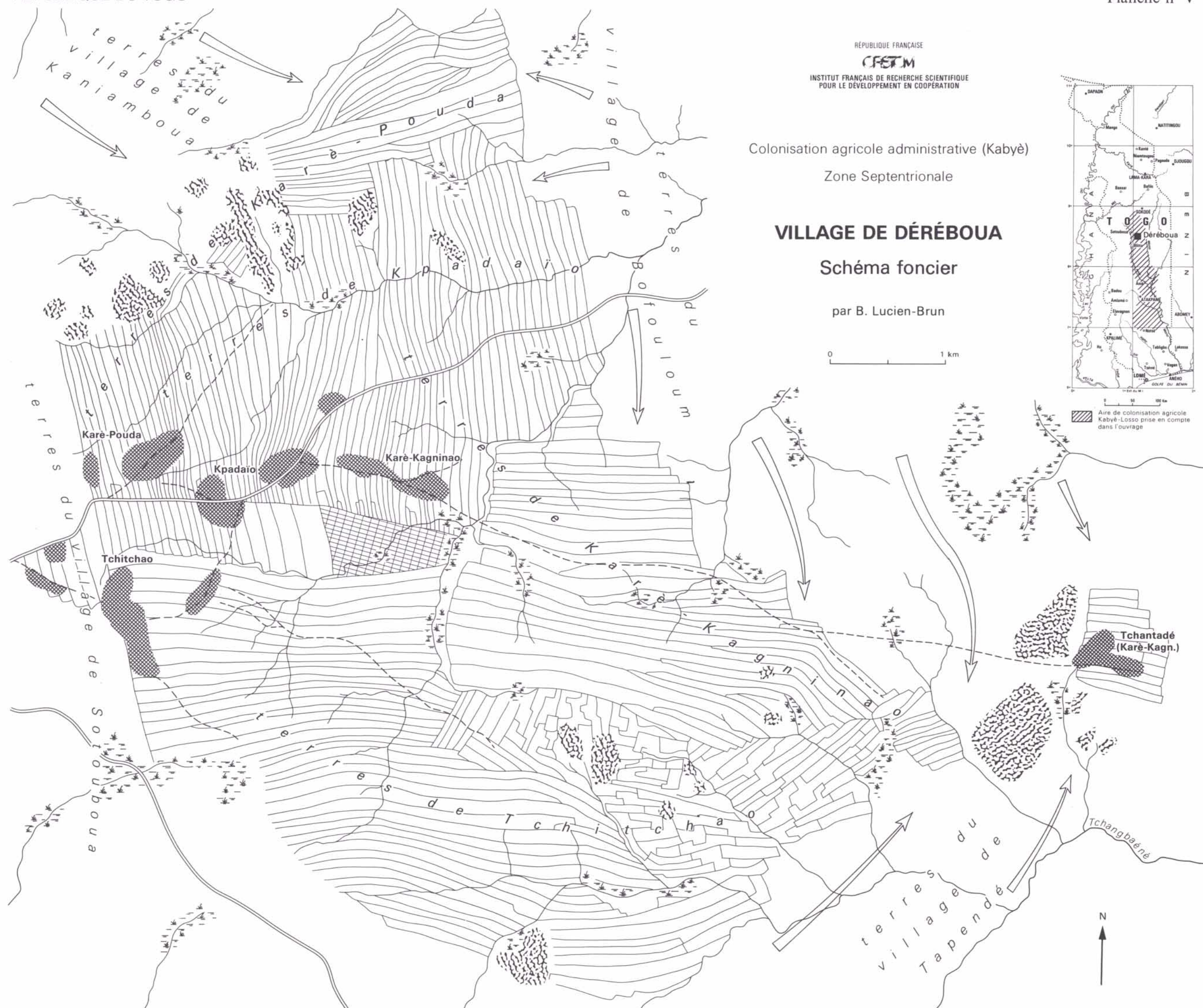
## VILLAGE DE DÉRÉBOUA

## Schéma foncier

par B. Lucien-Brun



 Aire de colonisation agricole  
Kabyè-Losso prise en compte  
dans l'ouvrage

 Limite d'exploitation familiale (1968)

Parcelle foncier complexe

 Zone d'habitation

**Kpadaïo**      Quartier du village

 Bas-fond marécageux

 Affleurement latéritique ou rocheux

Route

— — — Sentier principal

➡ Avance des cultures des villages voisins (stoppée)

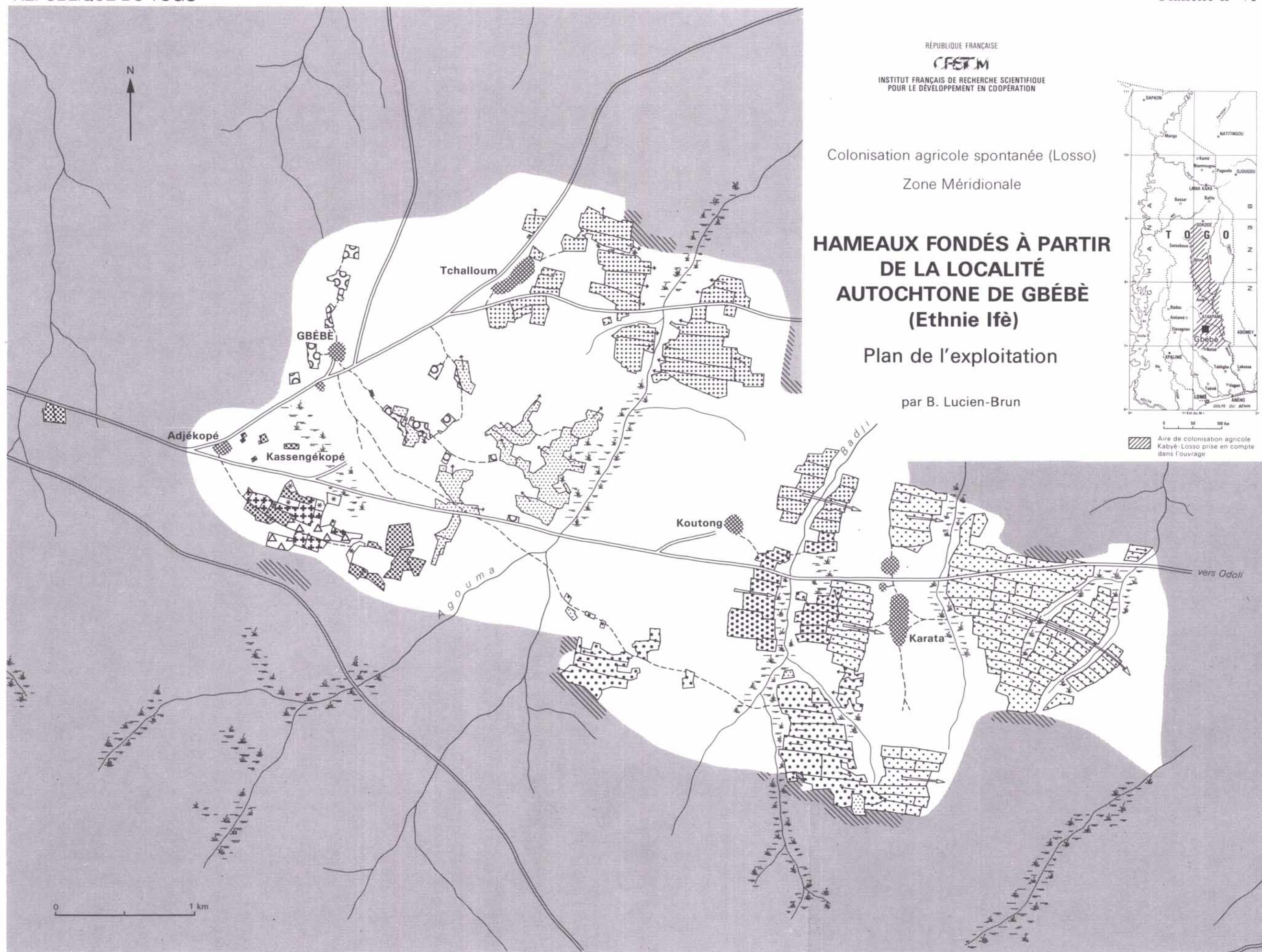
PLANCHES INSÉRÉES DANS TRAVAUX ET DOCUMENTS N° 202

© ORSTOM 1987

ÉDITIONS DE L'ORSTOM  
70-74 route d'Aulnay - 93140 BONDY-FRANCE

UNITÉ DE CARTOGRAPHIE Ch. CHAUVIAT - L. SÉGUIN



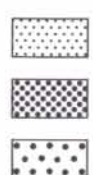


Cultures par famille en 1968 :



Ifè (GBÈBÈ)  
Immigrés Fon  
Anciens captifs

Losso de :



Gbèbè  
Adjékopé  
Kassengékopé



Tchalloum  
Koutong  
Karata

Sens apparent de l'avance des cultures :



par exploitation  
par groupes d'exploitations



Route  
Sentier principal



Autres limites des cultures des villages voisins  
Terrains de culture habituels des villages voisins  
Terrains cultivés



Zone d'habitation  
Bas-fond marécageux